VILLE DE CALUIRE ET CUIRE

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024 A 19 H 00

ORDRE DU JOUR

- COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE DONNEE PAR DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 2020
- APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2024
- INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL – PRESENTATION DU BILAN DES PERSPECTIVES DE LA VILLE DURABLE
- INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL – PRESENTATION DU PLAN VELO II

Rapports présentés

N° D2024_069 Désignation d'un membre de la Commission Ressources et Citoyenneté et d'un membre de la Commission Vivre la Ville
N° D2024_070 Projet de construction d'un cinéma à Caluire et Cuire
N° D2024_071 Ferme urbaine - Gestion en régie agricole directe
N° D2024_072 Demande de subventions auprès du Fonds européen pour le développement rural (FEADER) pour les investissements relatifs à l'activité de la Ferme Urbaine
N° D2024_073 Dénomination d'une voie : Chemin de la Ferme
N° D2024_074 Convention entre la Ville de Caluire et Cuire et la Métropole de Lyon relative aux modalités d'exercice de la police spéciale de la publicité en matière d'enseignes
N° D2024_075 Octroi de subventions complémentaires pour la végétalisation des copropriétés 2025
N° D2024_076 Dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos - Année 2025
N° D2024_077 Convention de servitude de passage entre la Ville de Caluire et Cuire et la S.N.C. CAL 69, 21 Avenue Barthélémy Thimonnier
N° D2024_078 Conventions de servitude relatives à la création de branchements électriques pour les gymnases Métropolis et Lachaise
N° D2024_079 Convention de servitudes relative à la création d'un branchement électrique sur le site de la Cuisine Centrale
N° D2024_080 Casemate de Caluire et Cuire - Convention de mise à disposition entre la Ville de Caluire et Cuire et l'Organisation pour la Connaissance et la Restauration d'Au-Dessous-Terre - Lyon (O.C.R.A. LYON) - Renouvellement
N° D2024_081 Garantie financière d’emprunts à contracter par VILOGIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement d’une opération d’acquisition en VEFA de 5 logements sociaux situés au 24 avenue Marc Sangnier à Caluire et Cuire
N° D2024_082 Ouvertures dominicales des commerces _ Année 2025 _ Détermination du nombre de dimanches autorisés
N° D2024_083 Octroi de deux subventions exceptionnelles à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg (UCCB)
N° D2024_084 Projets d'actions pédagogiques des écoles publiques pour l'année scolaire 2024/2025
N° D2024_085 Octroi de subventions exceptionnelles aux associations intervenant sur les temps périscolaires 2024/2025

N° D2024_086 Octroi d'une subvention exceptionnelle à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône
N° D2024_087 Octroi d'une subvention exceptionnelle aux Amis du Jeudi-Dimanche
N° D2024_088 Convention de partenariat entre la Ville de Caluire et Cuire et la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi (MMI'e) - 2024-2026
N° D2024_089 Exercice 2025 – Autorisation de mandatement en investissements sans inscription préalable de crédits
N° D2024_090 Augmentation des tarifs des services publics communaux n'ayant pas un caractère fiscal
N° D2024_091 Tarifs funéraires
N° D2024_092 Budget 2024 - Décision modificative n°1
N° D2024_093 Exercice 2024 - Admissions en non valeur et créances éteintes
N° D2024_094 Délégation de service public pour la mise en fourrière et la destruction de véhicules sur la commune de Caluire et Cuire _ Choix du titulaire _ Approbation du contrat de délégation de service public _ Autorisation de signer le contrat _ Approbation des tarifs
N° D2024_095 Recensement de la population 2025 - Recrutement des agents recenseurs
N° D2024_096 Convention d'adhésion à la mission de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, CDG69
N° D2024_097 Convention d'adhésion à la mission de médecine statutaire et de contrôle du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, CDG69
N° D2024_098 Convention relative à la mission d'inspection en santé et sécurité au travail entre la Ville de Caluire et Cuire et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (CDG69)
N° D2024_099 Convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes proposé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, CGG69 _ Renouvellement
N° D2024_100 Participation financière de la Ville de Caluire et Cuire, employeur, aux garanties risque prévoyance et maintien de salaire souscrites par les agents municipaux
N° D2024_101 Convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité socio-culturel du personnel municipal _ Renouvellement
N° D2024_102 Convention de mise à disposition de personnel entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité socio-culturel du personnel municipal _ Renouvellement
N° D2024_103 Révision du régime indemnitaire de la police municipale
N° D2024_104 Mise à jour du tableau des effectifs

M. TOLLET : Mesdames et messieurs, chers collègues, avant d'ouvrir la séance, je voudrais avoir une pensée émue pour un homme remarquable, un résistant Juste parmi les nations, notre ami Jean Nallit qui s'est éteint le 22 novembre dernier à l'aube de ses 101 ans. Il a rejoint son épouse Gilberte, décédée le 17 mai 2022 avec laquelle il avait entre autre fondé le Souvenir français de Caluire et Cuire.
Nous avons eu l'immense chance de l'avoir à nos côtés l'année passée pour l'inauguration du square Gilberte et Jean Nallit, et celle du rond-point des Justes parmi les Nations, une distinction qu'il avait reçue en 1992 pour avoir officiellement sauvé les vies de Pierre Dreyfus, Paul Goetz et Bernard Grossman.
Dans les faits, ce sont en réalité des milliers de vies que Jean Nallit a contribué à sauver en fabriquant et distribuant des faux-papiers au sein du réseau « charrette » de la Résistance qu'il avait intégré en 1940 à tout juste 17 ans avant d'être arrêté par la Gestapo au printemps 1944 alors qu'il était parti livrer de faux ordres de démobilisation chez Bernard Grossman, un membre de l'Armée juive.
Torturé par Klaus Barbie, puis incarcéré à la Prison de Montluc, il gardera le silence et sauvera ainsi les membres de son réseau dont aucun ne sera inquiété. Déporté au camp de Buchenwald, il sera sauvé par les alliés, le 8 mai 1945.
Juste parmi les Nations, Grand-Croix de la Légion d'Honneur, Grand officier de l'Ordre national du Mérite, Commandeur dans l'ordre des Palmes académiques… nombreuses sont les décorations venues saluer le courage de cet homme d'une grande simplicité qui n'eut de cesse, avec son épouse, Gilberte, de témoigner auprès des jeunes générations.

Je vous propose d'observer une minute de silence pour honorer sa mémoire.

(Minute de silence)

Je vous remercie.

La séance est ouverte. En vertu de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, en ma qualité de Premier Adjoint et de plein droit, je remplace provisoirement le maire, dans la plénitude de ses fonctions. C'est ainsi que je préside le conseil municipal ce soir et que j'exerce la fonction d'autorité de police de l'assemblée. L'ordre du jour de cette séance est établi et vous a été transmis le 10 décembre dernier.

ELECTION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Avant de passer à son examen, il nous faut nommer le secrétaire de séance, en la personne de M. MICHON. Qui est pour ?

ADOPTE A L'UNANIMITE
PAR 42 VOIX POUR

Je vous remercie.

M. MICHON, veuillez s'il vous plaît procéder à l'appel.

Etaient présents : M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etait absent : M. COCHET

Trente-huit conseillers municipaux sur les quarante-trois que compte le conseil municipal assistant en personne à la séance, le quorum est atteint conformément à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 6 du Règlement intérieur du conseil municipal.

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE DONNEE PAR DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2024

N° 2024-072 :

Avenant n°1 correctif au marché N° 2023-012 – Lot 2 – entre la Ville et la Société TERIDEAL TARVEL SAS – 90 rue André Citroën – CS 60009 – 69747 GENAS CEDEX signé le 26 mars 2024.

***Objet** : Aménagement du parc Livet*

Lot 2 : plantation, serrurerie et mobilier

Pour les besoins des travaux, des quantités référencées au bordereau de prix unitaires initial ont dues être modifiées voire supprimées pour être remplacées par de nouvelles références.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant représente une diminution du marché de -632,10 € HT*
Le montant total du marché de 374 577,22 € HT, est porté à 373 945,12 € HT.

N° 2024-073 :

Avenant n°2 au marché N° 2023-012 – Lot 1 – entre la Ville et la Société TERIDEAL SEGEX – 90 rue André Citroën – CS 60009 – 69747 GENAS CEDEX signé le 7 juin 2024.

***Objet** : Aménagement du parc Livet*

Lot 1 : génie civil, VRD éclairage

En raison de travaux supplémentaires, il a été nécessaire de valider la fiche de travaux modificatifs 3 relative aux travaux de mise en œuvre de remblai allégé sous le mur de soutènement. Par ailleurs, la répartition entre les co-traitants est modifiée.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant représente une incidence financière de 11 527,25 € HT en moins value.*
Le montant total du marché de 360 922,45 € HT, est porté à 349 286,24 € HT.

N° 2024-074 :

Marché N° 2024-016 – entre la Ville et la Société LAQUET SAS – 643 route de Beaurepaire – 26210 LAPEYROUSE-MORNAY signé le 12 juin 2024.

***Objet** : Travaux de rénovation du terrain de hockey sur gazon au stade Henri Cochet*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Le délai global d'éxécution des travaux est de 4 mois.*

La période de préparation est de 2 semaines à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La période de travaux est de 14 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.
La pose du gazon devra être réalisée avant le 6 septembre 2024.

***Montant** : Offre de base : 386 490,30 € HT*

Offre de base + prestation supplémentaire éventuelle n°1 (sécurisation de l'angle sud-ouest et reprise du filet pare-ballons) + prestation supplémentaire éventuelle n°2 (filtration renforcée en amont de la cuve de stockage d'eau) : 388 216,80 € HT

N° 2024-075 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 13 – entre la Ville et la Société INEO RHONE-ALPES AUVERGNE – 6 rue Alexander Fleming – 69007 LYON signé le 13 juin 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 13 : courants forts, courants faibles,

Le maître d'ouvrage a demandé des modifications pour répondre à des évolutions d'usage entre la phase de conception et la phase de travaux.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Coût des prestations supplémentaires : 63 880,09 € HT*

Le montant global du marché est porté à 463 793,25 € HT.

N° 2024-076 :
Marché N° 2024-012 – entre la Ville et la Société Française de Radiotéléphone SA (SFR) – 16 rue du Général Alain de Boissieu – 75015 PARIS signé le 18 juin 2024.

***Objet** : Services d'accès internet résidentiels*

***Durée** : L'accord cadre est passé pour une période ferme de deux ans à compter du 1er novembre 2024.*

La période courant de la date de notification jusqu'au démarrage de l'accord-cadre constituera une période préparatoire à la mise en place des services.

A l'issue de la première période, l'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois pour une durée d'un an.

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*

Montant maximum pour la période initiale de 24 mois : 60 000 € HT
Montant maximum par année de reconduction : 30 000 € HT

N° 2024-077 :

Arrêté municipal en date du 20 juin 2024 pris par le Maire.
***Objet** : Modification de la régie de recettes de la piscine municipale, considérant la nécessité de pouvoir encaisser les recettes liées à la vente de bonnets de bain aux usagers .*

N° 2024-078 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-051 – Lot 5 – entre la Ville et la Société CONCEPT 3P – 72 avenue Roger Salengro – 69100 VILLEURBANNE signé le 28 mai 2024.

***Objet** : Prestations de nettoyage et de vitrerie pour la Ville de Caluire et Cuire*

Lot 5 : nettoyage quotidien de divers bâtiments communaux

Afin de palier aux absences de personnel en charge de l'entretien des locaux, des prestations de nettoyage hors Bordereau des Prix Unitaires (BPU) commandées sur devis sont devenues récurrentes. Il convient d'ajouter ces prestations de nettoyage quotidien pour de nouveaux bâtiments (locaux du cimetière, crèche Orange Bleue, Maison des Anciens Combattants, Salle du Conseil municipal...) au BPU.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le montant estimatif annuel des prestations complémentaires est de 58 576 € HT*
Le montant maximum du marché demeure inchangé.

N° 2024-079 :

Demande de subvention en date du 22 avril 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention à la Métropole de Lyon pour l'installation de 3 caméras de vidéosurveillance sur l'espace public en lien avec les compétences métropolitaines.*

Dans le cadre du dispositif « AIDE AUX COMMUNES 2024 », il est déposé auprès de la Métropole de Lyon une demande de subvention pour l'installation de 3 caméras de vidéosurveillance sur les sites suivants : Pont de la Voie Verte, City stade de Saint Clair (déchets/dépôts sauvages),City stade des Bruyères (déchets/dépôts sauvages).

Coût prévisionnel de l'opération : 36 050,75 € HT

N° 2024-080 :

Demande de subvention en date du 25 avril 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention au titre du Fonds vert pour la mise en place d'un écopâturage sur le site du Val Foron*

Dans le cadre du « FONDS VERT », il est déposé une demande de subvention pour la mise en place d'un écopaturage sur le site du Val foron.

Coût prévisionnel de l'opération : 3 144 € HT

N° 2024-081 :

Demande de subvention en date du 2 mai 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'extension du système de vidéoprotection de la Ville au titre de l'année 2023 pour les quartiers Centre Bourg, Bissardon, Montessuy, Saint Clair, Vassieux et Vernay, dans le cadre du programme « sécuriser les espaces publics communaux »*

Coût prévisionnel de l'opération : 164 097,55 € HT

N° 2024-082 :

Demande de subvention en date du 24 juin 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention au titre du contrat de plan Etat-Région pour la réalisation d'une ferme urbaine sur le secteur de la Terre des Lièvres à Caluire et Cuire*

Dans le cadre du «CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION », il est déposé une demande de subvention pour la réalisation d'une ferme urbaine sur le secteur de la terre des lièvres à Caluire et Cuire.

Coût prévisionnel de l'opération : 2 775 204 € HT

N° 2024-083 :

Demande de subvention en date du 14 juin 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'extension du système de vidéoprotection de la Ville au titre de l'année 2024*

Dans le cadre du Programme « sécuriser les espaces publics communaux », il est déposé, au titre de l'année 2024, auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes une demande de subvention pour l'extension de la vidéoprotection sur divers quartiers de la commune: abords des écoles, terrains de sport, voie publique.

Coût prévisionnel de l'opération : 148 510,57 € HT

N° 2024-084 :

Demande de subvention en date du 25 avril 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention au titre du fonds vert pour le traitement de la renouée du Japon dans le cadre de la renaturation des terres du site de la future ferme urbaine*

Dans le cadre du « FONDS VERT », il est déposé une demande de subvention pour le traitement de la renouée du japon dans le cadre de la renaturation des terres du site de la future ferme urbaine.

Coût prévisionnel de l'opération : 32 056 € HT

N° 2024-085 :
Demande de subvention en date du 25 avril 2024 formulée par le Maire.
***Objet** : Demande de subvention au titre du fonds vert pour la végétalisation des espaces extérieurs du groupe scolaire Montessuy – phase d'étude*
Dans le cadre du « FONDS VERT », il est déposé une demande de subvention pour les études relatives à la végétalisation des espaces extérieurs du groupe scolaire Montessuy.

Coût prévisionnel de l'opération : 25 000 € HT

N° 2024-086 :
Demande de subvention en date du 5 juillet 2024 formulée par le Maire.
***Objet** : Demande de subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'équipement de la Police Municipale au titre de l'année 2024*
Dans le cadre du Programme « sécuriser ma commune par l'acquisition et l'installation d'équipements adaptés », il est déposé, au titre de l'année 2024, auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes une demande de subvention pour l'équipement des Policiers Municipaux.
Coût prévisionnel de l'opération : 5 057,26 € HT

N° 2024-087 :

Avenant n° 1 au marché N° 2023-001 – Lot 11 – entre la Ville et la société SKL SAS – ZI du Bas Pontet – 14 rue Jules Ferry – 69360 ST SYMPHORIEN D'OZON signé le 9 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la Cuisine Centrale.*

Lot 11 : plomberie - sanitaires

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires :

mise en place d'un réseau EP provisoire afin de collecter les eaux usées par la toiture existante pour avoir une halle hors d'eau et permettre les travaux de dallage, chapes et carrelages ; modification du modèle de vasques dans les sanitaires du personnel de la zone bureau ; ajout d'un sanitaire lave-main dans la zone de bureau à l'étage.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant de l'avenant** : 11 815,21 € HT*

Le Montant total du marché est porté de 457 869,40 € HT à 469 684,61 € HT.

N° 2024-088 :

Marché N° 2024-006 – entre la Ville et la Société LE SENS DU PAYSAGE – 14 chemin des Mermet – 73100 AIX-LES-BAINS signé le 16 juillet 2024.

***Objet** : Mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement des espaces extérieurs du groupe scolaire Montessuy*

***Durée** : Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou formulées pendant le délai de garantie ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.*
Le délai d'exécution prévisionnel de la mission de maîtrise d'oeuvre est d'environ 18 mois à compter de la notification du marché de maîtrise d'oeuvre, plus 12 mois de garantie de parfait achèvement.

***Montant** : Tranche ferme :*

- mission de base zone 1 : forfait provisoire de rémunération : 21 000 € HT

- mission « études préliminaires » et « études d'avant-projet » pour la zone 2 : forfait provisoire de rémunération : 1 456 € HT

Tranche optionnelle 1 : autres éléments de mission pour la zone 2 : 1 400 € HT

Tranche optionnelle 2 : autres éléments de mission pour la zone 2 : forfait provisoire de rémunération : 2 744 e HT

N° 2024-089 :

Arrêté municipal en date du 12 juillet 2024 pris par le Maire.

***Objet** : Arrêté autorisant un emprunt auprès de la Banque Postale de 5 000 000 €.*

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/09/2049 mise en place lors du versement des fonds (5 000 000 €) :

- ***Durée** : 25 ans*
- ***Mise à disposition des fonds** : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 16/08/2024, en une fois avec versement automatique à cette date*
- ***Taux d'intérêt annuel** : taux fixe de 3,51%*
- ***Base de calcul des intérêts** : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours ;*
- ***Périodicité des échéances d'amortissement et d'intérêts** : trimestrielle*
- ***Mode d'amortissement** : échéances constantes*
- ***Conditions de remboursement anticipé** : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle*
- ***Commission d'engagement** : 0,05 % du montant du prêt soit 2 500 €*
- ***Typologie Gissler** : 1A*

N° 2024-090 :

Avenant n°2 au marché N° 2023-001 – Lot 17 – entre la Ville et la Société AXIMA – 214 rue Marius Berliet – 69400 ARNAS signé le 17 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 17 : VRD Espaces verts

Les fiches de travaux modificatifs n°3 et 4 sont validées et actent des travaux supplémentaires relatifs à la suppression d'un regard en béton, la suppression des travaux de connexion à la fibre qui se fera depuis le CTM et la motorisation du portail.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°2 représente une moins-value de : - 3 418,40 € HT*
Le cumul des avenant n°1 et 2 représente donc une augmentation de 48 868,30 € HT.
Le montant total du marché est porté de 508 020,60 € HT à 556 888,90 € HT.

N° 2024-091 :

Marché N° 2024-023 – Relance Lot 15 – entre la Ville et la Société HIE-EQUIPEMENT – 22 rue des Platanes – 38120 SAINT EGREVE signé le 22 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la Cuisine Centrale*

Lot 15 : cuisson et électromécanique

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Le délai global d'exécution des travaux est de 4 mois.*
La période de préparation est de 15 jours à compter de la notification du marché.
La période de travaux est de 3,5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.
Le marché prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.

***Montant** : 739 396,04 € HT*

N° 2024-092 :

Marché N° 2024-022 – entre la Ville et la Société ADG ENERGY – 5 rue Ampère – 69680 CHASSIEU signé le 24 juillet 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage sportif intérieur des salles et gymnases*

***Durée** : L'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 500 000 € HT

N° 2024-093 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 2 – entre la Ville et la SAS SDO CONSTRUCTION – 13 allée des Tulipiers – 69500 BRON signé le 24 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 2 : étanchéité – couverture

La fiche de travaux modificatifs n°1 prévoit des travaux supplémentaires relatifs à la dépose d'une bande en polycarbonate et du bardage. La référence 1.2 est supprimée.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 1 111,20 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 179 342,17 € HT à 180 453,37 € HT.

N° 2024-094 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 5 – entre la Ville et la SAS ROLLET – 371 rue de Bourgogne – 71680 CRECHES signé le 24 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 5 : serrurerie – métallerie – équipements de quais

La fiche de travaux modificatifs n°1 est validée. Elle prévoit les travaux supplémentaires suivants : dépose de menuiseries existantes, fourniture et pose d'une tôle pour fermer le vide entre l'escalier d'accès aux combles et le mur mitoyen.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 4 082 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 123 246,70 € HT à 127 328,70 € HT.

N° 2024-095 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 6 – entre la Ville et la Société LES MENUISIERS DU RHONE – 1 rue des Alpes – CS 30029 – 69517 VAULX EN VELIN CEDEX signé le 24 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 6 : menuiserie intérieure – signalétique

Les fiches de travaux Modificatifs n°1 et 2 sont validées. Elles prévoient les travaux suivants : modification des cloisonnements des bureaux pour créer un bureau supplémentaire ; ajout d'un sanitaire avec un lave-main.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 679,15 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 89 450,83 € HT à 90 129,98 € HT.

N° 2024-096 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 7 – entre la Ville et la Société COURTADON SAS – 66 avenue des Bruyères – 69150 DECINES signé le 24 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 7 : plâtrerie – peintures – plafonds suspendus

La fiche de travaux modificatifs n°1 est validée. Elle prévoit les travaux supplémentaires suivants : modification du cloisonnement des bureaux pour créer un bureau supplémentaire.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 2 202,20 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 90 583,67 € HT à 92 785,87 € HT.

N° 2024-097 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 9 – entre la Ville et la Société NASA NOUVELLE SOCIETE D'ASCENSEURS – 6 rue de la Goëlette – ZE du Grand Large – 86280 SAINT BENOIT signé le 25 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 9 : appareil élévateur

La fiche de travaux modificatifs n° est validée. Elle prévoit les travaux supplémentaires suivants : fourniture et pose d'un kit GSM pour permettre l'économie de la création d'une ligne téléphonique cuivre ressentie également sur les réseaux VRD.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 950 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 27 900 € HT à 28 850 € HT.

N° 2024-098 :

Bail de location commercial – entre la Ville (bailleur) et l'Association Chez Daddy (preneur) signé le 26 juillet 2024.

***Objet** : Location d'un local, 1 place Louis Braille, d'une superficie totale d'environ 133 m² pour une activité de café, petite restauration, coworking, événementiel, à l'exclusion de toutes autres activités même temporairement.*

***Durée** : La durée du bail a été fixée à 9 années entières et consécutives à compter du 26 juillet 2024 pour se terminer le 25 juillet 2033.*

***Montant** : Le loyer annuel hors charge est de 7 870€ HT payable trimestriellement.*
- Le bailleur accorde au preneur une franchise de loyer totale jusqu'au 31 décembre 2025.
- le bailleur accorde au preneur une réduction du loyer du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026, afin que le loyer de cette période soit ramené à 2 870 € HT et HC
- le bailleur accorde au preneur une réduction de loyer du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027, afin que le loyer de cette période soit ramené à 5 730 € HT et HC
A compter du 1er janvier 2028 le loyer reviendra à son montant initial de 7 870 € HT et HC
A partir du 1er janvier 2025, le preneur règlera en sus du loyer, à chaque appel de loyer trimestriel, une somme de 532,50 € HT à titre de provision sur charges.

N° 2024-099 :

Marché N° 2023-001 – entre la Ville, maître d'ouvrage, la SPL d'Efficacité Energétique OSER, mandataire, et la Société AUTUMN – Savoie Technolac - Taxiway – 73370 LE BOURGET DU LAC signé le 27 mai 2024.

***Objet** : Marché Public Global de Performance énergétique pour la réhabilitation et extension de trois bâtiments de l'ex-collège Lassagne à Caluire et Cuire*

***Durée** : La durée du marché est de 10 ans à compter de la date d'entrée en vigueur.*

***Montant** : 16 704 154 € HT*

N° 2024-100 :

Convention d'occupation temporaire – entre la Ville de Caluire et Cuire et la SARL AESD en date du 11 juillet 2024.

***Objet** : Exploitation d'un kiosque commercial à usage d'activité traiteur – Place Jules Ferry – d'une superficie totale d'environ 20 m² pour une activité de traiteur sur place ou à emporter.*

***Durée** : La convention est conclue pour une durée de six ans, à compter de sa signature, soit le 11 juillet 2024 pour se terminer le 10 juillet 2030.*

***Montant** : La redevance est de 352 € mensuels, et sera révisée annuellement de plein droit, à la date anniversaire en fonction de l'évolution de l'indice trimestriel des loyers commerciaux publié par l'INSEE.*

N° 2024-101 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 3 – entre la Ville et la Société SMAC – 20 rue Francine Fromont – 69517 VAULX EN VELIN Cedex signé le 29 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 3 : façades – bardage

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires :
- prestation prévue initialement en supplément pour le lot 2 et finalement réalisée par le lot bardage au niveau de la façade sud ;
- suite au passage de l'Eau du GrandLyon, SMAC a du déplacer en urgence ses matériaux entraînant des frais imprévisibles ;
- la mise en place d'une étanchéité provisoire au niveau du hangar est nécessaire pour permettre la réalisation du carrelage et l'étanchéité de la dalle de la zone process.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 8 883 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 518 683,33 € HT à 527 566,33 € HT.

N° 2024-102 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 4 – entre la Ville et la Société BORY ALEX METALLERIE MENUISERIE – ZAC LES EPALITS – 42610 SAINT ROMAIN LE PUY signé le 31 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 4 : menuiseries extérieures aluminium – occultation

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires :
modification du cloisonnement des bureaux pour ajouter un bureau supplémentaire ; remplacement des films opacifiants des vitrages des 2 vestiaires par des vitrages dépolis plus durables et adaptés aux locaux humides.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 2 670,56 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 272 458,60 € HT à 275 129,16 € HT.

N° 2024-103 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 8 – entre la Ville et la Société LA RHODANIENNE DE CARRELAGE – 54 rue Vaillant Couturier – 69200 VENISSIEUX signé le 29 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 8 : revêtements des sols

L'avenant a pour effet de modifier les articles 1 et 2 de l'acte d'engagement :
- la société ayant changé d'adresse : modification du SIRET
- les travaux supplémentaires nécessaires : remplacement de la peinture au sol initialement prévue par un carrelage anti-dérapant identique à l'ensemble de la zone process pour une finition plus qualitative.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 1 531,72 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 167 650,17 € HT à 169 181,89 € HT.

N° 2024-104 :

Marché N° 2024-017 – entre la Ville et la Société LEBLANC ILLUMINATIONS – 6-8 rue Michaël Faraday – 72027 LE MANS Cedex 2 signé le 1er août 2024.

***Objet** : Achat et location de matériel pour les illuminations.*

***Durée** : Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou formulées pendant le délai de garantie ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.*

Le délai d'exécution prévisionnel de la mission de maîtrise d'oeuvre est d'environ 12 mois, à compter de la notification du marché de maîtrise d'œuvre, plus 12 mois de garantie de parfait achèvement.

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 22 000 € HT

N° 2024-105 :

Marché N° 2024-024 – entre la Ville et la Société O.S.M.O.S.E. – 67 rue Wambrechies – 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE Cedex 2 signé le 26 août 2024.

***Objet** : Mission de Maîtrise d'Oeuvre pour la rénovation du parquet du Gymnase Lachaise.*

***Durée** : Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux ou après prolongation de ce délai en cas de réserve. Le délai d'exécution prévisionnel de la mission de maîtrise d'oeuvre est d'environ 12 mois.*

***Montant** : Rémunération de la Mission de base : taux de rémunération de 6,66 % sur la base d'un montant prévisionnel des travaux de 250 000 € HT, soit un forfait provisoire de 16 650 € HT*
Rémunération de la Mission complémentaire de diagnostic : 1 275 € HT

N° 2024-106 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 12 – entre la Ville et la Société JEAN MOOS SAS – ZA LA GAITE – 6-8 avenue Jean Moos – 69550 AMPLEPUIS signé le 31 juillet 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 12 : chauffage – ventilation – climatisation – gestion technique du bâtiment

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires : modification du cloisonnement des bureaux pour créer un bureau supplémentaire, et ajout d'un sanitaire au R+1 avec lave-main ;

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 2 884,70 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 738 294,63 € HT à 741 179,33 € HT.

N° 2024-107 :

Avenant n°3 au marché N° 2021-021 – entre la Ville et la Société AAMCO ARCHITECTURES SAS – 20 rue Octavie – 69100 VILLEURBANNE signé le 5 août 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale, maîtrise d'oeuvre*

Le co-traitant LB Ingénierie, en charge de tout ou partie des missions SYNTHESE, DET, AOR, et OPC, a été placé en liquidation judiciaire, la Société SELARLU MARTIN liquidateur, a indiqué ne pas souhaiter poursuivre les missions souscrite par LB Ingénierie.
Par conséquent, les missions restant dues par le co-traitant LB Ingénierie sont transférées au mandataire solidaire du groupement, la Société AAMCO.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le solde restant à percevoir par LB Ingénierie est donc attribué à AAMCO pour un montant de 27 886,86 € HT.*

N° 2024-108 :

Avenant n°1 au marché N° 2024-016 – entre la Ville et
- la Société LAQUET SAS – 643 route de Beaurepaire – 26210 LAPEYROUSE MORNAY ;
- le co-traitant, la Société POLYTAN – rue Hector Servadac – 80440 GLISY
signé le 10 septembre 2024.

***Objet** : Travaux de rénovation du terrain de hockey sur gazon au stade Henri Cochet*

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires :
curage des caniveaux avec dégagement des regards borgnes ; annulation du remplacement de l'abri existant ; remplacement du programmateur d'arrosage ; changement du système de régulation ; reprise de la fixation de caniveau.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente une augmentation de 6 420 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 338 216,80 € HT à 394 636,80 € HT.

N° 2024-109 :

Acceptation d'une contrepartie en date du 13 septembre 2024.

***Objet** : octroi d'une contrepartie d'image de la part de la Région Auvergne Rhône-Alpes pour la « Fête des Lumières » du 7 décembre 2024.*

Le Maire accepte le versement, par la Région Auvergne Rhône-Alpes, d'une contrepartie de droit à l'image d'un montant de 2 000 €.

N° 2024-110 :

Demande de subvention en date du 13 septembre 2024 formulée par le Maire.

***Objet** : Demande de subvention à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour la manifestation « Les Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin – 2024 »*

Dans le cadre du programme « Fonds d'intervention culturel », il est déposé auprès de la Région Rhône-Alpes une demande de subvention pour « Les Entretiens de Caluire et Cuire – Jean Moulin – 2024 ».

Coût prévisionnel de l'opération : 59 262,40 € HT

N° 2024-111 :

Acceptation d'une contrepartie en date du 13 septembre 2024.

***Objet** : octroi d'une contrepartie d'image de la part de la Région Auvergne Rhône-alpes pour la « Fête des Lumières » du 9 décembre 2023.*

Le Maire accepte le versement, de la Région Auvergne Rhône-alpes, d'une contrepartie de droit à l'image d'un montant de 1 000 €.

N° 2024-112 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-001 – Lot 10 – entre la Ville et la Société PI INSTALL – 14 rue des Serves – 01340 MONTREVEL EN BRESSE signé le 20 septembre 2024.

***Objet** : Construction de la cuisine centrale*

Lot 10 : cloisons et portes isothermes

L'avenant a pour effet de modifier la clause de révision du lot 10, en effet l'index CHF (Index de Travaux d'isolation de chambres froides et de leurs portes) et l'acier de construction ont connu une forte fluctuation ces dernières années.

Par ailleurs, pour permettre la parfaite réalisation de l'ouvrage, des décalages de planning ont été notifié aux titulaires.

Le décalage de l'opération a ainsi eu pour effet de voir l'indice baisser significativement continuant d'accroître l'impact de révision sur le marché lot 10.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2024-113 :

Marché N° 2024-030 – entre la Ville et la Société PETIT FORESTIER LOCATION SAS – 11 route de Tremblay – 93420 VILLEPINTE signé le 25 septembre 2024.

***Objet** : Location longue durée de deux véhicules frigorifiques sans chauffeur.*

***Durée** : La durée de location est de 36 mois à compter de la livraison du véhicule définitif.*

***Montant** : Location de 2 véhicules : 3 256 € HT par mois.*
Montant de la franchise : 595 € HT

N° 2024-114 :

Marché N° 2024-019 – entre la Ville et la Société BJT SERVICES – 50 route du Bourg – 01400 NEUVILLE LES DAMES signé le 24 septembre 2024.

***Objet** : Fourniture et maintenance d'appareils électroménagers.*

***Durée** : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 1er octobre 2024 renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 55 000 € HT

N° 2024-115 :

Avenant n°1 au marché N° 2020-016 – Lot 1 – entre la Ville et la Société SOBECA – ZI avenue Jean Vacher – BP 23 – 69480 ANSE signé le 20 septembre 2024.

***Objet** : Exploitation, maintenance et travaux neufs des installations d'éclairage public et des illuminations festives.*

Lot 1 : Exploitation, maintenance des installations d'éclairage public et des illuminations festives
Afin de permettre la relance du marché et en raison des divers besoins de la Maîtrise d'Ouvrage concernant des opérations à engager, l'avenant a pour objet de prolonger la durée d'exécution du

lot 1. Le terme du marché initialement prévu le 4 octobre 2024 est reporté au 6 décembre 2024 inclus.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le montant maximum demeurant inchangé, l'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2024-116 :

Avenant n°1 au marché N° 2020-016 – Lot 2 (accord cadre multi-attributaires) – entre la Ville et la Société SOBECA – ZI avenue Jean Vacher – BP 23 – 69480 ANSE signé le 20 septembre 2024.

***Objet** : Exploitation, maintenance et travaux neufs des installations d'éclairage public et des illuminations festives.*

Lot 2 : Travaux neufs d'éclairage public

Afin de permettre la relance du marché et en raison des divers besoins de la Maîtrise d'Ouvrage concernant des opérations à engager, le présent avenant à pour objet de prolonger la durée d'exécution du lot 2. Le terme du marché initialement prévu le 4 octobre 2024 est reporté au 6 décembre 2024 inclus.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le montant maximum demeurant inchangé, l'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2024-117 :

Avenant n°1 au marché N° 2020-016 – Lot 2 (accord cadre multi-attributaires) – entre la Ville et la SOCIETE LYONNAISE D'ECLAIRAGE CITEOS – 325 rue Maryse Bastié – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 20 septembre 2024.

***Objet** : Exploitation, maintenance et travaux neufs des installations d'éclairage public et des illuminations festives.*

Lot 2 : Travaux neufs d'éclairage public

Afin de permettre la relance de la nouvelle procédure de mise en concurrence, et en raison de divers besoins de la Maîtrise d'Ouvrage concernant des opérations à engager, le présent avenant à pour objet de prolonger la durée d'exécution du lot 2. Le terme du marché initialement prévu le 4 octobre 2024 est reporté au 6 décembre 2024 inclus.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le montant maximum demeurant inchangé, l'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2024-118 :

Avenant n°1 au marché N° 2020-016 – Lot 2 (accord cadre multi-attributaires) – entre la Ville et la Société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – ZI la Ponchonnière – 69210 SAVIGNY signé le 20 septembre 2024.

***Objet** : Exploitation, maintenance et travaux neufs des installations d'éclairage public et des illuminations festives.*

Lot 2 : Travaux neufs d'éclairage public

Afin de permettre la relance de la procédure et en raison de divers besoins de la Maîtrise d'Ouvrage concernant des opérations à engager, le présent avenant à pour objet de prolonger la durée d'exécution du lot 2. Le terme du marché initialement prévu le 4 octobre 2024 est reporté au 6 décembre 2024 inclus.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : Le montant maximum demeurant inchangé, l'avenant n'a pas d'incidence financière.*

N° 2024-119 :

Marché N° 2024-020 – Lot 2 – entre la Ville et la Société STOCK LIGHT – 20 rue du Luxembourg – 31410 LE FAUGA signé le 1er octobre 2024.

***Objet** : Location de mobilier, de tentes pour diverses manifestation.*

Lot 2 : Location de stands équipés et de mobilier

***Durée** : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 2 décembre 2024 renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 25 000 € HT

N° 2024-120 :

Arrêté municipal en date du 3 octobre 2024 pris par le Maire.

***Objet** : Arrêté autorisant la signature d'une ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne de 4 000 000 €.*

Les caractéristiques de cette ligne de trésorerie sont les suivantes :

- ***Montant : 4 000 000 euros***
- ***Durée :** 1 an à compter de la signature du contrat*
- ***Taux d'intérêts et marge** : tirage sur €STR +0,56 % (dans l'hypothèse où l'€STR serait inférieur à 0, l'€STR serait alors réputé égal à 0)*
- ***Calcul des intérêts** : à compter de la date de mise à disposition des fonds jusqu'au jour calendaire précédant la date de remboursement des fonds*
- ***Paiement des intérêts :** chaque mois/trimestre civil par débit d'office*
- ***Frais de dossier :** 0,07 % du montant de la ligne soit 2 800 €*
- ***Commission de non-utilisation** : 0,02 % par an sur le montant non utilisé de la ligne de trésorerie*

N° 2024-121 :

Marché N° 2024-0001 – Lot 1 – entre la Ville et la Société APAVE EXPLOITATION FRANCE – 385 allée des Frênes – 69760 LIMONEST signé le 4 octobre 2024.

***Objet** : Contrôle des armoires, des candélabres et consoles appartenant à l'éclairage public.*

Lot 1 : Contrôles techniques des installations et armoires électriques d'éclairage public

***Durée** : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 45 000 € HT

N° 2024-122 :

Marché N° 2024-0001 – Lot 2 – entre la Ville et la Société ROCH SERVICE – 5 rue du Petit Albi – 95000 CERGY signé le 4 octobre 2024.

***Objet** : Contrôle des armoires, des candélabres et consoles appartenant à l'éclairage public.*

Lot 2 : Vérification de l'état mécanique des supports

***Durée** : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 60 000 € HT

N° 2024-123 :

Marché N° 2024-0001 – Lot 3 – entre la Ville et la Société REI-LUX CONTROLES – 43 avenue Jean Joxe – 49000 ANGERS signé le 4 octobre 2024.

***Objet** : Contrôle des armoires, des candélabres et consoles appartenant à l'éclairage public.*

Lot 3 : Vérification de l'état mécanique des ferrures fixées sur les façades

***Durée** : Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum.*
Montant maximum annuel : 60 000 € HT

N° 2024-124 :

Marché N° 2024-0027 – entre la Ville et la Société ETS CHOMAT ARROSAGE – 182 route de Bonson – 42170 SAINT JUST SAINT RAMBERT signé le 10 octobre 2024.

***Objet** : Création d'un réseau d'arrosage automatique pour la roseraie de Saint Clair.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification.*
Le délai global d'exécution est de 2 mois.

Les travaux doivent avoir lieu entre octobre et novembre 2024.
Le marché prend fin au terme de garantie contractuelle.

***Montant** : 29 223,40 € HT*

N° 2024-125 :

Marché subséquent n°1 à l'accord cadre – N° 2022-0037 – Lot 3 – entre la Ville et la Société JF IMPRESSION – 296 rue Patrice Lumumba – 34075 MONTPELLIER signé le 14 octobre 2024.

***Objet** : Impression de la carte de vœux 2024/2025.*

Lot 3 : tirages moyens et gros volumes

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'admission des prestations par le service Communication.*

***Montant** : 5 880 € HT*

N° 2024-126 :

Avenant n°1 au marché N° 2023-011 – entre la Ville et la Société HORS LES MURS – 5 rue Jussieu – 69002 LYON signé le 16 octobre 2024.

***Objet** : Mission de maîtrise d'oeuvre pour la création d'une ferme urbaine sur le secteur de la terre des Lièvres.*

L'avenant a pour objet de valider l'avant projet définitif et d'arrêter le forfait définitif de rémunération suite à l'engagement du maître d'oeuvre sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux.

Le coût prévisionnel des travaux s'établit à 2 233 437,36 € HT.

L'augmentation de l'estimation des coûts des travaux résulte de modifications de programme demandées par le Maître d'Oeuvre afin de mieux répondre aux besoin liés à l'exploitation de la ferme et de la plateforme de compostage :

agrandissement du bâtiment de la ferme de 49,6 m² de surface couverte ; recalage du linéaire des réseaux, récupération des jus dans les cellules ; dimensionnement des fondations de la serre, modification de la façade Nord et Est ; complexification sur la plateforme de compostage liées au soutènement, augmentation de la hauteur et surlargeur à prévoir.

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : le forfait définitif de rémunération du Maître d'Oeuvre s'établit à 378 875 € HT.*

Concernant l'option éventuelle relative aux panneaux solaires, le coût prévisionnel des travaux optionnels étant de 48 050 € HT, en cas de soulèvement de l'option, le Maître d'Oeuvre aura droit à une rémunération complémentaire de 5 285,50 € HT.

N° 2024-127 :

Avenant n°2 au marché N° 2024-016 – entre la Ville et
- la Société LAQUET SAS – 643 route de Beaurepaire – 26210 LAPEYROUSE MORNAY ;
- le co-traitant, la Société POLYTAN – rue Hector Servadac – 80440 GLISY
signé le 9 octobre 2024.

***Objet** : Travaux de rénovation du terrain de hockey sur gazon au stade Henri Cochet*

L'avenant a pour effet de modifier l'article 2 de l'acte d'engagement en raison de travaux supplémentaires nécessaires :
- sur le réseau d'arrosage : repositionnement des purges et augmentation du volume de purge,
- suppression de l'article 1.10 relatif à la mise en place d'un platelage de protection du sol. L'article 9.8 annule le déplacement et la fixation du panneau publicitaire (moins-value).

***Durée** : L'avenant prend effet à compter de sa date de notification.*

***Montant** : L'avenant n°1 représente – 17 721,65 € HT.*
Le montant total du marché est porté de 394 636,80 € HT à 376 915,15 € HT.

N° 2024-128 :

Marché subséquent n°9 à l'accord cadre N° 2020-0016 – Lot 2 – entre la Ville et la SOCIETE LYONNAISE D'ECLAIRAGE CITEOS – 325 rue Maryse Bastié – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 21 octobre 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage public des rues de l'Oratoire, de l'Orangerie et de Verdun.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

***Montant** : 134 952,95 € HT (montant estimatif des travaux selon le DQE)*

N° 2024-129 :

Marché subséquent n°10 à l'accord cadre N° 2020-0016 – Lot 2 – entre la Ville et la Société SOBECA – ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE signé le 21 octobre 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage public de la rue de Montessuy.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

***Montant** : 38 091,70 € HT (montant estimatif des travaux selon le DQE)*

N° 2024-130 :

Marché subséquent n°11 à l'accord cadre N° 2020-0016 – Lot 2 – entre la Ville et la SOCIETE LYONNAISE D'ECLAIRAGE CITEOS – 325 rue Maryse Bastié – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 21 octobre 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage public de la Place Edouard Herriot.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

***Montant** : 38 584,42 € HT (montant estimatif des travaux selon le DQE)*

N° 2024-131 :

Marché subséquent n°12 à l'accord cadre N° 2020-0016 – Lot 2 – entre la Ville et la Société SOBECA – ZI avenue Jean Vacher – 69480 ANSE signé le 21 octobre 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage public du chemin de la Vire.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

***Montant** : 20 377,36 € HT (montant estimatif des travaux selon le DQE)*

N° 2024-132 :

Marché subséquent n°13 à l'accord cadre N° 2020-0016 – Lot 2 – entre la Ville et la SOCIETE LYONNAISE D'ECLAIRAGE CITEOS – 325 rue Maryse Bastié – 69140 RILLIEUX LA PAPE signé le 21 octobre 2024.

***Objet** : Rénovation de l'éclairage public du chemin du Panorama.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

***Montant** : 56 016,30 € HT (montant estimatif des travaux selon le DQE)*

N° 2024-133 :

Marché subséquent n°1 à l'accord cadre N° 2021-0013 – Lot 2 – entre la Ville et la Société SOPREMA ENTREPRISES – 2 rue Armand Peugeot – BP 223 – 69744 GENAS Cedex signé le 24 octobre 2024.

***Objet** : Travaux de rénovation de la toiture du préau de la maternelle Paul Bert.*

***Durée** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin au terme du délai de garantie contractuelle.*

Les travaux devront impérativement être réalisés pendant les vacances de la Toussaint 2024.
Si le chantier nécessite des travaux de finition, au-delà de cette période, ils devront être réalisés uniquement les mercredis, sans supplément de prix.

***Montant** : 7 890,64 € HT*

N° 2024-134 :

Marché N° 2024-0029 – Lot 1 – entre la Ville et la Société CARS PHILIBERT – 24-26 avenue Barthélémy Thimonnier – ZI BP 16 – 69641 CALUIRE ET CUIRE, Cedex signé le 24 octobre 2024.

***Objet** : Location de cars avec chauffeurs pour les besoins de la Ville de Caluire et Cuire.*

Lot 1 : transports d'enfants organisés par le Service Education dans le cadre des activités scolaires et périscolaires

***Durée** : Chaque lot prend effet à compter de sa date de notification, jusqu'au 31 août 2025 pour leur période initiale et sera renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 120 000 € HT

N° 2024-135 :

Marché N° 2024-0029 – Lot 2 – entre la Ville et la Société CARS PHILIBERT – 24-26 avenue Barthélémy Thimonnier – ZI BP 16 – 69641 CALUIRE ET CUIRE, Cedex signé le 24 octobre 2024.

***Objet** : Location de cars avec chauffeurs pour les besoins de la Ville de Caluire et Cuire.*

Lot 2 : transports d'enfants et d'adolescents organisés par le Service Education dans le cadre des activités des accueils de loisirs de la Ville.

***Durée** : Chaque lot prend effet à compter de sa date de notification, jusqu'au 31 août 2025 pour leur période initiale et sera renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 40 000 € HT

N° 2024-136 :

Marché N° 2024-0029 – Lot 3 – entre la Ville et la Société CARS PHILIBERT – 24-26 avenue Barthélémy Thimonnier – ZI BP 16 – 69641 CALUIRE ET CUIRE, Cedex signé le 24 octobre 2024.

***Objet** : Location de cars avec chauffeurs pour les besoins de la Ville de Caluire et Cuire.*

Lot 3 : transports occasionnels divers d'adultes et/ou d'enfants organisés en fonction des besoins de la Ville.

***Durée** : Chaque lot prend effet à compter de sa date de notification, jusqu'au 31 août 2025 pour leur période initiale et sera renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 3 000 € HT

N° 2024-137 :

Marché N° 2024-0002 – Lot 1 – entre la Ville et la Société DETECT RESEAUX 69 – 2 rue Roger Planchon – 69200 VENISSIEUX signé le 31 octobre 2024.

***Objet** : Détection et géoréférencement des réseaux.*

Lot 1 : Espaces Publics.

***Durée** : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 80 000 € HT

N° 2024-138 :

Marché N° 2024-0002 – Lot 2 – entre la Ville et la Société DETECT RESEAUX 69 – 2 rue Roger Planchon – 69200 VENISSIEUX signé le 31 octobre 2024.

***Objet** : Détection et géoréférencement des réseaux.*

Lot 2 : Eclairage Publics.

***Durée** : Chaque lot est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable trois fois un an par tacite reconduction.*

***Montant** : Le marché est un accord cadre mono-attributaire, conclu sans minimum et avec maximum.*
Montant maximum annuel : 80 000 € HT

M. TOLLET : Il y a des demandes d'interventions de M. GILLARD et de M. ATTAR BAYROU.

M. GILLARD : Je voulais rebondir sur la décision 2024-110 : demande de subvention pour les Entretiens de Caluire - Jean Moulin de 2024. Cette décision traite du financement des Entretiens de Caluire - Jean Moulin qui interrogent l'engagement individuel au service des valeurs républicaines. En particulier, l'édition 2021 traitait de la démocratie face aux crises. Plusieurs crises sont d'actualité et nous touchent particulièrement : d'abord, le cyclone meurtrier à Mayotte, qui a été amplifié par le réchauffement climatique ; la précarité augmente sa gravité. Ensuite, à Caluire, à l'Institut Denuzière, la précarité est aussi dramatique avec le décès d'une jeune femme, Sonia, découverte sous les décombres et quatre blessés. Nous rendons hommage à toutes ces victimes et aurions aimé aussi que le Conseil municipal fasse une minute de silence pour Sonia et pour Mayotte.
La dernière crise est la condamnation en première instance de Philippe COCHET par le Parquet National Financier. Les Caluirards se sentent trahis. Pour rétablir la confiance, nous souhaitons la démission des conseillers municipaux qui ont fait bloc derrière Philippe COCHET à la suite de sa condamnation aux prud'hommes. Nous souhaitons de nouvelles élections municipales pour que les citoyens puissent directement choisir leur maire.

M. TOLLET : Merci Monsieur GILLARD. Monsieur ATTAR BAYROU ;

M. ATTAR BAYROU : Bonsoir à tous. Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, nous venons de prendre connaissance du compte rendu des décisions prises par Monsieur le Maire en vertu des délégations qui lui ont été données. Mes propos, au titre du groupe *Caluire au Cœur,* sont de trois natures : la première sur le rapport 2024-084, la deuxième sur le rapport 2024-108 et la troisième sur l'actualité.

Tout d'abord, un vœu concernant le centre commercial de Montessuy, qui subit un certain nombre de dégradations dues à son âge et où ses commerçants, malgré leur volonté et leur dynamisme, se trouvent en difficulté. Serait-il possible que notre commune fasse valoir ses droits vis-à-vis du bailleur et accentue son aide envers les commerçants et, grâce à l'action municipale, que ce centre redevienne un véritable poumon de la vie du secteur ?
Concernant le rapport 2024-084 sur la ferme urbaine, vous connaissez mon souci de justesse des mots et de justesse des expressions. Une fois de plus, le professionnel que je suis a des difficultés à comprendre la nature et le contenu de ce vocable qu'est la « re-naturalisation » des terres. Comme le dit un adage, à force de réinventer ce qui existe déjà, un chat y perdrait ses petits. Je souhaiterais avoir quelques explications sur ce terme et sur son bienfait pour notre projet de ferme urbaine.

Monsieur le Président de séance, Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, je me permets cette intervention au titre du groupe *Caluire au Cœur*, face à l'actualité qui frappe et désole notre commune. En effet, depuis des mois, voire des années, nous suivons avec attention ce feuilleton judiciaire qui a mené Monsieur le Maire à se voir condamner.
Permettez-moi de ne point commenter une décision de justice, n'étant pas dans le secret des prétoires, ni dans l'esprit de l'intime conviction qui a amené cette décision, me bornant uniquement à analyser les faits qui ont été portés à notre connaissance.
Notre groupe, comme il l'a toujours fait, tient à se concentrer sur la Ville de Caluire et le bien-être de ses habitants et à ne pas confondre des faits qui se sont déroulés dans un autre hémicycle et dans d'autres conditions, tant historiques que formelles. Faisant la différence entre l'homme politique national et celui municipal, nous prenons acte de cette décision qui vient entacher et éclabousser tous les élus et renvoie une image auprès de nos concitoyens plus que négative. Elle rejoint dans son éclairage le grand cirque mené au niveau national, où l'intérêt des partis et des individus supplante l'intérêt général, mettant à mal ce que nous, élus de terrain, souhaitons transmettre à nos concitoyens et à notre jeune génération. Quel exemple donnons-nous ?
Mes chers collègues, ce soir, soyons dignes de notre mandat, de la confiance que nos concitoyens nous ont fait afin de construire une Ville meilleure, une démocratie à la hauteur des attentes. Soyons ces exemples, ces moteurs, inspirant la confiance, le respect pour l'honneur et la dignité que doit tout concitoyen à notre pays, à notre République. Pensons aussi à ceux qui, pendant que nous palabrons, servent dignement les armes à la main, la France, son honneur et ses intérêts.

M. TOLLET : Merci Monsieur ATTAR BAYROU.
Je pense qu'il est peut-être le moment que tout le monde intervienne dans les groupes, parce que je suppose que tout le monde veut aborder ce sujet. Monsieur MATTEUCCI, je vous laisse la parole.

M. MATTEUCCI : Merci Monsieur TOLLET. Au préalable, il y a plus de 60 décisions. Ces plus de 60 décisions montrent que le Conseil municipal ne s'est pas réuni depuis plus de 6 mois.
Avant même d'aborder la question autour de Philippe COCHET, je tiens quand même à aborder le fait que notre hémicycle n'a pas été réuni depuis le 24 juin. Nous vous avons sollicités et il a fallu que nous fassions un courrier à l'attention de la préfecture et à l'attention de la mairie pour qu'au moins une date de Conseil municipal nous soit donnée. C'est quand même regrettable.
Ce sont plus de 60 décisions, arrêtés et autres pris certes sous le couvert de l'autorisation que nous avons donnée, mais cela fait tout de même beaucoup et cela amène une question sur le principe du choix démocratique qui est fait dans la conduite des actions et des projets de notre Ville. Je tenais à le souligner parce que ce n'est pas anodin et c'est quand même une des premières fois où nous en avons autant. Il est arrivé que nous en ayons beaucoup mais 60, c'est tout de même assez conséquent.

Concernant la situation que nous vivons depuis la semaine dernière, la décision du PNF s'inscrit dans la suite de jugements. C'est une décision en première instance, c'est une décision vis à vis de laquelle on peut se pourvoir en appel et je pense que Monsieur COCHET le fera. C'est son droit et il est tout à fait légitime. Mais, il est aussi de notre droit de pouvoir regretter cette situation, l'impact qu'elle a sur notre ville, sur nos concitoyens. Les différents reportages ont montré que les

avis étaient partagés et qu'un certain nombre de nos concitoyens, d'habitants de Caluire, sont relativement choqués par cette situation. C'est une décision exemplaire tout de même. Nous voyons un certain nombre de décisions qui sont prises, mais elle est exemplaire dans le sens où elle impacte à la fois dans la proposition qui a été faite par le tribunal et aussi par son impact politique pour notre ville, qui n'est pas une petite ville, puisque chaque fois que nous avons un Conseil municipal, nous avons l'occasion de rappeler l'importance de Caluire en tant que collectivité et l'ensemble du rôle qu'elle peut jouer dans notre Métropole.
Chacune et chacun d'entre nous s'est engagé avec une vision noble de la politique et y consacre du temps, très souvent, pour la plupart d'entre nous, sans indemnité. C'est donc en fait par conviction et par engagement politique que nous nous sommes inscrits dans cette conduite de la vie municipale. C'est un engagement politique qui est souvent discrédité et, en l'occurrence, la situation dans laquelle nous nous trouvons participe activement à ce discrédit, puisque même si mon collègue Monsieur ATTAR BAYROU a rappelé que c'était une situation qui s'inscrivait dans le cadre national, il n'empêche que quand vous êtes une personnalité politique, vous êtes une personnalité politique à l'échelon national, mais aussi à l'échelon local. Comment faites-vous la dissociation entre l'attitude que vous pouvez avoir dans un mandat ou dans un autre ? Cela me paraît un peu difficile. On peut se dire qu'il est possible de séparer les deux mais, très franchement, je ne suis pas convaincu. La gravité de la situation entache notre Conseil municipal et notre Ville, et la solidarité qui doit nous animer est celle à l'égard des Caluirards.
Je rejoins de façon très ferme et solennelle la proposition qui a été faite par Xavier GILLARD, à savoir, même si la règle permet de réélire un Maire au sein de notre Conseil municipal, celle de pouvoir réorganiser une nouvelle élection. J'en appelle à notre démission collective, pas nécessairement à la démission de la majorité, mais à la démission de notre Conseil municipal, afin que les Caluirards puissent s'exprimer à nouveau, qu'ils puissent désigner une liste qui courra jusqu'aux prochaines municipales s'il le faut, mais au moins qui ait une légitimité et que ce vent du soupçon puisse se dissiper. Il me semble que ce serait important, que ce serait une décision forte et symbolique à l'égard de l'ensemble de nos habitants et qui nous permettrait non pas de nous diviser mais de nous rassembler en vue de pouvoir conduire de façon la plus sereine les destinées de notre commune. L'idée n'est pas de discréditer les uns et les autres, mais bien d'appeler à notre responsabilité collective. Merci.

M. TOLLET : Merci Monsieur MATTEUCCI. Monsieur MEGEVAND, j'allais vous donner la parole également.

M. MEGEVAND : Je voulais simplement dire que je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit par Xavier GILLARD et Fabrice MATTEUCCI.

M. TOLLET : Merci Monsieur MEGEVAND.

Je vais commencer par les points techniques. Sur l'ordre du jour de ce Conseil municipal, en effet, il y a beaucoup de délibérations et décisions prises par le Maire, mais en nombre de délibérations, nous en avons 40, nous en avons moins que d'habitude. Cela peut peut-être équilibrer.
Je dirais simplement que, dans le contexte national que nous vivons, nous connaissons depuis plusieurs mois l'annonce de la perte de recettes, l'augmentation du SMIC à effet immédiat, la dissolution de l'Assemblée nationale, l'organisation des deux tours d'élections législatives et, nous le verrons dans la décision modificative, le fait que c'était globalement très compliqué de terminer l'exécution de l'année 2024. Il fallait absolument que nous passions une décision modificative, mais qu'elle soit plus près de la fin de l'exercice, parce qu'il fallait que nous assurions les paies en fin d'exercice de l'ensemble des agents de la Ville de Caluire et Cuire. C'est le premier point que je voulais aborder.

Monsieur ATTAR BAYROU, sur le centre commercial de Carré Montessuy, je vous rappelle que la Ville de Caluire fait des efforts énormes sur ce Carré Montessuy, puisque nous en sommes à cinq commerces que nous avons rachetés et reloués pour qu'il y ait des activités et que l'on trouve derrière les activités nécessaires. La Ville de Caluire est très active sur la dynamique de ce centre commercial. Après, il y a un ensemble de propriétaires, la Ville fait partie de ces propriétaires, mais

n’est pas le seul propriétaire de ce Carré Montessuy. La Ville essaie de relancer la rénovation, parce qu’il faut en effet qu’il y ait une rénovation de ce Carré pour qu’il puisse vivre correctement. Vous savez, Monsieur le Maire le disait souvent, c’est un concept qui est quand même vieillissant. La plupart de ces centres commerciaux à l’intérieur d’un ensemble d’immeubles ferment. Là, il y a encore une dynamique. Je rappelle aussi que nous avons mis un distributeur de billets. Aucune banque ne voulait mettre de distributeur de billets. C’est la Ville de Caluire qui paie un distributeur de billets justement pour que tout le monde puisse accéder aux commerces et puisse faire vivre les commerçants.

Vous avez parlé du dramatique phénomène à Mayotte. Je me suis demandé s’il fallait faire une minute de silence et je me suis dit qu’il fallait peut-être attendre. Dans quelques jours, nous allons avoir un nouveau conseil municipal qui va élire un maire. Attendons peut-être un peu pour voir finalement l’importance de cette catastrophe et le président de la séance proposera une minute de silence sur le prochain conseil municipal.

Je vais répondre sur le squat de Denuzière et j’aimerais que nous fassions un petit retour sur ce qu’il s’est passé sur ce squat. Le 7 novembre 2023, en fin de matinée, les services de la police municipale de Caluire et Cuire sont sur place. Les squatteurs revendiquent avoir l’autorisation de la Ville de Lyon, propriétaire des lieux. La police municipale de Caluire appelle le responsable du patrimoine de la Ville de Lyon, qui indique qu’aucune autorisation n’a été donnée. Le 7 novembre 2023, en début d’après-midi, la police municipale et la police nationale sont sur place. Le squat est vide. Les squatteurs sont sur le trottoir, rejoints par des collectifs de soutien. La DGS et le Directeur de cabinet de la Ville de Caluire et Cuire sont également présents. Lors d’un échange téléphonique, le Directeur de cabinet indique à l’adjointe aux Affaires sociales de Lyon, Mme RUNEL, que le squat est vide, que la police nationale est sur place et qu’il est possible de refermer le bâtiment. Il insiste sur la vétusté des locaux. Mme RUNEL indique que la Ville de Lyon a déposé plainte pour effraction, mais ne demande pas d’expulsion. Aussi, la police nationale, la police municipale et les services de la Ville quittent les lieux. Ce sont les faits que je tiens à votre disposition par les rapports de police qui les attestent. Le lendemain, le 8 novembre 2023, le maire de Caluire et Cuire, devant les risques liés à la vétusté des locaux, dont un mur qui s’était déjà effondré, prend un arrêté d’interdiction d’habiter. Les squatteurs attaquent cet arrêté dans le cadre d’un référé. J’attire votre attention sur la pièce numéro 3, présentée par la défense des squatteurs, parce qu’elle est signée par plusieurs membres de l’opposition municipale de Caluire et Cuire. J’imagine combien ils le regrettent amèrement aujourd’hui. Grâce à l’ensemble de ces pièces, les squatteurs gagnent leur référé et scellent leur destin tragique. Les précautions prises par la Ville de Caluire et Cuire ne s’arrêtent pas là. Après la décision du juge des référés, M. le Maire de Caluire écrit au Président de la Métropole pour lui demander de prendre un arrêté de péril. Malgré les rapports alarmants, cet arrêté ne sera jamais pris. Je rappelle simplement le rapport du SDMIS du 17 novembre 2023, qui, après une visite du squat par les pompiers, fait état de graves manquements à la sécurité, avec notamment un risque important de propagation du feu, l’absence de certains escaliers et une installation électrique précaire. Il conclut que le bâtiment présente des risques importants pour l’usage d’habitation. La suite, nous la connaissons tous. J’ai passé la nuit du 2 au 3 décembre dernier avec les pompiers, qui ont combattu un violent incendie : plusieurs blessés, un mort, la jeune Sonia de 28 ans, qui faute de moyens d’évacuer les lieux, périra dans l’incendie. Le maire de Lyon ayant refusé de répondre, nous ne savons pas si les travaux ont été réalisés.

Mais ce que nous savons, c’est que le 8 octobre dernier, soit deux mois avant les faits, le tribunal administratif de Lyon a confirmé l’annulation de l’arrêté de M. le Maire de Caluire et Cuire. Ce tribunal a considéré, je cite : « *Si des documents attestent de l’existence de risques, ils ne révèlent pas l’existence d’une situation d’extrême urgence créant un péril particulièrement grave et imminent.* ». Pour votre parfaite information, dans le cadre du rapport sur les contentieux, la Ville de Caluire et Cuire a fait appel à cette décision, considérant qu’il y avait bien un péril particulièrement grave et imminent. Le mercredi 4 décembre, j’avais passé toute la nuit sur le terrain, nous avons ouvert le gymnase Lachaise pour que les squatteurs puissent se reposer, dormir un peu, reprendre un peu leurs émotions. Je répondrai à M. GILLARD dans ce cadre. Nous

avons observé une minute de silence avec Mme la Préfète, avec les squatteurs, avec les agents de la Ville de Caluire, avec tous ceux qui étaient là. C'est vrai que nous ne vous avons pas beaucoup vu. Nous n'avons pas vu la Ville de Lyon. Vous riez, Monsieur GILLARD. La Ville de Lyon, j'ai passé un bon moment avec le DG de la Ville de Lyon pendant la nuit, parce qu'il s'est tout de même déplacé. Je rappelle que c'est un bâtiment de la Ville de Lyon. Il est venu. Toutefois, lors de la minute de silence, il n'y avait pas grand monde. Malheureusement, nous ne pouvons que déplorer ce décès de cette jeune Sonia.

Pour ce qui est de vos demandes de démission du Conseil municipal, je rappellerai simplement que nous avons été élus de manière démocratique, tous autour de la table, pour 6 ans, jusqu'en mars 2026. Pour moi, il n'y a pas de question mais, Monsieur MATTEUCCI, j'accepte votre démission. Vous me la transmettez quand vous voulez et je la transmettrai à la Préfecture ; il n'y a pas de problème. Je pense avoir à peu près répondu à tout. Monsieur JOINT pour la ferme urbaine.

M. JOINT : Monsieur le Premier Adjoint, je peux vous proposer de répondre au moment où on évoquera la Ferme urbaine.

M. TOLLET : Oui, merci.

M. ATTAR BAYROU. : Monsieur le Maire… Excusez-moi mais, quelque part, c'est la place qui fait peut-être la fonction. Nous allons aborder les contentieux, parce que j'avais une intervention à faire sur ce terrible incendie. Puis-je la faire maintenant ou lors des contentieux ?

M. TOLLET : Nous allons tout mettre sur la table, vous le faites maintenant. Ainsi, nous serons débarrassés et nous pourrons rentrer dans l'ordre du jour du conseil. Allez-y.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, j'ai une difficulté. Est-ce que le squat est devenu une nouvelle forme juridique et officielle d'acquisition de logements, premièrement ?
Ensuite, j'avais préparé un texte. Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, pour le groupe *Caluire au Cœur*, nous avons bien pris connaissance et acte de l'état avancé du contentieux. Nous souhaiterions en préambule nous incliner devant la mémoire de la victime de cet horrible incendie du squat. Malgré les différents avis, tant de la Ville de Caluire que celui des pompiers, celui-ci a demeuré en fournissant des avis contraires juridiquement et humainement peu entendables. Comment peut-on laisser vivre et habiter des êtres humains dans des conditions si précaires, insalubres et d'insécurité ?
Tout représentant de l'État ou élu devrait avoir chevillée au corps cette qualité humaine qui fait le respect des êtres humains dans leur dignité. La dignité n'est pas qu'un mot, mais surtout des actes. Nous souhaiterions savoir si notre commune a la possibilité de se porter partie civile, voire même de déposer plainte contre les différents protagonistes qui, par leur laxisme, ont amené à ce drame.

M. TOLLET : Merci Monsieur ATTAR BAYROU.
Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : Je pense que, face à ce qu'il s'est passé, comme vous l'avez dit, on peut regretter le décès de cette jeune personne qui n'a pas pu s'extraire des flammes. On peut regretter aussi que cette situation soit arrivée, mais on doit aussi se poser la question de l'accueil.
Je tiens quand même à vous dire que, dans le retour qui a été fait, notamment à travers la presse, sur l'engagement de notre Ville, je ne peux que nous féliciter, vous féliciter en particulier, sur le fait qu'il y ait eu une prise en charge de ces personnes dans le cadre de cet immeuble qui était en feu. Il était occupé par des personnes - et cela vous l'avez vu - qui travaillent. Ce n'était pas uniquement des gens qui ne travaillent pas. Et derrière ce squat, se pose la question du logement des personnes qui sont dans des situations précaires, pour qu'elles puissent trouver un lieu digne de pouvoir les accueillir. Je ne pense pas que de la part des squatters comme de la Ville de Lyon - parce que ce sont souvent des bâtiments de la Ville de Lyon qui sont concernés ou de Villeurbanne

- il y ait un souhait ou une volonté spécifique d'accueillir des personnes dans des lieux qui menaceraient péril.
Je pense par contre qu'il y a un véritable problème, y compris dans notre Métropole, d'accueil de ces personnes. Je pense qu'il existe aussi dans les communes, dont la nôtre, mais aussi dans d'autres communes, des lieux qui sont en capacité de pouvoir accueillir ces publics qui sont en situation de fragilité, de vulnérabilité. Je tiens à redire que les personnes qui étaient présentes étaient aussi des personnes qui travaillent. Ce ne sont pas des profiteurs de la vie. Ce sont des gens qui travaillent, qui paient des impôts, mais qui n'ont pas la possibilité de se loger.
Il y a une véritable question autour de cela. Au-delà du drame, le drame, il est là, il est important.
Il y a des actions que l'on a pu conduire. Certes, il y avait la vétusté de l'immeuble, mais les rapports disaient que cela ne menaçait pas péril en tant que tel, le Tribunal administratif a rendu sa décision, on s'est pourvu en appel, d'accord. Je pense que derrière, la question de fond, ce sont aussi ces personnes qui étaient hébergées. Ce qu'il s'est passé ici peut se passer à nouveau ailleurs. La question de fond est : accueillons-les, donnons les moyens à nos villes, prenons les moyens d'accueillir ces personnes dans des conditions dignes.

M. TOLLET : Merci Monsieur MATTEUCCI.
Pour répondre à M. ATTAR BAYROU, nous allons bien évidemment faire appel de la décision qui a été rendue concernant notre arrêté d'interdiction d'habiter. En effet, vous avez raison sur le fait qu'il faut qu'il y ait des habitats dignes pour toute personne, mais je dirais simplement que chacun autour de cette table peut faire son examen de conscience concernant la position qu'il a pu prendre sur ce dossier. J'en termine avec ce compte rendu qui n'engage pas de vote. Nous passons au dossier suivant.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2024

M. TOLLET : Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets donc ce procès-verbal aux voix.
Qui est pour ?

ADOPTE A L'UNANIMITE
PAR 42 VOIX POUR

INFORMATION SUR LES CONTENTIEUX

Conseil Municipal du 16 décembre 2024

Information au Conseil Municipal

Contentieux
Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions prises en vue de défendre les intérêts de la commune, en vertu de la délégation prévue à l'article L.2122-22 16° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Décisions juridictionnelles notifiées à la commune au cours de la période allant du 24 juin 2024 au 2 décembre 2024

Requérant(s)	Défendeur(s)	Rappel des faits générateurs	Juridiction	Date de la décision	Jugements
Société	Ville de Caluire et Cuire	Par requête du 22 mai 2023, une société exploitante de réseaux de télécommunication saisissait le Tribunal Administratif. Elle sollicitait l'annulation de l'arrêté du 14 avril 2023 par lequel le maire s'était opposé à sa déclaration préalable déposée pour l'installation d'un relais de télécommunication sur la toiture terrasse d'un bâtiment du territoire communal. En l'attente d'une décision de ce Tribunal, elle saisissait également le Juge des référés, qui par ordonnance du 21 juin 2023 prononçait la suspension de l'arrêté contesté, et l'injonction de prendre une décision provisoire de non opposition à la déclaration préalable, qui fut prise par arrêté du Maire du 29 juin 2023.	Tribunal Administratif de Lyon	20 juin 2024	Les juges du Tribunal Administratif ont prononcé l'annulation de l'arrêté du 14 avril 2023, et ordonné le maintien définitif de l'arrêté de non opposition du 29 juin 2023 qui avait été pris à titre provisoire par le Maire sur injonction du juge des référés. Ils ont également condamné la Ville au versement à la société requérante de 1 400 Euros, au titre de l'article L.1761-1 du code de justice administrative.
Agent	Ville de Caluire et Cuire	Par requête enregistrée le 26 avril 2022, un Agent administratif de la Ville saisissait le Tribunal Administratif d'une demande de condamnation de la commune à l'indemniser de divers préjudices qu'il estime avoir subi du fait de ses conditions d'emploi avec des conséquences sur l'aggravation de son état de santé.	Tribunal Administratif de Lyon	24 juin 2024	Les juges du Tribunal Administratif ont rejeté la requête, considérant que les éléments apportés n'attestaient pas d'un lien de causalité suffisant avec les préjudices allégués.

Requérant(s)	Défendeur(s)	Rappel des faits générateurs	Juridiction	Date de la décision	Jugements
Société	Ville de Caluire et Cuire	Par requête enregistrée le 5 avril 2024, une société de travaux publics saisissait le Tribunal Administratif d'une demande d'annulation de titres exécutoires émis par la Ville suite à son occupation du domaine public pour effectuer des travaux sur la voirie pour le compte d'une société de réseau de distribution d'électricité. Puis par un mémoire en date du 4 juillet 2024, la société se désistait purement et simplement de la requête.	Tribunal Administratif de Lyon	ordonnance du 12 juillet 2024	Les juges du Tribunal Administratif ont donné acte du désistement d'instance du requérant.
Particuliers	Ville de Caluire et Cuire	Par arrêté du 8 novembre 2023 le maire ordonnait, pour des raisons de sécurité, l'évacuation et l'interdiction de pénétration dans un immeuble dont la Ville de Lyon est propriétaire. Par requête en date du 13 novembre 2023, certains des occupants sans titre de l'immeuble saisissaient le Tribunal Administratif d'une demande en annulation de cet arrêté.	Tribunal Administratif de Lyon	jugement du 8 octobre 2024	Les juges du Tribunal Administratif ont prononcé l'annulation de l'arrêté du maire, considérant que la situation d'extrême urgence n'était pas avérée. Ils ont condamné la Ville au versement de 1 200 Euros à l'avocat des requérants au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative, sous réserve que celui-ci renonce à la part contributive de l'État suite à l'aide juridictionnelle accordée.
Préfète du Rhône	Ville de Caluire et Cuire	Par requête enregistrée le 19 septembre 2023 la Préfète du Rhône saisissait le Tribunal Administratif, d'une demande en annulation du permis de construire qui avait été accordé par le Maire pour une modification des façades, le réaménagement et l'extension d'un immeuble d'habitation, avec création de	Tribunal Administratif de Lyon	jugement du 3 octobre 2024	Les juges du Tribunal Administratif ont prononcé l'annulation partielle du permis de construire. Les 2 vices évoqués par le requérant ont été retenus dans le jugement, cependant considérant qu'ils

Requérant(s)	Défendeur(s)	Rappel des faits générateurs	Juridiction	Date de la décision	Jugements
		places de stationnement. Les moyens évoqués étaient principalement basés sur l'appréciation des prescriptions du PLU-H, et l'insuffisance de documents ayant permis de mesurer l'impact du projet sur l'espace boisé classé.			n'affectaient pas le projet dans son ensemble, les juges ont admis la possibilité pour le pétitionnaire, s'il le souhaite, de solliciter la délivrance d'un permis modificatif purgé des vices constatés.
Ville de Caluire et Cuire	Particulier	Par requête en date du 22 juillet 2024 la Ville demandait au Tribunal Judiciaire statuant en référé, de constater la résiliation d'une convention conclue avec un commerçant pour l'exploitation d'un point chaud sur le domaine public, suite au non respect de ses obligations contractuelles.	Tribunal Judiciaire de Lyon (référé)	ordonnance de référé du 7 octobre 2024	Le juge des référés a constaté la résiliation du bail, ordonné l'expulsion de l'occupant et la séquestration de son mobilier garnissant les lieux dans un garde meubles aux frais et risques du défendeur. Il a également condamné l'occupant à payer à la Ville 800 Euros au titre des frais de justice.

M. TOLLET : Je rappelle que cette information n'entraîne pas de vote.
Il y a des demandes d'intervention de M. GILLARD, M. MATTEUCCI et M. ATTAR BAYROU. Nous avions un petit peu anticipé. Maintenez-vous vos demandes d'intervention ? Oui.

M. MATTEUCCI : J'ai posé une question en réunion de chef de groupe et je la repose. J'ai été étonné de voir qu'un agent nous avait envoyés devant le Tribunal administratif pour différents préjudices et notamment sur une aggravation de son état de santé. J'ai été relativement surpris. Certes, le tribunal n'a pas considéré les éléments comme suffisamment importants, mais il n'empêche que cela m'a interrogé sur les conditions de travail de nos agents.

Nous avons plus tard une délibération autour d'une commission sur les luttes contre les discriminations et autres conditions, mais j'étais étonné. Peut-être que vous ne pourrez pas me le dire, mais j'aurais voulu savoir ce qu'il faisait. Était-il dans la partie technique ? Était-il dans la partie administrative ? L'idée n'est pas de connaître le nom, mais simplement de savoir les contraintes de travail dans lesquelles il se trouvait et qui ont pu conduire à une telle situation.

M. TOLLET : Merci Monsieur MATTEUCCI. Heureusement que vous ne me demandez pas le nom, parce que ce serait tout de même un peu délicat. En séance publique, nous sommes tenus au secret professionnel et je ne peux pas donner de réponse à votre interrogation. Il n'y a pas de vote. Nous passons au dossier suivant. J

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL – PRESENTATION DU BILAN DES PERSPECTIVES DE LA VILLE DURABLE

M. TOLLET : Je donne la parole à Monsieur JOINT pour la présentation du bilan et des perspectives de la Ville Durable.
Il y aura des demandes d'intervention de M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU et M. MATTEUCCI.

M. JOINT : Merci Monsieur le Premier Adjoint. Je crois qu'il doit y avoir une présentation PowerPoint.

Contexte

- **Labellisation Climat-Air-Énergie de la Ville (3 étoiles)**



Plan d'actions

- **Domaine 2 patrimoine de la collectivité**
- Projet d'installation photovoltaïque et gestion de l'éclairage public





Plan d'actions

- **Domaine 2 patrimoine de la collectivité**
- Suivi des consommations et raccordement au Réseau de Chauffage Urbain (RCU)

Facture annuelle (électricité et gaz)





Plan d'actions

- **Domaine 3 : eau, énergie, assainissement, déchets**
- Gestion des biodéchets et poursuite du partenariat avec Too Good to Go

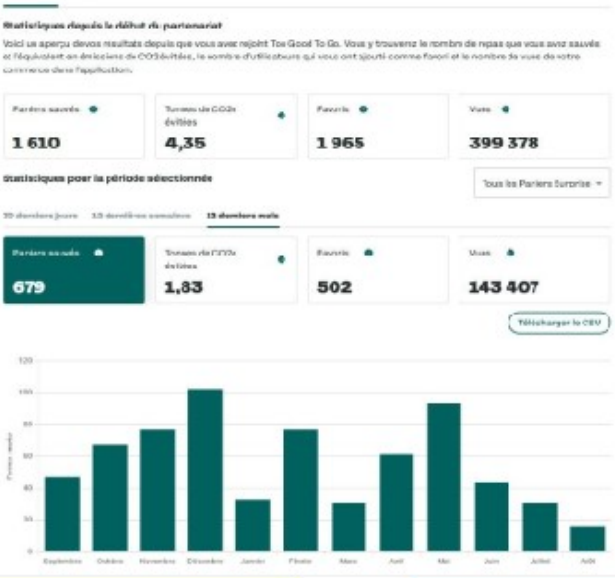
Comparaison tonnages annuels
vs année scolaire 2022-2023

42 tonnes collectées en 2022-2023

56 tonnes collectées en 2023-2024

+9 tonnes pour les 2 marmités collectés

+5 tonnes collectées pour tous les autres établissements
> Volumes en hausse par rapport à l'année dernière



Plan d'actions

- **Domaine 3 : eau, énergie, assainissement, déchets**
- Nature en ville :
- Inauguration du square Colette





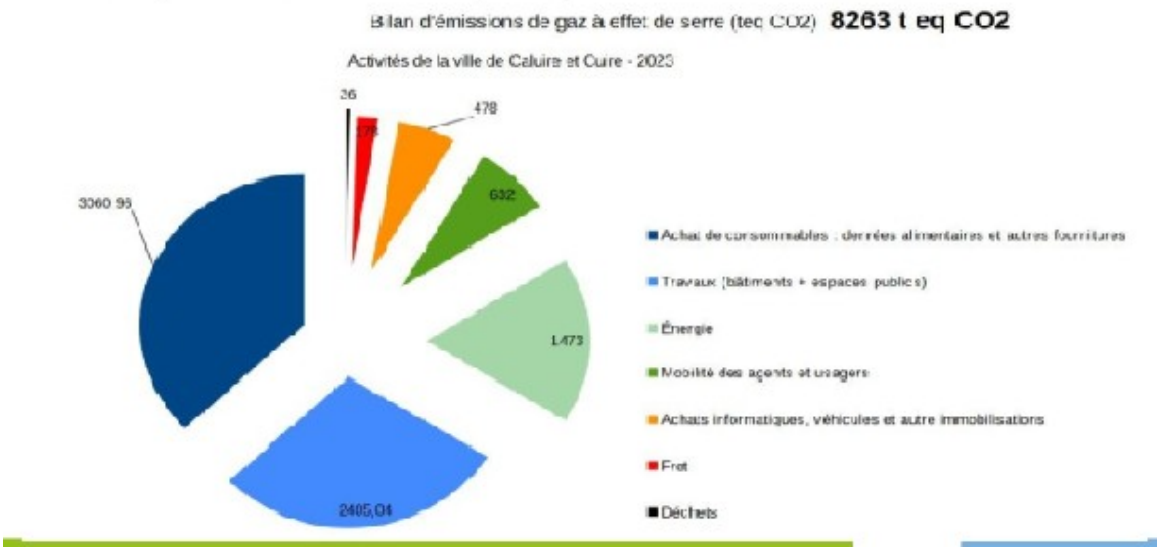
- Plan de gestion du patrimoine arboré



Plan d'actions

- **Domaine 5 : organisation interne**
- Bilan carbone

Émission par habitant de Caluire : 0,20 t eq CO2



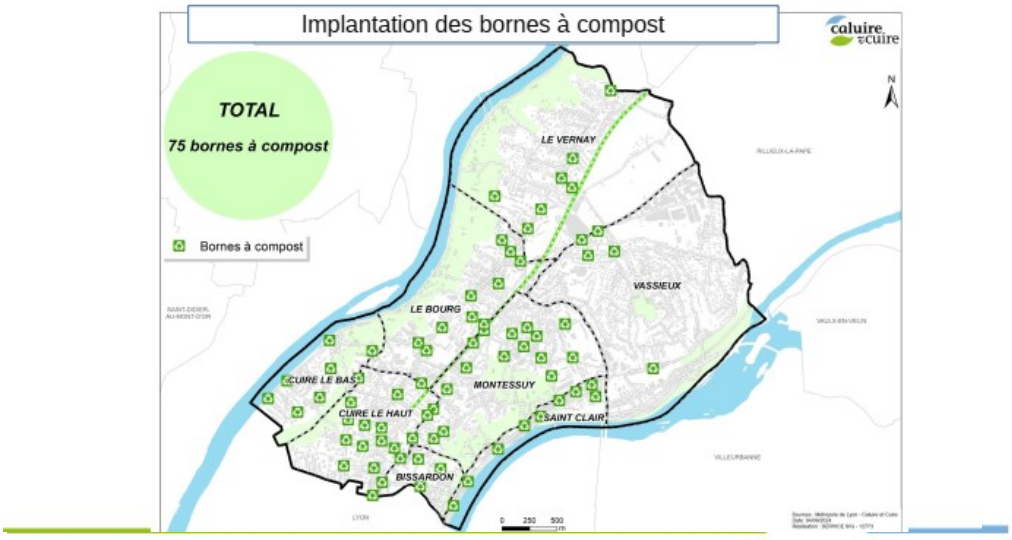
Plan d'actions

- **Domaine 6 : coopération, communication**
- Nature en Ville :



Plan d'actions

- **Domaine 6 : coopération, communication**
- Déchets : réunion d'information sur le tri des déchets alimentaires



M. JOIN
T : Le plan d'action Ville durable est la

Merci pour votre attention

résultante de notre participation à un label qui s'appelle le label TENTE, le label Territoire Engagé Transition Écologique, qui se décline autour de six domaines : la planification territoriale, le patrimoine de la collectivité, l'approvisionnement en énergie, en eau et en assainissement, la mobilité, l'organisation interne et la coopération et la communication. Sur ce label, nous avons pris une délibération au mois de juin 2023 pour élaborer une stratégie sur la base d'un diagnostic et d'un plan d'action précis. Le 19 novembre dernier, à l'occasion du congrès des maires de France, il nous a été remis le score de 3 étoiles sur 5, qui en fait nous permet d'être sur 54 % d'actions réalisées sur une soixantaine d'actions qui étaient prévues par ce label. À cette occasion, il a été indiqué à la Ville de Caluire et Cuire que le fait de pouvoir démarrer sur 3 étoiles dès le départ était le signe d'une politique globale sur la Ville Durable plutôt très poussée et très intéressante.

Sur le domaine n° 1 de la planification territoriale, vous le voyez ici en visuel, nous avons conventionné avec l'ALEC, l'Agence locale de l'énergie, jusqu'en 2025 pour la rénovation énergétique des logements, avec notamment un volet de travail sur la perdition de chaleur dans les bâtiments. Nous avons également travaillé sur le sujet du développement du photovoltaïque avec un certain nombre de conférences, et notamment auprès des entreprises sur le sujet du décret tertiaire. L'ALEC vient deux fois par an aux réunions de copropriété que nous organisons ici en Mairie à destination des présidents de copropriétés. Nous avons également avec l'ALEC une sensibilisation des agents de la Ville avec une formation des cadres sur les sujets des économies d'énergie. Nous travaillons également avec l'ADEME pour identifier les vulnérabilités de notre territoire et faire en sorte de pouvoir prioriser les actions que nous devons mettre en place en fonction des enjeux et des données qui font l'objet d'études très précises menées par l'ADEME à nos côtés.

Sur le sujet n° 2 du patrimoine de la collectivité, nous avons répondu récemment à un appel à manifestation d'intérêt du SIGERLy, le Syndicat des énergies métropolitain, pour louer cinq toitures de bâtiments municipaux, à savoir le groupe scolaire Montessuy, le groupe scolaire Paul Bert, élémentaire et maternel, le complexe sportif Bourdan et le CTM. Au total, cela représente environ 3 300 mètres carrés qui seront en vente totale et en autoconsommation d'ici à 20 ans. Ce sujet fait l'objet, comme je vous le disais, d'un conventionnement qui est en cours de rédaction. À terme, avec le projet de nouvelle école et de groupe scolaire Lassagne, nous mettrons en place également ce sujet du photovoltaïque.

Sur le sujet de l'éclairage public, et en particulier consécutivement à l'augmentation des coûts de l'énergie avec toutes les crises géopolitiques que nous avons eu à vivre, la Ville, qui a gardé la

compétence et la maîtrise de son éclairage, a fait en sorte d'abaisser à 50 % son éclairage en milieu de nuit, a retardé de 15 minutes en soirée et le matin et a poursuivi le déploiement du LED, avec un objectif de progression pour l'année 2025. Nous ne nous arrêtons pas là. Il y a eu une autre action sur le sujet du chauffage dans les bâtiments municipaux avec le déploiement de têtes thermostatiques dans l'ensemble des équipements de la Ville et de rénovation des chaufferies. Toujours sur le chauffage, vous voyez un graphe qui montre l'évolution du coût des énergies, à la fois sur le gaz naturel et sur l'électricité. L'électricité est en jaune, le gaz naturel est en bleu et le RCU est en rouge. Nous voyons que le prix du réseau de chauffage urbain diminue, alors même que celui de l'électricité et du gaz augmente. Vous voyez aussi peut-être les chiffres, ils sont suffisamment gros : avant Covid, la consommation de la Ville en électricité et en gaz représentait 1,4 million d'euros et, grâce au déploiement du RCU notamment, nous avons réussi à maîtriser l'évolution des coûts d'électricité et de gaz pour la collectivité.
Au total, pour le RCU, il y a 18 sites raccordés depuis 2022. Je les cite : la salle des fêtes, la maternelle Jean Moulin, la piscine municipale, le groupe scolaire Paul Bert, le groupe scolaire Ampère, l'élémentaire Jean Jaurès, la maternelle Jean Jaurès, l'élémentaire Berthie Albrecht, le gymnase Lassagne, le gymnase Cuzin. En 2023, il y a eu la crèche Les Galipettes rue Painlevé, la crèche Mosaïque, le groupe scolaire Montessuy, l'élémentaire Jean Moulin. En 2024, quatre sites ont également été raccordés : le stade Henri Cochet, la maternelle Berthie Albrecht, la cuisine centrale et le bâtiment de l'Oratoire. Ce sujet est piloté aujourd'hui par Monsieur TOLLET, un certain nombre de nouveaux bâtiments pourraient être raccordés d'ici à horizon 2026-2027. Sur le sujet des consommations et du patrimoine, des études sont en cours et programmées concernant la géothermie sur deux de nos groupes scolaires, ainsi qu'un accompagnement de la Société publique locale OSER, qui nous accompagne sur le décret tertiaire, notamment sur les sujets de confort d'été.

J'essaie d'aller un peu vite parce qu'il y a beaucoup de *slides* sur ce PowerPoint et le conseil est long. Sur le domaine n° 3 de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement et des déchets, nous travaillons depuis un certain nombre d'années dans le cadre de la cuisine centrale à la revalorisation de nos biodéchets avec une entreprise qui s'appelle Les Alchimistes et qui est basée à Vénissieux. Nous travaillons avec les commerçants et les habitants sur la sensibilisation et l'accompagnement sur les marchés, sur la mise en place de collecte de biodéchets, comme vous le voyez peut-être sur les marchés forains de la Ville, et également, comme je le disais, sur la cuisine centrale. Nous travaillons aussi avec Too Good To Go, et c'est ce que vous voyez comme chiffres à l'écran, pour revaloriser les repas qui ne sont pas consommés et éviter qu'ils ne soient jetés à la poubelle. Cela représente 4,35 tonnes de CO_2 et vous voyez que, depuis le début de l'initiative en 2023, nous avons réussi à sauver plus de 1 600 repas. Toujours sur le sujet de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement et des déchets, nous menons un travail sur la récupération des eaux pluviales avec, à l'échelle de la Ville de Caluire et Cuire, sur l'ensemble de bâtiments, une capacité totale de stockage des eaux pluviales de 118 600 litres. Nous avons, en 2023, installé une cuve enterrée de 90 mètres carrés aux serres municipales. Il faut savoir qu'avec l'année et la météo que nous avons eues, nous avons pu être en autosuffisance sur l'arrosage des serres pour l'année 2024. Bien entendu, c'était une année exceptionnelle, avec beaucoup de pluie, mais c'est un signal fort de réutilisation de l'eau de pluie.
Toujours dans ce domaine n° 3 de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement et des déchets, nous avons inauguré le 26 juin dernier le parc Gabrielle Colette, désimperméabilisé ce qui était originellement un parking de 1 800 mètres carrés que nous avons obtenus dans le cadre de négociations avec le promoteur Promoval, pour ne pas le citer, qui faisait l'opération juste au-dessus. Dans ce cadre, nous avons mis en place un plan de gestion de notre patrimoine arboré pour faire en sorte d'assurer la dispersion de la biodiversité sur l'ensemble des secteurs, et en particulier sur nos bois, le bois de la Caille, le bois des Frères, le bois du Grand-Bichet, à la Maison de la Parentalité et au Fort de Montessuy.

Nous poursuivons aussi notre plan de gestion différenciée des sites en travaillant en lien avec un certain nombre d'associations à l'image d'Arthropologia sur la pollinisation. Je ne sais pas, Monsieur le Premier Adjoint, si vous êtes encore président de l'association des Ruchers de Caluire, que vous avez montée à l'origine et qui arrivera prochainement sur la ferme, mais nous travaillons

pour faire en sorte de préserver les pollinisateurs. Nous avons lancé au mois de juillet 2024 le projet de végétalisation du groupe scolaire Montessuy. Nous poursuivons l'aide financière pour la végétalisation de copropriétés et nous allons prochainement mener une étude sur la stratégie d'infiltration et de connexion des eaux pluviales en lien avec le CEREMA.

S'agissant du Plan Vélo, c'est mon collègue Laurent MICHON qui reviendra plus en détail sur les éléments déclinés par la Ville de Caluire et Cuire. Nous passons ainsi au domaine 5 et à l'organisation interne. Il faut savoir que c'est un élément qui concerne toutes les villes de plus de 50 000 habitants et, de manière proactive, nous avons été volontaires pour faire en sorte de calculer la masse totale des gaz à effet de serre qui sont émis sur une année par les activités de la collectivité. Le premier résultat, qui concerne l'année 2023, consiste à dire que nous avons émis l'équivalent de 8 263 tonnes d'équivalent CO_2 en 2023. Vous voyez le camembert qui montre que les principaux postes d'émission sont les achats de consommables, notamment de denrées alimentaires et les autres fournitures. Pour les denrées alimentaires, nous devrions avoir quelques solutions sur le territoire dans les prochaines années à proposer, en tout cas qui sont lancées et sur lesquelles nous reviendrons pendant le Conseil, mais il y a aussi les travaux et l'énergie.
Il y a également notre projet de budget environnemental, mais nous aurons l'occasion d'en reparler dans le cadre de la procédure budgétaire.

Je passe au domaine n° 6 sur la coopération et la communication. Nous organisons dans le cadre de la sensibilisation à la protection de l'environnement et de la nature en Ville un certain nombre de visites sur la faune et la flore. Elle est très présente à Caluire. Plus de 50 % de notre territoire est en zone avec des prairies, des jardins. Nous avons la chance d'avoir le Val Foron. Avec l'association Terre de Graines, nous organisons des visites du bois de la Caille pour sensibiliser à tout ce qu'il s'y passe et à toute la dispersion de la biodiversité. Évidemment, ces éléments seront poursuivis en 2025.
Toujours sur le domaine n° 6, en matière de nature en Ville, vous le savez, nous distribuons du broyat de bois au centre technique municipal, il y a eu 173 bénéficiaires, soit environ une soixantaine par distribution. Une quatrième distribution a été organisée ce samedi.
Toujours sur la communication, à l'occasion des Journées du Patrimoine, il y a eu deux visites guidées qui ont été organisées sur chaque journée des serres municipales, de la Roseraie de Saint-Clair, du bois de la Caille et du Val Foron par les services de la Ville, avec près de 300 participants. Vous savez également que nous avons la permanence Parcs et Jardin qui permet aux jardiniers de la collectivité de donner un certain nombre de conseils sur les marchés forains. Toujours sur la communication, nous avons mis en place, et c'est la dernière *slide*, une réunion d'information avec la Ville et au travers du service Nature et Résilience sur le service de collecte des biodéchets de la Métropole de Lyon. Nous avons eu une soixantaine de participants et nous travaillons sur ce sujet en partenariat avec la Métropole de Lyon. Je cite également quelques autres actions, dont la Fête de la Propreté avec les quartiers de Montessuy, de Saint-Clair et de Cuire-le-Bas, nous pouvons remercier les habitants pour leur mobilisation sur ce sujet majeur de bien vivre à Caluire, et également deux ateliers sur la réduction des déchets et l'achat écoresponsable. Monsieur le Premier Adjoint, je vous remercie.

M. TOLLET : Merci Monsieur JOINT.
Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur GILLARD.

M. GILLARD : C'est allé un peu vite. Nous avons plein de diapositives et d'informations, pour une présentation en temps réel. Nous souhaitons nous concerter un peu avant de faire l'intervention et nous demandons une suspension de séance de 10 minutes pour nous mettre d'accord sur ce que nous allons dire.

M. TOLLET : Allez, 3 minutes.

Suspension de séance

Reprise de séance

M. TOLLET : Si vous le voulez, nous allons reprendre notre place. Je vous remercie.
Peut-être Monsieur GILLARD, nous passons à un autre groupe et cela vous permettra de peaufiner encore.
Monsieur MATTEUCCI ? Ah bon ? Personne ne veut y aller. Monsieur ATTAR BAYROU ?

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint. C'est finalement sur les 2024-071 et 073 que je dois intervenir.

M. TOLLET : Non, Nous sommes toujours sur la Ville durable..

M. ATTAR BAYROU : Je n'interviens pas sur ce sujet.

M. TOLLET : Très bien, Monsieur GILLARD.

M. GILLARD : Je me lance. Il y a quelque chose que je n'ai pas tout à fait bien compris. Quand on parle de 8 263 tonnes de CO_2, c'est l'impact carbone de la mairie et le résultat du bilan carbone de la Ville. Cela prend-il en compte l'énergie, les déplacements et les achats de la Ville ?

M. TOLLET : Oui. Cela représente 0,2 tonne par habitant, ce qui est conforme à la moyenne nationale.

M. GILLARD : C'est une empreinte très logique.
Ma deuxième question était une remarque. Concernant les composteurs, et avec l'ALEC et le SIGERLy qui sont des organismes de la Métropole, vous êtes tout de même bien aidés par la Métropole pour mettre en place des actions. C'est une parenthèse.
Autre point : comment les citoyens seront-ils impliqués dans cette démarche ? Est-ce uniquement une démarche de la Ville pour son empreinte ou y a-t-il un lien avec ce que les citoyens peuvent faire comme actions personnelles pour réduire ? Allez-vous faire un lien avec l'empreinte des citoyens ?

M. TOLLET : Merci. Monsieur MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : J'ai vu que nous avions encore récupéré quelques étoiles. J'ai une question : quelle est la différence ? Que veut dire « score programmé 11 » ? Pouvez-vous revenir sur la première *slide* avec toutes les nouvelles étoiles que nous avons, s'il vous plaît ? C'est pour bien comprendre, parce qu'il y a score réalisé et score programmé, à 11 %. Qu'est-ce que c'est ?

M. TOLLET : 11 %, c'est le plan d'action. Nous n'avons pas été évalués sur l'ensemble des 63 critères. Nous en avons 11 % sur lesquels nous n'avons pas encore été évalués. L'objectif est que nous soyons évalués à terme sur les 100 %. C'est un peu technique, je suis désolé.

M. MATTEUCCI : Non, c'est simplement une question. Je vois que nous avons de nouvelles étoiles et, comme nous avons l'habitude d'avoir beaucoup d'étoiles, je posais la question pour savoir si le score programmé portait sur nos intentions.
Au-delà de cela, je vous remercie pour cette présentation. Ce qui m'intéresserait aussi de savoir, dans notre plan Caluire Ville Durable, c'est quel est notre objectif par rapport à la réduction de notre impact. Nous avons notamment parlé tout à l'heure du nombre de tonnes de CO^2. Quel est notre objectif ? Est-ce zéro ? C'est une question.

M. TOLLET : C'est une vraie question, oui.

M. MATTEUCCI : C'est une vraie question. Nous savons que ce sera compliqué, mais notre objectif est-il zéro ? Si ce n'est pas zéro, on peut se dire que l'on va essayer d'arriver au plus près de 20 ou 30 %.

Nous avons notre plan de Ville Durable. Pouvez-vous rappeler sur combien de temps il se met en place ? Dans combien d'années allons-nous atteindre nos objectifs ?

M. TOLLET : Je me permets de répondre, et vous compléterez si vous voulez. L'objectif est la neutralité carbone. Nous sommes bien d'accord. Tout le monde autour de cette table a cet objectif d'aller vers la neutralité carbone. Je crois qu'il n'y a pas d'échéance. Le combat est perpétuel maintenant. Je crois que ce sera *ad vitam*. Je ne sais pas comment les futures générations feront, mais cette génération a enclenché tout cela. C'est un combat qu'il faudra mener tout le temps et sur lequel il faudra accélérer de plus en plus. Je crois que tout le monde en est conscient.
Pour ce qui est de l'information, nous passerons par l'information des Caluirards afin qu'eux puissent baisser leur bilan carbone. Nous n'irons pas compter chez chacun d'entre nous le bilan carbone. Chacun prend ses responsabilités, je sais qu'il y a des gens qui font leur bilan carbone et je les en félicite. Nous sommes là pour impulser, expliquer et puis informer. C'est de notre responsabilité de faire cela et chacun est libre de faire ce qu'il veut.

M. GILLARD : J'ai tout de même un regret, parce que j'avais cherché à avoir les notes de la démarche et à pouvoir consulter sur le site de l'ADEME les notes par critère, mais je n'en ai pas eu l'autorisation. Je trouve qu'il serait intéressant d'être transparent et de voir les points forts et les points faibles sur chacun des critères, chacune des notes, par rapport au plan d'action de la Ville.

M. TOLLET : Nous allons voir si nous pouvons vous le mettre à disposition. Il faudra que vous veniez le prendre, le consulter.

M. GILLARD : C'est sur une plateforme informatique, mais je peux en effet consulter les documents.

M. TOLLET : Vous devez pouvoir le consulter sur la Ville et vous le regarderez ; il n'y a pas de souci.

M. GILLARD : D'accord, merci.

M. TOLLET : Cette présentation n'entraîne pas de vote.

Nous allons passer à la prochaine présentation. Je donne la parole à Monsieur MICHON pour la présentation du plan Vélo II.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL – PRESENTATION DU PLAN VELO II

Plan vélo II

16 décembre 2024

Bilan du plan vélo I : Aménagements

	Avant	Plan Vélo I
Kilomètres d'aménagements cyclables	**16 km**	**25 km**
Stationnements vélos Nombre d'arceaux posés	**199**	**546**
Nombre d'abris vélos sécurisés		**2**
Panneaux « Cédez-le-passage cycliste au feu » (M12)		**164**
SAS vélos aux feux		**18**

Bilan du plan vélo I : Actions de sensibilisation

Dispositifs d'aide financière à l'acquisition d'un vélo

Mise en place en juin 2023 d'une aide à hauteur de **25 % du prix d'achat → 25 subventions** acceptées et versées pour un montant de 4 525 €

Revenu fiscal de référence/nombre de parts fiscales	VAE – Vélos pliants électriques – Kit d'électrification (prix d'achat < ou = à 3 200 €)	Vélos familiaux électriques (Cargos/bi et tri-porteurs/allongés) – Vélos type hanbike	Vélos familiaux mécaniques	Vélos pliants mécaniques (prix d'achat < ou = à 3 200 €)
Montant inférieur à 19 600 €	250 € (25 % du prix d'achat TTC)	500 € (25 % du prix d'achat TTC)	400 € (25 % du prix d'achat TTC)	150 € (25 % du prix d'achat TTC)
Montant supérieur à 19 600 €	50 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	50 € (25 % du prix d'achat TTC)

Dispositif renouvelé en 2024

Bilan du plan vélo I : Actions de sensibilisation

Formation « Remise en selle »

4 journées de formation organisées pour 57 bénéficiaires entre octobre 2023 et septembre 2024.

Création de l'espace Jean-Louis Million

Aménagement d'un espace pour la formation des scolaires et des usagers sur le Stade Jean-Louis Million, situé Avenue Paul Doumer.

Lignes directrices du plan vélo II

Bâtir un **schéma d'intention** en considérant plusieurs **enjeux territoriaux**.

Étudier chacun des enjeux, puis compiler les résultats pour permettre de dresser des **priorisations** répondant aux besoins du plus grand nombre d'usagers.

CONNECTER / Assurer les **CONTINUITÉS D'AMÉNAGEMENTS** avec les aménagements existants et les futures Voies Lyonnaises

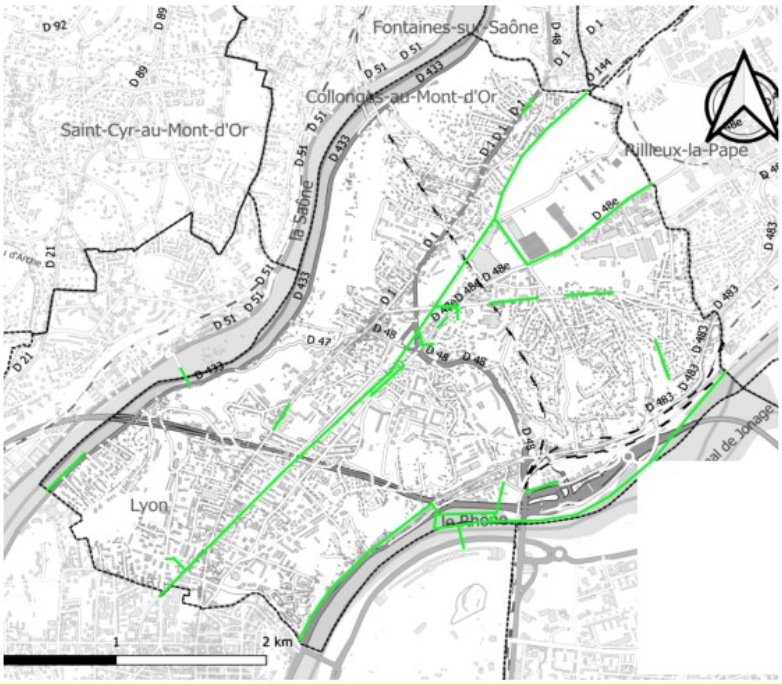
1/ Rendre accessible les zones d'**EMPLOIS**

2/ Desservir les **POLARITÉS URBAINES ET DE LOISIRS**

3/ Desservir les **ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES** secondaires

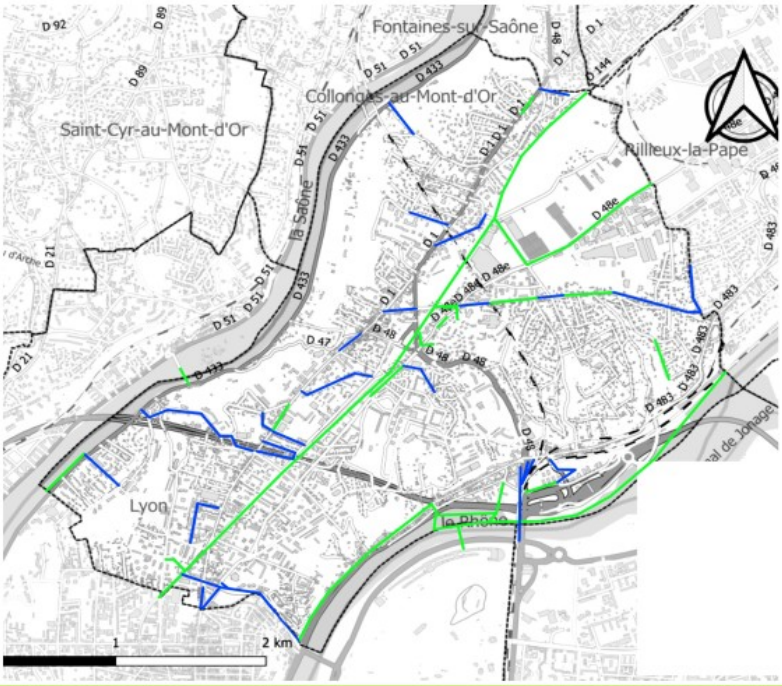
4/ Desservir les **LIEUX D'INTERMODALITÉ**

Avant Plan Vélo I



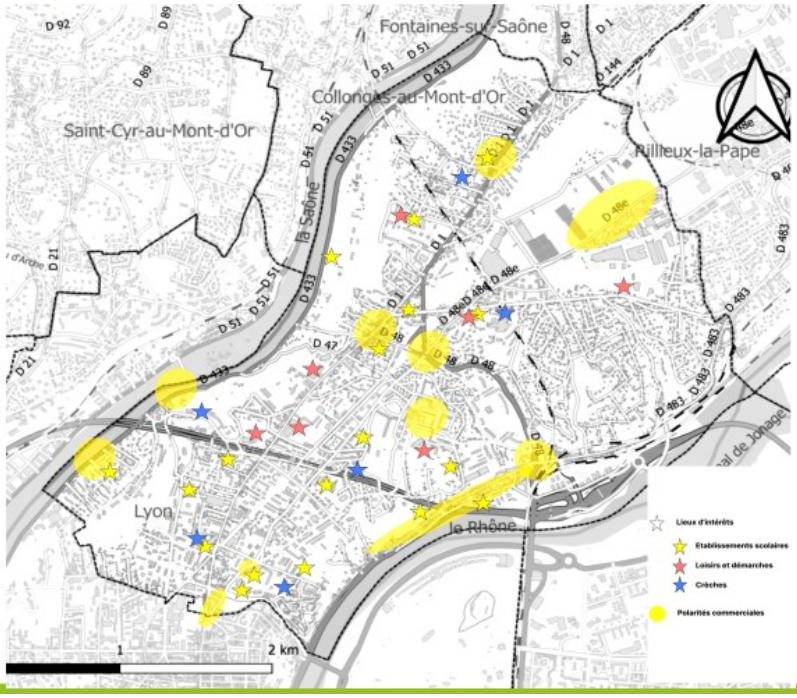
16 km
d'aménagements cyclables existants

Plan Vélo I

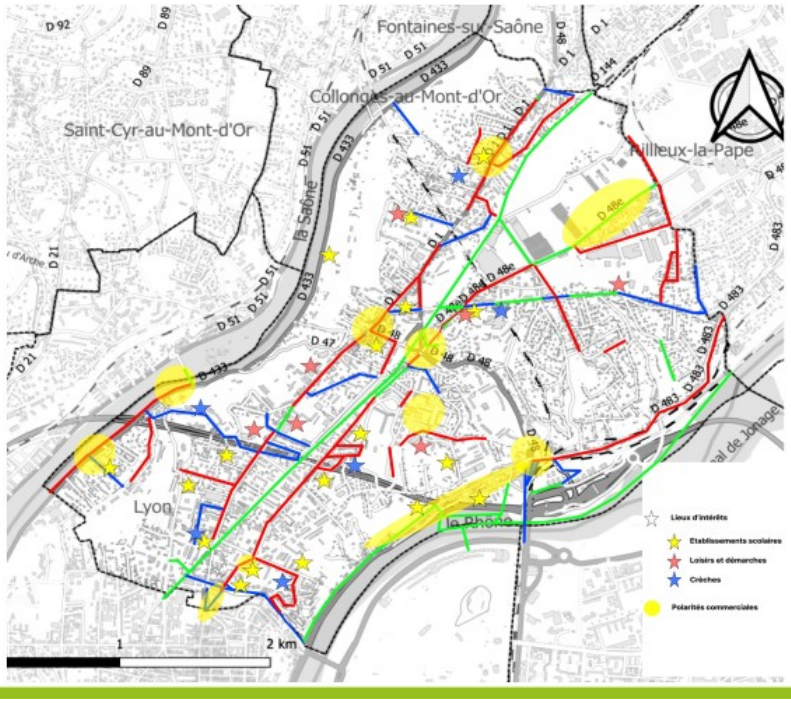


25 km
d'aménagements
cyclables

Les objectifs

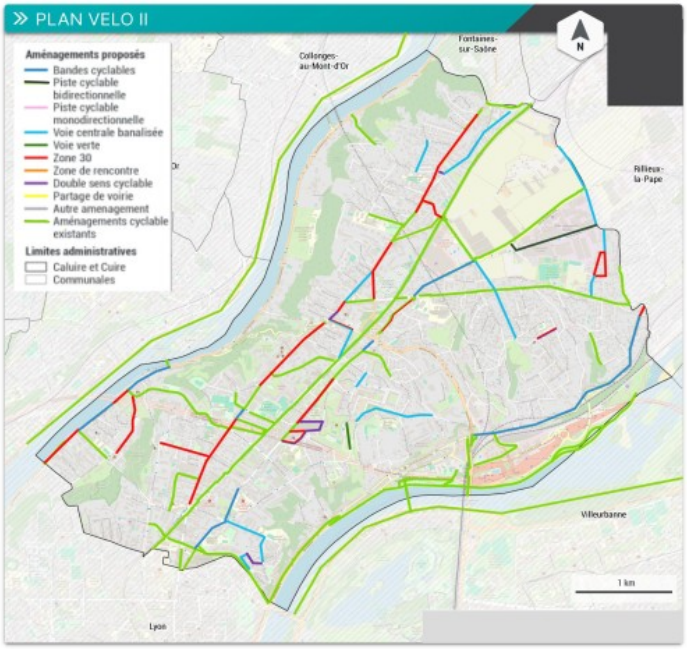


Plan Vélo II



41 km
d'aménagements
cyclables

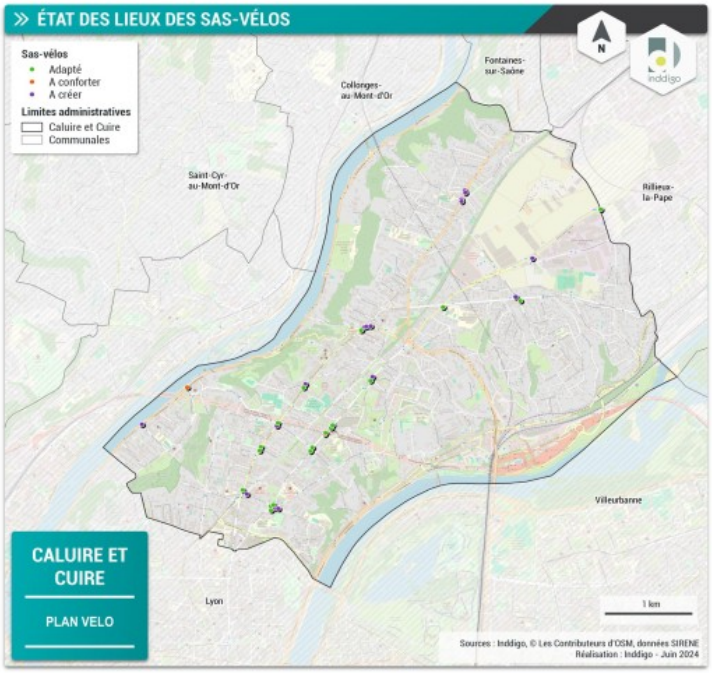
Types d'aménagements envisagés



41 km
d'aménagements
cyclables

SAS vélos

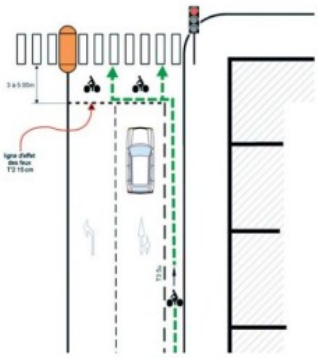
Identification de **16 sas-vélos à créer** et **2 à conforter** sur les axes identifiés au Plan Vélo II **en plus des 18 existants**

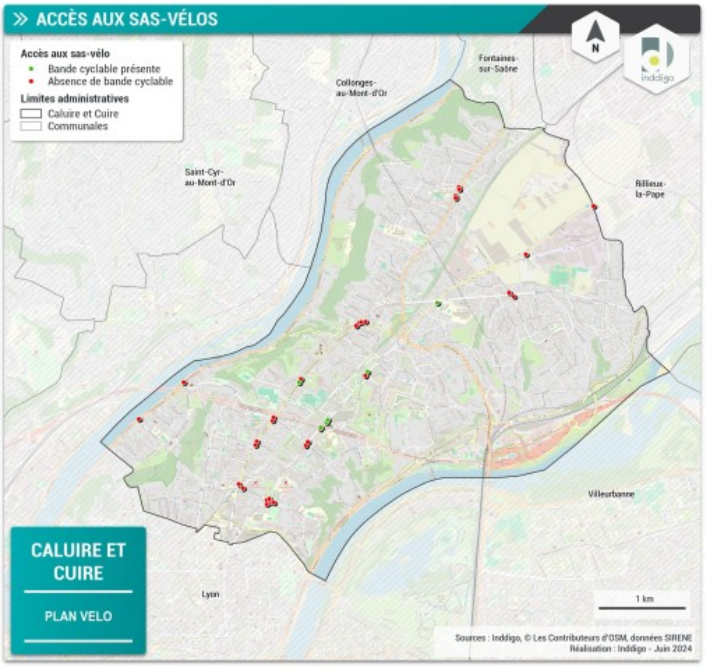


SAS vélos

Création de bandes cyclables permettant l'accès aux SAS vélos

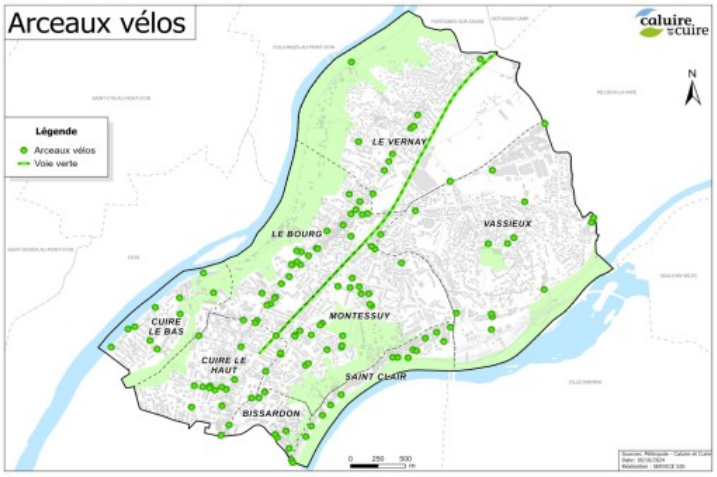
Identification de **30** intersections avec SAS vélo existant mais sans bandes cyclables pour accéder à ces derniers.





Stationnements vélos

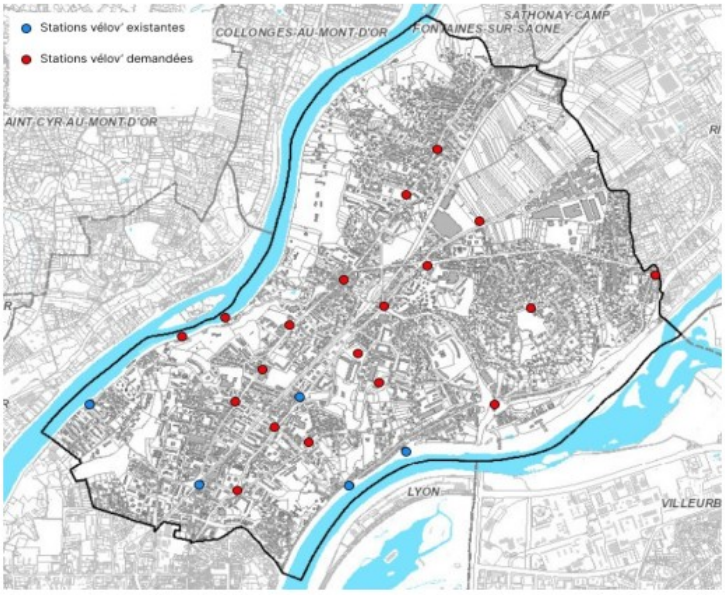
Analyse des besoins en stationnement en fonction des équipements présents sur le territoire avec pour objectif d'atteindre les **1 000 arceaux**



Stations Vélov'

5 stations vélov' existantes

19 stations demandées par la ville dans sa délibération 2023_056 du 3 mai 2023 pour une offre présente sur l'ensemble du territoire



Panneaux de jalonnement

Signalétique directionnelle dédiée aux cyclistes

- Indiquer une direction à suivre aux cyclistes
- Confirmer aux cyclistes qu'ils circulent sur l'itinéraire touristique/utilitaire adéquat

De l'ordre de **85 panneaux de position** *avec et sans mention* à rajouter sur le domaine public, aux intersections et carrefours importants, permettant d'orienter les cyclistes.



Synthèse

	Avant	Plan Vélo I	Plan Vélo II
Kilomètres d'aménagements cyclables	**16 km**	**25 km**	**41 km**
Stationnements vélos			
Nombre d'arceaux posés	**199**	**546**	**1 000**
Nombre d'abris vélos sécurisés		**2**	**2**
Panneaux « Cédez-le-passage cycliste au feu » (M12)		**164**	**164**
SAS vélos aux feux		**18**	**36**

M. MICHON : La présentation du Plan Vélo II est attendue par de nombreux cyclistes, je le sais. Vous avez ici un premier bilan qui est affiché concernant le Plan Vélo I que nous avions présenté en 2019. Vous avez ici quelques chiffres, notamment sur les kilométrages d'aménagements cyclables avec le Plan Vélo I. Nous passons de 16 à 25 kilomètres d'aménagements cyclables. Le nombre de stationnements vélo est passé d'environ 200 à 546, et je parle notamment des arceaux à vélo présents sur la ville. Et puis, les deux abris à vélos qui sont situés en haut de la montée des Soldats, sur la place Foch et à la sortie du métro Cuire. Egalement, depuis en effet ce Plan Vélo I, il y a eu la mise en place des panneaux « céder le passage » cycliste aux feux, les panneaux M12, les petits triangles avec les flèches jaunes qui permettent aux cyclistes de passer le feu à condition qu'il n'y ait pas de voiture qui arrive dans la direction des cyclistes. 164 panneaux ont été installés, avec le déploiement de 18 sas vélo au niveau des feux de circulation. C'est un premier bilan qui vous est présenté sur le Plan Vélo I.

Je vais passer au Plan Vélo II. Je termine sur ce qui est en place aussi. Nous aurons une délibération tout à l'heure qui reprendra ce point, qui est le dispositif d'aide financière à l'acquisition d'un vélo, qui a été mis en place en juin 2023, avec une aide à hauteur de 25 % du prix d'achat. Sur l'année 2023, nous avons eu 25 subventions acceptées et versées pour un montant de 4 525 euros. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point lors d'une délibération, point qui sera reconduit si vous le votez. Des formations sont mises en place, appelées « Remise en selle », qui sont là pour les cyclistes non aguerris ou en tout cas les personnes qui souhaitent se mettre à la pratique du vélo. Nous avons organisé quatre journées de formation qui ont bénéficié à 57 personnes entre octobre 2023 et septembre 2024, avec en parallèle la création de l'espace Jean-Louis Million, avenue Paul Doumer, qui est un espace aménagé pour la formation des scolaires et des usagers à la pratique du vélo, en situation réelle.

Les lignes directrices de ce nouveau Plan Vélo II sont les suivantes. Il s'agit principalement de bâtir un schéma d'intention en considérant plusieurs enjeux territoriaux, notamment connecter et assurer les continuités d'aménagements avec les aménagements existants et les futures voies lyonnaises, puisque, je le rappelle, quatre voies lyonnaises sont censées passer par notre commune: les voies numéros 2, 6, 7 et 13. L'objectif est de rendre accessibles toutes les zones d'emploi, de desservir les polarités urbaines et de loisirs, les établissements scolaires bien évidemment, et également les lieux d'intermodalité.

Vous avez ici quelques tracés de couleur qui vous montrent ce qui existait sur la commune avant 2019, avant le Plan Vélo I, soit 16 kilomètres d'aménagements cyclables existants. Ce sont ici les 25 kilomètres d'aménagements cyclables qui ont été réalisés suite au Plan Vélo I. Nous voyons ici les autres tracés de couleur. Les objectifs sont d'aller plus en détail en desservant les zones colorées qui sont les polarités commerciales, ainsi que tout ce qui est avec des petites étoiles, qui sont cités plus haut : les établissements de loisirs, les écoles, les crèches, etc. Cette carte a permis de travailler, aidés par le cabinet Indigo, sur ce dossier.

L'objectif du Plan Vélo II est de créer 41 kilomètres d'aménagements cyclables. Nous voyons ici les tracés supplémentaires qui sont prévus en effet, permettant de traverser la Ville du nord au sud et d'est en ouest, Rhône-Saône bien évidemment. Nous avons aussi sur la carte l'ensemble des aménagements prévus puisque qui dit aménagements cyclables sous-entend plusieurs aménagements possibles, que ce soit les voies lyonnaises, qui sont des aménagements très sécurisés par rapport aux routes, avec des pistes assez larges, mais également des pistes cyclables sécurisées comme celle du chemin de Crépieux ou du chemin Petit, qui en font partie. Il y a également les tracés cyclables ou les tracés délimités par des petits monticules ou par des potelets, comme c'est le cas notamment montée de la Boucle. Il y a également tout ce qui est aménagements zone 30 ou CVCB, anciennement « chaussidou », chaussées à voie centrale banalisée, qui sont également des aménagements prévus dans ce schéma.

Concernant les sas vélos, nous en avons identifié 16 qui sont à créer ; nous continuons en plus des 18 existants. L'objectif est, à chaque carrefour, de mettre en place et de créer ces sas vélos, tout en créant également des bandes cyclables lorsqu'il n'y a pas de pistes cyclables prévues, qui

permettent, quand on est à vélo, d'arriver jusque sur le sas vélo. C'est aussi ce qui est prévu dans le Plan Vélo II. Concernant les stationnements vélo, l'objectif, aussi en lien avec le projet métropolitain, est de multiplier les arceaux vélo. L'objectif est d'atteindre les 1 000 arceaux vélo sur la commune, avec des points d'implantation ajoutés dans tous les lieux recevant du public, commerces et autres endroits.
Il y a aussi les stations Velo'v, qui sont aujourd'hui au nombre de 5 ; ce sont les points bleus sur la carte. Je rappelle que, lors de notre conseil municipal du 3 mai 2023, nous avions voté une délibération pour l'implantation de 19 autres stations, souhait que nous avons exprimé auprès de la Métropole de Lyon, pour un maillage, là aussi, de la commune sur ce sujet.
Un autre élément dans ce Plan Vélo II est de pouvoir indiquer aux cyclistes les directions à suivre ou en tout cas les signalisations. Ce sont aujourd'hui des éléments qui ne sont pas présents. Cela se ferait avec des panneaux de jalonnement, comme vous avez ici en bas à droite de la *slide*, des signalétiques permettant d'indiquer les directions à suivre ou confirmant aux cyclistes qu'ils circulent bien sur le bon itinéraire. Nous avons défini 85 panneaux de position, avec et sans mention, à implanter sur la commune.

En synthèse, si nous allons sur quelques chiffres, encore une fois, l'objectif est de multiplier les aménagements cyclables et de passer de 25 à 41 kilomètres d'aménagements cyclables. Il s'agit aussi de multiplier le nombre d'arceaux à vélo pour pouvoir garer son vélo de façon sécurisée. Il s'agit également de multiplier les sas vélo pour pouvoir, lorsque le feu passe au vert, permettre aux cyclistes d'être vus par les automobilistes qui sont derrière et de démarrer sans risquer un accident. Ce projet a été travaillé avec les services que je remercie, et avec le cabinet Indigo, qui nous avait déjà aidés sur le Plan Vélo I et qui est également le cabinet qui accompagne la Métropole de Lyon sur ces projets. Bien sûr, comme cela est prévu et demandé par la Métropole, ce plan sera présenté à M. BAGNON et à son équipe au niveau de la Métropole de façon à être déployé au fil des mois et années à venir. Je vous remercie pour votre attention.

M. TOLLET : Merci Monsieur MICHON pour cette présentation bien complète.
Il y a une demande d'intervention de Monsieur GILLARD.

M. FAIVRE : Bonjour, mes chers collègues. À l'instar du premier Plan Vélo, nous découvrons ce nouveau Plan Vélo, qui semble intéressant tout de même. Il nous est présenté sans délibération au Conseil municipal, sans compte rendu, donc sans vote. Il n'a même pas été évoqué, même oralement, en commission. Aucune concertation n'a eu lieu, malgré le grand nombre d'usagers concernés à Caluire. N'ayant pas pu échanger entre nous, nous demandons une petite suspension de séance pour préparer une analyse appropriée, avec comme petite demande que vous puissiez réafficher la carte des aménagements projetés, s'il vous plaît, afin que nous puissions faire une petite analyse. Je suis désolé pour les spectateurs et pour vous, mais c'est vrai que nous le découvrons ici, maintenant. Comment pouvons-nous faire une bonne analyse sans analyser ? Merci.

M. TOLLET : Je vous laisse 2 minutes. Il est 10, jusqu'à 12.

(La séance est suspendue quelques minutes.)

M. TOLLET : Nous reprenons la séance, s'il vous plaît.
Monsieur ATTAR BAYROU, voulez-vous intervenir ? L'aviez-vous prévu ?

M. ATTAR BAYROU : Non Monsieur le Premier Adjoint.

M. TOLLET : Merci. Monsieur MATTEUCCI ?

M. MATTEUCCI : Oui, quelques mots. Je me félicite de voir le nombre de kilomètres d'aménagements cyclables se multiplier à Caluire. Je me félicite aussi et j'espère que ce sera validé, que l'on ait trouvé une solution avec la VL7, puisqu'elle avait suscité un certain nombre de débats. Je vois le tracé et je ne sais pas exactement où il passe, même si je vois à peu près, mais

je pense que c'est une bonne chose. Ensuite, j'avais une question. Je ne visualise pas bien, mais il y a tout de même une partie accidentogène sur le bas de la montée des Soldats. Je voulais savoir si c'était un point qui avait été traité, parce que cela reste relativement dangereux à vélo. Est-ce quelque chose qui sera aménagé avec un sas ou pas ? Merci.

M. TOLLET : Merci. Monsieur MEGEVAND, allez-y

M. MEGEVAND : Merci à Monsieur MICHON pour cette présentation. Est-on actuellement capable de quantifier, par rapport à l'existant et au projeté, la proportion des voies cyclables qui sont sécurisées et celles qui sont uniquement le fait de marquages au sol ?

M. TOLLET : Merci pour votre demande et intervention. Monsieur FAIVRE.

M. FAIVRE : J'ai de petites questions et des remarques. Nous voulions déjà vérifier plusieurs points. La première porte sur le calcul des 41 kilomètres : quelle est la part des voies lyonnaises ? Ensuite, nous voulions vérifier quels étaient les aménagements, mais si vous nous transmettez le document complet, nous pourrons regarder en détail. Sur les aménagements que vous prévoyez sur la zone 30, je n'ai pas bien vu où étaient les voiries à chaussée banalisée sur le plan. Sur Cuire-le-Haut, je vois qu'il y a une rupture au niveau de la voie verte qui était indiquée, en tout cas dans l'autre plan, et je voulais savoir s'il y avait une raison.

Pour rejoindre la remarque de Monsieur MATTEUCCI, sur l'aménagement des carrefours en général, surtout ceux accidentogènes, et sur l'aménagement des giratoires, j'aimerais savoir ce qui était prévu. Sur le plan, nous ne voyons pas figurer la VL2 et je voulais savoir ce qu'il en était. Enfin, sur les axes transversaux, puisqu'il y a là un net effort sur les aménagements nord-sud, qui suivent aussi les travaux du chauffage urbain… D'ailleurs, pour rappel, vous avez été un peu « obligés » de gérer certains aménagements cyclables pour répondre à la loi LAURE, qui demandait, lorsqu'une commune ou une collectivité fait des travaux de voirie, de faire des aménagements cyclables en parallèle. Une partie du Plan Vélo est déjà légalement obligatoire.

Ensuite, dans la méthodologie, nous voulions nous assurer qu'il y ait un dialogue engagé avec les services de la Métropole. Nous avons vu qu'une réunion allait se programmer, mais des réunions ont-elles déjà été faites au préalable ? Ensuite, quelle est la méthode de concertation qui sera mise en place pour la collectivité avec les habitants de Caluire ? Nous savons que de nombreux usagers sont cyclistes. Il faudrait justement inciter à avoir plus de cyclistes, parce que, comme vous l'aviez rappelé dans votre baromètre, 48 % des Caluirards jugeaient la gestion de la circulation comme prioritaire. Réduire le nombre de voitures à usage individuel permet justement de fluidifier le trafic. Nous souhaiterions savoir comment vous allez engager cette concertation. Le maire s'était engagé à faire plusieurs commissions dans l'année. D'ailleurs, nous n'avons pas eu vent de ces commissions et nous n'avons pas non plus été invités. Pour finir, y aura-t-il une formation pour les automobilistes ? Vous reprochiez aux cyclistes de mal se comporter, ce qui est souvent ou parfois le cas, nous n'allons pas le nier, mais vous avez des sas pour les vélos et ces sas sont souvent utilisés aussi par les véhicules. Du fait que vous reprochez aux cyclistes de faire des entorses au Code de la route, quelle est la démarche que vous allez engager auprès des automobilistes ? Merci.

M. TOLLET : Merci Monsieur FAIVRE. Monsieur MICHON, vous répondez.

M. MICHON : Je vais essayer de répondre à quelques questions. Sur la formation des automobilistes, je dirais qu'il y a le permis de conduire et le Code de la route qui s'appliquent. Nous ne faisons pas plus de reproches aux cyclistes qu'aux automobilistes.

M. FAIVRE : Pour les cyclistes aussi, il y a un Code de la route.

M. MICHON : Oui, justement, c'est bien de leur rappeler. Je ferai le rapprochement avec la mise en sécurité du bas de la montée des Soldats. C'est un lieu où je passe tous les jours. C'est un lieu où,

tous les jours, les cyclistes grillent les feux rouges alors qu'il n'y a pas de panneau M12 qui le permet. À un moment donné, je veux bien que nous fassions de la sécurité pour les cyclistes, mais il faut aussi que les cyclistes respectent le Code de la route. Là-dessus, tout le monde est d'accord, mais tout le monde est là pour dire que rien n'est fait, ils ne font pas attention, etc.
Dans le bas de la montée des Soldats, au carrefour, il a été mis des aménagements. C'était en début de mandat, je m'en souviens très bien, en présence de la Métropole et des collectifs vélos. Nous avons eu des réunions où nous nous sommes mis d'accord sur les aménagements qui sont en place. Honnêtement, si chacun respecte les feux, il n'y a pas de dangerosité. Il faut que les choses soient claires. J'y passe quotidiennement et la dangerosité vient du fait que certaines voitures grillent les feux ou que les vélos grillent les feux également. Ce point est dit.

Concernant le fait d'inciter à faire du vélo, bien sûr qu'il faut inciter à faire du vélo, mais pour inciter à faire du vélo, il faut donner envie et non contraindre. Je pense qu'il faudrait que la Métropole de Lyon en prenne bonne mesure quant à tout ce qui est aujourd'hui réalisé sur la ville et qui « *emmerde* », on peut le dire, les automobilistes. Deuxième élément concernant les pistes sécurisées ou les marquages au sol, les éléments sont mentionnés sur le plan, vous le verrez comme sur la zone 30. Qaund vous parlez des giratoires, cela fait partie des points qui sont aussi travaillés. Je pense notamment au giratoire qui est un des plus gros, qui se trouve en bas de la montée de la Boucle. Nous avons réalisé un travail avec la Métropole sur ce sujet et nous nous sommes mis d'accord sur un aménagement de ce giratoire sécurisé pour les cyclistes et également, bien sûr, pour les piétons ; n'oublions pas les piétons.

Concernant la voie lyonnaise n° 2, c'est la voie lyonnaise qui doit passer du Rhône à la Saône. Aujourd'hui, ni nous ni la Métropole n'avons de solution, étant donné la configuration, en particulier côté Rhône. C'est à l'étude mais, pour l'instant, il n'y a pas de décision concernant ces éléments. Sur les 41 kilomètres, quelle est la part des voies lyonnaises ? Aujourd'hui, les voies lyonnaises, vous le voyez, se mettent en place petit à petit. Sur la commune, certaines sont en cours d'aménagement, cela va être le cas notamment sur la route de Strasbourg, mais également sur le boulevard des Canuts. Ce sont des choses qui ont été validées avec la Métropole et sur lesquelles nous sommes tombés d'accord, y compris sur la place Jules Ferry, le chemin du Penthod, etc. Sur les autres parties, c'est pour l'instant encore à l'étude et en discussion. Sur ces éléments, nous avons mentionné sur le plan tout ce qu'il en est.
Nous avons fait aussi sur la voie lyonnaise 7, vous le savez, des contre-propositions, puisque la voie lyonnaise, je vous le dis, ne passera pas par la Voie verte. Nous avons fait des contre-propositions, que la Métropole de Lyon est aussi en train d'étudier. Ces éléments-là seront bien évidemment travaillés et continuent à être travaillés. Encore une fois, ce que nous avons proposé là et ce que nous vous présentons ici sera proposé ensuite et présenté à la Métropole de Lyon, qui fera aussi des arbitrages, mais c'est à nous de défendre notre plan. Nous avons essayé, encore une fois vous l'avez compris, de faire le maillage le plus fin possible entre les pistes existantes et les lieux où nous avons nécessité de circuler à vélo et d'aller, les lieux publics et tout ce que je vous ai cité.
Oui, je suis cycliste au quotidien, mais je pense que tout le monde le sait. En tout cas, sachez que, même si dans le sondage fait auprès des Caluirards, le vélo arrivait en dernière position, ce n'est pas pour autant que nous laissons tomber ce point et que nous ne travaillons pas dessus. Je le rappelle encore une fois que c'est un travail régulier avec les services, avec le cabinet Indigo et les retours des uns et des autres qui nous ont permis d'aboutir à ce plan. Je vous remercie.

M. TOLLET : Merci Monsieur MICHON, pour ces réponses. Cette présentation n'entraîne pas de vote. Chacun s'est exprimé.

N° D2024_069 DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION RESSOURCES ET CITOYENNETÉ ET D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION VIVRE LA VILLE

M. TOLLET *:*

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024.

Conformément au règlement intérieur du Conseil Municipal, dans le souci du respect de la représentation proportionnelle et pour permettre l'expression pluraliste des élus, chaque conseiller municipal siège dans au moins une commission et chaque groupe d'élus issu des listes présentes au scrutin municipal a au moins un représentant dans chaque commission.

Madame Séverine Hémain a démissionné de ses fonctions de conseillère municipale le 5 juin 2024. Madame Sandra Richard, conseillère municipale suivante de la liste "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" a elle-même démissionné le 9 septembre 2024.

Madame Hémain était membre de la Commission Ressources et Citoyenneté. Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner un nouveau membre au sein de cette commission, issu du groupe « Urgence écologique et solidarités à Caluire ».
Par ailleurs, Monsieur Jérôme Trotignon a souhaité démissionner de ses fonctions de membre de la Commission Vivre la Ville. Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner également un nouveau membre au sein de cette commission, issu du groupe « Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire».

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT concernant le mode de désignation au sein des commissions municipales « si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales […], les nominations prennent effet immédiatement […] et il en est donné lecture par le maire ».

Monsieur Jérôme TROTIGNON est candidat unique du groupe "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" pour siéger au sein de la Commission Ressources et Citoyenneté.
Monsieur Nathan GUEDJ, nouveau conseiller municipal du groupe "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" est candidat unique du groupe pour siéger au sein de la Commission Vivre la Ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE PRENDRE ACTE de la candidature unique de Monsieur Jérôme TROTIGNON pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Ressources et Citoyenneté, et de la candidature unique de Monsieur Nathan GUEDJ pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Vivre la Ville ;
Le président de séance, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales déclarant que M. TROTIGNON est nommé membre de la Commission Ressources et Citoyenneté et M. GUEDJ est nommé membre de la Commission Vivre la Ville.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Suite aux démissions de Mme HÉMAIN et de Mme RICHARD et au souhait de M. TROTIGNON de quitter la Commission Vivre la Ville, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la candidature unique de M. TROTIGNON pour siéger au nom de son groupe au sein de la Commission Ressources et Citoyenneté et de la candidature unique de M. GUEDJ pour siéger au sein de la Commission Vivre la Ville.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, ces nominations prennent effet immédiat, sans vote.

Simplement, il est précisé que, dans cette première délibération et dans toutes celles qui vont suivre, je ne le redirai pas, le Conseil municipal autorise à signer et charge de l'exécution le Maire ou son remplaçant. Vos rapports seront modifiés dans ce sens, puisque nous n'avons pas eu le temps de refaire tous les rapports. Il n'y a pas de demande de parole ni de vote.

N° D2024_070 PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CINÉMA À CALUIRE ET CUIRE

M. TOLLET *:*

Jusqu'en 2021, la Ville disposait de 2 cinémas : Ciné Caluire, un cinéma mono-écran de 202 places, propriété de l'URFOL, situé dans le quartier du Vernay depuis 1971, et le Méliès, salle mono-écran de 267 places créée en 1937 dans le quartier de Vassieux, propriété de l'Association Caluire Paroisses (ACP) et exploité par l'association Cinéma Le Méliès depuis 1990. Trop coûteux en fonctionnement, Ciné Caluire a cessé définitivement son activité en 2020 avant d'être rasé début 2022 pour laisser place à un projet immobilier. Dès lors, un projet ambitieux et complémentaire du Cinéma Le Méliès, porté par des professionnels, MM. Patrick BROUILLER (exploitant de plusieurs établissements et ancien président de l'Association Française des Cinémas d'Art et Essais, AFCAE) et Christian CARION (producteur, réalisateur et résident de Caluire et Cuire) a été présenté à la Municipalité dès Juillet 2022.

Ce projet, porté par la Société « Les Ecrans Associés » , représentée par M. Patrick BROUILLER et M. Christian CARION, et de Mmes Karen BROUILLER, exploitante, et Laure Irmann CARION, productrice, porte sur la construction et l'exploitation d'un cinéma nouvelle génération dans le quartier Montessuy.

Il représente actuellement un investissement estimé à 5,6 M €.

Il s'agit de créer un cinéma nouvelle génération avec 5 salles dont une dotée d'un concept architectural innovant (Oma), pouvant contenir 750 places, dans le quartier Montessuy, qui puisse répondre prioritairement aux besoins de l'ensemble de la population communale et offrir une alternative à celle des communes environnantes non équipées d'un cinéma.

Il s'agit d'une opération privée dont le compte d'exploitation prévisionnel présenté par le porteur prévoit un potentiel de 140 000 entrées annuelles au démarrage. Il est précisé que pour s'assurer de la viabilité du projet, la Ville a mené une étude d'opportunité qui a confirmé la fiabilité de cette projection.

En complément des financements privés amenés par la Société « Les Ecrans Associés » (prêts, fonds propres, …), le plan de financement du projet prévoit :

- *une subvention d'investissement d'un montant maximum de 1,5 M€ versés par la Région Auvergne-Rhône-Alpes au porteur de projet « Les Ecrans Associés » ;*
- *une subvention d'investissement d'un montant maximum de 1 M€ versés par la Ville de Caluire et Cuire au porteur de projet « Les Ecrans Associés ».*

L'emplacement envisagé de ce projet est situé à l'intersection de la rue Paul Painlevé et de l'allée du Parc de la Jeunesse. La parcelle et le bâti appartiennent à la Ville. Actuellement, le site est occupé par la crèche municipale Les Galipettes et le Centre social et culturel dont le déménagement a d'ores et déjà été réalisé. Le crèche municipale libérera pour sa part les locaux en janvier 2025.

Par délibération N° 2024_024 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal a entériné le déclassement de cette parcelle par anticipation, afin de permettre la réalisation du projet.

En outre, l'évolution réglementaire de la parcelle, actée dans le cadre de la modification N° 4 du PLUH dont l'approbation est prévue au conseil métropolitain du 16 décembre 2024, permet la faisabilité réglementaire du projet tout en sécurisant la destination future puisque la servitude d'urbanisme appelée "secteur de mixité fonctionnelle n°1" indique que 100 % de la surface de plancher du projet seront dédiés au cinéma et à ses activités annexes (restauration, loisirs marchands).

Pour permettre la réalisation du projet, il est envisagé de mettre la parcelle en cause à disposition de la Société « Les Ecrans Associés » via un bail emphytéotique administratif (BEA) visé aux articles L.1311-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Les modalités juridiques et financières de ce contrat sont à définir mais suivront les lignes directrices suivantes :

- *Mise à disposition de la parcelle nue, après démolition du bâti par la ville en vue de la réalisation et de l'exploitation du cinéma ;*
- *Durée projetée du BEA : 60 ans ;*
- *Redevance d'occupation domaniale composée d'une part fixe et d'une part variable assise sur le chiffre d'affaires, dont le montant reste à définir notamment au vu de l'avis du service du Domaine à intervenir.*

Ces modalités seront précisées et définies dans le cadre d'une promesse de BEA puis du contrat de BEA, qui seront soumis au conseil municipal.

La conclusion du contrat de BEA sera toutefois conditionnée à la levée des conditions suivantes :
- *Démolition du bâtiment du 18 rue Paul Painlevé par la Ville,*
- *Obtention par le porteur de l'ensemble des autorisations nécessaires pour exploiter le cinéma et en particulier : autorisation d'aménagement cinématographique délivrée par la CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique) et homologation des salles et équipements et autorisation d'exploitation délivrées par le CNC (Centre National du Cinéma)*
- *Obtention par le porteur d'un permis de construire purgé de tous recours,*
- *Obtention par le porteur de l'ensemble des financements nécessaires à la réalisation du projet.*

Le planning prévisionnel envisagé du projet pour 2025 est le suivant :
- 1er trimestre 2025 :
- *Elaboration de la promesse de BEA et du contrat de subvention ;*
- *Délibération du conseil municipal autorisant la signature, puis signature de la promesse de BEA et du contrat de subvention.*

- 2e trimestre 2025 :
- *Démolition du bâti,*
- *Dépôt et obtention par le porteur du projet de l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation et l'exploitation du cinéma,*
- *Elaboration du projet de BEA,*
- *Délibération du conseil municipal autorisant la signature, puis signature du BEA*

- 3e trimestre 2025 :
- *Lancement des travaux par le porteur du projet.*

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les grands principes du montage financier et juridique du projet de réalisation d'un cinéma à Caluire et Cuire ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. TOLLET : Ce projet de création, construction et exploitation d'un cinéma est porté par la société Les Écrans Associés. L'objectif est de créer un cinéma nouvelle génération, situé dans le quartier de Montessuy, avec 5 salles pouvant contenir 750 places. Nous avons fait un constat : jusqu'en 2021, la commune de Caluire et Cuire comprenait deux cinémas: Ciné Caluire et le Méliès. Trop coûteux en fonctionnement, le Ciné Caluire a cessé définitivement son activité. Aujourd'hui, le Méliès, classé art et essai, fonctionne avec 600 séances annuelles, mais son activité reste confidentielle. Pour ces raisons, les 43 000 habitants de Caluire et Cuire doivent souvent se rendre dans les cinémas des communes environnantes.
Cette opération privée représente actuellement un investissement estimé à 5,6 millions d'euros. Pour permettre la réalisation de ce projet, la Ville de Caluire et Cuire envisage de mettre à disposition le terrain *via* un bail emphytéotique administratif de 60 ans. Une redevance d'occupation assise sur le chiffre d'affaires sera définie. En complément des fonds privés, le plan de financement prévoit une subvention d'investissement de la Ville et de la région Auvergne Rhône-Alpes. Il vous est demandé ce soir d'approuver les grands principes du montage juridico-financier du projet et, comme nous l'avons vu, de charger le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la délibération.

Il y a des demandes d'intervention de M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU et M. MATTEUCCI.
Madame LE CARPENTIER, je vous laisse la parole.

Mme LE CARPENTIER : Ce projet, nous le soutenons, avec son montage juridique et financier, avec la société Les Écrans Associés, ce qui va permettre de proposer, sans nul doute, une meilleure offre cinématographique à Caluire, dans un quartier assez central. Toutefois, nous émettons une réserve.
En effet, nous nous interrogeons sur cette nouvelle offre et la pérennité du cinéma le Méliès, dans le quartier de Vassieux, compte tenu des règles de distribution des films. La salle du Méliès est gérée par une association dynamique, animée exclusivement par des bénévoles. Elle a su se renouveler et offrir des séances de qualité, avec une belle progression de la fréquentation. La Ville soutient d'ailleurs le Méliès par une subvention annuelle, par l'organisation des séances scolaires et d'autres événements. Mais dans ce nouveau contexte cinématographique, comment assurer la pérennité du Méliès ? Les aides actuelles seront-elles conservées, voire amplifiées ? Et surtout, quels leviers la Ville compte utiliser ? Il serait vraiment dommage qu'un cinéma associatif de quartier disparaisse. Merci.

M. TOLLET : Merci Madame LE CARPENTIER.

M. ATTAR BAYROU : Je voudrais souscrire à ce que Madame LE CARPENTIER a énoncé et aux questions qu'elle a posées. Et au nom du groupe *Caluire au Cœur*, féliciter du retour d'un cinéma en plus pour permettre aux Caluirards de rester dans leur ville pour voir des films et en même temps vivre un petit peu plus sur Caluire.

M. TOLLET : Merci Monsieur ATTAR BAYROU.
Finalement, c'est globalement un consensus autour de ce dossier. M. CARION, qui sera le porteur du nouveau cinéma, a rencontré à plusieurs reprises le Méliès. Ils se sont mis d'accord et le Méliès soutient finalement le projet, qui est très différent. Je rappelle que le Méliès est « art et essai », alors que le projet de M. CARION est totalement différent. Bien évidemment, la Ville de Caluire et Cuire soutiendra et continuera à soutenir le Méliès du fait de sa structure associative. Nous maintiendrons bien sûr nos subventions et notre soutien à cette association.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Contre ? Abstention ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

M. TOLLET : Je vous remercie pour cette unanimité.

N° D2024_071 FERME URBAINE - GESTION EN RÉGIE AGRICOLE DIRECTE

***M. JOINT** :*

Dans le cadre de la déclinaison de son projet « Caluire Ville Durable », la Ville a décidé d'adopter une politique durable notamment sur la thématique « alimentation » en expérimentant l'aménagement d'une ferme urbaine sur le secteur dit de « la Terre des Lièvres », situé au sud de la zone maraîchère.
Il s'agit également d'améliorer encore la qualité des repas servis par le service de la Restauration Municipale, en proposant des produits locaux, frais et bios aux usagers de ce service, en conformité avec les obligations liées à la loi EGALIM.

Afin de porter ce projet agricole sur son territoire et de contrôler les modalités de production - à savoir la labellisation agriculture biologique, les intrants, les denrées et les variétés produites ou encore les volumes nécessaires à l'activité de la cuisine centrale - il convient d'organiser cette activité sous la forme d'une régie agricole municipale, dite « directe ».

En choisissant d'internaliser la gestion de l'exploitation agricole au sein de ses compétences internes, la municipalité affirme un véritable service public de l'alimentation. Elle prend ainsi en charge l'exploitation par ses propres moyens humains, matériaux et financiers.
Un des objectifs principaux étant l'autonomie, la ferme cherchera à répondre, à terme, à l'intégralité des besoins de la cuisine centrale en légumes.

Au-delà de sa fonction productive, la régie agricole représente un véritable levier pour agir sur d'autres enjeux de l'alimentation et est amenée à être un espace pour :
• Animer des temps éducatifs auprès des scolaires,
• Associer les habitants et faire vivre la citoyenneté locale,
• Recréer des espaces de biodiversité et préserver des semences anciennes,
• Soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs.

Par ailleurs, cette gestion en régie agricole municipale permet à la Ville de solliciter des subventions auprès du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la gestion de la ferme urbaine de Caluire et Cuire en régie municipale agricole directe ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

N° D2024_072 DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU FONDS EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) POUR LES INVESTISSEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ DE LA FERME URBAINE

***M. JOINT** :*

Dans le cadre de la déclinaison de son projet « Caluire Ville Durable », la Ville a décidé d'adopter une politique durable notamment sur la thématique « alimentation » en expérimentant l'aménagement d'une ferme urbaine sur le secteur dit de « la Terre des Lièvres », situé au sud de la zone maraîchère.

Le projet de ferme urbaine s'inscrit dans un système d'économie circulaire, permettant à la fois :
• de fournir la restauration municipale en développant une production maraîchère de proximité. En effet, le service de la restauration municipale de la Ville assure quelque 346 000 repas par an et 2 300 repas par jour ainsi que la livraison sur les sites de restauration (écoles publiques maternelles et élémentaires, Maison de la Parentalité et résidence de personnes âgées Marie Lyan) ou à domicile (portage de repas personnes âgées),
• de présenter une vertu pédagogique grâce à l'organisation d'ateliers sur le thème du jardin ou de l'alimentation durable, tel que l'envisage le Schéma Directeur Alimentaire de la Métropole de Lyon,
• d'amender les cultures en implantant une plateforme de compostage pour les déchets verts et les biodéchets issus du territoire.

Les éléments principaux du programme prévisionnel de l'opération sont précisés ci-dessous.
Ce projet revêt une certaine complexité en ce sens qu'il prévoit à la fois des travaux d'infrastructure et des travaux de construction neuve de bâtiments et au regard de la performance environnementale attendue du projet.

Le projet prévoit :
• la construction du bâtiment agricole « exemplaire »
• la construction des serres
• les travaux de voirie et réseaux divers
• l'aménagement des terrains agricoles et des vergers
• la création du parvis pour l'accueil pédagogique
• la création de la plateforme de compostage

Afin de mener à bien ce projet, la Ville a fait appel à une maîtrise d'œuvre, sélectionnée suite à un concours et remportée par le cabinet d'architectes Hors les Murs, accompagnée de plusieurs co-traitants.

Pour financer certains des investissements relatifs au projet, la collectivité peut faire appel au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Ce fonds soutient une variété de mesures visant à améliorer la compétitivité agricole, à encourager la diversification économique, à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, à renforcer les chaînes alimentaires locales, à favoriser l'innovation et à améliorer la qualité de vie dans les communautés rurales.

Ces programmes de développement rural sont approuvés et contrôlés par la Commission européenne. En revanche, ce sont les autorités de gestion nationales et régionales qui prennent les décisions relatives à la sélection des projets et l'octroi des paiements.

Pour pouvoir prétendre à ces subventions, la collectivité de Caluire et Cuire doit :
• justifier du statut d'«agriculteur actif». La gestion en régie agricole directe permet de justifier ce statut ;
• approuver les investissements à réaliser et les demandes de subventions portant sur ces investissements ;
• réaliser ces investissements en respectant les procédures des marchés publics.
Certains de ces investissements sont dans le périmètre du marché de la maîtrise d'œuvre et d'autres feront l'objet de marchés à part.

Ci-après la liste des investissements qui sont éligibles à des subventions FEADER :

• La construction et l'installation des serres de cultures (périmètre MOE)
Coût prévisionnel: 315 868 € HT
Subvention FEADER associée : n°203 «Investir dans les productions végétales pour limiter les risques sanitaires et climatiques»
Montant potentiel de subvention : 40 à 70 %

• L'achat et l'installation du réseau d'irrigation enterré (périmètre MOE), du bassin de récupération d'eau de pluie (MOE), et du réseau d'irrigation aérien (hors MOE)
Coûts prévisionnels : 126 010 € HT pour les infrastructures de récupération d'eau de pluie, 70 208 € HT pour le réseau d'irrigation enterré et 44 000 € HT pour le réseau d'irrigation aérien.
Subvention FEADER associée n°205 : «Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole »
Montant potentiel de subvention: 40 à 70 %

• Matériel de lavage et de stockage (hors MOE)
Coûts prévisionnels : 148 415 € HT
Subvention FEADER associée n°303 : «Investir dans mon entreprise agroalimentaire»
Montant potentiel de subvention : 25 à 35 %

Plan de financement prévisionnel - 2025 /2026 :

Nature des investissements	*Périmètre*	*Subvention FEADER*	*Montant dépenses HT*	*Montant subventions potentielles*	*Pourcentage*
Serres de culture	*MOE*	*n°203*	*315 868 €*	*221 107 €*	*40 à 70 %*
Système d'irrigation	*MOE et hors MOE*	*n°205*	*240 218 €*	*168 152 €*	*40 à 70 %*
Matériel lavage et stockage	*hors MOE*	*n°303*	*148 415 €*	*51 910 €*	*25 à 35 %*
Total Dépenses			*704 501 €*	*441 169 €*	
Autofinancement Ville				*404 232 €*	
Total TTC			*845 401 €*	*845 401 €*	

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER le plan de financement des investissements présenté ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à solliciter des subventions auprès du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural FEADER ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à solliciter d'autres co-financements publics ou privés le cas échéant ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

APPEL À CANDIDATURES

Dispositif 205 « Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole »

PROGRAMME REGIONAL FEADER 2023-2027 AUVERGNE-RHONE-ALPES

Table des matières

1 Description du dispositif 2

2 Porteurs de projets éligibles 2

3 Conditions d'éligibilité 3

4 Dépenses 5

4.1. Dépenses éligibles 5

4.2. Dépenses inéligibles 5

4.3. Plancher et plafond de dépenses 5

5 Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures 6

6 Modalités d'attribution de l'aide pour mon projet 6

6.1. Financeurs possibles 6

6.2. Modalité de calcul de l'aide 6

7 Base réglementaire 7

Annexe 1 - Grille de sélection relative à l'appel à candidatures 205 « Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole » 8

1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le dispositif soutient :

A. Sur le volet amélioration d'une (ou d'un élément d'une) infrastructure existante, les projets sans augmentation nette de la surface irrigable à partir d'une masse d'eau donnée :

- **Les projets d'économies d'eau :** matériel de distribution sur parcelle s'il y a une modification du process de distribution permettant des économies d'eau, matériel de contrôle et de pilotage de l'irrigation ;
- **Les projets de substitution :** les projets de stockage d'eau permettant de remplacer des prélèvements estivaux par des prélèvements en période de hautes eaux (substitution temporelle), les projets de substitution des prélèvements entre masses d'eau ;
- **Les projets visant l'utilisation d'eau recyclée** ;
- **Les études de faisabilité préalables aux investissements.**

B. Sur le volet développement de l'irrigation, les projets se traduisant par une augmentation nette de la zone irrigable à partir d'une masse d'eau donnée :

- **Les projets de création de nouvelles surfaces irriguées, y compris les retenues de stockage :** l'ensemble des équipements et travaux jusqu'aux bornes d'entrées des parcelles (prélèvement, stockage, réseaux…) ;
- **Les projets visant l'utilisation d'eau recyclée** ;
- **Les études de faisabilité préalables aux investissements.**

C. Les projets de protection contre le gel par aspersion

ⓘ Sont inéligibles les projets suivants

- Les projets conduisant seulement à des économies d'énergie,
- Les projets de développement de l'irrigation ayant une incidence sur une masse d'eau jugée en état quantitatif moins que bon, pour des raisons liées à la quantité d'eau.
- La réhabilitation et l'entretien des ouvrages.

2 PORTEURS DE PROJETS ELIGIBLES

Peuvent présenter un projet à cet appel à candidatures :

- Les agriculteurs actifs (définition précisée dans le document « règles communes »),
- Les jeunes agriculteurs (à la demande d'aide, le récépissé de dépôt de demande de DJA est suffisant ; la décision juridique d'attribution de la DJA devra être transmise au service instructeur avant la sélection du dossier « Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole », puis le certificat de constatation d'installation devra être produit dès la première demande de paiement.).
- Les coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) agréées par le Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA),
- Les communes, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), syndicats mixtes, si l'objet de la demande d'aide concerne des investissements localisés sur des exploitations agricoles.

3 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies au moment de la sélection pour que le projet soit éligible au présent dispositif.

Les conditions d'éligibilité communes à tous les projets sont les suivantes :

- Seuls les investissements visant l'usage agricole de l'eau sont éligibles. Pour les projets visant d'autres usages, et desservant notamment des parcelles non agricoles, un prorata entre la part agricole / non agricole devra être appliqué. Pour tous les projets, les volumes dédiés à l'irrigation après investissements doivent être majoritaires.
- Tout projet d'investissement doit être compatible avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SDAGE en vigueur sur le territoire de projet.
- Tout projet doit avoir obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires au projet.
- Le porteur de projet doit justifier de la présence d'un système de mesure individuel de la consommation d'eau. En l'absence d'un système existant celui-ci doit être prévu dans le programme d'investissement du projet.
- Une note technique et économique préalable au projet doit être fournie à la demande d'aide.
- Pour les investissements portés par une commune ou un EPCI ou un syndicat mixte, une convention liant la collectivité, un agriculteur ou un groupement d'agriculteurs et le propriétaire est établie à minima pendant la durée d'engagement afin de garantir l'usage agricole et les bénéfices attendus des travaux.
- Les conditions d'éligibilité fixées dans le document « règles communes » s'appliquent, notamment celles relatives à l'éligibilité géographique. Elles sont consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

A. Sur le volet amélioration d'une (ou d'un élément d'une) infrastructure existante, les projets sont éligibles dans les conditions d'éligibilité suivantes :

A1. Matériels et équipements d'irrigation :

a. La (ou les) parcelle(s) concernée(s) par le projet est (sont) déjà équipée(s) par du matériel de distribution de l'eau ;
b. Pour le matériel de distribution de l'eau, il s'agit d'une complète modification de process de distribution ;
c. Il ressort d'une évaluation ex-ante que l'investissement est susceptible de permettre a minima 5 % d'économies d'eau compte tenu des paramètres techniques de l'installation,
d. Lorsque l'investissement a une incidence sur une masse d'eau, dont l'état a été qualifié de moins que bon pour des raisons liées à la quantité d'eau, une réduction effective d'au moins la moitié des économies d'eau potentielles prévues dans l'étude ex-ante est réalisée.

Le points d. constituera un critère d'engagement.

A2. Projets de retenue de substitution :

a. La surface irrigable à partir d'une masse d'eau donnée n'a pas augmenté.
b. Le volume stocké n'excède pas le volume prélevé antérieurement au projet.
c. L'autorité compétente vérifie que le projet n'a pas d'incidence environnementale négative importante.

A3. Projets de substitution entre masses d'eau :

a. La surface irrigable à partir d'une masse d'eau donnée n'a pas augmenté.
b. L'état de la masse d'eau souterraine ou superficielle prélevée après-projet n'a pas été qualifié de moins que bon pour des raisons liées à la quantité d'eau ;
c. Une analyse de l'incidence environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence environnementale négative importante ; cette évaluation de l'incidence environnementale est soit réalisée par l'autorité compétente, soit approuvée par celle-ci.

A4. Investissements dans l'utilisation d'eau recyclée

a. La surface irrigable à partir d'une masse d'eau donnée n'a pas augmenté.
b. Le projet n'a pas d'incidence sur une masse d'eau souterraine ou superficielle.
c. La fourniture et l'utilisation de l'eau recyclée en tant qu'autre source d'approvisionnement est conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil.

B. Sur le volet développement de l'irrigation, les projets se traduisant par une augmentation nette de la zone irrigable à partir d'une masse d'eau donnée sont éligibles dans les conditions d'éligibilité suivantes :

B1. Matériels de distribution de l'eau à la parcelle

a. La parcelle à équiper n'était pas irriguée avant-projet.
b. Seul le matériel de distribution de l'eau par goutte-à goutte ou micro-aspersion est éligible.
c. L'état de la masse d'eau souterraine ou superficielle prélevée après-projet n'a pas été qualifié de moins que bon pour des raisons liées à la quantité d'eau.

B2. Projets de création de retenue alimentée uniquement par la récupération des eaux de toiture et/ou des eaux de ruissellement :

Une analyse de l'incidence environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence environnementale négative importante ; cette évaluation de l'incidence environnementale est soit réalisée par l'autorité compétente, soit approuvée par celle-ci.

B3. Projets de remise à l'agriculture d'un plan d'eau artificiel isolé qui n'était plus à usage agricole :

a. Un descriptif du plan d'eau ainsi que des éléments de preuve que le plan d'eau est artificiel, isolé et n'est plus à usage agricole.
b. Une analyse de l'incidence environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence environnementale négative importante ; cette évaluation de l'incidence environnementale est soit réalisée par l'autorité compétente, soit approuvée par celle-ci.

B4. Investissement dans l'utilisation d'eau recyclée

a. L'état de la masse d'eau souterraine ou superficielle, dans laquelle l'eau aurait été rejetée en l'absence de projet, n'a pas été qualifié de moins que bon pour des raisons liées à la quantité d'eau.
b. La fourniture et l'utilisation de l'eau recyclée en tant qu'autre source d'approvisionnement est conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil.

B5. Pour tous les autres projets d'extension ou de création d'une nouvelle surface irriguée à partir d'une masse d'eau :

a. L'état de la masse d'eau souterraine ou superficielle prélevée après-projet n'a pas été qualifié de moins que bon pour des raisons liées à la quantité d'eau.
b. Une analyse de l'incidence environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence environnementale négative importante ; cette évaluation de l'incidence environnementale est soit réalisée par l'autorité compétente, soit approuvée par celle-ci, et peut également porter sur des groupes d'exploitation.

C. Les projets à vocation unique de protection contre le gel par aspersion sont éligibles du point de prélèvement d'eau jusqu'à la parcelle.

Pour la qualification de l'état des masses d'eau superficielles et souterraines, veuillez vous reporter à la cartographie validée par le Ministère de la Transition Ecologique en vigueur au dépôt de la demande d'aide. Les cartes de qualification de l'état des masses d'eau superficielles et souterraines sont consultables sur le site internet du Guide des aides de la Région Auvergne-Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

ⓘLe projet déposé ne doit pas avoir fait l'objet d'un engagement juridique pendant la période de programmation FEADER 2014-2022.

4 DEPENSES

4.1. Dépenses éligibles

ⓘ Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

Sont éligibles les dépenses suivantes :

- Les travaux externalisés,
- Les équipements et matériels, y compris ceux qui permettent le contrôle de la distribution de l'eau (exemples : tensiomètres, compteurs),
- Les acquisitions foncières, y compris l'achat de terrain, correspondantes à l'emprise d'un nouvel ouvrage, dans la limite de 10% des dépenses totales éligibles de l'opération,
- Les investissements immatériels externalisés directement liés à l'investissement matériel et nécessaires à sa préparation ou à sa réalisation, en particulier les études techniques ou de faisabilité,
- Les acquisitions de logiciels informatiques dédiés à l'irrigation.

Le matériel et les équipements d'irrigation à la parcelle sont éligibles dans les cas suivants :

- Le matériel ou les équipements de contrôle ou du pilotage de la distribution de l'eau (tensiomètres, compteurs, sondes…),
- Le matériel de distribution de l'eau, s'il s'agit d'une complète modification du process de distribution permettant des économies d'eau (pivots, rampes, goutte-à-goutte…), sur des parcelles déjà irriguées,
- Le matériel de distribution en goutte-à-goutte ou par micro-aspersion pour l'équipement d'une nouvelle parcelle lorsque le prélèvement est réalisé sur une masse d'eau qualifiée en bon état pour des raisons liées à la quantité d'eau,
- Le matériel de protection contre le gel par aspersion.

4.2. Dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes :

- Les études réglementaires d'impact ou d'incidence réalisées dans le cadre de l'application de la Directive Cadre sur l'Eau ;
- Les prestations juridiques liées au projet ;
- Les frais notariés et taxes fiscales adossées aux actes notariés ;
- Les taxes et frais liés au raccordement aux infrastructures de Voirie et Réseaux Divers ;
- Le matériel d'occasion ;
- Les frais d'aménagement paysager, y compris les clôtures, accès et cheminements in situ ;
- Les dépenses inéligibles transversales au FEADER, qui sont consultables dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

4.3. Plancher et plafond de dépenses

Pour être éligibles, les projets doivent présenter des dépenses pour un montant devant dépasser 5 000 € HT de dépenses éligibles retenues après instruction.

Les dépenses éligibles retenues après instruction sont plafonnées à 200 000€ HT.

Pour les GAEC totaux, ce plafond de dépenses est multiplié par le nombre d'associés dans la limite de 3.

ⓘ Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier sont éligibles à la subvention. Cette date est rappelée dans votre récapitulatif de demande après saisie de votre dossier en ligne. **Vous devez donc veiller à déposer votre dossier avant le début de réalisation de votre projet.**

NB : Par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet. Seules les études préalables initiées en amont du dépôt du projet et après le 1er janvier 2023 peuvent rester éligibles à subvention.

En cas de non-respect des objectifs de votre projet, des diminutions du montant de la subvention pourront être appliquées. Les modalités d'application seront définies dans la décision juridique d'attribution de l'aide.

ⓘ **L'attribution d'une subvention n'est pas automatique.** Votre demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève de votre seule responsabilité.

5 LES ENGAGEMENTS A RESPECTER DANS LE CADRE DE CET APPEL A CANDIDATURES

ⓘ **Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez impérativement respecter des engagements**.

Ceux-ci sont précisés dans le document « Engagements du demandeur » consultable et téléchargeable sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné. Veuillez les lire attentivement et les accepter lors de la transmission de votre demande d'aide en ligne.

6 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE POUR MON PROJET

6.1. Financeurs possibles

Cet appel à candidatures est financé par le FEADER, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, les départements de l'Ain, de l'Allier, de l'Ardèche, du Cantal, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, de la Haute-Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute-Savoie, et la Métropole de Lyon.

6.2. Modalité de calcul de l'aide

Le taux d'aide appliqué aux projets sélectionnés est de 40 % de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur. Ce taux d'aide peut être modulé de la façon suivante :

- +10% si nouvel installé (y compris Jeune Agriculteur) (selon les modalités définies dans le document « règles communes »),
- +15% pour les projets du volet A amélioration d'une (ou d'un élément d'une) infrastructure existante permettant de diminuer les prélèvements d'eau sur les territoires prioritaires SDAGE pour « atteindre et préserver l'équilibre quantitatif » s'il n'y a pas de Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) / Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) sur le territoire ou inscrits dans un PTGE / PGRE s'il existe un PTGE / PGRE sur le territoire du projet,
- +15% pour les investissements réalisés à une échelle collective.

Ces modulations sont cumulables dans la limite d'un taux maximum de 70%.

Pour les jeunes agriculteurs, un certificat de constatation d'installation sera demandé au plus tard à la 1ère demande de paiement pour valider l'application de la modulation.

Lorsque le projet relève d'un règlement d'aide d'Etat, le taux d'aide mentionné ci-dessus est plafonné par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur mais ne peut en aucun cas excéder celui du présent dispositif.

7 BASE REGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n°2115/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 relatifs au soutien au développement rural par le FEADER ;
- Règlement (UE) n°2116/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France (PSN) approuvé le 31 août 2022 ;
- Intervention du PSN 73.01 - Investissements productifs on farm : soutien à la production primaire agricole ainsi qu'aux projets portés par les agriculteurs ou leurs groupements ;
- Délibération du Conseil régional n° 2021-07 du 2 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Région est l'autorité de gestion ;
- Délibération du Conseil régional n° 2022-10 / 05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 autorisant le Président à présenter la candidature de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en qualité d'Autorité de Gestion Régionale du Feader pour la période de programmation débutant en 2023 et à prendre de façon anticipée tous les actes juridiques préparatoires nécessaires à l'entrée en vigueur du Plan Stratégique National débutant en 2023 ;
- Délibération de la Commission Permanente du Conseil régional n° 2022-12 / 05-29-7132 du 16 décembre 2022 ;
- Arrêté régional n° 2023/01/00042.

Annexe 1 - Grille de sélection relative à l'appel à candidatures 205 « Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole »

Grille de sélection - Programme régional Feader 2023-2027 Auvergne-Rhône-Alpes

Version 1

Intitulé du dispositif :

205 - investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole

Critère de sélection	Notation du critère*		Attribution	Note maxi
Niveau d'économies d'eau potentielles prévues par le projet au cours de la campagne d'irrigation par rapport au prélèvement de référence	<5% 5% à 10% 10% à 25% 25% à 50% >50%	0 12 18 24 30	**Points non cumulables (hors bonus)** (le taux le plus favorable au porteur de projet est retenu)	**35**
OU Niveau de volumes substitués (entre masses d'eau ou dans le temps) pour soulager une masse d'eau déficitaire (zone prioritaire SDAGE ou masse d'eau jugée en état moins que bon) par rapport au prélèvement actuel	<5% 5% à 20% 20% à 40% 40% à 75% >75%	0 12 18 24 30		
OU Niveau des nouveaux volumes prélevés hors période d'étiage ou réutilisation d'eau recyclée	<20% 20% et 50% 50% et 95% >95%	0 12 18 24		
Bonus pour un projet réalisant des économies d'eau et de la substitution	Projet réalisant économie d'eau et substitution	5		
Projet favorisant l'adaptation au changement climatique de l'exploitation et/ou du territoire	Utilisation d'outils de pilotage de l'irrigation	5	**Points cumulables**	**31**
	Pratiques agricoles plus économes en eau	10		
	Projet s'inscrit dans une adaptation du bassin versant (projet inscrit dans un PTGE/PGRE)	16		
Pertinence économique du projet	Pas de réflexion économique du projet ou conclusion défavorable de la réflexion économique	0	**Points non cumulables**	**17**
	Présence d'une réflexion économique du projet avec une conclusion favorable	17		
Bénéficiaires : nouvel installé	Non nouvel installé	0	**Points non cumulables**	**17**
	Jeune agriculteur ou nouvel installé	17		

Note minimale possible :	***0***
Note maximale possible :	***100***
NOTE ELIMINATOIRE :**	**20**

** Les informations relatives à la notation du critère sont susceptibles d'ajustements sans soumission au Comité. A l'inverse la fourchette de notation ne fera pas l'objet de modifications.*

*** Les projets dont la note est inférieure ou égale à la note éliminatoire sont non sélectionnés*

APPEL À CANDIDATURES

Dispositif 203 « Investir dans les productions végétales pour limiter les risques climatiques et sanitaires »

PROGRAMME REGIONAL FEADER 2023-2027 AUVERGNE-RHONE-ALPES

Table des matières

1 Description du dispositif 2

2 Porteurs de projets éligibles 2

3 Conditions d'éligibilité 2

3.1. Règle de récurrence 2

4 Dépenses 3

4.1. Dépenses éligibles 3

4.2. Dépenses inéligibles 4

4.3. Plancher et plafond de mes dépenses 4

5 Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures 5

6 Modalites d'attribution de l'aide pour mon projet 5

6.1. Financeurs possibles 5

6.2. Modalité de calcul de l'aide 5

7 Base réglementaire 5

Annexe 1 – Dépenses sous forme de coûts simplifiés 6

Annexe 2 - Grille de selection relative a l'appel a candidature 203 « investir dans les productions vegetales pour limiter les risques climatiques et sanitaires » 10

1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Ce dispositif soutient :

Les investissements permettant de protéger contre les aléas climatiques et sanitaires les productions végétales des exploitations agricoles, hors céréales et oléagineux.

Objectifs :

- Aider l'adaptation climatique des exploitations agricoles de production végétale ;
- Limiter les évolutions de revenus des exploitations liées aux aléas.

2 PORTEURS DE PROJETS ELIGIBLES

Peuvent présenter un projet à cet appel à candidatures :

- Les agriculteurs actifs dont la définition est précisée dans le document « Règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes », y compris les stations d'expérimentation agricole et les cotisants solidaires.
- Jeune agriculteur (à la demande d'aide, le récépissé de dépôt de demande de DJA est suffisant ; la décision juridique d'attribution de la DJA devra être transmise au service instructeur avant la sélection du dossier « Investir dans les productions végétales pour limiter les risques climatiques et sanitaires », puis le certificat de constatation d'installation devra être produit dès la première demande de paiement).

ⓘ Sont inéligibles les porteurs de projets suivants :

- Sociétés coopératives agricoles,
- Entreprises de Travaux Agricoles,
- Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) agréé par le Haut Conseil de la Coopération Agricole (HCCA),
- Personne morale habilitée à gérer du matériel agricole pour le GIEE (reconnu par arrêté préfectoral),
- Personne morale habilitée à gérer du matériel agricole pour le Groupes 30000 (reconnue par le comité des financeurs Ecophyto),
- Personne morale habilitée à gérer du matériel agricole pour le réseau DEPHY (candidature validée par le Comité stratégique DEPHY).

3 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies au moment de la sélection pour que le projet soit éligible au présent dispositif. Ces conditions sont les suivantes :

- Les règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes sont consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

3.1. Règle de récurrence

ⓘ Vous pouvez déposer 3 projets maximum sur ce dispositif 203 pour toute la durée de la programmation 2023-2027. Un projet s'entend comme ayant fait l'objet d'une décision juridique attributive d'aide.

Plusieurs aides FEADER consécutives sont possibles sur le dispositif.

4 DEPENSES

4.1. Dépenses éligibles

ⓘ Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

Peuvent être financées les dépenses suivantes :

- Dépenses sous forme de coûts simplifiés (OCS) :

Les dépenses de matériels neufs ci-après sont calculées sur la base de coûts unitaires pour les natures d'investissement suivantes. Le détail des coûts unitaires est précisé en annexe 1 « Dépenses sous forme de coûts simplifiés » de l'appel à candidatures.

Pour l'ensemble des filières (hors viticulture) :

Matériel de brassage et de réchauffement de l'air mobile ou fixe (tour à vent, chauffage, convecteur d'air chaud) permettant une protection contre le gel hors intérieur
Filet, bâche, serre, abris, système de support, fixation, système d'attache des arbres pour une protection contre la pluie excessive et le vent
Filet, serre, abris, système de support et fixation pour une protection contre la grêle
Filet, serre, abris permettant une protection contre les aléas sanitaires
Filet, serre abris « multifonctions » permettant une protection contre les aléas climatiques et contre les insectes

Les demandes de subvention déposées dans ce cadre ne nécessitent pas de fournir des devis. Néanmoins, les règles relatives au dépôt des demandes de subvention restent identiques à un dépôt de demande de subvention en coûts réels.

Après le dépôt de la demande d'aide, le porteur de projet devra transmettre une attestation du comptable externe (expert-comptable/commissaire aux comptes) précisant qu'aucune dépense n'a été engagée avant le dépôt de la demande d'aide. En l'absence d'un comptable externe, le porteur de projet devra fournir des photos datées et géolocalisées montrant la ou les parcelles non équipées en protection.

Si une partie du projet concernée par l'OCS a été engagée avant le dépôt de la demande d'aide, celle-ci ne pourra pas être subventionnée.

Pour valider la demande de paiement, les dépenses sous forme de coûts simplifiés seront vérifiées par une visite sur place systématique de l'agent instructeur.

PRECISIONS : Les tunnels, abris et serres d'une largeur supérieure ou égale à 4m et jusqu'à 8m seront dédiés à la culture de petits fruits rouges. Les tunnels, abris et serres d'une largeur supérieure ou égale à 8m seront dédiées à tout type de culture. Les tunnels, abris et serres d'une largeur inférieure à 4m ne seront pas soutenues. Pour tous les tunnels, serres et abris, aucune longueur minimum n'est requise.
Pour les tunnels, serres et abris d'une largeur supérieure ou égale à 8m, seuls ceux présentant une aération latérale ou ouvrant de toiture sont éligibles.

- Dépenses au réel :

Les dépenses de matériels neufs ci-après sont calculées sur la base de coûts réels et prises en compte en HT.

Pour l'ensemble des filières :

Sonde de température, électrovanne et fil chauffant permettant une protection contre le gel hors intérieur
Piège à insecte permettant une protection contre les aléas sanitaires
Matériel lié à un abri ou une serre : automatisation des aérations, motorisation ouvrant latéral, écran thermique, ordinateur climatique, capteurs
Outil de détection, de mesure et d'alarme uniquement en complément d'un matériel de protection, cité ci-dessus

Pour la viticulture uniquement :

Matériel de brassage et de réchauffement de l'air mobile ou fixe (tour à vent, chauffage, convecteur d'air chaud) permettant une protection contre le gel hors intérieur
Filet, bâche, serre, abris, système de support, fixation, système d'attache des arbres pour une protection contre la pluie excessive et le vent
Filet, serre, abris, système de support et fixation pour une protection contre la grêle
Filet, serre, abris permettant une protection contre les aléas sanitaires
Filet, serre abris « multifonctions » permettant une protection contre les aléas climatiques et contre les insectes

Toutes les dépenses éligibles listées ci-dessus sont également éligibles quand les matériels sont d'occasion ; les dépenses sont dans ce cas prises en charge au réel, et les conditions relatives au matériel d'occasion précisées dans le document « Règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes » s'appliquent.

4.2. Dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes dans le cas de dépenses au réel :

- Consumables (bougies, paille, briques...),
- Voiles (de production, de forçage, d'hivernage, d'ombrage, ...)
- Canons anti-grêle, systèmes d'atténuation de la grêle et radars associés,
- Dépenses liées à l'irrigation (dont le matériel d'aspersion),
- Plantation de haie brise-vent.
- Les dépenses inéligibles transversales au FEADER sont consultables dans le document « Règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes » sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

4.3. Plancher et plafond de mes dépenses

Pour être éligibles, les projets doivent présenter des dépenses pour un montant devant dépasser 5 000 € HT de dépenses éligibles retenues après instruction.

Les dépenses éligibles retenues après instruction sont plafonnées à 200 000 € HT.
Pour les GAEC totaux, ce plafond de dépenses est multiplié par le nombre d'associés dans la limite de 2.

ⓘ Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier sont éligibles à la subvention. Cette date est rappelée dans votre récapitulatif de demande après saisie de votre dossier en ligne. **Vous devez donc veiller à déposer votre dossier avant le début de réalisation de votre projet.**

En cas de non-respect des objectifs de votre projet, des diminutions du montant de la subvention pourront être appliquées. Leurs modalités d'application seront définies dans la décision juridique d'attribution de l'aide.

NB : Par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet.

ⓘ L'attribution d'une subvention n'est pas automatique. Votre demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève de votre seule responsabilité.

5 LES ENGAGEMENTS A RESPECTER DANS LE CADRE DE CET APPEL A CANDIDATURES

Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez impérativement respecter des engagements.

Ceux-ci sont précisés dans le document « Engagements du demandeur » consultable et téléchargeable sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné. Veuillez les lire attentivement et les accepter lors de la transmission de votre demande d'aide en ligne.

6 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE POUR MON PROJET

6.1. Financeurs possibles

Cet appel à candidatures est financé par la Métropole de Lyon, les départements de l'Allier, de l'Ardèche, du Cantal, de la Drôme, de l'Isère, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, du Rhône, de la Savoie, de la Haute-Savoie, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le FEADER.

6.2. Modalité de calcul de l'aide

Le taux d'aide appliqué aux projets sélectionnés est de 40% pour les productions horticoles ou de 50% pour les autres productions, de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur.

Ce taux d'aide peut être modulé de la façon suivante (2 modulations maximum au choix) :

- +10% pour la labellisation : Agriculture Biologique en viticulture / Plante Bleue en Horticulture / Signes d'Identification de Qualité ou d'Origine dans les autres filières sur les productions concernées par le projet ;
- +10 % si nouvel Installé (y compris Jeune Agriculteur), selon les modalités définies dans le document « Règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes » ;
- +10% en Zone de Montagne, selon les modalités définies dans le document « Règles communes à toutes les aides du Programme FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes ».

Ces modulations sont cumulables dans la limite d'un taux d'aide de 70% (le dispositif contribuant à l'objectif climat, ce taux respecte l'article 73.4.a.i du Règlement (UE) 2021/2115). Elles seront vérifiées au moment de l'instruction de la demande d'aide. Pour les jeunes agriculteurs, un certificat de constatation d'installation sera demandé à la 1ère demande de paiement pour valider l'application de la modulation.

7 BASE REGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n°2115/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 relatifs au soutien au développement rural par le FEADER ;
- Règlement (UE) n°2116/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France (PSN) approuvé le 31 août 2022 ;
- Intervention du PSN 73.01 - Investissements productifs on farm : soutien à la production primaire agricole ainsi qu'aux projets portés par les agriculteurs ou leurs groupements ;
- Délibération du Conseil régional n° 2021-07 du 2 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Région est l'autorité de gestion ;
- Délibération du Conseil régional n° 2022-10 / 05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 autorisant le Président à présenter la candidature de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en qualité d'Autorité de Gestion Régionale du Feader pour la période de programmation débutant en 2023 et à prendre de façon anticipée tous les actes juridiques préparatoires nécessaires à l'entrée en vigueur du Plan Stratégique National débutant en 2023 ;
- Délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° 2022-12 / 05-29-7132 du 16 décembre 2022 ;
- Arrêté régional n°2023/01/00032 modifié par l'Arrêté régional 2024/01/00025.

Annexe 1 – Dépenses sous forme de coûts simplifiés

- Forfaits maraichage (montants HT) :

Pour les **tunnels**, le forfait est **de 45€/m²** (Forfait attribué au m² couverts par la structure) ;
Pour les **chapelles**, le forfait est **de 60€/m²** (Forfait attribué au m² couverts par la structure).

- Précisions concernant les coûts unitaires arboriculture

Pour chaque équipement, afin de déterminer la dépense subventionnable, le porteur de projet devra saisir un ou plusieurs paramètres dans le fichier récapitulatif des dépenses prévisionnelles (ce document est à télécharger sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne Rhône-Alpes). Ces paramètres permettront, sur la base des coûts unitaires décrits en fin d'annexe, de calculer automatiquement la dépense subventionnable.

Pour préparer votre demande d'aide, vous trouverez ci-dessous pour chaque équipement les paramètres qui seront à renseigner.

Les équipements pour une protection des Vergers :

- Les poteaux :
  - Le nombre de rangs couverts ;
  - La longueur totale des rangs couverts ;
  - L'écartement moyen entre poteaux qui doit être défini comme étant :
    - Soit inférieur à 8 m ;
    - Soit supérieur à 8 m.
  - La hauteur des poteaux qui doit être définie comme étant :
    - Soit inférieure à 4,7m ;
    - Soit supérieure à 4,7 m.

- Les ancrages :

Le montant d'aide pour cet équipement est associé dans le calcul des poteaux et est défini par :
  - Le nombre de rangs couverts, cet équipement étant présent à chaque extrémité de rang.

- Les accessoires supports pour filets ou bâches :

Le montant d'aide est déterminé en fonction du nombre de poteaux nécessaires à la mise en place de filets ou de bâches et est défini par :
  - Le nombre de rangs couverts ;
  - La longueur totale des rangs couverts ;
  - L'écartement moyen entre poteaux qui doit être défini comme étant :
    - Soit inférieur à 8 m ;
    - Soit supérieur à 8 m.

- Les transversaux :
  - Le nombre de rangs couverts ;
  - L'espacement moyen entre rangs ;
  - Le nombre de câbles transversaux nécessaires à la structure.

- Les bâches anti-pluie :
  - Le nombre de rangs couverts ;
  - La longueur totale des rangs couverts ;
  - La largeur de la bâche.

En outre, le calcul de l'équipement prend en compte le câble de faitage nécessaire à la pose de la bâche et ce dernier est déterminé par :
  - La longueur totale des rangs couverts.

- Les filets paragrêle :
    - Le nombre de rangs couverts ;
    - La longueur totale des rangs couverts ;
    - L'espacement moyen entre rangs.

En outre, le calcul de l'équipement prend en compte le câble de faitage nécessaire à la pose du filet et ce dernier est déterminé par :
    - La longueur totale des rangs couverts.

- Les filets de protection sanitaire Alt'Droso monorang :
    - Le nombre de rangs couverts ;
    - La longueur totale des rangs couverts ;
    - La hauteur au faitage.

Le porteur de projet devra indiquer s'il demande un filet sanitaire jumelé à une bâche anti-pluie ou non.

En outre, le calcul de l'équipement prend en compte le câble de faitage nécessaire à la pose du filet et ce dernier est déterminé par :
    - La longueur totale des rangs couverts.

Ce système s'applique de la même manière pour les filets de protection sanitaire Alt'TO et Alt'Carpo en monorang.

- Les filets de protection sanitaire Alt'Droso monorang sans structure support :
    - La longueur totale des rangs couverts ;
    - La largeur du filet sanitaire.

En outre, le calcul de l'équipement prend en compte les systèmes de fermeture nécessaire à la fermeture du filet à sa base et cette partie est déterminée par :
    - La longueur totale des rangs couverts.

- Les filets Alt'Droso en monoparcelle :
    - Le nombre de rangs couverts ;
    - La longueur totale des rangs couverts ;
    - L'espacement moyen entre rangs ;
    - La largeur du filet périphérique.

Le porteur de projet devra indiquer s'il dépose une demande pour un filet périphérique en Alt'Droso uniquement ou s'il dépose une demande pour une structure complète en filet Alt'Droso.

Ce système s'applique de la même manière pour les filets Alt'TO et Alt'Carpo en monoparcelle.

Les équipements pour une protection des Petits Fruits :

- Les tunnels :
    - La largeur de l'abris : ce paramètre influera sur le forfait final en fonction de si cette dernière est :
        - Inférieure à 6,5 m ;
        - Supérieure à 6,5 m.
    - La longueur de l'abris ;
    - L'espacement moyen entre les arceaux (maillage) qui doit être défini comme étant :
        - Soit inférieure à 2,25 m ;
        - Soit supérieure à 2,25 m.

- Les filets anti-insectes (DS) :
    - La longueur du filet DS ;
    - La largeur du filet DS.

Les équipements pour une protection contre le gel :

Le montant d'aide est attribué par équipement acheté.

Base de calcul servant à l'établissement des coûts unitaires (en HT)	
Protection des Vergers	
Poteaux rang	
Forfait poteaux =<4,7m de hauteur	34,18 €
Forfait poteaux >4,7m de hauteur	41,26 €
Ancrages	
Forfait accessoires ancrage	62,06 €
Accessoires supports pour filets ou bâches	
Forfait accessoires de support pour des bâches ou des filets	3,89 €
Filets paragrêle	
Forfait filet paragrêle	0,45 €/m²
Forfait câble de faitage	1,96 €/mL
Transversaux	
Forfait câbles transversaux	1,24 €/mL
Bâches anti-pluie	
Forfait bâche anti-pluie monorang	2,25 €/m²
Forfait câble de faitage	1,13 €/mL
Filets de protection sanitaire Alt'Droso monorang	
Forfait filet alt'Droso monorang jumelé*	1,58 €/m²
Forfait filet alt'Droso monorang	1,08 €/m²
Forfait câble de faitage	6,64 €/mL
Forfait filet alt'Droso monorang sans structure support	1,08 €/m²
Forfait fermeture filet monorang sans structure support	1,04 €/mL
Filets de protection sanitaire Alt'Droso monoparcelle	
Forfait filets périphériques uniquement	5,16 €/m²
Forfait couverture totale	2,03 €/m²
Filets de protection sanitaire Alt'TO monorang	
Forfait filet alt'TO monorang jumelé*	0,88 €/m²
Forfait filet alt'TO monorang	0,64 €/m²
Forfait câble de faitage	1,34 €/mL
Filets de protection sanitaire Alt'TO monoparcelle	
Forfait filets périphériques uniquement	4,76 €/m²
Forfait couverture totale	1,79 €/m²
Filets de protection sanitaire Alt'Carpo monorang	
Forfait filet alt'carpo monorang jumelé*	0,88 €/m²
Forfait filet alt'carpo monorang	0,64 €/m²
Forfait câble de faitage	1,34 €/mL
Filets de protection sanitaire Alt'Carpo monoparcelle	
Forfait filets périphériques uniquement	4,76 €/m²
Forfait couverture totale	1,79 €/m²

Protection des Petits Fruits	
Tunnels	
Largeur =< à 6,5 m et espacement =<2,25m	20,95 €/m²
Largeur =< à 6,5 m et espacement >2,25m	18,86 €/m²
Largeur > à 6,5 m et espacement =<2,25m	36,05 €/m²
Largeur > à 6,5 m et espacement >2,25m	32,41 €/m²
Filets anti-insectes (DS)	
Filet DS	1,53 €/m²
Equipements de protection contre le gel	
Frostbuster	21 500 €
Frostguard	9 000 €
FogDragon	26 500 €
Tour antigel fixe : Surface protégée de 6.5 ha : moteur diesel gestion mécanique	64 228 €
Tour antigel fixe : Surface protégée de 6.5 ha : moteur diesel gestion électronique	73 925 €
Tour antigel fixe : Surface protégée de 6.5 ha : moteur gaz	70 700 €
Tour antigel fixe : Surface protégée de 4.5 ha	61 105 €
Tour antigel mobile : Surface protégée de 3 ha	49 235 €
Tour antigel mobile : Surface protégée de 4 ha	66 494 €

** Protection jumelée s'entend lorsque le matériel protège contre les aléas sanitaires et climatiques*

Annexe 2 - Grille de sélection relative à l'appel à candidature 203 « Investir dans les productions végétales pour limiter les risques climatiques et sanitaires »

Grille de sélection - FEADER 23-27 Auvergne-Rhône-Alpes

Version 1

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Union européenne

Intitulé du dispositif :

203 Limiter les risques climatiques et sanitaires sur mes productions végétales

Critère de sélection	Notation du critère*		Pondération	Note maxi
Critère spécifique. Démarche de protection par filière. Pourcentage de SAU protégée d'un aléa AVANT projet. Objectif : soutenir les exploitations agricoles les plus exposées aux aléas	Supérieur à 30% Supérieur à 10% et inférieur ou égal à 30% Inférieur ou égal à 10%	1 2 3	5	15
Critère spécifique. Effort de protection de l'exploitation. Pourcentage de SAU protégée d'un aléa APRES projet. Objectif : soutenir les exploitations qui ont investi pour se prémunir d'un aléa	SAU protégée par le projet < ou = à 10% SAU protégée par le projet > à 10% SAU protégée par le projet = ou > à 30%	1 2 3	5	15
Critère climat. Performance environnementale. Objectif : soutenir les exploitations engagées dans des démarches de qualifications environnementales Valorisation des démarches suivantes : - Certification AB - Engagement dans une charte de production (ex : Global Gap, Agriconfiance) - Certification HVE 3 - Certification Plante Bleue - Autre certification environnementale reconnue par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire - Engagement dans le programme écophyto (réseau DEPHY, ferme 30 000) - Adhésion à un GIEE dont le projet intègre le système de production végétale - Autres démarches collectives locales (plantation de haies, MAEC, agroforesterie,...) - Diagnostic adaptation climat	Aucune démarche 1 démarche 2 démarches 3 démarches ou plus	0 1 2 3	8	24
Critère climat. Résilience et diversification des productions. Objectif : soutenir les exploitations agricoles diversifiées en terme d'espèces cultivées APRES projet	Non diversifiée (taux < 20%) Moyennenment diversifiée (entre 20 et 40 %) Très diversifiée (> ou = 40%)	1 2 3	4	12
Critère végétal. Qualité de la production. Objectif : soutenir les entreprises conseillées sur leur production pour une offre régionale constante et de qualité	- Suivi technique régulier assuré par une Chambre d'Agriculture, un institut technique, une station d'expérimentation, une association de bassin ou une Organisation Professionnelle Agricole (OP) ET/ OU - Adhésion à un comité de bassin, à un comité interprofessionnel ou à un GEDA ou être producteur de produit SIQO ou sous marques locales portées par une collectivité territoriale	3	4	12
Critère végétal. Renouvellement des générations. Objectif : prioriser les entreprises créatrices d'emplois	A la date du dépot de la demande d'aide : - Jeune Agriculteur - Nouvel exploitant - Nouveau CDI à temps plein ou à temps partiel datant de moins d'un an Adhésion à un groupement d'employeur	3 1	4	16
Critère végétal. Exposition face aux aléas. Objectif : soutenir les exploitations les plus touchées par les calamités agricoles	1 ou plusieurs reconnaissances collectives de calamités ou aléas sanitaires dans les 3 années précédant la demande	2	3	6

Note minimale possible :	***14***
Note maximale possible :	***100***
NOTE ELIMINATOIRE :**	**26**

** Les informations relatives à la notation du critère sont susceptibles d'ajustements sans soumission au Comité. A l'inverse la fourchette de notation ne fera pas l'objet de modifications.*
*** Les projets dont la note est inférieure ou égale à la note éliminatoire sont non sélectionnés*

APPEL À CANDIDATURES

Dispositif 303 « Investir dans mon entreprise agroalimentaire »

PROGRAMME REGIONAL FEADER 2023-2027 AUVERGNE-RHONE-ALPES

Table des matières

1 Description du Dispositif 2
2 Porteurs de projets éligibles 2
3 Conditions d'éligibilité 3
3.1. Autorisation réglementaire 3
3.2. Règle de récurrence 3
4 Dépenses 3
4.1. Dépenses éligibles 3
4.2. Dépenses inéligibles 4
4.3. Plancher et plafond de mes dépenses 4
5 Les engagements à respecter dans le cadre de cet appel à candidatures 5
6 Modalités d'attribution de l'aide pour mon projet 5
6.1. Financeurs possibles 5
6.2. Modalité de calcul de l'aide 5
7 Base réglementaire 5
Annexe 1 - Grille de sélection relative à l'appel à candidatures 303 « Investir dans mon entreprise agroalimentaire » 7

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

1 DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Les objectifs du dispositif 303 « Investir dans mon entreprise agroalimentaire » sont de :

- Consolider et continuer à diversifier le tissu des structures transformatrices,
- Améliorer la captation de valeur par les agriculteurs en favorisant leurs débouchés auprès de structures transformatrices, tout en répondant aux nouvelles demandes des consommateurs.

Ce dispositif soutient les projets d'investissement de transformation, conditionnement, stockage des produits agricoles ou transformés tels que :

- Le stockage de la production agricole hors semences et fourrage,
- La création/modernisation des industries agroalimentaires (IAA),
- Le conditionnement de produits agricoles,
- Les abattoirs.

ⓘ Sont inéligibles les projets suivants :

- Plateforme de négoce d'opérateurs ne valorisant pas les productions locales.

2 PORTEURS DE PROJETS ELIGIBLES

Peuvent présenter un projet à cet appel à candidatures :

- Petites et moyennes entreprises (dont les définitions sont précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ») actives dans le secteur de la transformation, conditionnement, stockage de produits agricoles et transformés,
- Collectivités territoriales et établissements publics tels que définis dans les règles communes à toutes les aides FEADER.

ⓘ Sont inéligibles les porteurs de projets suivants :

- **Agriculteurs actifs (éligibles au dispositif 302),**
- **Grandes entreprises (dont les Entreprises de Taille Intermédiaire, la définition est précisée dans le document « Règles communes à toutes les aides FEADER ») hors collectivités,**
- **Collectivités territoriales et établissements publics qui investissent pour mettre à disposition d'une structure exploitante dont l'actionnariat est majoritairement détenu par un ou plusieurs agriculteurs actifs (éligibles au dispositif 302),**
- **Petites et moyennes entreprises dont l'actionnariat est majoritairement détenu par un ou plusieurs agriculteurs actifs (éligibles au dispositif 302),**
- **Commerçants et artisans des métiers de bouche y compris le secteur de la restauration,**
- **Semenciers,**
- **Entreprises viticoles,**
- **Entreprises horticoles sauf celles qui ont une activité majoritaire de transformation, stockage, conditionnement de légumes et de fruits,**
- **Entreprises aquacoles,**
- **Entreprises d'embouteillage d'eau.**

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

3 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont les obligations qui doivent être remplies au moment de la sélection pour que le projet soit éligible au présent dispositif.

Ces conditions sont les suivantes :

- Pour les projets de conditionnement et de stockage, le projet doit concerner intégralement des produits de l'annexe 1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE).
- Pour les projets de transformation, le projet doit concerner, dans une part prépondérante (80 % minimum en volume ou en masse), des matières premières relevant de l'annexe 1 du TFUE, mais le résultat du processus de transformation peut être un produit hors annexe 1. Dans le cas de projets alliant des produits agricoles et de l'eau dans le process de transformation, si cette dernière est majoritaire dans les volumes de matières premières, elle n'est pas prise en compte dans l'analyse de ce critère.
- Business plan et étude de faisabilité pour les créations d'entreprise (moins d'un an).

Les règles communes à toutes les aides FEADER sont consultables sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne-Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

3.1. Autorisation réglementaire

Pour les projets nécessitant une déclaration ou arrêté d'enregistrement ou d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), au dépôt de la demande d'aide, le demandeur doit justifier, a minima, du dépôt de sa demande d'autorisation auprès de l'organisme compétent. Cependant, pour être éligible, le dossier de demande de subvention doit contenir les autorisations réglementaires liées au projet avant sa présentation en comité de sélection.

3.2. Règle de récurrence

Une entreprise peut bénéficier de plusieurs aides FEADER consécutives au titre de la programmation 2023-2027, si :

- elle a déposé la demande de paiement de solde du précédent dossier,
- un délai de 3 ans est respecté entre les deux dates de dépôts de demande d'aide.

4 DEPENSES

4.1. Dépenses éligibles

Peuvent être financées les dépenses suivantes :

- Les investissements matériels, neufs ou d'occasion, liés au process de transformation, conditionnement, stockage. Pour le matériel d'occasion, les conditions sont précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »,
- Les investissements immatériels suivants dès lors qu'ils sont directement liés à l'investissement matériel et nécessaires à sa préparation ou à sa réalisation :
  - Les honoraires d'études du matériel, les prestations de mise en service (formation, transport du matériel), achat de logiciels machine (hors ERP), l'acquisition de brevets et licences en lien avec les machines,
  - Les investissements immatériels de type ERP (progiciel de gestion intégré) : leur montant est plafonné à 10 % du montant total éligible HT des autres investissements,
  - Les études et diagnostics environnementaux ou sociétaux (RSE).

① Les dépenses doivent être supportées par le bénéficiaire, être nécessaires à la réalisation de l'opération et comporter un lien démontré avec celle-ci.

① Les dépenses sont uniquement prises en compte en HT et au réel.

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

4.2. Dépenses inéligibles

Ne peuvent pas être financées les dépenses suivantes :

- Les dépenses définies comme inéligibles dans les règles communes à toutes les aides FEADER (notamment crédit-bail ou équivalent (location-vente, lease back), rachat d'actifs, coût interne et externe pour le montage du dossier de subvention, frais de change,
- Le consommable quel que soit son coût,
- Le petit matériel dont le coût unitaire ou en quantité est inférieur à 500 € HT,
- Le matériel lié aux locaux sociaux (bureaux, vestiaires, sanitaires, salle de repos),
- L'acquisition de terrains,
- Les dépenses d'immobilier (NB : les investissements d'équipement de froid, panneaux sandwich pour l'isolation froid positif et négatif et centrale de production de froid ainsi que les sols spécifiques agroalimentaires sont éligibles s'ils concernent les espaces de transformation, conditionnement et/ou stockage),
- Les dépenses de commercialisation et les outils de promotion commerciale,
- La dépose et la repose d'équipement ou matériel et, dans le cadre d'un transfert d'un site de l'entreprise à un autre, le transport et la repose du matériel,
- Les conseils fiscaux, la tenue des comptes, les prestations réglementaires, les frais de notaire,
- Les travaux d'entretien, de maintenance, de remise en état ou de rénovation de matériel existant,
- Les frais de transport aérien ou maritime, les frais de douanes des matériels importés et les autres frais (TIP, EWE, ...),
- Le dépôt de licences commerciales, le dépôt de brevets, le dépôt de marques et droits d'auteur, l'acquisition de licence commerciale ou de marque,
- Les dépenses d'amortissement de biens neufs.
- Les dépenses inéligibles transversales au FEADER sont consultables dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne-Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné.

4.3. Plancher et plafond de mes dépenses

Pour être éligible, le plancher des dépenses à présenter ne peut être inférieur à 100 000 € HT de dépenses éligibles retenues après instruction.
Le plafond des dépenses pour le calcul de l'aide est de 1 000 000 € HT de dépenses éligibles retenues après instruction.

ⓘ **Seules les dépenses initiées après le dépôt de votre dossier sont éligibles à la subvention.** Toutefois, si votre projet relève d'un régime d'aide d'Etat, lorsque les produits finis ne sont pas des produits agricoles au sens de l'annexe 1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, **les dépenses initiées avant le dépôt de votre dossier rendent la totalité de votre projet inéligible.**

NB : Par dépenses initiées pour la conduite du projet, il faut comprendre tout devis signé, tout bon pour accord, toute commande passée au bénéfice de la mise en œuvre du projet. Seules les études préalables initiées en amont du dépôt du projet peuvent rester éligibles à subvention.

Les projets peuvent entrer :

- soit dans le champ de l'Article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE),
- soit dans le champ d'un régime d'aides d'Etat. Sont mobilisés dans ce cas :
  - le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, prolongé par le règlement (UE) n°2020/972 du 2 juillet 2020,
  - ou le régime cadre exempté de notification N° SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, prolongé jusqu'en décembre 2023,
  - ou le régime cadre exempté de notification N° SA 103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027,
  - ou tout autre régime d'aide d'Etat à paraitre et compatible avec le projet solicitant un accompagnement.

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

ⓘ **L'attribution d'une subvention n'est pas automatique.** Votre demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout commencement des dépenses après le dépôt de votre dossier, mais avant l'éventuelle notification de l'aide attribuée, relève de votre seule responsabilité.

5 LES ENGAGEMENTS A RESPECTER DANS LE CADRE DE CET APPEL A CANDIDATURES

ⓘ **Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, vous devez impérativement respecter des engagements**.

Ceux-ci sont précisés dans le document « Engagements du demandeur » consultable et téléchargeable sur le site du Guide des aides de la Région Auvergne-Rhône-Alpes https://www.auvergnerhonealpes.fr/aides, dans la rubrique « Déposer une demande » du dispositif concerné. Veuillez les lire attentivement et les accepter lors de la transmission de votre demande d'aide en ligne.

6 MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE POUR MON PROJET

6.1. Financeurs possibles

Cet appel à candidatures est financé par la Région, les Départements de : l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, la Savoie et la Haute-Savoie, la Métropole de Lyon et le FEADER.

6.2. Modalité de calcul de l'aide

- Sous réserve de sélection du projet et du régime d'aide d'Etat, le taux d'aide appliqué est de 25 % de l'assiette des dépenses éligibles HT retenues par le service instructeur,
- Ce taux d'aide peut être modulé de la façon suivante :
  - +10 % pour un projet avec approvisionnement local (origine de la région Auvergne-Rhône-Alpes et des départements limitrophes du projet) représentant au moins 50 % de l'approvisionnement lié au projet (les contrats d'approvisionnement sont demandés pour attribuer cette modulation).

ⓘ Lorsque le projet relève d'un régime d'aides d'Etat, le taux d'aide mentionné ci-dessus est **plafonné** par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur, il peut être inférieur au taux d'aide ci-dessus mais ne peut en aucun cas excéder celui du présent dispositif.

- Taux de cofinancement FEADER : 43 % en Rhône-Alpes et 60 % en Auvergne.

7 BASE REGLEMENTAIRE

- Règlement (UE) n°2115/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 relatifs au soutien au développement rural par le FEADER,
- Règlement (UE) n°2116/2021 du 2 décembre 2021 abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- PSN approuvé le 31 août 2022,
- Intervention du PSN 73.03 « Soutien aux entreprises off farm », contribuant aux objectifs spécifiques européens :
  - OS 2 – Compétitivité de l'agriculture / OS 3 – Position des agriculteurs dans la chaine de valeur / OS 8 – Développement local dans les zones rurales,
- Délibération du Conseil régional n°2021-07 du 2 juillet 2021 autorisant le Président du Conseil régional à procéder, après avis du comité régional de programmation, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Région est l'autorité de gestion,

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

- Délibération du Conseil régional n°2022-10 / 05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 autorisant le Président à présenter la candidature de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en qualité d'Autorité de Gestion Régionale du Feader pour la période de programmation débutant en 2023 et à prendre de façon anticipée tous les actes juridiques préparatoires nécessaires à l'entrée en vigueur du Plan Stratégique National débutant en 2023,
- Délibération du Conseil régional n° 2022-12 / 05-27-7130 du 16 décembre 2022,
- Arrêté régional n° 2022/12/00666 modifié par l'Arrêté régional 2023/01/00045.

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

Annexe 1 - Grille de sélection relative à l'appel à candidatures 303 « Investir dans mon entreprise agroalimentaire »

Grille de sélection - FEADER Auvergne-Rhône-Alpes 23-27

Version 1

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

UNION EUROPÉENNE

Intitulé du dispositif :

303 " Investir dans mon entreprise agroalimentaire "

Critère de sélection	Notation du critère*		Pondération	Note maxi
Approvisionnement actuel régional et départements limitrophes au projet en matières premières, que ce soit auprès d'agriculteurs ou de plateformes d'approvisionnement local ou de 1ers transformateurs (qui s'approvisionnent en local). Calcul en part d'approvisionnement total.	Pas ou peu d'approvisionnement local inférieur à 25 %.	0	14	28
	Peu d'approvisionnement local : de 25 % à <50 %.	1		
	A partir de 50 % d'approvisionnement local.	2		
Inscription du projet sur le territoire régional ou dans une dynamique collective ou de coopération.	Participation au développement d'une filière, approvisionnement auprès de 1ers transformateurs, adhésion à une marque territoriale.	1	11	22
	Approvisonnement auprès d'agriculteurs (25 %), projet issu du dispositif 304 "*mener des projets coopératifs et collectifs valorisant les produits agricoles* ", outil utile au territoire défavorisé.	2		
Eco-responsabilité.	Toute démarche d'économies d'énergie, réduction de déchets, consommation d'eau ou diagnostic réalisé (type 3D).	1	11	22
	Autres labels (RSE, production bio -mini 25 % -, iso14000) - ou mise en œuvre de 2 leviers (déchets / eau / énergie…) ou plan d'actions en cours issu d'un diagnostic.	2		
Effet levier de l'aide / capacité financière de l'entreprise.	CAF supérieure à 2 fois l'aide publique (FEADER et ses contreparties). CAF comprise entre le montant totale de l'aide publique totale et 2 fois l'aide publique totale. CAF inférieure à l'aide publique.	0 3 6	1	16
	Pas de versement de dividendes sur les 3 dernières années.	5		
	Entreprise non aidée (programmations 2014-2022 et 2022-2027).	5		
Développement d'activité : évolution des produits et des marchés.	Internalisation d'un process.	1	4	12
	Nouveau produit OU nouveau marché.	2		
	Nouveau produit ET nouveau marché.	3		

Note minimale possible : ***0***

Note maximale possible : ***100***

NOTE ELIMINATOIRE :** **50**

** Les informations relatives à la notation du critère sont susceptibles d'ajustements sans soumission au Comité. A l'inverse la fourchette de notation ne fera pas l'objet de modifications.*

*** Les projets dont la note est inférieure ou égale à la note éliminatoire sont non sélectionnés*

Accusé de réception en préfecture
069-200053767-20230206-2023-01-00045-AR
Date de réception préfecture : 06/02/2023

M. JOINT : Je vous remercie Monsieur le Premier Adjoint.
Il y a trois délibérations concernant la ferme urbaine. Les deux premières concernent le sujet de la création d'une régie agricole directe. Il s'agit en tout cas d'acter le fait de gérer la ferme en régie agricole directe et le fait de pouvoir internaliser la gestion de notre exploitation agricole. Cette démarche va nous permettre de justifier du statut d'agriculteur actif et d'aller chercher un certain nombre de financements complémentaires à ceux qui ont déjà été obtenus, dans le cadre de subventions notamment de la région, que je rappelle, à hauteur de 450 000 euros, de la Métropole de Lyon, à hauteur de 437 000 euros, mais également dans le cadre du Fonds Vert. Nous allons chercher des financements européens dans le cadre du FEADER, le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural. À travers ces deux délibérations, c'est d'abord le fait de pouvoir acter la création d'une gestion en régie agricole directe et de pouvoir ensuite demander les subventions du FEADER.

M. TOLLET : Merci Monsieur JOINT. Il y a des demandes d'intervention de M. GILLARD et M. ATTAR BAYROU. Monsieur FAIVRE ?

M. FAIVRE : Petite parenthèse : je tiens à souhaiter la bienvenue à Nathan GUEDJ au Conseil municipal, parce que cela n'a pas été fait.

M. TOLLET : Je l'ai fait en aparté, en le saluant, mais vous avez raison.

M. FAIVRE : Très bien, pas de souci.
Merci pour ce rapport. La régie agricole directe est une solution intéressante pour la collectivité. Elle conserve ainsi le contrôle total et la transparence sur le projet dans sa gestion future. Toutefois, elle souligne quelques points de vigilance, notamment financiers.
Comme évoqué avec vous en commission, nous nous interrogions sur la capacité de la ferme à fournir la totalité des besoins. Il se peut que la ferme urbaine ne couvre pas la totalité des besoins de la cantine de la cuisine centrale, tant en matière de quantité que de diversité. Et malgré toute votre bonne volonté, nos agriculteurs sont confrontés aux aléas climatiques et à des récoltes parfois insuffisantes. Nathan NOYER, notre futur maraîcher, ne sera pas épargné par ces aléas.
En cas de mauvaise récolte, intempérie ou maladie, ou de faible rendement, la collectivité doit assumer les pertes financières, qui seront couvertes par le budget général. Vous avez indiqué que des études technico-économiques avaient été réalisées et que les manques dus à une mauvaise récolte seront complétés par des produits issus des chaînes d'approvisionnement classiques. Il s'agira ainsi de rester vigilants quant au dédoublement des sources d'approvisionnement et des coûts globaux pour la collectivité. Néanmoins, nous restons confiants et gardons espoir dans la réussite de ce projet.
Par ailleurs, le projet mentionne l'implication des habitants et, une nouvelle fois, nous voulions vous interroger sur la forme que pourrait prendre cette implication.
Ensuite, vous avez communiqué sur le partenariat avec CEETRUS, qui est la société foncière filiale immobilière du groupe Auchan. Pouvez-vous rappeler les contours et les objectifs de ce partenariat ? Nous souhaitons rester vigilants sur toute récupération ou discours de *greenwashing* ou d'écoblanchiment en bon français.
Malgré ces points de vigilance, nous réaffirmons à nouveau notre soutien à ce projet et à sa concrétisation dans une version plus soutenable et vertueuse que les premières intentions pour la Terre des Lièvres, qui étaient un peu plus commerciales, et pour lesquelles nous avions émis quelques réserves.
Nous voterons favorablement à cette délibération qui semble reprendre les idées proposées dès 2018 par le collectif citoyen Sauvons La Terre Des Lièvres, puis relayées en Conseil municipal par les anciens élus de l'opposition et enfin appuyées lors de la concertation sur la Ville Durable. Merci.

M. TOLLET : Merci Monsieur FAIVRE. Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, j'aurais voulu intervenir sur le 73 pour reprendre le tout, mais il faut éviter de faire du *greenwashing* aussi. En même temps, je vois que certains s'aperçoivent aussi des difficultés du monde paysan. Je voudrais souligner aujourd'hui tout le travail qu'ils font tous les jours et la constante de leur apport à la société française. Je crois qu'il ne faut pas les oublier. Même si l'on veut tout réinventer, quelque part, ce sont eux qui sont le fondement de la France et qui sont le fondement de la grandeur de notre pays.
Je voudrais saluer notre nouveau collègue et lui dire qu'il n'y a pas besoin d'alerter la presse s'il veut me contacter. Je serai tout à fait à sa disposition.

M. TOLLET : Merci. Vous avez raison d'intervenir sur le monde paysan. C'est un peu le sens aussi du projet de ferme urbaine en ville. Il s'agit de faire voir en ville comment peut fonctionner une ferme, puisque nous aurons finalement tout un volet pédagogique autour de la ferme, pour faire voir ce monde paysan, comment il fonctionne, mais je vais laisser Monsieur Bastien JOINT répondre aux différentes questions.

M. JOINT : Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, je vous remercie.
Monsieur FAIVRE, je suis très heureux d'entendre que vous réaffirmez votre soutien, puisque je vous rappelle – l'occasion m'en est donnée – que vous n'avez pas voté le projet le 15 décembre 2020. Je suis d'ailleurs très heureux que vous notiez que nous faisons preuve de bonne volonté dans la démarche. Si vous voulez, dans cette démarche, il faut simplement se rappeler tout ce qu'il s'est passé pendant les quatre années depuis le 15 décembre 2020, et j'aurai l'occasion de le rappeler au travers du PowerPoint après le rapport suivant. Par rapport à l'implication des habitants, de manière assez simple, nous allons avoir un certain nombre d'opérations sur les terres de la ferme, notamment des plantations de haies. J'y reviendrai dans le cadre de la présentation du PowerPoint, mais c'est un élément sur lequel nous pouvons impliquer les habitants. Une fois que le projet aura définitivement germé et qu'il sortira de terre, nous aurons l'occasion, peut-être au travers du sentier du parcours pédagogique, d'y associer les habitants.

Il ne vous a pas échappé non plus, concernant les demandes qui ont été exprimées dans le cadre des grandes concertations, notamment sur le fait de pouvoir consommer local par les habitants de la ville, que nous avons amendé le projet pour faire en sorte qu'il puisse y avoir des paniers de légumes qui seront, d'ici à une dizaine d'années, à la disposition des habitants qui voudront venir consommer local. Sur CEETRUS, NHOOD et plus globalement Auchan, vous n'ignorez pas qu'il y avait un certain nombre d'opérations de régularisation foncière à mener, puisque nous ne sommes pas les seuls propriétaires de l'entièreté du tènement. Par conséquent, Auchan disposant d'une partie importante du foncier - et vous étiez au Conseil municipal à l'occasion duquel nous avons discuté de ce sujet des opérations foncières - nous a consenti un bail emphytéotique. Dans le cadre de ce bail emphytéotique, il y a des discussions pour faire en sorte de pouvoir partager un certain nombre d'éléments de communication, peut-être de plantation, peut-être des financements également à venir sur, pourquoi pas, des arbres qui seront plantés. Tout ceci fait partie, encore une fois, Monsieur FAIVRE, de votre dossier du Conseil municipal, puisque la convention avec CEETRUS, notamment de partenariat, était dans le dossier du Conseil municipal qui était à votre disposition au moment où nous avons évoqué tout ceci.

S'agissant du marché, je vais vous répondre la même chose que ce que je vous ai répondu en commission, puisqu'il s'agit finalement un peu de constance. Nous vous avons donné tous les éléments techniques pour vous expliquer que ce projet est en effet une révolution en matière d'approvisionnement alimentaire pour le territoire. Cette révolution, bien entendu, comporte un certain nombre d'inconnues. Nous ne considérons pas que nous avons la science infuse et que nous savons tout. Évidemment, ce projet prendra le temps pour pouvoir germer et se lancer petit à petit, en lien avec la cuisine centrale qui arrive sur le même secteur et il y aura des adaptations. Une des notions du service public, Monsieur FAIVRE, est celle d'adaptabilité et nous serons adaptables. Bien entendu, je fais confiance aux services de la Ville pour fonctionner à nos côtés et aux côtés de l'ensemble de l'équipe majoritaire pour faire preuve d'adaptabilité, ce qu'ils ont largement montré ces dernières années. Je vous réponds ainsi que le sujet du marché qui nous permet de nous approvisionner demeurera sans difficulté, comme je vous l'ai dit en commission.

Monsieur ATTAR BAYROU, vous me connaissez, nous avons l'occasion de discuter régulièrement. Vous savez très bien que ce projet n'a aucunement l'ambition de réinventer les choses. Ce n'est pas notre rôle. Nous sommes en conseil municipal et je vous les passerai en aparté à l'issue, mais j'ai effectivement écrit un certain nombre de tribunes en soutien à nos agriculteurs, notamment dans le journal Marianne, que vous aurez peut-être l'opportunité de lire. Toutefois, vous savez bien que la volonté de la Ville est de pouvoir apporter sa contribution à l'approvisionnement alimentaire de nos écoles et des Caluirards, et certainement pas d'avoir la volonté de tout réinventer. Je vous remercie.

M. TOLLET : Merci Monsieur JOINT, pour cette réponse.
Je mets d'abord le rapport 2024-071 sur la régie agricole aux voix. Qui est pour ?

RAPPORT N° 2024_071
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Merci pour cette unanimité.
Je mets ensuite le rapport 2024-072 sur la subvention au FEADER aux voix. Qui est pour ?

RAPPORT N° 2024_072
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Je vous remercie.

N° D2024_073 DÉNOMINATION D'UNE VOIE : CHEMIN DE LA FERME

***M. JOINT** :*

La Ville de Caluire et Cuire a acquis l'ensemble des parcelles constituant le tènement sur lequel sera construite la Ferme Urbaine, située entre le chemin de Chalamont, au nord, et le chemin des Bruyères, au sud.

Le projet prévoit l'aménagement d'un chemin réservé aux modes doux sur les parcelles cadastrales AE 5-246-247 et AD 111. Il permettra de relier les deux voies précitées et ira jusqu'à l'avenue Général Leclerc, au nord.

Il convient aujourd'hui d'attribuer un nom à cette nouvelle voie, compétence qui, en vertu de l'article L.2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, relève du Conseil municipal.

Compte tenu de la situation du chemin, situé au cœur du projet de la Ferme Urbaine, il est proposé au Conseil municipal de dénommer cette nouvelle voie : « Chemin de la Ferme ».

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE DÉNOMMER cette nouvelle voie « Chemin de la Ferme » ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. JOINT : Là aussi, quelques éléments cartographiés seront présentés dans le cadre du PowerPoint. J'essaierai d'être bref. Simplement, il est proposé au Conseil municipal de dénommer la nouvelle voie, qui sera le chemin réservé aux modes doux qui permettra de relier le chemin de Chalamont au chemin des Bruyères, « chemin de la Ferme ». L'adresse de notre ferme sera au 1, chemin de la Ferme. Je vous remercie.

M. TOLLET : Je vous remercie pour cette présentation. Monsieur ATTAR BAYROU, je crois que vous avez une intervention.

M. ATTAR BAYROU : Oui, Monsieur le Premier Adjoint, je voulais faire mon intervention ici. Au nom du groupe *Caluire au Cœur*, nous nous permettons d'intervenir sur ce point tout en regroupant les points 071, 072 et 073. En effet, nous ne pouvons qu'être heureux du choix de notre commune d'administrer notre ferme urbaine dans le cadre d'une régie agricole. Cela permet un meilleur développement tout en respectant les règles agricoles, de souscrire à des subventions ou des prêts agricoles et surtout d'entrevoir l'agrandissement, peut-être, de cette dernière qui, à terme, pourrait englober la zone des maraîchers et la Terre des Lièvres.
Nous sommes très attachés à ce poumon vert, ainsi qu'au circuit court que cette ferme va nous permettre et, par la même occasion, la conservation et l'agrandissement de la Voie Verte.
Il nous est demandé de voter sur la nouvelle dénomination de ce chemin, « chemin de la Ferme ». Si nous enlevons le côté bucolique de cette dénomination, n'était-il pas possible de trouver un illustre Caluirard qui, par ses mérites, aurait gagné les honneurs de voir son nom entrer au panthéon des chemins ou des voies communales ?
Nous pensons que nous pouvons réfléchir à une nouvelle dénomination. Merci, Monsieur le Premier Adjoint.

M. TOLLET : Merci Monsieur ATTAR BAYROU. C'est un véritable choix que nous avons fait que de nommer ce chemin « chemin de la Ferme », pour qu'il y ait une véritable lisibilité.
Quand les petits Caluirards ou Caluirardes iront à la ferme urbaine, on leur dira qu'ils vont 1, chemin de la Ferme. Ils trouveront tout de suite. C'est dans ce sens que nous avons choisi cette dénomination.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Contre ? Abstention ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Je vous remercie pour cette unanimité.
Nous avons maitenant une petite présentation de notre future ferme urbaine.

LA FERME URBAINE

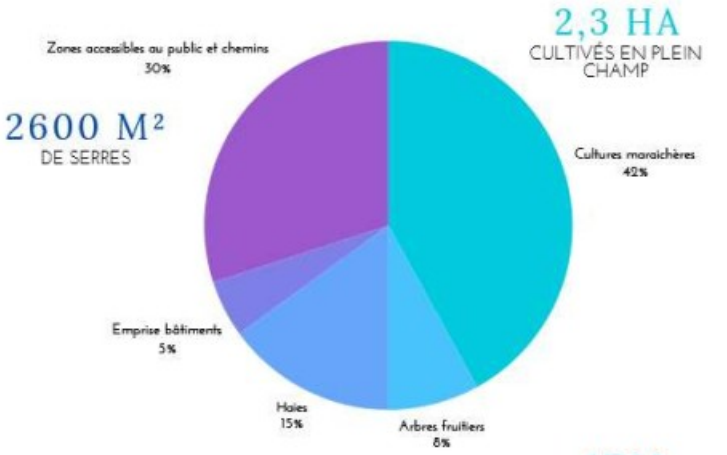
Présentation au Conseil Municipal
16 décembre 2024

Vue d'ensemble



Quelques chiffres clés

Utilisation de la surface agricole utile (SAU) : 6,3 HA



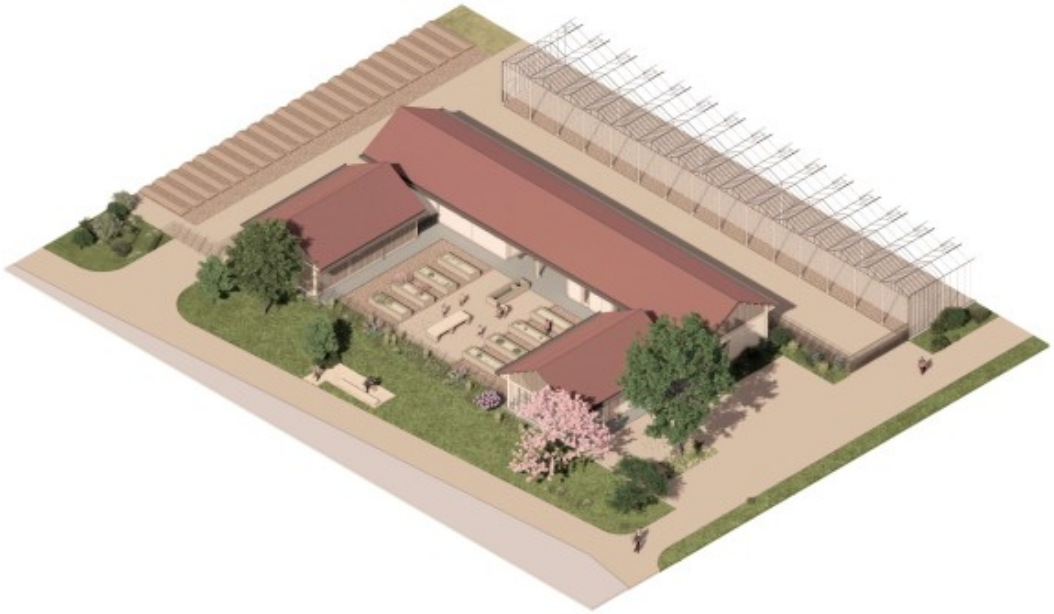
2,3 HA
CULTIVÉS EN PLEIN CHAMP

2600 M²
DE SERRES

5000 M²
D'ARBORICULTURE

1KM
DE HAIES A PLANTER

La Ferme



Perspective avec le parvis d'accueil



Matériaux de construction

Matériaux légumerie



Brique de Terre Compressé



Enduit à la chaux



Matériaux accueil



Paille



Enduit à la chaux





Matériaux de la serre pédagogique

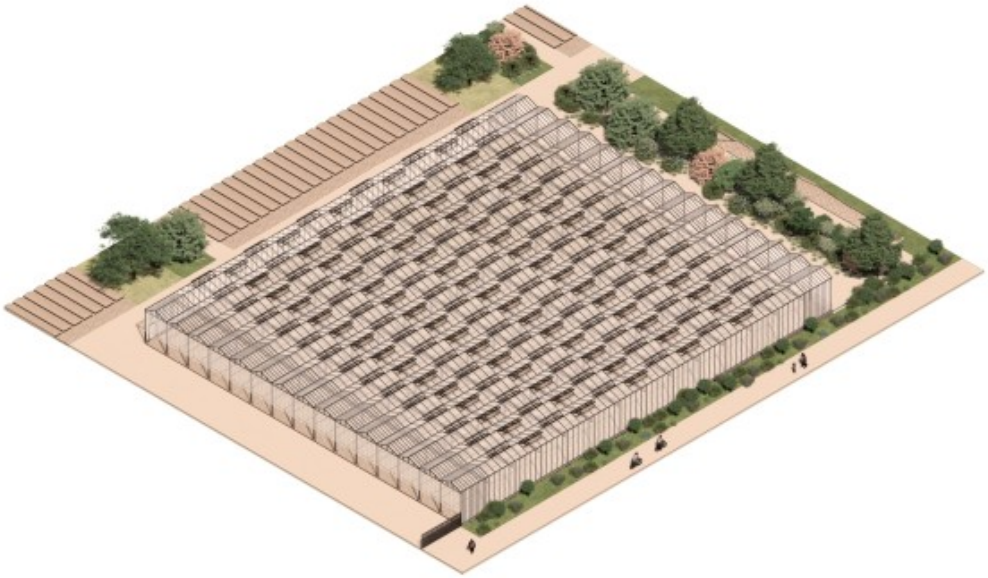
Châssis de réemploi



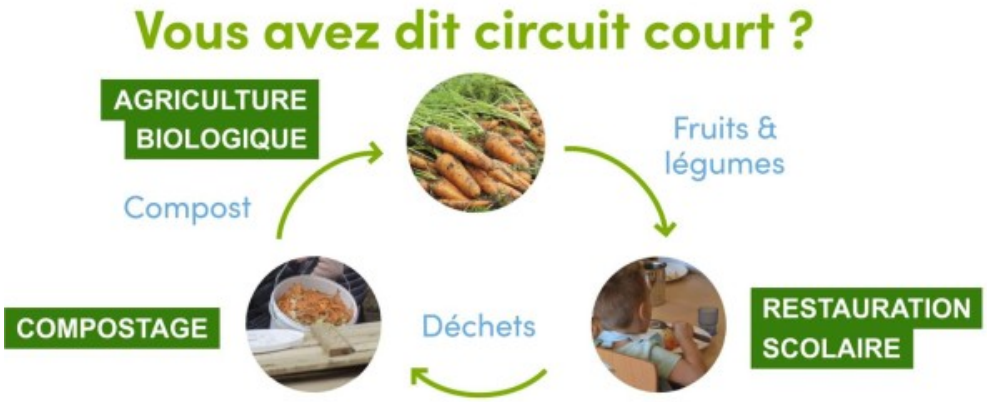


caluire et cuire

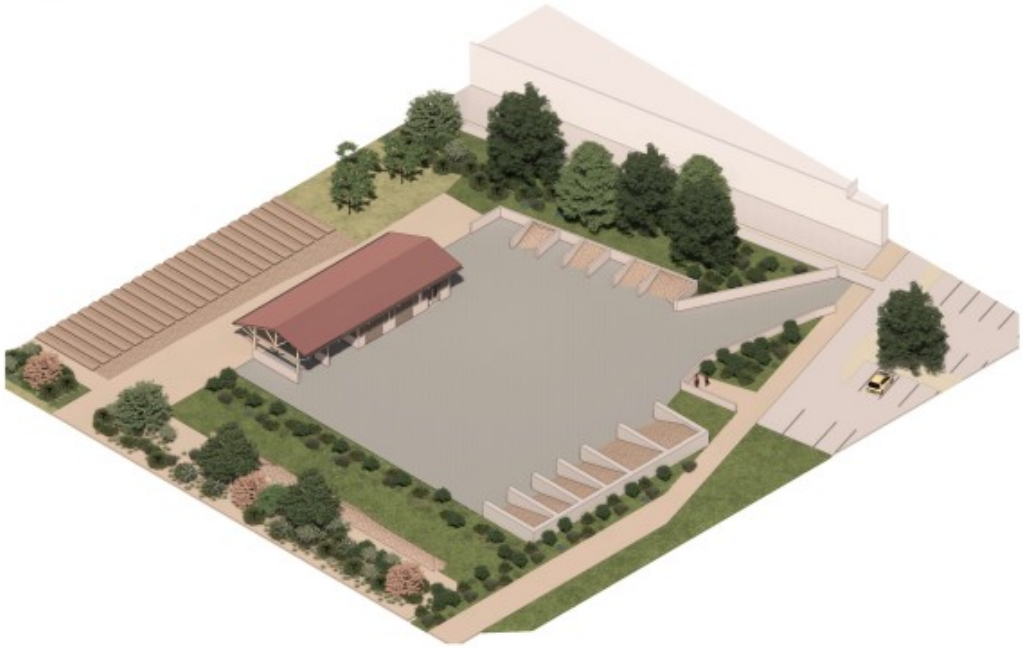
Les serres en verre de réemploi



Économie circulaire du projet



La plateforme de compostage

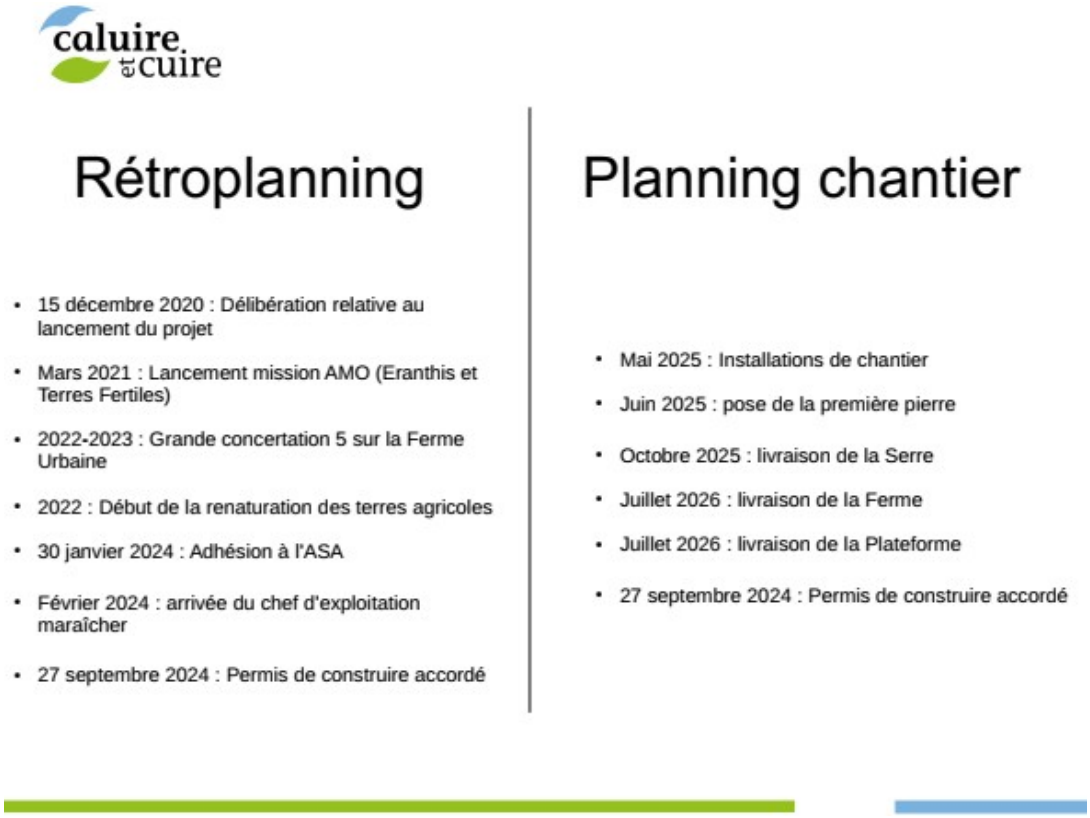


Budgets 2025-2026

- MOE = 418 819€
- Travaux = 2 680 000€
- Matériel Ferme = 534 000€
- Matériel Plateforme = 410 500€

Le parc aux libellules





M. JOINT : Je vous remercie Monsieur le Premier Adjoint.
Là encore, je vais essayer de faire court. Cela me donne l'occasion de répondre à notre collègue Monsieur ATTAR BAYROU sur la question et, j'allais dire, cet élément récurrent de revenir sur la terminologie que nous avons employée quant au fait de parler d'une « ferme urbaine ».
Il s'agit d'une ferme en ville, donc d'une ferme urbaine. Sur les éléments de renaturation que vous évoquiez, nous sommes en effet au cœur d'un processus de renaturation pour une raison simple : comme vous le savez, ces terres étaient exploitées jusqu'à présent en agriculture conventionnelle et nécessitent un travail pendant 3 ans pour les convertir en bio avec toute une succession d'étapes, notamment des semis d'engrais verts, ensuite pouvoir broyer ces engrais verts, cette pelouse et ce trèfle, puis de pouvoir déchaumer, c'est-à-dire enfouir cet engrais vert. Derrière, il s'agira de pouvoir *booster* la fertilité du sol, sans oublier l'épierrage, qui est nécessaire sur cette terre glaciaire. Toutefois, je vous pardonne, parce que vous avez voté le projet le 15 décembre 2020 ; il n'y a pas de souci. Comme vous me l'aviez demandé récemment, je me permets simplement de vous adresser, comprenne qui pourra, mes félicitations républicaines, Monsieur ATTAR BAYROU.

S'agissant du PowerPoint de la ferme, vous voyez les visuels d'architecte qui ont été organisés avec un corridor. Je ne peux pas le montrer, mais vous reconnaissez le carrefour Petit / Leclerc tout de suite sur la gauche de la photo, avec Auchan. A l'ouest, les bâtiments qui sont la propriété de la Ville et qui comprennent aujourd'hui un certain nombre de surfaces commerciales, à l'instar d'Easy Cash. Vous voyez sur le haut de la photo la déchetterie métropolitaine et le chemin Petit qui redescend. Vous voyez ce principe de l'agroforesterie, la technique agricole qui consiste à mêler sur les mêmes parcelles du maraîchage et du verger ; je n'y reviens pas.
Il y a également le fait d'avoir une surface agricole utile de 3 hectares en tout, avec 2,3 hectares nets cultivés en plein champ, presque 3 000 mètres carrés de serre, 5 000 mètres carrés d'arboriculture et plus d'1 kilomètre de haies à planter.

Il y a eu avant les dialogues budgétaires une proposition de loi au Sénat en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie, avec des objectifs nationaux très importants de plantation de haies. Nous verrons aussi si nous avons la possibilité de rentrer dans des dispositifs de financement.

Vous avez ici un visuel de la présentation de la ferme en U, typique des fermes rurales locales, notamment des Monts du Lyonnais, avec un vrai travail architectural soigné et une plateforme en bois qui permet vraiment d'apprécier le jardin pédagogique qui est au milieu de ce U et le corps de ferme. Ce bâtiment va se situer sur des terres qui sont moins arables que les autres et va être sur un secteur un peu moins performant sur le plan agronomique.
Vous avez ici la zone d'accueil du public, au croisement du futur chemin de la Ferme et du chemin des Bruyères. Cette perspective a été réalisée en ne prenant pas en compte l'élargissement du chemin des Bruyères avec l'aire de retournement qui empiétera un peu sur le parvis d'accueil actuel.

Revenir également sur la volonté d'une construction avec des matériaux naturels, qui sont adaptés à l'usage des bâtiments, notamment sur les bâtiments d'accueil, les vestiaires et les bureaux une isolation avec de la paille. Sur les bâtiments de la légumerie, qui vont concerner le stockage et le lavage des légumes, le parti pris est de ne pas les isoler, avec des murs en terre compressée. Comme vous le savez, nous l'avions aussi évoqué, le but était de pouvoir être sur une démarche d'exemplarité environnementale, avec des matériaux biosourcés, une approche passive et une conception bioclimatique pour le confort d'été. Il s'agit de faire un véritable lien entre la qualité architecturale et la qualité environnementale. Je ne l'ai pas dit mais, sur le visuel précédent, vous aurez une surface dédiée aux panneaux photovoltaïques dans le cadre de la stratégie globale qui est celle de la Ville et que nous avons évoquée juste avant.

Sur les matériaux de la serre, il s'agira de châssis de réemploi sur la serre pédagogique. C'est la même démarche par rapport aux serres en verre sur 2 600 mètres carrés, qui seront en verre de réemploi. C'est une serre qui sera déconstruite, hygiénisée et qui sera reconstruite sur le site. Vous avez ensuite sur la plateforme de compostage une plateforme de 2 000 mètres carrés, avec 300 mètres carrés qui seront destinés au lombricompostage. En matière de gisement de biodéchets, nous l'avions dit à l'époque sur les études de faisabilité technico-économique, environ 60 tonnes par an proviendront des résidus alimentaires de nos cantines, des crèches, de la résidence Marie Lyan et des marchés forains, 200 tonnes proviendront du service Parcs et Jardins et permettront de produire l'équivalent de 80 tonnes de compost par an destinées à amender les terres de la ferme et également pour les besoins du service Parcs et Jardin.

Nous avions évoqué le sujet de l'économie circulaire, puisque nous parlions tout à l'heure de la cuisine centrale qui sera implantée avenue Barthélémy Thimonnier et qui devrait ouvrir d'ici à la fin de l'année, je parle sous le contrôle de notre adjointe à l'éducation et à l'alimentation, Mme WEBANCK, avec l'objectif à terme, d'ici 10 ans, une fois la totalité des terres renaturées, d'aller produire jusqu'à 4 000 repas par jour pour nos cantines scolaires.
La cuisine centrale intégrera d'ailleurs le circuit pédagogique et sera visitable, puisqu'elle a été conçue dans la même temporalité que le projet de ferme et le but est que le circuit pédagogique puisse intégrer la visite de notre cuisine centrale. Nous allons créer au milieu de cette ferme un véritable poumon vert, avec la création d'un parc public de 1 200 mètres carrés, avec une mare pédagogique de 80 mètres carrés, une prairie d'infiltration.

Avant de lancer le débat sur ce sujet, je peux rassurer les habitants du secteur : les zones humides vont nous permettre de disperser une faune variée, à savoir des prédateurs du moustique tigre, et de pouvoir éviter la prolifération de cette espèce invasive. Il y aura également un bassin de récupération des eaux pluviales qui nous permettra, et c'est loin d'être anodin dans le cadre de la stratégie de récupération des eaux de pluie, de répondre à 35 % des besoins en eau de la ferme.
Comme vous le savez, nous avons une adhésion à l'ASA, qui est l'association d'irrigation du plateau des maraîchers. Cette association avait été montée à l'origine dans les années 1970 par les agriculteurs du secteur et permet de capter l'eau du Rhône sur le secteur de Crépieux-Charmy.

Là encore, de manière très vertueuse, nous aurons la possibilité d'aller chercher l'eau du Rhône pour irriguer nos terres.

Je donne quelques éléments budgétaires que vous connaissiez, avec en point d'accroche les éléments de Mouans-Sartoux, commune avec laquelle nous sommes en discussion, notamment l'adjoint à l'alimentation, Gilles PEROLE. Nous sommes en train de regarder pour faire en sorte de pouvoir passer au 100 % bio, avec une diminution considérable du gaspillage alimentaire de manière à pouvoir fonctionner à coût constant, c'est-à-dire que ces infrastructures ne génèrent pas de surcoût par rapport à l'approvisionnement actuel.

En matière de rétroplanning et j'en terminerai par là, comme vous le voyez, la ferme a été lancée officiellement au Conseil municipal du 15 décembre 2020. Nous avons déposé le permis de construire cet été. Il y a eu un certain nombre d'étapes successives, notamment de concertation avec les habitants. Elles nous ont permis d'affiner et avancer sur le projet de manière concertée. D'ici au premier semestre, nous allons démarrer les installations de chantier, notamment au mois de mai. Nous poserons *a priori* la première pierre au mois de juin. La plateforme et la ferme seront livrées au mois de juillet 2026. Je vous remercie.

M. TOLLET : Merci Monsieur JOINT.

Il va y avoir maintenant un film.

(Diffusion d'une vidéo.)

N° D2024_074 CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA MÉTROPOLE DE LYON RELATIVE AUX MODALITÉS D'EXERCICE DE LA POLICE SPÉCIALE DE LA PUBLICITÉ EN MATIÈRE D'ENSEIGNES

***M. TOLLET** :*

L'article 17 de la loi n°2021_1104 du 22 août 2021 dite « loi Climat et Résilience » a acté le transfert des attributions en matière de police spéciale de la publicité, anciennement dévolues aux maires des communes, au président de la Métropole de Lyon. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1er janvier 2024.
Ces prérogatives de police recouvrent les enseignes, pré-enseignes et les publicités.
Le décret n°2023_1409 du 29 décembre 2023 a précisé les modalités d'exercice de cette compétence en inscrivant dans les articles R.581-8 et R.581-9 du Code de l'environnement le rôle de « guichet unique » des communes qui, à ce titre, reçoivent les demandes d'autorisation d'enseignes et les enregistrent.

La Métropole de Lyon a échangé avec les communes du territoire en proposant que ces dernières puissent continuer, dans un cadre conventionnel, à instruire les demandes déposées, préparer et suivre l'exécution de certains arrêtés métropolitains s'agissant des demandes d'autorisations d'enseignes.
La commune de Caluire et Cuire s'est montrée favorable à cette possibilité, pour permettre à la Ville de conserver un rôle et une visibilité sur les demandes d'enseignes déposées sur son territoire dans le cadre du Règlement Local de Publicité approuvé par le Conseil Métropolitain le 26 juin 2023.

Le projet de convention annexé à la présente délibération a donc été élaboré, la Métropole prévoyant de délibérer le 16 décembre 2024 sur celle-ci.
Il s'agit d'une convention de coopération entre personnes publiques, au sens de l'article L.3633-4 du Code général des collectivités territoriales et de la jurisprudence. Cette convention n'emporte ni mise à disposition, ni transfert des agents. Elle précise les engagements respectifs des deux collectivités, et notamment les opérations d'instruction, de préparation et de suivi exécutées par la commune.
La convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction. S'agissant d'un dispositif nouveau, la commune et la Métropole de Lyon procéderont à son évaluation au terme de la première année de mise en œuvre.
La Métropole de Lyon remboursera à la commune les frais engagés pour assurer ces missions selon les modalités décrites au sein de la convention.

Considérant que cette collaboration conventionnelle permet à la commune de conserver un rôle et une visibilité sur les demandes d'enseignes déposées sur son territoire ;

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la convention relative aux modalités d'exercice de la police spéciale de la publicité en matière d'enseignes telles que définies par l'article L.581-3 du Code de l'environnement à conclure avec la Métropole de Lyon ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer tout document utile à la concrétisation de cette décision et notamment ladite convention ;

- D'INSCRIRE les recettes aux budgets 2025 et suivants ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MÉTROPOLE GRAND LYON

LOGO COMMUNE

Convention relative aux modalités d'exercice de la police spéciale de la publicité en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement, sur le territoire de la commune de xxx

Vu l'article L. 3633-4 du Code général des collectivités territoriales

Vu l'article L. 3642-2 du Code général des collectivités territoriales

Entre

La Commune de xxx., représentée par son Maire en exercice dûment habilité/habilitée à cet effet par délibération du Conseil municipal en date du……

Et

La Métropole de Lyon, représentée par son Président en exercice, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil de Métropole en date du …

Préambule

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « MAPTAM » crée, à compter du 1er janvier 2015, une collectivité à statut particulier dénommée « Métropole de Lyon », en lieu et place de la communauté urbaine de Lyon et, dans les limites territoriales précédemment reconnues à celle-ci, en lieu et place du département du Rhône.

En outre, l'article L. 3642-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), issu de cette même loi, complété par l'article 17 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite « loi Climat et Résilience » dont les dispositions entrent en vigueur au 1er janvier 2024, prévoit que le président de la Métropole de Lyon exercera, par dérogation à l'article L. 581-3-1 du Code de l'environnement, les attributions en matière de police spéciale de la publicité.

Le décret n°2023-1409 du 29 décembre 2023 a précisé les modalités d'exercice de cette compétence en inscrivant dans les articles R.581-8 et R.581-9 du code de l'environnement le rôle de « guichet unique » des communes, qui à ce titre reçoivent les demandes d'autorisation d'enseignes, et les enregistrent

Compte tenu des compétences nouvellement exercées par la Métropole de Lyon ainsi que du transfert des attributions de police spéciale correspondant au Président de la collectivité au 1er janvier 2024, la Commune de xxx et la Métropole de Lyon ont souhaité s'associer afin de mettre en place un mécanisme par lequel les services de la Commune de xxx sous l'autorité du Maire, instruiront, prépareront et suivront l'exécution de certains arrêtés du Président de la Métropole dans le domaine susvisé, sur le territoire de la Commune de xxx en application conjointe des dispositions nationales et locales relatives aux enseignes.

Dans ce cadre, et afin d'assurer la continuité du service public, il a été décidé, d'un commun accord, que la Commune de xxx assurera selon un mode conventionnel régi par la présente convention, les opérations d'instruction, de préparation et de suivi de l'exécution des arrêtés du Président pris en matière d'enseignes telles que définies à l'article L. 581-3 du Code de l'environnement.

À cet effet, les deux collectivités ont entendu recourir à la formule de la convention prévue par l'article L. 3633-4 du CGCT qui constitue, au sens de la jurisprudence et des services de l'État, une convention de coopération entre personnes publiques.

La mise en place de ce dispositif permettra la mise à disposition au profit de la Métropole de tout ou partie du service de la Commune de xxx en vue de l'exercice de ses missions.

Cette convention n'emporte ni transfert, ni mise à disposition individuelle des agents.

Tel est l'objet de la présente convention, qui précise les engagements respectifs des deux collectivités.

PROJET

Article 1er : Objet et périmètre de la présente convention

L'article L. 581-3 du Code de l'environnement définit les enseignes comme suit :

> *« 2° Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ; »*

L'article L. 581-18 du Code de l'environnement précise les enseignes soumises à autorisation :

> *« Sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles L. 581-4 et L. 581-8, ainsi que* ***dans le cadre d'un règlement local de publicité, l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation****. »*

La présente convention s'applique aux demandes d'autorisation d'enseignes régies par le Code de l'environnement ainsi qu'aux demandes de modification des arrêtés listés ci-après.

Les arrêtés de police concernés par la présente convention sont ceux intéressant la police spéciale de la publicité en matière d'enseignes :

1. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police compétente peut autoriser l'installation d'une enseigne ou d'une enseigne à faisceau de rayonnement laser sur les immeubles.
2. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police peut ordonner soit la suppression, soit la mise en conformité, soit la remise en état des enseignes irrégulières au regard des textes qui les réglementent (L. 581-27 C. env.)
3. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police peut enjoindre au déclarant de déposer ou mettre en conformité le dispositif en cause (L. 581-28 C. env.)
4. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police peut faire exécuter d'office les travaux prescrits par l'arrêté visé à l'article L. 581-27 C. env. s'il n'a pas été procédé à leur exécution dans le délai fixé (L. 581-31 C. env.)
5. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police prononce, au bénéfice de la Commune, l'astreinte administrative (L. 581-30 C. env.)
6. Les arrêtés par lesquels l'autorité de police prononce, au bénéfice de la Commune, l'amende administrative (L. 581-26 C. env.).

En application des dispositions de l'article L. 3633-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole de Lyon confie à la Commune de xxx dans le cadre et selon les modalités prévues par la présente convention, l'instruction, la préparation et le suivi de l'exécution des arrêtés de police spéciale de la publicité du Président de la Métropole pris en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement, à compter de la signature de la présente convention, sur l'ensemble du territoire de la Commune de xxx.

Dans le cadre de l'exercice des missions qui lui sont confiées, la Commune de xxx met en application les dispositions du Code de l'environnement relatives aux enseignes, ainsi que les dispositions du règlement local de publicité (RLP) de la Métropole de Lyon adopté le 26 juin 2023 par délibération du Conseil n° 2023-1763.

Dans l'hypothèse où de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires interviendraient, elles s'appliqueront de plein droit et immédiatement aux missions confiées aux communes par la présente convention. Un avenant viendra constater leur application.

Article 2 : Missions exclues du périmètre de cette convention

Sont exclus du champ d'application de la présente convention :

- Les arrêtés pris en matière de publicité et de préenseigne ;
- La mission de « guichet unique » de la commune inscrite dans les articles R.581-8 et R.581-9 du code de l'environnement ;

PROJET

- Les missions de contrôle et de constat des infractions, qui restent des prérogatives des forces de l'ordre et des agents et fonctionnaires habilités à constater une infraction à la réglementation conformément à l'article L. 581-40 du Code de l'environnement ;
- La mise en recouvrement des astreintes administratives et des amendes administratives, restant au bénéfice des Communes (L. 581-26 C. et L. 581-30 C env.).

Article 3 : Nature et étendue des missions et activités assurées par la Commune de xxx au titre de la présente convention

3-1 Principes généraux

Le ou les services en charge des arrêtés de police spéciale de la publicité du Président de la métropole pris en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement et listés à l'article 2 de la présente convention assurent, pour le compte de la Métropole de Lyon, sur le territoire de la Commune de xxx, les opérations d'instruction, de préparation et de suivi d'exécution de ces arrêtés.

Ce ou ces services sont composés d'agents de la Commune de xxx qui demeurent, pour l'exercice des missions réalisées pour le compte de la Métropole de Lyon, sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique du Maire de la Commune de xxx.

Les services de la Commune de xxx continuent, après le transfert de compétence devenu effectif le 1er janvier 2024, d'assurer avec la même diligence les missions relatives à l'exercice de la compétence publicité en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement pour le compte de la Métropole, sur le territoire de la Commune de xxx.

Les agents en charge de l'instruction et du suivi des arrêtés de police spéciale de la publicité du Président de la Métropole pris en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement agissent dans le respect des textes et lois en vigueur.

3-2 Description des missions et activités – cf. annexe 1 Schéma du processus de travail entre la Métropole et la Commune

3-2-1 Accueil et renseignement du public

La commune accueille physiquement ou par téléphone les demandeurs qui le souhaitent préalablement au dépôt de leur demande ou déclaration pour leur donner tous renseignements qui pourraient leur être utiles pour formaliser ces dernières.

Sur demande de la commune et dans le but de faciliter l'instruction des dossiers, des échanges ou des réunions sur leur faisabilité peuvent être organisées avec le service compétent de la Métropole.

3-2-2 Réception et enregistrement des demandes conformément aux dispositions du Code de l'environnement

Les dossiers peuvent être déposés in situ à la Mairie, ou être envoyés à la Mairie par voie postale ou par message électronique. Le déploiement d'un guichet numérique et d'un logiciel ad'hoc (Cart'ADS) par la Métropole de Lyon se tiendra dans une phase ultérieure.

La Commune de xxx :

- Réceptionne les demandes adressées par voie postale, déposées in situ conformément aux dispositions de l'article R. 581-9 du Code de l'environnement, ou envoyées par voie électronique à l'adresse mail dédiée créée par la commune et annoncée sur le site internet communal, ou à défaut au Maire de la commune, conformément aux règles du code des relations entre le public et l'administration ;
- Enregistre le dossier sur un registre, lui attribue un numéro conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 août 2012 et identifie chacune de ses pièces selon son numéro d'enregistrement ;
- Délivre un récépissé de la demande au pétitionnaire ;
- Numérise le dossier en respectant les formats originaux : A4 ou A3, couleur ou noir-et-blanc, … ; si la numérisation est impossible, elle vérifie le nombre d'exemplaires du dossier en sa possession (minimum 3 pour les autorisations préalables) ;

3-2-3 Instruction des demandes d'autorisation des enseignes

L'instruction des demandes d'autorisation comprend les missions suivantes :

- Analyse de la complétude ;
- Analyse technique et réglementaire des dossiers, sur pièces et sur place ;
- Information du demandeur suite à sa demande par accusé de réception ;
- Proposition de réponse suite à l'examen de complétude et notamment édition de la demande de pièces complémentaires en utilisant le modèle fourni par la Métropole le cas échéant ; puis transmission dématérialisée de la proposition de demande de pièces à la Métropole pour signature, accompagnée du dossier de la demande en format dématérialisé ;
- Le cas échéant, notification de la demande de pièces complémentaires, en lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Le cas échéant, réception des pièces complémentaires, enregistrées, tamponnées, datées et rattachées au dossier ;
- Numérisation des pièces complémentaires le cas échéant ;
- Envoi du récépissé attestant de la complétude du dossier le cas échéant ;
- Rédaction éventuelle d'une attestation de rejet tacite en cas de non production des pièces complémentaires dans le délai règlementaire, et envoi du document au demandeur ;
- Rédaction éventuelle d'une attestation d'autorisation tacite de la demande en cas de non-respect du délai règlementaire d'instruction si le projet tel que décrit est conforme à la règlementation, et envoi du document au demandeur ;
- La consultation des services est à la charge de la commune. L'envoi du dossier au service consulté est réalisé dans un délai de 7 jours après la réception du dossier.
    - Consultation des autorités compétentes concernées (ex. ABF) ;
    - Consultation de la subdivision de voirie en cas d'enseigne implantée en débord au-dessus du domaine public de voirie et si ce débord présente une saillie supérieure à 0,25m ;
- Information de la Métropole en cas de difficultés techniques ou juridiques ;
- Coordination technique avec la Métropole ;
- En cas de dépôt d'un dossier pour des dispositifs non soumis à autorisation, rédaction d'un courrier informant le demandeur de la situation règlementaire du dispositif en question, et envoi du document au demandeur.

3-2-4 Préparation des arrêtés de décision relatifs aux demandes d'autorisation des enseignes

La préparation des projets d'arrêtés valant décision sur une demande d'installation d'enseigne comprend les missions suivantes :

- Rédaction des projets d'arrêtés incluant la proposition des mesures de police adaptées à la demande ;
- Validation technique et juridique du projet d'arrêté.

Les projets d'arrêtés seront établis sur la base des modèles définis par la Métropole et dont la liste est annexée à la présente (Annexe n°2).

3-2-5 Transmission des projets de décision à la Métropole pour signature

La transmission des projets d'arrêtés comprend les missions suivantes :

- Envoi du dossier complet de la demande à la Métropole, sous format dématérialisé, avec, si concerné, l'avis des services consultés ;
- Transmission des projets d'arrêtés, sous format numérisé, au service de la Métropole en charge de l'instruction des dossiers de publicité et d'enseignes ;
- Coordination technique avec la Métropole de Lyon.

La transmission des projets d'arrêtés emporte, sur ce projet, adhésion du Maire, autorité fonctionnelle et hiérarchique du service concerné.

3-2-6 La commune assure le suivi d'exécution des arrêtés

Le suivi d'exécution des arrêtés comprend la mission de vérification du respect par le pétitionnaire de la mise en œuvre des prescriptions édictées par les arrêtés.

La commune assure les missions préparatoires à la signature des arrêtés cités à l'article 1 ci-avant, numérotés 2 à 6. Ces missions préparatoires consistent en :

- Rédaction des projets d'arrêtés incluant la proposition des mesures de police adaptées à la demande ;
- Validation technique et juridique du projet d'arrêté ;
- Transmission des projets d'arrêtés, sous format numérisé, à la Métropole ;
- Coordination technique avec la Métropole de Lyon.

3-2-7 Conservation des dossiers

L'ensemble des éléments ayant permis l'instruction est conservé par la commune pendant une durée de deux ans à partir de la décision et sera mis à la disposition de la Métropole de Lyon en cas de contentieux contre la décision.

3-2-8 Suivi des contentieux

En cas de recours gracieux ou contentieux contre une décision instruite par la Commune, celle-ci fournira l'ensemble des éléments ayant permis l'instruction et conservés conformément au point 3-2-7 précédent.

PROJET

Article 4 : Nature et étendue des missions et activités assurées par la Métropole de Lyon au titre de la présente convention – cf. annexe 1 Schéma du processus de travail entre la Métropole et la Commune

La Métropole assure les missions suivantes :

4-1 Instruction des demandes d'enseignes

- Signature de la demande de pièces complémentaires, éventuellement précédée par le contrôle de la proposition ;
- Envoi d'une copie numérique de la demande signée, datée, à la Commune qui la notifie ;
- Signature des propositions de certificat de rejet tacite, de certificat d'accord tacite et des courriers informant le demandeur de la situation de son dossier, visés à l'article 3-2-3 ci-dessus.

4-2 Décision sur la demande d'autorisation d'enseigne

- Signature de la décision, éventuellement précédée par le contrôle de la proposition ;
- Notification de la décision au demandeur ;
- Transmission à la commune d'une copie numérique pour information ;
- Transmission dématérialisée au contrôle de légalité ;
- Le cas échéant, signature de l'attestation d'autorisation tacite et envoi de celle-ci au demandeur, avec copie à la Commune ;

4-3 Décisions dans le cadre du suivi de l'exécution des actes

- Mise en œuvre de la procédure d'échange contradictoire (L. 581-30 C env.) ;
- Signature de la décision, éventuellement précédée par le contrôle de la proposition ;
- Notification de la décision au demandeur ;
- Transmission à la commune d'une copie numérique pour information ;
- Transmission dématérialisée au contrôle de légalité.

4-4 Contentieux

- Prise en charge des contentieux intentés contre les décisions de la Métropole, avec l'assistance de la Commune.

4-5 Archivage

- Archivage des dossiers ayant été enregistrés, qu'ils aient fait l'objet d'une décision express, d'une décision tacite, d'un rejet tacite ou d'un abandon par le demandeur.

Article 5 : Engagements réciproques de la Métropole et de la Commune de xxx

5-1 Pour une mise en œuvre unifiée et de qualité du RLP sur le territoire métropolitain

PROJET

La commune s'engage à mettre en œuvre les moyens pour que son(ses) agent(s) instructeur(s) soi(en)t en capacité de mettre en œuvre la règlementation nationale et locale et la doctrine en découlant.

Le réseau des instructeurs créé et animé par la Métropole ainsi que la documentation mise à disposition permettent de créer une doctrine pour l'application du Règlement local de publicité de la Métropole.

La Métropole de Lyon fournit à la Commune :

- Un guide pratique pour l'application du RLP métropolitain ;
- Une plateforme de partage de documentation règlementaire et technique ;
- Les modèles à utiliser pour l'exercice de l'objet de la convention.

La Commune s'engage à appliquer les modèles fournis, la doctrine règlementaire et à suivre leurs évolutions et mises à jour.

La plateforme de partage de la documentation est Grand Lyon Territoires, que la Commune s'engage à utiliser et à consulter régulièrement.

En attendant la mise en œuvre des outils dématérialisés avec CartADS et Plat'au, les échanges sont réalisés par transmission de messages électroniques :

- À l'adresse publicite-enseigne@grandlyon.com pour les échanges sur les dossiers d'instruction d'enseignes ;
- À l'adresse pilotage-rlp@grandlyon.com pour les autres échanges.

5-2 Formation continue à la règlementation nationale et locale et à la doctrine règlementaires

La Métropole organise régulièrement une réunion du réseau des instructeurs dont les documents supports et les échanges sont maintenus à la disposition des communes sur la plateforme de partage.

Le réseau des instructeurs est la principale instance de partage des évolutions jurisprudentielles et doctrinales ; la Commune s'engage à ce que son(ses) agent(s) instructeur(s) participe(nt) et, en cas d'absence, à ce qu'il(s) prenne(nt) connaissance de la documentation mise à disposition à l'issue de la réunion.

5-3 Formation à l'utilisation de l'application d'instruction Cart'ADS

Lorsque le module d'instruction « Enseignes » sera mis à disposition, la Commune s'engage à ce que son(ses) agent(s) instructeur(s) se forme(nt) à l'utilisation du module « Enseignes » de Cart'ADS, ou à l'application d'instruction Cart'ADS, si l'agent n'en avait pas l'usage précédemment.

La formation sera prise en charge par la Métropole de Lyon.

Article 6 : Modalités financières liées à l'exécution de la présente convention par la Commune de xxx pour la Métropole de Lyon

La Métropole rembourse à la Commune de xxx les frais engagés par cette dernière pour assurer les missions et activités qui lui sont confiées au titre de la présente convention.

Le remboursement se fera pour tous les dossiers déposés à la Commune de xxx à compter du 1er janvier 2024, incluant la prise de nouveaux arrêtés de police spéciale de la publicité du Président de la Métropole pris en matière d'enseignes telles que définies par l'article L. 581-3 du Code de l'environnement.

PROJET

La Métropole versera annuellement à la Commune de xxx une contribution en fonction du nombre d'arrêtés enregistrés dans l'année, contribution basée sur le coût unitaire de production d'un arrêté et plafonnée selon différents seuils, tels que définis dans l'annexe 3.

Le remboursement des frais engagés par la Commune de xxx est effectué annuellement par la Métropole avant le 30 avril de l'année N+1, sur la base d'un décompte du nombre de dossiers déposés et enregistrés, réalisé par la Métropole et soumis à accord de la Commune.

Si un manquement ou une faute de la commune entraine le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation d'enseigne, ce nouveau dossier ne sera pas décompté pour le paiement de la contribution annuelle.

Article 7 : Entrée en vigueur - Durée - Renouvellement - Résiliation de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur à la signature de la présente convention, pour une durée d'un an avec reconduction tacite annuelle sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie avec un préavis de six mois minimum, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

S'agissant d'un dispositif nouveau, les parties conviennent de procéder à son évaluation au terme de la première année de mise en œuvre de la présente convention.

Article 8 : Responsabilité

Dans le cadre de la présente convention, les agents du ou des services communaux assurant les missions et activités de la présente convention agissent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique du Maire.

Sans préjudice des dispositions prévues ci-après, la Commune de xxx, est responsable vis-à-vis de la Métropole de Lyon du non-respect ou d'un manquement aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

La responsabilité de la Commune de xxx sera engagée au titre des manquements ou fautes dans l'exercice des missions telles que définies aux articles précédents.

La Métropole de Lyon demeure seule responsable vis-à-vis des tiers des conséquences des décisions prises au titre de la police spéciale de la publicité et notamment en application de la présente convention.

Article 9 – Exécution et contrôle du respect des mesures édictées par arrêté

Le suivi de l'exécution des arrêtés objet de la présente convention sera effectué par les agents de la Commune. Il pourra ponctuellement être effectué par les agents de la Métropole.

La constatation par procès-verbal des infractions à la réglementation nationale et locale ainsi qu'aux prescriptions individuelles prises par arrêté est effectuée par un agent ou fonctionnaire habilités conformément à l'article L. 581-40 du Code de l'environnement.

Article 10 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Lyon, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

PROJET

Article 11 : Annexes

Sont annexées à la présente convention et font partie intégrante des engagements contractuels les documents suivants :

- Annexe 1 : Schéma du processus de travail entre la Métropole et la Commune.
- Annexe 2 : Modèles mis à disposition des Communes par la Métropole.
- Annexe 3 : Modalités financières

Fait à Lyon, le …..…..

Le Président de la Métropole de Lyon **Le / La Maire de la Commune de xxx**

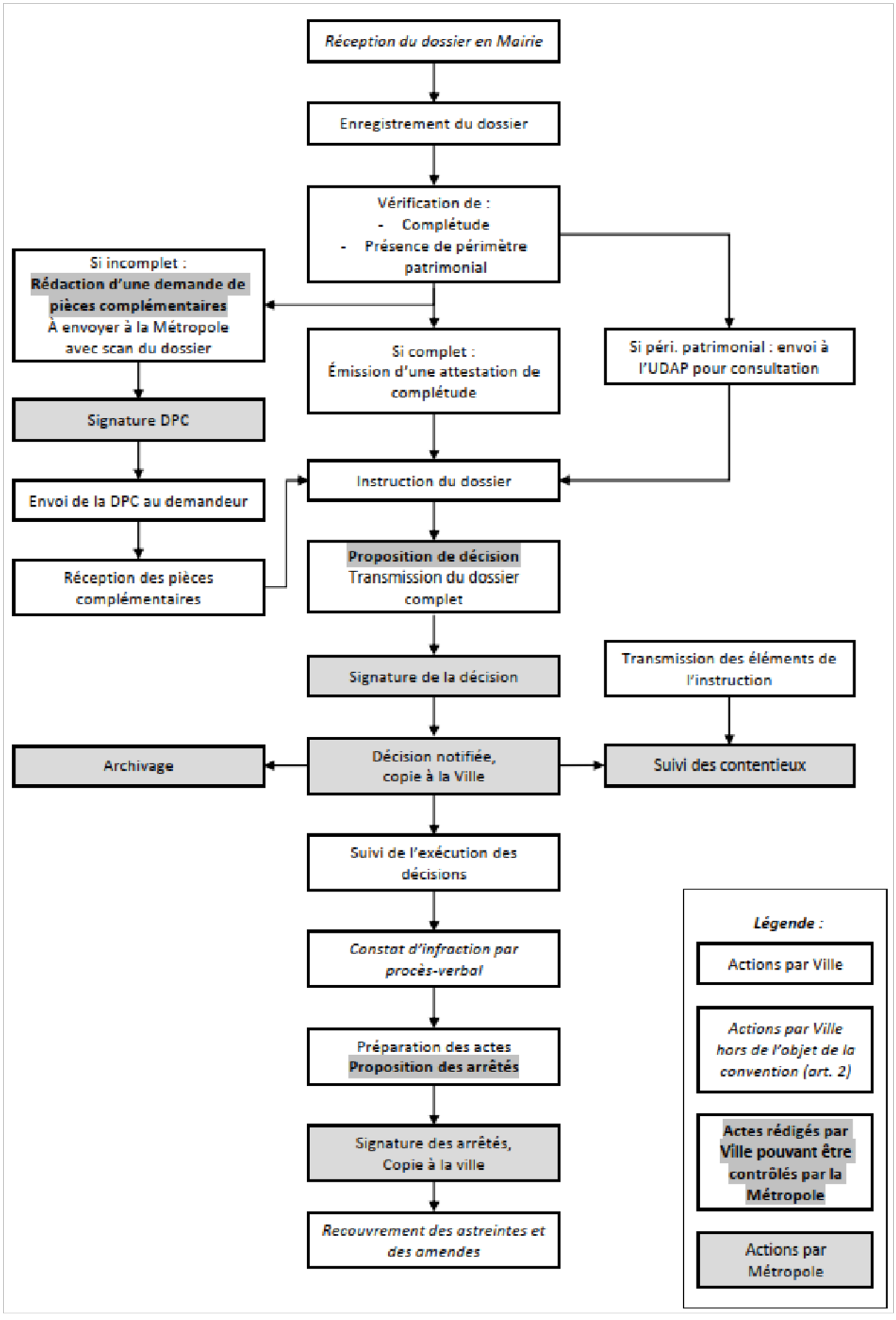
Pour le Président et par délégation,

Philippe GUELPA-BONARO
Vice-Président de la Métropole de Lyon,
délégué au climat, à l'énergie et à la
réduction de la publicité

Transmise au contrôle de légalité le……..

PROJET

Annexe n° 1 – Schéma du processus de travail entre la Métropole et la Commune



Annexe n° 2 – Modèles mis à la disposition des Communes pour l'exercice des missions dévolues par la convention

L'ensemble des modèles sont mis à disposition en format Word et Open Office.

- Demande de pièces complémentaires
- Récépissé de dépôt de pièces complémentaires
- Décision favorable sans prescription
- Décision favorable avec prescription
- Décision mixte favorable/défavorable
- Décision défavorable
- Attestation de rejet tacite
- Attestation d'autorisation tacite

PROJET

Annexe n° 3 – Modalités financières

Le coût unitaire de traitement d'un dossier est fixé à 80 € net de taxes.

Le coût unitaire comprend l'ensemble des frais engagés : ressources humaines, frais administratifs généraux, frais postaux, …

- Si la commune enregistre au maximum 9 arrêtés pendant l'année, chaque dossier sera rémunéré,
- Si la commune en enregistre entre 10 et 49 pendant l'année, chaque dossier sera rémunéré et le montant de la contribution annuelle est plafonné à 2000 € net de taxes,
- Si la commune en enregistre entre 50 et 149 pendant l'année, chaque dossier sera rémunéré et le montant de la contribution annuelle est plafonné à 6000 € net de taxes,
- Si la commune enregistre plus de 150 dossiers, chaque dossier sera rémunéré et le montant de la contribution annuelle est plafonné à 35000 € net de taxes.

PROJET

M. TOLLET : Nous passons au rapport suivant, le 2024-74. La loi Climat et Résilience a acté le transfert de la police spéciale de la publicité, anciennement dévolue au maire, au président de la Métropole de Lyon. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1er janvier 2024. Ces prérogatives de police recouvrent les enseignes, pré-enseignes et publicités. Le Code de l'environnement désigne les communes comme « guichets uniques », recevant à ce titre les demandes d'autorisation d'enseigne. La Métropole de Lyon a proposé aux communes du territoire que ces dernières puissent continuer à instruire les demandes déposées. La Ville y est favorable afin de conserver la visibilité sur les demandes d'enseigne déposées sur son territoire dans le cadre du règlement local de publicité approuvé par le Conseil métropolitain. La convention annexée à la délibération précise les engagements respectifs des deux collectivités. Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable et prévoit que la Métropole remboursera à la commune les frais engagés pour assurer ses missions. Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver les termes de la convention entre la Ville et la Métropole de Lyon et d'autoriser Monsieur le Maire ou son remplaçant à la signer.
Il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_075 OCTROI DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA VÉGÉTALISATION DES COPROPRIÉTÉS 2025

M. TOLLET *:*

Soucieux de répondre aux enjeux de la transition écologique, le Conseil Municipal a approuvé par délibération n°2023_029 du 3 avril 2023 et délibération n°2023_129 du 18 décembre 2023 le principe d'une subvention complémentaire à celle de la Métropole de Lyon pour la végétalisation des copropriétés à hauteur de 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros.
L'objectif est d'encourager la densification du patrimoine végétal, afin de lutter contre les îlots de chaleur et de préserver la biodiversité.

Le 24 juin 2024, le Conseil de la Métropole a adopté une évolution de ce dispositif, qui est désormais ouvert aux espaces verts en copropriété dans les lotissements, aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) et aux établissements publics eux-mêmes bailleurs de logements à loyer modéré.

La Métropole de Lyon peut subventionner entre 30 % et 65 % du coût du projet, selon certaines conditions et critères qui sont précisés dans le règlement d'aide financière, annexé à la délibération.
Les dépenses éligibles sont attachées à la conception du projet de végétalisation, la réalisation de ces plantations, à la garantie de reprise des arbres et à l'accompagnement de la dynamique habitante.
Les éléments à apporter dans le dossier de demande de subvention sont précisés dans le règlement d'aide financière, qui figure en annexe.

Afin d'obtenir la subvention complémentaire de la Ville de Caluire et Cuire, les conditions d'attribution sont les suivantes :
- Le complément de subvention sera accordé aux copropriétés ayant fait la demande auprès de la Métropole de Lyon et ayant perçu le versement du solde de l'aide accordée.
- Ce complément de subvention concernera uniquement les copropriétés comprises dans les corridors écologiques à (re)créer au sein de la Ville de Caluire et Cuire, conformément au plan annexé à la présente délibération.
- La Ville de Caluire et Cuire exigera que le projet de réaménagement comporte également la mise en place de passages pour la petite faune, point ne faisant pas partie du règlement de l'aide métropolitaine. Le demandeur devra fournir un dossier de présentation permettant d'apprécier l'intégration d'un passage à petite faune.
- Le complément de subvention sera fixé à 10 % des montants éligibles et plafonné à 10 000 euros par copropriété.

- La demande doit être déposée via le portail citoyen de la Ville au plus tard dans les 90 jours suivant la date de versement de l'aide par la Métropole de Lyon.
- La subvention est attribuée une seule fois par copropriété.
- Dans le cas d'un montant de subvention avec décimale, celui-ci sera calculé à l'arrondi supérieur.
- Les subventions seront traitées par ordre d'arrivée et jusqu'à épuisement de l'enveloppe.
Afin de permettre à la Trésorerie le versement de l'aide, un formulaire de décision d'attribution, annexé à la présente délibération, sera établi par la Ville sur la base des éléments transmis par le demandeur.

Ce dispositif s'appliquera à compter du 1er janvier 2025.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention complémentaire fixée à 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros par copropriété demandeuse ;

- DE CONSACRER une enveloppe financière de 20 000 euros pour le subventionnement de la végétalisation des copropriétés au budget 2025 ;

- D'APPROUVER le formulaire d'attribution permettant au Trésor Public le versement aux demandeurs sur la base des pièces justificatives demandées, et figurant en annexe de la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses afférentes seront imputées au compte nature 20422 du budget 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Soutien à la végétalisation des espaces résidentiels collectifs

Règlement d'aide financière

Délégation Transition Environnementale et Énergétique
Direction Environnement, Écologie et Énergie
Service Biodiversité Nature

la métropole GRANDLYON

Juin 2024

www.grandlyon.com

SOMMAIRE

1. **Contexte** **3**
2. **Bénéficiaires** **4**
3. **Secteurs prioritaires** **4**
4. **Projets éligibles** **4**
5. **Aide financière** **5**
6. **Dépenses éligibles** **7**
   a. Nature des dépenses éligibles ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   b. Nature des dépenses exclues de la base éligibles **Erreur ! Signet non défini.**
7. **Modalités d'attribution** **8**
8. **Engagements du bénéficiaire** **8**
9. **Dossier de demande de subvention** ..... Erreur ! Signet non défini.

Articulation avec différents dispositifs de la Métropole de Lyon **9**

1. Contexte

Ce dispositif d'aide financière à la végétalisation des espaces résidentiels collectifs en copropriétés, des ESMS et des bailleurs sociaux est une déclinaison opérationnelle du plan nature (axe n°4) approuvé par la Métropole de Lyon par délibération du Conseil métropolitain du 21 juin 2021 et du Plan Climat Énergie Territorial (action n°12 : La Ville perméable et végétale).

La Métropole souhaite accompagner la végétalisation de l'habitat et des emprises privées. En effet, plus de 70% des espaces verts (hors terres agricoles ou forêts) relèvent du parc privé. À la différence des espaces résidentiels, individuels, les espaces collectifs offrent un potentiel inédit de renaturation sur de grands secteurs urbains, et donc un retour de la biodiversité en ville. Il s'agit de favoriser des plantations et une gestion alternative respectueuses du vivant dans ces espaces résidentiels collectifs.

Les écarts de canopée ou de présence du végétal dans la métropole de Lyon sont très importants. Le manque est significatif dans les cœurs de ville (tant sur le centre de la métropole - Lyon, Villeurbanne - que dans les centres bourgs des villes).

Il s'agit donc d'une politique volontariste de reconquête écologique des milieux résidentiels collectifs urbains et péri urbains qui doit également permettre de réintroduire la nature et rafraîchir la ville. Elle articule les enjeux liés à la ville perméable et végétale, les cycles de l'eau, du sol et du végétal étant liés, avec des bénéfices réciproques.

Cet outil financier a pour objectif de développer la surface plantée et de densifier les plantations dans les espaces verts existants.

Ces plantations sont utiles aux humains pour l'agrément visuel, pour la fraîcheur que les arbres amènent par l'évapotranspiration (l'arbre capte l'eau dans le sol et la restitue en partie en micro particules dans l'air). Elles le sont tout autant pour l'ensemble du vivant : faune, flore et les sols. Il s'agira donc de permettre le développement d'une flore diverse tant par les strates (arborée (arbres), arbustive (arbustes) et herbacée (herbes)) que par la diversité des essences.

La végétalisation concourt au rafraîchissement urbain, à la biodiversité, au cycle naturel de l'eau, au bien-être et à l'amélioration du cadre de vie. La bonne qualité des écosystèmes naturels est dépendante de leur mise en réseau à travers ce qui est désigné comme la trame verte et bleue. Les espèces animales et végétales ont en effet besoin de se déplacer pour accomplir leur cycle biologique et/ou répondre aux conséquences du dérèglement climatique. Ce dispositif de végétalisation s'inscrit dans un panel de programmes, plans, portés par la collectivité pour restaurer, densifier et préserver cette trame : restauration des corridors écologiques prioritaires, actions en faveur des insectes pollinisateurs, …

2. Bénéficiaires

Le dispositif est ciblé sur les espaces extérieurs d'habitat collectifs, qui relèvent :

- de copropriétés privées (verticales ou horizontales) ;
- de bailleurs sociaux de la Métropole de Lyon ;
- d'établissements publics bailleurs de résidences à loyer modéré ;
- d'Etablissements ou Services Médico-Sociaux (ESMS) qui relèvent à 100% de l'aide sociale.

Seules les constructions de résidences collectives livrées avant 2018 sont éligibles.

Un même espace résidentiel ne peut faire l'objet que d'une seule aide financière à la végétalisation.

Pour les ESMS, l'aide financière n'est pas cumulable avec l'aide à l'investissement attribuée par la Métropole pour les espaces extérieurs.

3. Secteurs prioritaires

Le taux de végétation (trois strates : arborée, arbustives, herbacées) moyen de la Métropole de Lyon est de 64%. La Métropole a pour objectif de préserver les zones où la végétation est supérieure à la moyenne au travers du coefficient pleine terre du PLU-H, des espaces protégés, etc.

Sur les secteurs particulièrement déficitaires, sous la moyenne métropolitaine, l'objectif est d'augmenter les surfaces plantées et de densifier les plantations. Les communes prioritaires sont celles qui comportent au moins un IRIS (Ilots Regroupés pour l'Information Statistique de l'INSEE) sous la moyenne métropolitaine. La liste des 26 communes prioritaires est en annexe.

4. Projets éligibles

Seuls les projets faisant appel à un travail préalable de définition et de conception, par le recours à un paysagiste concepteur, une entreprise du paysage, un écologue ou une association de protection de l'environnement sont éligibles.

Les projets éligibles sont réalisés en pleine terre et privilégient l'infiltration des eaux pluviales (ruissellement).

Les projets éligibles doivent comporter au moins deux strates végétales (arborée, arbustive, herbacée) : ceux portant uniquement sur une strate herbacée ne sont pas éligibles.

Au regard de la situation de l'espace résidentiel collectif, les projets doivent tenir compte des préconisations de la Métropole de Lyon, précisées par le guide pratique[1] à disposition des porteurs de projets. Celui-ci décline des conseils en matière :

- de conception (commencer par observer ce qui est en place : les sols, les végétaux, l'habitat de la faune, les dynamiques végétales, la topographie, l'écoulement des eaux pluviales),

121

[1] Cf. www.grandlyon.com/vegetaliser, sur le document « Guide pour un jardin pas beau… mais vivant ! »

- de travaux (préserver l'existant, y compris un arbre mort dont les restes sont un capital précieux, favoriser les plantations en point bas pour une meilleure infiltration des eaux pluviales),
- de gestion pérenne des espaces collectifs résidentiels (conserver et réutiliser un maximum de ressources sur site pour gagner du temps, de l'argent et favoriser la biodiversité ; déconnecter des réseaux d'assainissement les eaux pluviales des toitures, des stationnements, etc. et les infiltrer pour irriguer les plantations).

La Métropole se réserve le droit de refuser un projet s'il n'est pas conforme aux à ces orientations.

Pour les bailleurs sociaux, seuls les projets relevant du Plan Stratégique Patrimonial sont éligibles au présent dispositif.

5. Dépenses éligibles et montant de l'aide

Seules les dépenses attachées à la conception du projet de végétalisation, à la réalisation de ces plantations, à la garantie de reprise des arbres (jusqu'à 3 ans) et à l'accompagnement de la dynamique habitante sont éligibles.

Les coûts sont entendus toutes taxes comprises sauf si le porteur de projet récupère la TVA.

Les mêmes dépenses ne doivent pas avoir été subventionnées par la Métropole dans un autre cadre (compost, jardins nourriciers, renouvellement urbain, etc. – Point 10 du présent règlement sur l'articulation entre les dispositifs métropolitains).

Sont éligibles dans le cadre du présent dispositif :

- les analyses écologiques préalables (sols, faune, flore),
- les analyses de sols (pollutions) pour la plantation d'arbres fruitiers ou de haies fruitières,
- les plans topographiques et plans de recollement des espaces perméables et végétalisés,
- les tests de perméabilité des sols,
- la conception intégrant les dimensions écologiques, paysagères et de cycle de l'eau (ruissellement et infiltration),
- l'animation d'un collectif d'habitants, résidents, pour la définition du projet,
- la préparation des sols (terrassement, ouverture de fosses, amendement, décompactage, apport de terres végétales, apport de mélange terre pierre, constitution de noues, jardins de pluie, …),
- la fourniture et la plantation de plants d'arbustes et herbacées (dans la limite de 10 euros HT par unité ou m2) et d'arbres (dans la limite de 200 euros HT par unité)
- l'encadrement technique pour la plantation par les résidents,
- la fourniture et la pose de matériel annexe de plantation (tuteurage, protection troncs, protection type ganivelle, supports pour plantes grimpantes, …),
- la garantie de reprise des arbres (jusqu'à 3 ans),

- le décroutage de la surface minérale (y compris évacuation) lorsque celui-ci ne peut être pris en charge par l'agence de l'eau et qu'il concerne une zone à végétaliser (pleine terre).

a. Travaux

Aide Travaux	- **50%** des coûts éligibles **dans les secteurs prioritaires (Cf. le point 3) et pour tous les projets portés par les bailleurs sociaux et les ESMS**, - **30%** des coûts éligibles **dans les secteurs non prioritaires**. L'aide financière de la Métropole peut être bonifiée de : - **10%** des coûts éligibles dès lors que le projet comporte plus de 20% de plants ligneux (arbres ou arbustes) labellisés **« végétal local »,** - **5%** des coûts éligibles dès lors que le projet comporte au moins 1 arbre **fruitier** nourricier de plein vent ou 1 haie fruitière nourricière (10 arbustes).

b. Conception

Aide Conception	Les coûts de conception et suivi de chantier sont pris en charge : - Soit intégralement à hauteur de 1 500 euros ; - Soit dans la limite de 13% des coûts hors taxe du total éligible des travaux de végétalisation. Le montant le plus favorable pour le projet sera retenu.

c. Accompagnement

Aide Accompagnement	Les coûts d'animation de collectifs permettant une dynamique habitante sont pris en charge à hauteur de 750 € TTC par jour et dans la limite de 7 500 €, dès lors qu'ils accompagnent un projet de végétalisation.

6. Dépenses exclues de la base éligible

Ne sont pas éligibles dans le cadre du présent dispositif, les dépenses liées :

- aux systèmes d'irrigation et récupération d'eau de pluie,
- à l'entretien des végétaux (le dessouchage, l'élagage, la taille, la tonte,…),
- à la fourniture de plants définis par l'UICN comme « espèces envahissantes » avérées[2],
- à la fourniture de plants exotiques du type : palmiers, bambous,…[3]
- à la fourniture de plants d'espèces protégées ou à enjeu de conservation sur le territoire métropolitain,[4]
- au financement de haies monospécifiques (thuyas, lauriers, eleagnus, bambous, troène, …),
- à la fourniture de paillettes, pouzzolane, galets, graviers… tous matériaux minéraux visant à habiller les végétaux,
- à la mise en œuvre de revêtement imperméables, y compris agrémentés de végétaux,
- aux travaux ou équipements d'agrément (type mobilier, cheminements, abris…),
- à la mise en place d'équipements d'arrosage.

7. Dossier de demande de subvention

Le dossier de demande de subvention est à déposer sur la plateforme Toodego (https://demarches.toodego.com/logement/soutien-a-la-vegetalisation-des-espaces-residentiels-collectifs/)

Il comporte :

- un devis du budget lié aux plantations précisant les arbres / arbustes / strate herbacée utilisés, leurs coûts unitaires HT et TTC, ainsi que les frais de plantation. **Les frais de plantation et coûts unitaires des végétaux doivent être distincts** ;
- un descriptif du projet ;
- une étude de définition et conception qui comportera au besoin :
  - un plan de situation,
  - une présentation du site (photos, croquis,…),
  - un plan de masse de l'existant,
  - s'il est disponible, un état des lieux écologiques sommaire préalable (sols, flore, faune) ;
- un calendrier prévisionnel des travaux ;

[2] Cf. www.grandlyon.com/vegetaliser , sur le document « à la découverte de la Flore du Grand Lyon » : la liste des espèces définies par l'UICN comme « envahissantes avérées » (cotation Lavergne 3-4 et 5) ; en particulier : l'érable frêne – *Acer negundo*, l'Ailante - *Ailanthus altissima*, l'arbre à papillons – *Budlejja davidii*, Robinier faux acacia – *Robinia pseudoacacia*).

[3] Il est préconisé de retenir une palette végétale indigène ou locale (type label : « végétal local »).

[4] Cf. www.grandlyon.com/vegetaliser, sur le document « à la découverte de la Flore du Grand Lyon » : liste des espèces protégées ou à enjeu de conservation sur le territoire métropolitain.

- un plan de financement en cas de sollicitation de plusieurs subventions ;
- une attestation établissant le régime de TVA pour les dépenses présentées ;
- pour les copropriétés, le procès-verbal intégral de l'Assemblée générale de copropriété approuvant le budget de végétalisation ou de réaménagement des espaces résidentiels collectifs.

La Métropole se réserve le droit de rejeter un dossier resté sans réponse, pendant plus d'un an, à une sollicitation de sa part (demande de pièce complémentaire, validation convention, PV assemblée générale…).

8. Modalités d'attribution

Seules les dépenses éligibles, facturées postérieurement à la date de l'accusé de réception du dépôt de dossier de demande d'aide, sur la plateforme Toodego, pourront faire l'objet de l'aide de la Métropole de Lyon.

Toutefois, les dépenses d'analyse du site, d'animation et de conception sont éligibles même si elles ont été payées en amont du dépôt du projet.

Après instruction du dossier, dans le cas où la Métropole de Lyon décide d'attribuer la subvention, celle-ci fera l'objet d'une délibération et de la signature d'une convention.

Le porteur de projet peut commencer les travaux avant cette délibération attributive de subvention, mais il accepte alors, *de facto*, le risque que sa demande soit rejetée par l'assemblée délibérante.

Un acompte de 20% sera versé à l'entrée en vigueur de la convention (signature par toutes les parties).

9. Engagements du bénéficiaire

Le demandeur bénéficiaire de l'aide métropolitaine s'engage à favoriser la biodiversité dans les espaces résidentiels collectifs, objet de la présente aide de la Métropole de Lyon. Pour ce faire, il s'engage notamment à :

- exclure tous les intrants : pesticides et amendements chimiques, dans les espaces végétalisés avec le soutien de la Métropole de Lyon,
- respecter les périodes de plantations (de novembre à février pour les arbres),
- veiller à la reprise de plantation des arbres (arrosage sur les 3 années suivant les plantations d'arbres selon les recommandations du pépiniériste, de l'association de protection de l'environnement, de l'entreprise du paysage ou du concepteur),
- favoriser la biodiversité en pratiquant la fauche[5] plutôt que la tonte[6] (pour favoriser les fleurs, la germination et donc *in fine* les pollinisateurs, il est préconisé de pratiquer 1 ou 2 fauches annuelles avec étalement des résidus de coupe sous les arbres et arbustes sous forme de paillage),

[5] Coupe manuelle ou mécanique avec ramassage des résidus

[6] Coupe manuelle ou mécanique avec dépôt sur place ou « mulching » (herbe hachée et redéposée sur place)

- limiter les abattages d'arbres aux seuls sujets présentant un risque pour le public, en particulier sur les espaces fréquentés (chemins, espaces conviviaux,…). Ailleurs, le maintien des fûts sera privilégié pour constituer un habitat pour la faune. Le dessouchage est exclu : il est coûteux et endommage durablement les sols. La souche quant à elle permet au nouvel arbre planté de bénéficier du réseau de l'ancien arbre et favorise ainsi son développement,
- éviter les tailles répétées qui fragilisent les arbres ainsi que le haubanage de branches (soutien par des systèmes de câbles, cordes, sangles),
- respecter les périodes de nidifications, de floraison tant pour les travaux préparatoires que pour l'entretien (tailles et fauches ou tontes) de l'espace collectif,
- maintenir au moins dix ans la perméabilité de l'ensemble des espaces plantés,
- autoriser la Métropole ou son mandataire à accéder à l'espace collectif résidentiel végétalisé à des fins de contrôle, d'évaluation et d'études.

10. Articulation avec différents dispositifs de la Métropole de Lyon

La Métropole conduit une politique écologique et solidaire adossée sur 3 piliers que sont :

- la transition énergétique – l'urgence climatique,
- l'amélioration de la qualité de vie,
- la recherche d'une justice sociale.

Dans ce cadre, la Métropole porte des politiques de transition qui visent à renforcer les évolutions durables et pérennes nécessaires pour une transition écologique et une plus grande résilience du territoire.

Divers dispositifs de soutien et d'accompagnement sont déployés pour favoriser et encourager l'émergence d'initiatives et de projets.

Ainsi, pour améliorer la qualité écologique des espaces résidentiels collectifs, le porteur de projet peut mobiliser ces dispositifs (s'il y est éligible) et ceux de partenaires publics pour porter un projet global et ambitieux répondant à plusieurs enjeux, et notamment :

- l'intégration d'un **composteur** collectif, qui a toute sa place dans le projet de végétalisation des espaces verts collectifs. Il permet la réutilisation des résidus végétaux produits par le jardin ou les habitants afin de nourrir le sol ;
- les projets peuvent inclure des essences fruitières. Une aide métropolitaine distincte peut être mobilisée pour la création de **jardins potagers, nourriciers** (incluant les clôtures, les cheminements, les installations : abris, adduction d'eau) ;
- les projets de réhabilitation énergétique peuvent mobiliser le dispositif **EcoRénov** comportant également un volet végétal : bonus confort d'été visant à la végétalisation des toitures et façades des bâtiments habités ;
- Les projets économes en eau et contribuant à la stratégie **ville perméable** de la Métropole pour restaurer le cycle de l'eau et adapter les territoires au changement climatique sont à privilégier : déconnexion et infiltration des eaux pluviales de toitures et des autres surfaces imperméabilisés à la parcelle, plantations en point bas pour apporter de l'eau aux plantations. L'**Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse** finance les projets de déconnexion des eaux pluviales des réseaux d'assainissement.

Toutes les informations utiles sur les dispositifs de compostage, de jardin nourricier, éco-renov et la ville perméable sont disponibles sur www.grandlyon.com.

la métropole GRANDLYON

Métropole de Lyon

Délégation Transition Environnementale et Énergétique
Direction Environnement, Écologie, Énergie
Service Biodiversité Nature

Soutien à la végétalisation des espaces résidentiels collectifs

Communes prioritaires

Délégation Transition Environnementale et Énergétique
Direction Environnement, Écologie et Énergie
Service Écologie

la métropole GRANDLYON

www.grandlyon.com

Communes prioritaires

Liste

Les communes dont au moins un IRIS (îlot statistique) a un taux de végétation inférieur à la moyenne de la Métropole de Lyon sont prioritaires. Il s'agit de :

Bron

Caluire et Cuire

Chassieu

Corbas

Craponne

Décines

Écully

Feyzin

Fontaines sur Saône

Givors

Irigny

La Mulatière

Lyon (9 arrondissements)

Meyzieu

Neuville sur Saône

Oullins

Pierre Bénite

Saint-Fons

Sainte Foy lès Lyon

Saint-Genis Laval

Saint-Priest

Tassin

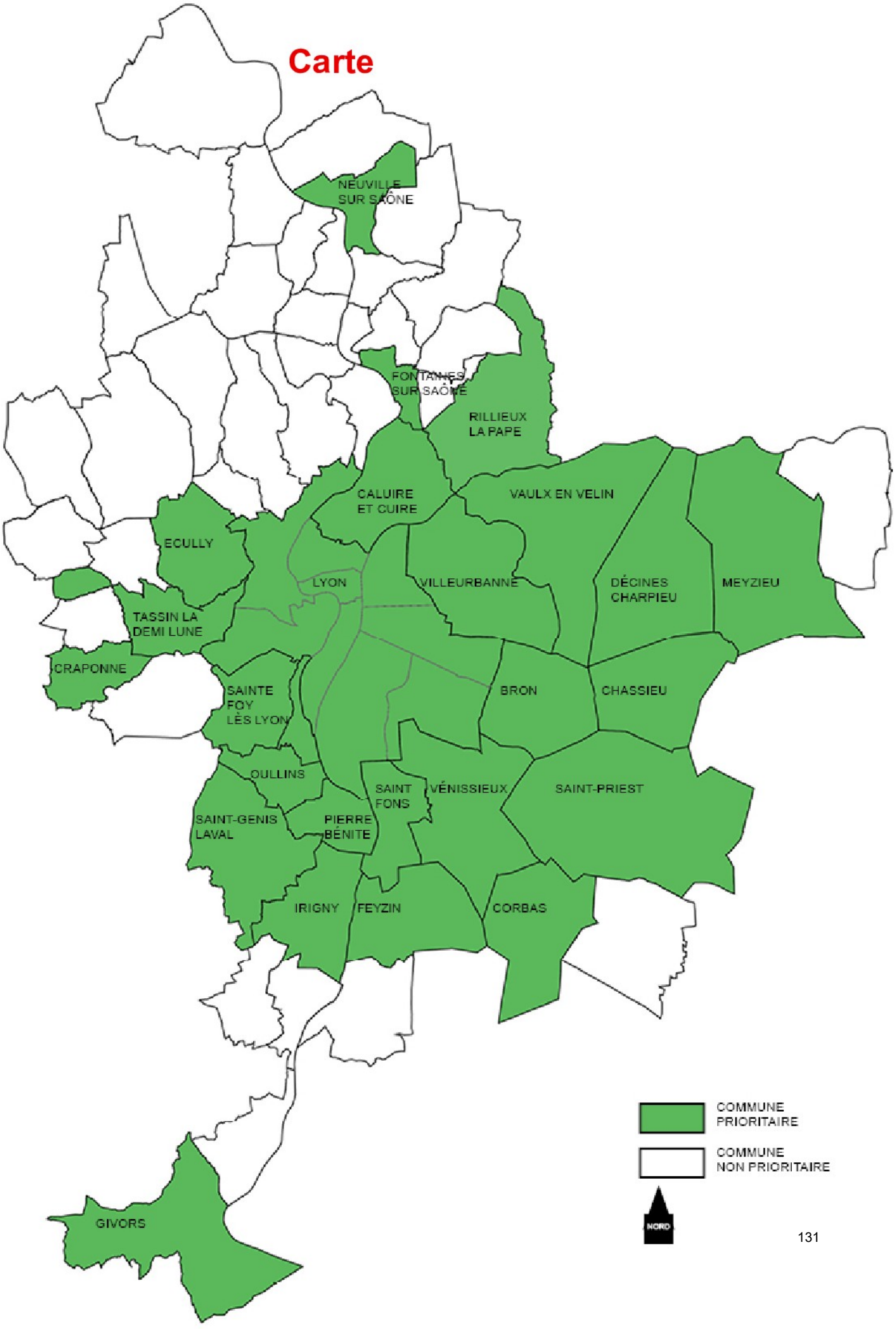
Rillieux la Pape

Vaulx en Velin

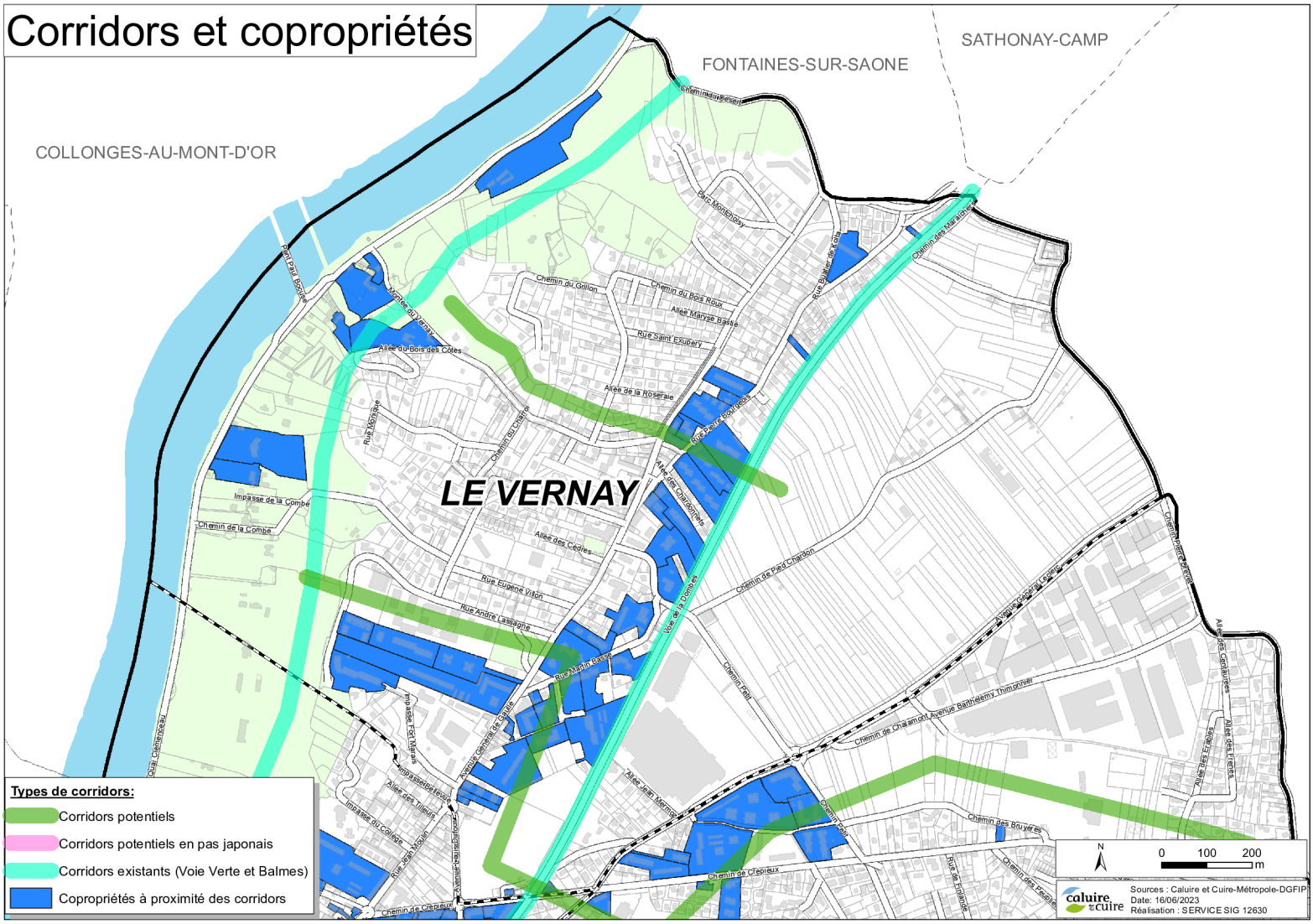
Vénissieux

Villeurbanne

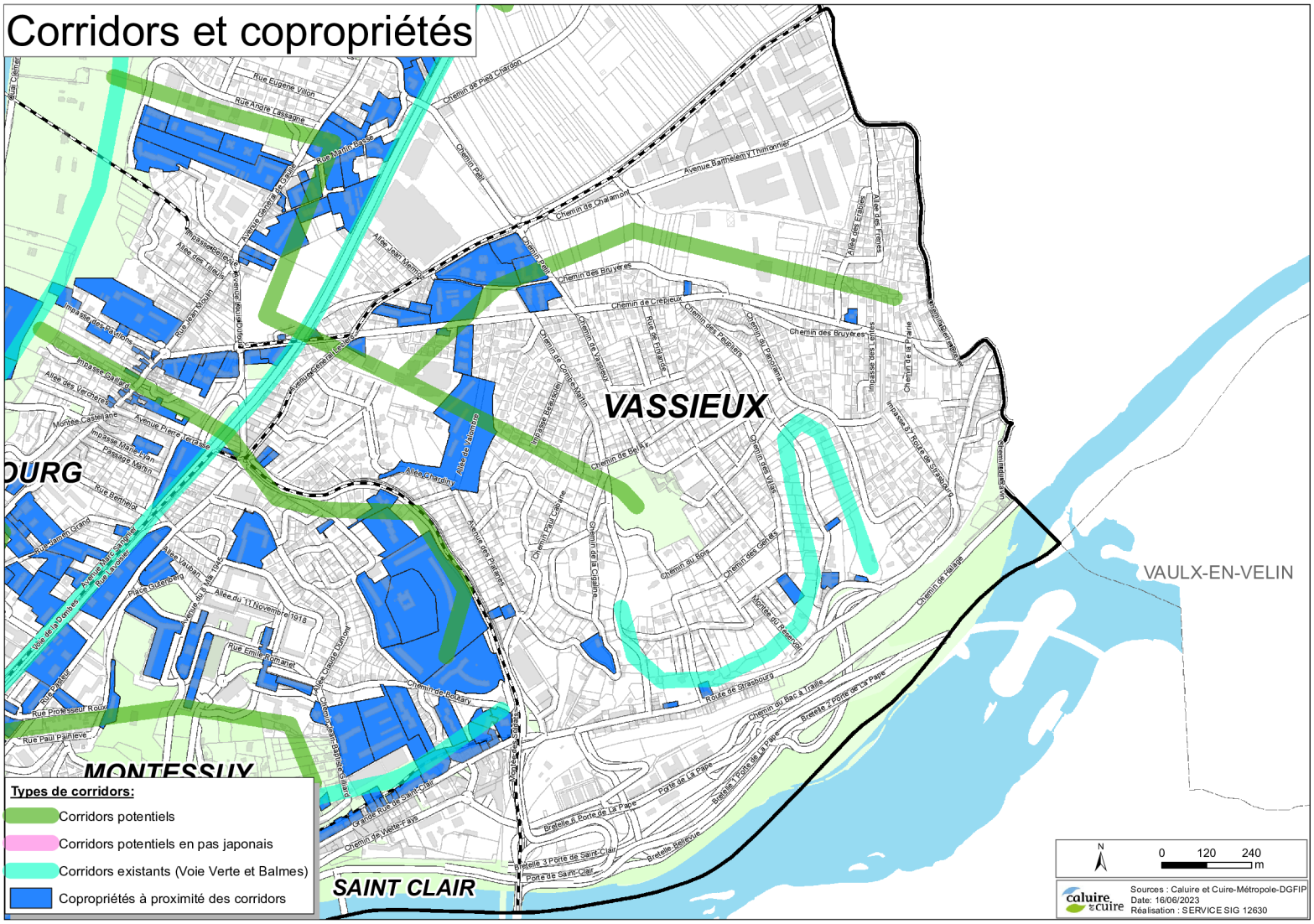
Carte


NEUVILLE SUR SAÔNE
FONTAINES SUR SAÔNE
RILLIEUX LA PAPE
CALUIRE ET CUIRE
VAULX EN VELIN
ECULLY
LYON
VILLEURBANNE
DÉCINES CHARPIEU
MEYZIEU
TASSIN LA DEMI LUNE
CRAPONNE
SAINTE FOY LÈS LYON
BRON
CHASSIEU
OULLINS
SAINT FONS
VÉNISSIEUX
SAINT-PRIEST
SAINT-GENIS LAVAL
PIERRE BÉNITE
IRIGNY
FEYZIN
CORBAS
GIVORS
COMMUNE PRIORITAIRE
COMMUNE NON PRIORITAIRE
NORD

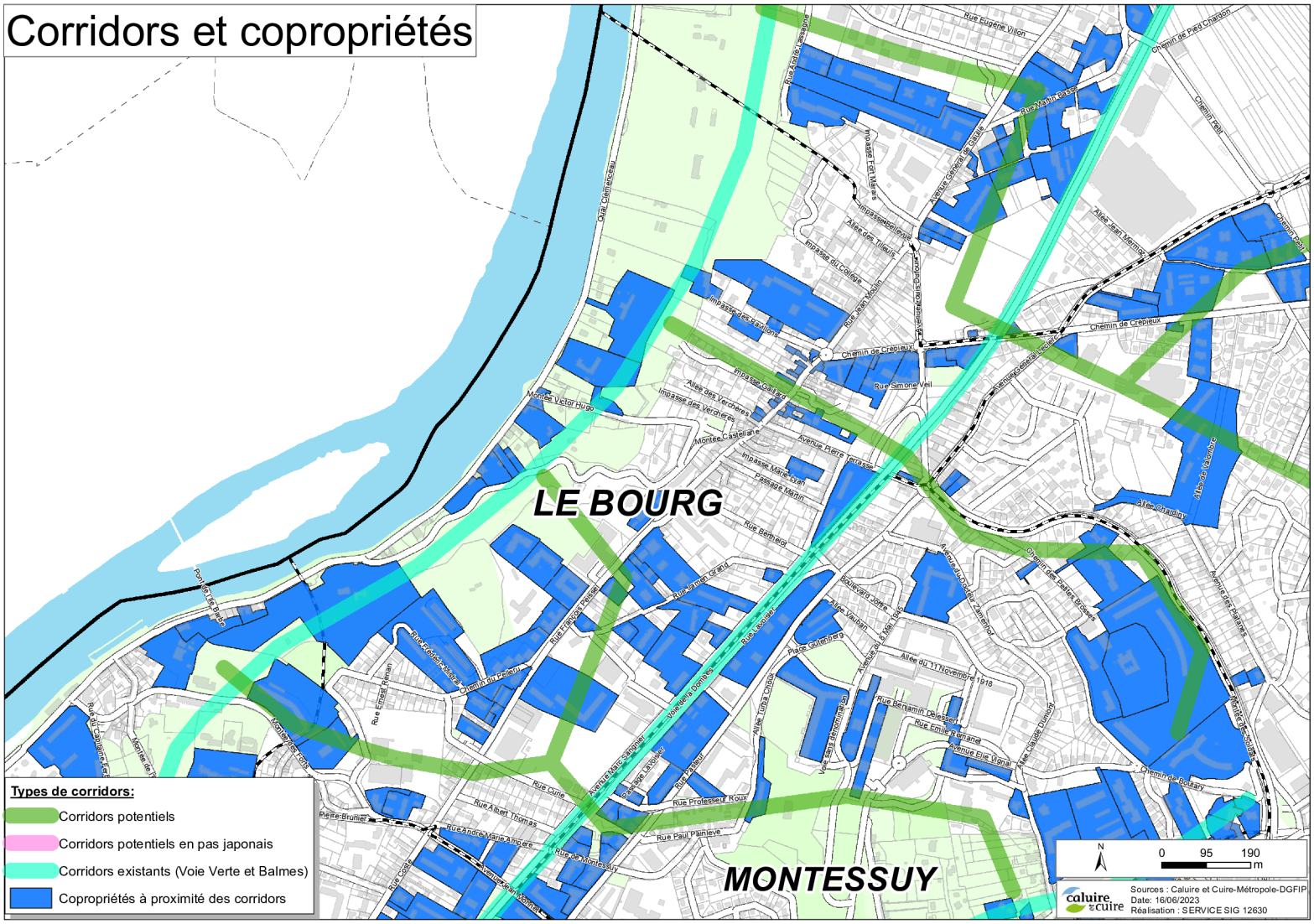
Corridors et copropriétés



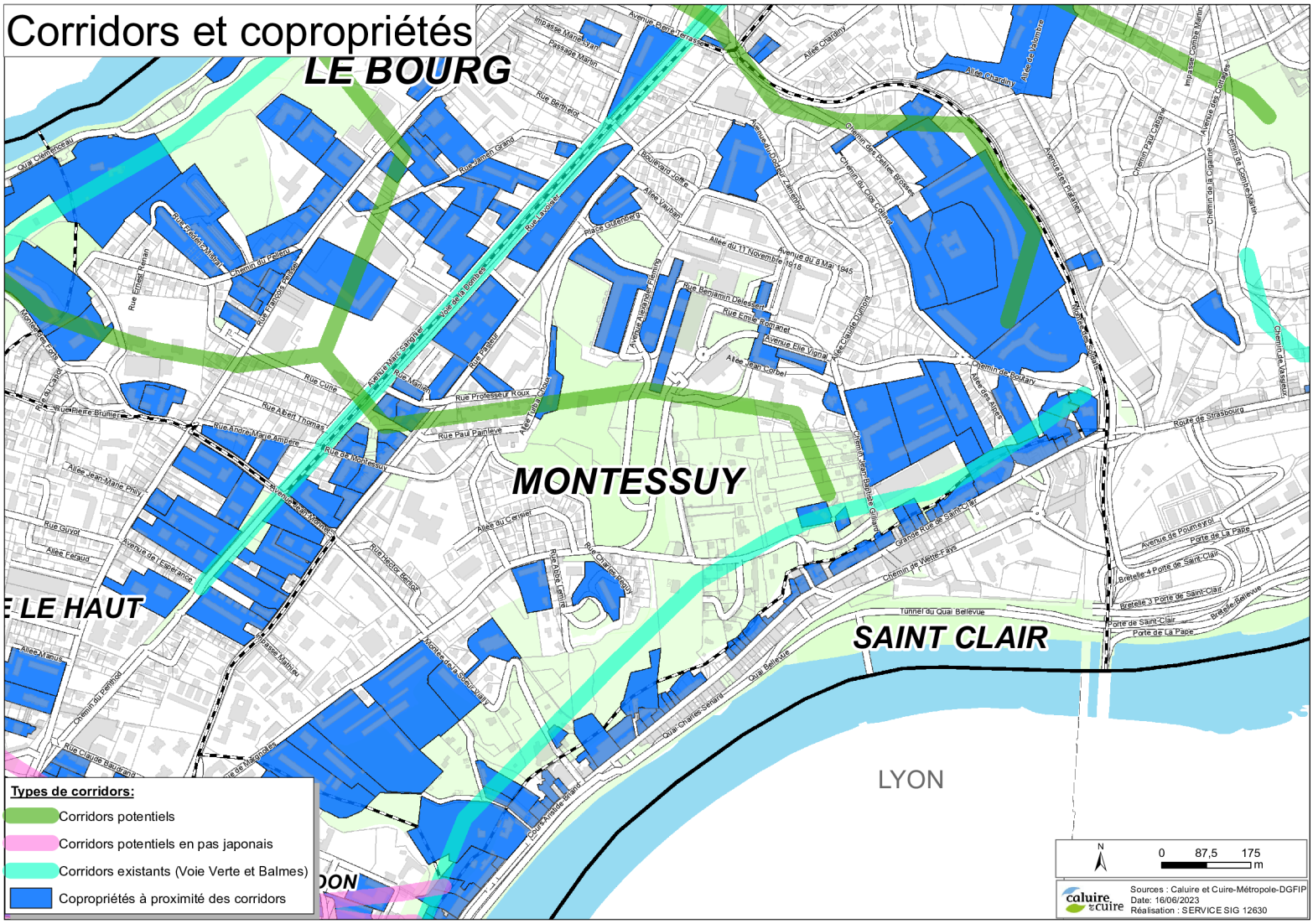
Corridors et copropriétés



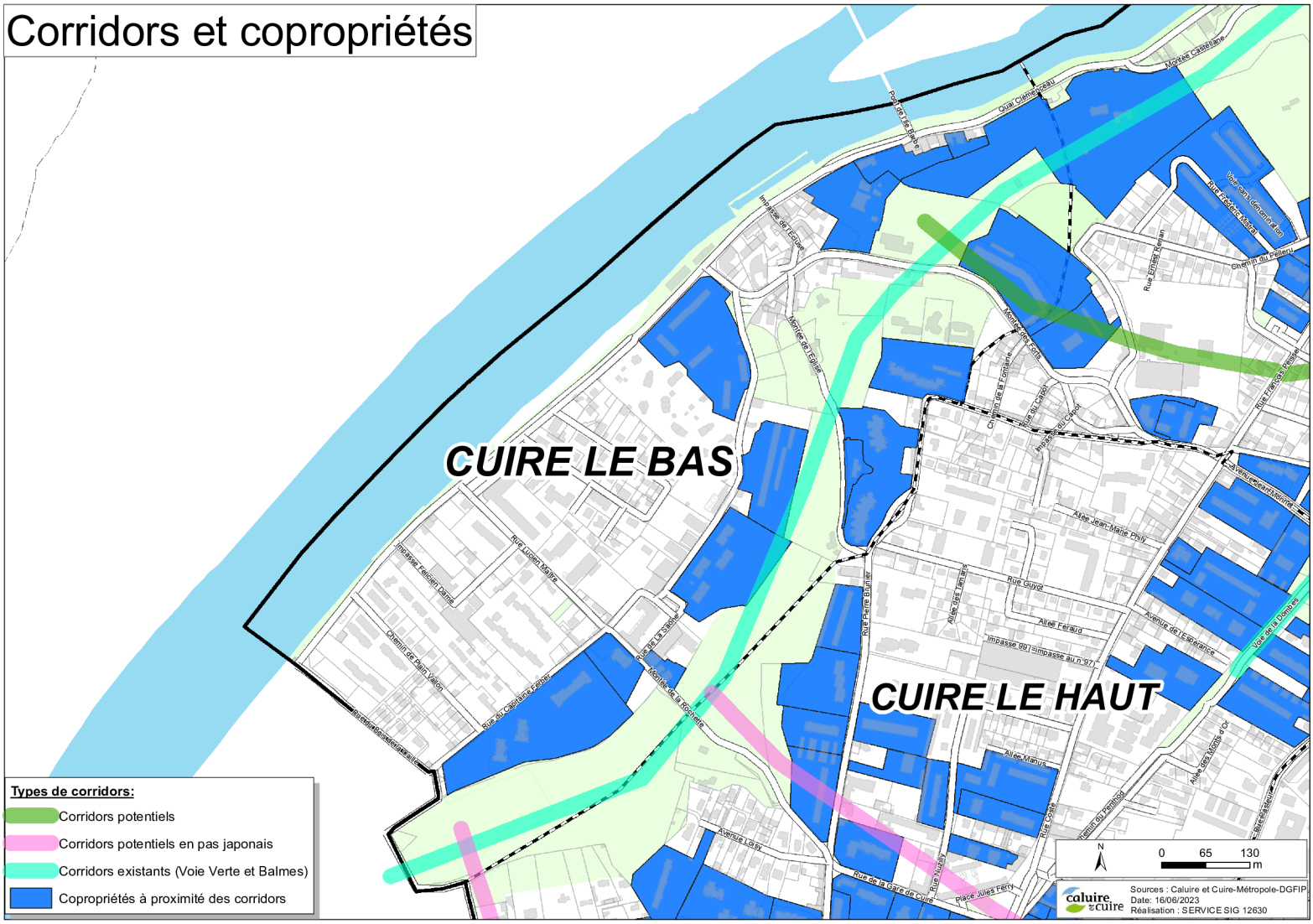
Corridors et copropriétés



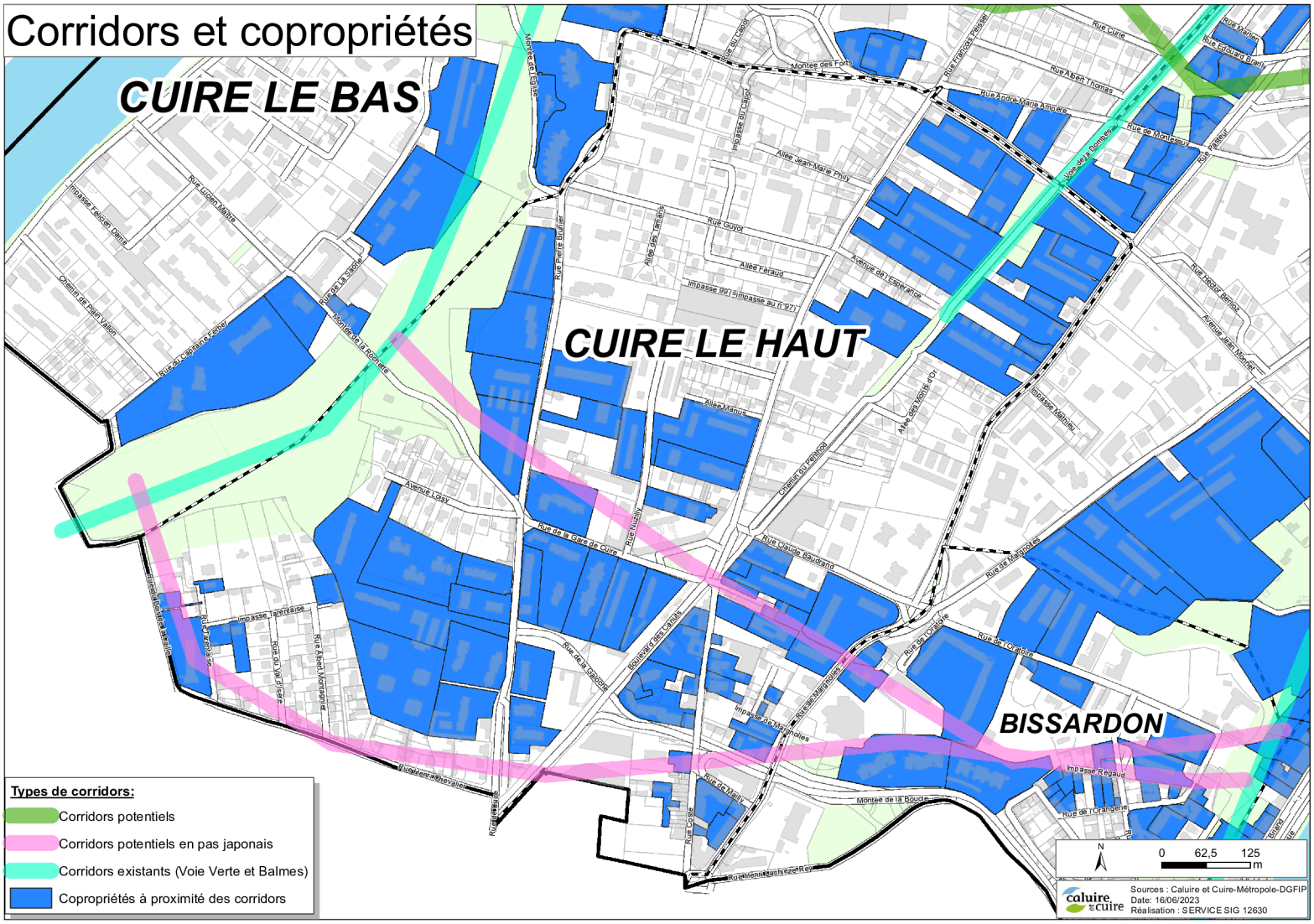
Corridors et copropriétés



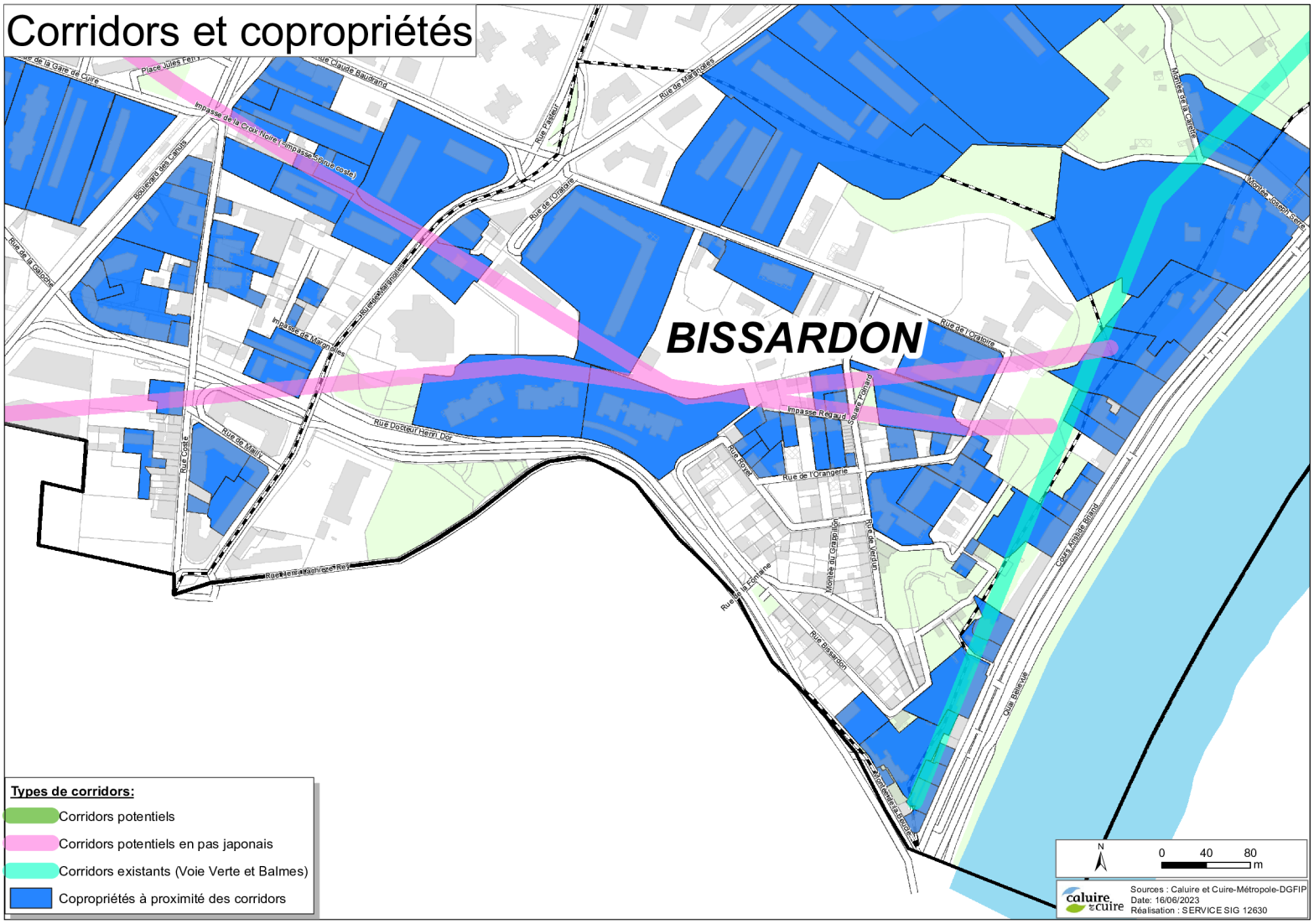
Corridors et copropriétés



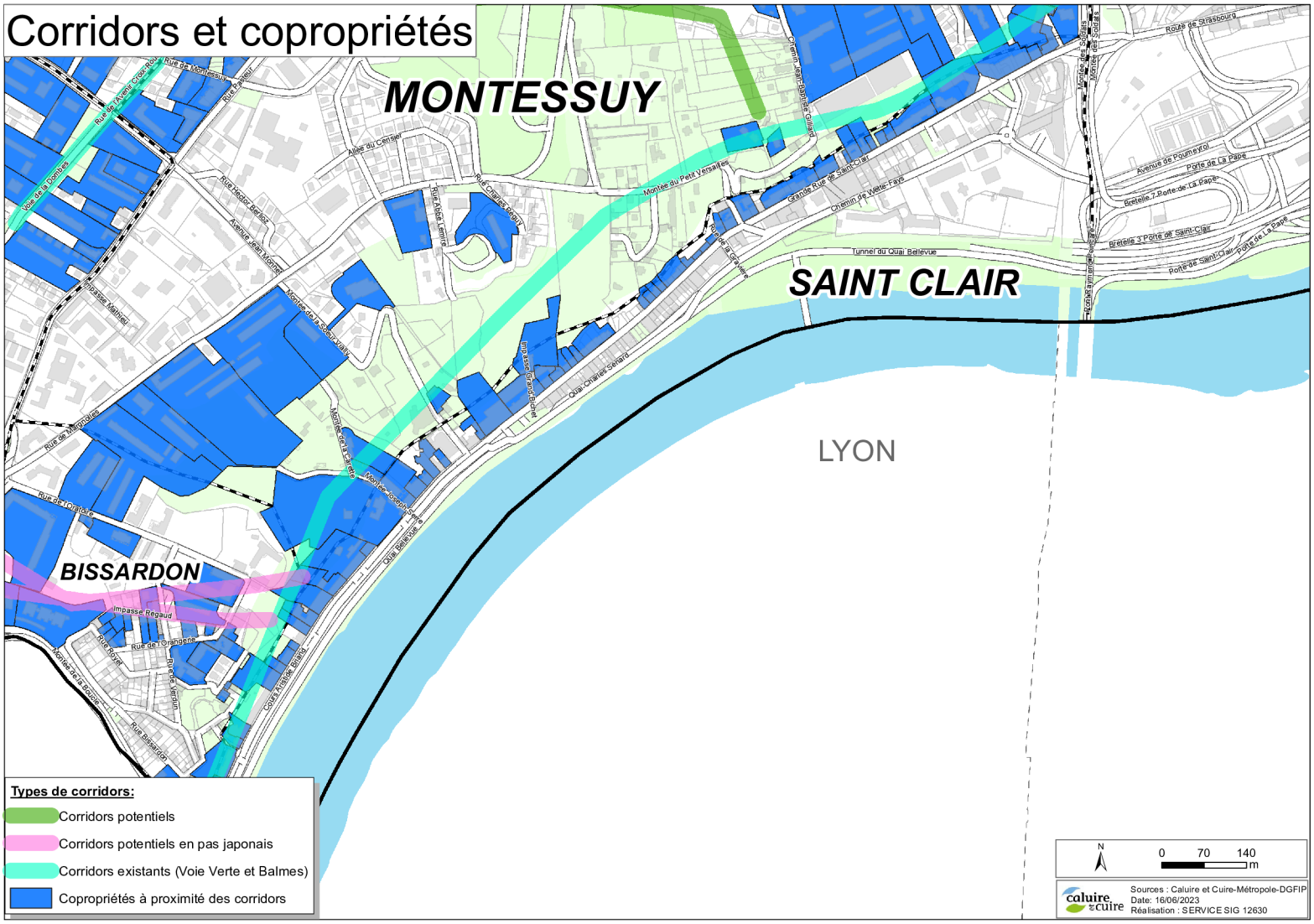
Corridors et copropriétés



Corridors et copropriétés



Corridors et copropriétés



NOM DE LA COPROPRIETE	ADRESSE	QUARTIER
SANS NOM	8 MONTEE DES LILAS	BISSARDON
SANS NOM	55 MONTEE DE LA BOUCLE	BISSARDON
SANS NOM	10 RUE DE VERDUN	BISSARDON
SANS NOM	12 RUE DE L'ORANGERIE	BISSARDON
MONTEE DES LILAS	17 - 19 MONTEE DES LILAS	BISSARDON
SANS NOM	10 RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	8 MONTEE DES LILAS	BISSARDON
SANS NOM	1- 1BIS RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
RESIDENCE DE LA BOUCLE	13 RUE ROYET	BISSARDON
LE BISSARDON	23 à 29 RUE DE L'ORATOIRE	BISSARDON
SANS NOM	15 RUE DE L'ORANGERIE	BISSARDON
LE PARC DE L ORATOIRE	17 RUE DE L'ORATOIRE	BISSARDON
SANS NOM	29 RUE DE VERDUN	BISSARDON
SANS NOM	27 RUE DE VERDUN	BISSARDON
SANS NOM	10 RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	9 RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	11 RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	7 IMPASSE REGAUD	BISSARDON
SANS NOM	31 RUE DE VERDUN	BISSARDON
EN CONSTRUCTION	1 à 7 RUE DE L ORATOIRE	BISSARDON
SANS NOM	17BIS RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	14 RUE DE L ORATOIRE	BISSARDON
LA BOUCLE	53 MONTEE DE LA BOUCLE	BISSARDON
SANS NOM	57 MONTEE DE LA BOUCLE	BISSARDON
SANS NOM	26 RUE DE MARGNOLLES	BISSARDON
SANS NOM	19 RUE DE L'ORATOIRE	BISSARDON
SANS NOM	17 RUE ROYET	BISSARDON
SANS NOM	19 RUE ROYET	BISSARDON
SANS NOM	3 RUE DE L ORANGERIE	BISSARDON
SANS NOM	15 RUE ROYET	BISSARDON
LE CLOS NEYRAC	20-22 RUE DE MARGNOLLES	BISSARDON
LE FONTAINIER / LES TERRASSES DE LA BOUCLE	13 BIS RUE ROYET	BISSARDON
LE CHANTEFLEUR	20 RUE DE L'ORATOIRE	BISSARDON
LE VOLLIER	16 - 18 RUE DE L'ORATOIRE / 38 - 40 RUE DE MARGNOLLES	BISSARDON
SANS NOM	17 MONTEE DES FORTS	CUIRE LE BAS
SANS NOM	2 MONTEE DE LA ROCHETTE	CUIRE LE BAS
SANS NOM	8BIS RUE DU CAPITAINE FERBER	CUIRE LE BAS
SANS NOM	7-9 MONTEE DE LA ROCHETTE	CUIRE LE BAS
LE BOIS DES SOURCES	4 - 6 RUE DU CAPITAINE FERBER	CUIRE LE BAS
DOMAINE DE HAUTERIVE	91 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE BAS
SANS NOM	97 à 101 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE BAS
LA VILLA DES ROCHES	54 QUAI CLEMENCEAU	CUIRE LE BAS
RESIDENCE BELLERIVE	27 QUAI CLEMENCEAU	CUIRE LE BAS
SANS NOM	87RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE BAS
LA RIVETTE	23 à 41 MONTEE DES FORTS	CUIRE LE BAS
SANS NOM	47 QUAI CLEMENCEAU	CUIRE LE BAS
SANS NOM	52 QUAI CLEMENCEAU	CUIRE LE BAS
LE PARC FERBER	12 RUE DU CAPITAINE FERBER	CUIRE LE BAS
LE PRIVE	1 RUE DE LA GARE DE CUIRE	CUIRE LE HAUT
L'AIGLE	49 à 51 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
RESIDENCE COSTE	104 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
ICF LE JARDIN DES FLEURS	29 TER RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LES CIMAISES	23 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LES PRELUDES	18 BIS RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LE PARC BRUNIER	17 A 19 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LE THULE	146 AVENUE JEAN MONNET	CUIRE LE HAUT
LA ROCHETTE	59 à 65 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LE MONT JOLI	49 - 51 RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
RESIDENCE CAP OUEST	250 - 276 AVENUE JEAN MONNET	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	43 BIS RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
LE GAI SEJOUR	53 - 55 RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	106 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE BEL HORIZON	53 à 57 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	15 BIS RUE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
LA FONTAINE DES CANUTS	304 BOULEVARD DES CANUTS	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	16 à 20 RUE DE LA GARE DE CUIRE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	56 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE TRIANGLE D OR	3BIS à 7BIS RUE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	58 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	9 RUE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
LES CALMES	18 RUE HENRI CHEVALIER	CUIRE LE HAUT

RESIDENCE D'AUBIGNY	58 BIS RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE NUZILLY	32 - 36 RUE NUZILLY	CUIRE LE HAUT
LE PRIVILEGE	2 à 4BIS RUE DE LA GARE DE CUIRE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	17 RUE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	35 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
COTE CROIX ROUSSE	40 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
RESIDENCE BEAUMANOIR	41 - 43 RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
LE LONGCHAMP	100 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE PIERRE BRUNIER	41 à 47 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	10 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	2 à 4 RUE CLAUDE BAUDRAND	CUIRE LE HAUT
LES MAISONS NEUVES	12 à 14BIS RUE DE LA GARE DE CUIRE	CUIRE LE HAUT
LE PERGOLESE	25 à 27 RUE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
LES MAISONS NEUVES	50 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE DAUBIGNY	8 - 10 RUE CLAUDE BAUDRAND	CUIRE LE HAUT
LE 38 COSTE	38 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	19 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	38 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LE FERRY	77-83 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LES HAUTS DE CUIRE	6-8 RUE DE LA GARE DE CUIRE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	46 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	37-39 RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
RESIDENCE VILLA NUZILLY	39-41 RUE NUZILLY	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	49 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
AMBIANCE CANUTS	12 - 14 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	14BIS RUE TARENTAISE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	4 RUE DU BOIS DE LA CAILLE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	5-11 IMPASSE TARENTAISE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	9 IMPASSE TARENTAISE	CUIRE LE HAUT
LE BOIS DE LA CAILLE	21 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	7 IMPASSE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	3 IMPASSE DE MARGNOLLES	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	43 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	27 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	2 IMPASSE TARENTAISE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	60 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
SANS NOM	56 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
EN CONSTRUCTION	51 bis-53-55 rue Coste	CUIRE LE HAUT
LE VERSAILLES	122 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE SAPERO	33 RUE PASTEUR	CUIRE LE HAUT
LES THUYAS	88 RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LES CANUTS	272 BOULEVARD DES CANUTS	CUIRE LE HAUT
LE COSTE	414 BOULEVARD DES CANUTS	CUIRE LE HAUT
L'AIGLON I	42 à 48 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LA TARENTAISE	2 RUE TARENTAISE	CUIRE LE HAUT
LE TRIANGLE D'OR	4 RUE DE MAILLY	CUIRE LE HAUT
LES MONTS D OR	9 à 13 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
LE DELAUNAY	73 B RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
L ESTAMPILLE	50 à 52BIS RUE COSTE	CUIRE LE HAUT
LE FLORIAN	22 à 26 RUE PIERRE BRUNIER	CUIRE LE HAUT
RESIDENCE FRANCOIS PEISSEL (PARTIE 1)	2-4 CHEMIN DU PELLERU / 45 à 49 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	82 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
LE CENTRAL	13 AVENUE LOUIS DUFOUR	LE BOURG
SANS NOM	70 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
RESIDENCE AMPERE	2 RUE ANDRE MARIE AMPERE	LE BOURG
LES GRANDES TERRES	15 - 17 RUE JAMEN GRAND	LE BOURG
RESIDENCE PLEIN CIEL	13 RUE JAMEN GRAND	LE BOURG
VIA VERDE	24 -26 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG
COMING SAONE	78 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
LE TRIANON	36 - 36BIS AVENUE MARC SANGNIER	LE BOURG
SANS NOM	72 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
LA GRANGE	82 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
SANS NOM	65 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
SANS NOM	64 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
RESIDENCE MARC SANGNIER	1 à 9 AVENUE MARC SANGNIER	LE BOURG
SANS NOM	20 - 22 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG
LE PELLERU	6 A 12 RUE FREDERIC MISTRAL	LE BOURG
LE PARC DES GRANDES TERRES	42 AVENUE MARC SANGNIER	LE BOURG
SANS NOM	24 AVENUE MARC SANGNIER	LE BOURG
LE LIBERATION	71 A 77 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
RESIDENCE FRANCOIS PEISSEL (PARTIE 2)	1 BIS,3 ,5 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	6 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG

SANS NOM	11 IMPASSE DES PAVILLONS	LE BOURG
SANS NOM	125 RUE PIERRE BRUNIER	LE BOURG
LES PAVILLONS DE CALUIRE	10-12 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG
LA LIBELLULE	2 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG
LE GOUVERNEUR	67 à 73 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
LES TERRASSES DES MONTS D'OR	61 A 65 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	42 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	55 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
RESIDENCE CALUIRE	58 - 60 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	57 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	52 à 54 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	27 à 31 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	61 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
SANS NOM	66 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
LES SERRES	7 CHEMIN DU PELLERU / 41 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	8 CHEMIN DE CREPIEUX	LE BOURG
RESIDENCE DE LA POSTE	64 à 76 RUE FRANCOIS PEISSEL / 22 RUE JAMEN GRAND	LE BOURG
RESIDENCE ATLAS	9 RUE JAMEN GRAND	LE BOURG
SANS NOM	23 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	8 IMPASSE GAILLARD	LE BOURG
SANS NOM	82 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	102 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
LES ALLEES DU BOURG	51 à 51TER RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	76 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	IMPASSE DE L INDUSTRIE	LE BOURG
SANS NOM	27 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
CENTRALIA	62 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	41 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	4 AVENUE MARC SANGNIER	LE BOURG
SANS NOM	13 AVENUE PIERRE TERRASSE	LE BOURG
SANS NOM	9 MONTEE VICTOR HUGO	LE BOURG
SANS NOM	15 IMPASSE DES PAVILLONS	LE BOURG
SANS NOM	35 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	37 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	43 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	11 IMPASSE GAILLARD	LE BOURG
SANS NOM	51 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	53 RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	59BIS RUE JEAN MOULIN	LE BOURG
SANS NOM	IMPASSE DE L INDUSTRIE	LE BOURG
SANS NOM	10 IMPASSE DES PAVILLONS	LE BOURG
LES TERRASSES DE CALUIRE	11 - 13 CHEMIN DU PELLERU	LE BOURG
LE PEISSEL	35 - 37 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
SANS NOM	73 QUAI CLEMENCEAU	LE BOURG
LE THULE	133 AVENUE JEAN MONNET	LE BOURG
LE STADE	32 - 36 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
LE PELLERU	11 A 27 RUE FREDERIC MISTRAL	LE BOURG
LE PARC DES FRERES	55 A 59 RUE FRANCOIS PEISSEL	LE BOURG
LE TULLIANA	45 MONTEE DES FORTS	LE BOURG
LA CORNICHE D'OR	123 RUE PIERRE BRUNIER	LE BOURG
LE JARDIN SECRET	9 BIS RUE JAMEN GRAND	LE BOURG
LE VELASQUEZ	22 - 26 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
LE VAL PERTHUY	90 - 92 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
LES TERRASSES DU VERNAY	22 - 24 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
LE CLOS VERNAY I	10 - 12 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
LE VERSEAU	8 - 10 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
SANS NOM	4 MONTEE DU VERNAY	LE VERNAY
LE CHARDON	19 - 19BIS RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
RESIDENCE BLEU DE CEDRE	50 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
LE CRISTAL	8 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
DUVIC	23 CHEMIN DE CREPIEUX	LE VERNAY
SANS NOM	2 MONTEE DU VERNAY	LE VERNAY
SANS NOM	88 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
SANS NOM	19 - 19TER - 19BIS RUE ANDRE LASSAGNE	LE VERNAY
SANS NOM	11 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
RESIDENCE MARTIN BASSE	9 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
SANS NOM	32 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
SANS NOM	26 AVENUE LOUIS DUFOUR	LE VERNAY
RESIDENCE SERENA	124 QUAI CLEMENCEAU	LE VERNAY
LE CLEMENCEAU	104 BIS QUAI CLEMENCEAU	LE VERNAY
LES CEDRES BLEUS	14 - 16 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
LE CLOS VERNAY II	8 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY

LE SOHO	4 - 6 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
VILLA VERNAY	121 QUAI CLEMENCEAU	LE VERNAY
LES TILLEULS	3 CHEMIN PETIT	LE VERNAY
LES CEDRES DU VERNAY	7 BIS RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
LE CLOS DU VERNAY	29 MONTEE DU VERNAY	LE VERNAY
OPUS VERDE	4 AVENUE GEN DE GAULLE	LE VERNAY
SANS NOM	2 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
SANS NOM	2 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
LES BELGES III	17 A 19 AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
LE DOLCE VITA II	4 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
LE DOLCE VITA	4 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
SANS NOM	86 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
SANS NOM	52 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
SANS NOM	31 CHEMIN DE CREPIEUX	LE VERNAY
SANS NOM	104 QUAI CLEMENCEAU	LE VERNAY
LE VERNAY	13 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
L OCEANIQUE	4 RUE MARTIN BASSE	LE VERNAY
SANS NOM	120BIS QUAI CLEMENCEAU	LE VERNAY
LES MARRONNIERS	39-41-43 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
LARGILLIERE	14 -18BIS RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
LE HAUT VERNAY	20 RUE PIERRE BOURGEOIS	LE VERNAY
LES PRUNUS	5 CHEMIN JEAN PETIT	LE VERNAY
LES BELGES	11-15 AVENUE GEN DE GAULLE	LE VERNAY
LES FRONTS DE SAONE	25 A 27 RUE ANDRE LASSAGNE	LE VERNAY
LES HAUTS DE CALUIRE	19A A 19E AVENUE GENERAL DE GAULLE	LE VERNAY
SANS NOM	1 RUE DE MONTESSUY	MONTESSUY
SANS NOM	4 MONTEE JOSEH SERRE	MONTESSUY
SANS NOM	3-5 RUE DE MONTESSUY	MONTESSUY
LES TERRASSES DE LA VOIE VERTE	73 RUE PASTEUR	MONTESSUY
SANS NOM	7 MONTEE JOSEPH SERRE	MONTESSUY
LE PETIT VERSAILLES	18 à 28 CHEMIN JEAN BAPTISTE GILLIARD	MONTESSUY
LE BOSQUET	7 CHEMIN DE BOUTARY	MONTESSUY
SANS NOM	126 à 130 RUE PASTEUR	MONTESSUY
CITE ALPES FOREZ	14 à 22 RUE LAVOISIER	MONTESSUY
SANS NOM	77 à 81 RUE PASTEUR	MONTESSUY
CAP OUEST	243 à 299 AVENUE JEAN MONNET	MONTESSUY
RIVE VERTE	4BIS - 4TER RUE DE MONTESSUY	MONTESSUY
LE CLOS PASTEUR	63 à 65BIS RUE PASTEUR	MONTESSUY
LE 1888	67 à 71 RUE PASTEUR	MONTESSUY
SANS NOM	75 à 75TER RUE PASTEUR / 8 RUE EDOUARD BRANLY	MONTESSUY
SANS NOM	73BIS - 73TER RUE PASTEUR	MONTESSUY
LE BRANLY	1 à 5 RUE EDOUARD BRANLY	MONTESSUY
SANS NOM	3BIS CHEMIN JEAN-BAPTISTE GILLIARD	MONTESSUY
LE GREENWAY	6 BIS RUE EDOUARD BRANLY	MONTESSUY
RESIDENCE PASTEUR ECOLE	10 - 12 RUE LAVOISIER/ 97 RUE PASTEUR	MONTESSUY
LE CALMONT A	305 à 323 RUE EMILLE ROMANET	MONTESSUY
SANS NOM	11 CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
RESIDENCE PASTEUR	2 à 6 ALLEE TURBA CHOU	MONTESSUY
LE CALMONT B	300 à 304 AVENUE ELIE VIGNAL	MONTESSUY
RESIDENCE JEAN DESIRE TRAIT	101 à 116 AVENUE ALEXANDER FLEMING	MONTESSUY
L'EPERON	601 à 611 AVENUE DU 8 MAI 1945	MONTESSUY
LE PETIT BOIS	16 à 18 PLACE GUTENBERG / 201 à 203 AVENUE ALEXANDER	MONTESSUY
RESIDENCE CHANTOISEAU BEAUVOIR	19 CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
SANS NOM	25 CHEMIN JEAN-BAPTISTE GILLIARD	MONTESSUY
SANS NOM	3 à 7 PLACE LAURENT BONNEVAY	MONTESSUY
SANS NOM	86 à 86TER RUE PASTEUR	MONTESSUY
RESIDENCE CHANTEMERLE	33 CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
SANS NOM	20 CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
SANS NOM	3 CHEMIN JEAN-BAPTISTE GILLIARD	MONTESSUY
LES BARONS PERCHES	4 MONTEE DE LA SOEUR VIALLY	MONTESSUY
RESIDENCE MARGNOLLES	56 RUE DE MARGNOLLES	MONTESSUY
IMMOBILIERE RHONE ALPES	17 MONTEE DE LA SOEUR VIALLY	MONTESSUY
LE PANORAMIC	19 CHEMIN DE BOUTARY	MONTESSUY
LES SEMIRAMIS	44 - 46 RUE DE MARGNOLLES	MONTESSUY
LA CARETTE	48 RUE DE MARGNOLLES	MONTESSUY
LE PARC DU RHONE	10-12 CHEMIN DE BOUTARY	MONTESSUY
LES PETITES BROSSES	19 BIS CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
LES HORIZONS	11 à 17 CHEMIN DE BOUTARY	MONTESSUY
LES CHENETS	17 BIS CHEMIN DES PETITES BROSSES	MONTESSUY
LE PETIT BOIS	211 A 214 RUE BENJAMIN DELESSERT	MONTESSUY
LES SOPHORES	20 - 20BIS MONTEE DE LA SOEUR VIALLY	MONTESSUY
LE TELSTAR	76 - 78 RUE DE MARGNOLLES	MONTESSUY

L ARISTIDE	54 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE MYRIAGONE	155 BIS GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	14 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE UP	135 à 153 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LES BERGES DE SAINT CLAIR	81 à 89 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
L HERBOUVILLE	28 - 28BIS COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	27 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
RESIDENCE ETUDIANTE LES PORTES DE SAINT CL/	157 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	155 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	103 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	40-40BIS COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE BELLERIVE	32 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE BEAURIVAGE	52-53 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	29 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE MERCURE	15 à 17 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
L OREE DE LYON	109 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	105 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	107 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	47 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE POLYGONE	155BIS GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
VILLA POUMEYROL	157BIS GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	91 - 93 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	22 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	39 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	23 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LES HIRONDELLES	101 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	26 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	38 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	42 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	34 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	24 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	37 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	35 - 36 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	19-21 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	111 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LA BALME	71- 71BIS GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	67 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	43 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	63 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	69 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	77 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	73 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
RESIDENCE DU SQUARE	9 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	3 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	5 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	6 - 7 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	1 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	8 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	47 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	49 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	51 à 61 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	7 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LES EAUX	113-119 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LE GRAND BICHET	48-50 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LES ILES	121 à 129 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LES ORANGERS	11-12 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
LE FLOREAL	45 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
LES JARDINS DE SAINT CLAIR	11BIS AU 29 GRANDE RUE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	1 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
RESIDENCE AMARANTE	11 GRANDE RUE DE SAINT CLAIR	SAINT CLAIR
SANS NOM	4 - 5 COURS ARISTIDE BRIAND	SAINT CLAIR
SANS NOM	65 ROUTE DE STRASBOURG	VASSIEUX
SANS NOM	29 ROUTE DE STRASBOURG	VASSIEUX
SANS NOM	25 ROUTE DE STRASBOURG	VASSIEUX
SANS NOM	67 ANCIENNE ROUTE DE STRASBOURG	VASSIEUX
SANS NOM	10 CHEMIN DES VILLAS	VASSIEUX
SANS NOM	78 MONTEE DES SOLDATS	VASSIEUX
LE PICARDY	32 - 32BIS AVENUE GENERAL LECLERC	VASSIEUX
SANS NOM	76 MONTEE DES SOLDATS	VASSIEUX
SANS NOM	16 MONTEE DES SOLDATS	VASSIEUX
LE CLOS DES ERABLES	38 BIS AVENUE GENERAL LECLERC	VASSIEUX
TERRE DE CIEL	323 CHEMIN DES BRUYERES	VASSIEUX

SANS NOM	58 CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX
LE REPLAT	12 CHEMIN PETIT	VASSIEUX
ROSA PERRY	50 CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX
SANS NOM	99 CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX
RESIDENCE VALOMBRE	1 A 19 ALLEE DE VALOMBRE	VASSIEUX
SANS NOM	23 AVENUE DES COTTAGES	VASSIEUX
SANS NOM	133TER CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX
SANS NOM	1 AVENUE DES PLATANES	VASSIEUX
SANS NOM	16 CHEMIN DES PEUPLIERS	VASSIEUX
LES BRUYERES	151 CHEMIN DES BRUYERES	VASSIEUX
LES SALAMANDRES	55 CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX
LES HESPERIDES	38 AVENUE GENERAL LECLERC	VASSIEUX
L ECRIN	67 CHEMIN DE CREPIEUX	VASSIEUX

DIRECTION DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE

Subvention complémentaire pour la végétalisation des copropriétés

FORMULAIRE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION

Identification du demandeur

Nom : Prénom :

Adresse concernée par la mise en place du matériel sollicité :

DÉCISION D'ATTRIBUTION

Le dossier est complet.

Subvention à verser :

Montant de la subvention obtenue par la Métropole de Lyon	Montant de la subvention de la Ville de Caluire et Cuire
	10 % des montants éligibles et plafonnés à 10 000 euros TTC
Total de la subvention à verser	

A Caluire et Cuire, le …./…./2025

Signature de l'élu référent

M. TOLLET : Soucieux de répondre aux enjeux de la transition écologique, le Conseil municipal a approuvé dès 2023 le principe d'une subvention complémentaire à celle de la Métropole de Lyon pour la végétalisation des copropriétés à hauteur de 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros. L'objectif est d'encourager la densification du patrimoine végétal. Le 24 juin 2024, le conseil de la Métropole a adopté une évolution de ce dispositif en l'ouvrant aux espaces verts en copropriété dans les lotissements, aux établissements et services médico-sociaux et aux établissements publics, eux-mêmes bailleurs de logements à loyer modéré. La Métropole de Lyon peut subventionner entre 30 et 65 % du coût du projet, selon certaines conditions et critères précisés dans le règlement d'aides financières qui est annexé à la délibération. Les conditions d'attribution de la subvention complémentaire de la Ville de Caluire et Cuire sont précisées dans le rapport. Le dispositif renouvelé s'applique à compter du 1er janvier 2025. Il est donc demandé au Conseil municipal d'octroyer une subvention complémentaire fixée à 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros par copropriété demandeuse et de consacrer une enveloppe financière de 20 000 euros pour le subventionnement de la végétalisation des copropriétés au budget 2025.
Il y a deux demandes d'intervention, M. GILLARD et M. ATTAR BAYROU.

M. GILLARD : J'ai en fait une question. Nous soutenons cette aide de la Ville pour la végétalisation des copropriétés. Nous avons noté que la Ville a beaucoup communiqué sur l'aide dans les réunions de présidents de conseil syndical et au marché, lorsque les jardiniers sont en contact des habitants. En revanche, nous aimerions avoir un retour sur l'efficacité de cette aide en termes de nombre de dossiers et de montants alloués, pour voir si c'est une aide qui est populaire et suffisamment connue pour que les citoyens la demandent.

M. TOLLET : Merci. Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, chers collègues, nous souhaiterions attirer votre attention sur l'octroi de ces subventions. Ce n'est pas tout. Notre groupe souhaiterait qu'il y ait une vraie politique de végétalisation des espaces publics et des copropriétés afin d'accentuer la présence des corridors écologiques et la végétalisation des espaces publics de notre commune. Enfin, nous attirons votre attention sur la pratique de certains copropriétaires, qui n'hésitent pas à couper des arbres assez remarquables, changeant la nature des espaces et les écosystèmes naturels qui font la beauté de notre ville et le bien-être de notre commune.

M. TOLLET : Merci pour ces interventions. Pour vous répondre, Monsieur GILLARD, un seul dossier a été présenté en 2024, pour 1 447 euros qui ont été versés. Le problème est que la Métropole a mis beaucoup de temps à traiter les dossiers et beaucoup de dossiers sont en attente. Je vous rappelle que nous versons la subvention une fois que le dossier est traité à la Métropole et que le versement de la subvention est effectué par la Métropole. À partir de là, nous instruisons sur les quelques critères complémentaires que nous demandons. Je pense que nous en aurons beaucoup plus en 2025, parce que nous nous attendons à ce que le flux des dossiers nous arrive.

Monsieur ATTAR BAYROU, il est vrai que des gens ne respectent pas la loi. Malheureusement, je relève souvent des infractions sur ceux qui se permettent de couper des arbres sur des espaces végétalisés, sur des EBC. C'est vrai que nos moyens sont très faibles, puisque nous remontons ces infractions au procureur, et c'est le procureur qui décide si, oui ou non, il poursuit son action. La plupart du temps, pour des arbres, malheureusement, il laisse passer. C'est bien dommage. En revanche, cela me permet de rebondir sur le beau prix que nous avons pu avoir et que nous sommes allés chercher avec M. le Maire et l'ensemble des agents des espaces verts de la Ville de Caluire et Cuire à Paris, cette Fleur d'or. Je rappelle qu'il y a seulement huit communes en France qui ont eu cette Fleur d'or cette année. C'est vraiment une reconnaissance du travail des agents, du travail de tous les services de la Ville. Je tiens à les remercier officiellement devant vous ce soir pour la qualité de ce travail, la préservation de notre cadre de vie. Le jury l'a vraiment remarqué. Dans l'ensemble de nos délibérations, il y a toujours quelque chose par rapport à l'environnement,

par rapport à la mise en valeur de notre patrimoine végétal. C'est une belle récompense. Je vous félicite vraiment tous parce que vous votez les délibérations et, derrière, les services appliquent finalement ce que nous votons. Tout le monde peut être fier d'avoir obtenu cette Fleur d'or.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_076 DISPOSITIF D'AIDE FINANCIÈRE À L'ACQUISITION DE VÉLOS - ANNÉE 2025

M. MICHON *:*

Afin d'encourager la mobilité active et le développement des modes de déplacement dits doux, la Ville a mis en place par délibération n°2023_065 du 5 juin 2023 une aide financière afin d'accompagner les Caluirards dans l'achat d'un vélo. Ce dispositif a été renouvelé pour 2024 par la délibération n°2023_166 du 18 décembre 2023.

Il est proposé de reconduire ce dispositif pour l'année 2025 selon le cadre suivant :
- acquisitions de vélos réalisées entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 ;
- quatre types de vélos sont éligibles au dispositif :
• les vélos cargos ou familiaux et vélos pour les personnes à mobilité réduite (PMR) ou en situation de handicap (handbike) neufs ou d'occasion, électriques ou mécaniques,
• les vélos pliants neufs ou d'occasion, électriques ou mécaniques,
• les vélos à assistance électrique (VAE) neufs ou d'occasion,
• les vélos mécaniques individuels ou familiaux, neufs ou d'occasion reconditionnés.

L'aide de la Ville est limitée à une par personne sur une durée de 4 ans. Elle est cumulable avec l'aide de la Métropole de Lyon sous réserve que le montant total des aides accordées n'excède pas 80% du prix d'achat.
L'aide de la Métropole doit être demandée en préalable à l'aide de la Ville.
Les demandes devront parvenir à la Ville dans les 60 jours suivant la date de notification définitive de l'aide de la Métropole.

Le montant de l'aide attribuée dépend du revenu fiscal de référence et du nombre de parts fiscales. Le tableau ci-dessous indique, selon la situation du bénéficiaire en termes de revenus, le pourcentage de l'aide et le montant de l'aide plafonnée :

Revenu fiscal de référence/nombre de parts fiscales	VAE – Vélos pliants électriques – Kit d'électrification (prix d'achat < ou = à 3 200 €)	Vélos familiaux électriques (Cargos/bi et tri-porteurs/allongés) – Vélos type hanbike	Vélos familiaux mécaniques	Vélos pliants mécaniques (prix d'achat < ou = à 3 200 €)
Montant inférieur à 19 600 €	250 € (25 % du prix d'achat TTC)	500 € (25 % du prix d'achat TTC)	400 € (25 % du prix d'achat TTC)	150 € (25 % du prix d'achat TTC)
Montant supérieur à 19 600 €	50 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	50 € (25 % du prix d'achat TTC)

Ce dispositif s'adresse uniquement aux particuliers caluirards. Les personnes morales ne sont pas éligibles.

Pour bénéficier de l'aide de la Ville, le demandeur devra fournir :
- une facture à son nom attestant de l'achat du vélo,
- le dernier avis d'imposition permettant de justifier le revenu fiscal,
- un justificatif de domicile permettant d'attester habiter à Caluire et Cuire au cours de l'année 2025,
- la notification définitive de l'aide accordée par la Métropole,
- un RIB à son nom.
- L'obtention de cette aide sera conditionnée au suivi d'une formation à la pratique du vélo. Le demandeur devra donc fournir une attestation de suivi.

Afin de permettre à la trésorerie le versement de l'aide, un formulaire de décision d'attribution sera établi par la Ville sur la base des éléments transmis par le demandeur.
Pour l'année 2025, la Ville a défini une enveloppe de crédits de 10 000 € pour ce dispositif. Les aides seront attribuées aux dossiers complets dans l'ordre de leur arrivée et dans la limite de l'enveloppe budgétaire définie pour cette opération.

Ce nouveau dispositif entre en vigueur au 1er janvier 2025 et n'est pas rétroactif.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER le renouvellement du dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos pour 2025 ;

- DE DIRE que ce dispositif est susceptible d'être reconduit par délibération pour les années suivantes ;

- D'ACCORDER un montant d'aide tenant compte du revenu fiscal du demandeur et du type d'achat tel que défini dans le tableau figurant dans la présente délibération ;

- D'APPROUVER le formulaire d'attribution figurant en annexe de la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées au compte nature 20421 fonction 70 du budget 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE

SUBVENTION POUR L'ACQUISITION DE VÉLO – ANNÉE 2025

FORMULAIRE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION

Identification du demandeur

Nom – Prénom :

Adresse complète :

Caractéristiques

- Type de vélo acheté :
- Montant :
- Situation du bénéficiaire en terme de revenu :

DÉCISION D'ATTRIBUTION

Dossier complet :

Subvention à verser :

Type de vélo acheté	Prix d'acquisition	Montant de la subvention
	€	% de ..... € avec plafond de ... €
Total de la subvention à verser		€

A Caluire et Cuire , le

Signature de l'élu référent

M. MICHON : Afin d'encourager la mobilité active, la Ville de Caluire et Cuire a mis en place depuis 2023 une aide financière afin d'accompagner les Caluirards dans l'achat d'un vélo. Il vous est proposé de reconduire ce dispositif pour l'année 2025. Le montant de l'aide attribuée dépend du revenu fiscal de référence et du nombre de parts fiscales. Pour l'année 2025, la Ville a défini une enveloppe de crédit de 10 000 euros pour ce dispositif. Les aides seront attribuées aux dossiers complets dans l'ordre de leur arrivée et dans la limite de l'enveloppe budgétaire définie pour cette opération.

M. TOLLET : Merci, Monsieur MICHON. Monsieur GILLARD et Monsieur ATTAR BAYROU.

M. GILLARD : J'avais le même type de question que pour le point d'avant. Il a été évoqué le chiffre de 2023 où 25 aides avaient été attribuées, pour 4 525 euros. Je voulais savoir si vous aviez les chiffres pour 2024 et s'il y a une progression. J'avais l'impression que la communication sur l'aide n'était pas très importante sur le *Rythmes*. Je ne suis pas sûr que tous les citoyens soient au courant qu'il y a une aide sur les vélos.

M. TOLLET : Merci. Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, tout d'abord, notre collègue Bastien JOINT a fait un lapsus en nommant une partie de mon nom, mais je suis tout de même fier aujourd'hui qu'il y ait deux BAYROU en conseils municipaux et je souhaite au Premier ministre longue vie et, en même temps, c'est peut-être l'esprit des BAYROU, l'esprit de concertation. Je m'adresse à mon collègue du groupe écologique. Les BAYROU, c'est la concertation. Vous pourrez me poser des questions, je serai là pour y répondre.
Hormis cela, Monsieur le Premier Adjoint, il nous est demandé de voter sur le dispositif d'aide financière à l'acquisition des vélos. Nous pouvons estimer qu'il y a une rupture d'égalité envers tous ceux qui utilisent des transports à deux roues à moteur thermique ou électrique. Seuls ceux à moteur électrique se voient gratifiés d'une subvention. Nous aurions pu espérer récompenser ceux qui réellement se soucient de leur santé et de l'environnement en utilisant uniquement leurs forces musculaires, sans avoir recours à l'assistance électrique, car ce que l'on nomme « vélo à assistance électrique » n'est ni plus ni moins qu'un vélo à moteur. Nous rappelons ainsi notre demande qu'il soit instauré un permis de conduire pour tous les cyclistes, que le port du casque soit obligatoire, que le Code de la route soit identique pour tous les véhicules empruntant la voie publique et qu'il soit instauré un permis à points, ainsi qu'une plaque obligatoire permettant la verbalisation et une meilleure utilisation, plus citoyenne et respectueuse, du vélo, et plus particulièrement vis à vis des piétons. Monsieur le Maire, quand on fait des leçons aux automobilistes, sachez… Excusez-moi, c'est le lyrisme. Monsieur le Premier Adjoint, sachez que, quelque part, quand on nous fait des leçons sur le Code de la route, il faudrait déjà que les intéressés le respectent. Quand on voit l'anarchie qui règne à Lyon aux feux, je crois que cela pourra coûter très cher à la société, parce que, certes, humainement, les cyclistes peuvent avoir des accidents graves, et cela peut aussi coûter cher après à la société, à la Sécurité sociale. J'espère que nos amis cyclistes, qui ne sont que 9 % à Caluire, ce qui ne fait pas une majorité, seront peut-être un peu plus respectueux du Code de la route pour tous.

M. TOLLET : Merci, Monsieur ATTAR BAYROU. Le financement n'est pas que pour les vélos électriques, rassurez-vous ; même les vélos mécaniques sont subventionnés. Même musculaires, imaginez. Monsieur ATTAR BAYROU, demandez à M. BAYROU, justement, de faire évoluer la loi s'agissant de toutes vos demandes qui ne sont pas de la compétence de la Ville et que vous sollicitez. Demandez à M. BAYROU qu'il fasse le nécessaire.

M. ATTAR BAYROU : Vous me prêtez un avenir.

M. TOLLET : Sur l'année 2024, nous avons distribué 3 250 euros de subventions et 5 450 euros en 2023. C'est un tout petit peu moins sur cette année 2024. Il y a eu 38 dossiers en totalité. Là aussi, la Métropole a mis un peu de temps. Je crois qu'elle n'a plus beaucoup d'argent et elle bloque un peu les dossiers. Je vois arriver un nombre très important de demandes de subvention

en ce moment, que je signe. En fait, ils ont dû débloquer un peu, peut-être pour la fin d'année. Nous vous redonnerons les bons chiffres pour l'année 2024.
Cela dit, je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_077 CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA S.N.C. CAL 69, 21 AVENUE BARTHÉLÉMY THIMONNIER

***M. TOLLET** :*

La Société en Nom Collectif Cal 69, appartenant au groupe Maïa Immobilier, a acquis le 24 janvier 2023 les locaux industriels situés au 21 avenue Barthélémy Thimonnier dans la zone PERICA, avec pour projet d'installer un exploitant spécialisé dans la livraison dernier kilomètre. Ainsi, le bâtiment entièrement rénové et raccordé au réseau de chaleur urbain, accueillera la livraison de marchandises alimentaires et non alimentaires, puis les redistribuera en petite quantité à des détaillants aux moyens de véhicules propres.

Dans le cadre de son projet, la SNC Cal 69 avait sollicité l'accord de la commune pour lui accorder l'autorisation de placer deux issues de secours, l'une donnant sur le centre technique municipal, l'autre, sur le terrain de la cuisine centrale, afin de permettre l'évacuation du personnel dans les situations de panique liées notamment au risque incendie, tout autre cas de pénétration sur les parcelles communales étant formellement interdit. Une convention signée le 26 septembre 2023 a formalisé l'autorisation de passage dans les conditions précitées.

Depuis, la SNC Cal 69 a reconsidéré le montage de son projet. Elle souhaite en définitive céder son bien immobilier à un fonds de pension, tout en réalisant elle-même les travaux pour le compte du propriétaire, par la signature d'un contrat de promotion immobilière. Un accord sur cette base a été trouvé entre les deux parties.
En conséquence, le fonds de pension, dans la perspective de louer le bien en offrant notamment des garanties en matière de sécurité dans le bâtiment, a sollicité la Ville afin de transformer la convention de passage en convention de servitude. De fait l'autorisation de passage qui engageait les seules parties signataires pour une période donnée se transforme en un droit réel attaché aux parcelles concernées.

A ce jour, la commune n'a consenti qu'un droit de passage, limité dans le temps et intuitu personae. Au contraire, la servitude de passage est un droit réel, et non personnel comme à ce jour, mais à l'instar du droit de passage actuel, elle sera limitée dans ses conditions d'utilisation.
Le projet de convention de servitude rédigé par les notaires des deux parties comporte les points suivants :

Le propriétaire du fonds servant, soit la commune, constitue au profit du fonds dominant, soit la SNC CAL 69 ou par son acquéreur, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage, à titre exceptionnel, depuis les deux issues de secours créées sur le fonds servant, qui ne pourra être utilisé qu'en cas d'alerte ou d'incident grave pouvant affecter la sécurité du personnel du fonds dominant.

Etant ici précisé :

- *que le fonds dominant est le suivant :*

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 21 Rue Barthélémy Thimonnier, Lieudit "Terres des Lièves",
Un bâtiment anciennement à usage commercial et de stockage, comprenant :
- au rez-de-chaussée : un local et bureaux,
- au premier étage : des bureaux,
- au sous-sol : des locaux à usage de stockage.
Et terrain d'assiette aménagé en stationnement et aires de circulation.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	*N°*	*Lieudit*	*Surface*
AD	*93*	*23 AV BARTHELEMY THIMONNIER*	*00 ha 17 a 50 ca*
AD	*94*	*21 AV BARTHELEMY THIMONNIER*	*00 ha 57 a 40 ca*

Total surface : 00 ha 74 a 90 ca

- *que le fonds servant est le suivant :*

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 106 Avenue du Général Leclerc, 19, Avenue Barthélémy,
Divers bâtiments correspondant au centre technique municipal et au futur siège de la cuisine centrale municipale.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	138	108 AV GENERAL LECLERC	00 ha 10 a 03 ca
AD	139	106 AV GENERAL LECLERC	00 ha 82 a 02 ca
AD	145	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 42 a 86 ca
AD	146	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 05 a 17 ca

Total surface : 01 ha 40 a 08 ca

L'usage et l'accès doit être strictement exceptionnel et est formellement interdit dans le cas d'une utilisation normale du bâtiment.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, pour le besoin de leurs activités.

Il s'exercera sur la totalité du fonds servant.
L'accès audit fonds servant depuis les issues de secours est libre pour le propriétaire du fonds dominant qui ne pourra en revanche pas accéder à la voirie publique depuis les parcelles grevées, ces dernières étant fermées par plusieurs portails.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage.
L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inadaptée à l'assiette dudit passage.
Enfin, en cas d'utilisation excessive de ce droit de passage, qui doit rester exceptionnel, le propriétaire du fonds servant se chargera de saisir toute juridiction compétente afin de faire cesser ce trouble.
France Domaine, dans son avis du 18 octobre 2024, a donné une valeur vénale arbitrée à 150 €.
Les frais relatifs à la conclusion de cette servitude seront intégralement supportés par la S.N.C. CAL 69.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitude telle qu'annexée à la présente délibération entre la commune et la S.N.C. CAL 69 ou son acquéreur ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer tous les actes et documents relatifs à cette convention de servitude, qui sera passée pour le compte de la commune par Actalion Notaires, à Lyon 3ème ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

105400501
HGO/ROV

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,
LE
A LYON - 3ème (Rhône), 1, rue Montebello, au siège de l'office notarial, ci-après nommé,

Maître Hélène GRENIER-OBEJI, notaire soussigné, au sein de la Société à Responsabilité Limitée « ACTALION Notaires », titulaire d'offices notariaux.
Nommée pour exercer en l'office notarial situé à LYON (3ème), 1, rue Montebello, identifié sous le numéro CRPCEN 69009,

Notaire assistant le propriétaire du FONDS SERVANT,

Avec le concours à distance, en son office notarial, de Maître Carole POULAIN-CHARPENTIER, notaire à LYON (69003), 144, Avenue Maréchal de Saxe, assistant le propriétaire du FONDS DOMINANT,

A RECU LE PRESENT ACTE CONTENANT CONSTITUTION DE SERVITUDE.

« PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT »

La Société dénommée **CAL 69**, Société en nom collectif au capital de 1.000,00 €, dont le siège est à LYON 5ÈME ARRONDISSEMENT (69005), 1, rue de l'antiquaille, identifiée au SIREN sous le numéro 922.394.408 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

« PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT »

La **COMMUNE DE CALUIRE-ET-CUIRE**, Collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du Rhône, dont l'adresse est à CALUIRE-ET-CUIRE (69300), Hôtel de Ville Place du Docteur Frédéric Dugoujon, identifiée au SIREN sous le numéro 216.900.340.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS

- Le fonds dominant appartenant à la société dénommée CAL 69 est détenu en toute propriété.
- Le fonds servant appartenant à la COMMUNE DE CALUIRE-ET-CUIRE est détenu en toute propriété.

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- La Société dénommée CAL 69 est représentée à l'acte par la société dénommée MDPI, Société par actions simplifiée au capital de 10.000,00 €, ayant son siège à social à LYON (69005) 1 rue de l'Antiquaille, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro SIREN 920 278 728, en sa qualité de Gérant de la Société CAL 69, nommée à cette fonction suivant délibération des associés en date du 15 décembre 2022.
La société MDPI est elle-même représentée par la société dénommée MAÏA IMMOBILIER, société Anonyme au capital de 10.000.000,00 € dont le siège social est situé à LYON (69005) 1 rue de l'Antiquaille, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro SIREN 498 428 820, en sa qualité de Président, nommé à cette fonction aux termes de l'article 29 des statuts de la société.
La société MAÏA IMMOBILIER est elle-même représentée par Madame Véronique ALLEGRETTE, en sa qualité de Directeur Général de ladite Société, nommé à cette fonction en vertu d'une délibération des associés en date du 4 mars 2024.

- La COMMUNE DE CALUIRE-ET-CUIRE est représentée à l'acte par Monsieur Philippe COCHET, agissant en sa qualité de Maire de CALUIRE-ET-CUIRE, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération en date du ++ 2024 n°++, dont une copie demeurera annexée aux présentes.
Le représentant de la COMMUNE DE CALUIRE-ET-CUIRE déclare que cette délibération est devenue exécutoire par suite de sa transmission à la préfecture du Rhône et sa publication le ++.

TERMINOLOGIE

- Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT" désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.
- Le terme "PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT" désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts ;
- qu'il n'a été formé aucune opposition au présent acte par un éventuel cogérant.

Le propriétaire du fonds servant déclare qu'il n'y a aucune opposition à la constitution de la présente servitude par suite de :

- procès en cours portant sur l'assiette de sa propriété ;
- existence d'une inscription et défaut d'autorisation préalable du créancier à la présente constitution de servitude ;
- servitude de même usage et de même assiette déjà consentie auprès d'un tiers et non révélée ;
- impossibilité naturelle connue par lui de consentir une servitude de cette nature.

DOMAINE PUBLIC

Le fonds servant est le domaine public.
La constitution de servitude est établie conformément aux dispositions de l'article L 2122-4 du Code de la propriété des personnes publiques qui dispose que des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnées à l'article L 1 du Code général de la propriété des personnes publiques, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent.

Le notaire indique qu'une telle servitude ne peut être perpétuelle, elle sera obligatoirement rapportée si l'affectation future du domaine public rend incompatible l'exercice de ladite servitude. Les parties déclarent qu'à ce jour la création de ladite servitude n'est pas incompatible avec l'affectation actuelle du domaine public qui est la suivante : centre technique municipal et futur siège de la cuisine centrale municipale.

DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du télétransmise à la Préfecture du Rhône le , dont une ampliation est annexée.
La délibération a été prise au vu de l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat en date du 18 octobre 2024 dont une ampliation est annexée.
La délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.
Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé n'est à ce jour pas encore écoulé, ce que reconnaît tant le propriétaire du fonds dominant que le propriétaire du fonds servant qui se reconnaissent parfaitement informés et déclarent en faire leur affaire personnelle.
Il est précisé en tant que de besoin que le contenu de la délibération et l'avis de la direction de l'immobilier de l'Etat précisent le type de servitude, son assiette, et ses modalités d'exercice et de redevance tels qu'ils sont rapportés ci-après.

DESIGNATION DES BIENS

- I - FONDS DOMINANT

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 21 Rue Barthélémy Thimonnier, Lieudit "Terres des Lièves",

Un bâtiment anciennement à usage commercial et de stockage, comprenant :
- au rez-de-chaussée : un local et bureaux,
- au premier étage : des bureaux,
- au sous-sol : des locaux à usage de stockage.

Et terrain d'assiette aménagé en stationnement et aires de circulation.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	93	23 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 17 a 50 ca
AD	94	21 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 57 a 40 ca

Total surface : 00 ha 74 a 90 ca

Tel que le Bien existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

LOTISSEMENT

Les parcelles ci-dessus visées forment les lots numéros 17A et 17B (17A : AD 94 et 17B : AD 93) du lotissement à usage industriel dénommé "TERRES DES LIEVRES" approuvé par Monsieur le Préfet du département du Rhône, conformément à son arrêté en date du 21 mai 1963 dont une ampliation a été déposé au rang des minutes de Maître BONNETON notaire à CALUIRE-ET-CUIRE, le 2 octobre 1963, publié au service de la publicité foncière de LYON 1, le 16 octobre 1963, volume 667, numéro 2126.

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Julie LAUTREY notaire à VINDRY-SUR-TURDINE le 24 janvier 2023, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 22 février 2023, volume 2023P, numéro 4907.

- II - FONDS SERVANT

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 106 Avenue du Général Leclerc, 19, Avenue Barthélémy,

Divers bâtiments correspondant au centre technique municipal et au futur siège de la cuisine centrale municipale.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	138	108 AV GENERAL LECLERC	00 ha 10 a 03 ca
AD	139	106 AV GENERAL LECLERC	00 ha 82 a 02 ca
AD	145	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 42 a 86 ca
AD	146	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 05 a 17 ca

Total surface : 01 ha 40 a 08 ca

Tel que le Bien existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Effet relatif

Concernant la parcelle cadastrée section AD n◦138 :
Acquisition suivant acte reçu par Maître ROBIN notaire à CALUIRE-ET-CUIRE le 5 janvier 1999 et le 21 janvier 1999, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 12 mars 1999, volume 1999P, numéro 2202.

Concernant la parcelle cadastrée section AD n◦139 :
Acquisition suivant acte reçu par Maître LANDRIC notaire à LYON le 30 août 1988 et le 24 octobre 1988, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 18 novembre 1988, volume 1988P, numéro 9326.
Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 3 février 1989 et publiée au service de la publicité foncière de LYON 1, le 8 février 1989 volume 1989P numéro 1052.

Concernant la parcelle cadastrée section AD n◦145 :
Acquisition suivant acte reçu par Maître VAN GORP notaire à LYON le 20 mars 2018, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 29 mars 2018, volume 2018D, numéro 5789.

Concernant la parcelle cadastrée section AD n◦146 :
Acquisition suivant acte reçu par Maître ROBIN notaire à CALUIRE-ET-CUIRE le 30 mai 2003, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 16 septembre 2003, volume 2003P, numéro 7149.

ORIGINE DE PROPRIETE

FONDS DOMINANT

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ IMMEDIATE

Lesdits biens appartiennent à la société dénommée CAL 69 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La Société dénommée JMCL, Société civile immobilière au capital de 1000 €, dont le siège est à FONTAINES-SUR-SAONE (69270), 29 quai Jean-Baptiste Simon Le Parc Saint-Louis, identifiée au SIREN sous le numéro 500602453 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Julie LAUTREY, notaire à VINDRY-SUR-TURDINE (69490), le 24 janvier 2023.
Moyennant un prix de vente payé comptant et quittancé à l'acte selon les règles de la comptabilité publique.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 le 22 février 2023, volume 2023P, numéro 4907.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ ANTÉRIEURE

L'origine de propriété antérieure contenue au sein du titre de propriété de la société dénommée CAL 69 est ci-après littéralement retranscrite :
« ***ACQUISITION PAR NORBAIL IMMOBILIER & OSEO FINANCEMENT DU 24 OCTOBRE 2007***

Aux termes de l'acte reçu par Maître DELORME notaire à TARARE le 24 octobre 2007, publié au service de la publicité foncière de LYON 1 le 26 décembre 2007, volume 2007P, numéro 10171, les sociétés :
1°) NORBAIL IMMOBILIER, société anonyme au capital de 8.000.000 euros, dont le siège est à PARIS (75008), 50, rue D'anjou, identifiée au SIREN sous le numéro 352.109.656 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de PARIS.
2°) et OSEO FINANCEMENT, société anonyme au capital de 377.230.064.00 euros, dont le siège est à MAISONS-ALFORT (94700), 27 à 31, avenue du Général Leclerc, identifiée au SIREN sous le numéro 320252489 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de CRETEIL.
Ont acquis le bien objet des présentes à concurrence de moitié chacune, NORBAIL IMMOBILIER étant alors chef de file, de :
1°) La société dénommée M.L.V, société à responsabilité limitée au capital de 907.500,00 euros, dont le siège est à SAINT-BERNARD (01600), 207, chemin de la Prière, identifiée au SIREN sous le numéro 398.678.664 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BOURG EN BRESSE.
2°) Monsieur Alexandre Emile Marie VERON, directeur export, époux de Madame Marina Haziena ZIEL, demeurant à SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370), 48, avenus Gabriel Péri,
Né à LYON (69003) le 20 novembre 1955,
Divorcé en premières noces de Madame Frédérique Christine Bernadette MAILLOT et marié en secondes noces avec Madame Marina Haziena ZIEL sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Me DELORME, notaire à LYON, le 24 juin 1992, préalable à son union célébrée à la mairie de SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR (69370), le 3 juillet 1992.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.
3°) Madame Béatrice Gilberte Marie VERON, gérante de société, épouse de Monsieur Jean-Marc Albert Jacques GORSSE, demeurant à SAINT-ROMAIN-DE-POPEY (69490), la Malaudière,
Née à LYON (69002) le 29 août 1957,
Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes de son contrat de mariage reçu par Me DELORME, notaire à LYON, le 3 juin 1980, préalable à son union célébrée à la mairie de LYON (69006), le 26 juin 1980.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis. De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le paiement d'un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.
Audit acte ont été effectuées les déclarations ordinaires et de droit en pareille matière.
Le société JMCL est par ailleurs intervenue à l'acte en sa qualité de futur preneur en crédit-bail.

CREDIT-BAIL IMMOBILIER ENTRE NORBAIL & OSEO FINANCEMENT AU PROFIT DE JMCL EN DATE DU 24 OCTOBRE 2007

Aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique DELORME, Notaire à TARARE, le 24 octobre 2007 il a été conclu un crédit-bail immobilier portant sur le bien objet des présentes, entre :
1°) NORBAIL IMMOBILIER, susnommée
2°) et OSEO FINANCEMENT, susnommée.

Le Crédit-Bail Immobilier a été consenti pour une durée de QUINZE (15) années entières et consécutives, qui a commencé à courir le 24 octobre 2007 pour prendre fin le 23 octobre 2022.

Le Crédit-Bail Immobilier a été conclu sous diverses charges, conditions et obligations habituelles en pareille matière.
Cet acte a été publié au 1er bureau des hypothèques de LYON, les 17 décembre 2007 et 16 janvier 2008, volume 2007 P, numéro 9929.

LEVEE D'OPTION PAR LA SOCIETE JMCL EN DATE DU 24 OCTOBRE 2022

Aux termes d'un acte reçu par Maître Julie LAUTREY, notaire soussignée le 24 octobre 2022 il a été constaté la levée d'option en exécution du contrat de crédit-bail sus-analysé par la société JMCL, venderesse aux présentes susnommée.
Conformément aux stipulations du crédit-bail la société dénommée NORBAIL-IMMOBILIER, chef de file, et la société dénommée BPIFRANCE (anciennement OSEO FINANCEMENT), alors CREDIT-BAILLEUR ont vendu à la société JMCL, alors CREDIT-PRENEUR le bien objet des présentes sous les charges et conditions de droit en pareille matière.
Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.
Audit acte, le crédit bailleur a notamment déclaré :
- Que le Crédit-Preneur a dûment exécuté toutes les obligations à sa charge au titre du Crédit-Bail Immobilier ;
- Que tous comptes entre les Parties, au titre du Crédit-Bail Immobilier étaient entièrement et définitivement apurés à la date du 24 octobre 2022
Et qu'en conséquence, les Parties n'avaient plus rien à se réclamer mutuellement au titre de l'exécution du Crédit-Bail Immobilier.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Il résulte de l'acte reçu par Maître DELORME notaire à TARARE le 24 octobre 2007 contenant vente par la Société M.L.V., Monsieur Alexandre VERON et Madame Béatrice VERON au profit de la Société NORBAIL IMMOBILIER et OSEO FINANCEMENT, l'origine de propriété suivante dont le texte est ci-après littéralement retranscrit :
Il résulte du titre acquisitif du vendeur l'origine de propriété suivante dont le texte est ci-après littéralement retranscrit :

« Le VENDEUR est devenu propriétaire de la façon suivante :
Les parcelles vendues appartiennent aux vendeurs par les faits et actes suivants :
En application de l'article 44 de la loi sur les nouvelles régulations économique du 15 mai 2001, les sociétés civiles non immatriculées au Registre du commerce et des sociétés à compter du 1er novembre 2002 ont perdu leur personnalité morale à compter de cette même date.

Les sociétés PRO ROUTE et LE CHEVREUIL, originairement propriétaires du bien, n'ayant pas procédé à cette immatriculation, leur personnalité morale s'est éteinte.
En conséquence, les biens et droits immobiliers qui dépendaient du patrimoine des sociétés PRO ROUTE et LE CHEVREUIL, appartiennent désormais indivisément aux associés desdites sociétés, chacun en proportion de leurs droits respectifs dans le capital social.

<u>En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD n° 93</u>, lesdits biens appartenaient à la société civile immobilière dénommée « LE CHEVREUIL », dont le siège social était à LYON (69006), 61 cours Lafayette, société au capital de 10.000 francs, constituée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LYON du 1er juillet 1965 déposé au rang des minutes de Me DELORME, notaire à LYON, le 4 février 1966, enregistré à LYON, le 28 février 1966 volume 367, bordereau 463/3, laquelle société n'était pas immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Ladite société était propriétaire du terrain de par l'acquisition qu »elle en a faite de la SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE LYON (SERL), société d'économie mixte, au capital de 60.000 francs dont le siège est à LYON, 70 rue de Molière, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 57B 808, aux termes d'un acte reçu par Me DELORME, notaire à LYON et Me BONNETON, notaire à CALUIRE, les 3 et 4 février 1966, dont une copie a été publiée au premier bureau des hypothèques de LYON, le 2 mars 1966, volume 3824, n° 19.
Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.
Pour les constructions par suite de l'édification qui en a été effectué par la société MAJORETTE, dont le siège social est à CALUIRE, 21-23 avenue Barthélémy Thimonnier, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 61B 503, en vertu du bail à construction qui lui a été consenti aux termes d'un acte reçu par Me DELORME, notaire à LYON, le 1er juillet 1971, dont une copie a été publiée au bureau des hypothèques de LYON, le 26 avril 1971, volume 6860 n°16.
Etant précisé que la durée du bail a été fixé à échéance du 30 juin 1989, et qu'à cette date, les constructions se sont trouvés dévolues à la société LE CHEVREUIL.

Concernant la parcelle cadastré section AD n° 94, ledit bien appartenait à la société civile immobilière PRO ROUTE dont le siège social était à LYON, 61 cours Lafayette, société au capital de 10.000 francs constituée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LYON du 1er juillet 1965 déposé au rang des minutes de Me DELORME, notaire à LYON, les 3 et 4 février 1966 et enregistré à LYON, le 28 février 1966, volume 367 numéro 463/4.
Cette société était propriétaire du terrain de par l'acquisition qu'elle en a faite de la SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE LYON (SERL), société sus-nommé, aux termes d'un acte reçu par Me DELORME, notaire à LYON et Me BONNETON, notaire à CALUIRE, les 3 et 4 février 1966, publié au bureau des hypothèques de LYON le 15 mars 1966, volume 3834 N° 16.
Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.
Pour les constructions, par suite de l'édification qui en a été effectuée par la société RAIL ROUTE JOUETS, société anonyme au capital de 400.000 francs dont le siège social est à LYON, rue Alfred Musset, immatriculée au registre du commerce de LYON sous le numéro 61b 503, en vertu du bail à construction qui lui a été consenti aux termes d'un acte reçu par Me DELORME, notaire à LYON, le 25 mars 1966, publié le 26 avril 1966, volume 3860 numéro 16.

Etant précisé que la durée de ce bail a été fixée à échéance du 31 décembre 1984, et qu'à cette date les constructions se sont trouvés dévolues à la société PRO ROUTE.
Par suite de la dissolution de la SCI LE CHEVREUIL et PRO ROUTE, les biens immobiliers possédés par elles et présentement vendus, se sont trouvés dévolus à leurs associés, dans l'indivision entre eux, et au prorata de leurs droits respectifs dans le capital social, savoir :
- *la société MLV pour 99,8%*
- *Monsieur Alexandre VERON pour 0,1%,*
- *Et Madame Béatrice GORSSE pour 0,1%* »

FONDS SERVANT

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ IMMÉDIATE

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 138 :

La commune de CALUIRE-ET-CUIRE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AD numéro 138 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, Etablissement Public administratif créé en vertu de la loi n◦ 66-1069 du 31 décembre 1966, ayant son siège à LYON (3ème) 20, rue du Lac.

Devenue désormais la METROPOLE DE LYON, Collectivité territoriale identifiée au SIREN sous le numéro 200 046 977, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est à LYON 3ÈME ARRONDISSEMENT (69003), 20 rue du Lac.

Aux termes d'un acte reçu par Maître ROBIN notaire à CALUIRE-ET-CUIRE le 5 janvier 1999 et le 21 janvier 1999.

Moyennant un prix de vente payé comptant et quittancé à l'acte selon les règles de la comptabilité publique.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 le 12 mars 1999, volume 1999P, numéro 2202.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 139 :

La commune de CALUIRE-ET-CUIRE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AD numéro 139 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, Etablissement Public administratif créé en vertu de la loi n◦ 66-1069 du 31 décembre 1966, ayant son siège à LYON (3ème) 20, rue du Lac.

Devenue désormais la METROPOLE DE LYON, Collectivité territoriale identifiée au SIREN sous le numéro 200 046 977, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est à LYON 3ÈME ARRONDISSEMENT (69003), 20 rue du Lac.

Aux termes d'un acte reçu par Maître LANDRIC notaire à LYON le 30 août 1988 et le 24 octobre 1988.

La cession est intervenue à titre gratuit.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 le 18 novembre 1988, volume 1988P, numéro 9326.

Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 3 février 1989 et publiée au service de la publicité foncière de LYON 1, le 8 février 1989 volume 1989P numéro 1052.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 145 :

Rappel de division cadastrale : Etant ici précisé que la parcelle cadastrée section AD numéro 142 a été divisée en deux parcelles suivant document d'arpentage dressé le 12 novembre 2002 sous le numéro 1172, savoir les parcelles cadastrées section AD numéros 145 et 146.

La commune de CALUIRE-ET-CUIRE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AD numéro 145 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La METROPOLE DE LYON, Collectivité territoriale identifiée au SIREN sous le numéro 200 046 977, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est à LYON 3ÈME ARRONDISSEMENT (69003), 20 rue du Lac.

Aux termes d'un acte reçu par Maître VAN GORP, notaire à LYON, le 20 mars 2018.

Moyennant un prix de vente payé comptant et quittancé à l'acte selon les règles de la comptabilité publique.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 le 29 mars 2018, volume 2018D, numéro 5789.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 146 :

Rappel de division cadastrale : Etant ici précisé que la parcelle cadastrée section AD numéro 142 a été divisée en deux parcelles suivant document d'arpentage dressé le 12 novembre 2002 sous le numéro 1172, savoir les parcelles cadastrées section AD numéros 145 et 146.

La commune de CALUIRE-ET-CUIRE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AD numéro 146 par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La Société dénommée SARL NEUVIMOUSSE, Société à responsabilité limitée au capital de 15.000 EUROS, dont le siège est à CALUIRE ET CUIRE (69300) 19, avenue Barthélemy Thimonnier, identifiée au SIREN sous le numéro 418 124 996 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Aux termes d'un acte reçu par Maître ROBIN notaire à CALUIRE-ET-CUIRE le 30 mai 2003.

Moyennant un prix de vente payé comptant et quittancé à l'acte.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 le 16 septembre 2003, volume 2003P, numéro 7149.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ ANTÉRIEURE

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 138 :

L'origine de propriété antérieure contenue au sein du titre de propriété de la commune de CALUIRE-ET-CUIRE est ci-après littéralement retranscrite :

« *L'immeuble objet de la présente vente appartient à LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON venderesse aux présentes pour l'avoir acquis à titre gratuit de la Commune de CALUIRE ET CUIRE, aux termes d'un acte administratif en date du 24 Novembre 1976 dont une expédition a été publiée au premier bureau des hypothèques de LYON le 26 novembre 1976 volume 1593 n° 15.* »

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 139 :

L'origine de propriété antérieure contenue au sein du titre de propriété de la commune de CALUIRE-ET-CUIRE est ci-après littéralement retranscrite :

« *La COMMUNAUTE URBAINE DE LYON est propriétaire de l'immeuble présentement cédé ainsi qu'il résulte d'un acte administratif publié au premier bureau des hypothèques de LYON, le 25 NOVEMBRE 1976, volume 1593N° 15.*
Antérieurement, cet immeuble lui appartenait dès avant le 1er janvier 1956. »

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 145 :

L'origine de propriété antérieure contenue au sein du titre de propriété de la commune de CALUIRE-ET-CUIRE est ci-après littéralement retranscrite :

« ***ORIGINE DE PROPRIETE***

Du chef du VENDEUR
Le VENDEUR est propriétaire du BIEN par suite de l'acquisition qu'il en a faite de la société dénommée NEUVIMOUSSE, société à responsabilité limitée au capital de 1.500 €, dont le siège est à CALUIRE ET CUIRE (69300), 19 avenue Barthélémy Thimonnier, identifiée au SIREN de LYON sous le numéro 418 124 996 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON.

Suivant acte reçu par Maître SARDOT, notaire à LYON, ce jour, dont une expédition sera publiée au service de la publicité foncière de LYON 1 er préalablement aux présentes.

Du chef de la société NEUVIMOUSSE

La société dénommée NEUVIMOUSSE était propriétaire de la parcelle AD 142, dont est issue la parcelle présentement vendue, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de la société GESTION IMMOBILIERE LAMY ACIER SOUDE (G.I.L.A.S), Société anonyme au capital de 1.570.000,00 Francs, dont le siège social est situé à CALUIRE (69300), 19 Avenue Barthélémy Thimonnier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le numéro 962 502712.
Suivant acte reçu par Maître Jean-Luc BARTHELET, notaire à CHAZAY D'AZERGUES, le 5 juillet 2000, dont une expédition a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 1er, le 28 juillet 2000, volume 2000 P numéro 6276.

Du chef de la société G.I.L.A.S

L'origine de propriété du chef de la société GESTION IMMOBILIERE LAMY ACIER SOUDE (G.I.L.A.S) s'établit comme suit, telle qu'elle ressort des termes de l'acte du 5 juillet 2000 susvisé :
« Les biens et droits immobiliers présentement vendus appartiennent à la Société Venderesse par suite des faits et actes suivants :

1-/ Acquisition par la Société J.E.M.A
La Société J.E.M.A, Société civile Immobilière au capital de 10 000,00F, ayant son siège social à CALUIRE ET CUIRE (Rhône) 19 D chemin des petites brosses, a acquis de la SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE LYON, société anonyme d'économie mixte, dont le siège social était à LYON (3°) 70 rue Molière, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, sous le numéro 57 B 808, aux termes d'un acte dressé par Me BONNETON, notaire à CALUIRE ET CUIRE (Rhône) et Me MORIN, notaire à LYON, les 15 et 16 juillet 1965, une parcelle de terrain sise à CALUIRE ET CUIRE cadastrée section C n°253, 254, 256, 257, 250 et 251P, pour une surface totale de 4803 M2.
Audit acte, il a été fait les déclarations d'usage, notamment que la Société venderesse était régulièrement constituée et publiée, et que la société acquéreur a été agréée dans sa séance du 11 juin 1965 par le comité d'opération d'aménagement urbain intervenu entre la commune de CALUIRE ET CUIRE et la S.E.R.L le 14 avril 1962, approuvé par Monsieur le Préfet du Rhône le 25 avril suivant.
Cet acte a été publié au 1 er bureau des hypothèques de LYON, le 14 septembre 1965, volume 3715 n°7.

2-/ Baux à construction et avenants
Suivant acte sous seings privés en date à CALUIRE (Rhône) du 26 juin 1978, contenant avenant au bail du 29 juillet 1966, déposé au rang des minutes de Me MUSNIER le 11 mars 1967, publié au 1er bureau des hypothèques le 22 mars 1967, volume 4069 n°25, consenti par la Société Civile Immobilière dénommée "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JEMA" à la Société Anonyme "ETABLISSEMENT JEAN LAMY" pour une durée de 12 ans, venu à. expiration le 28 février 1978,
Déposé au rang des minutes de Me Jacques SICARD, notaire à LYON, le 1er décembre 1978,
Ledit bail a été renouvelé pour une nouvelle période de neuf ans, prenant effet le 1er mars 1978, pour se terminer le 28 février 1987, moyennant un loyer annuel de 2000,00F, et portant sur une parcelle de terrain sise à CALUIRE ET CUIRE (69300) 19 Avenue Barthélémy Thimonnier, figurant au cadastre rénové de ladite commune sous le numéro 136 de la section AD, ladite parcelle provenant d'une parcelle de plus grande étendue initialement cadastrée section C n°253, 254, 256, 257, 250 et 251P, pour une surface totale de 4803 M2.

Suivant le même acte sous seings privés en date à CALUIRE (Rhône) du 26 juin 1978, contenant également avenant au bail du 29 juillet 1966, déposé au rang des minutes de Me MUSNIER le 11 mars 1967, publié au 1er bureau des hypothèques le 22 mars 1967, volume 4069 n°24, consenti par la Société Civile Immobilière dénommée "SOCIETE CIVILE IMMOBILLERE JEMA" à la Société Anonyme dénommée "L'ACIER SOUDE" pour une durée de 12 ans, venu à expiration le 28 février 1978,
Déposé au rang des minutes de Me Jacques SICARD, notaire à LYON, le décembre 1978,
Ledit bail a été renouvelé pour une nouvelle période de neuf ans, prenant effet le 1er mars 1978, pour se terminer le 28 février 1987, moyennant un loyer annuel de 4000,00F, et portant sur une parcelle de terrain sise à CALUIRE ET CUIRE (69300) 19 avenue Barthélemy Thimonnier, figurant au cadastre rénové de ladite commune sous le numéro 135 de la section AD pour une contenance de 39a39ca ladite parcelle provenant d'une parcelle de plus grande étendue initialement cadastrée section C n°253, 254, 256, 257, 250 et 251 P, pour une surface totale de 4803 M2,
Ledit acte a été publié au 1er bureau des hypothèques de LYON, le 20 décembre 1978 et le 6 mars 1979, volume 2172 n°4.

3-/ La Société Civile Immobilière "SCI JEMA" a été transformée en la forme à responsabilité limitée, aux termes de la décision extraordinaire des associés en date du 21 décembre 1981, régulièrement enregistrée,

4-/ Apport-Fusion par la SARL JEMA à la Société Anonyme Etablissement Jean LAMY
Aux termes d'une convention sous seing privé en date du 31 mai 1983, la Société Anonyme dénommée "ETABLISSEMENTS JEAN LAMY" au capital de 500 000,00F, ayant son siège social à CALUIRE ET CUIRE (Rhône) 19 avenue Barthélemy Thimonnier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro B 324 623 008, et la Société à Responsabilité Limitée dénommée "J.E.M.A" ont établi les bases d'un projet de fusion au moyen de l'absorption par la Société "ETABLISSEMENTS JEAN LAMY" l'ensemble des éléments actifs et passifs de la société "J.E.M.A", tels qu'ils figuraient au bilan de cette dernière établi à la date du 31 décembre 1982.
Par conséquent, les parcelles cadastrées Section AD n°135 et Section AD n°136, ainsi que les constructions existantes de ces parcelles sont devenues la propriété de la Société « ETABLISSEMENTS JEAN LAMY »
Aux termes d'une convention sous seing privé en date du 8 novembre 1984, la Société Anonyme dénommée "l'ACIER SOUDE" a été apportée à titre de fusion à la SA dénommée "Etablissements Jean LAMY".
La société est devenue "Etablissements Jean-LAMY-L'ACIER SOUDE".
L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 14 décembre 1984 approuvant le traité de fusion du 8 novembre 1984, susvisé, a été déposée au rang des minutes de Me Philippe GRANGER, notaire à LYON, en date du 5 juillet 2000 qui sera publié préalablement ou en mémo temps que les présentes.

5-/ Changement de dénomination de la Société "Etablissements Jean-LAMY-L 'ACIER SOUDE"
Suivant une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er décembre 1988, la Société Anonyme Société "Etablissements Jean-LAMY-L'ACIER SOUDE" a changé de dénomination et est devenue "GESTION IMMOBILIERE LAMY ACIER SOUDE-G.I.L.A.S.", déposée également au rang des minutes de Me GRANGER, notaire soussigné ».

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section AD numéro 146 :

« ***ORIGINE DE PROPRIETE***

Ledit BIEN vendu des présentes appartient au vendeur par suite de l'acquisition qu'il en a faite de la Société GESTION IMMOBILIERE LAMY ACIER SOUDE (G.I.L.A.S.), au capital de 1.570.000 FRF, ayant son siège à CALUIRE ET CUIRE 19, rue Thimonnier, inscrite au registre du commerce de LYON sous le numéro 962 502 712.
Suivant acte reçu par Maître BARTHELET Notaire à LENTILLY et Maître GRANGER Notaire à LYON, le 5 juillet 2000.
Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de DEUX MILLIONS HUIT CENT MILLE FRANCS (2.800.000 FRF) payé comptant au moyen d'un prêt consenti par LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST.
Cet acte contient toutes les déclarations d'usage.
Une copie authentique dudit acte a été publiée au 1er Bureau des Hypothèques de LYON, le 28 juillet 2000, volume 2000P, numéro 6276.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE
L'origine de propriété antérieure est énoncée dans la note demeurée jointe et annexée aux présentes après mention. »

Une note contenant l'origine de propriété antérieure demeure annexée aux présentes.

CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE

Nature de la servitude : Servitude de passage

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage, à titre exceptionnel, depuis les deux issues de secours créées sur le fonds servant, qui ne pourra être utilisé qu'en cas d'alerte ou d'incident grave pouvant affecter la sécurité du personnel du fonds dominant.

L'usage et l'accès doit être strictement exceptionnel et est formellement interdit dans le cas d'une utilisation normale du bâtiment.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leur famille, ayants droit, exploitants et préposés, pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

Les usagers empruntant les issues de secours donnant sur le fond servant devront se conformer aux règles de sécurité de la zone (point de rassemblement, information des coordonnateurs sécurité,...).

Il est ici rappelé que ces issues de secours sont régies par le Code du travail et que le propriétaire du fonds servant est tenu de respecter les articles R.4216-7 et R.4227-4 du Code du travail.

Conformément aux plans dénommés « DP4/Façade NORD OUEST » et « DP4/Façade SUD OUEST » en date du 12 juillet 2024 dont une copie demeure annexée aux présentes,
- une issue de secours se situe au Nord de la parcelle cadastrée section AD numéro 94 pour aboutir directement sur la parcelle cadastrée section AD numéro 139,
- une issue de secours se situe à l'Ouest de la parcelle cadastrée section AD numéro 94 pour aboutir directement sur la parcelle cadastrée section AD numéro 146.

Ce droit de passage s'exercera sur la totalité du fonds servant.
L'accès audit fonds servant depuis les issues de secours est libre pour le propriétaire du fonds dominant qui ne pourra en revanche pas accéder à la voirie publique depuis les parcelles grevées, ces dernières étant fermées par plusieurs portails.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage.

L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inadaptée à l'assiette dudit passage.

En cas d'utilisation excessive de ce droit de passage, qui doit rester exceptionnel, le propriétaire du fonds servant se chargera de saisir toute juridiction compétente afin de faire cesser ce trouble.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Un état hypothécaire délivré le 23 septembre 2024 révèle que :

- Les parcelles constituant le fonds dominant cadastrées section AD n◦93 à 94 sont grevées d'une inscription, savoir d'une hypothèque légale spéciale du prêteur de deniers pour sureté de la somme en principal de DEUX MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT MILLE EUROS (2 880 000,00 EUR) prise au profit la société dénommée ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, publiée au service de la publicité de LYON 1 le 24 février 2023 sous les mentions volume 2023V et numéro 2216, aux termes d'un acte reçu par Maître Carole POULAIN-CHARPENTIER, Notaire à LYON (69003) en date du 24 janvier 2023.

- Les parcelles constituant le fond servant cadastrées section AD n◦138, 139, 145 et 146 sont libres de toute inscription, privilège, saisie ou mention pouvant porter atteinte aux droits attachées à ladite parcelle.

Une copie de cet état hypothécaire demeure annexée aux présentes.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Un état des risques est annexé.
Celui-ci comporte notamment un extrait du document graphique situant le BIEN au regard du zonage réglementaire et l'extrait du règlement le concernant, ainsi qu'une information indiquant si des travaux ont été prescrits par ce règlement et s'ils ont été réalisés au regard de chacun des plans de prévention des risques visé du 1◦ au 4◦ de l'article R 123-23 du Code de l'environnement.

FORMALITÉ FUSIONNÉE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de LYON 1.
Les droits seront perçus par ce service de publicité foncière.

ABSENCE D'INDEMNITÉ

Cette constitution de servitude, procédant d'une intention libérale, est consentie sans aucune indemnité.

FISCALITÉ – DÉCLARATIONS FISCALES

DÉCLARATION ESTIMATIVE

Pour la perception des droits d'enregistrement à titre gratuit prévus à l'article 777 du Code général des impôts, de la taxe de publicité foncière aux taux de l'article 791 et celle de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude conventionnelle est évaluée à la somme de CENT CINQUANTE EUROS (150,00 EUR).

DROITS

			Mt à payer
Taxe départementale 150,00	x 0,70 %	=	1,00
Frais d'assiette 1,00	x 2,14 %	=	0,00
		TOTAL	**1,00**
Le minimum de perception est de 25 Euros			**25,00**

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

La contribution de sécurité immobilière s'élève à la somme de quinze euros (15,00 eur) (perception minimale).

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété entre les parties, chacune pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont elle pourrait avoir besoin, et sera subrogée dans tous les droits de l'autre partie à ce sujet.
En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces au propriétaire du fonds dominant s'effectuera auprès de Maître Carole POULAIN-CHARPENTIER, notaire à LYON.
La correspondance auprès du propriétaire du fonds servant s'effectuera au siège de la Mairie de CALUIRE-ET-CUIRE.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le propriétaire du FONDS DOMINANT.

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur demeure ou siège respectif.
Toutefois, pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant, domicile est élu en l'office notarial.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs convenues.
Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.
Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant stipulation d'indemnité non rapportée aux présentes.

MÉDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige entre elles ou avec un tiers, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : https://www.mediation.notaires.fr.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.
Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.
Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.
L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.
Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.
Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.
Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire concourant à distance a recueilli l'image de la signature de la ou des parties, présentes ou représentées, au sein de son office et a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis a signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.
De son côté, le notaire soussigné a également recueilli l'image de la signature de la ou des parties, présentes ou représentées, au sein de son office et a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé au moyen du même procédé de signature électronique qualifié.



STONE ARCHITECTES
6 place Général Brosset
69006 Lyon
SARL au cap. de 8000€ - RCS 489 217 901 Lyon
SIRET 489 217 901 00037 - code NAF 7111Z

Véronique ALLEGRETTE
Directrice Générale
SAS CAL 69
1, rue de l'Antiquaille
69005 Lyon
RCS Lyon : 922 394 408

Ce document est la propriété exclusive de Stone Architectes. La copie, modification et/ou distribution par quelque moyen que ce soit est soumise à l'obtention de l'autorisation de son auteur.

DP / ind G

Maître d'ouvrage
CAL 69
1 rue de l'Antiquaille
69 005 Lyon

Intitulé du projet
Projet Major'Fret
21 Av. Barthélémy Thimonnier
69 300 Caluire-et-Cuire

04.3 / PLAN RDJ VERSION 8-2

Date
09/09/2024

Dossier
222 1282

Échelle

St_O NE

M. TOLLET : Nous passons à une convention de servitude. Le groupe Maïa Immobilier a acheté au début de l'année dernière les locaux Majorette au 21 avenue Thimonnier, à proximité du CTM et de la nouvelle cuisine centrale. Son objectif est de rénover entièrement le bâtiment pour permettre l'instauration future d'une entreprise de livraison de marchandises alimentaires et non alimentaires au moyen de véhicules propres. Afin de permettre l'évacuation des personnels en cas de situation d'urgence, il est demandé au Conseil municipal d'approuver les termes d'une convention de servitude de passage pour la création de deux issues de secours.
Il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_078 CONVENTIONS DE SERVITUDE RELATIVES À LA CRÉATION DE BRANCHEMENTS ÉLECTRIQUES POUR LES GYMNASES MÉTROPOLIS ET LACHAISE

M. TOLLET *:*

La Ville de Caluire et Cuire a sollicité ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution de l'électricité, pour les raccordements électriques du gymnase Métropolis, situé 30 rue François PEISSEL, et du gymnase Lachaise, situé 1 rue CURIE, à Caluire et Cuire.

Ces gymnases sont actuellement alimentés électriquement par un poste de transformation, propriété de la Ville, installé dans le sous-sol du gymnase Lachaise.
Ce poste de transformation, vétuste, doit être supprimé car il ne peut plus être entretenu dans les règles de l'art.
Des travaux de suppression ont été initiés par la Commune en parallèle des demandes de raccordement indépendant pour les gymnases Métropolis et Lachaise.
Ces raccordements seront réalisés depuis la rue François Peissel jusqu'aux locaux électriques respectifs des gymnases.
Ils nécessiteront la création de deux réseaux distincts sur la parcelle AN0043 appartenant à la Ville.

Il s'agit donc pour la Ville de céder par convention à ENEDIS les servitudes nécessaires sur cette parcelle accueillant une zone de stationnement.

Deux conventions de servitudes sont à passer entre la Ville et ENEDIS.

La première concerne le raccordement du gymnase Lachaise. Elle consiste à céder à ENEDIS le droit d'établir, dans une bande de 2 mètres de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ dix-sept mètres et ses accessoires ainsi que d'encastrer, sur la façade Ouest du gymnase Lachaise, le coffret de raccordement électrique.
Les réseaux seront réalisés au droit de l'entrée du parking du gymnase Lachaise.

La seconde concerne le raccordement du gymnase Métropolis. Elle consiste à céder à ENEDIS le droit d'établir, dans une bande de 2 mètres de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ cinquante mètres et ses accessoires ainsi que d'encastrer, sur la façade Sud du gymnase Métropolis, le coffret de raccordement électrique.
Les réseaux seront réalisés sur la voie de circulation interne au parking du gymnase Métropolis ainsi que sur une place de stationnement. Ils n'impacteront pas les espaces plantés.

ENEDIS pourra utiliser ces ouvrages et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

La Ville, propriétaire, conserve évidemment la propriété et la jouissance de la parcelle. Elle pourra notamment réaliser d'éventuelles plantations en respectant les distances prescrites par rapport aux ouvrages réalisés par ENEDIS.
Les servitudes consenties à ENEDIS le sont sans indemnité.

La convention de servitude prend effet à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes des conventions de servitude relatives à la création de réseaux électriques sur le parking des gymnases Métropolis et Lachaise, telles qu'annexées à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer lesdites conventions ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION CS06

Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains

(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)

LOCALISATION

Commune de : Caluire-et-Cuire

Département : RHONE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/122434 RAC C4 PR 48 KVA VILLE DE CALUIRE METROPOLIS

Chargé de projet Enedis : MONTCHOVET David

PARTIES

Cette convention est signée entre :

Enedis,
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON,

Nom *: **COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire, M. Philippe COCHET, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **MAIRIE - 1 PLACE DOCTEUR FREDERIC DUGOUJON, 69300 CALUIRE ET CUIRE**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Caluire-et-Cuire		AN	0043	RUE FRANCOIS PEISSEL	177

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

LES OUVRAGES

1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- Les canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 2 m mètres de large sur une longueur totale d'environ 50/1 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 0 euros (zéro euro).
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

Ce qui est interdit :

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain**, dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

Ce qui est autorisé :

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

AUTRES ARTICLES

12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

13) Les formalités

Enregistrement

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

Copie pour le propriétaire

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

Acte authentique

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

Si la signature est manuscrite, il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

Si la signature est électronique, la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Enedis

Date :

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire, M. Philippe COCHET, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Annexe : plan de tracé des ouvrages

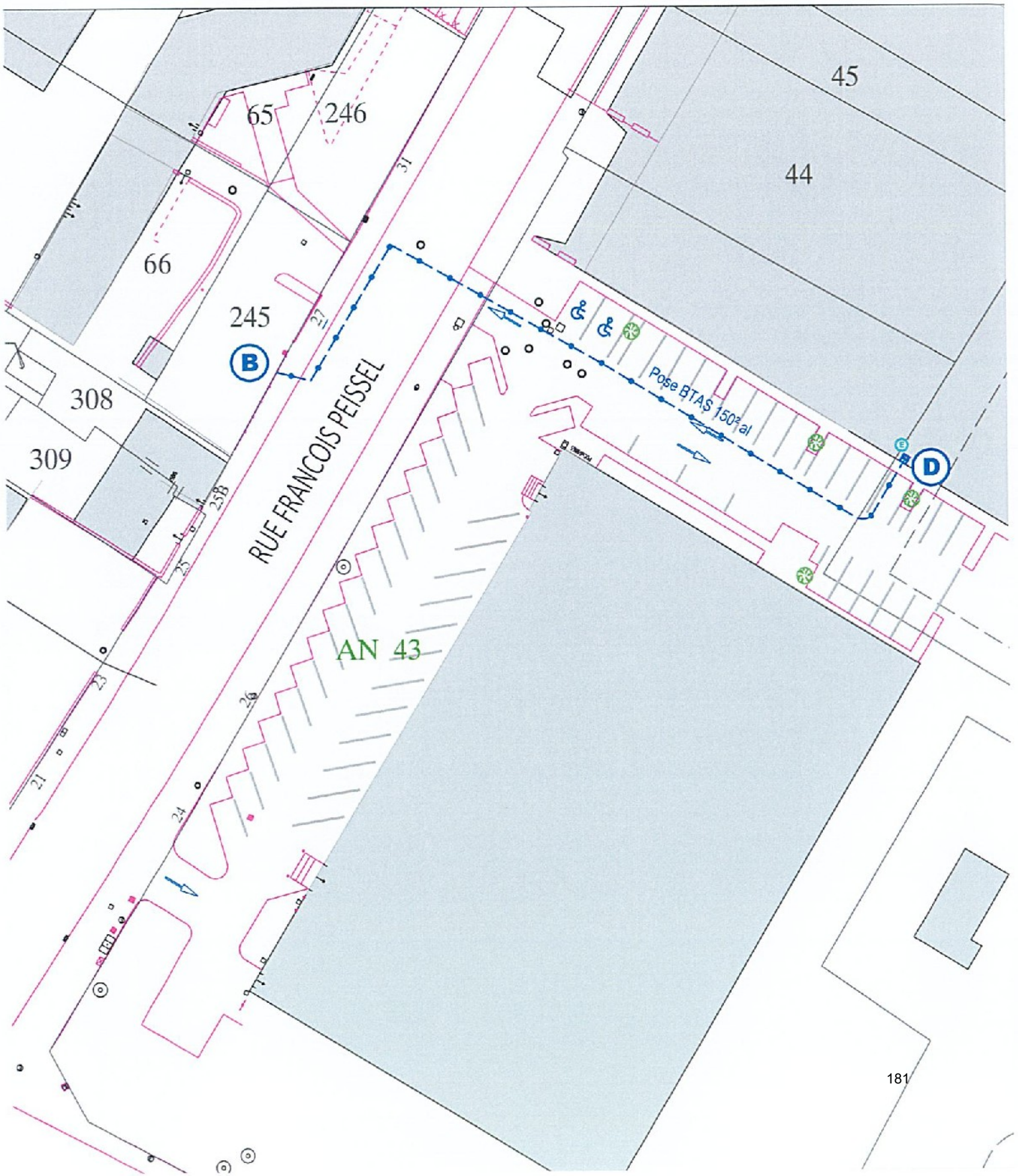
Commune de : CALUIRE-et-CUIRE

Racc 2 C4 - ville de CALUIRE
30 rue François Peissel

Racc C4 - METROPOLIS
Parcelle AN 043

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Affaire : DC24/122434



ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION CS06

Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains

(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)

LOCALISATION

Commune de : Caluire-et-Cuire

Département : RHONE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/122434 RAC C4 PR 48 KVA VILLE DE CALUIRE METROPOLIS

Chargé de projet Enedis : MONTCHOVET David

PARTIES

Cette convention est signée entre :

Enedis,
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON,

Nom *: **COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire, M. Philippe COCHET, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **MAIRIE - 1 PLACE DU DOCTEUR FREDERIC DUGOUJON, 69300 CALUIRE ET CUIRE**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Caluire-et-Cuire		AN	0043	RUE FRANCOIS PEISSEL	183

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

LES OUVRAGES

1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- Les canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 2 m mètres de large sur une longueur totale d'environ 17/1 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de euros (zéro euro).
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

Ce qui est interdit :

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

Ce qui est autorisé :

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la réglementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

AUTRES ARTICLES

12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

13) Les formalités

Enregistrement

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

Copie pour le propriétaire

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

Acte authentique

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

Si la signature est manuscrite, il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

Si la signature est électronique, la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Enedis

Date :

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire, M. Philippe COCHET, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Annexe : plan de tracé des ouvrages

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

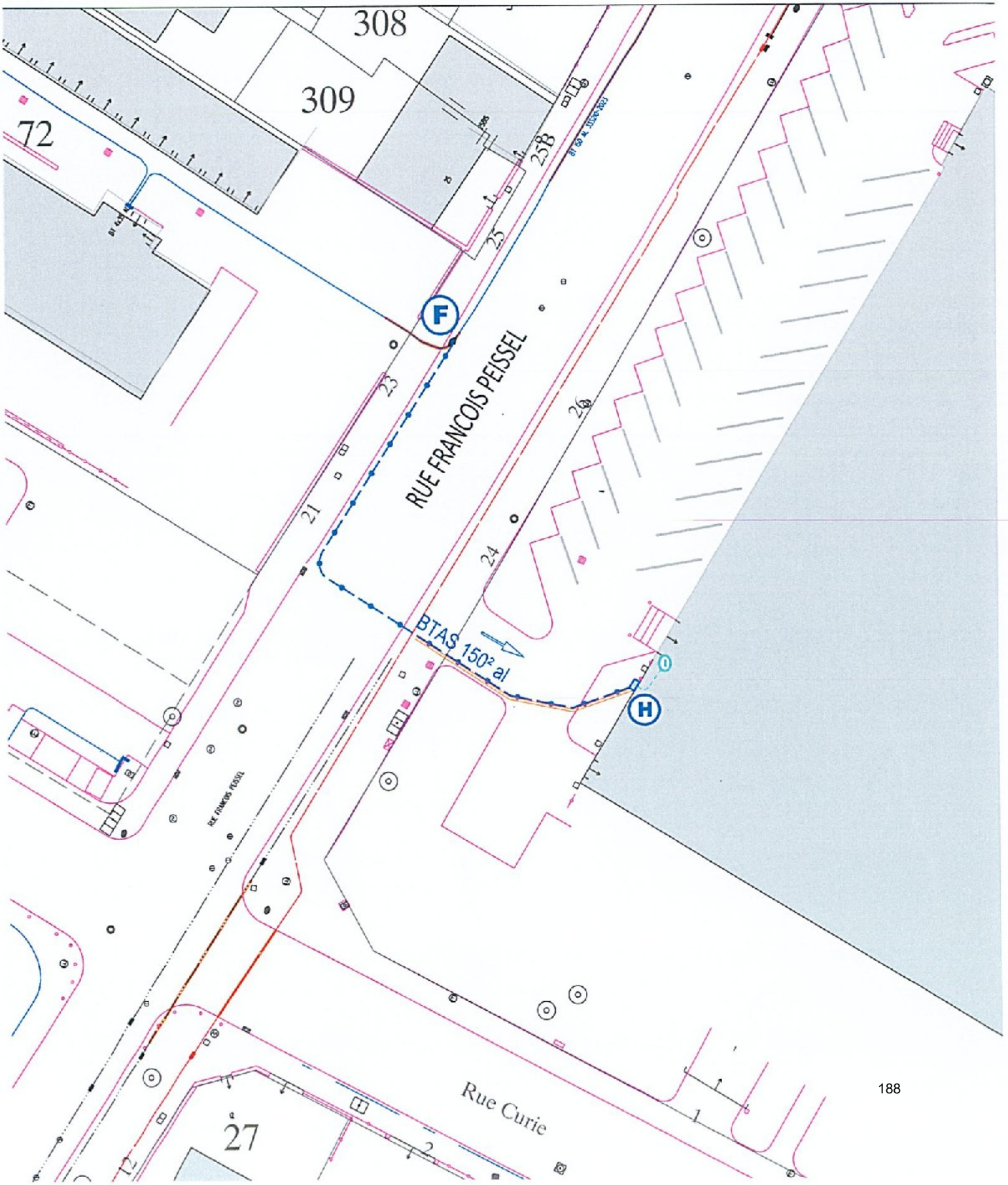
Commune de : CALUIRE-et-CUIRE

Racc 2 C4 - ville de CALUIRE
30 rue François Peissel

Racc C4 - GYMNASE
Parcelle AN 043

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Affaire : DC24/122428



N° D2024_079 CONVENTION DE SERVITUDES RELATIVE À LA CRÉATION D'UN BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE SUR LE SITE DE LA CUISINE CENTRALE

M. TOLLET *:*

Dans le cadre de la construction de la nouvelle cuisine centrale, la Ville de Caluire et Cuire a sollicité ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution de l'électricité, pour le raccordement électrique du nouvel équipement, situé 19 Avenue Barthélémy Thimonnier à Caluire et Cuire.

Ce raccordement sera réalisé depuis l'avenue Barthélémy Thimonnier jusqu'au local du poste de transformation à l'entrée du site. Il nécessitera la création d'un réseau sur la parcelle AD145 appartenant à la Ville.
Il s'agit donc pour la Ville de céder par convention à ENEDIS les servitudes nécessaires sur cette parcelle non-végétalisée.

La convention de servitude à passer entre la Ville et ENEDIS consiste pour la première à céder à la seconde le droit d'établir, dans une bande de 3 mètres de large, deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 6 mètres ainsi que ses accessoires. ENEDIS pourra utiliser ces ouvrages et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

La Ville, propriétaire, conserve la propriété et la jouissance de la parcelle. Elle pourra notamment réaliser d'éventuelles plantations en respectant les distances prescrites par rapport aux ouvrages réalisés par ENEDIS.
Les servitudes consenties à ENEDIS le sont sans indemnité.
La convention de servitude prend effet à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitudes relative à la création d'un branchement électrique sur le site de la nouvelle Cuisine Centrale, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

EN DIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION CS 06

Commune de : Caluire-et-Cuire

Département : RHONE

Une ligne électrique souterraine : 20 000 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/124386 RAC-HTA (Pr 750Kw) VILLE DE CALUIRE ET CUIRE

Chargé d'affaire Enedis : DESPRES QUENTIN

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom *: **Commune de CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire M. COCHET Philippe, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **Place du Docteur Frédéric Dugoujon, 69300 Caluire-et-Cuire**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Caluire-et-Cuire		AD	145	AVENUE BARTHELEMY THIMONNIER	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ■ non exploitée(s)

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits(mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 m mètres de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 6 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de ..... mètres

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, Enedis s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 8 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de 0 (zéro euro) euros (inscrire la somme en toutes lettres).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles[1] conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné)

[1] *Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire..

ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître Etude LAMBERET et VUITON notaire à 01002 BOURG EN BRESSE CEDEX, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

La présente convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Date de signature :

Nom Prénom	Signature
Commune de CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par son (sa) Maire M. COCHET Philippe, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

M. TOLLET : Deux rapports vous sont présentés de manière unique. La Ville a sollicité Enedis pour la création de trois nouveaux branchements électriques dans le cadre des deux projets suivants : d'abord, la suppression du poste de transformation communal alimentant électriquement les gymnases Métropolis et Lachaise, ainsi que le stade Pierre Bourdan, et ensuite la construction de la nouvelle cuisine centrale située avenue Barthélémy Thimonnier. Pour la réalisation de ces travaux, il est demandé au Conseil municipal d'approuver les termes des conventions de servitude. Elles sont accordées sans indemnité et resteront en vigueur tant que les ouvrages existent.
Il n'y a pas de demande d'intervention, donc je mets tout d'abord aux voix le rapport 2024-078 relatif aux gymnases. Qui est pour ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_078
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

S'agissant du rapport 2024-079 relatif à la cuisine centrale, qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité**.**

RAPPORT 2024_079
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_080 CASEMATE DE CALUIRE ET CUIRE - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET L'ORGANISATION POUR LA CONNAISSANCE ET LA RESTAURATION D'AU-DESSOUS-TERRE - LYON (O.C.R.A. LYON) - RENOUVELLEMENT

***M. TOLLET** :*

L'Organisation pour la Connaissance et la Restauration d'Au-dessous-Terre (O.C.R.A. Lyon) fédère des passionnés d'espaces souterrains qui ont pour objectif de préserver de la dégradation un patrimoine historique et industriel méconnu. L'association étudie les cavités, principalement artificielles, afin de pouvoir au mieux les mettre en valeur. Elle s'efforce d'initier des opérations de restauration et d'entretien de ces lieux, par ses propres moyens, ou en partenariat avec d'autres acteurs.

Compte tenu de ses compétences et de son savoir-faire, une première convention de partenariat relative à la mise à disposition de la casemate de Caluire et Cuire a été signée en 2011, puis renouvelée en 2014, en 2017, et chaque année depuis 2021.

Ainsi, pendant ces périodes, l'O.C.R.A. a accompli ses missions de nettoyage et de mise en valeur des lieux, permettant l'organisation de visites pour le public à différentes occasions.

La convention en cours, qui s'est déroulée dans le contexte du chantier de démolition reconstruction engagé sur l'îlot Est Montessuy-Pasteur, arrivera à échéance le 31 décembre prochain.

Par ailleurs, la Ville et le lauréat de l'appel à projet sur le Fort de Montessuy finalisent les termes du bail emphytéotique à intervenir.

En conséquence, il est proposé de signer avec l'O.C.R.A. une nouvelle convention dont le contenu reprend en grande partie celui de la convention venant à expiration, pour une durée d'une année, jusque fin décembre 2025.

Il est prévu la possibilité de signer ultérieurement un avenant, qui permettra de compléter le cas échéant certaines dispositions de la convention.

Dans le projet de convention, la Ville s'engage à nouveau à autoriser un accès à la galerie à l'association, selon les contraintes qui pourraient s'imposer à elle, et à mettre à sa disposition des moyens techniques nécessaires à la réalisation du projet de mise en valeur des lieux, dont la maintenance et l'extension de l'éclairage de secours, le balisage des issues de secours, ou la pose et le suivi des extincteurs. La Ville pourra apporter une aide financière à la réalisation du projet de mise en valeur dont le montant sera défini selon les orientations qui seront retenues.

L'association continuera à apporter son expertise en matière d'organisation de visites de lieux souterrains, à mettre en place un chantier bénévole de nettoyage et d'aménagement de la galerie, à prendre les mesures d'hygiène et de sécurité requises pour les bénévoles intervenants, à préparer des animations culturelles à l'intérieur.

Il est demandé au Conseil Municipal :

*- D'APPROUVER le principe de la mise à disposition de la casemate à l'O.C.R.A. Lyon, pour l'année 2025 dans les conditions fixées par la convention **;***

- D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer, ainsi que le ou les avenants qui pourraient intervenir pendant l'année 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

CASEMATE DE CALUIRE-ET-CUIRE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE / ORGANISATION POUR LA CONNAISSANCE ET LA RESTAURATION D'AU DESSUS TERRE – LYON (O.C.R.A. LYON)

ENTRE

La Ville de Caluire-et-Cuire, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COCHET, dûment habilité par délibération du conseil municipal n° 2024-xxx en date du 16 décembre 2024, désignée ci-après «la Ville»

d'une part,

ET

L'association OCRA-Lyon (Organisation pour la Connaissance et la Restauration d'au-dessous-terre de Lyon et sa région), enregistrée en Préfecture sous le n° W691059634 dont le siège social est situé 251 avenue Jean Jaurès à Lyon, représentée par son président en exercice, désignée ci-après «l'Association».

d'autre part,

EXPOSE

La Ville intervient en tant que propriétaire de la galerie appelée casemate de Caluire et Cuire. L'Association œuvre dans le cadre de ses buts statutaires: la protection et la mise en valeur du patrimoine souterrain de la région Lyonnaise.

Après avoir rappelé d'une part que le chantier de démolition reconstruction est engagé sur l'îlot Est, qu'il interdit par conséquence toute intervention dans la galerie sur le périmètre des travaux, et d'autre part qu'un appel à projet sur le Fort de Montessuy a été lancé en 2022.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: OBJET

La présente convention a pour objectif :

- La poursuite de la mise en valeur de la galerie dans sa partie Ouest, hors du périmètre des travaux en cours de réalisation sur l'îlot Est,
  - Par une action de nettoyage et de déblaiement des encombrants présents sur le site,
  - Par des relevés photographiques et topographiques,
- L'ouverture et la présentation ponctuelles au public lors de manifestations culturelles ou de visites organisées, si les conditions le permettent, et sur autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 2: DUREE

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2025

ARTICLE 3: ENGAGEMENTS DE LA VILLE.

La Ville s'engage à :

- Permettre un accès à la galerie dans le secteur autorisé à l'Association, selon les contraintes qui seront exposées par la Ville,
- Mettre à disposition de l'Association des moyens techniques nécessaire à la réalisation du projet (bennes à remblais, éclairage, prêt de casques, d'outillage manuel),
- Effectuer les aménagements nécessaires à des visites en sécurité, notamment par la pose d'extincteurs en divers endroits, le balisage des issues de secours et la mise en place d'un éclairage de secours, la fourniture de lampes individuelles ; les groupes seront systématiquement inférieurs à 19 personnes,
- Apporter une aide financière à la réalisation du projet dont le montant sera défini selon les orientations qui seront retenues.

ARTICLE 4: ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION.

L'Association s'engage à :

- Apporter son expertise en matière d'organisation de visites de lieux souterrains,
- Mettre en place un chantier bénévole de nettoyage et d'aménagement de la galerie,
- Prendre les mesures d'hygiène et de sécurité requises pour les bénévoles intervenants,
- Préparer des animations culturelles dans la galerie (Journées européennes du patrimoine, expositions picturales, etc),
- Répondre aux demandes de visites de la mairie dans la mesure de ses disponibilités,
- Intégrer le tissu associatif local dans les actions,
- Exécuter toutes ses actions en respect du voisinage.

ARTICLE 5: RESPONSABILITES.

La Ville, en tant que propriétaire des lieux, est titulaire d'une assurance couvrant :

- le bâti,
- les visiteurs, lors des manifestations municipales et nationales,

L'Association est couverte par une assurance couvrant :

- les membres de l'association dans le cadre des activités de celle-ci incluses dans le périmètre de la présente convention
- les participants aux visites initiées et organisées par l'association

ARTICLE 6 : GESTION FINANCIERE

L'Association effectue gracieusement les opérations de mise en valeur.
La mise en place de matériel d'exposition et de sécurité reste dépendante d'un financement

externe à l'Association.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Les parties font leurs meilleurs efforts pour l'exécution de cette convention.
Toutefois, en cas de désaccord persistant, cette présente convention peut se résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois minimum.

CALUIRE ET CUIRE, le

Ville de CALUIRE ET CUIRE Le Maire Philippe COCHET	Association OCRA-Lyon Le Président

M. TOLLET : Je passe au rapport 080. La Ville a conclu un partenariat avec l'OCRA depuis de nombreuses années afin de contribuer au nettoyage de la casemate et à sa mise en valeur. La convention en cours s'achèvera fin décembre. Il vous est proposé de la reconduire pour l'année 2025 dans les mêmes conditions que précédemment.
Il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_081 GARANTIE FINANCIÈRE D'EMPRUNTS À CONTRACTER PAR VILOGIA AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS POUR LE FINANCEMENT D'UNE OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉS AU 24 AVENUE MARC SANGNIER À CALUIRE ET CUIRE

***M. TOLLET** :*

La SA d'HLM VILOGIA sollicite la garantie financière partielle (15%) nécessaire au financement d'une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux sis 24 avenue Marc Sangnier à Caluire et Cuire. Pour assurer le financement de cette opération, elle doit contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) un prêt constitué de 4 lignes de prêt aux caractéristiques financières suivantes :

1- L'assemblée délibérante de la Ville de Caluire et Cuire accorde sa garantie à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt, constitué de 4 lignes de prêt, d'un montant total de 548 197 € souscrit par l'emprunteur SA d'HLM VILOGIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°160365.
Ledit contrat est annexé et fait partie intégrante de la présente délibération.
Le montant total garanti par la Ville s'élève à 82 229,55 € augmenté de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

2- La garantie est accordée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Il est rappelé que la Métropole de Lyon intervient à hauteur de 85 % dans cette garantie, et qu'une décision favorable a été prise en Commission permanente de la Métropole de Lyon du 14 octobre 2024.

3- Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

4- En contrepartie des garanties accordées, la Ville de Caluire et Cuire bénéficie d'un droit de réservation de 3 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation, ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie, sont définis dans la convention de garantie établie entre la Ville de Caluire et Cuire et la SA d'HLM VILOGIA.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'article 2298 du Code Civil ;
Vu le contrat de prêt n°160365 annexé à la présente délibération, signé entre SA d'HLM VILOGIA, ci-après emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu la délibération de la Commission Permanente de la Métropole de Lyon n°CP-2024-3660 du 14 octobre 2024 accordant sa garantie à hauteur de 85 %;

Il est demandé au Conseil mUnicipal :

- D'ACCORDER la garantie financière de la commune à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 548 197 € souscrit par la SA d'HLM VILOGIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°160365 constitué de 4 lignes de prêt, tel qu'annexé à la présente délibération.
La garantie de la commune est accordée à hauteur de 82 229,55 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer la convention à intervenir avec la SA d'HLM VILOGIA pour la garantie des paiements en capital et intérêts des emprunts susvisés ;

- DE PRENDRE ACTE que sont annexés à la présente :
- une lettre de demande,
- le contrat de prêt n° 160365,
- un projet de convention.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Olivier MOREL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 03/06/2024 12:14:51

Loïc ARKAM
RESPONSABLE
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
Signé électroniquement le 03/06/2024 17 04 :31

CONTRAT DE PRÊT

N° 160365

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM - n° 000206519

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.50.4 page 1/27
Contrat de prêt n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, SIREN n°: 475680815, sis(e) 74 RUE JEAN JAURES 59491 VILLENEUVE D ASCQ,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.50.4 page 3/27
Contrat de prêt n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.14
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.25
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.27
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CLOS VERD, Parc social public, Acquisition en VEFA de 5 logements situés 24 Avenue Marc Sangnier 69300 CALUIRE-ET-CUIRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quarante-huit mille cent-quatre-vingt-dix-sept euros (548 197,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-quarante-cinq mille cinq euros (145 005,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-un mille trois-cent-quatre-vingt-neuf euros (101 389,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-quatre-vingt-six mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (186 497,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-quinze mille trois-cent-six euros (115 306,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 24/08/2024 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5594534	5594533	5594536	5594535
Montant de la Ligne du Prêt	145 005 €	101 389 €	186 497 €	115 306 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	3,13 %	3,6 %	3,13 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	3,13 %	3,6 %	3,13 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	- 0,4 %	0,13 %	0,6 %	0,13 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,6 %	3,13 %	3,6 %	3,13 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,13 %	0,6 %	0,13 %
Taux d'intérêt[2]	2,6 %	3,13 %	3,6 %	3,13 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).
2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	METROPOLE DE LYON	85,00
Collectivités locales	COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE	15,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U131408, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 160365, Ligne du Prêt n° 5594534
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U131408, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 160365, Ligne du Prêt n° 5594533
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U131408, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 160365, Ligne du Prêt n° 5594536
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D ASCQ

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U131408, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM

Objet : Contrat de Prêt n° 160365, Ligne du Prêt n° 5594535
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CMBRFR2BCME/FR7618829754160042797614017 en vertu du mandat n° AADPH2016014000001 en date du 14 janvier 2016.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

Emprunteur : 0206519 - VILOGIA
N° du Contrat de Prêt : 160365 / N° de la Ligne du Prêt : 5594534
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 145 005 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %
Intérêts de Préfinancement : 3 770,13 €
Taux de Préfinancement : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/05/2026	2,60	6 026,88	2 158,73	3 868,15	0,00	146 616,40	0,00
2	24/05/2027	2,60	6 026,88	2 214,85	3 812,03	0,00	144 401,55	0,00
3	24/05/2028	2,60	6 026,88	2 272,44	3 754,44	0,00	142 129,11	0,00
4	24/05/2029	2,60	6 026,88	2 331,52	3 695,36	0,00	139 797,59	0,00
5	24/05/2030	2,60	6 026,88	2 392,14	3 634,74	0,00	137 405,45	0,00
6	24/05/2031	2,60	6 026,88	2 454,34	3 572,54	0,00	134 951,11	0,00
7	24/05/2032	2,60	6 026,88	2 518,15	3 508,73	0,00	132 432,96	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PR0060-PR0062 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 0000206519

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
8	24/05/2033	2,60	6 026,88	2 583,62	3 443,26	0,00	129 849,34	0,00
9	24/05/2034	2,60	6 026,88	2 650,80	3 376,08	0,00	127 198,54	0,00
10	24/05/2035	2,60	6 026,88	2 719,72	3 307,16	0,00	124 478,82	0,00
11	24/05/2036	2,60	6 026,88	2 790,43	3 236,45	0,00	121 688,39	0,00
12	24/05/2037	2,60	6 026,88	2 862,98	3 163,90	0,00	118 825,41	0,00
13	24/05/2038	2,60	6 026,88	2 937,42	3 089,46	0,00	115 887,99	0,00
14	24/05/2039	2,60	6 026,88	3 013,79	3 013,09	0,00	112 874,20	0,00
15	24/05/2040	2,60	6 026,88	3 092,15	2 934,73	0,00	109 782,05	0,00
16	24/05/2041	2,60	6 026,88	3 172,55	2 854,33	0,00	106 609,50	0,00
17	24/05/2042	2,60	6 026,88	3 255,03	2 771,85	0,00	103 354,47	0,00
18	24/05/2043	2,60	6 026,88	3 339,66	2 687,22	0,00	100 014,81	0,00
19	24/05/2044	2,60	6 026,88	3 426,49	2 600,39	0,00	96 588,32	0,00
20	24/05/2045	2,60	6 026,88	3 515,58	2 511,30	0,00	93 072,74	0,00
21	24/05/2046	2,60	6 026,88	3 606,99	2 419,89	0,00	89 465,75	0,00
22	24/05/2047	2,60	6 026,88	3 700,77	2 326,11	0,00	85 764,98	0,00
23	24/05/2048	2,60	6 026,88	3 796,99	2 229,89	0,00	81 967,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
24	24/05/2049	2,60	6 026,88	3 895,71	2 131,17	0,00	78 072,28	0,00
25	24/05/2050	2,60	6 026,88	3 997,00	2 029,88	0,00	74 075,28	0,00
26	24/05/2051	2,60	6 026,88	4 100,92	1 925,96	0,00	69 974,36	0,00
27	24/05/2052	2,60	6 026,88	4 207,55	1 819,33	0,00	65 766,81	0,00
28	24/05/2053	2,60	6 026,88	4 316,94	1 709,94	0,00	61 449,87	0,00
29	24/05/2054	2,60	6 026,88	4 429,18	1 597,70	0,00	57 020,69	0,00
30	24/05/2055	2,60	6 026,88	4 544,34	1 482,54	0,00	52 476,35	0,00
31	24/05/2056	2,60	6 026,88	4 662,49	1 364,39	0,00	47 813,86	0,00
32	24/05/2057	2,60	6 026,88	4 783,72	1 243,16	0,00	43 030,14	0,00
33	24/05/2058	2,60	6 026,88	4 908,10	1 118,78	0,00	38 122,04	0,00
34	24/05/2059	2,60	6 026,88	5 035,71	991,17	0,00	33 086,33	0,00
35	24/05/2060	2,60	6 026,88	5 166,64	860,24	0,00	27 919,69	0,00
36	24/05/2061	2,60	6 026,88	5 300,97	725,91	0,00	22 618,72	0,00
37	24/05/2062	2,60	6 026,88	5 438,79	588,09	0,00	17 179,93	0,00
38	24/05/2063	2,60	6 026,88	5 580,20	446,68	0,00	11 599,73	0,00
39	24/05/2064	2,60	6 026,88	5 725,29	301,59	0,00	5 874,44	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/05/2065	2,60	6 027,18	5 874,44	152,74	0,00	0,00	0,00
Total			241 075,50	148 775,13	92 300,37	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

Emprunteur : 0206519 - VILOGIA
N° du Contrat de Prêt : 160365 / N° de la Ligne du Prêt : 5594533
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 101 389 €
Taux actuariel théorique : 3,13 %
Taux effectif global : 3,13 %
Intérêts de Préfinancement : 3 173,48 €
Taux de Préfinancement : 3,13 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/05/2026	3,13	3 576,67	303,86	3 272,81	0,00	104 258,62	0,00
2	24/05/2027	3,13	3 576,67	313,38	3 263,29	0,00	103 945,24	0,00
3	24/05/2028	3,13	3 576,67	323,18	3 253,49	0,00	103 622,06	0,00
4	24/05/2029	3,13	3 576,67	333,30	3 243,37	0,00	103 288,76	0,00
5	24/05/2030	3,13	3 576,67	343,73	3 232,94	0,00	102 945,03	0,00
6	24/05/2031	3,13	3 576,67	354,49	3 222,18	0,00	102 590,54	0,00
7	24/05/2032	3,13	3 576,67	365,59	3 211,08	0,00	102 224,95	0,00
8	24/05/2033	3,13	3 576,67	377,03	3 199,64	0,00	101 847,92	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 0000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/05/2034	3,13	3 576,67	388,83	3 187,84	0,00	101 459,09	0,00
10	24/05/2035	3,13	3 576,67	401,00	3 175,67	0,00	101 058,09	0,00
11	24/05/2036	3,13	3 576,67	413,55	3 163,12	0,00	100 644,54	0,00
12	24/05/2037	3,13	3 576,67	426,50	3 150,17	0,00	100 218,04	0,00
13	24/05/2038	3,13	3 576,67	439,85	3 136,82	0,00	99 778,19	0,00
14	24/05/2039	3,13	3 576,67	453,61	3 123,06	0,00	99 324,58	0,00
15	24/05/2040	3,13	3 576,67	467,81	3 108,86	0,00	98 856,77	0,00
16	24/05/2041	3,13	3 576,67	482,45	3 094,22	0,00	98 374,32	0,00
17	24/05/2042	3,13	3 576,67	497,55	3 079,12	0,00	97 876,77	0,00
18	24/05/2043	3,13	3 576,67	513,13	3 063,54	0,00	97 363,64	0,00
19	24/05/2044	3,13	3 576,67	529,19	3 047,48	0,00	96 834,45	0,00
20	24/05/2045	3,13	3 576,67	545,75	3 030,92	0,00	96 288,70	0,00
21	24/05/2046	3,13	3 576,67	562,83	3 013,84	0,00	95 725,87	0,00
22	24/05/2047	3,13	3 576,67	580,45	2 996,22	0,00	95 145,42	0,00
23	24/05/2048	3,13	3 576,67	598,62	2 978,05	0,00	94 546,80	0,00
24	24/05/2049	3,13	3 576,67	617,36	2 959,31	0,00	93 929,44	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/05/2050	3,13	3 576,67	636,68	2 939,99	0,00	93 292,76	0,00
26	24/05/2051	3,13	3 576,67	656,61	2 920,06	0,00	92 636,15	0,00
27	24/05/2052	3,13	3 576,67	677,16	2 899,51	0,00	91 958,99	0,00
28	24/05/2053	3,13	3 576,67	698,35	2 878,32	0,00	91 260,64	0,00
29	24/05/2054	3,13	3 576,67	720,21	2 856,46	0,00	90 540,43	0,00
30	24/05/2055	3,13	3 576,67	742,75	2 833,92	0,00	89 797,68	0,00
31	24/05/2056	3,13	3 576,67	766,00	2 810,67	0,00	89 031,68	0,00
32	24/05/2057	3,13	3 576,67	789,98	2 786,69	0,00	88 241,70	0,00
33	24/05/2058	3,13	3 576,67	814,70	2 761,97	0,00	87 427,00	0,00
34	24/05/2059	3,13	3 576,67	840,20	2 736,47	0,00	86 586,80	0,00
35	24/05/2060	3,13	3 576,67	866,50	2 710,17	0,00	85 720,30	0,00
36	24/05/2061	3,13	3 576,67	893,62	2 683,05	0,00	84 826,68	0,00
37	24/05/2062	3,13	3 576,67	921,59	2 655,08	0,00	83 905,09	0,00
38	24/05/2063	3,13	3 576,67	950,44	2 626,23	0,00	82 954,65	0,00
39	24/05/2064	3,13	3 576,67	980,19	2 596,48	0,00	81 974,46	0,00
40	24/05/2065	3,13	3 576,67	1 010,87	2 565,80	0,00	80 963,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	24/05/2066	3,13	3 576,67	1 042,51	2 534,16	0,00	79 921,08	0,00
42	24/05/2067	3,13	3 576,67	1 075,14	2 501,53	0,00	78 845,94	0,00
43	24/05/2068	3,13	3 576,67	1 108,79	2 467,88	0,00	77 737,15	0,00
44	24/05/2069	3,13	3 576,67	1 143,50	2 433,17	0,00	76 593,65	0,00
45	24/05/2070	3,13	3 576,67	1 179,29	2 397,38	0,00	75 414,36	0,00
46	24/05/2071	3,13	3 576,67	1 216,20	2 360,47	0,00	74 198,16	0,00
47	24/05/2072	3,13	3 576,67	1 254,27	2 322,40	0,00	72 943,89	0,00
48	24/05/2073	3,13	3 576,67	1 293,53	2 283,14	0,00	71 650,36	0,00
49	24/05/2074	3,13	3 576,67	1 334,01	2 242,66	0,00	70 316,35	0,00
50	24/05/2075	3,13	3 576,67	1 375,77	2 200,90	0,00	68 940,58	0,00
51	24/05/2076	3,13	3 576,67	1 418,83	2 157,84	0,00	67 521,75	0,00
52	24/05/2077	3,13	3 576,67	1 463,24	2 113,43	0,00	66 058,51	0,00
53	24/05/2078	3,13	3 576,67	1 509,04	2 067,63	0,00	64 549,47	0,00
54	24/05/2079	3,13	3 576,67	1 556,27	2 020,40	0,00	62 993,20	0,00
55	24/05/2080	3,13	3 576,67	1 604,98	1 971,69	0,00	61 388,22	0,00
56	24/05/2081	3,13	3 576,67	1 655,22	1 921,45	0,00	59 733,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	24/05/2082	3,13	3 576,67	1 707,03	1 869,64	0,00	58 025,97	0,00
58	24/05/2083	3,13	3 576,67	1 760,46	1 816,21	0,00	56 265,51	0,00
59	24/05/2084	3,13	3 576,67	1 815,56	1 761,11	0,00	54 449,95	0,00
60	24/05/2085	3,13	3 576,67	1 872,39	1 704,28	0,00	52 577,56	0,00
61	24/05/2086	3,13	3 576,67	1 930,99	1 645,68	0,00	50 646,57	0,00
62	24/05/2087	3,13	3 576,67	1 991,43	1 585,24	0,00	48 655,14	0,00
63	24/05/2088	3,13	3 576,67	2 053,76	1 522,91	0,00	46 601,38	0,00
64	24/05/2089	3,13	3 576,67	2 118,05	1 458,62	0,00	44 483,33	0,00
65	24/05/2090	3,13	3 576,67	2 184,34	1 392,33	0,00	42 298,99	0,00
66	24/05/2091	3,13	3 576,67	2 252,71	1 323,96	0,00	40 046,28	0,00
67	24/05/2092	3,13	3 576,67	2 323,22	1 253,45	0,00	37 723,06	0,00
68	24/05/2093	3,13	3 576,67	2 395,94	1 180,73	0,00	35 327,12	0,00
69	24/05/2094	3,13	3 576,67	2 470,93	1 105,74	0,00	32 856,19	0,00
70	24/05/2095	3,13	3 576,67	2 548,27	1 028,40	0,00	30 307,92	0,00
71	24/05/2096	3,13	3 576,67	2 628,03	948,64	0,00	27 679,89	0,00
72	24/05/2097	3,13	3 576,67	2 710,29	866,38	0,00	24 969,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	24/05/2098	3,13	3 576,67	2 795,12	781,55	0,00	22 174,48	0,00
74	24/05/2099	3,13	3 576,67	2 882,61	694,06	0,00	19 291,87	0,00
75	24/05/2100	3,13	3 576,67	2 972,83	603,84	0,00	16 319,04	0,00
76	24/05/2101	3,13	3 576,67	3 065,88	510,79	0,00	13 253,16	0,00
77	24/05/2102	3,13	3 576,67	3 161,85	414,82	0,00	10 091,31	0,00
78	24/05/2103	3,13	3 576,67	3 260,81	315,86	0,00	6 830,50	0,00
79	24/05/2104	3,13	3 576,67	3 362,88	213,79	0,00	3 467,62	0,00
80	24/05/2105	3,13	3 576,16	3 467,62	108,54	0,00	0,00	0,00
Total			286 133,09	104 562,48	181 570,61	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

Emprunteur : 0206519 - VILOGIA
N° du Contrat de Prêt : 160365 / N° de la Ligne du Prêt : 5594536
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 186 497 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %
Intérêts de Préfinancement : 6 713,89 €
Taux de Préfinancement : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/05/2026	3,60	9 188,39	2 232,80	6 955,59	0,00	190 978,09	0,00
2	24/05/2027	3,60	9 188,39	2 313,18	6 875,21	0,00	188 664,91	0,00
3	24/05/2028	3,60	9 188,39	2 396,45	6 791,94	0,00	186 268,46	0,00
4	24/05/2029	3,60	9 188,39	2 482,73	6 705,66	0,00	183 785,73	0,00
5	24/05/2030	3,60	9 188,39	2 572,10	6 616,29	0,00	181 213,63	0,00
6	24/05/2031	3,60	9 188,39	2 664,70	6 523,69	0,00	178 548,93	0,00
7	24/05/2032	3,60	9 188,39	2 760,63	6 427,76	0,00	175 788,30	0,00
8	24/05/2033	3,60	9 188,39	2 860,01	6 328,38	0,00	172 928,29	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 0000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/05/2034	3,60	9 188,39	2 962,97	6 225,42	0,00	169 965,32	0,00
10	24/05/2035	3,60	9 188,39	3 069,64	6 118,75	0,00	166 895,68	0,00
11	24/05/2036	3,60	9 188,39	3 180,15	6 008,24	0,00	163 715,53	0,00
12	24/05/2037	3,60	9 188,39	3 294,63	5 893,76	0,00	160 420,90	0,00
13	24/05/2038	3,60	9 188,39	3 413,24	5 775,15	0,00	157 007,66	0,00
14	24/05/2039	3,60	9 188,39	3 536,11	5 652,28	0,00	153 471,55	0,00
15	24/05/2040	3,60	9 188,39	3 663,41	5 524,98	0,00	149 808,14	0,00
16	24/05/2041	3,60	9 188,39	3 795,30	5 393,09	0,00	146 012,84	0,00
17	24/05/2042	3,60	9 188,39	3 931,93	5 256,46	0,00	142 080,91	0,00
18	24/05/2043	3,60	9 188,39	4 073,48	5 114,91	0,00	138 007,43	0,00
19	24/05/2044	3,60	9 188,39	4 220,12	4 968,27	0,00	133 787,31	0,00
20	24/05/2045	3,60	9 188,39	4 372,05	4 816,34	0,00	129 415,26	0,00
21	24/05/2046	3,60	9 188,39	4 529,44	4 658,95	0,00	124 885,82	0,00
22	24/05/2047	3,60	9 188,39	4 692,50	4 495,89	0,00	120 193,32	0,00
23	24/05/2048	3,60	9 188,39	4 861,43	4 326,96	0,00	115 331,89	0,00
24	24/05/2049	3,60	9 188,39	5 036,44	4 151,95	0,00	110 295,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/05/2050	3,60	9 188,39	5 217,75	3 970,64	0,00	105 077,70	0,00
26	24/05/2051	3,60	9 188,39	5 405,59	3 782,80	0,00	99 672,11	0,00
27	24/05/2052	3,60	9 188,39	5 600,19	3 588,20	0,00	94 071,92	0,00
28	24/05/2053	3,60	9 188,39	5 801,80	3 386,59	0,00	88 270,12	0,00
29	24/05/2054	3,60	9 188,39	6 010,67	3 177,72	0,00	82 259,45	0,00
30	24/05/2055	3,60	9 188,39	6 227,05	2 961,34	0,00	76 032,40	0,00
31	24/05/2056	3,60	9 188,39	6 451,22	2 737,17	0,00	69 581,18	0,00
32	24/05/2057	3,60	9 188,39	6 683,47	2 504,92	0,00	62 897,71	0,00
33	24/05/2058	3,60	9 188,39	6 924,07	2 264,32	0,00	55 973,64	0,00
34	24/05/2059	3,60	9 188,39	7 173,34	2 015,05	0,00	48 800,30	0,00
35	24/05/2060	3,60	9 188,39	7 431,58	1 756,81	0,00	41 368,72	0,00
36	24/05/2061	3,60	9 188,39	7 699,12	1 489,27	0,00	33 669,60	0,00
37	24/05/2062	3,60	9 188,39	7 976,28	1 212,11	0,00	25 693,32	0,00
38	24/05/2063	3,60	9 188,39	8 263,43	924,96	0,00	17 429,89	0,00
39	24/05/2064	3,60	9 188,39	8 560,91	627,48	0,00	8 868,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	24/05/2065	3,60	9 188,26	8 868,98	319,28	0,00	0,00	0,00
Total			367 535,47	193 210,89	174 324,58	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

Emprunteur : 0206519 - VILOGIA
N° du Contrat de Prêt : 160365 / N° de la Ligne du Prêt : 5594535
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 115 306 €
Taux actuariel théorique : 3,13 %
Taux effectif global : 3,13 %
Intérêts de Préfinancement : 3 609,08 €
Taux de Préfinancement : 3,13 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/05/2026	3,13	4 067,61	345,57	3 722,04	0,00	118 569,51	0,00
2	24/05/2027	3,13	4 067,61	356,38	3 711,23	0,00	118 213,13	0,00
3	24/05/2028	3,13	4 067,61	367,54	3 700,07	0,00	117 845,59	0,00
4	24/05/2029	3,13	4 067,61	379,04	3 688,57	0,00	117 466,55	0,00
5	24/05/2030	3,13	4 067,61	390,91	3 676,70	0,00	117 075,64	0,00
6	24/05/2031	3,13	4 067,61	403,14	3 664,47	0,00	116 672,50	0,00
7	24/05/2032	3,13	4 067,61	415,76	3 651,85	0,00	116 256,74	0,00
8	24/05/2033	3,13	4 067,61	428,77	3 638,84	0,00	115 827,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 0000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/05/2034	3,13	4 067,61	442,19	3 625,42	0,00	115 385,78	0,00
10	24/05/2035	3,13	4 067,61	456,04	3 611,57	0,00	114 929,74	0,00
11	24/05/2036	3,13	4 067,61	470,31	3 597,30	0,00	114 459,43	0,00
12	24/05/2037	3,13	4 067,61	485,03	3 582,58	0,00	113 974,40	0,00
13	24/05/2038	3,13	4 067,61	500,21	3 567,40	0,00	113 474,19	0,00
14	24/05/2039	3,13	4 067,61	515,87	3 551,74	0,00	112 958,32	0,00
15	24/05/2040	3,13	4 067,61	532,01	3 535,60	0,00	112 426,31	0,00
16	24/05/2041	3,13	4 067,61	548,67	3 518,94	0,00	111 877,64	0,00
17	24/05/2042	3,13	4 067,61	565,84	3 501,77	0,00	111 311,80	0,00
18	24/05/2043	3,13	4 067,61	583,55	3 484,06	0,00	110 728,25	0,00
19	24/05/2044	3,13	4 067,61	601,82	3 465,79	0,00	110 126,43	0,00
20	24/05/2045	3,13	4 067,61	620,65	3 446,96	0,00	109 505,78	0,00
21	24/05/2046	3,13	4 067,61	640,08	3 427,53	0,00	108 865,70	0,00
22	24/05/2047	3,13	4 067,61	660,11	3 407,50	0,00	108 205,59	0,00
23	24/05/2048	3,13	4 067,61	680,78	3 386,83	0,00	107 524,81	0,00
24	24/05/2049	3,13	4 067,61	702,08	3 365,53	0,00	106 822,73	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/05/2050	3,13	4 067,61	724,06	3 343,55	0,00	106 098,67	0,00
26	24/05/2051	3,13	4 067,61	746,72	3 320,89	0,00	105 351,95	0,00
27	24/05/2052	3,13	4 067,61	770,09	3 297,52	0,00	104 581,86	0,00
28	24/05/2053	3,13	4 067,61	794,20	3 273,41	0,00	103 787,66	0,00
29	24/05/2054	3,13	4 067,61	819,06	3 248,55	0,00	102 968,60	0,00
30	24/05/2055	3,13	4 067,61	844,69	3 222,92	0,00	102 123,91	0,00
31	24/05/2056	3,13	4 067,61	871,13	3 196,48	0,00	101 252,78	0,00
32	24/05/2057	3,13	4 067,61	898,40	3 169,21	0,00	100 354,38	0,00
33	24/05/2058	3,13	4 067,61	926,52	3 141,09	0,00	99 427,86	0,00
34	24/05/2059	3,13	4 067,61	955,52	3 112,09	0,00	98 472,34	0,00
35	24/05/2060	3,13	4 067,61	985,43	3 082,18	0,00	97 486,91	0,00
36	24/05/2061	3,13	4 067,61	1 016,27	3 051,34	0,00	96 470,64	0,00
37	24/05/2062	3,13	4 067,61	1 048,08	3 019,53	0,00	95 422,56	0,00
38	24/05/2063	3,13	4 067,61	1 080,88	2 986,73	0,00	94 341,68	0,00
39	24/05/2064	3,13	4 067,61	1 114,72	2 952,89	0,00	93 226,96	0,00
40	24/05/2065	3,13	4 067,61	1 149,61	2 918,00	0,00	92 077,35	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	24/05/2066	3,13	4 067,61	1 185,59	2 882,02	0,00	90 891,76	0,00
42	24/05/2067	3,13	4 067,61	1 222,70	2 844,91	0,00	89 669,06	0,00
43	24/05/2068	3,13	4 067,61	1 260,97	2 806,64	0,00	88 408,09	0,00
44	24/05/2069	3,13	4 067,61	1 300,44	2 767,17	0,00	87 107,65	0,00
45	24/05/2070	3,13	4 067,61	1 341,14	2 726,47	0,00	85 766,51	0,00
46	24/05/2071	3,13	4 067,61	1 383,12	2 684,49	0,00	84 383,39	0,00
47	24/05/2072	3,13	4 067,61	1 426,41	2 641,20	0,00	82 956,98	0,00
48	24/05/2073	3,13	4 067,61	1 471,06	2 596,55	0,00	81 485,92	0,00
49	24/05/2074	3,13	4 067,61	1 517,10	2 550,51	0,00	79 968,82	0,00
50	24/05/2075	3,13	4 067,61	1 564,59	2 503,02	0,00	78 404,23	0,00
51	24/05/2076	3,13	4 067,61	1 613,56	2 454,05	0,00	76 790,67	0,00
52	24/05/2077	3,13	4 067,61	1 664,06	2 403,55	0,00	75 126,61	0,00
53	24/05/2078	3,13	4 067,61	1 716,15	2 351,46	0,00	73 410,46	0,00
54	24/05/2079	3,13	4 067,61	1 769,86	2 297,75	0,00	71 640,60	0,00
55	24/05/2080	3,13	4 067,61	1 825,26	2 242,35	0,00	69 815,34	0,00
56	24/05/2081	3,13	4 067,61	1 882,39	2 185,22	0,00	67 932,95	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	24/05/2082	3,13	4 067,61	1 941,31	2 126,30	0,00	65 991,64	0,00
58	24/05/2083	3,13	4 067,61	2 002,07	2 065,54	0,00	63 989,57	0,00
59	24/05/2084	3,13	4 067,61	2 064,74	2 002,87	0,00	61 924,83	0,00
60	24/05/2085	3,13	4 067,61	2 129,36	1 938,25	0,00	59 795,47	0,00
61	24/05/2086	3,13	4 067,61	2 196,01	1 871,60	0,00	57 599,46	0,00
62	24/05/2087	3,13	4 067,61	2 264,75	1 802,86	0,00	55 334,71	0,00
63	24/05/2088	3,13	4 067,61	2 335,63	1 731,98	0,00	52 999,08	0,00
64	24/05/2089	3,13	4 067,61	2 408,74	1 658,87	0,00	50 590,34	0,00
65	24/05/2090	3,13	4 067,61	2 484,13	1 583,48	0,00	48 106,21	0,00
66	24/05/2091	3,13	4 067,61	2 561,89	1 505,72	0,00	45 544,32	0,00
67	24/05/2092	3,13	4 067,61	2 642,07	1 425,54	0,00	42 902,25	0,00
68	24/05/2093	3,13	4 067,61	2 724,77	1 342,84	0,00	40 177,48	0,00
69	24/05/2094	3,13	4 067,61	2 810,05	1 257,56	0,00	37 367,43	0,00
70	24/05/2095	3,13	4 067,61	2 898,01	1 169,60	0,00	34 469,42	0,00
71	24/05/2096	3,13	4 067,61	2 988,72	1 078,89	0,00	31 480,70	0,00
72	24/05/2097	3,13	4 067,61	3 082,26	985,35	0,00	28 398,44	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/05/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	24/05/2098	3,13	4 067,61	3 178,74	888,87	0,00	25 219,70	0,00
74	24/05/2099	3,13	4 067,61	3 278,23	789,38	0,00	21 941,47	0,00
75	24/05/2100	3,13	4 067,61	3 380,84	686,77	0,00	18 560,63	0,00
76	24/05/2101	3,13	4 067,61	3 486,66	580,95	0,00	15 073,97	0,00
77	24/05/2102	3,13	4 067,61	3 595,79	471,82	0,00	11 478,18	0,00
78	24/05/2103	3,13	4 067,61	3 708,34	359,27	0,00	7 769,84	0,00
79	24/05/2104	3,13	4 067,61	3 824,41	243,20	0,00	3 945,43	0,00
80	24/05/2105	3,13	4 068,92	3 945,43	123,49	0,00	0,00	0,00
Total			325 410,11	118 915,08	206 495,03	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 160365 Emprunteur n° 000206519

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

MAIRIE DE CALUIRE
PL FREDERIC DUGOUJON
69300 CALUIRE ET CUIRE

Programme : **Caluire – CLOS VERDE**

Objet : Demande de garantie d'emprunt

Lyon, le 21/11/2024,

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la construction de logements à l'adresse ci-dessus désigné, nous vous soumettons notre demande de garantie relative à nos emprunts Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 15% soit pour un montant total de 82 229,55 euros.

Vous trouverez en pièces jointes :

- Une note de présentation du programme
- Le plan de financement
- Le contrat de prêt
- Le modèle de délibération tel qu'attendu par notre préteur

Nous vous remercions de nous informer de la date à laquelle ce dossier pourra être instruit et de nous adresser un extrait de délibération certifié conforme en original et portant la mention de légalité.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire et nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Romain ALBERT
Directeur des territoires

,

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE
ET LA SOCIETE ANONYME D'HLM VILOGIA

OCTROI D'UNE GARANTIE D'EMPRUNT EN CONTREPARTIE DE DROITS DE RESERVATION

OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA – 9 logements
24 AVENUE MARC SANGNIER- 69300 CALUIRE ET CUIRE

ENTRE :

La **COMMUNE de CALUIRE ET CUIRE** représentée par son Maire, …… en vertu de la délibération du conseil municipal n°…….. en date du …… ;

ci-après dénommée « la COMMUNE » d'une part,

ET :

La Société anonyme dénommée « Vilogia société anonyme d'habitations à loyer modéré », ayant son siège social, 271 boulevard de Tournai 59664 VILLENEUVE D'ASCQ, au capital de 178 355 980 Euros inscrite au RCS de Lille Métropole sous le n° SIREN 475 680 815 ; représentée par Monsieur Romain ALBERT, Directeur de Territoire AURA

ci-après dénommée « le BAILLEUR » d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

La société VILOGIA a réalisé l'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux situés au 24 avenue Marc Sangnier sur la commune de CALUIRE ET CUIRE

La société VILOGIA a fait appel à la COMMUNE en sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 15% du montant des prêts PLUS/PLAI. En contrepartie de cette garantie d'emprunt, la VILLE bénéficiera d'un droit de réservation de 1 logements dans le programme situé 24 avenue Marc Sangnier sur la commune de CALUIRE ET CUIRE

La présente convention a ainsi pour objet de préciser les conditions de la garantie d'emprunt ainsi que le nombre et la nature de logements attribués à la ville en contrepartie.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUE DU PRET

Pour la réalisation de cette opération le BAILLEUR a sollicité la COMMUNE pour l'octroi d'une garantie d'emprunt des prêts à hauteur de 15 % :

- Prêts PLUS : 301 803 euros
  Prêts PLAI : 246 394 euros
- Contrat de prêt n° 160465 délivré par la caisse des dépôts et consignations

ARTICLE 2 : NOMBRE DE LOGEMENTS RESERVES

En contrepartie de la garantie d'emprunt contractée par VILOGIA, la COMMUNE est réservataire d'1 logement au sein du programme situé au 24 avenue Marc Sangnier sur la commune de CALUIRE ET CUIRE

Nous rappelons que les réservations relèvent du droit commun de la gestion en flux lors de la rotation, dont les modalités de mise en œuvre sont définies dans l'article 3 de la présente convention :

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DU LOGEMENT

La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) a généralisé la gestion en flux des réservations de logements sociaux. Cette réforme vise à améliorer le fonctionnement du système d'attributions pour remplir les grands objectifs de la politique du logement.

La gestion en flux des réservations, qui se substitue à la gestion en stock, vise à rendre plus efficace et fluide la mise en relation entre l'offre et la demande et en particulier à faciliter l'atteinte par les bailleurs et réservataires des objectifs de relogement des publics prioritaires d'une part et des objectifs de mixité sociale d'autre part.

Le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux détermine les modalités de mise en œuvre de la gestion en flux et impose à chaque organisme de logement social de signer avec chaque réservataire d'ici le 24 novembre 2023 au plus tard une convention de réservation fixant les modalités pratiques de gestion en flux des réservations de logements. Les réservations des logements issues de la présente convention rentreront dans le cadre de la gestion en flux.

A la relocation des logements, la COMMUNE dispose à compter du jour où elle reçoit l'information de la vacance du logement, d'un délai d'UN mois pour présenter des candidats et faire connaître au BAILLEUR les coordonnées des trois candidats proposés par logement.

Passé ce délai, la COMMUNE ne pourra plus exercer son droit de réservation. Cet abandon provisoire du droit de réservation ne modifie en rien la présente convention, la COMMUNE retrouvant son droit de désignation lors de la libération suivante du ou des logements concernés.

En l'absence de candidat proposé par la COMMUNE dans le délai prévu, le BAILLEUR reprendra la libre disposition du logement en vue de sa location. Le BAILLEUR retrouvera alors le droit de procéder à la désignation d'un locataire de son choix, et s'engage à signifier à la COMMUNE dès qu'elle procède à cette désignation d'office, les coordonnées du nouveau locataire en place.

Au cas où un locataire désigné par la COMMUNE souhaiterait bénéficier d'un autre logement appartenant au BAILLEUR, l'échange de logement ne pourra se faire qu'avec un accord écrit. Cet accord comportera les données suivantes :

- Le nom du locataire concerné et les références du logement nouveau qui lui est attribué.
- L'engagement du BAILLEUR de donner à la COMMUNE le nom du nouveau locataire du logement objet du droit de réservation.
- L'engagement du BAILLEUR d'informer la COMMUNE du congé donné par ce nouveau locataire dans les conditions fixées ci-dessus, de façon que la COMMUNE puisse exercer son droit de réservation.

Cet échange de logement ne modifie pas l'identification des logements faite ci-dessus sur lesquels la COMMUNE exerce son droit de réservation

ARTICLE 4 : BENEFICIAIRES DU LOGEMENT

Les candidatures présentées par la COMMUNE devront remplir les conditions requises pour l'occupation des logements, conformément à la législation et la réglementation en vigueur des résidences sociales dédiées aux jeunes travailleurs.

Le BAILLEUR traitera directement avec les bénéficiaires du logements désignés par la COMMUNE, lesquels seront personnellement responsables de leurs obligations en qualité de locataires.

Il est précisé que les dispositions de la présente convention de réservation ne peuvent, en aucune façon, avoir pour effet d'instituer la COMMUNE en qualité de copropriétaire ou de locataire principal de l'immeuble.

Le BAILLEUR s'engage à la date de mise en location du logement, à appliquer aux bénéficiaires des logements désignés par la COMMUNE, en tout point et sans aucune discrimination, le même régime de redevances, charges, prestations, etc.. qu'à l'ensemble des locataires de l'immeuble, et ce, dans le cadre de la réglementation actuellement en vigueur en matière de logements, ainsi que toute législation complémentaire ou modificative intervenant ultérieurement.

Le BAILLEUR exercera tous les droits de propriétaire que la loi et le bail lui confèrent. Le BAILLEUR pourra, notamment, donner congé au locataire si ce dernier refuse de respecter ses obligations locatives et le poursuivre en justice pour paiement ou expulsion.

ARTICLE 5 : REDEVANCES

Pendant la durée du droit de réservation, les redevances pratiquées seront fixées et réévaluées dans la limite des plafonds réglementaires, en fonction de la catégorie de financement de l'opération.

ARTICLE 6 : TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de fusion, d'absorption, de dissolution le BAILLEUR ou de la COMMUNE ou en cas de cession de l'immeuble par le BAILLEUR, avant l'expiration du délai de validité de la présente convention, cette dernière conservera son plein effet vis-à-vis de l'organisme, de la société, de la collectivité ou de toute autre personne auquel son actif aura été dévolu ou auquel la cession sera consentie.

Le BAILLEUR obligera alors ses ayants droit à la stricte observation de la présente convention. A cet effet, le BAILLEUR s'oblige à mentionner et joindre en annexe cette convention dans tout acte portant mutation à titre onéreux ou gratuit en précisant que le cessionnaire ou le dévolutaire ne peut se dégager de l'obligation précisée à cet article.

Dans ce cas, le bénéficiaire de l'acte sera subrogé dans les droits et obligations résultant pour le BAILLEUR de la présente convention de réservation.

Le BAILLEUR s'engage à faire figurer cette substitution dans l'acte concerné et à la notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à la COMMUNE dans les 30 jours de sa régularisation, indépendamment de tout agrément préalable du cessionnaire ou dévolutaire par la COMMUNE.

En cas d'agrément du cessionnaire ou dévolutaire par la COMMUNE, le BAILLEUR sera alors délié de tout engagement à l'égard de la COMMUNE et ne pourra en aucun cas être considérée comme restant solidairement tenue avec ledit bénéficiaire de l'exécution de la présente convention.

En l'absence d'agrément du cessionnaire ou dévolutaire par la COMMUNE, le BAILLEUR restera solidairement tenu avec ledit cessionnaire ou dévolutaire de l'exécution de la présente convention.

En cas de transfert de propriété avec remboursement intégral du prêt garanti la présente convention deviendra caduque de plein droit.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION = DUREE DE RESERVATION

La présente convention entrera en vigueur simultanément avec le contrat d'emprunt régularisé entre le BAILLEUR et l'Établissement prêteur et la COMMUNE.

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature par les deux parties pour un durée de 20 ans à compter de la mise à disposition du logement.

L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la COMMUNE.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances du BAILLEUR n'est pas soldé, les dispositions resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance de la COMMUNE.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile en leur siège respectif.

Fait à …….. le, ……..

en deux exemplaires originaux

Pour la **COMMUNE de CALUIRE ET CUIRE**	Pour **S.A. D'HLM VILOGIA**
……	Romain ALBERT
Maire	Directeur de Territoire AURA

M. TOLLET : Il s'agit du financement d'une opération d'acquisition en VEFA de cinq logements sociaux situés au 24 avenue Marc Sangnier à Caluire. Le montant total garanti par la Ville s'élève à 82 229,55 euros.
Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_082 OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES _ ANNÉE 2025 _ DÉTERMINATION DU NOMBRE DE DIMANCHES AUTORISÉS

***Mme FRIOLL** :*

Les lois n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et n°2016-1088 du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels définissent les conditions dans lesquelles il est possible de déroger au principe du repos dominical pour les salariés des commerces de détail, posé par l'article L.3132-26 du Code du travail.

Ainsi, le nombre maximum de dimanches autorisés est de douze. Quel que soit le nombre retenu, la décision est prise obligatoirement après avis du Conseil Municipal. La délibération doit clairement faire apparaître le nombre de dimanches autorisé, par branche, ainsi que le calendrier.
Si les dimanches accordés sont supérieurs à cinq, l'avis conforme de la Métropole de Lyon doit être recueilli. A défaut de délibération de sa part dans un délai de deux mois, cet avis est réputé favorable.
Les textes précisent que le principe du volontariat demeure pour le salarié. Les contreparties restent fixées par la loi (art. L.3132-27 du Code du travail) : au moins doublement du salaire, et repos compensateur.

Après consultation des principales enseignes installées sur la commune, il est proposé pour l'année 2025 :
- d'accorder cinq dimanches pour les banches suivantes : habillement, prêt à porter, textiles, chaussure, maroquinerie, bureautique, téléphonie, parfumerie et articles de beauté, optique, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, divers en magasin spécialisé (jeux et jouets, livres et papeterie, sports et loisirs), équipement de la maison, et les commerces de détail non spécialisés,
soit : les 30 novembre, 7, 14, 21, et 28 décembre ;
- d'accorder cinq dimanches pour la branche automobile,
soit les : 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre, et 12 octobre.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER pour l'année 2025 les propositions suivantes :
1 – L'octroi de cinq ouvertures dominicales pour les branches : habillement, prêt à porter, textiles, chaussure, maroquinerie, bureautique, téléphonie, parfumerie et articles de beauté, optique, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, divers en magasin spécialisé (jeux et jouets, livres et papeterie, sports et loisirs), équipement de la maison, et les commerces de détail non spécialisés, soit les 30 novembre, 7, 14, 21, et 28 décembre 2025.
2 – L'octroi de cinq ouvertures dominicales pour la branche automobile, soit les 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre, et 12 octobre 2025.

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer l'arrêté municipal correspondant ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme FRIOLL : Comme chaque année, nous votons l'ouverture dominicale des commerces. Il est proposé pour l'année 2025 d'accorder 5 dimanches d'ouverture pour la branche automobile, les 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre et 12 octobre, et d'accorder également 5 dimanches pour les autres branches, le 30 novembre et les 7, 14, 21 et 28 décembre. Merci.

M. TOLLET : Merci, Madame FRIOLL. Il y a une demande d'intervention de M. GUEDJ.

M. GUEDJ : Merci beaucoup pour l'accueil qui m'est fait en Conseil municipal. Je suis très fier d'être élu dans cette ville où j'habite depuis que je suis en CE2. Même si cela ne fait pas si longtemps pour moi, cela fait tout de même un certain nombre d'années déjà. Je remercie les services de la Ville et les différents élus qui m'ont accueilli, évidemment mon groupe, mais pas uniquement. Vous avez pu percevoir un accueil que je ne sais pas très bien comment qualifier de la part d'un autre élu du Conseil, mais nous en discuterons sans doute après ce conseil, parce que je n'ai pas tout compris ; je pense que vous non plus d'ailleurs. Toutefois, ce n'est pas très grave et ce n'est pas l'objet de mon intervention.
Madame l'Adjointe, j'avais une question. Nous avons bien lu la délibération et nous lisons : « *Après consultation des principales enseignes.* » Cela nous questionne. Est-ce un abus de langage mais, en réalité, tous les commerçants de Caluire ont pu donner leur avis sur ce sujet ou est-ce que vous avez fait un choix et seule une partie des commerçants ont pu donner leur avis ? Dans ce cas, nous nous demandons pourquoi il n'y aurait eu qu'une partie des commerçants. L'expression « *principales enseignes* » laisse penser que les petites enseignes n'ont pas eu leur mot à dire et nous osons espérer que ce n'est pas le cas, parce qu'elles ont évidemment leur mot à dire sur ce sujet. Je pense que vous serez d'accord avec nous là-dessus.

Mme FRIOLL : Bien sûr, Monsieur. Quand vous parlez de petites enseignes, parlez-vous d'entrepreneurs qui sont seuls à gérer leur entreprise ?

M. GUEDJ : Ou de tout petits commerces. Nous ne savons pas ce que veut dire l'expression « *principales enseignes* ». J'imagine que vous n'avez pas demandé qu'à Auchan. C'est vraiment une question.

Mme FRIOLL : Je voulais dire que les personnes qui sont seules, qui gèrent leur commerce, comme certains commerces qui sont dans le centre de Caluire, décident. Maintenant, les grandes enseignes comme Auchan ne peuvent pas décider. En effet, avec les services et avec la CCI, il y a des concertations. Nos commerces, petits comme grands, les commerces en général, les entreprises en général, nous écrivent pour nous faire part de leurs demandes. C'est bien la raison pour laquelle vous avez les dimanches proposés pour la branche automobile et les autres. Cela fait plusieurs années que les services échangent avec plusieurs autres mairies et des CCI, et nos entreprises nous écrivent pour nous demander. Quand ils sont seuls, ils font ce qu'ils veulent. S'ils veulent travailler tous les dimanches de l'année, c'est possible pour eux.

M. TOLLET : Merci pour cette réponse.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_083 OCTROI DE DEUX SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À L'UNION DES COMMERÇANTS DE CALUIRE BOURG (UCCB)

Mme FRIOLL *:*

L'Union des Commerçants de Caluire Bourg (UCCB) a pour objectif de rassembler les commerçants et artisans du centre bourg et de contribuer à l'attractivité commerciale du quartier.

L'UCCB organise la braderie du centre-ville de Caluire et Cuire depuis plusieurs années. Il s'agit d'une manifestation attendue par les Caluirards et importante pour les acteurs économiques, car bien au-delà des revenus financiers qu'elle peut générer, elle est une animation festive qui participe à l'attractivité du centre-ville.
La braderie s'est déroulée le 29 septembre 2024.
La tenue de cette braderie génère des recettes pour la Ville, à savoir les droits de place versés par les participants. Or, l'organisation de cet événement est gérée, dans l'ensemble, par l'association.

L'UCCB met également en place à destination des Caluirards des animations pour les fêtes de fin d'année : la fête des lumières le 7 décembre et Noël.
Sont prévus une animation pour les enfants en même temps que le marché des créateurs le 7 décembre, et une animation « photobooth » avec le Père Noël le 21 décembre.

Afin d'équilibrer son budget pour ces deux manifestions, l'association sollicite le concours financier de la Ville sous la forme de deux subventions exceptionnelles. La Ville souhaite encourager et soutenir l'Union des Commerçants de Caluire Bourg dans son activité de dynamisation du centre-ville.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg une subvention exceptionnelle égale au produit de la commercialisation des droits de place de la manifestation "Braderie du centre-ville", soit un montant de 1 890 € euros ;

- D'OCTROYER à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg une subvention exceptionnelle égale aux dépenses engendrées par la mise en place des festivités du 7 décembre et de Noël d'un montant maximum de 2 000 € ;

- DE DIRE que les crédits nécessaires seront pris sur les crédits mis en réserve au budget primitif 2024 et la dépense comptabilisée sur le compte 632-65748 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme FRIOLL : L'UCCB a organisé cette année plusieurs opérations de promotions et d'animation du centre-ville. Afin d'aider l'association à équilibrer son budget et de l'encourager à poursuivre la dynamisation du centre-ville, il est demandé au Conseil municipal d'octroyer à l'UCCB une subvention exceptionnelle égale aux produits des droits de place de la braderie, soit un montant de 1 890 euros, et une subvention exceptionnelle égale aux dépenses engendrées par la mise en place des festivités du 7 décembre et de Noël, d'un montant maximum de 2 000 euros. Merci.

M. TOLLET : Merci. J'ai une demande d'intervention de Mme GEHIN.

Mme GEHIN : Merci, Monsieur le Premier Adjoint.
Mes chers collègues, Mesdames, Messieurs, notre groupe, bien entendu, soutient cette subvention. L'Association des commerçants de notre ville est un acteur clé de la vitalité économique et sociale de notre commune. Nous devons les soutenir, soutenir leurs initiatives par des subventions, comme nous allons le faire, et nous devons encourager ce

dynamisme local, attirer des visiteurs et renforcer l'attractivité de nos commerces de proximité. Je sais que c'est un élément qui est très important pour notre Mairie, cela l'est aussi pour nous. Ces aides vont permettre de financer des événements, des actions collectives bénéfiques à toute la communauté. Investir dans nos commerçants, c'est investir dans le cœur de notre Ville, et je vous en remercie.

M. TOLLET : Merci, Madame GEHIN, pour votre intervention. C'est vrai que nous essayons de faire le maximum pour soutenir notre commerce de proximité.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour l'unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_084 PROJETS D'ACTIONS PÉDAGOGIQUES DES ÉCOLES PUBLIQUES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025

***Mme WEBANCK** :*

A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.
Dans ce cadre, la Ville intervient auprès des enfants de façon diversifiée pour les accompagner dans leur parcours éducatif et ainsi les aider à devenir de futurs citoyens. Les classes transplantées, la Médiathèque Bernard Pivot, ou encore l'intervention d'associations caluirardes sur les temps périscolaires représentent autant d'opportunités pour les enfants d'être sensibilisés et de se familiariser avec les thématiques de l'engagement citoyen favorisant le vivre ensemble.

En cohérence avec le PEDT, et en réponse à un appel à projets lancé en fin d'année scolaire 2023/2024, les enseignants des écoles primaires publiques ont pu élaborer des projets d'actions pédagogiques qui se déploieront tout au long de la nouvelle année scolaire.
Pour cette année 2024/2025, la Ville souhaite, plus particulièrement, soutenir les actions favorisant l'éducation à la citoyenneté et au développement durable, mais aussi les actions favorisant le renforcement des savoirs fondamentaux nécessaires à la réussite et à l'épanouissement des enfants.
Une enveloppe globale de 8 000 € est dédiée au soutien financier des projets dont la portée éducative et pédagogique est validée par l'Inspection Académique de l'Education Nationale. Certains projets peuvent aussi être accompagnés dans leur mise en œuvre grâce à l'expertise et à la mobilisation de personnel municipal, le cas échéant.
La répartition de l'enveloppe financière dédiée à ces projets, ainsi que les autres moyens humains et matériels mis à disposition sont détaillés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ATTRIBUER les subventions aux projets d'actions pédagogiques 2024/2025 des écoles primaires publiques caluirardes pour un montant total de 8 000 euros, selon le tableau annexé à la présente délibération ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au budget de l'exercice 2024 sur le compte fonction 213, nature 65748 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

PROJETS D'ACTIONS PEDAGOGIQUES
ANNEE SCOLAIRE 2024 2025

ECOLES	ASSOCIATION BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION	ACTIONS	SUBVENTIONS PROPOSEES	AUTRES MOYENS ALLOUES
B. Albrecht Elémentaire	OCCE coopérative scolaire élémentaire Berthie Albrecht	Initions-nous aux gestes éco-citoyens!	300,00 €	
		Le développement durable au service du cadre de vie	100,00 €	Intervention service parcs et jardins
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
B. Albrecht Maternelle	OCCEcoopérative scolaire maternelle Berthie Albrecht	Sensibilisation à la biodiversité	250,00 €	Intervention service parcs et jardins
A.M. Ampère	OCCE coopérative scolaire André-Marie Ampère	Projet de partenariat avec l'IME		Intervention animatrice poterie
		Fresque du climat junior	200,00 €	
		Le langage du temps	250,00 €	
		Le jardin de l'école au fil des saisons		Intervention service parcs et jardins
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
E. Herriot	Association sportive scolaire Edouard Herriot	Jeux de cour - Aménagement de la cour	150,00 €	
		Grand Prix littéraire UNICEF	200,00 €	
		Des poules à l'école	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
J. Jaurès Elémentaire	Association sportive école primaire Jean Jaurès	Environnement : les énergies et les écogestes.	500,00 €	
		Du « journal de Jean Jau » à la Web radio	800,00 €	
		Le jardin pédagogique	300,00 €	Intervention service parcs et jardins
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
J. Jaurès Maternelle	OCCE Jean Jaurès	Parcours culturel		Intervention animatrice poterie
		Développement d'une conscience éco citoyenne	200,00 €	
J. Verne Maternelle	OCCEcoopérative scolaire maternelle Jules Verne	Projet Intergénérationnel : s'enrichir auprès de l'autre	250,00 €	
J. Verne Elémentaire	Association sportive scolaire Jules Verne	A la découverte des petites bêtes	150,00 €	
		Petites bêtes, à chacun son rôle	150,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
Montessuy Elémentaire	Association sou de l'école élémentaire Montessuy	Faire l'école dehors	300,00 €	Intervention service parcs et jardins
		Pour un usage raisonné des écrans	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
Montessuy Maternelle	OCCE du Rhône COOP 181701 école maternelle Montessuy	Agir pour sa santé	200,00 €	
		BCD et Citoyenneté	200,00 €	
P. Bert Elémentaire	Association sportive scolaire Paul Bert	Connectés mais responsables	200,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
P. Bert Maternelle	Ecole primaire Paul Bert COOP OCCE	L'art, ça donne des ailes en maternelle !	200,00 €	
		Des élèves éco-citoyens	100,00 €	Intervention service parcs et jardins
PM. Curie Elémentaire	Association sportive et culturelle Pierre et Marie Curie	Prix Littérature de jeunesse (UNICEF/Les Incorruptibles)	150,00 €	
		Les jardins de Curie	150,00 €	Intervention service parcs et jardins
PM. Curie Maternelle	OCCE coopérative scolaire Maternelle Pierre et Marie Curie	Incroyables P'tits élèves	150,00 €	Utilisation des extérieurs de la maison Ferber
		Les grands comédiens	150,00 €	Intervention service parcs et jardins
		Jardiniers nomades		Intervention service parcs et jardins
J. Moulin	Ecole Primaire Jean Moulin Coop OCCE	Lison, écrivons	200,00 €	
		Usep et héritage 2024	400,00 €	
		Jardin pédagogique 2		Intervention service parcs et jardins
		Passeport du civisme	600,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
V. Basch	OCCE Victor Basch	USEP et valeurs citoyennes	400,00 €	
		Visite du Sénat	400,00 €	
		Projet Musique		Intervention enseignante musicale
TOTAL			**8 000,00 €**	

Mme WEBANCK : Chaque année scolaire et en réponse à un appel à projets, la Ville soutient les écoles publiques de Caluire et Cuire dans la conduite de leurs projets d'actions pédagogiques. Ces projets sont validés par l'Inspection académique et répondent aux valeurs éducatives portées par la Ville à travers son projet éducatif de territoire. Le soutien de la Ville se traduit par de l'aide financière, humaine et/ou matérielle. L'enveloppe financière dédiée à ces projets s'élève à 8 000 euros pour cette année scolaire. Il est demandé au Conseil municipal d'attribuer les subventions aux écoles conformément au tableau annexé à la délibération.

M. TOLLET : Merci, Madame WEBANCK. J'ai des demandes d'interventions de M. GILLARD, M. ATTAR BAYROU et M. MATTEUCCI. Oui, Monsieur GUEDJ.

M. GUEDJ : Je voudrais d'abord remercier les équipes pédagogiques et les parents d'élèves pour leur implication et la diversité des projets qui sont proposés. Nous avions une question sur un projet en particulier, sans du tout le remettre en cause, à savoir la visite des écoliers de l'école Victor Basch au Sénat. C'est évidemment quelque chose qui est extrêmement formateur pour les enfants de pouvoir visiter une institution républicaine. Nous avions une question sur ces visites, que ce soit au Sénat ou à l'Assemblée, aucune n'est prévue à l'Assemblée mais cela pourrait. Ces visites se font généralement avec un parlementaire spécifiquement : comment ce parlementaire a-t-il été sélectionné ? A-t-il été proposé à tous les sénateurs du Rhône d'accueillir nos écoliers ou y a-t-il eu un choix préalable de la mairie ou de l'équipe pédagogique ? C'est vraiment une question sans aucun sous-entendu, puisque nous sommes vraiment pour ce projet.

M. TOLLET : Merci. Monsieur MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : Nous pouvons encore nous féliciter cette année de voir de nombreux projets qui sont déposés par les écoles et *via* les coopératives scolaires, avec des axes prioritaires autour de l'environnement et la citoyenneté. Toutefois, j'ai noté que vous avez dit que le budget était de 8 000 euros cette année. Je crois qu'il a augmenté par rapport à l'année dernière, est-ce cela ?

Mme WEBANCK : Oui. L'année dernière, il était de 6 000 euros.

M. MATTEUCCI : D'accord. Je me félicite que l'on ait pu augmenter le soutien financier aux projets des écoles. Je pense que c'est un choix budgétaire qui est important, que j'ai en tout cas toujours défendu et je me félicite que vous l'ayez repris. J'avais aussi une question par rapport aux autres moyens alloués. En dehors des sommes dans le tableau annexé, nous avons les autres moyens alloués, les interventions des Parcs et Jardin et enseignants. Serait-il possible à un moment d'en avoir la valorisation pour savoir à peu près ? Ce qui est intéressant dans les projets, c'est ce que l'on donne financièrement. Comme on l'a dit, on fait d'autres choses mais, pour la réalisation de ce projet, il y a des moyens qui sont alloués et il y a une pertinence aussi à les valoriser, si c'est possible.

Mme WEBANCK : C'est un peu compliqué de chiffrer précisément, parce qu'il y a parfois des demandes qui arrivent un peu en cours d'année. Je pense notamment aux Parcs et Jardin. C'est compliqué. Franchement, nous voulons garder cette souplesse par rapport à la demande des écoles. Cela me paraît compliqué, mais on peut y réfléchir.

M. MATTEUCCI : Ma question était spécifiquement sur le projet. Par exemple, si l'on prend le projet Berthie Albrecht : développement durable au service du cadre de vie, intervention du service Parcs et Jardin, il s'agit de savoir si c'est 1 ou 2 heures. Cela nous permet d'avoir un peu une idée des moyens alloués par la collectivité pour soutenir ces projets.

Mme WEBANCK : Cela dépend en effet de la demande. Sur certains projets, on va devoir envoyer des agents une fois par mois. Parfois, cela sera une fois par trimestre. C'est un peu compliqué de vous donner une réponse précise à ce niveau. Je voudrais revenir aussi sur la visite du Sénat pour l'école Victor Basch. C'est pareil, c'est en général un travail en partenariat avec les services de la Mairie, avec l'Éducation nationale et avec l'enseignant, bien évidemment. Il est important aussi de préciser que Victor Basch fait partie du système Passeport du civisme. Dans ce cadre, ils ont aussi des projets un peu plus sérieux, dirons-nous.

M. TOLLET : Merci pour ces réponses.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_085 OCTROI DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT SUR LES TEMPS PÉRISCOLAIRES 2024/2025

Mme WEBANCK *:*

Par délibération n°2018_057 du 26 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé les termes de la convention type fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires.
A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.
Chaque année scolaire depuis 2018, plusieurs associations se sont engagées dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires de la Ville. Principalement sur le temps de pause méridienne, les associations proposent aux enfants des activités de qualité dans les domaines sportifs ou culturels. Les animations collectives proposées sont encadrées par des intervenants spécialisés dans leur domaine d'activité et sont adaptées à l'âge des enfants. Elles sont complémentaires aux activités proposées par les personnels municipaux et permettent aux enfants de Caluire et Cuire de découvrir de nouvelles activités.

Pour permettre à ces associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, et conformément à l'article 6 de la convention fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires, la Ville leur octroie une subvention.
Pour l'année 2024/2025, il est proposé d'attribuer les subventions selon les modalités suivantes :

Association	*Montant de subvention au titre de l'année scolaire 2024/2025*
Association sportive de Caluire section athlétisme	*5 120 euros*
AMC2	*30 000 euros*
FCL arts martiaux	*5 800 euros*
Jeanne d'Arc de Caluire	*4 950 euros*
Le Gai savoir	*1 560 euros*

Caluire Rugby League	*1 200 euros*
Total	*48 630 euros*

Le versement de la subvention sera établi chaque fin de trimestre scolaire, soit fin décembre 2024, fin avril 2025, et fin juin 2025.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER les subventions exceptionnelles suivantes aux associations intervenant dans le cadre des temps périscolaires durant l'année 2024/2025 :

- *Association sportive de Caluire section athlétisme : 5 120 euros*
- *AMC2 : 30 000 euros*
- *FCL arts martiaux : 5 800 euros*
- *Jeanne d'Arc de Caluire : 4 950 euros*
- *Le Gai savoir : 1 560 euros*
- *Caluire Rugby League : 1 200 euros*

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte fonction 213 nature 65748 du budget des années concernées ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Mme WEBANCK : Depuis 2018, la Ville de Caluire et Cuire s'appuie sur son tissu associatif pour proposer des activités sportives et culturelles aux enfants sur le temps périscolaire de midi. Plusieurs associations se sont engagées dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires publiques de la ville. Pour permettre à ces associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, il convient de renouveler l'attribution de subventions exceptionnelles. Le montant alloué à chaque association pour cette année scolaire est identique au montant alloué pour l'année 2023-2024. Il est donc demandé au Conseil municipal d'octroyer aux six associations mentionnées les subventions indiquées dans le rapport.

M. TOLLET : Merci, Madame WEBANCK. Monsieur MATTEUCCI, vous avez demandé la parole.

M. MATTEUCCI : C'est aussi en lien avec la question précédente. Les projets des écoles servent à valoriser les apprentissages d'une façon différente et à les mettre en vie. L'intervention des associations sur le temps périscolaire amène cela aussi, c'est-à-dire des pratiques différentes qui permettent de valoriser des parcours pédagogiques et la réussite des enfants. On ne peut que s'en féliciter. Pour certaines associations qui sont de grosses associations de notre Ville, sur des volumes assez conséquents de subventions exceptionnelles, la question se pose de l'intervention, mais aussi de la pérennité de ces financements. Je reviens sur une question que j'avais déjà posée il y a très longtemps, mais je pense que la réponse sera à peu près identique, sur le fait qu'il s'agisse toujours de subventions exceptionnelles. N'y aurait-il pas moyen, dans le cadre des conventions pluriannuelles que nous avons avec certains partenaires présents ici, d'inscrire de façon assez claire la participation ? Juridiquement, c'est possible, Monsieur AMOROS. Il s'agirait d'inscrire de façon assez claire la reconnaissance du soutien apporté par ces associations dans le cadre de nos financements. Merci.

M. TOLLET : Merci. Madame WEBANCK, voulez-vous répondre ?

Mme WEBANCK : Je pense que c'est pareil, il faut rester relativement souples. Ce sont là ces montants, mais qui vous dit que, dans deux ans, cela ne va pas changer ? Je pense qu'il faut pouvoir être réactifs. Pour l'instant, les associations se contentent de cette situation. Personnellement, je ne vois pas de raison d'en changer.

M. TOLLET : Merci pour ces réponses. Je mets ce rapport aux voix. Pardon, ce n'était pas marqué. Allez-y, Madame GEHIN.

Mme GEHIN : Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Les activités périscolaires jouent un rôle essentiel dans l'épanouissement des enfants et favorisent leur accès à des loisirs éducatifs, à leur socialisation, mais leur coût peut être un frein pour de nombreuses familles. Notre groupe est donc en faveur d'un renforcement de ces subventions pour les activités, pour garantir une égalité des chances et un accès pour tous les enfants de la commune, et contribuer à une société plus inclusive et au bien-être de ces jeunes. Investir dans l'éducation périscolaire, c'est bien entendu investir dans l'avenir. Nous serions ravis d'avoir une petite présentation au cours d'un prochain conseil municipal de certaines de ces activités périscolaires proposées sur la commune de Caluire.

Mme WEBANCK : Il n'y a pas de souci. Ma porte est ouverte. Vous pouvez venir me voir quand vous voulez.

Mme GEHIN : Je profite d'avoir la parole, si vous m'y autorisez, comme je ne suis pas intervenue sur le contexte qui est particulier aujourd'hui, pour m'adresser à vous tous et aux Caluirards. Je pense que ce qui nous rassemble aujourd'hui, c'est d'être au service de nos concitoyens. Notre mission première est de les écouter, de les représenter tous, et ce quelles que soient nos idées politiques, qui sont souvent bien loin de leurs besoins quotidiens. Je pense qu'il ne faut pas oublier ce qui nous a poussés à nous présenter aux dernières élections. Avoir des représentants attentifs à eux est la seule priorité qui doit nous unir aujourd'hui pour construire le Caluire de demain. Nous devons dépasser nos idéaux. Nous devons aujourd'hui nous trouver un juste équilibre constructif pour être au service de nos concitoyens. Je pense qu'ils attendent de nous que nous assumions la construction de cette Ville dont ils rêvent et de cette Ville qui va les rendre heureux. Je vous remercie.

M. TOLLET : Merci, Madame GEHIN. Sur le début de l'intervention, je crois que M. COUTURIER veut dire un mot.

M. COUTURIER : Je voulais simplement ajouter une petite chose concernant le sport. Sur la partie post-scolaire, vous savez qu'il y a l'Amicale Laïque de Caluire qui travaille. Dans ce cadre, elle embauche environ 60 personnes. En équivalents temps plein, je ne sais plus combien cela fait exactement, mais nous donnons une subvention importante de plus de 30 000 euros dans ce cadre. C'est quelque chose qui fonctionne très bien depuis longtemps. C'est sur la partie sportive. Nous pouvons souligner également le travail qui est fait dans les activités extrascolaires de l'Office Municipal des Sports, l'OMS, notamment pour tous les enfants de 6 à 13 ans, sur lequel la Ville investit aussi énormément. Il y a les clubs aussi. Ce qui est compliqué pour moi quant au fait de s'inscrire dans la durée, pour répondre à la question de Fabrice MATTEUCCI, c'est que les clubs mettent à disposition des éducateurs et que, d'une année sur l'autre, ils n'ont pas forcément la capacité de pouvoir accompagner dans la durée sur plusieurs années. C'est pourquoi nous le faisons année après année, en fonction aussi de la possibilité des clubs de pouvoir accompagner dans le dispositif. Merci.

M. TOLLET : Merci, Monsieur COUTURIER, pour ces précisions.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_086 OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA MISSION LOCALE PLATEAU NORD VAL DE SAÔNE

M. MANINI *:*

La Mission Locale Plateau Nord Val de Saône est un partenaire indispensable de la commune dans l'accompagnement des jeunes ayant quitté le système scolaire, afin de les orienter dans leur parcours professionnel. Chaque année, elle prend en charge de nombreux jeunes dans leurs recherches d'emploi, d'orientation professionnelle ou de formation. Par ailleurs, elle leur propose un accompagnement global visant à les soutenir dans l'élaboration de leurs projets et à les aider à surmonter les difficultés de la vie courante.

« Tous Solidaires » est une action qui permet aux jeunes de la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône de vivre une expérience collective à travers la réalisation d'un projet. Grâce à cette action, les participants identifient leurs capacités, se mobilisent et exploitent leurs potentiels, développant ainsi leur autonomie. Ils sont amenés à penser, agir et travailler par eux mêmes, pour, in fine, acquérir de nouvelles compétences.
Huit jeunes Caluirards vont pouvoir bénéficier de ce dispositif en décembre 2024. Le parcours comprend plusieurs ateliers sur une semaine. Ces ateliers ont pour fil conducteur les étapes relatives à la méthodologie de projet.
Le programme des ateliers est le suivant :

- *Atelier 1 : Se rencontrer, créer du lien, apprendre à se connaître, mettre les jeunes au cœur du projet, poser un cadre de référence (valeur, engagement, intérêt général).*
- *Atelier 2 : Stimuler l'inspiration, ouvrir le champ des possibles, créer une intelligence collective, valider l'idée du projet solidaire et le nommer.*
- *Atelier 3 : Clarifier le projet, en définir les étapes et les actions, s'organiser en équipe.*
- *Atelier 4 : Appliquer le plan d'actions, préparer le projet, apprendre à anticiper.*
- *Atelier 5 : Jour J de réalisation du projet.*
- *Atelier 6 : Bilan du projet (évaluation, relecture) et suite de parcours (réaliser son bilan personnel « compétences, valeurs, qualités »).*

Le budget global de l'action s'élève à 5 300 euros et la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône sollicite une participation de la Ville à hauteur de 4 000 euros.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 4 000 euros à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte 65748 du budget de l'année 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. MANINI : La Ville souhaite ce soir apporter son soutien à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône à travers une subvention exceptionnelle de 4 000 euros pour une action permettant à 8 jeunes Caluirards de développer collectivement un projet et ainsi gagner en confiance. Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'octroyer cette subvention exceptionnelle de 4 000 euros à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône.

M. TOLLET : Merci, Monsieur MANINI.
Il n'y a pas de demande d'intervention. Je précise que je ne participe pas moi-même au vote, étant président de cette Mission Locale. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 41 VOIX POUR

(M. TOLLET ne prend pas part au vote)

N° D2024_087 OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX AMIS DU JEUDI-DIMANCHE

M. MANINI *:*

La Ville travaille en collaboration avec la fondation des AJD (Amis Jeudi-Dimanche), notamment dans le cadre de la prévention spécialisée qui vise à mettre en place des accompagnements éducatifs auprès de jeunes en difficulté. En effet, la fondation a pour mission d'accompagner les jeunes vers l'extérieur », en établissant un lien entre leur cadre de vie et de nouvelles perspectives professionnelles.

Ainsi, en parallèle de la subvention annuelle que la Ville verse à la Fondation AJD, il est proposé une subvention exceptionnelle de nature à soutenir deux projets développés par la Fondation AJD dans le cadre de l'accompagnement des jeunes :

• La mise en place d'un chantier éducatif dans le quartier de Montessuy en partenariat avec Grand Lyon Habitat. Le chantier s'est déroulé du 23 au 27 septembre 2024 et a permis à cinq jeunes de réaliser un travail de mise en peinture d'un local commun partagé au sein d'un local du patrimoine immobilier de Grand Lyon Habitat situé au 103 Avenue Alexander Flemming. Ce dispositif éducatif vise à développer et valoriser leurs compétences sociales et professionnelles des jeunes en leur proposant un contrat de travail. Chaque jeune a bénéficié d'un temps de bilan individuel et d'un accompagnement personnalisé. L'ensemble du groupe est composé de jeunes en situation de décrochage scolaire. Deux d'entre eux ont pu intégrer une formation (cuisine et bâtiment) à l'issue de la semaine ; pour les trois autres, un accompagnement renforcé avec la Mission Locale est enclenché.

• La mise en place d'un chantier d'étiquetage en partenariat avec Grand Lyon Habitat dans le quartier de Montessuy. Le chantier s'est déroulé du 28 au 31 octobre 2024 et a permis à quatre jeunes filles de mettre en évidence les compteurs énergie (gaz et électricité) vis à vis des locataires des allées situées entre les 101 et 108 Avenue Alexander Flemming. Les jeunes percevront une gratification leur permettant de financer un séjour de ski durant les vacances de février 2025.

Concernant le budget global, le coût du premier chantier est de 3 262 euros dont 2 100 euros ont été consacrés aux salaires des jeunes. Le coût du deuxième chantier s'élève à 1 000 euros dont 800 euros sont consacrés à la gratification des jeunes.

Le budget global des deux actions est de 4 262 euros et la Fondation sollicite une participation de la Ville à hauteur de 2 900 euros.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 2 900 euros à la Fondation des Amis du Jeudi-Dimanche pour ces deux projets ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte 65748 du budget de l'année 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. MANINI : Dans le cadre de la prévention spécialisée, la Ville souhaite ce soir apporter son soutien à la Fondation AJD, Amis du Jeudi-Dimanche, dans le cadre de deux chantiers éducatifs qui ont été menés dans le quartier de Montessuy : un chantier d'aménagement d'un local à vélo et un chantier de création de plaques électriques. Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'octroyer cette subvention exceptionnelle de 2 900 euros à la Fondation des Amis du Jeudi-Dimanche.

M. TOLLET : Je vous remercie. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_088 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA MAISON MÉTROPOLITAINE D'INSERTION POUR L'EMPLOI (MMI'E) - 2024-2026

M. MANINI *:*

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi (MMI'e), constituée depuis le 1er janvier 2019 sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) d'échelle métropolitaine, est composée à ce jour de 45 membres dont l'État, la Région Auvergne Rhône-Alpes, la Métropole de Lyon, France Travail, les trois bailleurs sociaux du Pôle Public de l'habitat, la CCI et la CMA, ainsi que 35 communes, qui partagent leurs moyens et leurs stratégies.

L'objectif poursuivi par le GIP est d'être un outil opérationnel, agile et force de proposition au service de ses membres. Pour ce faire, il agit en direction des entreprises pour favoriser l'insertion durable des demandeurs d'emploi de longue durée et notamment des bénéficiaires du RSA, à travers le déploiement de la Charte des 1 000 entreprises pour l'insertion et l'emploi. Le GIP intervient également auprès des acteurs de l'insertion en proximité pour favoriser les synergies entre eux et favoriser les actions permettant le retour à l'emploi durable des personnes qui en sont éloignées. Enfin, la MMI'e accompagne les donneurs d'ordre dans la mise en œuvre des clauses sociales dans leurs marchés.

Depuis 2021, la Ville organise, en lien avec les services publics de l'emploi, une semaine de l'emploi avec notamment un job dating, qui en novembre 2024 a pu accueillir près de 250 demandeurs d'emploi pour rencontrer plus de 15 entreprises qui recrutaient sur le Plateau Nord.

Afin d'être accompagnée dans la mise en place d'actions à destination des demandeurs d'emploi et plus généralement de l'insertion, par délibération n°2022_006 en date du 28 février 2022, la Ville a signé une convention de coopération avec la MMI'e pour la mise en place des clauses d'insertion dans ses marchés publics. La MMI'e intervient en tant que « facilitateur », c'est-à-dire, assistant à maîtrise d'ouvrage.
Depuis 2022, ceci a généré plus 1 800 heures d'insertion, ce sont 10 salariés en insertion qui ont été mobilisés et 10 contrats de travail ont été générés. Ce sont 14 entreprises qui ont été accompagnées par la MMI'e pour respecter leurs engagements d'insertion dans l'exécution de leurs marchés sur Caluire.

Par délibération n°2022_086 en date du 17 octobre 2022, le Conseil Municipal de la Ville de Caluire et Cuire a adhéré au GIP et a désigné Madame Sonia FRIOLL en qualité de représentant titulaire et Monsieur Laurent MICHON en qualité de représentant suppléant.

Le 2 octobre 2023, une convention de partenariat a été signée entre le GIP MMI'e et la Ville. Cette convention a pris fin le 31 décembre 2023.

Le GIP MMI'e et la Ville de Caluire et Cuire souhaitent poursuivre leur collaboration et conviennent de formaliser une nouvelle convention de partenariat pour définir et organiser leurs modalités d'intervention respectives en vue de déployer le plan d'actions du GIP.

Cette convention aura une durée de trois ans.

Pour information, le barème de cotisation prévisionnel est de 500 € par an (soit 1 500 € sur la période 2024-2026).

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la Ville et la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi (MMI'e), telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention et à prendre tout acte nécessaire à son exécution ;

- DE DIRE que la dépense correspondante à l'adhésion sera imputée au compte fonction 632 -nature 6281 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LA MAISON METROPOLITAINE D'INSERTION POUR L'EMPLOI
ET
LA VILLE DE CALUIRE

Entre la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi
Adresse : 24, rue Etienne Rognon - 69007 Lyon
Représentée par sa Présidente, Mme Séverine Hémain, dite « **le GIP** »

Et la Ville de Caluire
Adresse : Place du Docteur-Frédéric-Dugoujon 69300 **Caluire**-et-Cuire
Représentée par M.Philippe Cochet Maire de la commune de Caluire

Vu *l'avenant n°5 à la convention constitutive de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi approuvé par arrêté du Préfet le 27 décembre 2022,*

Vu *la délibération du Conseil d'administration de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi du 3 décembre 2024, validant la présente convention,*

Vu *la délibération du Conseil municipal de la Ville de Caluire et Cuire du 16 décembre 2024 validant la présente convention,*

maison
métropolitaine d'insertion pour l'emploi
Lyon métropole

PREAMBULE

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi est un groupement d'intérêt public qui compte 45 membres : l'Etat, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Métropole de Lyon, France Travail, les villes de Lyon, Bron, Caluire et Cuire, Champagne-au-Mont d'Or, Chassieu, Corbas, Collonges au Mont d'Or, Craponne, Dardilly, Décines, Écully, Feyzin, Fontaines-sur-Saône, Genay, Givors, Grigny, Irigny, Jonage, La Mulatière, La Tour de Salvagny, Limonest, Meyzieu, Mions, Neuville-sur-Saône, Oullins-Pierre-Bénite, Rillieux-la-Pape, Saint-Cyr au Mont d'Or, Saint-Didier-au-Mont d'Or, Saint-Fons, Saint Genis Laval, Saint-Priest, Sathonay Camp, Solaize, Vaulx-en-Velin, Vénissieux, Villeurbanne, Lyon Métropole Habitat, Est Métropole Habitat, Grand Lyon Habitat, la CCI Lyon Métropole et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Rhône.

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi a pour objet de participer aux dispositifs d'insertion, aux actions d'intérêt général relevant de l'insertion et de l'emploi au bénéfice de tous publics en difficulté sur le territoire de compétence de la Métropole de Lyon, qui constitue le territoire d'intervention du GIP.

Elle est notamment l'opérateur privilégié de mise en œuvre du Programme Métropolitain d'Insertion pour l'emploi (PMI'e), et en particulier de la mobilisation des entreprises afin de créer les conditions pour un développement du territoire inclusif. La MMI'e s'inscrit également dans la déclinaison locale de la loi plein emploi et du contrat de Ville de la Métropole de Lyon. Elle participe à l'animation et la mise en œuvre du réseau des acteurs pour l'Emploi.

En outre, le GIP met en œuvre les actions suivantes :

- observer la situation de l'emploi et anticiper les mutations économiques du territoire ;
- contribuer à la coordination des actions du service public de l'emploi, des réseaux spécialisés et des acteurs locaux :
    - à l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des personnes à la recherche d'une formation ou d'un emploi ;
    - au maintien et au développement de l'activité et de l'emploi ;
- contribuer au développement de la gestion territorialisée des ressources humaines ;
- mener également des actions d'information et de sensibilisation aux phénomènes des discriminations à l'embauche et dans l'emploi ainsi que relatives à l'égalité professionnelle et à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

La ville de Caluire est membre de la MMI'e depuis le 17/10/2022.

Dans ce cadre, le GIP MMI'e et la Ville de Caluire souhaitent poursuivre leur collaboration concernant le déploiement du plan d'actions du GIP et conviennent de formaliser une convention de partenariat pour définir et organiser leurs modalités d'intervention respectives en vue de cet objectif.

Par conséquent, il est convenu ce qui suit :

maison
métropolitaine d'insertion pour l'emploi
Lyon métropole

ARTICLE 1 : Objet de la convention de partenariat

La présente convention a pour objet de définir le cadre du partenariat établi entre le GIP MMI'e et la Ville de Caluire pour la mise en œuvre d'une action concertée concernant les champs couverts par le GIP et la commune de Caluire, sur son territoire.

ARTICLE 2 : Définition et objectifs des actions mises en œuvre

Le plan d'actions de la MMI'e se décline autour de 3 missions principales. Pour atteindre l'objectif d'un déploiement optimal du plan d'actions, les parties conviennent de coopérer pour développer les actions suivantes :

1- Mobilisation des entreprises pour une pratique RH inclusive

- Animer et développer de la Charte des 1000 – club « les entreprises s'engagent » à l'échelle des Conférences Territoriales des Maires (CTM)
- Manager la réalisation effective des engagements pris par les entreprises signataires
- Assurer une ingénierie de projet pour faire émerger avec les entreprises les actions en faveur de l'insertion (emploi, immersion, stages de 3ème, etc.) et faire le lien avec les acteurs socio-professionnels
- Structurer un réseau d'entreprises engagées à l'échelle des Conférences Territoriales des Maires (CTM)
- Faciliter le lien avec les professionnels de l'emploi/insertion du territoire et leur permettre d'être acteurs de la charte en s'appropriant le réseau d'entreprises (tutorat, entretien conseil, PMSMP…)
- Contribuer au lien entre les entreprises et les entreprises à vocation d'insertion (IAE, EBE, …)
- Accompagner les entreprises dans les changements de pratiques RH et travailler à l'employeurabilité, notamment la lutte contre les discriminations
- Assurer une ingénierie de projets réunissant entreprises et acteurs de l'emploi et de l'insertion
- Mobiliser les entreprises sur les évènements insertion-emploi des parties prenantes du Réseau des acteurs pour l'emploi
- Contribuer à une meilleure prise en compte des leviers du recrutement inclusif par les des filières d'activités (prendre soin, industrie, transition écologique, petite enfance…), en lien avec les opérateurs métropolitains du développement économique
- Proposer des plans d'actions et les outils adaptés à chaque filière prioritaire
- Développer des synergies et appuyer les consortiums d'acteurs permettant d'envisager des réponses communes aux difficultés de recrutement, et favorisant notamment l'inclusion des publics éloignés de l'emploi
- Porter des démarches de « grands recrutements » pour des implantations d'entreprises sur un territoire donné Coordonner des démarches de grands recrutements ou de grands évènements insertion et emploi
- Promouvoir auprès des entreprises les outils, actions et dispositifs « inclusion » de la MMIE et de ses parties prenantes
- Développer des outils d'observation et des pratiques permettant de dialoguer autour de ces enjeux

A ce titre,
- le service développement économique et urbain de la commune de Caluire et Cuire participe au GT Emploi du Plateau Nord. Cette structure est coordonnée par la chargée de liaison Emploi Entreprises de la MMI'e. Elle permet notamment de créer du lien entre les entreprises du territoire et les services publics de l'emploi,
- depuis 2021, la Ville organise, en lien avec les services publics de l'emploi, une semaine de l'emploi avec notamment un job dating qui, en 2024, a pu accueillir près de 250 demandeurs d'emplois pour rencontrer plus de 15 entreprises qui recrutaient sur le Plateau Nord.

maison
métropolitaine d'insertion pour l'emploi
Lyon métropole

2-Facilitation des clauses sociales et de l'accès à l'emploi

- Accompagner les Maîtres d'Ouvrage publics et privés dans l'inscription, le suivi et l'évaluation des clauses sociales dans leurs achats
- Promouvoir l'innovation dans la mise en œuvre de ces clauses pour tendre à la mobilisation maximale du levier des achats publics et privés et favoriser la responsabilité sociale des employeurs
- Favoriser la création de parcours d'insertion et d'actions spécifiques à partir de l'outil des clauses sociales, notamment par la mutualisation des parcours d'insertion entre entreprises
- Mettre en place des actions de sourcing de publics éloignés de l'emploi auprès des acteurs de l'insertion du territoire et favoriser la promotion des candidatures auprès des entreprises
- Favoriser le lien entre les parcours d'accompagnement à l'emploi développé par les acteurs du territoire et les opportunités d'emploi générées dans le cadre des clauses sociales
- Organiser l'échange de bonnes pratiques entre acheteurs en lien avec la Métropole de Lyon et l'État
- Valoriser les bonnes pratiques en assurant une veille thématique
- Coordonner le réseau régional des facilitateurs de la clause sociale
- Assurer l'animation partenariale des instances de pilotage et de suivi des clauses sociales à l'échelle du territoire (toute sollicitation pour un accompagnement aux clauses fera l'objet d'un financement spécifique)
- Coordonner des actions collectives ayant pour objectif la mise à l'emploi
- Développer des outils d'observation et des pratiques permettant de dialoguer autour de ces enjeux

A ce titre, alors que la Ville mobilisait déjà le levier de la commande publique pour valoriser l'insertion, au travers des marchés réservés à des entreprises de l'insertion, de clauses incitatives… depuis février 2022, avec le concours de la MMI'e (convention de coopération du 4 mai 2022), la commune de Caluire et Cuire a intégré les clauses d'insertion sociales dans ses contrats publics.

3. Animation et ingénierie territoriale

- Participer à l'animation et assurer le secrétariat permanent des comités locaux pour l'emploi/CTIE rénovés et veiller à la mise œuvre d'un plan d'action territorial partagé.
- Faciliter le développement de projets cohérents dans le cadre des différentes programmations financières
- Assurer l'émergence et l'incubation, seul ou en partenariat, des projets soutenus par les acteurs du territoire et/ou des entreprises dès lors qu'ils n'existent pas dans l'offre de service actuelle et nécessitent un appui au démarrage et à l'ingénierie, et contribuer à leur son suivi et évaluation
- Favoriser la rencontre et susciter le partenariat ou la mise en commun entre acteurs de l'insertion, de l'emploi, en associant autant que possible et si besoin les employeurs du territoire
- Participer à la professionnalisation des acteurs sur les thématiques concourant à la levée des freins à l'emploi (santé mentale, formation, mobilité, etc.)
- Incuber ou faire émerger des projets territorialisés permettant un rapprochement et une meilleure adéquation entre les besoins des entreprises et les compétences disponibles sur le territoire
- Faire connaître l'offre de service proposée sur le territoire, valoriser les actions innovantes des principaux opérateurs sur les territoires et veiller à la cohérence territoriale et temporelle de l'offre d'actions sur le territoire
- Appuyer la structuration d'un réseau de lieux de proximité MMI'e pour renforcer et articuler l'offre de services à destination des publics.
- Accueillir une offre de médiation et d'accompagnement aux outils numériques en articulant les moyens existants
- A l'échelle Métropolitaine, diffuser l'offre de services des partenaires et promouvoir des pratiques innovantes.
- Contribuer à l'organisation d'évènements fédérateurs favorisant la mise en lien entre les acteurs

- Apporter son expertise sur des sujets transversaux, notamment en matière d'évaluation, qui contribuent au développement d'une culture commune et à des réponses nouvelles entre les parties prenantes du réseau de l'insertion, l'emploi et la formation.
- Incuber des projets innovants et en assurer la diffusion
- Porter l'animation éditoriale des outils d'information partagée dans le champ insertion et emploi (portail Métropole pour l'emploi)
- Diffuser les bonnes pratiques locales et assurer un appui à l'ingénierie des projets insertion/emploi locaux

A ce titre, :
- la commune de Caluire et Cuire met à disposition des salles pour la coordination du réseau : salles au sein de l'Hôtel de Ville ou dans les quartiers en veille active (comme le 111 grande Rue de Saint Clair ou le 82bis Grande Rue de Saint Clair dans le quartier de Saint Clair, quartier QPM)
- les agents de la Ville participent aux réunions de coordination du réseau (information sur territoire, promotion des dispositifs, actualités autour insertion et emploi,...) et lors des instances institutionnelles (COPIL, COTECH)
- depuis septembre 2021, la Ville mène une expérimentation sur un dispositif d'insertion socioprofessionnelle coconstruit avec les acteurs locaux sur le quartier en veille active de Saint-Clair. L'objectif est de faciliter les parcours d'insertion des familles précaires avec enfants de moins de 3 ans dont des familles monoparentales. Il s'agit de réserver des places dédiées au projet au sein des 2 crèches municipales du quartier. Le Relais Petite Enfance vient en appui pour mobiliser des assistantes maternelles et accompagner les parents selon l'évolution de leurs parcours professionnels.
- depuis fin 2021, la Ville a recruté une conseillère numérique pour accompagner les caluirards lors de rendez-vous individuels d'accompagnement ou d'ateliers collectifs thématiques.

ARTICLE 3 : Communication

L'ensemble des actions conduites au titre de la présente convention fait l'objet d'une communication spécifique, sous la double bannière « Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi » et « Ville de Caluire » et doit obtenir l'accord préalable des parties.

Par ailleurs, la commune s'engage à participer aux réunions organisées par la MMI'e relatives aux actions ciblées ; elle renseigne le système d'informations défini.

Plus généralement, les parties conviennent de se tenir informées des actions conduites sur le territoire en question, au bénéfice des publics communs.

Notamment, elles partagent un agenda commun des manifestations et contribuent ensemble à la mise en place d'actions communes.

Toute communication sur les actions conduites au titre de la présente convention, quels qu'en soient la forme, le support et l'origine, devra obtenir l'autorisation préalable des deux parties (MMI'e et Ville de Caluire), notamment quant à l'utilisation des signes distinctifs, logos et charte graphique, qui sont leur propriété exclusive.

ARTICLE 4 : Contributions financières au plan d'actions.

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, la Ville de Caluire estime la mobilisation à du temps agents et des moyens d'environ 45 000 euros par an, montant qui sera identifié dans le budget annuel et le bilan du GIP au titre des contributions volontaires en nature. Cette participation pourra être revue annuellement en prévisionnel et en réalisé.
Les temps agent est réparti selon les différents postes suivants :
- Coordination Conseil Local de la Santé Mentale (CLSM)
- Coordination Politique de la Ville (volet insertion)
- Coordination de la convention territoriale globale avec la CAF (volet projets crèche insertion à Saint Clair)
- Convention de partenariat MMI'e pour les clauses d'insertion

- Participation aux GT Emploi
- Participation aux instances de gouvernance et groupes de travail

Enfin, la commune de Caluire s'acquitte du montant annuel de la cotisation au GIP pour un montant de 500 euros.

Les modalités de suivi de l'équipe de la Ville sont les suivantes : un point sera fait annuellement avec les équipes de la MMIE.

ARTICLE 5 : Suivi – Evaluation

La commune s'engage à réunir et à communiquer à la MMI'e les éléments permettant d'évaluer l'articulation et le travail de collaboration réalisé avec les différents intervenants MMI'e au titre de la coordination territoriale sur le territoire de la commune et réciproquement.
Plus généralement, le GIP MMI'e et la commune de Caluire conviennent que l'application de la présente convention fait l'objet d'un bilan annuel établi conjointement au plus tard avant la fin du premier semestre suivant l'année civile.
La Ville et le GIP MMI'e s'engagent à mettre en œuvre les outils de pilotage, de suivi et d'évaluation de la présente convention notamment en :

- organisant des réunions de suivi régulières entre la Ville et le GIP MMI'e (au moins 1 par an). Le format variera en fonction de l'ordre du jour (pilotage ou technique).
- construisant et partageant les indicateurs de suivi du partenariat, objet de la présente convention.

ARTICLE 6 : Durée de la convention de partenariat – révision – résiliation

La présente convention prend effet le 1er janvier 2024 et prend fin le 31 décembre 2026.

Elle peut être révisée par voie d'avenant.

Elle prend fin de plein droit en cas de dissolution du GIP MMI'e.

Dans le cas où l'une des parties manquerait à ses obligations, l'autre partie pourra résilier le contrat de plein droit dans un délai d'un (1) mois après l'envoi par lettre recommandée avec avis de réception d'une mise en demeure de remédier à ce manquement, restée sans effet.

Article 7 : Droit applicable et attribution de juridiction

La présente convention est soumise au droit français. Dans le cas où un litige relatif à son exécution survenait entre les parties, celles-ci s'engagent mutuellement à tout mettre en œuvre pour trouver une solution amiable.
A défaut, le litige sera porté devant les juridictions lyonnaises compétentes.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires,
le

pour la Ville de Caluire	**pour la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi**
Le Maire	**La Présidente**
Monsieur Philippe Cochet	**Madame Séverine Hémain**

M. MANINI : La Ville mène plusieurs actions pour faciliter l'emploi et l'insertion. Ces actions sont mises en place avec l'ensemble des services publics et de l'emploi. La Ville s'appuie sur les compétences et les services de la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, MMIE, groupement d'intérêt public, et notamment l'accompagnement de la chargée de liaison emploi-entreprise présente sur le plateau nord. La Ville a adhéré à la MMIE en octobre 2022 et, la convention d'adhésion ayant pris fin, il est demandé ce soir au Conseil municipal de renouveler cette dernière convention pour une période s'étendant de 2024 à 2026.

M. TOLLET : Merci, Monsieur MANINI. Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 41 VOIX POUR

(Mme CRESPY ne prend pas part au vote)

N° D2024_089 EXERCICE 2025 – AUTORISATION DE MANDATEMENT EN INVESTISSEMENTS SANS INSCRIPTION PRÉALABLE DE CRÉDITS

***M. TOLLET** :*

Conformément aux dispositions de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement :

- *dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette*

et

- *pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'autorisation de programme.*

L'autorisation mentionnée ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.
Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Afin de permettre l'engagement ou la poursuite de certaines opérations dans les meilleurs délais, et pour garantir, sans attendre le vote du budget 2025, le paiement des sommes dues notamment au titre des travaux et des acquisitions aux fournisseurs, il est proposé de faire appel à cette procédure dite d'autorisation de mandatement sans inscription préalable de crédits.

Rappel des crédits ouverts en 2024

Crédits ouverts en dépenses réelles d'investissement (chapitres 20, 21, 204, 23, 26 et 27 sauf chapitres 13 et 16, hors RAR)	*21 424 928,22 €*
Quart des crédits ouverts	*5 356 232,06 €*

Le tableau suivant précise les montants et affectations des investissements concernés :

PROGRAMME	*PRÉVISION 2025*	*CHAPITRE*
Frais d'études et acquisitions de logiciels ou autres biens incorporels	*150 000 €*	*20*
Subventions d'équipement	*150 000 €*	*204*

Acquisition de biens immobiliers ou mobiliers et de matériels pour le fonctionnement des services et équipements de la Ville	*750 000 €*	*21*
Travaux sur divers bâtiments de la Ville et acquisition biens immobiliers en VEFA	*4 000 000 €*	*23*
Autres immobilisations financières dont acquisition par préemption	*300 000 €*	*27*
TOTAL	*5 350 000 €*	

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE CONSTATER que le montant correspondant au quart des crédits ouverts en investissement au budget précédent est de 5 356 232,06 € ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à engager, liquider et mandater avant le vote du budget 2025 les dépenses d'investissement nécessaires, au-delà des crédits reportés et des crédits de paiement votés, correspondant aux montants et affectations présentés dans le tableau ci-dessus ;

- DE DIRE que les crédits correspondants aux dépenses engagées, liquidées ou mandatées dans le cadre de cette autorisation seront ouverts au budget primitif 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. TOLLET : Il s'agit de permettre à la Ville de poursuivre l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement préalables au vote du budget primitif dans la limite du quart des crédits d'investissement inscrits au budget précédent. Cette autorisation vient en complément des dépenses qui seront reportées de 2024 sur 2025 et des crédits inscrits dans les autorisations de programmes déjà votés. Le montant des dépenses d'investissement qu'il est proposé d'ouvrir en anticipation du vote du budget primitif 2025 est de 5 350 000 euros. Il a été réparti entre les différents chapitres d'investissement. Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son remplaçant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement nécessaires correspondant aux montants et affectations présentés dans le tableau annexé à la délibération.
Il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_090 AUGMENTATION DES TARIFS DES SERVICES PUBLICS COMMUNAUX N'AYANT PAS UN CARACTÈRE FISCAL

***M. TOLLET** :*

Le Conseil Municipal, par délibération n°2020_007 du 23 mai 2020, a décidé de déléguer à Monsieur le Maire certaines de ses attributions, dans le cadre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le chargeant notamment pour la durée de son mandat de fixer par arrêté, dans les limites que le Conseil détermine, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, le dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.

Il est rappelé que, bien que ne s'inscrivant pas dans la catégorie des recettes fiscales, le produit des concessions dans les cimetières fait l'objet d'une délibération spécifique du Conseil Municipal (articles L.2223-15 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales).

Après le pic de 2023, l'inflation devrait se stabiliser à un niveau plus soutenable pour les collectivités, les ménages et les acteurs économiques dans un contexte international et géopolitique toujours fragile et incertain. La Banque Centrale Européenne anticipe ainsi une trajectoire désinflationniste avec une inflation globale conforme à l'objectif de 2 % dès fin 2025 et des prix de l'énergie modérés. D'après le Projet de Loi de Finances pour 2025 et le consensus des économistes, il devrait en résulter en France un reflux confirmé et anticipé à 1,8 % pour 2025.

Compte tenu de cette prévision d'inflation qui va impacter l'évolution des différents postes de dépenses nécessaires au fonctionnement des services publics communaux, il est proposé que le coefficient de variation appliqué aux tarifs 2024 pour déterminer les tarifs 2025 soit de 1,018. Compte tenu des arrondis éventuels, ce coefficient pourra varier entre 1 et 1,05.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE RETENIR un coefficient de variation appliqué aux tarifs 2024 pour déterminer les tarifs 2025 de 1,018. Compte tenu des arrondis éventuels, ce coefficient pourra varier entre 1 et 1,05 ;

- DE DIRE que chacun des tarifs communaux à caractère non fiscal sera fixé dans cette limite et sans modification dans leur structure avec une application à compter du 1er janvier 2025 ou à compter du 1er septembre 2025 pour les activités périscolaires (accueil du matin, restauration scolaire) et extrascolaires (Caluire Juniors, Caluire Jeunes) ainsi que la ludothèque au regard du fait qu'ils sont organisés sur le rythme de l'année scolaire ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. TOLLET : Concernant le rapport sur l'augmentation des tarifs des services publics communaux n'ayant pas un caractère fiscal, je vous propose de l'adopter sans le premier paragraphe, qui était relatif à la délibération 2020-007, devenue caduque. Il s'agit pour le Conseil municipal de déterminer un coefficient de variation qui, appliqué aux tarifs 2024, permettra de déterminer les tarifs municipaux 2025. Ils seront applicables au 1er janvier ou au 1er septembre pour les services obéissant au rythme scolaire. Les services rendus et l'utilisation du domaine public peuvent faire l'objet d'une tarification proportionnée et adaptée aux situations. Elle peut varier en fonction de l'évolution des coûts. Au regard de l'inflation prévisionnelle prévue au projet de Loi de finances, il est proposé d'augmenter les tarifs de 1,8 %. Il est rappelé que les différents postes de dépenses nécessaires au fonctionnement des services publics évoluent chaque année en fonction de l'inflation. Il est donc demandé au Conseil municipal de retenir un coefficient de variation appliqué aux tarifs 2024 pour déterminer les tarifs 2025 de 1,018. Compte tenu des arrondis éventuels, ce coefficient pourra varier entre 1 et 1,05.
M. GILLARD et M. MATTEUCCI ont demandé une intervention.

Mme LE CARPENTIER : C'est moi qui vais intervenir. Une nouvelle fois, nous voulons réaffirmer notre position au sujet des tarifs de la restauration scolaire qui vont être impactés par la hausse prévue dans cette délibération. Nous l'avons déjà dit et nous le répétons ce soir encore, la grille tarifaire entre le tarif minimal à 2,04 euros et le tarif maximal à 5,58 euros est à revoir. Notre groupe propose un tarif solidaire à 0 euro, qui pourrait être financé grâce à la hausse des tarifs plafonds. Bien sûr, nous savons que les familles en situation de grande précarité ne sont pas exclues de la restauration scolaire et peuvent faire une demande d'aide au CCAS, mais ce système constitue, selon nous, une double peine : ne pas avoir de quoi subvenir aux besoins essentiels de ses enfants et

devoir quémander une aide. Combien de parents n'inscrivent même pas leurs enfants à la restauration scolaire au vu du tarif minimal ? Nous pensons donc que l'automaticité du tarif solidaire est autrement préférable pour la dignité des personnes et nous souhaitons aussi des tarifs plus sociaux pour Caluire Jeunes et Caluire Juniors, avec un prix plancher plus bas. Merci.

M. TOLLET : Merci. Monsieur MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : Merci. Comme les années précédentes, je pense qu'il faut que nous gelions cette évolution, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas d'évolution des tarifs des services publics communaux avec un caractère fiscal, qui correspondent à l'ensemble des services que nous proposons à la population. Il me semble que le pourcentage d'augmentation génère de la recette supplémentaire, mais ce n'est pas non plus quelque chose qui n'est pas absorbable par la totalité de notre budget et par les différentes recettes autres que nous pouvons avoir. Je réitère la demande que j'ai faite à plusieurs reprises qui est que nous n'appliquions pas d'augmentation des tarifs pour l'année 2025 et que nous restions sur les tarifs qui étaient ceux de cette année afin de pouvoir assurer un maintien de pouvoir d'achat pour l'ensemble des Caluirards, notamment des plus fragiles et plus vulnérables. Merci.

M. TOLLET : Merci, Monsieur MATTEUCCI.
Je vous réponds d'abord. Détrompez-vous, l'augmentation est importante pour notre équilibre budgétaire et je pense qu'il est important d'augmenter régulièrement, petitement, plutôt que de faire des grands sauts de puce une fois tous les 5 ou 10 ans. Avec une augmentation de 1,80 %, je pense que nous ne sommes même pas au niveau de l'inflation, mais vous avez pu voir que le coefficient peut passer de 1 à 1,05. Je le regrette, mais l'État ne nous compense pas. Quand nous n'augmentons pas, c'est sur notre marge brute que nous devons le prendre et c'est au détriment d'autres budgets, sinon l'équilibre budgétaire ne se fait pas. J'espère que le nouveau gouvernement sera plus favorable aux finances des collectivités mais, vu l'état de la France, cela m'étonnerait.

Pour les tarifs scolaires, Madame LE CARPENTIER, c'est vrai que vous nous interpellez dessus chaque année. M. le Maire avait l'habitude de dire que tous les enfants de Caluire doivent pouvoir manger dans nos cantines. Vous l'avez rappelé, c'est bien, c'est important et il faut maintenir cela. C'est vrai qu'avec les aides du CCAS, on tombe à 0,85 centime le repas. Quand on sait combien coûte un repas pour la commune, le prix de revient d'un repas est peut-être de 10 fois ce prix. Ensuite, il y a des aides complémentaires. C'est vrai que le tarif le plus bas est à 2,04 euros le repas. Vu la qualité des repas que nous apportons à nos enfants caluirards, je pense que c'est plutôt raisonnable. J'entends ce que vous dites quant au fait d'augmenter les grilles supérieures, mais nous montons tout de même à 5,58 euros au maximum. Même ce prix-là, c'est vrai qu'il n'est pas très cher. Cela peut évoluer. Nous pouvons peut-être voir si des évolutions pourraient se faire mais, pour l'instant, nous vous proposons cette grille tarifaire. Nous en reparlerons peut-être l'année prochaine.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Contre ? Abstention ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
PAR 35 VOIX POUR *(CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT + CALUIRE AU COEUR)*
ET 7 CONTRE *(URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITES + CALUIRE , C'EST POSSIBLE + M. MEGEVAND)*

N° D2024_091 TARIFS FUNÉRAIRES

M. THEVENOT *:*

Par délibération n° 2023_158 en date du 18 décembre 2023, le Conseil Municipal a fixé, en application des dispositions des articles L.2223-15 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les différents tarifs relatifs aux prestations funéraires à compter du 1er janvier 2024.

La Municipalité, soucieuse de conserver à Caluire et Cuire un cimetière accessible, entretenu et propice au recueillement des familles, poursuit un programme visant à renforcer la stabilité de certaines concessions et à rénover les allées dégradées.

Cette volonté doit être poursuivie en 2025 et permet à la fois de proposer des caveaux préfabriqués aux familles et de maintenir la qualité environnementale de cet espace de plus de 51 000 m². Le projet vise aussi à améliorer encore, à moyen terme, la gestion du site (reprise des concessions, gestion des monuments abandonnés, pose de longrines…).

Dans ce contexte, afin de tenir compte de l'inflation et de l'évolution des différents postes de dépenses nécessaires à l'entretien du cimetière communal,

Il est demandé au Conseil Municipal :

– DE FIXER le coefficient de variation appliqué aux tarifs funéraires 2024 pour déterminer les tarifs funéraires 2025 à 1,018 (en arrondissant le cas échéant à l'euro le plus proche – hors location des cases du caveau provisoire) ;

– DE FIXER les tarifs applicables à compter du 1er janvier 2025, et ce jusqu'à nouvelle décision, comme suit :

CONCESSIONS FUNÉRAIRES

Durée des concessions	*Prix du m² jusqu'à 2 m²*		*Prix du m² au-delà de 2 m²*	
	2024	***2025***	*2024*	***2025***
15 ans	*265 €*	*270 €*	*323 €*	*329 €*
30 ans	*678 €*	*690 €*	*837 €*	*852 €*
50 ans	*1479 €*	*1 506 €*	*1784 €*	*1 816 €*

CAVEAUX PRÉFABRIQUES OU ANCIENS

Nombre de places	***Durée de location***			
	15 ans		***30 ans***	
	2024	***2025***	*2024*	***2025***
1	*547 €*	*557 €*	*1097 €*	*1117 €*
2	*1104 €*	*1124 €*	*2206 €*	*2246 €*
3	*1651 €*	*1681 €*	*3302 €*	*3361 €*
4	*2169 €*	*2208 €*	*4401 €*	*4480 €*
5	*2754 €*	*2804 €*	*5508 €*	*5607 €*
6	*3295 €*	*3354 €*	*6589 €*	*6708 €*
7	*3843 €*	*3912 €*	*7686 €*	*7824 €*
8	*4392 €*	*4471 €*	*8783 €*	*8941 €*

CASES DU COLUMBARIUM

Durée de location	***Tarifs***	
	2024	***2025***
15 ans	*221 €*	*225 €*
30 ans	*442 €*	*450 €*

TRAVAUX DU CIMETIÈRE

Type de travaux	***Tarifs***	
	2024	***2025***
Fourniture et pose du filtre d'épuration des caveaux préfabriqués	*119 €*	*121 €*
Dépôt d'urne funéraire dans le columbarium	*38 €*	*39 €*
Location des cases du caveau provisoire (par jour)	*4,2 €*	*4,3 €*

REVENTE DE MONUMENTS FUNÉRAIRE

Nombre de places de la concession sur laquelle est disposé le monument	***Tarifs***	
	2024	***2025***
De 1 à 4 places	*867*	*883 €*
Au delà de 4 places	*1224*	*1246 €*

- DE DIRE que les recettes correspondantes seront imputées au compte fonction 025 nature 70311, 70312, 7083 et 75888 du budget de l'année concernée ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. THEVENOT : Mes chers collègues, l'augmentation des services publics qui vient d'être évoquée dans le précédent rapport s'applique aussi aux tarifs funéraires applicables pour l'exercice budgétaire à venir. Pour déterminer le coût des prestations funéraires, le même coefficient va être adopté à partir du 1er janvier 2025, c'est-à-dire un coefficient multiplicateur de 1,018. Cette augmentation contribue à donner à la Commune les moyens de conserver un cimetière accessible, entretenu et propice au recueillement.

M. TOLLET : Merci, Monsieur THEVENOT. Monsieur GUEDJ, allez-y.

M. GUEDJ : Merci. Nous notons déjà que les tarifs à Caluire sont globalement plus bas que sur d'autres communes de la Métropole de Lyon, ce dont nous nous félicitons. En revanche, nous souhaiterions profiter de cette discussion sur les tarifs funéraires pour lancer une discussion sur l'accès pour les plus précaires des Caluirards et la possibilité de tarifs sociaux, comme ce sera prochainement mis en place dans une commune voisine. Il s'agirait de prévoir des modalités moins compliquées, au moins la gratuité sous condition de ressources pour les Caluirards les plus précaires d'entre nous, puisqu'il nous semble important qu'ils puissent avoir accès, après la mort, aux mêmes droits que toutes et tous et à des tombes de qualité et respectables pour toutes et tous. Je vous remercie.

M. TOLLET : Merci. Monsieur THEVENOT, voulez-vous répondre ?

M. THEVENOT : La question que vous venez de poser sera étudiée en Commission des Ressources et il faudra la poser à ce moment. Vous avez été désigné dans la Commission des Ressources, me semble-t-il, tout à l'heure, en début de mandat. Vous pourrez la poser dans ce cadre.

M. TOLLET : Merci.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Contre ? Abstention ?

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
PAR 40 VOIX POUR *(CALUIRE ET CUIRE ENSEMBLE NATURELLEMENT + URGENCE ECOLOGIQUE ET SOLIDARITES + CALUIRE AU COEUR)*

ET 2 CONTRE *(CALUIRE, C'EST POSSIBLE + M. MEGEVAND)*

N° D2024_092 BUDGET 2024 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1

***M. TOLLET** :*

Après l'adoption du budget primitif 2024 le 8 avril 2024, il est nécessaire de procéder à des modifications de crédits en dépenses et en recettes.

Cette décision modificative d'un montant de 340 864 €, s'équilibre à 340 864 € en section de fonctionnement et à 0 € en section d'investissement.

Elle a été rendue nécessaire en raison des décisions gouvernementales et nationales qui ont été prises postérieurement à l'adoption du Budget Primitif, mais elle permet également d'intégrer au budget des recettes qui n'ont été connues ou notifiées que très récemment à la Ville.

Elle intègre donc notamment les éléments suivants :

En dépenses de fonctionnement, les décisions gouvernementales en matière de frais de personnel, à savoir la revalorisation du Smic à partir de novembre et les coûts induits par l'organisation des deux tours des élections législatives qui nécessitent de prévoir des crédits supplémentaires à hauteur de 150 000 € sur ce poste de dépenses.

Afin d'équilibrer la section de fonctionnement, le virement vers la section d'investissement est augmenté de 190 864 €.

En recettes de fonctionnement, des subventions nouvellement et récemment notifiées sont également inscrites dans le cadre de cette décision modificative pour un montant total de 257 675,12 €.
On peut relever que la subvention attribuée par l'État pour l'organisation des deux tours de scrutin des élections législatives n'est que de 9 407,12 €. Par ailleurs, les services du recteur de l'académie de Lyon ont accordé une subvention d'un montant de 248 268 € sur 2024 pour la scolarisation des enfants de moins 3 ans (pour l'année scolaire 2022-2023 et donc pour des dépenses réalisées en 2022 et en 2023).

Par ailleurs, à la suite d'un travail de suivi et d'optimisation des fluides, des démarches ont été effectuées auprès des fournisseurs d'énergie et ont permis à la Ville de se faire rembourser des montants facturés de manière indue pour un montant total de 80 000 euros.

Ces recettes supplémentaires permettent d'augmenter l'autofinancement de la section d'investissement de 190 864 € et de réduire d'autant le recours à l'emprunt.

De manière anecdotique sur le plan budgétaire, la DGFIP a précisé récemment que suite à la dissolution du SRDC (Syndicat Rhodanien de développement du câble) les collectivités avaient l'obligation de corriger leur résultat 2024 du montant de la reprise de ceux du syndicat dissous par délibération budgétaire modificative pour intégrer cette quote-part de résultat. Il en résulte une recette de 3 188, 88 € pour la Ville de Caluire et Cuire.

Le tableau annexé à la présente délibération présente l'ensemble des virements, ouvertures et annulations de crédits soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Par ailleurs, les décisions modificatives doivent être présentées en respectant la maquette réglementaire applicable au budget qui est ainsi annexée à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la décision modificative n°1 au budget de l'exercice 2024 conformément au document budgétaire et au tableau annexés à la présente délibération ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

BUDGET 2024 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 1

CHAP	NATURE	FONCTION	R ou O	LIBELLE	MONTANT	TOT.CHAP.	Explication
INVESTISSEMENT							
				RECETTES			
16	1641	01	R	EMPRUNT EN EUROS	-190 864,00		Ajustement équilibre DM
				SOUS TOTAL		-190 864,00	
021	021	01	O	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	190 864,00		Ajustement équilibre DM
				SOUS TOTAL		190 864,00	
				TOTAL		**0,00**	
FONCTIONNEMENT							
				DEPENSES			
012	64111	Diverses	R	RÉMUNÉRATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	45 000,00		
	64118	Diverses	R	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	30 000,00		
	64131	Diverses	R	RÉMUNÉRATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	24 000,00		REVALORISATIONS SMIC+ELECTIONS LEGISLATIVES
	64138	Diverses	R	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL NON TITULAIRE	11 000,00		
	6451	Diverses	R	COTISATIONS	40 000,00		
				SOUS TOTAL		150 000,00	
023	023	01	O	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	190 864,00		pour équilibre de la DM en section de fonctionnement
				SOUS TOTAL		190 864,00	
				TOTAL		**340 864,00**	
				RECETTES			
002	002	01	R	DISSOLUTION DU SRDC	3 188,88		REPARTITION DE L'ACTIF
				SOUS TOTAL		3 188,88	
70	70878	026	R	PARTICIPATION ETAT	9 407,12		ELECTIONS LEGISLATIVES
				SOUS TOTAL		9 407,12	
74	74718	213	R	2021-2022 COMPENSATION FINANCIERE - SCOLARISATION-3 ANS	248 268,00		
				SOUS TOTAL		248 268,00	
75	75888	01	R	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE : REMBOURSEMENTS	80 000,00		REMBOURSEMENTS PAR LES FOURNISSEURS D'ENERGIE DES SOMMES INDUEMENT FACTUREES
				SOUS TOTAL		80 000,00	
				TOTAL		**340 864,00**	

R ou O : REEL OU ORDRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DE CALUIRE ET CUIRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21690034000011

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE CALUIRE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET VILLE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 6
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 7

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 8
B1 - Présentation des AP votées 9
B2 - Présentation des AE votées 10
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 11
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 14
D1 - Balance générale - Dépenses 16
D2 - Balance générale - Recettes 18

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 20
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 24
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 40

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 43
A1.01 - Opérations non ventilables 45
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 46
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 82
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 83
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 84
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 90
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 95
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 98
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 99
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 100
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 103
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 105
A2.938 - Fonction 8 - Transports 108

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	112
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	113
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	114

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	44466

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	54321.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1181.71
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1213.54
3	Dépenses d'équipement brut / population	510.54
4	Encours de dette / population (2) (3)	1038.25
5	DGF / population	50.09
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	56.58
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	105.06
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	42.07
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	85.56
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.62

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …
(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	1 103 950,43
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		9 900,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		286 908,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		807 142,43
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	2 859 997,80
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		91 889,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 768 108,80
16	Emprunts et dettes assimilées		1 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	340 864,00	337 675,12
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 188,88
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	340 864,00	340 864,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	340 864,00	340 864,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	392 100,00	0,00	0,00	0,00	392 100,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	375 000,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	3 066 436,22	0,00	0,00	0,00	3 066 436,22
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	18 688 342,43	0,00	0,00	0,00	18 688 342,43
Total des dépenses d'équipement		**22 521 878,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 521 878,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	262 000,00	0,00	0,00	0,00	262 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 150 500,00	0,00	0,00	0,00	4 150 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
Total des dépenses financières		**4 419 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 419 500,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**26 941 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 941 378,65**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*210 000,00*		*0,00*	*0,00*	*210 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*3 310 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 310 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***3 520 000,00***		***0,00***	***0,00***	***3 520 000,00***
TOTAL		**30 461 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 461 378,65**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 760 221,11**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**33 221 599,76**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	2 070 620,80	0,00	0,00	0,00	2 070 620,80
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	19 750 000,00	0,00	-190 864,00	-190 864,00	19 559 136,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**21 820 620,80**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**21 629 756,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 318 889,00	0,00	0,00	0,00	1 318 889,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	2 974 739,96	0,00	0,00	0,00	2 974 739,96
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	57 050,00	0,00	0,00	0,00	57 050,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des recettes financières		**4 475 678,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 475 678,96**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**26 296 299,76**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**26 105 435,76**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 015 300,00*		*190 864,00*	*190 864,00*	*2 206 164,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 600 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*3 310 000,00*		*0,00*	*0,00*	*3 310 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***6 925 300,00***		***190 864,00***	***190 864,00***	***7 116 164,00***
TOTAL		**33 221 599,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 221 599,76**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**33 221 599,76**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**3 596 164,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	12 169 430,00	0,00	0,00	0,00	12 169 430,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	29 730 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	29 880 000,00
014	Atténuations de produits	3 827 000,00	0,00	0,00	0,00	3 827 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5 019 100,00	0,00	0,00	0,00	5 019 100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**50 745 530,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**50 895 530,00**
66	Charges financières	1 766 000,00	0,00	0,00	0,00	1 766 000,00
67	Charges spécifiques (4)	24 370,00	0,00	0,00	0,00	24 370,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00		0,00	0,00	10 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**52 545 900,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**52 695 900,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 015 300,00*		*190 864,00*	*190 864,00*	*2 206 164,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 600 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***3 615 300,00***		***190 864,00***	***190 864,00***	***3 806 164,00***
TOTAL		**56 161 200,00**	**0,00**	**340 864,00**	**340 864,00**	**56 502 064,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**56 502 064,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	440 000,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 045 600,00	0,00	9 407,12	9 407,12	5 055 007,12
73	Impôts et taxes (sauf 731)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
731	Fiscalité locale	41 611 000,00	0,00	0,00	0,00	41 611 000,00
74	Dotations et participations (4)	5 546 100,00	0,00	248 268,00	248 268,00	5 794 368,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	418 500,00	0,00	80 000,00	80 000,00	498 500,00
Total des recettes de gestion courante		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**54 298 875,12**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**54 298 875,12**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*210 000,00*		*0,00*	*0,00*	*210 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***210 000,00***		***0,00***	***0,00***	***210 000,00***
TOTAL		**54 171 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**54 508 875,12**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 993 188,88**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**56 502 064,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**3 596 164,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	150 000,00		150 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*190 864,00*	190 864,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**150 000,00**	***190 864,00***	**340 864,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**340 864,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-190 864,00	*0,00*	-190 864,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*190 864,00*	190 864,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-190 864,00**	***190 864,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	9 407,12		9 407,12
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	248 268,00		248 268,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	80 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**337 675,12**	***0,00***	**337 675,12**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 188,88**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**340 864,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**30 461 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	392 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	375 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 066 436,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	18 688 342,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**22 521 878,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	262 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 150 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**4 419 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**26 941 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*210 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*3 310 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 520 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**30 246 859,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 070 620,80	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	19 750 000,00	0,00	-190 864,00	-190 864,00	-190 864,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**21 820 620,80**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 318 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	57 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 500 939,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**23 321 559,80**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 015 300,00*		*190 864,00*	*190 864,00*	*190 864,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*3 310 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 925 300,00***		***190 864,00***	***190 864,00***	***190 864,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**30 461 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	392 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	119 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	172 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	375 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 066 436,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	14 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	449 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	486 190,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	447 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	461 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	89 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	97 556,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	730 990,22	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	18 688 342,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	5 219 253,67	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	10 176 825,28	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	8 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 504 063,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 750 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**22 521 878,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	262 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	262 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	4 150 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 145 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**4 419 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**26 941 378,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*210 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*88 803,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*86 805,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*1 998,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*121 197,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*121 197,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*3 310 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*640 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*370 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*23 999,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*2 276 001,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 520 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**30 246 859,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 070 620,80	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	44 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	2 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	535 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	617 264,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	450 836,80	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	19 750 000,00	0,00	-190 864,00	-190 864,00	-190 864,00
1641	Emprunts en euros	19 750 000,00	0,00	-190 864,00	-190 864,00	-190 864,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**21 820 620,80**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 318 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	137 889,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	57 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	23 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 500 939,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**23 321 559,80**	**0,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**	**-190 864,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 015 300,00*		*190 864,00*	*190 864,00*	*190 864,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00		0,00	0,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00		0,00	0,00	0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00		0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00		0,00	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00		0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		0,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00		0,00	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	1 600 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	3 310 000,00		0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	640 000,00		0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	100 000,00		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	2 200 000,00		0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	370 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		**6 925 300,00**		**190 864,00**	**190 864,00**	**190 864,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**56 161 200,00**	**0,00**	**0,00**	**340 864,00**	**340 864,00**	**0,00**	**340 864,00**	**340 864,00**
011	Charges à caractère général (4)	12 169 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	29 730 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	150 000,00
014	Atténuations de produits	3 827 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5 019 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 745 530,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
66	Charges financières	1 766 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	24 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 800 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**52 545 900,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 015 300,00*			*190 864,00*	*190 864,00*		*190 864,00*	*190 864,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 600 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 615 300,00**			**190 864,00**	**190 864,00**		**190 864,00**	**190 864,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**340 864,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 171 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
013	Atténuations de charges (3)	440 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 045 600,00	0,00	9 407,12	9 407,12	9 407,12
73	Impôts et taxes (sauf 731)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	41 611 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	5 546 100,00	0,00	248 268,00	248 268,00	248 268,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	418 500,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
Total des recettes de gestion des services		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*210 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**210 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**3 188,88**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**340 864,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**56 161 200,00**	**0,00**	**0,00**	**340 864,00**	**340 864,00**	**0,00**	**340 864,00**	**340 864,00**
011	Charges à caractère général (5)	12 169 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 670 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	88 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	968 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	372 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	173 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	475 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	44 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	159 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	7 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	251 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	97 990,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	112 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	280 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	267 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	90 140,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	41 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	58 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 089 320,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	84 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	99 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	69 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	28 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	83 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	48 760,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	113 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	18 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	28 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	278 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	24 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	113 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	12 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	68 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	155 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	18 870,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	43 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	62 345,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	457 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 210 355,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	113 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	16 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	18 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	29 730 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	150 000,00
6218	Autre personnel extérieur	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	322 870,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	81 690,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	181 710,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	50 905,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	11 220 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00		45 000,00	45 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	250 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	83 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64118	Autres indemnités	3 381 100,00	0,00		30 000,00	30 000,00		30 000,00	30 000,00
64131	Rémunérations	5 378 000,00	0,00		24 000,00	24 000,00		24 000,00	24 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	87 410,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	150 000,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	79 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 409 636,00	0,00		40 000,00	40 000,00		40 000,00	40 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 731 040,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	162 840,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	12 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	44 449,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	53 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	180 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	69 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	619 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	72 950,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 827 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	477 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739116	Prél. article 55 de la loi SRU	511 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	2 322 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	517 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	5 019 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	266 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	3 180,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	26 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	33 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	31 820,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	731 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65731	Subv. fonct. état	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. Fonct. BA/régies	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	1 060 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	1 579 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	5 041,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 241 859,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**50 745 530,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
66	Charges financières	1 766 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 685 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	80 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	24 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	24 370,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	10 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**1 800 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**52 545 900,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 015 300,00*			*190 864,00*	*190 864,00*		*190 864,00*	*190 864,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 600 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 600 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**3 615 300,00**			**190 864,00**	**190 864,00**		**190 864,00**	**190 864,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	80 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**54 171 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
013	Atténuations de charges (4)	440 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	346 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 045 600,00	0,00	9 407,12	9 407,12	9 407,12
70311	Concessions cimetières (produit net)	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	123 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	570 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	535 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	269 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	1 081 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 294 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	118 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	24 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	77 000,00	0,00	9 407,12	9 407,12	9 407,12
7088	Produits activités annexes (abonnements)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	41 611 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	38 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	111 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
74	Dotations et participations (4)	5 546 100,00	0,00	248 268,00	248 268,00	248 268,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	2 227 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	57 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	243 500,00	0,00	248 268,00	248 268,00	248 268,00
7472	Participation régions	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	110 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	2 578 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	418 500,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
752	Revenus des immeubles	328 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	70 400,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
Total des recettes de gestion des services		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**53 961 200,00**	**0,00**	**337 675,12**	**337 675,12**	**337 675,12**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*210 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*180 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*30 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**210 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**5 041 000,00**	**1 987 502,13**	**0,00**	**516 000,00**	**10 403 054,94**	**4 362 948,60**	**148 440,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	262 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 150 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	9 900,00	167 200,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	463 400,00	610 457,22	0,00	516 000,00	651 190,00	340 789,00	50 100,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	113 200,00	1 209 844,91	0,00	0,00	9 751 864,94	3 983 159,60	98 340,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**23 996 951,76**	**0,00**	**0,00**	**85 324,00**	**464 000,00**	**387 940,00**	**2 940,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 242 628,96	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	13 136,80	0,00	0,00	85 324,00	464 000,00	336 940,00	2 940,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	19 564 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	57 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**4 310 206,46**	**102 226,52**	**70 000,00**	**0,00**		**26 941 378,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		262 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		4 150 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	76 000,00	100 000,00	0,00	0,00		392 100,00
204	Subventions d'équipement versées	280 000,00	0,00	60 000,00	0,00		375 000,00
21	Immobilisations corporelles	424 500,00	0,00	10 000,00	0,00		3 066 436,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 529 706,46	2 226,52	0,00	0,00		18 688 342,43
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		7 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**1 168 280,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**26 105 435,76**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 293 628,96
13	Subventions d'investissement	1 168 280,00	0,00	0,00	0,00		2 070 620,80
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		19 564 136,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		57 050,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**5 041 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	262 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	4 145 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 500,00
203	Frais d'études, recherche, développement	9 900,00
204	Subventions d'équipement versées	35 000,00
211	Terrains	14 400,00
213	Constructions	449 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	113 200,00
275	Dépôts et cautionnements versés	7 000,00
RECETTES		**23 996 951,76**
024	Produits des cessions d'immobilisations	120 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 267 889,00
106	Réserves	2 974 739,96
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	13 136,80
164	Emprunts auprès des éts financiers	19 559 136,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	23 050,00
276	Autres créances immobilisées	34 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**1 826 499,93**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**856,00**	**144 646,20**	**7 500,00**	**0,00**
205	Licences, procédés, droits similaires	159 200,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	602 101,22	0,00	6 000,00	0,00	856,00	0,00	1 500,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 065 198,71	0,00	0,00	0,00	0,00	144 646,20	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 987 502,13
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 200,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 457,22
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 209 844,91
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**447 000,00**	**69 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**516 000,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	447 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	69 000,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
RECETTES		**0,00**	**85 324,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 324,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	85 324,00	0,00	0,00	0,00	85 324,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 956 584,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	309 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	1 896 784,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 446 470,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 403 054,94**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	4 090,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 090,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	337 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 100,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	6 105 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 001 864,94
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**254 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	44 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**40 282,00**	**168 551,60**	**188 300,00**	**2 568,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	3 000,00	0,00	177 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	37 282,00	134 551,60	5 700,00	2 568,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**261 653,60**	**0,00**	**3 251 328,25**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	37 000,00	0,00	67 444,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	224 653,60	0,00	3 183 884,25	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**387 940,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	336 940,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**15 745,00**	**0,00**	**419 520,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 362 948,60**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	15 745,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	340 789,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	379 520,15	0,00	0,00	0,00	3 983 159,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**387 940,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 940,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 440,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 100,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 340,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 940,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 940,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 440,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 100,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 340,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 940,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 940,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**2 343 902,47**	**598 319,31**	**932 984,68**	**185 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	35 100,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	364 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	2 237 902,47	179 819,31	926 984,68	185 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 168 280,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 168 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 310 206,46**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 100,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364 400,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 529 706,46
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 168 280,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 168 280,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 226,52**	**0,00**
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 226,52	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 226,52**
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 226,52
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**5 588 103,00**	**14 309 952,34**	**0,00**	**2 897 220,07**	**10 556 858,00**	**7 663 782,75**	**7 787 972,88**	**0,00**
011	Charges à caractère général	13 500,00	3 292 772,34	0,00	315 499,07	2 738 430,00	2 599 741,75	1 100 118,88	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 489 450,00	0,00	2 091 221,00	7 014 737,00	3 323 598,00	5 213 322,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 350 000,00	0,00	0,00	477 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	432 664,00	527 010,00	0,00	10 500,00	802 191,00	1 737 843,00	1 473 982,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 766 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 939,00	720,00	0,00	3 000,00	1 500,00	2 600,00	550,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**46 291 900,00**	**1 358 307,12**	**0,00**	**14 000,00**	**1 853 768,00**	**1 198 900,00**	**3 545 200,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	437 700,00	0,00	0,00	1 500,00	800,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 218 000,00	451 807,12	0,00	14 000,00	1 331 000,00	923 000,00	1 107 200,00	0,00
73	Impôts et taxes	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	41 611 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 506 900,00	104 000,00	0,00	0,00	501 268,00	236 500,00	2 438 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	56 000,00	364 800,00	0,00	0,00	20 000,00	38 600,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 391 120,96**	**250 270,00**	**166 700,00**	**83 920,00**		**52 695 900,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 627 467,96	232 200,00	166 700,00	83 000,00		12 169 430,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 747 672,00	0,00	0,00	0,00		29 880 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3 827 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 920,00	18 070,00	0,00	920,00		5 019 100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 766 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	61,00	0,00	0,00	0,00		24 370,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 000,00
RECETTES		**0,00**	**16 700,00**	**19 100,00**	**1 000,00**	**0,00**		**54 298 875,12**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		440 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	9 000,00	0,00	1 000,00	0,00		5 055 007,12
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		900 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		41 611 000,00
74	Dotations et participations	0,00	7 700,00	0,00	0,00	0,00		5 794 368,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	19 100,00	0,00	0,00		498 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**5 588 103,00**
627	Services bancaires et assimilés	13 500,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	40 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	112 364,00
658	Charges diverses de gestion courante	280 300,00
661	Charges d'intérêts	1 766 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 939,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	10 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	3 350 000,00
RECETTES		**46 291 900,00**
703	Redevances utilisation du domaine	1 218 000,00
731	Fiscalité locale	41 611 000,00
732	Fiscalité reversée	900 000,00
741	D.G.F.	2 284 900,00
744	FCTVA	46 000,00
748	Autres attributions et participations	176 000,00
758	Produits divers de gestion courante	56 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**12 189 532,60**	**0,00**	**1 178 474,00**	**36 295,00**	**24 400,00**	**187 995,74**	**272 475,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	709 300,00	0,00	88 500,00	9 700,00	1 350,00	23 700,00	1 300,00	0,00
613	Locations	61 350,00	0,00	63 000,00	1 000,00	21 500,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	181 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	287 700,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	2 800,00	13 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	62 286,60	0,00	100,00	0,00	0,00	1 475,74	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	39 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	70 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	108 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	41 000,00	0,00	296 700,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	139 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	4 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00
628	Divers	584 850,00	0,00	193 000,00	0,00	1 050,00	31 900,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	193 300,00	0,00	13 300,00	45,00	0,00	1 900,00	5 450,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	134 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	14 300,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	6 722 500,00	0,00	380 600,00	1 010,00	0,00	59 200,00	170 500,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 287 236,00	0,00	110 774,00	540,00	0,00	24 190,00	65 425,00	0,00
647	Autres charges sociales	406 000,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	3 000,00	6 000,00	0,00
648	Autres charges de personnel	24 400,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	43 100,00	0,00	1 600,00	2 000,00	500,00	510,00	5 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520,00	0,00	0,00
RECETTES		**971 200,00**	**0,00**	**18 000,00**	**0,00**	**0,00**	**291 000,00**	**78 107,12**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	346 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	36 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	96 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00	13 907,12	0,00
747	Participations	38 800,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 200,00	0,00
752	Revenus des immeubles	269 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	85 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	**409 480,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 600,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	34 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur. intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES	**2 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 309 952,34**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840 750,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 850,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 862,34
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 700,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 210,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	359 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	848 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 175,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 333 810,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488 165,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 510,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 358 307,12**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 400,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 407,12
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 800,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 200,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 000,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**1 100,00**	**2 891 120,07**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**2 897 220,07**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	42 700,00	0,00	0,00	0,00	42 700,00
613	Locations	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	94 400,00	0,00	0,00	5 000,00	99 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	7 599,07	0,00	0,00	0,00	7 599,07
618	Divers	0,00	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
628	Divers	1 100,00	114 200,00	0,00	0,00	0,00	115 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 503 100,00	0,00	0,00	0,00	1 503 100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	463 771,00	0,00	0,00	0,00	463 771,00
647	Autres charges sociales	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	67 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	477 000,00	0,00	0,00	0,00	477 000,00
RECETTES		**0,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**
708	Autres produits	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 719 329,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	1 045 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	200 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	26 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	84 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	76 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	2 467 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	935 149,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	118 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	683 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	27 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**495 768,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	474 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**41 572,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
657	Charges interventº cpt prop. - Subventº	41 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**3 222 870,00**	**835,00**	**0,00**	**130 500,00**	**1 436 752,00**	**0,00**	**10 556 858,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	907 400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	1 953 600,00
613	Locations	0,00	0,00	18 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	62 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	5 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 530,00
618	Divers	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	7 600,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	4 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	1 200,00
628	Divers	0,00	0,00	19 500,00	0,00	0,00	115 000,00	175 000,00	0,00	394 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	48 500,00	0,00	0,00	0,00	30 820,00	0,00	155 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 545 000,00	0,00	0,00	0,00	830 350,00	0,00	4 842 350,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	562 963,00	0,00	0,00	0,00	310 775,00	0,00	1 808 887,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	141 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	27 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	11 700,00	835,00	0,00	0,00	36 817,00	0,00	118 424,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	177,00	0,00	0,00	0,00	390,00	0,00	567,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 253 000,00**	**0,00**	**0,00**	**29 000,00**	**76 000,00**	**0,00**	**1 853 768,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 193 000,00	0,00	0,00	29 000,00	76 000,00	0,00	1 298 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
747	Participations	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501 268,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**244 932,00**	**839 190,00**	**31 500,00**	**1 523 107,00**	**36 200,00**	**0,00**	**0,00**	**972 550,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	8 700,00	81 800,00	2 400,00	173 400,00	8 600,00	0,00	0,00	62 300,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 000,00	4 200,00	21 100,00	52 100,00	9 900,00	0,00	0,00	13 100,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	1 300,00	3 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	10 000,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	4 000,00	0,00	5 300,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 000,00	0,00	0,00	900,00	4 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	71 600,00	5 000,00	33 650,00	4 400,00	0,00	0,00	19 950,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	3 950,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	124 300,00	0,00	815 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	772,00	49 260,00	0,00	355 457,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	5 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	1 000,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	233 460,00	492 780,00	0,00	13 800,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	862 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
RECETTES		0,00	47 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**8 000,00**	**0,00**	**1 728 736,76**	**0,00**	**1 036 109,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	391 800,00	0,00	410 800,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	12 100,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	8 000,00	0,00	138 700,00	0,00	154 300,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	4 327,76	0,00	17 100,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	5 000,00	0,00	9 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	115 600,00	0,00	58 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	23 000,00	0,00	8 450,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	749 000,00	0,00	254 500,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	245 209,00	0,00	104 059,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	25 000,00	0,00	4 000,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	1 500,00	0,00	600,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	8 000,00	0,00	3 200,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**645 900,00**	**0,00**	**84 500,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	620 000,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	15 000,00	0,00	82 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	900,00	0,00	1 700,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**741 324,00**	**0,00**	**502 133,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 663 782,75**
606	Achats non stockés de matières et fourni	144 300,00	0,00	156 900,00	0,00	0,00	0,00	1 441 000,00
613	Locations	18 060,00	0,00	79 800,00	0,00	0,00	0,00	109 960,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	30 100,00	0,00	0,00	0,00	38 100,00
615	Entretien et réparations	6 840,00	0,00	32 300,00	0,00	0,00	0,00	441 540,00
616	Primes d'assurances	1 250,00	0,00	13 913,99	0,00	0,00	0,00	45 091,75
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 100,00
624	Transports biens, transports collectifs	12 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00
625	Déplacements et missions	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	2 000,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	30 400,00
627	Services bancaires et assimilés	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
628	Divers	60 300,00	0,00	71 050,00	0,00	0,00	0,00	439 550,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 100,00
641	Rémunérations du personnel	404 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 347 400,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	71 641,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	826 398,00
647	Autres charges sociales	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 000,00
648	Autres charges de personnel	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	900,00	0,00	111 570,00	0,00	0,00	0,00	871 210,00
658	Charges diverses de gestion courante	833,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	866 633,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
RECETTES		**361 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 198 900,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
706	Prestations de services	269 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	909 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
747	Participations	92 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	**47 300,00**	**0,00**	**17 754,00**	**12 950,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	35 000,00	0,00	8 400,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	9 050,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	300,00	0,00	7 854,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 454 078,00**	**0,00**	**30 250,00**	**0,00**	**0,00**	**5 883 272,88**	**0,00**	**100,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	82 500,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	268 050,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 480,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 420,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 688,88	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	28 600,00	0,00	0,00	303 750,00	0,00	100,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 512 500,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 317 304,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 000,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 349 678,00	0,00	650,00	0,00	0,00	40 800,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	21 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 153 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	715 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 438 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**291 768,00**	**1 500,00**	**0,00**	**49 000,00**	**7 787 972,88**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	163 300,00	0,00	0,00	0,00	515 250,00
613	Locations	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	14 480,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	11 300,00	0,00	0,00	0,00	25 300,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00	0,00	53 180,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 288,88
618	Divers	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	12 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	670,00
628	Divers	0,00	0,00	77 300,00	0,00	0,00	9 000,00	462 150,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 400,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 521 550,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	26 568,00	0,00	0,00	0,00	1 347 372,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	40 000,00	1 440 582,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 400,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	270,00	0,00	0,00	0,00	550,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**367 500,00**	**0,00**	**0,00**	**24 700,00**	**3 545 200,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	366 000,00	0,00	0,00	0,00	1 081 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	24 700,00	26 200,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 438 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**438 900,00**	**2 113 228,96**	**838 992,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	61 800,00	242 200,00	525 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	1 000,00	17 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	79 800,00	82 940,00	238 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	28 227,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	29 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	19 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	1 100,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	242 500,00	2 700,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 190 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	453 600,00	11 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	3 900,00	11 700,00	320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	61,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	7 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 391 120,96**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	829 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 740,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 227,96
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 372,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 920,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 700,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**75 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 950,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00
613	Locations	0,00	67 200,00	0,00	0,00	0,00	70 600,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	7 400,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 600,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	320,00	0,00	0,00	0,00	17 750,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 100,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 100,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 270,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 800,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 070,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 100,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**166 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	162 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**166 700,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**83 920,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 920,00**
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-2 760 221,11	0,00	0,00	-2 760 221,11
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	1 756 047,37	0,00	0,00	1 756 047,37
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-1 004 173,74	0,00	0,00	-1 004 173,74

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	2 974 739,96	0,00	0,00	2 974 739,96
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-1 004 173,74	0,00	0,00	-1 004 173,74
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	1 970 566,22	0,00	0,00	1 970 566,22

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	4 233 803,00	0,00	0,00	4 233 803,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	4 968 350,00	190 864,00	190 864,00	5 159 214,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	734 547,00	190 864,00	190 864,00	925 411,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 4 233 803,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**4 145 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 145 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**88 803,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*88 803,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

01-COCHET Philippe	
02-TOLLET Côme	
03-MAINAND Isabelle	
04-THEVENOT Robert	
05-COUTURIER Damien	
06-JOUBERT Frédéric	
07-WEBANCK Viviane	
08-CIAPPARA Patrick	
09-HAMZAOUI Hamzaouia	
10-MICHON Laurent	
11-FRIOLL Sonia	
12-GOYER Evelyne	
13-DIALLO Mamadou	
14-CRESPY Chantal	
15-DEL PINO Laure	
16-GUGLIELMI Fabienne	
17-TAKI Abdelaziz	
18-LINARES Chrystèle	
19-BALANCHE Fabrice	
20-BRAC DE LA PERRIERE Maude	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

21-COTON Isabelle	
22-CHANDIA Patricia	
23-GUERIN Cédric	
24-PROTHERY Franck	
25-JUENET Nicolas	
26-MANINI Fabien	
27-KRIEF Geoffroy	
28-CORRENT Laure	
29-JOINT Bastien	
30-LE CARPENTIER Marie-Jo	
31-GILLARD Xavier	
32-FAIVRE Florian	
33-ATTAR BAYROU Laurent	
34-MATTEUCCI Fabrice	
35-DEYGAS François	
36-VERNAY Cassandre	
37-TROTIGNON Jérôme	
38-GEHIN Sophie	
39-COMPAGNON DE LA SERVETTE Philippe	
40-BUATHIER Raphaël	
41-PATET Charlotte	
42-MEGEVAND Pierre	
43-GUEDJ Nathan	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

M. TOLLET : La décision modificative est un acte budgétaire permettant d'ajuster le budget de l'année par rapport à des recettes ou des dépenses qui ne pouvaient pas être prévues lors du budget primitif ou qui sont liées à des évolutions en cours d'exécution du budget. Cette proposition de décision modificative d'un montant de 340 864 euros s'équilibre à ce montant en section de fonctionnement et à 0 en section d'investissement. En synthèse, cette DM prévoit plus de recettes que de dépenses nouvelles à inscrire et trouve son équilibre en réduisant de 190 864 euros le recours à l'emprunt.
Deux grandes thématiques concernent la section de fonctionnement : tout d'abord, des crédits à inscrire en charges de personnel pour tenir compte des décisions gouvernementales en matière de frais de personnel, à savoir la revalorisation du SMIC à partir de novembre, et les coûts induits par l'organisation des deux tours des élections législatives. Cela représente 150 000 euros. Je rappelle tout de même qu'un tour d'élections, ce sont 50 000 euros pour la Ville de Caluire et Cuire, qui ne sont pas financés par l'État. Je crois que nous avons dû toucher 6 000 euros.
Ensuite, il y a des recettes de fonctionnement supplémentaires résultant d'une part de notifications d'attributions de subventions que la Ville de Caluire a reçues récemment pour un montant total de 257 675,12 euros, et d'autre part d'un travail de suivi d'optimisation des fluides pour 80 000 euros. En fonctionnement, cette DM intègre également la quote-part résultant de la dissolution du Syndicat Rhodanien du Développement du Câble, et cela permet à la Ville de respecter la réglementation et les prescriptions de la DGFIP.
Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'approuver la décision modificative numéro 1 du budget 2024.
Il y a une demande d'intervention de M. MATTEUCCI.

M. MATTEUCCI : Oui, merci. Nous faisons habituellement ces décisions modificatives plus tôt dans l'année.

M. TOLLET : C'est toujours sur le dernier conseil de l'année, je suis désolé.

M. MATTEUCCI : Oui, mais nous discutons avant. Cela a été un des motifs pour ne pas faire de conseil municipal sur le mois d'octobre, mais passons. J'avais deux questions qui sont corollaires à cela et qui impactent le budget. Tout à l'heure, je ne l'ai pas dit mais, dans le cadre des décisions, j'ai vu qu'il y avait eu un arrêté pour une demande de ligne de crédit de 4 millions ; c'était dans les décisions qui ont été prises. C'est sûr que nous ne les retrouvons pas là, mais on a demandé une ligne de crédit de 4 millions et, l'année dernière, elle était de 2 millions. Cela s'explique, il n'y a pas de souci, mais c'est simplement une demande de précision. On ne le voit pas apparaître de façon significative, mais j'ai vu aussi une demande de près de 5 millions. Serait-il possible d'avoir des éléments complémentaires d'explication, même si ce ne sont pas des choses que l'on retrouve de façon assez fine dans la décision modificative ?
En tout cas, concernant cette décision, nous voyons que nous avons des recettes supplémentaires qui arrivent et qui sont des réponses notamment à des appels d'offres, de remboursements, et c'est très bien. Elles nous permettent d'augmenter notre capacité d'autofinancement et de pouvoir maintenir nos investissements. Serait-il possible d'avoir quelques précisions par rapport aux deux questions que j'ai posées ? Merci.

M. TOLLET : Merci, Monsieur MATTEUCCI.

Sur la première question, les 4 millions, c'est une ligne de trésorerie. C'est assez technique, c'est la manière d'utiliser du crédit moins cher qu'un emprunt, de ne pas solliciter l'emprunt immédiatement et de faire jouer la trésorerie, sachant que la ligne de trésorerie est remboursée systématiquement à la fin de l'année ; on n'a pas le droit de la reporter sur l'année d'après. C'est la raison pour laquelle on fait rentrer des emprunts. Les 5 millions, c'est une décision du Maire, c'est dans le compte-rendu, et c'est inscrit dans le budget primitif 2024. En 2024, nous avons inscrit 19 millions d'emprunts. Ces 5 millions rentrent dans les 19 millions d'emprunts inscrits.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie pour cette unanimité. N'oubliez pas de signer la décision modificative qui va circuler. Vous mettez votre vote « pour » devant votre signature.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_093 EXERCICE 2024 - ADMISSIONS EN NON VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES

M. TOLLET *:*

Chaque année, la Ville de Caluire et Cuire enregistre plus de 4 M€ de recettes au chapitre 70 « Produits des services et du domaine ». Parmi ces recettes, certaines créances s'avèrent irrécouvrables : elles correspondent à des titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public et la Direction Générale des Finances Publiques en charge du recouvrement.
L'irrécouvrabilité de ces créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non valeur, soit définitive dans le cas des créances éteintes.

- ***L'admission en non valeur****, aussi appelée créances irrécouvrables, ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non valeur, qui doit être prononcée par l'assemblée délibérante, ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par le Conseil Municipal n'éteint donc pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".*
Par avis du 30 juillet et du 9 octobre 2024, Madame la chef du service de gestion comptable de Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer les produits se rapportant à des titres émis entre 2013 et 2024 pour un montant de 7451,80 €, les diligences effectuées pour obtenir le paiement n'ayant pu aboutir favorablement jusque-là. Les titres correspondant sont énumérés dans le tableau annexé à la présente délibération.

- ***Les créances éteintes*** *: cette notion de créance éteinte naît du besoin de traiter budgétairement et comptablement des recettes dont l'apurement ne relève pas des cas prévus pour la réduction ou l'annulation de titres de recettes ou encore pour l'admission en non valeur d'une créance.*
La créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son irrécouvrabilité (ex. surendettement de particuliers, liquidation judiciaire d'entreprises...). Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public. Une créance éteinte constitue donc une charge définitive pour la collectivité créancière.
Par avis du 30 juillet et du 9 octobre 2024, Madame la chef du service de gestion comptable Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer des produits se rapportant à des titres émis entre 2018 et 2024, pour un montant de 5411,36 €.

Au regard des crédits ouverts au budget 2024 au titre des créances irrécouvrables, admises en non valeur et éteintes, des provisions pour créances éteintes constituées et des situations dont elles résultent (liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, décisions de justice, surendettement...), il est proposé de prendre en compte la totalité des produits non recouvrés, dont les titres correspondant sont énumérés dans les tableaux annexés à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en non valeur les titres indiqués dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 7451,80 € ;

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en créances éteintes les titres listés dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 5411,36 € ;

- DE DIRE que les dépenses résultant de l'admission en non valeur des titres émis de 2013 à 2024 et de l'admission en créances éteintes des titres émis de 2018 à 2024 seront respectivement imputées aux articles 6541 et 6542 du budget 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

EXERCICE 2024 – ADMISSIONS EN NON VALEUR

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	
2021	T-5008	TLPE	119,70 €	Poursuite sans effet	
2021	T-1263	TLPE	596,96 €	Poursuite sans effet	7368-01-
2023	T-1158	TLPE	120,00	Poursuite sans effet	
2013	T-1671	Droits de voirie	92,11	Combinaison infructueuse d 'actes	
2013	T-866	Droits de voirie	92,11	Combinaison infructueuse d actes	70323-01-
2019	T-1901	Droits de voirie	17,67	Poursuite sans effet	
		TOTAL TLPE/ droits de voirie / RODP	**1 038,55 €**		
2021	T-4410	ALSH mercredis et petites vacances	16,56	Poursuite sans effet	70632-421-
		TOTAL Accueil loisirs vacances	**16,56 €**		
2023	T-2005	Accueil de loisirs Caluire Juniors	13,20 €	Décédé et demande renseignement négative	
2023	T-1496	Accueil de loisirs Caluire Juniors	26,40 €	Décédé et demande renseignement négative	70632-331
2023	T-310	Accueil de loisirs Caluire Juniors	26,40 €	Décédé et demande renseignement négative	
2023	T-2547	Accueil de loisirs Caluire Juniors	33,00 €	Décédé et demande renseignement négative	
		TOTAL Accueil de loisirs Caluire Juniors	**99,00 €**		
2020	T-1723	Accueil régulier collectif	13,18 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-4584	Accueil régulier collectif	10,06 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-4627	Accueil régulier collectif	12,94 €	RAR inférieur seuil poursuite	7066-64
2021	T-1953	Accueil régulier collectif	15,76 €	Poursuite sans effet	
2022	T-7561	Accueil régulier collectif	0,36 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2023	T-4978	Accueil régulier collectif	20,41	Personne disparue	7066-4221-
2023	T-4233	Accueil régulier collectif	110,73	Personne disparue	7066-4221-
		Total Crèches et garderies	**183,44 €**		
2020	T-447	Restauration personnes âgées	65,88 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-449	Restauration personnes âgées	106,10 €	Poursuite sans effet	
2020	T-1919	Restauration personnes âgées	190,98 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-2085	Restauration personnes âgées	190,98 €	Décédé et demande renseignement négative	7066-61
2021	T-2806	Restauration personnes âgées	84,88 €	Décédé et demande renseignement négative	
2022	T-4547	Restauration personnes âgées	21,60 €	NPAI et demande renseignement négative	
2023	T-111	Restauration personnes âgées	00,08	RAR inférieur seuil poursuite	7066-4238-
2020	T-486	Restauration scolaire	3,88 €	Poursuite sans effet	
2020	T-819	Restauration scolaire	15,09 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-85	Restauration scolaire	15,90 €	Poursuite sans effet	
2020	T-702	Restauration scolaire	15,90 €	Poursuite sans effet	
2020	T-783	Restauration scolaire	15,90 €	Poursuite sans effet	
2020	T-458	Restauration scolaire	20,12 €	Poursuite sans effet	
2020	T-1834	Restauration scolaire	20,12 €	Poursuite sans effet	
2020	T-485	Restauration scolaire	22,80 €	Poursuite sans effet	
2020	T-35	Restauration scolaire	23,32 €	Poursuite sans effet	
2020	T-457	Restauration scolaire	28,62 €	Poursuite sans effet	
2020	T-2440	Restauration scolaire	34,48 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-1526	Restauration scolaire	45,27 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-36	Restauration scolaire	55,33 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-485	Restauration scolaire	55,33 €	NPAI et demande renseignement négative	
2020	T-185	Restauration scolaire	55,33 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-485	Restauration scolaire	60,36 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-85	Restauration scolaire	75,45 €	Décédé et demande renseignement négative	
2020	T-85	Restauration scolaire	7,52 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2020	T-457	Restauration scolaire	75,45 €	Décédé et demande renseignement négative	
2021	T-5820	Restauration scolaire	4,32 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-5862	Restauration scolaire	5,24 €	PV carence	
2021	T-3653	Restauration scolaire	9,60 €	PV carence	
2021	T-5801	Restauration scolaire	13,60 €	PV carence	
2021	T-5294	Restauration scolaire	13,60 €	PV carence	
2021	T-2928	Restauration scolaire	15,36 €	Décédé et demande renseignement négative	
2021	T-4041	Restauration scolaire	17,28 €	Poursuite sans effet	
2021	T-1439	Restauration scolaire	18,00 €	PV carence	
2021	T-4223	Restauration scolaire	18,34 €	PV carence	
2021	T-2062	Restauration scolaire	18,40 €	Poursuite sans effet	
2021	T-2052	Restauration scolaire	20,48 €	Décédé et demande renseignement négative	
2021	T-4712	Restauration scolaire	0,05 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3313	Restauration scolaire	20,80 €	PV carence	
2021	T-3709	Restauration scolaire	21,60 €	Poursuite sans effet	
2021	T-887	Restauration scolaire	22,40 €	Poursuite sans effet	
2021	T-4776	Restauration scolaire	26,00 €	Poursuite sans effet	7067-251
2021	T-3971	Restauration scolaire	27,20 €	PV carence	
2021	T-1505	Restauration scolaire	27,88 €	Poursuite sans effet	
2021	T-3344	Restauration scolaire	35,84 €	Décédé et demande renseignement négative	

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2021	T-1480	Restauration scolaire	40,96 €	Décédé et demande renseignement négative
2021	T-2390	Restauration scolaire	41,60 €	PV carence
2021	T-168	Restauration scolaire	43,52 €	Décédé et demande renseignement négative
2021	T-2425	Restauration scolaire	46,08 €	Décédé et demande renseignement négative
2021	T-836	Restauration scolaire	57,20 €	PV carence
2021	T-5367	Restauration scolaire	67,20 €	Poursuite sans effet
2021	T-5559	Restauration scolaire	77,20 €	Poursuite sans effet
2021	T-5558	Restauration scolaire	90,20 €	PV carence
2022	T-2862	Restauration scolaire	6,40 €	Poursuite sans effet
2022	T-1382	Restauration scolaire	8,00 €	Poursuite sans effet
2022	T-881	Restauration scolaire	10,40 €	Poursuite sans effet
2022	T-104	Restauration scolaire	10,40 €	Poursuite sans effet
2022	T-2075	Restauration scolaire	13,60 €	Poursuite sans effet
2022	T-3285	Restauration scolaire	14,40 €	Poursuite sans effet
2022	T-7521	Restauration scolaire	15,84 €	Poursuite sans effet
2022	T-4891	Restauration scolaire	11,66 €	RAR inférieur seuil poursuite
2022	T-4030	Restauration scolaire	17,10 €	Poursuite sans effet
2022	T-6251	Restauration scolaire	20,80 €	Poursuite sans effet
2022	T-5225	Restauration scolaire	24,00 €	Poursuite sans effet
2022	T-167	Restauration scolaire	7,89 €	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-2005	Restauration scolaire	6,48	Décédé et demande renseignement négative
2023	T-310	Restauration scolaire	10,53	Décédé et demande renseignement négative
2023	T-1496	Restauration scolaire	13,77	Décédé et demande renseignement négative
2023	T-2547	Restauration scolaire	14,58 €	Décédé et demande renseignement négative
2023	T-4731	Restauration scolaire	17,01 €	NPAI et demande renseignement négative
2023	T-4720	Restauration scolaire	21,06	Décédé et demande renseignement négative
2023	T-2798	Restauration scolaire	22,87	Poursuite sans effet
2023	T-3226	Restauration scolaire	10,84	RAR inférieur seuil poursuite
2023	T-5159	Restauration scolaire	31,68	NPAI et demande renseignement négative
2023	T-3165	Restauration scolaire	6,63	RAR inférieur seuil poursuite
		Total Restauration scolaire et personnes âgées	**2 422,56 €**	

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	
2020	T-540	Frais de mise en fourrière	146,81	Combinaison infructueuse d actes	
2020	T-1760	Frais de mise en fourrière	0,01	RAR inférieur seuil poursuite	
2020	T-11	Frais de mise en fourrière	146,81	Poursuite sans effet	
2020	T-419	Frais de mise en fourrière	146,81	Poursuite sans effet	
2020	T-90	Frais de mise en fourrière	146,81	Combinaison infructueuse d actes	
2020	T-2176	Frais de mise en fourrière	157,06	Poursuite sans effet	
2020	T-3058	Frais de mise en fourrière	157,06	Poursuite sans effet	
2020	T-1366	Frais de mise en fourrière	56,03	Combinaison infructueuse d actes	
2020	T-1046	Frais de mise en fourrière	8,87	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-1337	Frais de mise en fourrière	157,06	Poursuite sans effet	
2021	T-3249	Frais de mise en fourrière	12,53	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-2343	Frais de mise en fourrière	0,06	RAR inférieur seuil poursuite	7588-112
2023	T-2477	Frais de mise en fourrière	157,06 €	NPAI et demande renseignement négative	
2023	T-2503	Frais de mise en fourrière	157,06 €	Insuffisance actif	
2023	T-2494	Frais de mise en fourrière	157,06 €	Décédé et demande renseignement négative	
2024	T-2636	Frais de mise en fourrière	157,06 €	NPAI et demande renseignement négative	
2024	T-2635	Frais de mise en fourrière	157,06 €	NPAI et demande renseignement négative	
2024	T-1580	Frais de mise en fourrière	157,06 €	NPAI et demande renseignement négative	
2022	T-5731	Frais de mise en fourrière	75,70 €	Décédé et demande renseignement négative	
2022	T-6414	Frais de mise en fourrière	157,06 €	Poursuite sans effet	
2022	T-5743	Frais de mise en fourrière	157,06 €	PV carence	
2022	T-5740	Frais de mise en fourrière	157,06 €	PV perquisition et demande renseignement négative	
2022	T-3264	Frais de mise en fourrière	157,06 €	PV recherche origine huissier	
		TOTAL Frais mise en fourrière	**2 782,22 €**		
2022	T-4369	Rappel cotisation salariale	19,42	Poursuite sans effet	6419-020
2022	T-3779	Classes découvertes	39,35	Décédé et demande renseignement négative	
2022	T-838	Classes découvertes	39,35	Poursuite sans effet	
2022	T-792	Classes découvertes	39,35	Poursuite sans effet	7067-20
2022	T-6589	Classes découvertes	0,50 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2022	T-6656	Classes découvertes	0,80 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2022	T-4058	Accueil du matin	0,80 €	RAR inférieur seuil poursuite	7067-255
2020	T-221	Pénalités livres non rendus	6,99 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2020	T-41	Pénalités livres non rendus	12,90 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2020	T-51	Pénalités livres non rendus	52,08 €	Poursuite sans effet	
2020	T-39	Pénalités livres non rendus	442,92 €	PV perquisition et demande renseignement négative	
2021	T-3196	Pénalités livres non rendus	5,00 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3949	Pénalités livres non rendus	6,60 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3198	Pénalités livres non rendus	10,00 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3185	Pénalités livres non rendus	10,60 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3195	Pénalités livres non rendus	11,90 €	RAR inférieur seuil poursuite	70878-321-
2021	T-3964	Pénalités livres non rendus	12,30 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3950	Pénalités livres non rendus	12,50 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3966	Pénalités livres non rendus	14,00 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2021	T-3958	Pénalités livres non rendus	19,90 €	NPAI et demande renseignement négative	
2021	T-3951	Pénalités livres non rendus	63,85 €	NPAI et demande renseignement négative	
2022	T-2850	Pénalités livres non rendus	12,95 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2022	T-1746	Pénalités livres non rendus	14,00 €	RAR inférieur seuil poursuite	
2022	T-2852	Pénalités livres non rendus	18,00 €	Poursuite sans effet	
2016	T-1060	Autres produits de gestion courante	43,41	Poursuite sans effet	7711-020-
		TOTAL Produits divers	**909,47 €**		
		TOTAL NON VALEURS	**7 451,80 €**		

EXERCICE 2024– CREANCES ETEINTES

Exercice pièce	Référence de la pièce	OBJET	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation	
2018	T-667	Frais de mise en fourrière	41,01	Surendettement et décision effacement de dette	7588-112-
2021	T-4520	Frais de mise en fourrière	157,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	70878-112-
2022	T-3263	Frais de mise en fourrière	157,06	Surendettement et décision effacement de dette	
		TOTAL Frais mise en fourrière	**355,13 €**		
2021	T-3263	Autres produits de gestion courante – dommages et intérêts	200	Surendettement et décision effacement de dette	7788-112-
2021	T-3264	Autres produits de gestion courante – dommages et intérêts	250	Surendettement et décision effacement de dette	
		TOTAL Autres Produits de gestion courante	**450,00 €**		
2023	T-5276	Restauration personnes âgées	289,9	Surendettement et décision effacement de dette	7066-4238-
2023	T-5851	Restauration personnes âgées	289,9	Surendettement et décision effacement de dette	
2024	T-34	Restauration personnes âgées	289,9	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-5341	Restauration personnes âgées	301,05	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-4416	Classes découvertes	150	Surendettement et décision effacement de dette	7067-20-
2020	T-2974	Restauration scolaire	5,7	Surendettement et décision effacement de dette	7067-251-281
2022	T-5933	Restauration scolaire	15,6	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-3270	Restauration scolaire	17,28	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-3905	Restauration scolaire	25,92	Surendettement et décision effacement de dette	
2020	T-3413	Restauration scolaire	29,9	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-1084	Restauration scolaire	32,89	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-2638	Restauration scolaire	38,88	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-4481	Restauration scolaire	38,88	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-3552	Restauration scolaire	41,86	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-2091	Restauration scolaire	42,24	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-4324	Restauration scolaire	47,84	Surendettement et décision effacement de dette	
2020	T-2718	Restauration scolaire	50,83	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-402	Restauration scolaire	50,83	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-847	Restauration scolaire	52,8	Surendettement et décision effacement de dette	
2024	T-310	Restauration scolaire	60	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-4899	Restauration scolaire	62,4	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-7347	Restauration scolaire	63,36	Surendettement et décision effacement de dette	
2024	T-1319	Restauration scolaire	65	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-3455	Restauration scolaire	67,6	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-436	Restauration scolaire	68,64	Surendettement et décision effacement de dette	
2024	T-1728	Restauration scolaire	70	Surendettement et décision effacement de dette	
2024	T-756	Restauration scolaire	75	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-5396	Restauration scolaire	78	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-1599	Restauration scolaire	79,2	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-6949	Restauration scolaire	134,48	Surendettement et décision effacement de dette	
2023	T-5486	Restauration scolaire	173,44	Surendettement et décision effacement de dette	
		Total Restauration scolaire et personnes âgées	**2 809,32 €**		
2020	T-3177	Accueil régulier collectif	1,86	Surendettement et décision effacement de dette	7066-64-
2022	T-4702	Accueil régulier collectif	3,9	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-5197	Accueil régulier collectif	17,9	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-4678	Accueil régulier collectif	18,34	Surendettement et décision effacement de dette	
2020	T-3154	Accueil régulier collectif	18,77	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-93	Accueil régulier collectif	19,04	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-761	Accueil régulier collectif	21,54	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-1987	Accueil régulier collectif	23,48	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-3833	Accueil régulier collectif	24,02	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-3925	Accueil régulier collectif	28,46	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-1418	Accueil régulier collectif	38,86	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-3780	Accueil régulier collectif	43,81	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-1343	Accueil régulier collectif	60,48	Surendettement et décision effacement de dette	
2022	T-85	Accueil régulier collectif	63,44	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-6048	Accueil régulier collectif	77,31	Surendettement et décision effacement de dette	
2021	T-5215	Accueil régulier collectif	77,8	Surendettement et décision effacement de dette	
		Total Crèches et garderies	**539,01 €**		
2021	T-5119	Droits de voirie	85,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	70323-01-
2019	T-1513	Droits de voirie	189,14	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	
2017	T-4760	TLPE	335,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	7368-01-
2016	T-5607	TLPE	527,66	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	
2023	T-1141	TLPE	120	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	73174-01-
		TOTAL TLPE/ droits de voirie	**1 257,90 €**		
		TOTAL	**5 411,36 €**		

M. TOLLET : Ce rapport porte sur les différentes admissions en non-valeur et créances éteintes formulées par la Direction générale des finances publiques pour l'exercice 2024. Pour les admissions en non-valeur, il est rappelé que cette procédure correspond à un seul apurement comptable et ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites car elle ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. À l'inverse, pour les créances éteintes, cette procédure comptable est utilisée pour les créances réputées irrécouvrables pour cause par exemple de surendettement des particuliers ou de liquidation judiciaire d'entreprise. La demande de la chef de service de gestion comptable de Caluire, pour les admissions en non-valeur, porte sur un montant de 7 451,80 euros, correspondant à des titres émis entre 2013 et 2024. Pour les créances éteintes, elles portent sur un montant de 5 411,36 euros, correspondant à des titres émis entre 2018 et 2024. Les crédits correspondants ont été prévus au budget primitif 2024. Il est demandé au Conseil municipal d'accéder à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en non-valeur ces montants.
Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

M. COUTURIER : Juste une précision concernant la signature de la décision modificative : ceux qui ont procuration, n'oubliez pas de signer deux fois.

M. TOLLET : Merci.

N° D2024_094 DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA MISE EN FOURRIÈRE ET LA DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE _ CHOIX DU TITULAIRE _ APPROBATION DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC _ AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT _ APPROBATION DES TARIFS

***M. TOLLET** :*

Le contrat de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile prendra fin le 15 février 2025.
Par délibération n°2024_031 du 8 avril 2024, le Conseil Municipal a, d'une part, approuvé le principe de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile sur le territoire de la commune et, d'autre part, autorisé le Maire à engager la procédure, au vu du rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire et de l'avis émis le 15 mars 2024 par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé pour publication sur différents supports le 23 avril 2024.
La délégation de service public a fait l'objet d'une procédure « allégée » en application des articles L3126-1 et R3126-1 du Code de la Commande Publique et de son annexe 2, le montant de la délégation n'excédant pas le seuil européen.
Pour rappel, il s'agissait d'une procédure « ouverte » au cours de laquelle les opérateurs économiques ont déposé leur candidature accompagnée de leur offre.
Le 27 juin 2024, le service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'unique candidature reçue : WARNING ASSISTANCE SV.

Lors de sa séance du 8 juillet 2024, la Commission de Délégation de Service Public et de Concession (CDSPC) a procédé à l'examen et à l'admission de la candidature.

Le 9 juillet 2024, le Service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'offre du candidat admis par la CDSPC. L'offre a fait l'objet d'une analyse sur la base des critères de sélection énoncés dans le Règlement de consultation.

Lors de sa séance du 9 septembre 2024, la CDSPC a examiné l'offre au vu du rapport d'analyse et émis un avis favorable.
Au vu de l'avis de la Commission, une négociation a été engagée avec la société WARNING ASSISTANCE SV.
Suite à la phase de négociation, il est proposé de retenir l'offre de la société WARNING ASSISTANCE SV.
Son offre répond aux attentes de la Ville exprimées dans le projet de contrat. Le candidat s'appuie sur une équipe en nombre suffisant au regard du nombre d'enlèvements et est organisé pour prendre en charge les différents aspects de la mission déléguée.
Le rapport de présentation, annexé à la présente délibération, détaille les différentes étapes de la procédure et expose les motifs du choix du délégataire ainsi que l'économie générale du contrat.

Sont annexés au rapport de présentation :
- Les procès verbaux de la Commission de Délégation de Service Public et de Concession,
- Les éléments de négociation,
- Le projet de contrat et ses annexes.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER le choix de la société WARNING ASSISTANCE SV comme concessionnaire de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile pour une durée de cinq ans ;

- D'APPROUVER le contrat de délégation de service public et ses annexes ;

- D'APPROUVER les tarifs qui seront appliqués aux usagers ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer le contrat de délégation de service public et les actes qui en découleront dans le cadre de l'exécution dudit contrat.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

AUTORITÉ CONCÉDANTE :

Ville de CALUIRE ET CUIRE
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
B.P. 79
69642 Caluire et Cuire cedex

RAPPORT DE PRÉSENTATION

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA MISE EN FOURRIERE ET LA DESTRUCTION DE VEHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

Table des matières

I – PREAMBULE : LE CONTEXTE....3
1.1. Fin du contrat en cours....3
1.2. Objet des prestations externalisées....3
II- OBJET DU RAPPORT DE PRESENTATION....3
III- ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT....4
IV- DEROULEMENT DE LA PROCEDURE....5
A) PHASE CANDIDATURE....5
B) PHASE OFFRE....6
V- MOTIFS DU CHOIX....6
VI- ANNEXES....7

I – PREAMBULE : LE CONTEXTE

Le service public de la fourrière automobile fait l'objet depuis plusieurs années d'une externalisation, tantôt sous la forme d'un marché public, tantôt sur la forme d'une délégation de service public.

1.1. Fin du contrat en cours

La délégation de service public relative à la gestion de la mise en fourrière et de destruction des véhicules sur le territoire de la commune prend fin le 15 février 2025.

1.2. Objet des prestations externalisées

Les prestations externalisées demeurent inchangées :

- enlèvement des véhicules aux fins de mise en fourrière,
- gardiennage des véhicules,
- restitution des véhicules,
- aliénation ou destruction des véhicules.

Les prestations sont encadrées notamment par les articles L 325-1 et suivants et R 325-1 et suivants du Code de la Route et les tarifs applicables aux usagés sont plafonnés par un arrêté ministériel.

L'enlèvement des véhicules intervient sur toute réquisition d'un Officier de Police Judiciaire ou de l'Agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de la police municipale ou occupant ses fonctions.

Le fourriériste, suite à l'appel téléphonique de l'agent de police municipale, doit se rendre sur les lieux.

Pour la réalisation de cette prestation, la Ville ne met aucun local ni aucun bien à disposition du prestataire.

Le prestataire est responsable de son matériel et de son local.

II- OBJET DU RAPPORT DE PRESENTATION

Le présent rapport est établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il a pour objet :

- d'exposer l'économie générale du contrat de délégation de service public (annexe 4 : Convention de délégation de service public),
- de rendre compte du déroulement de la procédure de consultation qui a été mise en œuvre en application des articles L.1411-1 et suivants du CGCT,
- de présenter les motifs du choix du candidat.

III- ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Le contrat à conclure sera d'une durée de cinq ans à compter du 16 février 2025.

La Ville de Caluire et Cuire ne disposant pas de terrains appropriés pour l'exploitation du service public de la fourrière, il a été demandé au candidat d'exécuter ledit service sur son propre terrain et avec ses propres moyens matériels et humains.

La validité de la délégation de service public est subordonnée au maintien de l'agrément préfectoral accordé au délégataire. Ce dernier s'engage à informer le Préfet et le délégant de tout fait susceptible de remettre en cause cet agrément.

Le délégataire devra, à ses risques et périls et conformément à la réglementation en vigueur, assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la qualité du service public de mise en fourrière.

Le délégataire doit être en mesure d'assurer le déplacement et l'enlèvement des véhicules 7 jours sur 7 dans les délais prévus au contrat.

Le délégataire assure le service à ses risques et périls et reçoit une rémunération substantiellement liée aux résultats d'exploitation.

En contrepartie de ces obligations, la rémunération du délégataire est constituée par le paiement, conformément au tarif approuvé par le concédant, des frais de transport et de garde en fourrière à la condition que le parc fourrière soit clôturé et gardé jour et nuit, réclamé aux propriétaires des véhicules mis sur la demande de l'autorité publique de fourrière.

Le délégataire facture directement à la Ville de Caluire et Cuire les interventions réalisées à la demande de la Ville, notamment les déplacements de véhicules.

Les tarifs proposés par le délégataire et pratiqués en cours d'exécution ne peuvent excéder les tarifs maxima prévus par arrêté ministériel dans sa version en vigueur lors de la mise en fourrière des véhicules. Il en va de même lors de la révision des prix. Les tarifs sont affichés en permanence et de façon visible pour les usagers.

En cas d'évolution législative ou réglementaire, de promulgation d'un nouvel arrêté fixant de nouveaux tarifs maxima en cours d'exécution de la délégation du service public de fourrière, le taux d'augmentation tarifaire proposé par le délégataire ne pourra excéder le pourcentage d'augmentation entre l'ancien tarif maxima et le nouveau tarif maxima.

A aucun moment, le plafond imposé par l'arrêté ministériel ne pourra être dépassé.

Dans la mesure où aucun bien matériel et aucun local ne sera mis à disposition par la Ville au délégataire et que ce dernier exploitera le service avec ses moyens propres, il n'y aura pas de versement par le titulaire de redevance.

Pour le bon fonctionnement du service public, une grande transparence ainsi qu'une grande communication sont demandées au délégataire qui devra tenir un tableau de bord des activités de sa

fourrière, rédiger un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat, établir un rapport d'activité et communiquer ces éléments aux services concernés de la Ville.

IV- DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie en application de l'article L.1413-1 du CGCT, et s'est prononcée favorablement le 15 mars 2024 sur le projet de délégation de service public de la fourrière automobile.

Par la délibération n°D2024_031 du Conseil Municipal du 8 avril 2024, le Conseil Municipal de la Ville de Caluire et Cuire a d'une part approuvé le principe de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile sur le territoire de la commune et d'autre part, autorisé le Maire à engager la procédure de délégation de service public.

La procédure de mise en concurrence a été initiée le 23 avril 2024 par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur les supports suivants :

- BOAMP : Avis n°24-48343
- Le Moniteur : Avis n°AO-2418-1848
- Publicité sur le profil d'acheteur AWS
- Publicité sur le site internet de la Ville de Caluire et Cuire.

La délégation de service public a fait l'objet d'une procédure « allégée » en application des articles L3126-1 et R3126-1 du Code de la Commande Publique et de son annexe 2, le montant de la délégation n'excédant pas le seuil européen.

La procédure retenue fusionne la phase de candidatures et d'offres.

La date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres a été fixée au 27 juin 2024 à 12:00 (midi). Les plis devaient être déposés par voie électronique sur le profil d'acheteur.

A) PHASE CANDIDATURE

Le 27 juin 2024 à 15:00, le service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'unique candidature reçue :

- WARNING ASSISTANCE SV

Lors de sa séance du 8 juillet 2024 la Commission de Délégation de Service Public et de Concession (CDSPC) a procédé à l'examen de la candidature.

Les critères de sélection des candidatures étaient les suivants, sans ordre de priorité, conformément au Règlement de consultation :

- garanties professionnelles et financières,
- aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usager devant le service public.

Lors de cette séance, la CDSPC a admis la candidature de WARNING ASSISTANCE SV (Annexe 1).

B) PHASE OFFRE

Le 9 juillet 2024 à 16:00, le Service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'offre du candidat admis par la CDSPC.

L'offre a fait l'objet d'une analyse sur la base des critères de sélection suivants :

Critères de sélection	Pondération
CRITERE 1 : Qualité du service	40 %
CRITERE 2 : Mesures prises pour favoriser une exploitation responsable d'un point de vue environnemental et social	30 %
CRITERE 3 : Tarification évaluée sur la base du Devis Quantitatif Estimatif	30 %

Lors de sa séance du 9 septembre 2024, la CDSPC a examiné l'offre au vu du rapport d'analyse et émis un avis sur cette dernière (Annexe 2 : PV de la CDSPC et analyse de l'offre)

La Commission a émis un favorable à l'offre de la société WARNING ASSISTANCE SV en ce sens qu'elle correspond aux principales attentes de la Commune. Le candidat s'appuie sur une équipe en nombre suffisant au regard du nombre d'enlèvements et est organisé pour prendre en charge les différents aspects de la mission déléguée. Par ailleurs, le candidat présente les moyens d'exécution nécessaires : parc de véhicules suffisant, lieu de gardiennage sécurisé et facilement accessible. L'organisation du candidat répond aux attentes notamment en termes de délais d'exécution. Ses tarifs sont alignés sur les tarifs maxima de fourrière.

Négociation

Au vu de l'avis de la Commission, une négociation a été menée conformément aux articles L.3121-1, L.3124- 1 et R.3124-1 du Code de la commande publique (Annexe 3 : Négociation).

Le candidat a été invité à préciser, par écrit, certains aspects de son offre. La demande a été notifiée au candidat via le profil d'acheteur AWS, avec une réponse attendue au plus tard le 24/09/2024.

Dans le cadre de la négociation il a été demandé au candidat d'adapter ses horaires d'ouverture selon les dispositions du projet de contrat. En effet, le candidat indique une ouverture de bureau à 9h et une fermeture le vendredi à 17H or dans le projet de contrat, il était demandé une ouverture dès 8h et une fermeture le vendredi à 18h.

Le candidat a répondu à la demande dans les délais et a émis une réponse défavorable à la demande qui engendrerait trop de contraintes, les horaires impactant les contrats de travail des salariés. Le projet de contrat est amendé en ce sens.

V- MOTIFS DU CHOIX

Concernant les critères techniques, l'offre de WARNING ASSISTANCE SV présente une organisation cohérente et des moyens humains et matériels suffisants pour répondre au besoin exprimé. Le candidat assure par ailleurs le service toute l'année et organise une astreinte.
WARNING ASSISTANCE SV dispose d'un parc de véhicules suffisant pour assurer les prestations et propose un lieu de gardiennage adapté, sécurisé et facile d'accès.

Concernant la tarification :

- Lorsque les prix sont plafonnés par arrêté, les tarifs du candidat sont alignés sur les prix plafonds
- Lorsque les prix ne sont pas plafonnés, les tarifs du candidat sont compétitifs notamment sur les véhicules type voitures particulières.

Conclusion :
Ainsi WARNING ASSISTANCE SV présente une offre technique adaptée et suffisante pour répondre aux besoins de la commune que ce soit en termes de moyens humains et matériels, notamment par rapport au nombre d'enlèvements annuels et une offre de prix compétitive.

VI- ANNEXES

Annexe 1 : Procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public et de Concession du 8 juillet 2024 (examen des candidatures, liste des candidatures admises à présenter une offre) et son annexe (tableau d'analyse des candidatures)

Annexe 2 : Procès verbal de la Commission de Délégation de Service Public et de Concession du 9 septembre 2024 (examen des offres et avis sur les offres) et son annexe (tableau d'analyse des offres)

Annexe 3 : Négociation (invitation à négocier, registre de dépôt et réponse du candidat)

Annexe 4 : Convention de délégation de service public et ses annexes

Fait à Caluire et Cuire, le 30.09.2024

Philippe COCHET
Maire

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

420

COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET DE CONCESSION

PROCÈS VERBAL EXAMEN ET ADMISSION DES CANDIDATURES

A. Identification de l'autorité concédante

VILLE DE CALUIRE ET CUIRE
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
BP 79
69642 Caluire et Cuire Cedex

B. Objet de la consultation

MISE EN FOURRIÈRE ET DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

C. Déroulement de la consultation

Le 15/03/2024 la Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis un avis favorable sur le principe de délégation de service public.

Le 08/04/2024, le Conseil Municipal a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public pour la mise en fourrière et la destruction de véhicules sur la commune de Caluire et Cuire

Publicité :

- BOAMP : Avis n°24-48343 envoyé à la publication le 23/04/2024
- Le Moniteur. Fr : Avis N° : AO-2232-0698 envoyé à la publication le 23/04/2024
- Publicité sur le site internet de la Ville de Caluire et Cuire

Date et heures limite de réception des plis (candidatures et offres) : 27/06/2024 à 12:00

Nombre de plis reçus :

- dans les délais : 1
- hors délais :

D. Composition et fonctionnement de la Commission

Lors de sa réunion du 8 juillet 2024 la Commission de délégation de service public et de concession[1], convoquée le 29 mai 2024 était composée comme suit

- Membres à voix délibérative :

Nom, prénom et qualité	Titulaire ou Suppléant	Présence
Monsieur Philippe COCHET Maire	Président	Représenté par Mr Tollet, premier adjoint
Madame Maude BRAC DE LA PERRIERE Conseillère Municipal	Titulaire	Absente
Madame Patricia CHANDIA Conseillère Municipale	Titulaire	Absente
Madame Fabienne GUGLIELMI Conseillère Municipale	Titulaire	Présente
Monsieur Frédéric JOUBERT Conseiller Municipal	Titulaire	Présent
Monsieur Xavier GILLARD Conseiller Municipal	Titulaire	Présent

- Membres à voix consultative :

Nom, prénom	Qualité	Présence
Madame Véronique Chambon Richerme	Trésorière	Absente
Représentant de la DDPP Auvergne-Rhône-Alpes		Absent

-Autres participants à la Commission avec voie consultative

Nom, prénom, qualité de l'agent présent

- Secrétariat de la commission

Nom, prénom, qualité du fonctionnaire chargé du secrétariat de la commission
Legrand Cécile Responsable SANP
Manon Balard, SANP

- Le quorum est atteint : ☒ OUI ☐ NON

La Commission

☒ peut ☐ ne peut pas

valablement se réunir,

En vue de procéder à l'examen des candidatures

1Les membres de la commission ont été désignés par la délibération n°D2020_017 du conseil municipal du 9 juin 2020.

E. Examen des candidatures

La candidature reçue est examinée par la commission après examen approfondi par les services de la Ville (cf. document annexé) sur la base des critères suivants sans ordre de priorité : garanties professionnelles et financières et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

F. Observations éventuelles des membres de la Commission

/

G. Avis motivé de la Commission

Sur la base du tableau d'examen des candidatures, annexé au présent Procès Verbal et reprenant les critères d'examen des candidatures et les motivations, la Commission de délégation de service public et de concession dresse la liste suivante des candidats admis et dont les offres seront ouvertes et analysées :

- WARNING Assistance

H. Examen des offres

Compte tenu du travail d'analyse technique et financière qui doit être effectué, la Commission procédera lors d'une prochaine séance à l'examen des offres.

A Caluire et Cuire, le 8.07.24

Le Président,

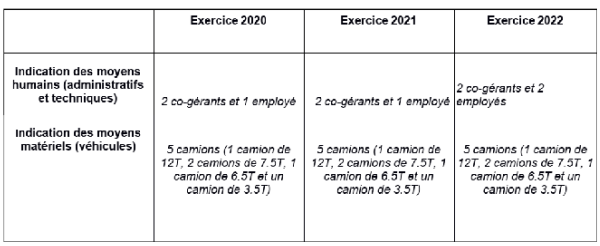
Les Membres,

La Trésorière

Le Représentant de la DDPP Auvergne-Rhône-Alpes

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC
MISE EN FOURRIÈRE ET DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

EXAMEN DES CANDIDATURES

	WARNING ASSISTANCE SV
SITUATION JURIDIQUE	
Adresse	211 chemin du chêne, 69140 RILLIEUX-LA-PAPE
Référent	Thibault VALON et Eric SEVAT
Statut	SARL au capital de 10000 euros avec 2 associés co-gérants
Date de création de la société	*23/02/2017*
Le candidat se présente seul ou en groupement	Seul
DECLARATION SUR L'HONNEUR	
Déclaration sur l'honneur précisant que le candidat ne faire l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-5 et L3123-7 à L3123-10 du code de la commande publique	OUI
Déclaration sur l'honneur précisant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales	OUI
Déclaration sur l'honneur précisant que le candidat est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés **lorsqu'il y est assujetti (**le respect des obligations d'emploi des travailleurs handicapés s'applique à tout employeur, occupant au moins vingt salariés, y compris les établissements publics industriels et commerciaux (art.L.5212-1 code du travail))	OUI
Déclaration sur l'honneur précisant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés et transmis dans le cadre de sa candidature sont exacts	OUI
Une copie du ou des jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire	Pas de redressement judiciaire
CAPACITE FINANCIERE	
Chiffre d'affaire	**2020 : 457 397** Fourrière Caluire : 30 145,82 Fourrière Rillieux : 31 575 Fourrière Neuville : 10 598 **2021 : 589 608** Fourrière Caluire : 38 020,56 Fourrière Rillieux : 32 156 Fourrière Neuville : 22 029 **2022 : 625 745** Fourrière Caluire : 58 122,38 Fourrière Rillieux : 37 169 Fourrière Neuville : 21 976
Observations	Chiffre d'affaire en progression sur les trois dernières années. CA de Caluire : entre 6,6 et 9,3% de son CA global
CAPACITE TECHNIQUE, PROFESSIONNELLES ET APTITUDE A ASSURER LA CONITUITE DU SERVICE PUBLIC	
Agrément préfectoral	OUI
Référence similaire	Ville de Rillieux la Pape Ville de Neuville sur Saône Communauté de commune Miribel Plateau
Exercice de l'activité de fourrière depuis :	Depuis le commencement de l'activité de la société : 23/02/2017. Le co-gérant Eric Sevat était employé dans l'ancienne société de fourrière depuis janvier 2013 et dispose d'une grande expérience de la fourrière
Lieu de stockage et de gardiennage sécurisé des véhicules	Lieu de stockage de 1600m2 extérieur et 900 m2 de stockage intérieur. L'ensemble du parc de stockage intérieur comme extérieur est sous vidéo surveillance et sous alarme. Détection d'intrusion et d'effraction pour le stockage intérieur et les bureaux. Détection d'intrusion sur le parc extérieur par caméra thermique et détection de franchissement au niveau du grillage.
Adresse du lieu	211 chemin du chêne, 69140 RILLIEUX-LA-PAPE
Moyens Humains et matériels	 + embauche d'une une personne en CDI à temps complet et une personne en CDI à temps partiel en novembre 2023 pour palier le surcroit d'activité. Soit une équipe de 6 personnes au total (2 cogérants, 3 salariés à temps complet et 1 salarié à temps partiel) + un camion 16T porte 3 voitures en avril 2024 et nous sommes en attente de livraison d'un camion grue 16T qui arrivera fin 2024
Informations supplémentaires	
Commentaires	Au regard des éléments transmis dans le dossier de candidature, le candidat dispose des capacités techniques, financières et du savoir faire nécessaire pour gérer les activités de fourrière automobile.

	Exercice 2020	**Exercice 2021**	**Exercice 2022**
Indication des moyens humains (administratifs et techniques)	*2 co-gérants et 1 employé*	*2 co-gérants et 1 employé*	*2 co-gérants et 2 employés*
Indication des moyens matériels (véhicules)	*5 camions (1 camion de 12T, 2 camions de 7.5T, 1 camion de 6.5T et un camion de 3.5T)*	*5 camions (1 camion de 12T, 2 camions de 7.5T, 1 camion de 6.5T et un camion de 3.5T)*	*5 camions (1 camion de 12T, 2 camions de 7.5T, 1 camion de 6.5T et un camion de 3.5T)*

caluire et cuire

COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET DE CONCESSION

PROCÈS VERBAL EXAMEN DES OFFRES ET AVIS MOTIVE

A. Identification de l'autorité concédante

VILLE DE CALUIRE ET CUIRE
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
BP 79
69642 Caluire et Cuire Cedex

B. Objet de la consultation

MISE EN FOURRIÈRE ET DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

C. Déroulement de la consultation

Le 15/03/2024 la Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis un avis favorable sur le principe de délégation de service public.

Le 08/04/2024, le Conseil Municipal a approuvé le principe et le lancement d'une délégation de service public pour la mise en fourrière et la destruction de véhicules sur la commune de Caluire et Cuire

Publicité :

- BOAMP : Avis n°24-48343 envoyé à la publication le 23/04/2024
- Le Moniteur. Fr : Avis N° : AO-2232-0698 envoyé à la publication le 23/04/2024
- Publicité sur le site internet de la Ville de Caluire et Cuire

- **Date et heures limite de réception des plis (candidatures et offres)** : 27/06/2024 à 12:00

Nombre de plis reçus :

- dans les délais : 1
- *hors délais : 0*

Phase candidature :

Le 8 juillet 2024 la Commission de Délégation de Service Public et de Concession s'est réunie pour procéder à l'examen de la seule candidature reçue et à l'admission de la candidature.

La candidature suivante a été admise :

WARNING ASSISTANCE

D. Composition et fonctionnement de la Commission

Lors de sa réunion du 9 septembre 2024, la Commission de délégation de service public et de concession[1], convoquée le 12 juillet 2024 était composée comme suit,

- Membres à voix délibérative :

Nom, prénom et qualité	Titulaire ou Suppléant	Présence
Monsieur Philippe COCHET Maire	Président	Représenté par Mr Tollet, premier Adjoint
Madame Maude BRAC DE LA PERRIERE Conseillère Municipal	Titulaire	Présente
Madame Patricia CHANDIA Conseillère Municipale	Titulaire	Absente
Madame Fabienne GUGLIELMI Conseillère Municipale	Titulaire	Présente
Monsieur Frédéric JOUBERT Conseiller Municipal	Titulaire	Absent
Monsieur Xavier GILLARD Conseiller Municipal	Titulaire	Présent

- Membres à voix consultative :

Nom, prénom	Qualité	Présence
Madame Véronique Chambon Richerme	Trésorière	Absente
Représentant de la DDPP Auvergne-Rhône-Alpes		Absente

-Autres participants à la Commission avec voie consultative

Nom, prénom, qualité de l'agent présent

- Secrétariat de la commission

Nom, prénom, qualité du fonctionnaire chargé du secrétariat de la commission
Legrand Cécile Responsable SANP
Manon Balard, Chargé de marchés publics

- Le quorum est atteint : [X] OUI [ ] NON

La Commission

[X] peut [ ] ne peut pas

valablement se réunir, en vue de procéder à l'examen des offres

1Les membres de la commission ont été désignés par la délibération n°D2020_017 du conseil municipal du 9 juin 2020.

E. Examen des offres

La Commission de délégation de service public et de concession procède à l'examen de l'offre sur la base des critères suivants et au vu du rapport d'analyse des offres ci-joint.

Les critères sont les suivants :

Critères de sélection	Pondération
CRITERE 1 : Qualité du service	40 %
CRITERE 2 : Mesures prises pour favoriser une exploitation responsable d'un point de vue environnemental et social	30 %
CRITERE 3 : Tarification évaluée sur la base du Devis Quantitatif Estimatif	30 %

F. Avis motivé de la Commission

Sur la base du tableau d'analyse des offres, annexé au présent Procès Verbal, la Commission émet un avis :

- Avis favorable : 4
- Avis défavorable : /
- Abstention : /

La Commission émet un avis ..favorable..... au classement et à la proposition de la société Warning..assistance... sur la base des motifs énoncés dans le rapport d'analyse des offres et synthétisés ci-dessous :

L'offre de WARNING assistance répond aux besoins de la Ville. Le candidat s'appuie sur une équipe en nombre suffisant et des moyens matériels adaptés au regard des missions à exécuter et du nombre d'enlèvements. Le lieu de gardiennage est sécurisé et facile d'accès. Les délais d'exécution sont conformes aux attents. Les tarifs sont alignés sur les tarifs maxima.

G - Signature

A Caluire et Cuire, le 9.09.24

Le Président,

Les Membres,

La Trésorière,

Le Représentant de la DDPP Auvergne Rhône Alpes

AUTORITÉ CONCÉDANTE :

Ville de CALUIRE ET CUIRE
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
B.P. 79
69642 Caluire et Cuire cedex

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
N°2024014

CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

MISE EN FOURRIÈRE ET DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

ANNEXES :

- Annexe 1 : Les Tarifs de fourrière
- Annexe 2 : Le Cadre de Mémoire Technique

Table des matières

ENTRE LES Soussignés :....4
PRÉAMBULE :....5
Article 1 - Objet ET NATURE DE LA delegation de service public....5
Article 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES....5
Article 3 – Durée de la DELEGATION DE SERVICE PUBLIC....6
Article 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES....6
4.1. Obligation de la Ville de Caluire et Cuire....6
4.2. Obligations du délégataire....6
Article – descriptifs des missions....8
5.1 Respect de la réglementation applicable....8
5.2 Missions du délégataire....8
5.3 - Décomposition des prestations....8
5.4 – Statistiques....8
2020 :....9
Article 6 – MISSION D'ENLEVEMENT....9
6.1- Mission d'enlèvement....9
6.2- Demande d'enlèvement....10
6.3 – Véhicules concernés....10
6.4– Horaires d'enlèvement....11
6.5 – Mission complémentaire....11
6.6 – Délai d'intervention....11
6.7 – Présence d'un équipage de police municipale....11
6.8 – Respect de la réglementation....11
6.9 – Ouverture des véhicules....12
Article 7 – GARDIENNAGE DES VÉHICULES....12
7.1 – Mission de gardiennage....12
7.2 – Conditions de gardiennage....12
7.3 – Classement des véhicules....12
Article 8 – Sortie et restitution des véhicules....13
8.1. Restitution sur place....13
8.2. Sortie provisoire des véhicules....13
8.3. Restitution définitive des véhicules....13
8.4. Horaires de restitution....14
Article 9 – ALIÉNATION, DESTRUCTION DES Véhicules....14
9.1 – Vente des véhicules non retirés....14
9.2 – Destruction des véhicules....14
Article 10 –TARIFS ET ENCAISSEMENT AU GUICHET DU DELEGATAIRE....15
10.1 – Tarifs....15
10.2 – Encaissement effectué par le délégataire....15
10.3 – Type de paiement accepté....15
10.4 – Remise d'un justificatif de paiement....15
Article 11– Moyens d'exécution....15
11.1 – Personnel....15
11.2 – Parc de véhicules et Moyens matériels....16
Article 12 – Gestion administrative incombant au titulaire....16
Article 13 – Sous-traitance....16
Article 14 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES....17
14.1. Rémunération du délégataire....17
14.2 – Cas particulier : défaillance du propriétaire et vente au domaine....17
14.3. Redevances....18

14.4. Impôts et taxes....18
Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation de la fourrière seront à la charge du délégataire....18
14.5. Tarifs et contenu du prix....18
14.6. Evolution du prix....19
14.7. Modalités de règlement....19
Article 15 – PENALTIES....20
Article 16 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION EN COURS d'EXéCUTION....20
Article 17 – CESSION DE LA CONVENTION....20
Article 18 – FIN DE CONTRAT....21
18.1. Reconduction tacite....21
18.2. Echéance au terme du contrat....21
18.3. Résiliation pour motif d'intérêt général....21
18.4. Résiliation pour cas de force majeure....22
18.5. Autres cas de résiliation....22
18.6. Continuité du service en fin de contrat....23
18.7 Remise des biens en fin de contrat....23
Article 19 – CONTRÔLE ET SUIVI....23
19.1 Visites et contrôles par la commune....23
19.2 Tenue obligatoire d'un « tableau de bord »....23
19.3 Rapport annuel du délégataire....23
19.4 Accès aux documents....24
19.5 Divers....24
Article 20 – RESPONSABILITÉ....24
Article 21 – Assurances....25
Article 22 – traitement des données a caractère personnel....25
Article 23 – signature des parties....26

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Les parties contractantes sont :

- la Ville de Caluire et Cuire, représentée par Monsieur le Maire, dûment habilité par la délibération n°D2024_031 du Conseil Municipal en date du 8 avril 2024 et ci-dessous dénommée « le concédant » ou « l'autorité concédante » ou le « délégant » ou la « Ville de Caluire et Cuire » ou « la commune ».

ET

☒ Le signataire (Nom, Prénom et Fonction) : Thibault VALON, Co-gérant

☐ engage la société WARNING ASSISTANCE SV sur la base de son offre :

WARNING ASSISTANCE-SV
211 chemin du Chêne
69140 Rillieux la pape
Tel. 04.72.20.09.09
SARL au capital de 10 000 €
Siret 824 406 334 00022 / APE 5221Z
TVA FR 23 824 406 334

ci-après dénommé « le concessionnaire » ou le « délégataire » ou le « titulaire ».

PRÉAMBULE :

Au vu de l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux rendu le 15 mars 2024, le Conseil Municipal de la Ville de Caluire et Cuire s'est prononcé favorablement le 8 avril 2024, par la délibération n°D2024_031, sur le principe d'une délégation de service public pour les activités de mise en fourrière et de destruction de véhicules sur le territoire communal.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET ET NATURE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La présente convention est conclue suivant une concession de service public conformément aux articles L1121-1 et L1121-3 du Code de la Commande Publique (CCP) et plus spécifiquement dénommée « délégation de service publique », conformément à l'article L1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) .

La délégation fait l'objet d'une procédure allégée en application des articles L3126-1 et R3126-1 du CCP et de son annexe 2.

Les prestations du délégataire comprennent notamment :

- l'enlèvement des véhicules aux fins de mise en fourrière,
- le gardiennage des véhicules,
- la restitution des véhicules,
- l'aliénation ou la destruction des véhicules.

Les prestations attendues ainsi que les obligations du délégataire sont détaillées dans le présent projet de convention de délégation de service public valant Cahier des Charges.

Le périmètre de la présente convention est délimité par les limites territoriales de la Ville de Caluire et Cuire.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles de la délégation sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- la présente convention de délégation de service public valant cahier des charges et ses annexes :
  - Annexe 1 : Tarifs de fourrière
  - Annexe 2 : Cadre de Mémoire Technique

Les annexes à la présente convention font partie intégrante de la convention. Toute référence à la convention inclut ses annexes. En cas de contradiction entre les stipulations du corps de la présente convention et les termes d'une annexe, les stipulations du corps de la convention prévaudront.

Les documents conservés dans les locaux de la Ville de Caluire et Cuire sont les seuls faisant foi.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

La présente convention est conclue pour une durée de **CINQ ANS** à compter du 16 février 2025.

Les enlèvements de véhicules peuvent être réalisés jusqu'au dernier jour de validité de la délégation.

Les opérations réglementaires postérieures sont, quant à elles, poursuivies jusqu'à la clôture de la procédure; à savoir par la restitution, l'aliénation ou la destruction du véhicule enlevé.

La validité de la délégation est subordonnée au maintien de l'agrément préfectoral accordé au délégataire. Ce dernier s'engage à informer le Préfet et l'autorité concédante de tout fait susceptible de remettre en cause cet agrément.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligation de la Ville de Caluire et Cuire

Le délégant s'engage à :

- désigner et réserver au délégataire toutes opérations d'enlèvement ou de destruction de véhicules auxquelles elle entendra faire procéder dans les conditions prévues par les articles L. 325-1 et suivants du Code de la Route, à moins que le propriétaire du véhicule n'ait demandé à le faire retirer de la fourrière par un réparateur de son choix conformément aux dispositions de l'article L325-6 du code de la Route ;
- mettre à disposition du délégataire un équipage de police municipale pour tout enlèvement ou déplacement de véhicule.
- se charger des courriers tels que demande d'identification, mise en demeure au propriétaire, notification après enlèvement et mainlevée, ainsi que des formalités préalables à l'aliénation ou à la destruction.

4.2. Obligations du délégataire

Continuité de service

Le délégataire est soumis à une obligation de continuité de service et doit assurer le service de fourrière automobile de la commune de façon permanente, dans le respect des conditions fixées par le présent contrat, sauf cas de force majeure.

En cas d'incident, le délégataire doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour intervenir immédiatement, procéder aux éventuelles réparations et rétablir fonctionnement régulier du service public. Notamment, le délégataire assure à titre provisoire et en concertation avec le délégant, la satisfaction immédiate des besoins les plus urgents ainsi que l'information des usagers et des autorités compétentes. Le délégant est informé sans délai de toute interruption dans le service et des mesures prises par le délégataire.

Ces obligations pèsent sur le délégataire quelle que soit sa responsabilité dans l'incident à l'origine de la perturbation ou interruption du service. Il lui appartient, le cas échéant, de rechercher la responsabilité des personnes à l'origine du préjudice qu'il subit.

Obligations à caractère général

Pour répondre à ses obligations, le personnel du délégataire devra être en nombre suffisant et avoir toutes les qualifications nécessaires ; il devra être doté au besoin de téléphones portables afin d'être joint directement par le représentant de la commune.

Le délégataire doit disposer des moyens matériels suffisants.

Le délégataire devra respecter la réglementation régissant cette activité et plus particulièrement quant à la protection physique des véhicules à enlever.

Les véhicules dont la mise en fourrière aura été décidée seront enlevés, sur réquisition des services de police municipale, par le délégataire et gardés sur un emplacement qu'il aura aménagé à cet effet.

Cet emplacement devra être clos et gardienné.

Le délégataire fera son affaire personnelle de ses relations avec son prestataire pour la destruction des véhicules, notamment sur le plan de la rémunération. Le délégant ne saurait connaître les litiges éventuels pouvant intervenir entre le délégataire et son prestataire.

Le délégataire s'engage à exécuter la prestation selon les dispositions énoncées dans la présente convention.

Lors de la reprise de son véhicule, le propriétaire devra signer une décharge après avoir constaté le bon état de celui-ci.

Ladite décharge concernera le délégataire et le délégant.

Respect des principes de laicité et de neutralité

La convention confie au délégataire l'exécution d'un service public.

Par conséquent conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le délégataire doit prendre les mesures nécessaires permettant :
• d'assurer l'égalité des usagers vis à vis du service public,
• de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'il participe à l'exécution du service public objet du contrat, le délégataire est tenu de veiller à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations s'appliquent également aux co-contractants du délégataire dans ses contrats de sous-traitance.

Le contrat précise les obligations du délégataire et prévoit une pénalité forfaitaire et une possibilité de résilier pour faute le contrat en cas de manquement persistant à ces obligations.

ARTICLE – DESCRIPTIFS DES MISSIONS

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le délégataire, agréé par l'autorité préfectorale, assure pour le compte de la Ville de Caluire et Cuire les prestations de mise en fourrière et de destruction des véhicules sur le territoire de la commune.

5.1 Respect de la réglementation applicable

Le délégataire devra, à ses risques et périls et conformément à la réglementation en vigueur, assurer la sécurité, le bon fonctionnement et la qualité du service public de mise en fourrière.

Le délégataire est réputé connaître l'ensemble de la réglementation afférente à la mise en fourrière et devra prendre en compte sans délai toute évolution législative, réglementaire quelle qu'elle soit, pour la réalisation de ces prestations.

Le délégataire devra exploiter le service en professionnel compétent en conformité avec les dispositions du code de la route.

Dans le cas où les modifications de la législation et de la réglementation rendraient inapplicables certaines clauses de la présente convention, les parties examineront alors la possibilité de conclure un avenant pour en adapter les termes dans le respect des dispositions de l'article L. 3135-1 et R. 3135-1 du CCP.

5.2 Missions du délégataire

Les prestations comprennent notamment :
- l'enlèvement des véhicules aux fins de mise en fourrière,
- le gardiennage des véhicules,
- la restitution des véhicules,
- l'aliénation ou la destruction des véhicules.

Aucun local ni lieu de dépôt ne sera mis à la disposition du délégataire par la Ville de Caluire et Cuire. Le délégataire doit donc être propriétaire ou avoir à sa disposition des locaux et/ou terrains de garage ou de parcage clos, ayant une capacité suffisante pour l'exécution du service dans de bonnes conditions. Ils doivent offrir toutes les garanties quant aux risques de vol et de dégradations de sources diverses et doivent être clôturés.

5.3 - Décomposition des prestations

Sans objet.

5.4 – Statistiques

Ces éléments sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas la Ville.

2020 :

- Enlèvements ayant donné lieu à une restitution :
    - 3 cyclomoteurs
    - 70 véhicules légers
    - 1 autre véhicule immatriculé

- Enlèvement ayant donné lieu à une destruction :
    - 11 cyclomoteurs
    - 96 véhicules légers
- Ventes au domaine : 0

2021 :

- Enlèvements ayant donné lieu à une restitution :
    - 6 cyclomoteurs
    - 100 véhicules légers

- Enlèvement ayant donné lieu à une destruction :
    - 18 cyclomoteurs
    - 109 véhicules légers
- Ventes au domaine : 1

2022

- Enlèvements ayant donné lieu à une restitution :
    - 2 cyclomoteurs
    - 156 véhicules légers

- Enlèvement ayant donné lieu à une destruction :
    - 24 cyclomoteurs
    - 124 véhicules légers
- Ventes au domaine : 3

2023

- Enlèvements ayant donné lieu à une restitution :
    - 21 cyclomoteurs
    - 204 véhicules légers

- Enlèvement ayant donné lieu à une destruction :
    - 19 cyclomoteurs
    - 95 véhicules légers
- Ventes au domaine : 6

ARTICLE 6 – MISSION D'ENLEVEMENT

6.1- Mission d'enlèvement

Le délégataire s'engage à enlever sur le territoire de la Ville de Caluire et Cuire, aux fins de mise en fourrière, les véhicules entravant ou gênant la circulation en application notamment des articles L325-1 et suivants et R 325-12 et suivants du Code de la Route.

Il peut également être tenu d'enlever :

- des véhicules en stationnement abusif tels qu'ils sont définis à l'article R417-12 du Code de la Route,
- des véhicules démunis d'éléments indispensables à la circulation (notamment les véhicules brûlés),
- des véhicules laissés sans droit dans les lieux publics ou privés où ne s'applique pas le Code de la Route et dont l'enlèvement est sollicité par le maître des lieux auprès de la Ville de Caluire et Cuire,

Par ailleurs, le délégataire doit être en mesure, lors de manifestations sportives ou culturelles d'envergure, de mobiliser et de déployer les véhicules de fourrière nécessaires sur une période donnée. Ce type de manifestation est cependant occasionnel.

6.2- Demande d'enlèvement

L'enlèvement des véhicules intervient sur toute réquisition d'un Officier de Police Judiciaire ou de l'Agent de Police Judiciaire Adjoint, chef de la police municipale ou occupant ses fonctions.

Le délégataire, suite à l'appel téléphonique de l'agent de police municipale doit se rendre sur les lieux dans les délais énoncés dans la présente Convention ou dans le Cadre du Mémoire Technique si le délégataire s'engage sur des délais inférieurs.

Le délégataire fournit sur place à l'agent de police municipale une « fiche d'enlèvement ».

Cette fiche d'enlèvement est remplie sur place par l'agent de police municipale.

Elle indique :

- la date et l'heure,
- le numéro d'immatriculation,
- la marque, le type et la couleur du véhicule
- l'état général du véhicule,
- sa localisation précise.

Une copie de la fiche d'enlèvement est conservée par le délégataire.

6.3 – Véhicules concernés

La mission d'enlèvement concerne :

- les véhicules légers,
- les poids lourds de 3,5 tonnes à 44 tonnes,
- les cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception.

Le délégataire est tenu d'enlever tous les véhicules qui lui sont soumis, quel que soit leur état, leur marque, leur modèle ou le lieu où ils se trouvent.

Les véhicules hors d'usage (« véhicules épaves ») sont également concernés par la convention.

6.4– Horaires d'enlèvement

Le délégataire doit être en mesure d'assurer le déplacement et l'enlèvement des véhicules **7 jours sur 7, entre 7H00 du matin et 2h00 du matin**.

6.5 – Mission complémentaire

Le délégataire peut être amené à la demande de la Ville de Caluire et Cuire à déplacer des véhicules qui ne sont pas passibles d'une mise en fourrière, lorsque des circonstances particulières imposent ces déplacements.

Il ne peut refuser d'exécuter cette mission complémentaire.

6.6 – Délai d'intervention

Les enlèvements et les déplacements sont effectués dans les délais énoncés par le délégataire dans le cadre du mémoire technique et dans tous les cas dans un délai maximum de :
- une demi-journée suivant la réception de la demande d'enlèvement pour les véhicules en stationnement abusif tels qu'ils sont définis à l'article R417-12 du Code de la Route,
- une demi-journée suivant la réception de la demande d'enlèvement formulée par fax pour les véhicules démunis d'éléments indispensables à la circulation (véhicules brûlés notamment)
- 30 minutes suivant l'appel téléphonique de l'agent de police municipale en cas d'enlèvement d'un véhicule gênant,
- 24 heures suivant l'appel téléphonique de l'agent de police municipale en cas d'enlèvement d'un poids lourd supérieur à 7,5 tonnes.

6.7 – Présence d'un équipage de police municipale

Le délégataire ne peut en aucun cas procéder à l'enlèvement des véhicules hors de la présence d'un équipage de police municipale.

Concernant les véhicules laissés sans droit dans les lieux privés (parkings privés, lotissements privés…) où ne s'applique pas le Code de la Route et dont l'enlèvement est sollicité par le maître des lieux auprès de la Ville de Caluire et Cuire, l'enlèvement se fait en présence d'un agent de police municipale et l'accord de prise en charge des frais sera fourni par le maître des lieux.

6.8 – Respect de la réglementation

Le délégataire doit respecter à l'occasion de sa mission d'enlèvement ou de déplacement, la réglementation de la circulation, du stationnement ainsi que les règles techniques du dépannage/remorquage en vigueur pendant toute la durée de la convention.

6.9 – Ouverture des véhicules

Le délégataire ne peut de lui même et de sa propre initiative ouvrir les véhicules concernés par la mise en fourrière conformément à l'article L325-2 du Code de la Route.

Toutefois le délégataire est autorisé à ouvrir les véhicules qui à l'expiration du délai fixé à l'article L325-7 du Code de la Route sont réputés abandonnés, afin de les expertiser en vue de leur aliénation ou de leur destruction.

ARTICLE 7 – GARDIENNAGE DES VÉHICULES

7.1 – Mission de gardiennage

Le délégataire est chargé du gardiennage des véhicules mis en fourrière dans les locaux qu'il aura aménagé à cet effet, jusqu'au moment de leur retrait par leur propriétaire, leur vente ou leur destruction.

Les frais de garde sont ainsi exigibles à compter du jour de l'enlèvement jusqu'à la date de restitution, d'aliénation ou de remise pour destruction du véhicule mis en fourrière.

7.2 – Conditions de gardiennage

Le délégataire doit respecter la réglementation régissant cette activité et plus particulièrement celle relative à la protection physique des véhicules.

L'emplacement doit être clos et gardienné.

Le délégataire veille à la bonne conservation des véhicules afin de les maintenir dans l'état d'intégrité matériel constaté avant leur entrée en fourrière sur la fiche d'enlèvement.

7.3 – Classement des véhicules

Conformément à l'article R325-30 du Code de la Route, les véhicules réclamés par leurs propriétaires ou leurs conducteurs dans le délai de trois jours suivant la mise en fourrière peuvent être restitués sans avoir été classés.

Le délégataire classe le véhicule dans l'une des deux catégories suivantes :

1° Véhicule à remettre à l'administration chargée des domaines en vue de son aliénation, à l'expiration du délai d'abandon prévu au premier alinéa de l'article L. 325-7 ;

2° Véhicule à livrer à la destruction, à l'expiration du délai d'abandon prévu au quatrième alinéa de l'article L. 325-7.

Le rapport d'expertise ainsi dressé doit être transmis à la Ville de Caluire et Cuire dans un délai de 5 jours calendaires.

Conformément à l'article R325-42 du Code de la Route, aucun véhicule mis en fourrière ne peut être remis à l'administration chargée des domaines en vue de son aliénation ou à une entreprise de démolition en vue de sa destruction sans que la mainlevée de cette mesure ait été préalablement prononcée à l'une ou l'autre de ces fins.

ARTICLE 8 – SORTIE ET RESTITUTION DES VÉHICULES

8.1. Restitution sur place

Dans l'hypothèse où le propriétaire se présente sur le lieu de l'infraction au moment où le délégataire procède à l'enlèvement du véhicule, deux situations peuvent se présenter :

- soit la prescription de mise en fourrière a reçu un commencement d'exécution, c'est-à-dire que 2 roues au moins pour un véhicule à 4 roues ou 1 roue au moins pour un véhicules à 2 roues ont quitté le sol, dans ce cas le délégataire, sur instruction de l'agent de police municipale en exécution de la main levée et après perception de la totalité des frais d'enlèvement auprès du propriétaire, restitue le véhicule

- soit la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu de commencement d'exécution, mais le véhicule d'enlèvement est présent sur les lieux : dans ce cas l'agent de police municipale informe le propriétaire qu'il doit s'acquitter des frais d'opérations préalables prévus par l'article R325-29 du Code de la Route

8.2. Sortie provisoire des véhicules

Le délégataire ne peut pas s'opposer à une sortie provisoire de fourrière dont l'autorisation est présentée par un propriétaire.

Les autorisations de sortie provisoire sont délivrées par l'autorité de fourrière en vue de permettre aux propriétaires de faire procéder aux réparations indispensables, ainsi qu'à une contre expertise éventuelle et au contrôle technique.

Le délégataire doit, sur présentation des ces autorisations, remettre les véhicules à leurs propriétaires ou éventuellement aux réparateurs nommément désignés sur ces autorisations.

A l'issue du délai imparti pour effectuer les réparations, la contre-expertise ou le contrôle technique, le délégataire doit accueillir ces véhicules, afin que l'autorité compétente puisse régulariser leur sortie définitive.

8.3. Restitution définitive des véhicules

La restitution des véhicules à leurs propriétaires est effectuée sur présentation d'une mainlevée établie par la Ville de Caluire et Cuire.

Le délégataire est tenu de remettre les véhicules à la disposition des porteurs des décisions de mainlevée nommément désignés, après acquittement des frais d'enlèvement, de garde, d'expertise.

8.4. Horaires de restitution

Le délégataire doit être en mesure de recevoir le public et de restituer les véhicules mis en fourrière à minima pendant les plages horaires suivantes :
- du lundi au vendredi : de 9h à 12h et de 14h à 18h, sauf le vendredi 17h
- le samedi : de 9h à 12h.

Lors de la reprise de son véhicule, le propriétaire doit signer une décharge après avoir constaté le bon état de celui-ci. Ladite décharge concerne le délégataire et la Ville de Caluire et Cuire.

Le personnel du délégataire doit être en nombre suffisant et avoir toutes les qualifications nécessaires pour que la réception du public et la restitution des véhicules puissent avoir lieu aisément.

Le délégataire prend toutes les dispositions nécessaires pour que les lieux de mise en fourrière et les horaires d'ouverture soient connus du public.

ARTICLE 9 – ALIÉNATION, DESTRUCTION DES VÉHICULES

9.1 – Vente des véhicules non retirés

Les véhicules de catégorie 1 ou 2 qui n'auraient pas été retirés par leur propriétaire dans le délai énoncé à l'article L325-7 du Code de la Route, sont remis à l'administration des domaines afin qu'il soit procédé à leur aliénation dans les conditions prévues par le décret n°72-823 du 6 septembre 1972.

9.2 – Destruction des véhicules

Les véhicules non récupérés au-delà du délai légal, d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté ministériel et jugés hors d'état de circuler par l'expert sont remis à la destruction sur ordre écrit de la Ville de Caluire et Cuire.

Le délégataire adresse à la Ville de Caluire et Cuire, dès la destruction complète du véhicule et dans un délai maximum d'un mois à compter de la demande, le certificat d'immatriculation revêtu de la mention « détruit » (suivie du cachet de l'entreprise et de la signature de son représentant) ou, s'il n'a pas pu entrer en possession de ce titre, une attestation certifiant cette impossibilité.

Il informe expressément par écrit la Ville de Caluire et Cuire de la destruction du véhicule.
En cas de sous-traitance de la prestation de destruction de véhicule, le sous-traitant devra être agréé par la Ville de Caluire et Cuire avant tout commencement d'exécution.

ARTICLE 10 –TARIFS ET ENCAISSEMENT AU GUICHET DU DELEGATAIRE

10.1 – Tarifs

Les tarifs proposés par le délégataire et pratiqués en cours d'exécution ne peuvent excéder les tarifs maximum fixés par arrêté ministériel dans sa version en vigueur lors de la mise en fourrière des véhicules. Il en va de même lors de la révision des prix.
Les tarifs sont affichés en permanence et de façon visible pour les usagers.

10.2 – Encaissement effectué par le délégataire

Pour chaque opération, le délégataire **perçoit directement auprès des propriétaires des véhicules les frais d'enlèvement et de garde** conformément à l'article R325-29 du Code de la Route.

Il peut également être amené à percevoir :

- les frais d'opérations préalables, (restitution sur place,..)
- les frais d'expertise.

10.3 – Type de paiement accepté

Sont acceptés, les paiements :

- en espèces, en numéraire
- par carte bancaire: le délégataire devra être en possession d'un terminal et assumera les coûts d'investissement et de fonctionnement correspondants.

10.4 – Remise d'un justificatif de paiement

Une fois l'encaissement effectué, le délégataire est tenu de fournir au propriétaire un justificatif de paiement.
En cas de paiement par carte bancaire, l'original de la facturette, conservé par le délégataire, ne constitue pas une pièce justificative de la recette. Ce document ne dispense en aucune façon le délégataire de l'obligation de remettre à l'usager un justificatif de paiement.

Le délégataire doit conserver une copie de chacun des justificatifs de paiement, qui serviront de justificatifs des opérations.

ARTICLE 11– MOYENS D'EXÉCUTION

11.1 – Personnel

Le personnel du délégataire doit être en nombre suffisant et avoir toutes les qualifications nécessaires et doit être doté au besoin de téléphones portables afin d'être joint directement par la Ville de Caluire et Cuire.

Le délégataire veille qu'en toute circonstance son personnel fasse preuve d'une conduite irréprochable envers les usagers et que rien dans son attitude ne puisse nuire à l'image de la Ville de Caluire et Cuire.

Pour toute demande dépassant son champ de compétence, il devra diriger son interlocuteur vers les services de la Ville.

Le personnel chargé de l'enlèvement des véhicules doit avoir une tenue et des vêtements de travail corrects.

Le délégataire devra prendre un soin particulier pour sélectionner le personnel affecté à l'encaissement et au comptage des recettes, notamment en ce qui concerne ses garanties de compétence, de moralité et de probité.

Le personnel du délégataire est soumis à un devoir de réserve et de confidentialité.

11.2 – Parc de véhicules et Moyens matériels

Le délégataire doit disposer d'un nombre de véhicules de remorquage suffisant pour assurer pleinement sa mission. Les véhicules de remorquage et de levage doivent permettre de faire face à toutes les situations d'enlèvement, quels que soient les lieux, les marques, les modèles et l'état des véhicules à enlever.

Les véhicules de remorquage doivent présenter un aspect général correct.

Le délégataire maintient à ses frais les véhicules en bon état de marche, de propreté et conformes aux règles de sécurité.

Il ne peut en aucune façon invoquer l'immobilisation d'un ou de plusieurs véhicules de remorquage pour se soustraire à ses obligations.

De plus, il doit pouvoir assurer l'enlèvement des véhicules avec du matériel adapté. Dans le cas où le délégataire ne disposerait pas lui-même du matériel nécessaire, il devra faire appel à un sous-traitant après autorisation préalable de la collectivité ou louer le matériel nécessaire sans coût supplémentaire pour les usagers ou la Ville de Caluire et Cuire. Ce sous-traitant restera sous la responsabilité pleine et entière du délégataire et devra posséder toutes les habilitations nécessaires.

ARTICLE 12 – GESTION ADMINISTRATIVE INCOMBANT AU TITULAIRE

Le délégataire a notamment en charge de recevoir les appels téléphoniques des propriétaires et de les renseigner en temps réel sur la mise en fourrière éventuelle de leur véhicule, de leur donner toutes informations utiles pour récupérer leur véhicule.

Le délégataire doit gérer les actes, documents administratifs et courriers qui lui incombent.

Le délégataire adressera aux services préfectoraux la liste des véhicules remis à l'entreprise de démolition. Cet envoi se fera dans les formes prévues par l'autorité préfectorale. Il est demandé au délégataire d'adresser à la Police Municipale, les attestations de destruction qui lui sont remises immédiatement et au plus tard dans les 10 jours suivants la destruction.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

La mission confiée au délégataire ne pourra être sous-traitée dans son intégralité.

Conformément à l'article L3134-1 du Code de la commande publique le délégataire peut confier à des tiers une part des services faisant l'objet du contrat de délégation de service public. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant dudit contrat.

Le sous-traitant devra être agréé préalablement à tout commencement d'exécution par le concédant. **L'acceptation du sous-traitant ne peut être tacite.**

Le sous-traitant désigné doit être titulaire de l'agrément préfectoral prévu à l'article R. 325-24 du code de la route.

Conformément à l'article L3134-2 du Code de la commande publique lorsqu'un tiers à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté par le délégataire au stade de l'exécution, l'autorité concédante exigera son remplacement par un tiers qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans les conditions prévues par voie réglementaire.

La sous-traitance ne peut dépasser la durée de la présente convention.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

14.1. Rémunération du délégataire

La rémunération du délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Le délégataire assume les risques liés à l'exploitation du service public délégué.

En contrepartie de ces obligations, la rémunération du délégataire est constituée par le paiement, conformément au tarif approuvé par le concédant, des frais de transport et de garde en fourrière à la condition que le parc fourrière soit clôturé et gardé jour et nuit, réclamé aux propriétaires des véhicules mis sur la demande de l'autorité publique en fourrière.

Le délégataire facture directement à la Ville de Caluire et Cuire les interventions réalisées à la demande de la Ville, notamment les déplacements de véhicules.

14.2 – Cas particulier : défaillance du propriétaire et vente au domaine

Défaillance du propriétaire

En cas de défaillance du propriétaire, lorsque celui-ci est introuvable, insolvable ou inconnu ou si la procédure ou la prescription de mise en fourrière est annulée, le délégataire perçoit du délégant une indemnisation forfaitaire, conformément aux dispositions de l'article R.325-29.VI du Code de la Route, permettant de couvrir ses frais. Cette indemnisation forfaitaire sera calculée au prorata du nombre de jours de fourrière sur la base maximale de 25 jours de garde.

Dans la même hypothèse (propriétaire insolvable, inconnu ou introuvable), et en cas de remise à la destruction du véhicule, un forfait figurant à l'annexe 1 de la présente convention correspondant aux frais d'enlèvement, de garde, d'expertise et de destruction sera versé par le délégant au délégataire.

Le même forfait est appliqué lorsque la Ville de Caluire et Cuire émet une demande d'enlèvement pour un véhicule démuni d'éléments indispensables à la circulation (véhicules brûlés notamment).

Lors de l'enlèvement de véhicules laissés sans droit dans les lieux privés (parking privés, lotissements privés…) ouverts à la circulation, les frais d'enlèvement, de garde journalière et d'expertise sont à la charge du maître des lieux (propriétaires, copropriétaires, régisseurs, syndics).

Les frais de fourrière ne sont pas dus par le propriétaire du véhicule mis en fourrière dans le cas prévu à l'article 325-27 du Code de la Route, lorsque le Procureur de la République ordonne que soit prononcée la mainlevée de la mise en fourrière.

Vente au domaine
En cas de cession du véhicule le délégataire récupère auprès du service chargé des Domaines, dans la limite des fonds disponibles obtenus, les frais d'enlèvement, de garde. Si le produit de la vente du véhicule ne couvre pas ses frais, le délégataire doit se contenter du produit de la vente et se retourne auprès du propriétaire du véhicule ou ses ayants droit, débiteurs de la différence.

14.3. Redevances

Dans la mesure où aucun bien matériel et aucun local ne sera mis à disposition par le concédant au délégataire et que ce dernier exploitera le service avec ses moyens propres il n'y aura pas de versement par le délégataire de redevance d'affermage ou redevance d'occupation du domaine public.

Il n'est pas prévu de redevance sur les résultats du délégataire au regard du nombre d'enlèvement annuel.

14.4. Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation de la fourrière seront à la charge du délégataire.

14.5. Tarifs et contenu du prix

Les frais d'enlèvement, de gardiennage et d'expertise ne peuvent en aucun cas dépasser les tarifs fixés par l'arrêté ministériel en vigueur fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobile.

Le délégataire est tenu d'afficher, de manière visible et lisible par les usagers, le barème de ses prestations, toutes taxes comprises, dans le véhicule d'enlèvement et dans les locaux de la fourrière.

Les frais de fourrière applicables sont ceux mentionnés à l'annexe 1.

Le prix tient compte de la main d'œuvre (y compris heures supplémentaires, frais de déplacement, charges sociales, assurances diverses), des impôts et taxes en vigueur à l'origine du contrat et, d'une manière générale, de l'ensemble des frais nécessaires et applicables à l'exécution de la prestation y compris la mise à la destruction.

Le prix est réputé comprendre toutes les sujétions liées à l'assurance et l'évolution de tous les équipements nécessaires à la réalisation de la prestation à la date du présent contrat.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte est l'euro.

14.6. Evolution du prix

En cas d'évolution législative ou réglementaire, de promulgation d'un nouvel arrêté fixant de nouveaux tarifs maxima en cours d'exécution de la délégation du service public de fourrière, le taux d'augmentation tarifaire proposé par le délégataire ne pourra excéder le pourcentage d'augmentation entre l'ancien tarif maxima et le nouveau tarif maxima.

Les nouveaux tarifs validés par le concédant seront notifiés au délégataire sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

A aucun moment, le plafond imposé par l'arrêté interministériel ne pourra être dépassé.

14.7. Modalités de règlement

Pour ce qui est des prestations facturées directement à la Ville de Caluire et Cuire, les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées par virement dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Comptable assignataire : Madame la Trésorière principale de Caluire et Cuire.

La facture afférente aux prestations exécutées porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'établissement de la facture,
- Les coordonnées du créancier (raison sociale, adresse, numéro et compte bancaire tel que précisé à l'acte d'engagement, numéro de SIRET),
- la référence de la convention
- la prestation exécutée,
- le montant hors T.V.A. de la prestation,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total TTC des prestations exécutées.

Sont joints à la facture les justificatifs suivants :

- certificat de destruction du véhicule
- réquisition à une société de destruction
- rapport d'expertise sur examen visuel
- réquisition de mise en fourrière
- fiche descriptive du véhicule

La facture est transmise **sur le portail CHORUS PRO : https://chorus-pro.gouv.fr/**

Le numéro de SIRET qui identifiera la Ville de Caluire et Cuire en tant que destinataire de la facture est : 216 900 340 00011.

ARTICLE 15 – PENALTIES

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.
Les pénalités sont applicables quel que soit leur montant.
Les pénalités ne sont pas soumises à la clause de variation sur les prix.

Les pénalités ci-dessous s'appliquent :

Prestation concernée	Montant net de la pénalité
Refus d'exécuter un ordre d'enlèvement	150 € par refus
Refus d'exécuter un ordre de déplacement	50 € par refus
Non respect du délai d'intervention pour les interventions relatives au stationnement abusif	100 € par jour calendaire de retard
Non respect du délai d'intervention pour les enlèvements d'office	100 € par jour calendaire de retard
Non respect du délai d'intervention pour les interventions relatives au stationnement gênant	50 € par heure de retard
Non respect des heures d'ouverture imposées pour la restitution	100 € par heure de fermeture irrégulière
Non respect du principe de laicité et de neutralité	1500 € par manquement
Retard dans la transmission du rapport annuel	100 € par jour ouvré de retard

Le montant des pénalités sera calculé et notifié au délégataire par courrier, courriel ou fax, au fur et à mesure de l'exécution du contrat.

Le recouvrement du montant des pénalités sera effectué par émission de titres de recettes.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le délégataire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des bénéficiaires, du public et des tiers.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION EN COURS D'EXÉCUTION

Le contrat peut être modifié en application des articles L3135-1, L 3135-2 et R3135-1 à R3135- 10 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 – CESSION DE LA CONVENTION

Afin de préserver le caractère intuitu personae de la présente convention, le délégataire a l'obligation d'informer la Ville dans les quinze jours au maximum après qu'il en a eu connaissance, de toute modification ou de toute intention de modification affectant son capital social, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires, même si ces modifications n'emportent ou n'emporteraient pas cession de la convention.

La cession de la convention s'entend de toutes opérations de restructuration au sein du délégataire, au sens de l'article R. 3135-6 (2°) du code de la commande publique .

Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments de la convention initiale. La Ville vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties économiques, financières, techniques et professionnelles pour assurer la gestion du service public, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des professionnels devant le service public, conformément aux obligations contractuelles.

Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux exigés des candidats à la présente délégation de service public.

La Ville disposera d'un délai de quatre (4) mois, pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession ou de modification du capital social qui devra être formulée par le délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

Le délégataire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

Un avenant de transfert signé conjointement par la Ville, l'ancien titulaire et le cessionnaire de la présente convention, viendra matérialiser les conditions de cet accord.

En cas de refus de la Ville d'agréer le cessionnaire pour un motif ci-dessus évoqué, la Ville pourra mettre le délégataire en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Passé ce délai ou en cas de refus motivé de la Ville, le délégataire est dans l'obligation de poursuivre l'exploitation. En cas d'incapacité ou de refus de celui-ci de répondre à cette obligation, la Ville pourra le considérer défaillant et procéder à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article Résiliation.

Si la convention est cédée sans autorisation, lle délégataire encourt également la résiliation et la cession est nulle

ARTICLE 18 – FIN DE CONTRAT

18.1. Reconduction tacite

Toute reconduction tacite de la convention sera prohibée.

18.2. Echéance au terme du contrat

Lorsque la présente convention arrive à son échéance normale, le délégataire n'a droit aucune indemnité.

Le délégataire s'engage à apporter tout son concours, son savoir-faire, sa connaissance technique et commerciale de la gestion du service concédé au délégant ou à toute autre personne qu'elle aura désignée, afin de permettre d'assurer une parfaite continuité du service concédé. Cet engagement porte sur une durée suffisante pour assurer une parfaite continuité du service.

18.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

La Ville peut, à tout moment, mettre fin au présent Contrat pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est prononcée par la Ville moyennant un préavis **d'au moins six mois**, dûment motivée et notifié au délégataire.

La prise d'effet de la résiliation peut être reportée à la date d'entrée en vigueur du nouveau mode de réalisation/gestion.

Le délégataire a droit à une indemnité au titre du manque à gagner qui serait calculée par référence au bénéfice moyen réalisé sur les années écoulées multiplié par le nombre d'années restant à courir dans la limite de deux (2) ans.

Ces indemnités sont fixées d'un commun accord entre les Parties sur le fondement d'un dossier justificatif fourni par le délégataire dans les deux mois suivant la notification du préavis par la Ville. A défaut d'accord entre les Parties dans les trois mois suivant la fourniture du dossier justificatif par le délégataire, les Parties désignent ensemble, dans un délai d'un mois suivant la constatation du désaccord, un expert indépendant. En l'absence de désignation d'un expert commun dans le délai d'un mois, celui-ci est désigné par le Tribunal administratif compétent, à l'initiative de la partie la plus diligente.

L'expert indépendant se prononce, dans un délai de trois mois à compter de sa désignation, sur le fondement, notamment, des dossiers qui lui auront été remis par les Parties. Sauf accord contraire des Parties, l'indemnité est fixée conformément aux conclusions de ladite expertise, sous réserve de tout différend à ce sujet porté devant la juridiction compétente.

18.4. Résiliation pour cas de force majeure

En cas de force majeure ou d'événements extérieurs aux Parties assimilables à la force majeure, rendant impossible l'exécution du Contrat, la résiliation peut être prononcée, à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Le calcul de l'indemnité se fait selon les mêmes conditions de l'article 18.3.

18.5. Autres cas de résiliation

Les dispositions des articles L3136-1 à L3136-6 du code de la commande publique sont applicables.

L'autorité concédante peut résilier la convention en cas de faute d'une gravité suffisante du délégataire.

La commune pourra notamment résilier de plein droit le contrat et sans indemnité pour le délégataire, et dans les cas suivants :

- si le délégataire néglige habituellement l'exécution de sa mission ou s'il ne se conforme pas aux stipulations du contrat,
  => La résiliation est prononcée après mise en demeure préalable, notifiée au titulaire, assortie d'un délai d'exécution de se conformer à ses obligations et qui sera restée infructueuse ;
- Lorsque des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail, des manquements graves aux engagements pris ont été à la charge du délégataire
- En cas d'absence de police d'assurance pour l'activité d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules
- En cas de retrait ou de suspension de l'agrément nécessaire à la réalisation des prestations du présent contrat. A ce titre, le titulaire a l'obligation d'informer le concédant d'un retrait ou d'une suspension de son agrément dans le délai maxi de 5 jours
- Si le délégataire interrompt ses prestations pendant plus de 10 jours calendaires consécutifs.
- La Ville de Caluire et Cuire pourra résilier la convention si le délégataire est, au cours de l'exécution dudit contrat, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-5 et aux articles L. 3123-7 à L. 3123-10 du code de la commande publique.

- Manquement aux obligations de respect des principes de neutralité, d'égalité et de laicité.

Le délégataire informe sans délai l'autorité concédante de ce changement de situation.

Toutefois, la Ville de Caluire et Cuire ne peut prononcer la résiliation la convention lorsque l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition qu'elle ait été informée sans délai de son changement de situation.

18.6. Continuité du service en fin de contrat

A la fin du Contrat, la Ville, ou le nouvel exploitant, est subrogé dans les droits et obligations du délégataire concernant le service concédé.

La Ville a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre pendant les six derniers mois du Contrat toute mesure qu'elle estime nécessaire pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le délégataire.

18.7 Remise des biens en fin de contrat

Sans objet. Aucun bien n'est mis à disposition du délégataire.

ARTICLE 19 – CONTRÔLE ET SUIVI

19.1 Visites et contrôles par la commune

La commune se réserve le droit de procéder, par ses représentants, à des visites du site de gardiennage des véhicules du délégataire ainsi qu'à contrôler tout document relatif à l'activité de fourrière automobile.

19.2 Tenue obligatoire d'un « tableau de bord »

Afin de satisfaire aux obligations imposées par l'article R325-25 du Code de la Route, le délégataire devra impérativement tenir à jour, en permanence, un « tableau de bord » des activités de sa fourrière, en reprenant les informations figurant à l'annexe II de la circulaire n° INTD9600125C du 25 octobre 1996 du Ministère de l'Intérieur relative au renforcement et à la réglementation des fourrières et le conserver dans ses locaux.

Ce tableau de bord enregistre, au fur et à mesure de leurs arrivées, les entrées des véhicules mis en fourrière, leurs sorties provisoires et définitives, les décisions de mainlevée de la mise en fourrière et, le cas échéant, les décisions de remise à l'administration chargée des domaines ou à une entreprise de destruction.

Le délégataire devra tenir à disposition des services de Monsieur le Préfet du département du Rhône les informations portant sur le déroulement de la procédure de mise en fourrière des véhicules qui lui sont confiés.

19.3 Rapport annuel du délégataire

Conformément à l'article L3131-5 du code de la commande publique, le délégataire doit établir et transmettre chaque année à la commune, un mois après la date anniversaire de la délégation, un rapport sur l'activité de la fourrière.

Ce rapport contient a minima :
- le nombre d'enlèvements effectués par catégorie d'enlèvement ainsi que le nombre de véhicules concernés,
- le nombre de véhicules enlevés,
- leur devenir,
- les sommes encaissées,
- le nombre de véhicules détruits.

Ce rapport est transmis par mail dans un format exploitable (Excel..).

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales « *Dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte* ».

19.4 Accès aux documents

A tout moment, le service de la Police Municipale pourra consulter tous documents relatifs aux opérations décrites dans le présent contrat, en obtenir copie ou en contrôler la teneur. Le délégataire devra conserver en archives l'ensemble des pièces justificatives afférentes à la gestion de sa fourrière pendant 10 ans à compter de la clôture de l'exercice.

19.5 Divers

Comme indiqué ci-dessus, aucune indemnité ne pourra être réclamée à la commune à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 20 – RESPONSABILITÉ

Le délégataire est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions de la présente convention et des annexes.

Cette responsabilité couvre tous les dommages qui pourraient résulter de l'exploitation du service tant vis-à-vis du délégant, des usagers du service public, des tiers, ou des atteintes à l'environnement.

Dans tous les cas, le délégataire s'engage à garantir le délégant contre toute réclamation qui serait élevée par un propriétaire du fait de la perte ou de l'endommagement du véhicule enlevé.

Les véhicules enlevés par le délégataire sont sous sa garde juridique. Sous sa responsabilité, les véhicules sont donc conservés en l'état constaté lors de l'enlèvement jusqu'à restitution, remise pour aliénation ou évacuation vers la destruction.

Le délégataire fait son affaire personnelle de tous les risques, réclamations, litiges pouvant survenir du fait de l'exécution de la présente délégation. Il est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit résultant des prestations prévues par la présente convention.

Il fait son affaire :
- de toutes les obligations mises à sa charge par les lois ou règlements applicables à ses activités,
- de ses droits de propriété ou de jouissance sur les terrains, immeubles ou matériels nécessaires à son activité.

Toutefois, le délégataire peut être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de faute du délégant ou de survenance d'un évènement présentant les caractéristiques de la force majeure ou de l'imprévision. Pour bénéficier d'une exonération de sa responsabilité au titre de la force majeure, il appartient au délégataire d'apporter la preuve de l'origine extérieure et du caractère irrésistible et imprévisible des évènements à l'origine de la dégradation des biens. A défaut, les conséquences financières qui en résultent sont prises en charge par le délégataire.

ARTICLE 21 – ASSURANCES

Le délégataire contracte toutes les assurances nécessaires couvrant la totalité des risques encourus et en particulier, le vol, l'incendie, les accidents, les dégâts occasionnels, de manière à ce qu'en aucun cas la responsabilité de la Ville de Caluire et Cuire ne soit engagée en cas de réclamations ou de poursuites intentées contre lui par les propriétaires ou détenteurs de véhicules à la suite d'un préjudice subi en conséquence du transport ou du gardiennage du véhicule en fourrière.

ARTICLE 22 – TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Depuis le 25 mai 2018, les acheteurs publics et leurs contrats sont soumis aux nouvelles règles de traitement des données à caractère personnel prévues par le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données).
Dans le cadre de l'exécution de la convention, le délégant et le délégataire s'engagent à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de se conformer aux exigences des textes en vigueur relatifs au traitement de données à caractère personnel.
Le délégant autorise le titulaire à traiter pour le compte de la Ville les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation de la prestation demandée : activité de fourrière.

La ou les finalité(s) du traitement sont :
- La recherche de propriétaires de véhicules,
- La restitution des véhicules,
- la sauvegarde des données de fourrière.

Les données à caractère personnel traitées sont :
- les noms et prénoms,
- adresse,
- numéros de téléphone,
- plaque d'immatriculation.

Les catégories de personnes concernées sont : les propriétaires de véhicules.
Le délégataire traite les données pour les seules finalités de l'objet de la présente convention.

La durée du traitement est : durée du contrat et jusqu'au terme des procédures en cours à la date de fin du contrat

Les droits des personnes concernées : les personnes concernées peuvent demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engage à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, droit de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données des personnes concernées, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le délégataire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiés, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de la présente convention ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées par la présente convention ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de la présente convention ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée de la présente convention.

Le délégataire informe conjointement le délégué à la protection des données à caractère personnel et le responsable de la sécurité des systèmes d'information de la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel. Cette information est complétée dans les meilleurs délais à partir de la fiche type "incident de sécurité".

Le délégataire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de la Ville de Caluire et Cuire :
- le nom et les coordonnées du responsable du traitement pour le compte duquel il agit et du délégué à la protection des données
- les catégories de traitements effectuées pour le compte du responsable du traitement.

Le délégataire garantit la confidentialité et la sécurité des données.

Ces dispositions s'appliquent au délégataire, à ses éventuels co-traitants et sous-traitants.

ARTICLE 23 – SIGNATURE DES PARTIES

Pour la Ville de Caluire et Cuire	Pour le Délégataire La société
Fait à Caluire et Cuire, le	Fait à , le
Philippe COCHET Maire	Nom, prénom et fonction du signataire (Tampon de la société)

MISE EN FOURRIÈRE ET DE DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

ANNEXE 1 : TARFIS DE FOURRIERE

* le taux de TVA applicable en cours d'exécution est celui en vigueur au moment de l'application des tarifs

PRESTATIONS	CATEGORIES DE VEHICULES	PRIX UNITAIRE HT	PRIX UNITAIRE TTC*
Opérations préalables	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	19,08 €	22,90 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	19,08 €	22,90 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	19,08 €	22,90 €
	Voitures particulières	12,66 €	15,19 €
	Autres véhicules immatriculés	6,33 €	7,60 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	6,33 €	7,60 €
Enlèvement	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	228,66 €	274,40 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	177,83 €	213,40 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	101,66 €	122,00 €
	Voitures particulières	106,38 €	127,65 €
	Autres véhicules immatriculés	38,08 €	45,70 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	38,08 €	45,70 €
Déplacement	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	19,08 €	22,90 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	19,08 €	22,90 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	19,08 €	22,90 €
	Voitures particulières	12,66 €	15,19 €
	Autres véhicules immatriculés	6,33 €	7,60 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	6,33 €	7,60 €
Garde journalière	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	7,67 €	9,20 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	7,67 €	9,20 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	7,67 €	9,20 €
	Voitures particulières	5,63 €	6,75 €
	Autres véhicules immatriculés	2,50 €	3,00 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	2,50 €	3,00 €
Expertise	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	76,25 €	91,50 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	76,25 €	91,50 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	76,25 €	91,50 €
	Voitures particulières	50,83 €	61,00 €
	Autres véhicules immatriculés	25,42 €	30,50 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	25,42 €	30,50 €
Forfait Destruction Ce forfait correspond aux frais d'enlèvement, de garde, d'expertise et de destruction Ce forfait est facturé au délégant en cas de défaillance du propriétaire (inconnu, introuvable ou insolvable) conformément à l'article R325-29-VI du	Véhicules PL 44 t ≥ PTAC > 19 t	1 306,66 €	1 568,00 €
	Véhicules PL 19 t ≥ PTAC > 7,5 t	1 153,33 €	1 384,00 €
	Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC > 3,5 t	1 153,33 €	1 384,00 €
	Voitures particulières	162,58 €	195,10 €
	Autres véhicules immatriculés	100,60 €	120,72 €
	Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	83,08 €	99,70 €

AUTORITÉ CONCÉDANTE :

Ville de CALUIRE ET CUIRE
Place du Docteur Frédéric Dugoujon
B.P. 79
69642 Caluire et Cuire cedex

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

CADRE DU MEMOIRE TECHNIQUE

MISE EN FOURRIÈRE ET DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

QUALITE DU SERVICE

Equipe dédiée

- Nom et adresse du candidat :
Warning Assistance SV
211 chemin du chêne
69140 Rillieux-La-Pape

- Interlocuteur privilégié (Nom et coordonnées) :
Thibault VALON 06.14.38.65.89
Eric SEVAT 06.33.07.53.25

- Présentation de l'équipe dédiée et qualifications, joindre en annexe les CV de l'équipe dédiée :
Thibault VALON, co-gérant
Eric SEVAT, co-gérant
Bastien MOULIN, employé en CDI à temps complet depuis avril 2019
Fabrice ESCOFFIER, employé en CDI à temps complet depuis novembre 2023
Théo CHAPPA, employé en CDI à temps complet depuis janvier 2024
Laurent CALZATI, employé en CDI à temps partiel novembre 2023

- Présentez ci-dessous la gestion des absences (prévues, imprévues)
Etant deux co-gérants, nous avons la possibilité de palier à toute absences prévues ou imprévues. Cela a déjà été le cas par le passé notamment sur des manifestations le dimanche matin sur la commune de Caluire.

- Présentez ci-dessous la gestion des astreintes :
Bastien MOULIN, Théo CHAPPA et Laurent CALZATI sont d'astreintes 1 semaine sur 3 pour gérer l'ensemble des interventions en dehors des horaires d'ouverture. Thibault VALON et Eric SEVAT peuvent se rajouter à l'équipe d'astreinte pour les grosses manifestations.

Parc de véhicules

- Précisez ci-dessous la composition de votre parc de véhicules de remorquage et de véhicules d'intervention par type de catégorie de véhicule, précisez si vous êtes propriétaire ou non des véhicules, précisez également l'ancienneté du parc :

1 Volvo FL, PTAC 16T à étage de 2024 permettant de prendre 3 voitures en 1 seul voyage en crédit-bail.
1 Mercedes Atego 1224, PTAC 12T de 2018 dont nous sommes propriétaires.
1 Mitsubishi Fuso canter 7,5T compact (notamment pour le quartier de Bissardon) en crédit-bail.
1 Mitsubishi Canter, PTAC 7,5T de 2008 dont nous sommes propriétaires.
1 Nissan Cabstar, PTAC 3,5T de 2010 dont nous sommes propriétaires.
1 Mercedes Unimog , PTAC 6,5T dont nous sommes propriétaires (tracteur servant à sortir les véhicules des champs)
1 Volvo FL, PTAC 16T avec grue en livraison automne 2024 en crédit-bail.

- Précisez ci-dessous votre organisation pour le remorquage de poids lourds :

N'étant pas équipé pour ce genre de véhicule, nous sous traitons cette prestation. Suite à plusieurs demandes sur d'autres communes, nous sommes à la recherche d'une dépanneuse spécifique pour remorquer les poids lourds et être indépendant.

Lieu de gardiennage des véhicules mis en fourrière

- Précisez l'adresse :
211 chemin du chêne, 69140 Rillieux-La-Pape

- Précisez superficie et capacité de stockage de véhicules :
Nous disposons de 1600m2 de stockage extérieur et de 900m2 de stockage intérieur.

- Précisez sa desserte en transport en commun :
Le bus 33 dispose d'un arrêt (Genevray) à 300 mètres de notre dépôt.

- Précisez les conditions d'accueil et horaires d'ouverture pour usager :
Nos bureaux sont ouverts
Du lundi au jeudi de 9h 00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.
Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
Le samedi matin sur appel téléphonique de 9h00 à 12h00.

- Précisez les mesures de sécurité pour le gardiennage des véhicules (contrôles des accès…) :

L'ensemble du parc de stockage intérieur comme extérieur est sous vidéo surveillance et sous alarme.
Détection d'intrusion et d'effraction pour le stockage intérieur et les bureaux.
Détection d'intrusion sur le parc extérieur par caméra thermique et détection de franchissement au niveau du grillage.
Le parc est fermé au public. L'accès est restreint aux propriétaires des véhicules systématiquement accompagnés par l'employé ou les co-gérants.

Destruction des véhicules

- Précisez le prestataire qui sera en charge de la destruction des véhicules :

Déconstruction Auto Villeton

- Adresse à préciser :

Agrément VHU PR3800039D
Za le Vernay

228 rue du Lac

38300 NIVOLAS VERMELLE

Tel : 04.74.93.64.81

- Joindre agrément

Délai d'intervention

- Les enlèvements et les déplacements sont effectués dans les délais maximum énoncés à au projet de contrat, toutefois le candidat peut proposer des délais d'intervention inférieurs :

- *2h* suivant la réception de la demande d'enlèvement pour les véhicules en stationnement abusif tel qu'il est défini à l'article R417-12 du Code de la Route,

- *30 minutes* suivant la réception de la demande d'enlèvement formulée par fax pour les véhicules démunis d'éléments indispensables à la circulation (véhicules brûlés notamment)

- *20 minutes* suivant l'appel téléphonique de l'agent de police municipale en cas d'enlèvement d'un véhicule gênant,

- *24 heures* suivant l'appel téléphonique de l'agent de police municipale en cas d'enlèvement d'un poids lourd supérieur à 7.5 tonnes.

Procédure de restitution des véhicules

- Précisez ci-dessous la procédure de restitution des véhicules de l'accueil du propriétaire à l'encaissement, indiquez si un état des lieux est établi avec le propriétaire :

Lorsque le propriétaire prend contact avec nous par voie téléphonique ou directe, nous nous assurons qu'il ait effectué les démarches nécessaires auprès de la police municipale et, nous lui expliquons la démarche à suivre. Nous l'informons également du coût de la fourrière, du gardiennage s'il ne récupère pas son véhicule assez rapidement afin qu'il n'ignore pas le montant dont il devra s'acquitter.
Une fois que le propriétaire s'est acquitté des frais de fourrière et que nous avons vérifié que son identité correspond à celle de la mainlevée, nous l'accompagnons jusqu'à son véhicule, faisons le tour avec lui et l'aidons à le remettre en route s'il n'a pas démarré depuis longtemps.

Fournir un modèle de fiche d'enlèvement

Nous fournissons des cahiers de fiches d'enlèvement vierges aux équipages de la police municipale. Tous nos camions sont dotés d'un cahier de fiches si besoin.

MESURES PRISES POUR FAVORISER UNE EXPLOITATION RESPONSABLE D'UN POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

- Précisez ci-dessous les actions envisagées afin de limiter l'impact environnemental de votre prestation dans l'exploitation du service :

- *Tous nos camions depuis 2020 possèdent la technologie « stop and start » qui coupe le moteur au feu rouge pour éviter au maximum les émissions.*
- *Renouvellement de flotte : nous avons pour projet de remplacer notre plus vieux camion (2007) par un plus récent qui sera plus efficient en terme de consommation et de pollution.*
- *Entretien régulier : nous nous efforçons d'entretenir au mieux notre flotte pour éviter une surconsommation de carburant.*
- *Formation écoconduite : tous nos chauffeurs sont sensibilisés à l'éco conduite*
- *Dalle récupération fluide : nous avons à notre dépôt une zone qui permet de récupérer tous les fluides des véhicules accidentés ou brulés. Nous faisons vider chaque année la cuve par une entreprise spécialisée (SARP). Nous pouvons fournir les justificatifs.*
- *Impression minimum : nous n'imprimons que lorsque c'est vraiment nécessaire. Nous scannons tous les documents et nous les enregistrons dans notre logiciel pour avoir un accès rapide par la suite.*
- *Flotte variée : permet d'envoyer les camions les plus petits possibles pour les dépannages pour éviter de faire rouler de grosses dépanneuses pour de petits véhicules (projet achat 4x4).*

- Précisez ci-dessous vos engagements à caractère social dans le cadre de l'exploitation du service (heures d'insertion…) :

Nous avons créé plusieurs emplois en CDI à temps plein depuis 2019. Nous avons embauché en novembre dernier un salarié de 49 ans qui a 18% de handicap. Nous envisageons également de passer notre salarié à temps partiel à temps plein.

M. TOLLET : Le contrat de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile prenant fin le 15 février 2025, une procédure de mise en concurrence a été lancée en avril 2024. En juin 2024, un seul pli a été déposé, celui de Warning Assistance SV, le délégataire actuel. Le 9 septembre 2024, la Commission de Délégation de Service Public a examiné l'offre et émis un avis favorable. La durée de la délégation est de 5 ans. Le rapport de présentation détaille les différentes étapes de la procédure et expose les motifs du choix du délégataire, ainsi que l'économie générale du contrat. Sont annexés les procès-verbaux de la CDSPC, les éléments de négociation et le projet de contrat. Il est demandé ce soir au Conseil municipal d'approuver le choix de la société Warning Assistance SV, d'approuver le contrat et d'approuver les tarifs.
Il y a une demande d'intervention. Monsieur ATTAR BAYROU.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, chers collègues, nous souhaiterions attirer votre attention sur notre ville et ses contraintes géographiques permettant peu de stationnement de proximité près de son domicile. Elles sont accentuées par des contraintes de voirie dues à de nouvelles installations restrictives. Nous souhaitons qu'il y ait plus de places destinées aux personnes à mobilité réduite, que soit interdit sur notre commune le passage des voitures verbalisatrices, verbalisant sans distinction et obligeant les titulaires de carte d'invalidité et de stationnement à faire des demandes d'annulation *a posteriori*, comme s'ils étaient des contrevenants, alors qu'ils sont dans leur bon droit.

En même temps, permettez-moi d'attirer une fois de plus votre attention : nous n'aurions pas de problème de stationnement si toutefois, dans ce mandat, notre Ville avait pu bénéficier de transports en commun un peu plus développés et facilités : le métro. Nous attendons toujours le métro qui faciliterait le stationnement, puisqu'il réduirait l'impact de la voiture, serait plus écologique, et en même temps il faciliterait la vie de nos concitoyens. Je rappelle toujours cet exemple, Monsieur le Premier Adjoint : ma femme qui voudrait réellement réduire son empreinte carbone, si elle veut aller à Gerland, est obligée de prendre les transports en commun et de mettre 1 heure 15. On peut peut-être faire le test. Je ne suis pas en train de minimiser les performances cyclistes de ma femme mais 1 heure 15 pour aller à Gerland, peut-être que l'on pourrait faire mieux. Surtout, nous appelons de nos vœux l'arrivée du métro, en espérant qu'il soit prêté un regard attentif à cette demande.

M. TOLLET : Je vous remercie pour cette demande ou cette confirmation de demande. Nous insistons également pour que ce métro puisse voir le jour sur notre plateau nord.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Unanimité, je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_095 RECENSEMENT DE LA POPULATION 2025 - RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS

M. THEVENOT *:*

La commune réalise de nouveau en 2025, en partenariat avec l'INSEE et comme toutes les communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants, le recensement d'une partie de sa population correspondant à un échantillon d'environ 1 900 logements d'habitation (soit environ 8 % du parc de logements), sélectionnés par l'INSEE.

La collecte sur le terrain débutera le 16 janvier 2025 et se terminera le 22 février 2025. Cette campagne concernera 331 adresses.

Pour réaliser les collectes, l'INSEE préconise le recrutement d'un agent recenseur pour environ 220 logements à enquêter. Pour permettre la réalisation d'un recensement de qualité, gérer les imprévus ainsi que l'avancée disparate selon les adresses à recenser, il est ainsi proposé de constituer une équipe de 9 agents et d'un coordonnateur communal. La coordonnatrice et la coordonnatrice suppléante seront en charge du suivi quotidien des opérations de recensement pour la campagne 2025.

Les agents seront rémunérés « au réel » (à la tâche), en fonction du nombre d'habitants, de logements et d'adresses effectivement recensés. Les deux séances de formation obligatoires, d'une demi-journée chacune, dispensées par l'INSEE ainsi que les opérations de repérage des adresses, en amont de la collecte, seront également rémunérées. La rémunération intégrera enfin, pour chaque agent, un forfait « déplacement » .

La prime forfaitaire d'un montant de 230 €, si le taux de FLNE « Feuilles de logements non enquêtés » (calculé par rapport au nombre total de résidences principales) de leur secteur est inférieur ou égal à 5 %, sera reconduite à nouveau cette année.

La population légale de la commune, actualisée chaque année, étant déterminée à partir des résultats du recensement annuel de population, la qualité des opérations de collecte sur le terrain est essentielle.

La coordonnatrice communale, chargée de préparer et d'encadrer la collecte, joue un rôle déterminant pour le bon déroulement du recensement. Cette fonction incombe à la responsable du Service Simplicité. Elle est définie comme suit :

– préparer et organiser la collecte des données sur le terrain en lien avec le superviseur de l'INSEE,
– encadrer les agents recenseurs : répartir la charge de travail, assurer le bon déroulement des opérations de collecte dans le temps imparti, organiser les réunions régulières avec les agents,
– veiller à la mise à jour et à la fiabilité des données saisies dans le logiciel OMER,
– assurer l'interface avec l'INSEE,
– vérifier la conformité des adresses sur le terrain,
– suppléer les agents recenseurs si nécessaire,
– réaliser les opérations de fin de collecte : clôture de la collecte, classement, établissement des bordereaux, transmission des documents à l'INSEE.

Pour cette campagne 2025, il est envisagé de revaloriser les tarifs 2024 d'environ 1,8 % soit :

Tâches effectuées	*Tarifs 2024*	*Tarifs 2025*
Formation	*34,83 €*	*35,46 €*
Tournées de reconnaissance, par IRIS	*20,80 €*	*21,17 €*
Bulletins individuels, par habitant	*2,24 €*	*2,28 €*
Feuilles de logement, par logement	*1,22 €*	*1,24 €*
Adresses recensées, par adresse	*1,38 €*	*1,40 €*
Forfait déplacement	*58,43 €*	*59,48 €*

Il est précisé que la commune perçoit, chaque année, au titre de la réalisation de l'enquête de recensement une dotation forfaitaire de l'État qui permet de couvrir en partie les charges afférentes au recensement.

Parallèlement au recensement, la commune sera concernée, en 2025, par l'enquête Familles. Cette enquête est conduite tous les dix ans environ pour saisir les grandes évolutions de la société . Elle est reconnue d'intérêt général par le Conseil National de l'Information Statistique. Elle est menée auprès d'un échantillon de 2 000 communes environ tiré au hasard sur l'ensemble du territoire et a vocation à être représentative au niveau régional. Cette enquête obligatoire vise à compléter les informations recueillies via le recensement pour mieux comprendre les modes de vie des familles et leur histoire. Elle ne visera que quelques zones de la commune. La réponse à l'enquête Familles se fera selon les mêmes modalités que le recensement de la population afin d'alléger la charge des agents recenseurs.
Une dotation spécifique, dont le montant doit être communiqué prochainement à la commune, est également prévue pour cette enquête.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE RECRUTER pour les opérations de recensement de la population 2025 neuf agents recenseurs rémunérés suivant les tarifs ci-après ;

- DE FIXER les tarifs de rémunération des agents recenseurs comme il suit :

Tâches effectuées	*Tarifs 2025*
Formation	*35,46 €*
Tournées de reconnaissance, par IRIS	*21,17 €*
Bulletins individuels, par habitant	*2,28 €*
Feuilles de logement, par logement	*1,24 €*
Adresses recensées, par adresse	*1,40 €*
Forfait déplacement	*59,48 €*
Prime « qualité » conditionnée à un taux de FLNE < ou = à 5%	*230,00 €*

- DE DIRE que le montant de la dotation attribuée dans le cadre de l'Enquête Familles sera divisé par le nombre d'agents recenseurs dont les secteurs de recensement auront été concernés par cette enquête et qui auront ainsi participé à la remise des documents nécessaires ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. THEVENOT : Monsieur le Premier Adjoint, mes chers collègues, comme chaque année, la commune va procéder en partenariat avec l'INSEE au recensement de 8 % du parc des logements de la Ville. La collecte sur le terrain débutera le 16 janvier 2025 et se terminera le 22 février 2026. Il est proposé de recruter 9 agents recenseurs et de fixer les tarifs de leur rémunération, qui sont indiqués dans le rapport qui vous a été transmis.

M. TOLLET : Merci, Monsieur THEVENOT.
Il n'y a pas de demande d'intervention. Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_096 CONVENTION D'ADHÉSION À LA MISSION DE MÉDECINE PRÉVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CDG69

***M. TOLLET** :*

Par délibération n°2022_102 en date du 17 octobre 2022, le Conseil Municipal a décidé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire à la mission de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (CDG69).

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025 et pour un an.

Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents (articles L 812-3, L 812-4 et L 812-5 du Code Général de la Fonction Publique).

Le montant de la cotisation annuelle est déterminé par l'application d'un coût agent appliqué à l'effectif de la collectivité au 1er janvier de l'année N. Le coût agent est fixé à 93 €.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER la convention d'adhésion à la mission de médecine préventive proposée par le CDG69 telle qu'annexée à la présente délibération et pour une durée d'un an ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ainsi que ses avenants le cas échéant ;

- D'APPROUVER le paiement annuel au CDG69 d'une participation financière fixée au regard des effectifs de la collectivité de l'année N-1 ;

- DE DIRE que la dépense sera effectuée sur le budget des ressources humaines au chapitre 011, nature 6288.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Centre de gestion
de la fonction publique territoriale
du Rhône et de la Métropole de Lyon
Coordonnateur Auvergne-Rhône-Alpes

Service Médecine Préventive, Social et Assurance	**Convention N°095 - CU - MEDPREV - 2025**	**Adhésion mission de médecine préventive**

Entre

La collectivité ou l'établissement : COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par Monsieur le Maire, Philippe COCHET, agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..……..…..,

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n°2024-28 du conseil d'administration en date du 24 juin 2024.

Il est préalablement exposé :

L'article L452-47 du Code Général de la Fonction Publique permet aux Centres de Gestion de créer un service de médecine préventive conformément au décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale, mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande conformément aux articles L 812-3, L 812-4 et L 812-5 du code précité. Le conseil d'administration du cdg69 a créé un service de médecine préventive par délibération du 27 novembre 1987.

La collectivité ou l'établissement sollicite du cdg69 que lui soi(en)t affecté(s) un / des agent(s) exerçant la mission de médecine préventive.

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : Nature des missions

« Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents » (articles L 812-3, L 812-4 et L 812-5 du Code Général de la Fonction Publique).

Son activité est notamment régie par le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

« Le médecin du service de médecine préventive exerce son activité médicale, en toute indépendance et dans le respect des dispositions du code de déontologie médicale et du code de la santé publique. Le médecin du travail agit dans l'intérêt exclusif de la santé et de la sécurité des agents dont il assure la surveillance médicale » (article 11-2 du décret n°85-603).

La collectivité s'interdit toute ingérence dans l'exercice de la pratique médicale. Ce service est composé d'une équipe pluridisciplinaire :

- médecin coordonnateur
- médecins du travail
- infirmiers de santé au travail (IST)
- assistantes administratives

- assistantes sociales
- psychologue

Le service de médecine préventive est placé sous la responsabilité de l'autorité territoriale du cdg69. Il est animé et coordonné par le médecin du travail. Le médecin coordonnateur, en binôme avec le chef de service, pilote l'activité de la mission de médecine préventive sur le plan médical. Il encadre les médecins du travail et les infirmiers et veille à l'harmonisation des pratiques médicales.

Les infirmiers travaillent dans le cadre d'un protocole sous la responsabilité du médecin du travail.

Lorsque l'équipe soignante le juge utile , elle peut orienter les agents pour des entretiens complémentaires auprès d'autres membres de l'équipe pluridisciplinaire :

- Psychologue du travail : le recours à un psychologue permet au médecin d'obtenir un éclairage complémentaire sur l'état de santé de l'agent confronté à des difficultés d'ordre psyhologique dans le cadre professionnel. L'agent peut également être orienté par le psychologue vers un suivi thérapeutique externe. 3 séances maximum sont prévues ;
- Assistant(e) social(e) du personnel : si l'agent rencontre des problématiques d'ordre social et que la collectivité ne dispose pas d'assistant social du personnel, l'agent est orienté pour un appui dans ses démarches. Les orientations doivent être ponctuelles. Si une récurrence apparaît, la collectivité sera invitée à contracter une convention spécifique pluriannuelle avec le service social du cdg69.

Le service de médecine préventive intervient auprès de tous les agents quel que soit leur statut (fonctionnaires, titulaires ou stagiaires, agents contractuels (de droit public ou de droit privé).

Le service de médecine préventive

exerce les missions suivantes :

- les actions sur le milieu professionnel
- la surveillance médicale des agents

1.1 Le tiers temps

Un tiers du temps de travail des professionnels de santé est dédié à :

- des actions sur le milieu professionnel
- du temps administratif dédié ou temps « connexe »

1.1.1 Les actions sur le milieu professionnel

Il conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne notamment :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,
- L'évaluation des risques professionnels,
- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
- La protection des agents contre le risque infectieux par la vérification du carnet de vaccination et la recommandation de vaccinations,
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents,
- L'hygiène générale des locaux de services et notamment des restaurants administratifs,
- L'information sanitaire,
- La visite des lieux de travail en lien étroit avec l'ACFI (agent chargé de la fonction d'inspection) ou l'inspecteur Santé et Sécurité, les assistants et conseillers de prévention, les organismes compétents en matière d'hygiène et de sécurité et les services de la collectivité,
- L'aide à la rédaction et la mise à jour de fiches de risques professionnels, avec le concours des assistants et conseillers de prévention.

Le médecin du travail est informé par l'autorité territoriale dans les plus brefs délais des accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

Le médecin du travail signale par écrit, à l'autorité territoriale, les risques pour la santé des agents qu'il constate et qui sont en rapport avec le milieu de travail.

Le médecin du travail et / ou l'infirmier santé au travail participent aux réunions du Comité Social Territorial) CST ou à la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT) pour les collectivités supérieures à 200 agents. Le médecin du travail y assiste de plein droit avec voix consultative.

Le médecin du travail et / ou l'infirmier santé au travail participent aux ISST (inspections en santé et sécurité au travail) réalisées par les ACFI.

Le service de médecine préventive est associé aux actions de formation des agents en matière d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à la formation des secouristes mentionnés à l'article 13 du décret n°85-603 précité.

Il est consulté sur tous projets de construction ou d'aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies. Il peut procéder à toute étude et soumettre des propositions. Il formule des propositions sur l'accessibilité des locaux aux agents en situation de handicap.

Le service de médecine préventive est obligatoirement informé, avant toute utilisation de substances ou produits dangereux, de la composition de ces produits et de la nature de ces substances, ainsi que de leurs modalités d'emploi.

Le service de médecine préventive peut demander à l'autorité territoriale de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses. Le refus de celle-ci doit être motivé. Le service de médecine préventive informe l'organisme compétent en matière d'hygiène et de sécurité. Le service de médecine préventive participe aux études et enquêtes épidémiologiques.

Le service de médecine préventive est associé régulièrement aux réunions ou commissions dans lesquelles la situation des agents suivis est présentée (réunions en interne de la collectivité, participation aux cellules maintien dans l'emploi, projets en matière de santé au travail…).

1.1.2 Le temps connexe

- **Le rapport annuel d'activité**

L'équipe médicale rédige chaque année un rapport d'activité, qui est transmis à l'autorité territoriale avant le 31 mars de l'année N+1 et présenté à l'organisme compétent en matière d'hygiène et de sécurité. Pour les collectivités affiliées et dépendant du comité social territorial du cdg69, le médecin coordonnateur du service établit un rapport global présenté dans les mêmes conditions.

- **Les interventions relatives au suivi de situations particulières**

Le médecin du travail rédige également les rapports prévus réglementairement devant les instances médicales de la fonction publique territoriale ainsi que tous ceux nécessaires au suivi médical des agents (MDPH, médecins agréés...) notamment :

- rapport écrit au conseil médical pour le placement d'un agent en congé de longue maladie ou de longue durée « d'office » à l'initiative de l'employeur conformément à l'article 24 du décret 87-602 du 30 juillet 1987,
- rapport écrit au conseil médical sur l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle conformément à l'article 37-7 du décret 87-602 précité.

Le médecin du travail est informé par la collectivité :

- des cas relatifs à des agents fonctionnaires soumis au comité médical. Il est informé de la réunion et de son objet. Il peut obtenir s'il le demande communication du dossier de l'intéressé. Il peut présenter des observations écrites ou assister à titre consultatif à la réunion,

- des projets de préparation au reclassement dans le cadre de la Période de Préparation au Reclassement (PPR), avant leur notification aux agents (article 2-2 du décret n°85-1054 du 30 septembre 1985).

- **La collaboration de l'équipe médicale**

Le service de médecine préventive se réunit régulièrement dans le cadre de réunions de concertation, de coordination entre l'équipe pluridisciplinaire, de relève entre les médecins du travail et les infirmiers de santé au travail.

1.2 La surveillance médicale des agents

Le service de médecine préventive vérifie la compatibilité entre l'état de santé de l'agent et les conditions de travail liées au poste occupé par ce dernier.

Il appartient à la collectivité d'informer ses agents du caractère obligatoire de cette surveillance médicale. Les visites médicales ou infirmières des agents sont assurées pendant le temps de travail (sauf exception).

À l'issue des visites, une fiche de visite / attestation de suivi est établie et téléchargeable par l'employeur (via le portail MEDTRA). Celui-ci doit la transmettre à l'agent concerné.

Enfin, certaines visites médicales présentent un caractère obligatoire tandis que d'autres sont facultatives. Cette typologie est établie sur la base des dispositions réglementaires régissant la fonction publique territoriale (décrets n°87-602 du 30 juillet 1987 et n°85-603 du 10 juin 1985 modifiés).

1.2.1 La visite d'Information et de Prévention (VIP)

L'ensemble des agents bénéficient d'une visite d'information et de prévention au minimum tous les deux ans. Cette visite peut être réalisée par le médecin du travail, un collaborateur médecin ou un infirmier dans le cadre d'un protocole formalisé. Elle est principalement assurée par les infirmiers en santé au travail hormis en cas de surveillance médicale particulière (1.2.3).

La visite d'information et de prévention a pour objet :

1. D'interroger l'agent sur son état de santé ;
2. De l'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail ;
3. De le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;
4. D'identifier si son état de santé ou les risques auxquels il est exposé nécessitent une orientation vers le médecin du travail ;
5. De l'informer sur les modalités de suivi de son état de santé par le service et sur la possibilité dont il dispose, à tout moment, de bénéficier d'une visite à sa demande avec le médecin du travail.

A l'issue de toute visite d'information et de prévention, si elle n'est pas réalisée par le médecin du travail, le professionnel de santé qui a effectué cette visite peut, s'il l'estime nécessaire, orienter sans délai l'agent vers le médecin du travail dans le respect du protocole précité. Il informe l'agent de la possibilité d'être reçu par un médecin du travail.

1.2.2 Les visites médicales obligatoires réalisées par le médecin du travail

- **La visite médicale d'embauche ou d'affectation des agents**

Cette visite médicale (art. L812-4 du CGFP) permet au médecin du travail d'apprécier la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste. Le médecin du travail atteste de l'aptitude au poste.

- **La visite médicale au titre de la surveillance médicale particulière (SMP)**

En sus de la VIP, une surveillance médicale particulière ou renforcée est exercée à l'égard :

- des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- des femmes enceintes venant d'accoucher ou allaitantes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin du travail définit la fréquence de cette surveillance en fonction en fonction des risques, du poste et de l'état de santé de l'agent. Le suivi médical peut comprendre des examens complémentaires laissés à l'appréciation du médecin.

- **La visite médicale dans le cadre d'une demande de reconnaissance de maladie professionnelle / CITIS**

Lors d'une demande de reconnaissance de maladie professionnelle, le médecin du travail peut procéder à un examen médical de l'agent, préalablement à la rédaction de son rapport lors d'une saisine du conseil médical.

- **La visite médicale sur orientation de l'infirmier de santé au travail**

C'est la situation dans laquelle l'infirmier de santé au travail a détecté une problématique de santé en lien avec le travail et a orienté l'agent vers le médecin du travail.

- **La visite médicale à la demande de l'agent**

Dans l'intervalle entre deux visites médicales périodiques, un agent bénéficie, sur sa demande, d'un examen médical supplémentaire. Au-delà, celui-ci revêt un caractère facultatif. Cette visite peut être confidentielle, auquel cas l'employeur n'en est pas informé et elle ne donne pas lieu à une fiche de visite/attestation de suivi.

1.2.3 Les visites médicales facultatives, assurées exclusivement par le médecin du travail

- **La visite médicale de pré-reprise**

Lors d'une absence supérieure à 3 mois consécutifs, l'agent ou son médecin traitant ou la collectivité peut solliciter une visite de cette nature en vue d'anticiper sa reprise, le cas échéant assortie d'éventuels aménagements de son poste de travail définis par le médecin du travail.

- **La visite médicale de reprise, hors CLM ou CLD**

Il s'agit des visites de reprise après une absence d'au moins 30 jours dans le cadre d'un congé de maladie ordinaire (maladie ou accident de la vie privée), d'un accident de service ou de trajet, d'une maladie professionnelle.

- **La visite médicale à la demande de la collectivité**

Confrontée à une situation ou une problématique particulière, une collectivité peut solliciter l'examen d'un agent par un médecin du travail.

La demande doit impérativement :

- Préciser le motif et/ou les questions posées au médecin,
- Être accompagnée de tous les éléments de contexte ou des informations (arrêts de travail, comportement, incidents éventuels….) permettant au médecin d'apprécier au mieux la situation,
- Être accompagnée d'une information de l'agent.

1.2.4 Les visites médicales réalisées par l'infirmier de santé au travail

Outre la VIP classique, l'infirmier en santé au travail assure les visites suivantes :

- **La VIP des agents soumis à une surveillance médicale particulière (SMP)**

Pour les agents bénéficiant d'une surveillance médicale particulière, la VIP est systématiquement réalisée en alternance avec le médecin du travail.

- **Certaines visites d'affectation**

L'infirmier peut assurer les visites lors des recrutements des agents exerçant des missions d'ordre administratif. En cas de détection d'une problématique médicale, l'agent est orienté sans délai vers le médecin du travail.

- **La visite médicale à la demande de l'agent**

Comme le médecin, l'infirmier peut être sollicité par un agent pour une visite, par l'intermédiaire de son employeur ou à titre confidentiel.

1.2.5 Les examens complémentaires

A l'occasion des visites médicales, les professionnels de santé du service de médecine préventive peuvent recommander des examens complémentaires. Ces examens et consultations prescrits par le médecin du travail et /ou l'infirmier santé au travail par délégation (radiographies pulmonaires, vaccins, prises de sang, test tuberculiniques……) sont à la charge de la collectivité. Ils sont nécessaires :

- À la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé de l'agent, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication à ce poste de travail ;
- Au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent ;
- Au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

1.2.6 Les aménagement de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions

Les médecins du service de médecine préventive sont seuls habilités à proposer des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions, justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents.

Ils peuvent également proposer des aménagements temporaires de postes de travail ou de conditions d'exercice des fonctions au bénéfice des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes.

Lorsque l'autorité territoriale ne suit pas l'avis du service de médecine préventive, sa décision doit être motivée par écrit et la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, le comité social territorial doit en être tenu informé.

Il convient de rappeler que l'aménagement du poste de travail peut porter sur un allègement des tâches à accomplir, l'octroi de temps de repos, l'aménagement matériel du poste de travail. L'aménagement peut impliquer que le temps de travail soit inférieur à celui effectué dans l'établissement et si les attributions de l'agent le permettent, il serait possible qu'une partie des heures soient effectuées à domicile avec l'avis du médecin du travail et l'accord de l'autorité territoriale.

En cas de contestation par les agents intéressés des propositions formulées par le médecin du travail, l'autorité territoriale peut saisir pour avis le médecin inspecteur du travail territorialement compétent.

1.2.7 La gestion du dossier médical en santé au travail (DSMT)

Le médecin ou l'infirmier de santé au travail établit et renseigne pour chaque agent un dossier médical de santé au travail (DMST) dont le contenu est fixé réglementairement. Y figurent notamment la survenue des accidents de service / travail et maladies professionnelles ainsi que la fiche d'exposition aux poussières d'amiante et autres CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques). La traçabilité individuelle et collective constitue un objectif essentiel en matière de santé et de prévention des risques professionnels.

Les dossiers médicaux sont confidentiels. Ils restent sous la responsabilité du médecin. Leur accès doit être sécurisé.

Article 2 : Modalités d'intervention

2.1 Les principes généraux

Le personnel du service de médecine préventive du cdg69 demeure, pendant l'accomplissement des missions, sous l'autorité hiérarchique du cdg69, son employeur, qui est seul compétent pour l'organisation du travail.

Tous les professionnels du service sont soumis au secret professionnel, y compris le personnel administratif collaborant (assistantes du cdg69 ou personnels internes aux collectivités, cf infra « collectivités supérieures à 800 agents »).

Les consultations se déroulent sur le temps de travail des agents et ils sont à ce titre soumis au respect des règles de la laïcité (pas de port de signes ostentatoires notamment). Dans le cas contraire, le professionnel de santé le signalera à l'autorité territoriale pour un rappel des règles en la matière (neutralité du service public).

2.2 Les lieux de consultation

Les visites et examens peuvent se dérouler :

- au cdg69,
- dans un cabinet médical mis à disposition par la collectivité en fonction de la taille de son effectif,
- dans des cabinets de regroupement déterminés par le service de médecine préventive du cdg69. La mise à disposition de cabinets de regroupement à titre onéreux fait l'objet d'une convention ad hoc,
- par l'intermédiaire d'une téléconsultation (consultation en visioconférence) à la discrétion du médecin du travail qui en définit l'opportunité notamment au regard du motif de la visite, des moyens du service et du poste d'affectation des agents. La téléconsultation nécessite le consentement de l'agent.

Les cabinets médicaux sont situés dans la limite d'une heure de trajet entre la collectivité et le lieu de visite, ce, dans des conditions normales de circulation. Pour le respect de la confidentialité et de l'organisation du service de médecine, les agents peuvent être reçus, le cas échéant, dans un autre lieu de visite.

Les locaux doivent répondre à des conditions d'accueil respectant les règles de confidentialité, d'hygiène et d'accessibilité en vigueur ; leur configuration doit être également compatible avec la sécurité du professionnel de santé, y compris face à un agent en visite médicale qui viendrait à se montrer violent.

2.3 La continuité de service

En cas d'absence d'un ou plusieurs professionnels de santé d'une durée inférieure à 3 mois, des prestations a minima seront assurées par les autres membres de l'équipe : visites d'embauche, visites pour avis obligatoires dans le cadre des instances médicales, suivi spécifique argumenté. Les missions du reste de l'équipe pluridisciplinaire continueront à être assurées.

Pour toute absence d'une durée supérieure et sans continuité de service, voire un départ, la tarification sera révisée au prorata du temps d'absence du professionnel de santé.

2.4 La gestion administrative

- **Collectivités inférieures à 800 agents**

Le service de médecine préventive du cdg69 met à la disposition de la collectivité un secrétariat administratif chargé :

- d'organiser le temps de travail des intervenants du service (plannings…),

- d'informer la collectivité des dates et créneaux horaires prévus pour les visites médicales, au moins 4 semaines avant, afin que la collectivité organise les visites de ses agents, et ce, y compris durant les périodes de congés scolaires,
- de produire les documents nécessaires à la mise en œuvre des missions du service (envoi des convocations spécifiques, rédaction des différents courriers, rapports médicaux...),
- de mettre à disposition et d'accompagner les référents des collectivités dans l'utilisation d'un portail métier MEDTRA (codes d'accès, notice d'utilisation détaillée et assistance téléphonique / courriel) permettant de réaliser les opérations nécessaires au suivi des agents

La collectivité s'engage à désigner un référent en interne dont les coordonnées seront communiquées au service de médecine préventive et qui sera l'interlocuteur privilégié du secrétariat du service de médecine préventive du cdg69. Ce référent devra - via le portail métier :

- mettre à jour les effectifs et ce, au fur et à mesure des embauches et des départs,
- compléter et mettre à jour les fiches administratives de chaque agent de sa collectivité (nom, prénom, date de naissance, poste occupé et date d'embauche…),
- positionner, et dès que les créneaux sont ouverts par le service de médecine préventive du cdg69, les agents sur les plages horaires aussi bien pour le médecin que pour l'infirmier de santé au travail,
- récupérer l'ensemble des fiches de visite (disponibles dans les 8 jours ouvrés)
- assure la planification du suivi médical de ses agents

Dans l'hypothèse où la collectivité ne remplit pas l'ensemble des créneaux mis à disposition pour ses agents, le référent prévient le secrétariat de médecine préventive au plus tard 15 jours calendaires avant la date de visite prévue. Dans tous les cas, si les créneaux ne sont pas utilisés, le cdg69 ne pourra garantir de nouveaux créneaux dans les délais souhaités par la collectivité.

Les absences non remplacées ou non justifiées d'agent le jour de la visite seront facturées au tarif prévu à l'article 3.1, sauf si elles sont signalées au service au moins deux jours avant la date de visite prévue.

- **Collectivités supérieure à 800 agents**

Le planning d'intervention du médecin et de l'infirmier est communiqué à la collectivité au moins 4 semaines avant leur venue. Le service de médecine préventive du cdg69 n'assure pas le secrétariat administratif. Toutefois il met à disposition de la collectivité l'accès à un portail métier permettant de réaliser les opérations nécessaires au suivi des agents.

Cet outil permet, outre la mise à jour des effectifs, la récupération des fiches de visite et l'accès aux données relatives aux agents de la collectivité.

Un accès au logiciel métier (identique à celui utilisé par le service de médecine préventive), est également possible gracieusement via la mise à disposition d'une licence spécifique offrant des fonctionnalités étendues de secrétariat.

La collectivité s'engage à désigner un référent en interne dont les coordonnées seront communiquées au service de médecine préventive (via un formulaire électronique disponible sur l'extranet du cdg69) et qui sera l'interlocuteur privilégié du service de médecine préventive du cdg69. Ce référent devra - via le portail métier et / ou le logiciel MEDTRA :

- mettre à jour les effectifs et ce, au fur et à mesure des embauches et des départs,
- compléter et mettre à jour les fiches administratives de chaque agent de sa collectivité (nom, prénom, date de naissance, poste occupé et date d'embauche…),
- produire les documents nécessaires à la mise en œuvre des missions du service (envoi des convocations, rédaction des différents courriers, rapports médicaux...),
- positionner les agents sur les plages horaires aussi bien pour le médecin que pour l'infirmier de santé au travail et ce, y compris durant les périodes de congés scolaires,
- récupérer l'ensemble des fiches de visite (disponibles dans les 8 jours ouvrés),
- produire des statistiques mensuelles et annuelles en vue de renseigner les tableaux de bord du service de médecine préventive et le rapport d'activité annuel.

Lors de l'absence du ou des référents internes, la continuité de service doit être maintenue sans préjudice de la mise en œuvre de la mission de médecine préventive.

Tous les personnels mobilisés dans la mise en œuvre de la mission de médecine préventive qui auront accès à des données médicales seront soumis au strict respect du secret médical comme indiqué au 2.1. Dans ce cadre, chaque agent concerné devra signer une charte d'engagement remise par le médecin référent du cdg69.

Article 3 : Participation financière

3.1 La cotisation annuelle

Le montant de la cotisation annuelle est déterminé par l'application d'un coût agent appliqué à l'effectif de la collectivité au 1er janvier de l'année N. La participation est fixée comme suit :

Type collectivité	Gestion secrétariat	Tarifs 2025-2027
Affiliées	cdg69	Coût agent 87 €
Non affiliées (sauf Région AURA) > 800 agents	Interne collectivité	Coût agent 93 €
Non affiliées < 800 agents	cdg69	Coût agent 104 €
Région (multi sites)	Interne collectivité	Coût agent 109 €

Une **surcotisation annuelle** sera appliquée **sur la base du taux d'absentéisme** non justifié (nombre d'absences non justifiées dans les 48h précédant le rendez-vous divisé par le nombre total de visites x 100) si celui-ci est supérieur à 5%.

3.2 La déclaration des effectifs et détermination du montant de la cotisation annuelle

Les effectifs de l'année N font l'objet d'une déclaration annuelle de la collectivité sur le Portail MEDTRA avant le 31 mars de l'année en cours.

À cette occasion, la collectivité veille à mettre à jour sa base agents, en renseignant avec soin les arrivées et les départs, afin d'assurer une cohérence entre les effectifs déclarés et la liste des agents actifs sur le portail, fonctionnaires et contractuels, suivis par les professionnels de santé du cdg69.

L'ensemble des éléments nécessaires aux visites (date de naissance, situation familiale, grade, poste…) est également renseigné. Des recoupements de fichiers et vérifications complémentaires pourront être demandés à la collectivité pour valider le nombre effectif d'agents.

Le nombre d'agents déclaré permet d'estimer le temps médical et le nombre de créneaux alloués et nécessaires à la collectivité.

3.3 Le recouvrement de la cotisation annuelle

Sur la base de cette déclaration, un bordereau d'appel à cotisation est adressé pour information en cours d'année à la collectivité : il mentionne les effectifs pris en compte pour la facturation, le coût unitaire et le montant de la cotisation de l'année.

Le titre de recettes correspondant est ensuite émis et déposé sur la plateforme Chorus par le cdg69. Une facturation complémentaire intégrant les absences est établie à une périodicité semestrielle.

Le montant de la participation financière pourra faire l'objet d'une révision triennale par délibération du conseil d'administration du cdg69, qui sera notifiée à la collectivité au plus tard le 31 octobre de la 3e année de convention.

Article 4 : Protection des données

- **Données pour assurer le suivi administratif de la présente annexe**

Les données nécessaires au suivi administratif de la présente annexe sont collectées et protégées dans les conditions prévues à l'article 2 de la convention. La collectivité atteste de ces conditions par la signature de la présente annexe.

- **Données pour assurer la mise en œuvre de la mission (référents en collectivité)**

Les informations recueillies par le service médecine préventive, social et assurance du cdg69 sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Président du cdg69, responsable de traitement.

Les données collectées servent à assurer, au titre de la mise en œuvre des missions indiquées au titre III du décret 85-603 précité, la gestion des prises de rendez-vous et la gestion du suivi de l'agent (prise de rendez-vous, suivi des rendez-vous, communication des avis, des rapports).

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : service Médecine Préventive, Social et Assurance et référents des collectivités désignés par l'autorité territoriale.

Les données sont conservées pendant la durée de l'adhésion de la collectivité et jusqu'à réception des nouveaux contacts en cas de renouvellement de celle-ci. En cas de résiliation ou de non renouvellement de l'adhésion, ces éléments sont supprimés dans les 3 mois. Il est possible d'accéder à ces données, de les rectifier, de demander leur effacement, d'exercer le droit à la limitation du traitement de celles-ci ou de solliciter leur portabilité.

Pour exercer l'ensemble de ces droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse suivante : dpd@cdg69.fr.

Si les personnes concernées estiment, après nous avoir contactés, que leurs droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL.

- **Données collectées pour assurer le suivi de la mission (agents suivis par la médecine préventive)**

Les informations recueillies par le service de médecine préventive servent à assurer la mise en œuvre des missions indiquées au titre III du décret 85-603 précité.

Les durées de conservation et la gestion des droits des agents leur seront communiqués au moment de leur convocation aux rendez-vous avec le service de médecine préventive.

À	À Sainte Foy-lès-Lyon
Le	Le 2/07/2024
Le Maire	Le Président,
Philippe COCHET	Philippe LOCATELLI

Métropole de Lyon | Centre de gestion de la FPT du Rhône et de la Métropole de Lyon

N° D2024_097 CONVENTION D'ADHÉSION À LA MISSION DE MÉDECINE STATUTAIRE ET DE CONTRÔLE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CDG69

***M. TOLLET** :*

Par délibération n°2019_119 en date du 17 décembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé la convention entre la Ville et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, CDG69, relative à la médecine statutaire et de contrôle.

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025 pour une durée d'un an.
Les visites de contrôle et expertises médicales peuvent présenter un caractère obligatoire ou facultatif :

	Visites de contrôle obligatoires
1.	Contrôle d'un arrêt de travail > 6 mois consécutifs (au moins une fois entre 6 mois et 1 an d'arrêt)
2.	Contrôle d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) > 6 mois consécutifs
3.	Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite obligatoire au moins 1 fois / an sauf pour le congé d'office où le contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
4.	Prolongation du temps partiel thérapeutique
5.	Congé de maladie ordinaire pour cure thermale
6.	Vérification d'aptitude pour prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge
	Expertises médicales obligatoires
7.	Imputabilité au service d'une rechute (soins et arrêts)
8.	Guérison, consolidation, taux d'incapacité permanente partielle (IPP)
9.	Allocation temporaire d'invalidité (ATI)
10.	Retraite pour invalidité (RPI) avec ou sans majoration tierce personne
11.	L'aptitude de l'agent aux fonctions du grade et à toutes fonctions à la demande du médecin du travail *(changement d'affectation, reclassement, période préparatoire au reclassement)*

	Visites de contrôle facultatives
12.	Contrôle d'un arrêt de travail < 6 mois consécutifs
13.	Contrôle d'un CITIS < 6 mois consécutifs
14.	Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite facultative en dehors de la visite obligatoire demandée 1x/an sauf pour le congé d'office où contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
15.	Octroi du temps partiel thérapeutique
16.	Aptitude au port d'armes des policiers municipaux
	Expertises médicales facultatives
17.	Imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie

La participation financière annuelle correspond à un pourcentage de la masse salariale avec un droit de tirage annuel fixé à 8% de l'effectif permanent correspondant à un taux de 0,0545 % de la masse salariale.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention d'adhésion entre la Ville de Caluire et Cuire et le CDG69 concernant la médecine statutaire et de contrôle, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE PRÉVOIR la dépense correspondante au budget sur les crédits ouverts au chapitre 012, dans la nature 6336 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Centre de gestion
de la fonction publique territoriale
du Rhône et de la Métropole de Lyon
Coordonnateur Auvergne-Rhône-Alpes

Service Médecine statutaire et de contrôle	Convention N°095 - CU - MSC - 2025	**Adhésion mission de médecine statutaire et de contrôle**

Entre

La collectivité ou l'établissement : COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par Monsieur le Maire, Philippe COCHET, agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..……..…..,

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n° 2024-28 du conseil d'administration en date du 24 juin 2024.

Il est préalablement exposé :

L'article L452-47 du code général de la fonction publique prévoit que les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande.

Le conseil d'administration du cdg69 a créé un service de médecine statutaire et de contrôle par délibération du 4 avril 2016.

La collectivité ou l'établissement sollicite du cdg69 que lui soi(en)t affecté(s) un / des agent(s) exerçant la mission de médecine statutaire et de contrôle.

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : Nature des missions

La collectivité ou l'établissement adhère au service de médecine statutaire et de contrôle du cdg69.

Les visites de contrôle et expertises médicales peuvent présenter un caractère obligatoire tandis que d'autres sont facultatives. Les visites médicales obligatoires seront planifiées en priorité.

Le ou les médecin(s) de médecine statutaire et de contrôle, médecin(s) agréé(s), réalisera (ont) les activités suivantes :

Visites de contrôle obligatoires
1. Contrôle d'un arrêt de travail > 6 mois consécutifs (au moins une fois entre 6 mois et 1 an d'arrêt)
2. Contrôle d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) > 6 mois consécutifs
3. Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite obligatoire au moins 1 fois / an sauf pour le congé d'office où le contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
4. Prolongation du temps partiel thérapeutique
5. Congé de maladie ordinaire pour cure thermale

479

6. Vérification d'aptitude pour prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge
Expertises médicales obligatoires
7. Imputabilité au service d'une rechute (soins et arrêts)
8. Guérison, consolidation, taux d'incapacité permanente partielle (IPP)
9. Allocation temporaire d'invalidité (ATI)
10. Retraite pour invalidité (RPI) avec ou sans majoration tierce personne
11. L'aptitude de l'agent aux fonctions du grade et à toutes fonctions à la demande du médecin du travail *(changement d'affectation, reclassement, période préparatoire au reclassement)*

Visites de contrôle facultatives
12. Contrôle d'un arrêt de travail < 6 mois consécutifs
13. Contrôle d'un CITIS < 6 mois consécutifs
14. Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite facultative en dehors de la visite obligatoire demandée 1x/an sauf pour le congé d'office où contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
15. Octroi du temps partiel thérapeutique
16. Aptitude au port d'armes des policiers municipaux

Expertises médicales facultatives
17. Imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie

**sauf cas de saisine du Conseil médical*

Le secrétariat du service de médecine statutaire et de contrôle du cdg69 assure la production de données statistiques et de bilans liés aux activités précédentes à l'attention des collectivités et établissements publics territoriaux adhérents.

Par ailleurs, le(s) médecin(s), à la demande de la collectivité ou l'établissement, l'accompagne(nt) dans l'intégration du contrôle médical dans sa politique de gestion des ressources humaines.

Il(s) assure(nt) également, à la demande de la collectivité ou l'établissement, un conseil à la mise en place d'actions dans le cadre de ces activités.

Les activités s'effectuent au cours de chaque année dans la limite quantitative fixée par l'article 3 en fonction, d'une part des besoins tels que manifestés par la collectivité ou l'établissement public et, d'autre part, de la disponibilité du (des) médecin(s) dans le respect de l'article 2.3.2.

Article 2 : Modalités d'intervention

2.1 : Désignation des intervenants

La mission est assurée par un ou des médecin(s) agréé(s) par l'Agence Régionale de Santé (ARS), figurant sur la liste établie par la Préfecture et employé(s) par le cdg69.

Le(s) médecin(s) du cdg69 demeure(nt), pendant l'accomplissement de ces missions, sous la responsabilité pleine et entière du cdg69 dans les collectivités.

2.2 : Lieux d'intervention

Les visites médicales s'effectueront dans les locaux suivants : cdg69 9, allée Alban Vistel 69110 Sainte Foy-lès-Lyon ou, à la demande de la collectivité et sous réserve des contraintes de planning, aux cabinets médicaux mis à la disposition du cdg69 dans les collectivités.

Le(s) médecin(s) agréé(s) réalisera (ont) les autres activités couvertes par la convention soit dans les locaux du cdg69, soit dans les locaux mis à disposition dans la collectivité adhérente.

Lors des temps de présence du (des) médecin(s) dans ses locaux, la collectivité ou l'établissement veille à installer le ou les médecin(s) agréé(s) dans des locaux répondant aux normes de sécurité et d'hygiène et s'engage à mettre à sa (leur) disposition le mobilier et les équipements nécessaires à sa (leur) mission et une connexion internet qui permet au médecin de se connecter aux serveurs du cdg69.

2.3 : Organisation des visites

Le cdg69 fournit à son équipe médicale le matériel nécessaire à la réalisation de sa mission.

2.3.1 : Secrétariat collectivités < 5000 agents

Le(s) médecin(s) agréé(s) est (sont) assisté(s) par un (des) agent(s) en charge de la gestion administrative de son (leur) activité, qui réalise(nt) l'ensemble des tâches administratives liées à la mission et en particulier la programmation des visites médicales, la préparation des convocations et leur transmission à la collectivité ou l'établissement pour notification aux agents, l'envoi à la collectivité ou l'établissement des avis rendus par le(s) médecin(s) agréé(s) suite aux visites médicales et l'accueil physique des agents.

La demande de la collectivité est adressée par l'intermédiaire d'un formulaire ad hoc sur l'extranet du cdg69, accompagnée de toutes les informations permettant l'identification de l'agent à convoquer au secrétariat de la mission. Les outils logiciels utilisés et procédures sont susceptibles d'évoluer en cours de convention.

2.3.2 : Secrétariat collectivités > 5000 agents

Les collectivités et établissements supérieurs à 5000 agents gèrent le secrétariat des visites après avoir pris connaissance des plannings d'intervention des médecins communiqués à minima 4 semaines à l'avance.

La collectivité s'engage à désigner un référent en interne dont les coordonnées seront communiquées au service de médecine statutaire et de contrôle et qui sera l'interlocuteur privilégié du service. Ce référent devra :

- produire les documents nécessaires à la mise en œuvre des missions du service (envoi des convocations, rédaction des différents courriers, rapports médicaux...),
- positionner les agents sur les plages horaires,
- récupérer les conclusions administratives émises par le médecin et les joindre au dossier médical de l'agent,
- produire un tableau mensuel individualisé dont le format sera communiqué afin de permettre au service de médecine statutaire un suivi d'activité précis.

Les outils logiciels utilisés et procédures sont susceptibles d'évoluer en cours de convention.

2.3.3 : Délai d'intervention et de restitution

Le(s) médecin(s) agréé(s) réalise(nt) les visites médicales à compter de la réception de la demande adressée par la collectivité, dans un délai de :

- 10 jours ouvrés pour les visites de contrôle sauf pour les contrôles d'arrêt de travail inférieur ou supérieur à 6 mois consécutifs (visites n°1 et n°12), le délai est de 5 jours ouvrés.
- 15 jours ouvrés pour les expertises médicales.

Les avis rendus par le(s) médecin(s) suite aux visites de contrôle sont adressés par courriel à la collectivité par le secrétariat de la mission dans un délai maximum de 2 jours ouvrés suivant le jour des visites.

Les rapports d'expertise médicale établis par le(s) médecin(s) suite aux visites d'expertises médicales sont adressés par courrier à la collectivité par le secrétariat de la mission dans un délai maximum de 20 jours ouvrés suivant le jour des visites.

Les engagements de délais précisés par cet article ne seront pas assurés pendant les périodes correspondant aux congés des médecins.

Article 3 : Participation financière

La collectivité ou l'établissement verse au cdg69 une participation financière annuelle correspondant à un pourcentage de la masse salariale, s'entendant comme la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie, c'est-à-dire hors charges patronales et régime indemnitaire des fonctionnaires.

Les collectivités affiliées au cdg69 disposant de leur propre comité social territorial (CST) bénéficient d'un nombre de visites médicales qu'elles estimeront correspondre à leurs besoins, dans la limite inférieure d'un quota de 8% du nombre de leurs agents permanents.

Pour les collectivités non affiliées supérieures à 5000 agents, ce pourcentage peut être inférieur ou supérieur en fonction de l'organisation souhaitée.

Le barème de tarification est fixé comme suit :

Type collectivité	Droit de tirage (% effectif)	% cotisation / masse salariale	Valeur du point de tirage
Affiliées hors CST du cdg69	8% = 0,0327%		0,0040875%
Collectivités non affiliées au cdg69	8% = 0,0545%		0,0068125%

La collectivité ou l'établissement fixe le droit de tirage annuel à **8%** de l'effectif permanent.

Le quota de visites (droit de tirage annuel) correspond donc à un pourcentage de l'effectif défini par la collectivité auquel s'applique un coefficient pour tenir compte de l'hétérogénéité des durées de visite : le rapport est de 0.5 à 2 entre une visite d'aptitude à la prolongation d'activité et une expertise assortie de la rédaction d'un rapport écrit. Un créneau (1) correspond à une heure de visite.

Le barème suivant s'applique :

Expertise médicale	Contrôle d'arrêts	Prol. congé raisons de santé	Octroi ou prol. TPT	Port d'arme	Rapport écrit (hors expertise)	CMO cure thermale	Prol. d'activité> limite d'âge
2 (+0.5 en cas de RPI / ATI)	1	1	1	1	+1	1	0.5

Dans le cas où la collectivité aurait atteint le quota annuel de visites possibles prévu, elle peut bénéficier à sa demande de visites supplémentaires (dans la limite des nécessités de service), qui sont alors facturées à l'acte, selon le barème suivant :

- 200 euros par visite pour les expertises médicales (+50 € si RPI / ATI),
- 100 euros par visite pour les visites de contrôle d'arrêt, de congé pour raison de santé, de temps partiel thérapeutique, de congé ordinaire de maladie pour cure thermale,
- 100 euros par visite pour l'aptitude au port d'armes des policiers municipaux,
- 50 euros par visite pour la vérification d'aptitude à la prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge.

Tout rapport écrit sollicité par la collectivité (hors expertise) fera l'objet d'un coût supplémentaire de 100 €.

Un bordereau annuel sera communiqué à la collectivité afin qu'elle indique le **montant de la masse salariale** dont la composition est indiquée à l'alinéa 1 du présent article et le **nombre d'agents au**

31/12 de l'année N-1. Le règlement sera effectué auprès de la Trésorerie de rattachement du cdg69 après réception d'un avis des sommes à payer.

En cas d'absence d'un agent convoqué à une visite, non signalée au service au moins 48 heures avant la date de visite fixée et communiquée à la collectivité, la visite programmée est imputée au nombre total de visites (coef. 1) pouvant être demandées dans l'année par la collectivité.

Article 4 : Protection des données

- Données pour assurer le suivi administratif de la présente annexe

Les données nécessaires au suivi administratif de la présente annexe sont collectées et protégées dans les conditions prévues à l'article 6 de la convention. La collectivité atteste de ces conditions par la signature de la présente annexe.

- Données pour assurer la mise en œuvre de la mission (référents en collectivité)

Les informations recueillies par le service médecine statutaire et de contrôle du cdg69 sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Président du cdg69, responsable de traitement. Le cas échéant, l'organisation du recueil et du traitement des données personnelles peut justifier l'élaboration d'une annexe spécifique RGPD (notamment pour les employeurs visés au 2.3.2 ci-dessus).

Les données collectées servent à assurer, au titre de la mise en œuvre des missions indiquées à l'article 1er de la présente convention, la gestion des prises de rendez-vous et la gestion du suivi de l'agent (prise de rendez-vous, suivi des rendez-vous, communication des avis, des rapports).

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : service médecine statutaire et de contrôle, référents collectivités désignés par l'autorité territoriale.

Les données sont conservées pendant la durée de l'adhésion de la collectivité et jusqu'à réception des nouveaux contacts en cas de renouvellement de celle-ci. En cas de résiliation ou de non renouvellement de l'adhésion, ces éléments sont supprimés dans les 3 mois. Il est possible d'accéder à ces données, de les rectifier, de demander leur effacement, d'exercer le droit à la limitation du traitement de celles-ci ou de solliciter leur portabilité.

Pour exercer l'ensemble de ces droits ou pour toute question sur le traitement des données dans ce dispositif, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse suivante : dpd@cdg69.fr

Si les personnes concernées estiment, après nous avoir contactés, que leurs droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL.

- Données collectées pour assurer le suivi de la mission (agents suivis par la médecine statutaire et de contrôle)

Les informations recueillies par le service de médecine statutaire et de contrôle servent à assurer la mise en œuvre des missions indiquées à l'article 1er de la convention.

Les durées de conservation et la gestion des droits des agents leur seront communiqués au moment de leur convocation aux rendez-vous avec le service de médecine statutaire et de contrôle.

À	À Sainte-Foy lès Lyon
Le	Le 2/07/2024
Le Maire,	Le Président,
Philippe COCHET	Philippe LOCATELLI

Métropole de Lyon | Centre de gestion de la FPT du Rhône et de la Métropole de Lyon

483

N° D2024_098 CONVENTION RELATIVE À LA MISSION D'INSPECTION EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON (CDG69)

***M. TOLLET** :*

Par délibération n°2019_120 du 17 décembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé la convention confiant au Centre de Gestion du Rhône la mission d'inspection en santé et sécurité au travail auprès de la commune de Caluire et Cuire. Cette mission d'inspection a été créée au sein du Centre de gestion par la délibération du 11 avril 1996 et vise à contrôler les conditions d'application des règles définies en matière de santé et de sécurité au travail dans la fonction publique territoriale ainsi qu'à proposer toute mesure utile pour améliorer la santé et la sécurité au travail conformément au décret du 10 juin 1985 modifié.

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025.

Le coût de la mise à disposition de l'agent chargé de la fonction d'inspection par le CDG69 s'élève à 530 € par jour d'intervention, soit un montant annuel de 5 830 € correspondant à 11 jours sur l'année.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention entre la Ville de Caluire et Cuire et le CDG69 relative à la mission d'inspection en santé et sécurité au travail, telle qu'annexée à la présente délibération;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 011 nature 6288 du budget de l'année en cours ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Centre de gestion
de la fonction publique territoriale
du Rhône et de la Métropole de Lyon
Coordonnateur Auvergne-Rhône-Alpes

Service Prévention et Conditions de Travail	**Convention n°095 - CU - ACFI - 2025**	**Adhésion mission d'inspection**

Entre

La collectivité ou l'établissement : COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE représenté(e) par Monsieur le Maire, Philippe COCHET, agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..……..…..,

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69), représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n°2024-28 du conseil d'administration en date du 24 juin 2024.

Il est préalablement exposé :

L'article L452-47 du code général de la fonction publique prévoit que les centres de gestion peuvent créer des services de médecine préventive, de médecine agréée et de contrôle ou de prévention des risques professionnels, qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande. Cette mission fait l'objet d'une convention avec la collectivité bénéficiaire afin de définir les modalités de sa prise en charge financière.

L'article 5 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale prévoit que l'autorité territoriale désigne le ou les agents qui sont chargés d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité.

Par délibération n°96-11 du 11 avril 1996, le conseil d'administration du cdg69 a créé la mission d'inspection.

La collectivité sollicite du cdg69 que lui soi(en)t affecté(s) un / des agent(s) exerçant la fonction d'inspection (ACFI).

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : Nature des missions

La collectivité confie au service Prévention et conditions de travail du cdg69, qui accepte, la mission d'assurer la fonction d'inspection en santé et sécurité au travail auprès de la dite collectivité.

Monsieur le Président du cdg69 désigne un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI) du service Prévention et conditions de travail pour assurer la mission définie ci-dessous et précisée dans une lettre de mission.

À ce titre, l'ACFI :

- est chargé de contrôler les conditions d'application des règles définies en matière de santé et sécurité du travail dans la fonction publique territoriale (qui sont sous réserve des dispositions du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, celles définies aux livres I à V de la quatrième partie du Code du travail et les textes pris pour son application) ;

- propose à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer la santé et la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels ;
- propose, en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires ;
- intervient, conformément à l'article 68 du décret n°2021-571 du 10 mai 2021, en cas de désaccord entre l'autorité territoriale et la formation spécialisée, dans la procédure faisant suite à un signalement de danger grave et imminent ;
- donne un avis sur les règlements et consignes (ou tout autre document) que l'autorité envisage d'adopter en matière de santé et de sécurité ;
- assiste avec voix consultative aux réunions du comité social territorial qui sont consacrées aux problèmes de santé et sécurité ou de la formation spécialisée.

Article 2 : Modalités d'intervention

2.1 Types d'interventions

La fonction d'inspection en santé et sécurité au travail comprend :

- des interventions sur le terrain dans le but de contrôler l'application de la réglementation et de détecter les risques non maîtrisés. À l'issue de ces investigations, il sera établi un rapport et les suites données seront analysées ;
- les réponses à des demandes en lien avec l'inspection pouvant provenir des représentants de l'autorité territoriale, de l'encadrement, des assistants et conseillers de prévention, des représentants du personnel au CST ou de la formation spécialisée ;
- la préparation et participation aux réunions du CST ou de la formation spécialisée : analyse des ordres du jour et des propositions afférentes ;
- la mise à disposition des ressources et actions communes du service Prévention du cdg69 (études, recherches, échanges d'expériences, veille technique, réglementaire et documentaire, accès au site extranet).

2.2 Volume des interventions

2.2.1 Collectivités affiliées au cdg69

Le volume des interventions est établi à l'initiative de l'ACFI selon dans le tableau suivant qui pourra être adapté en fonction des spécificités de chaque collectivité :

Effectif	Temps de visite	Temps de rapport et préparation	CST
Entre 1 et 9 agents	0.5 jour tous les 3 ans	0.5 jour tous les 3 ans	0
Entre 10 et 49 agents	0.5 jour tous les 2 ans	0.5 jour tous les 2 ans	0
50 - 100 agents	0.5 jour par an	0.5 jour par an	0.5 jour
101 - 150 agents	1 jour par an	1 jour par an	1 jour
151 - 250 agents	1,5 jour par an	1,5 jour par an	1 jour
251 - 350 agents	2 jours par an	2 jours par an	1 jour

2.2.2 Collectivités non affiliées – affiliées volontaires ou obligatoires > 350 agents

Le volume prévisible des interventions assurées par l'ACFI est évalué de la manière suivante :

Nature des interventions	Nb jours annuels	Coût
Inspection des lieux et activités de travail	4,5	Inclus cotisation ou 530 € / jour
Préparation des interventions, élaboration des rapports, analyse des suites données	4,5	Inclus cotisation ou 530 € / jour
Préparation et participation aux réunions du CST ou de la formation spécialisée	1	Inclus cotisation ou 530 € / jour
Forfait ressources et actions communes du service Prévention du cdg69	1	Inclus cotisation ou 530 € / jour
TOTAL	**11**	**5830 €**

2.2.3 Conditions d'exercice de la mission

Pour assurer sa mission, l'agent chargé de la fonction d'inspection, soumis à l'obligation de réserve, est habilité à intervenir dans le cadre de la réglementation en vigueur et conformément à la lettre de mission.

La collectivité s'engage à :

- fournir la liste exhaustive des lieux de travail et en donner libre accès ainsi qu'aux équipements de travail ;
- fournir à l'ACFI toute information qu'il jugera utile pour lui permettre d'assurer sa mission ;
- informer l'ACFI des suites données aux propositions qu'il a formulées dans un délai de six mois suivant la réception du rapport et qui seront intégrées dans les programmes annuels de prévention ;
- assurer un suivi des actions de prévention par un agent désigné par l'autorité territoriale (assistant ou conseiller de prévention), qui sera en relation avec l'ACFI ;
- communiquer, dans les meilleurs délais, à l'ACFI les registres et documents imposés par la réglementation :
  - registre de santé et de sécurité,
  - document unique d'évaluation des risques professionnels,
  - plan d'action annuel de prévention ou programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRIPACT),
  - plan de prévention (intervention entreprises extérieures),
  - protocole de sécurité (livraisons),
  - rapport social unique (notamment les données relatives à la Santé Sécurité et aux Conditions de Travail),
  - tout autre document réglementaire (habilitations électriques, autorisations de conduite…)
- informer le comité social territorial ou la formation spécialisée de toutes les visites et observations faites par l'ACFI conformément à l'article 59 décret n°2021-571 précité ;

Article 3 : Participation financière

Pour l'ensemble des collectivités affiliées ou volontaires, les coûts de fonctionnement de cette mission sont imputés sur la cotisation additionnelle.

Pour les collectivités non affiliées, le coût de la mise à disposition de l'ACFI par le cdg69 s'élève à **530 € par jour**, soit un montant annuel de **5830 €** correspondant au volume défini au 2.2.2.

Toute intervention supplémentaire sera facturée à la journée dans la limite de 20% de jours en sus du nombre initial défini au 2.2. Un état récapitulatif sera produit en fin d'année par le cdg69. Toute demande supérieure à ce plafond fera l'objet d'un avenant. Pour les collectivités affiliées ou volontaires au cdg69, le coût de journée supplémentaire s'élève à **460 €**.

Article 4 : Protection des données

- Données pour assurer le suivi administratif de la présente annexe

Les données nécessaires au suivi administratif de la présente annexe sont collectées et protégées dans les conditions prévues à l'article 6 de la convention. La collectivité atteste de ces conditions par la signature de la présente annexe.

- Données pour assurer la mise en œuvre de la mission

Les informations recueillies par le service Prévention et Conditions de Travail du cdg69 sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Président du cdg69, responsable de traitement.

Les données collectées servent à assurer l'exécution de la mission de service public d'inspection en Santé et Sécurité au Travail et notamment à identifier les interlocuteurs du service (élus référents, DGS / DRH, assistants ou conseillers de prévention…).

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : ACFI, collectivité concernée et CST.

Les données sont conservées pendant la durée de la présente convention.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant, les rectifier dans les limites de la légalité (pas de modification des rapports d'inspection), demander leur effacement ou exercer leur droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données personnelles dans ce dispositif, Les personnes concernées peuvent contacter : dpd@cdg69.fr

Si les personnes concernées estiment, après nous avoir contactés, que leurs droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL.

À

Le

À Sainte Foy-lès-Lyon

Le 2/07/2024

Le Président,

Métropole de Lyon | Centre de gestion de la FPT du Rhône et de la

Philippe LOCATELLI

N° D2024_099 CONVENTION D'ADHÉSION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DISCRIMINATION, HARCÈLEMENT ET AGISSEMENTS SEXISTES PROPOSÉ PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CGG69 _ RENOUVELLEMENT

M. TOLLET *:*

L'article L.135-6 du Code général de la fonction publique prévoit l'obligation de mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes pour les employeurs des trois versants de la fonction publique.

Les objectifs majeurs de ce dispositif sont les suivants :

- Effectivité de la lutte contre tout type de violence, discrimination, harcèlement et en particulier les violences sexuelles et sexistes ;

- Protection et accompagnement des victimes ;

- Sanction des auteurs ;

- Structuration de l'action dans les trois versants de la fonction publique pour offrir des garanties identiques ;

- Exemplarité des employeurs publics.

Le décret d'application n°2020-256 prévu pour ce dispositif est paru le 13 mars 2020. Il détermine avec précision les composantes du dispositif à mettre en œuvre par les employeurs publics.

L'article L.452-43 du Code Général de la fonction publique dispose que « sur demande des collectivités et établissements (…), les centres de gestion mettent en place le dispositif de signalement (…) ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes.»

Le Centre de Gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (CDG69) propose depuis 2021 une prestation pour la mise en œuvre de ce dispositif obligatoire. Il a choisi de piloter ce dispositif par l'intermédiaire d'un contrat auprès de prestataires externes afin de garantir une totale indépendance entre les conseils dispensés aux employeurs par les services du CDG69 et l'accompagnement et le soutien prévu par le dispositif en direction des agents.

Par délibération n°2021_099 en date du 19 octobre 2021, la Ville de Caluire et Cuire a adhéré au dispositif proposé par le CDG69. Elle souhaite renouveler son adhésion qui comprend a minima les composantes ci-après, telles que prévues par le décret précité :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,

- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,

- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Ce renouvellement permet à la Ville de répondre aux obligations fixées par le décret n°2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- Fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges),

- Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

La Ville versera une participation annuelle à la mise en place du dispositif dont le montant est fixé, selon l'effectif de la collectivité, à 1,5 euro par agent.

La Ville dont un ou plusieurs agents effectuent un signalement via la plateforme devra verser au prestataire en charge de l'orientation et de l'accompagnement des agents et, le cas échéant, du traitement du signalement, une participation correspondant aux prestations délivrées dans ce cadre.

Un certificat d'adhésion tripartite entre la CDG69, la Ville et le prestataire précisera le coût unitaire de chaque prestation.

L'accès à la plateforme et le pilotage du dispositif sont assurés par le CDG69, en lien avec le prestataire.

L'adhésion au dispositif se matérialise par la signature :

- d'une convention d'adhésion entre la Ville et le CDG69 qui définit les modalités de mise en œuvre, la durée, les droits et obligations de chacune des parties, les mesures de protection des données personnelles ainsi que les modalités de résiliation,

- d'un certificat d'adhésion tripartite entre la CDG 69, le Ville et le prestataire qui fixe les conditions de mise en œuvre de l'accompagnement des agents et des employeurs le cas échéant.

La durée de la convention d'adhésion est de quatre ans.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention d'adhésion au dispositif de signalement mis en place par le CDG69, telle qu'annexée à la présente déliébration ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer ainsi que le certificat d'adhésion tripartite pour la période s'étalant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028, ainsi que leurs éventuels avenants ;

- D'APPROUVER le paiement annuel au CDG69 d'une somme de 865,50 euros correspondant aux frais de gestion et au pilotage du contrat jusqu'au terme de la convention et calculée compte tenu des effectifs municipaux qui s'établisent à 577 agents permanents ;

- DE DIRE que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées au budget de l'exercice correspondant au compte 011 nature 6288 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Centre de gestion
de la fonction publique territoriale
du Rhône et de la Métropole de Lyon
Coordonnateur Auvergne-Rhône-Alpes

Service Assurance et contrats groupe	**Convention d'adhésion -dispositif de signalement des actes de violence**	**n°«Nom_convention»**

Entre

La collectivité ou l'établissement : «nomcol» représenté(e) par son «fonctionPersonne», «PrenomPersonne» «NomPersonne», agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..……..

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n°2024-25 en date du 24 juin 2024

Il est préalablement exposé :

L'article L135-6 du Code général de la fonction publique prévoit la mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes pour tous les employeurs publics.

Les objectifs majeurs de ce dispositif sont les suivants :

- Effectivité de la lutte contre tout type de violence, discrimination, harcèlement et en particulier les violences sexuelles et sexistes,
- Protection et accompagnement des victimes,
- Sanction des auteurs,
- Structuration de l'action dans les 3 versants de la fonction publique, pour offrir des garanties identiques,
- Exemplarité des employeurs publics.

Le décret n°2020-256 d'application prévu pour ce dispositif est paru le 13 mars 2020. Il détermine avec précision les composantes du dispositif à mettre en œuvre par les employeurs publics :

1. *Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,*
2. *Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,*
3. *Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative.*

L'article L452-43 du Code Général de la fonction publique prévoit que « Sur demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1, situés dans leur ressort territorial, les centres de gestion mettent en place le dispositif de signalement prévu à la section 2 du chapitre V du titre III du livre Ier ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes. »

491

SPECIMEN

Cette mission est donc ouverte à l'ensemble des collectivités affiliées et non affiliées qui en feraient la demande. Dans ce cadre juridique, le cdg69 a choisi d'externaliser le dispositif par l'intermédiaire d'un contrat auprès d'un prestataire afin de garantir une totale indépendance entre les conseils dispensés aux employeurs par les services du cdg69 et l'accompagnement et le soutien prévus par le dispositif en direction des agents.

Ce contrat porte sur les prestations suivantes :

- **Lot n°1** : Fourniture d'un outil permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement,
- **Lot n°2** : Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Après analyse des candidatures et des offres, le président a attribué le contrat cadre aux candidats ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse et a donc retenu :

- Valeur et conformité pour le lot n°1,
- Cabinet STRADA avocats pour le lot n°2.

Le contrat se poursuit jusqu'au 31 décembre 2028. Durant cette période, les collectivités et établissements publics qui le souhaitent peuvent, à tout moment, adhérer au dispositif.

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention détermine les conditions d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes souscrit par le cdg69 et les engagements mutuels entre celui-ci et la collectivité.

Cette adhésion permet à la collectivité ou l'établissement adhérent de répondre aux obligations fixées par le décret 2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges),
- prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

Article 2 : Durée et prise d'effet

L'adhésion de la collectivité au dispositif prend effet à compter du à compter du Cliquez ici pour entrer une date. jusqu'au terme du contrat (sous réserve de signature de la présente convention avant la date d'effet. Le cas échéant, la date d'effet sera automatiquement reportée à la date de réception par le cdg69 de la convention signée par l'autorité territoriale).

Article 3 : Adhésion au dispositif

Le cdg69 est porteur du contrat évoqué en préambule.

L'adhésion par la collectivité au contrat passé entre le cdg69 et le(s) titulaire(s) se déroule en deux temps et donne lieu :

- à la conclusion de la présente convention qui permet notamment à la collectivité ou l'établissement adhérent de bénéficier des outils de recueil des signalements,
- à la signature d'un certificat d'adhésion entre le titulaire du lot 2 chargé des prestations de conseil d'accompagnement et de traitement des situations, la collectivité ou l'établissement et le cdg69.

À la réception de la notification de la décision d'adhésion (présente convention signée), le titulaire précité édite et envoie un certificat d'adhésion signé au cdg69.

Ce certificat précise les conditions de mise en œuvre des prestations et la participation financière correspondante.

SPECIMEN

Article 4 : Engagements du cdg69

4.1 Information sur le dispositif et sur les engagements des prestataires

Le cdg69 s'engage, en partenariat avec les titulaires du dispositif, à assurer une information sur ce contrat auprès des collectivités et établissements publics du Rhône et de la Métropole de Lyon pendant toute la durée de celui-ci et ce, par tout moyen à sa disposition : courrier spécifique, insertion sur son extranet, réunions d'information.

Le cdg69 communiquera via son Extranet les engagements du/des prestataire(s) dans l'exécution de la prestation. Il précisera également les délais auxquels le/les prestataire(s) est/sont astreint(s) et les possibilités de contestation à la disposition de la collectivité.

Le cdg69 informe le titulaire de toute adhésion de collectivité ou établissement au dispositif. L'unité Social et assurance du cdg69 est l'interlocuteur des collectivités et établissements publics du Rhône et de la Métropole de Lyon pour le portage et la mise en œuvre du contrat-cadre. L'unité assure la gestion administrative liée au contrat cadre (élaboration des conventions…).

Le cdg69 organise un bilan annuel du dispositif avec le(s) titulaire(s) qui sera communiqué aux adhérents.

Le cdg69 informe la collectivité de toute modification qui pourrait concerner le dispositif.

4.2 Mise en œuvre des sanctions

Le cdg69 s'engage à mettre en œuvre pour son compte ou pour celui des bénéficiaires, les procédures de sanctions et de résiliation en cas de défaillance des titulaires du dispositif, dans les conditions prévues au dit dispositif.

4.3 Mise à disposition de l'outil de recueil des signalements

Afin d'assurer le recueil des signalements des agents prévu au 1° de l'article 1er du décret 2020-256 précité, le cdg69 propose les services suivants, par l'intermédiaire du titulaire du lot 1 :

↗ **L'Accès à la plateforme internet sécurisée** pour les agents, répondant aux critères suivants :

- Gestion de l'anonymat et de la confidentialité,
- Respect des obligations RGPD (certificat de conformité) et RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations),
- Plateforme «responsive» s'adaptant à tous les types d'écrans depuis un navigateur Web (mobile, tablette, PC…),
- Gestion de confirmation de réception et de lecture des messages,
- Accès 24h/24h et 7j/7j à la plateforme et à un serveur vocal connecté à la plateforme,
- Assistance technique aux utilisateurs (hot line).

↗ **La création d'un compte adhérent au contrat**, qui intègre les services suivants :

- Paramétrage et actualisation des référents habilités par l'autorité territoriale à se connecter afin de suivre les situations,
- Formation à l'utilisation de la plateforme assurée au moment de l'installation du compte (webinaire de prise en main), mise à disposition d'un support téléchargeable,
- Possibilité de suivre les signalements en cours et d'interagir avec le prestataire retenu en cas de levée d'anonymat,
- Possibilité d'exporter les données pour obtenir un état récapitulatif des signalements pour l'employeur,
- Bilan par année avec données RSU,
- Assistance technique aux utilisateurs (hot line).

4.4 Mise à disposition d'un kit de communication sur le dispositif

Afin d'assurer la communication prévue aux articles 3 et 5 du décret 2020-256 précité, le cdg69 propose les services suivants :

SPECIMEN

- Un modèle d'acte prêt à l'emploi instituant la procédure de recueil et traitement des signalements ;
- Une vidéo animée et personnalisée par le cdg69 d'environ 3 min qui présente le dispositif ;
- Des supports de communication imprimables (format flyer, affiche A3...) ;
- Un support Power Point (slides) pour présenter le projet aux élus ;
- La rédaction d'une FAQ pour le Comité Social Territorial.

4.5 Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations

Afin d'assurer les obligations qui incombent aux employeurs dans le cadre des 2° et 3° de l'article 1er du décret 2020-256 précité ; et comme indiqué à l'article 3 al. 2 de la présente convention, le titulaire indiqué à l'article 3 al.2 de la présente convention assure, pour le compte du cdg69, les prestations suivantes :

↗ Orientation et accompagnement des agents

- **Phase 1 : analyse de la recevabilité de la demande**

Le titulaire évalue la situation de l'agent, informe le demandeur dont le signalement ne relèverait manifestement pas de ses attributions, et il réoriente si nécessaire celui-ci vers d'autres structures : service RH, médecine de prévention, assistant(e) de service social, service d'accompagnement psychologique, médiateur, structure d'appui des adhérents ou du cdg69.

Le titulaire analyse les signalements de faits avérés ou présumés de discrimination ainsi que des faits de violence sexiste, sexuelle et de harcèlement émanant soit des personnes se considérant elles-mêmes victimes de tels faits, soit d'autres agents intervenant dans l'intérêt de celles-ci.

En conséquence, le titulaire:

- met en place le ou les entretiens téléphoniques et échanges nécessaires avec le demandeur,
- le cas échéant invite à lui fournir des précisions ou indices de nature à étayer sa demande,
- procède à une 1ère analyse juridique de la situation et caractérise, le cas échéant, la qualification d'un des actes relevant du décret 2020-256 précité.

Cette 1ère phase peut suffire à traiter la situation : l'agent réussit à résoudre la difficulté rencontrée à l'aide du titulaire : il peut par exemple solliciter à l'issue de l'échange un entretien avec le service ressources humaines de sa collectivité. Le dossier est alors clos.

À l'issue de cette phase, le titulaire adresse à l'employeur concerné via la plateforme dématérialisée un compte rendu sommaire et anonymisé de la situation afin que celui-ci soit informé si un agent sollicite le cas échéant ses services dans le cadre de l'orientation opérée par le titulaire.

En revanche, si la caractérisation d'un des actes listés dans le décret précité est présumée, le titulaire engage une seconde phase d'accompagnement plus approfondi.

- **Phase 2 : accompagnement et orientation / signalements recevables**

Dans le cas où la 1ère phase de prise en charge conduit à la recevabilité du signalement, l'agent concerné fait alors l'objet d'un accompagnement renforcé par titulaire.

Selon la nature du signalement, les actes répréhensibles présumés, l'état psychologique de la victime présumée… le titulaire orientera l'agent vers les professionnels compétents pour répondre à ses besoins.

Par conséquent, le titulaire organise :

SPECIMEN

- Un plan d'action sur les suites à donner au signalement avec le bénéficiaire (agent)
- Le cas échéant, un dispositif de soutien psychologique du bénéficiaire,
- Le cas échéant, un conseil juridique au signalant avec un professionnel compétent,
- Le cas échéant, l'orientation vers tout autre professionnel selon les besoins identifiés (assistant social…).

À l'issue de la phase de conseil et d'accompagnement de la victime présumée et sous réserve de son accord préalable et écrit, le titulaire adresse à la collectivité ou l'établissement via la plateforme dématérialisée ses conclusions argumentées précisant :

- les faits : la date, la qualité de témoin ou victime présumée, âge, statut, catégorie, sexe, service d'affectation, motifs et contextes professionnels des signalements, les caractérisations ou absences de caractérisations),
- les commentaires et préconisations que le titulaire juge utile, notamment les suites à donner par l'administration (enquête, décisions administratives, mesures d'accompagnement, mesures préventives ou curatives, procédures de sanction, article 40 CPP…).

Conformément au 3° de l'article 1er du décret 2020-256 précité, le titulaire sollicite une réponse sur les modalités de traitement des faits signalés envisagées par l'autorité territoriale. En cas d'absence de réponse de l'autorité territoriale, le signalant en est informé et cette carence est consignée dans la plateforme.

Remarques complémentaires :

Un signalement ne peut être pris en charge que si le signalant s'identifie.
Lorsque le signalement est effectué par un témoin, pour avis et conseil sur la conduite à tenir quand il a observé une situation, ce témoin peut garder l'anonymat. En revanche le traitement du signalement ne peut s'effectuer, au-delà d'une phase initiale de saisine pour conseil éventuel, qu'avec l'accord formel et écrit de la victime présumée.

↗ Accompagnement des employeurs au traitement des faits signalés

- Si l'autorité territoriale envisage d'externaliser le traitement des faits, le titulaire peut réaliser, le cas échéant, une enquête administrative sur demande de l'autorité territoriale :
  - Cadrage de la démarche,
  - Réalisation et restitution de l'enquête.
- L'autorité territoriale peut également solliciter un conseil juridique de la part du titulaire du lot 2 dans le respect de la déontologie professionnelle (interlocuteur qui conseille l'agent ne pourra pas conseiller l'autorité territoriale sur le même dossier). L'autorité territoriale désignera les experts habilités à recevoir ce type de conseil.

4.6 Prestations supplémentaires

Dans le cadre du contrat qui lie le cdg69 aux titulaires, des prestations supplémentaires sont proposées et peuvent être activées, le cas échéant, par la collectivité :

- Des modules de formation sur le dispositif à destination de différents publics (sensibilisation agents, RH, managers) et sous plusieurs formes (e-learning, présentiel…).
- Des réunions d'accompagnement à la mise en place du contrat en visioconférence ou en présentiel,
- Des réunions bilan ou de suivi en visioconférence ou en présentiel,
- Un conseil aux experts / managers-RH-juristes désignés par la collectivité,
- Des modalités de reprise d'historique (étude des signalements en cours réalisés auprès d'un autre dispositif interne ou externe….).

SPECIMEN

4.7 Pilotage du contrat

Le cdg69 s'engage à assurer l'interface avec les prestataires.

Le(s) prestataire(s) s'engage(nt) à apporter une assistance au cdg69 et aux bénéficiaires dans le pilotage du dispositif.

Le cdg69 attend des prestataires qu'il(s) participe(nt) à 1 comité de pilotage par an durant lequel seront examinés :

1. Un état statistique quantitatif : le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à fournir à au cdg69 un dossier statistique sous format Excel,
2. Un bilan qualitatif du fonctionnement de la plateforme et des services à travers les remontées positives et / ou négatives des utilisateurs et des experts mobilisés,
3. Un partage des bonnes pratiques,
4. Tout autre point utile au suivi du contrat cadre.

Article 5 : Engagements de la collectivité

Lors de son adhésion, la collectivité ou l'établissement s'engage :

- À compléter le modèle d'acte mis à disposition par le cdg69 et prévu à l'article 3 du décret 2020-256 précité qui permet notamment de désigner :
  - un ou plusieurs référents dont les coordonnées seront communiquées au prestataire pour l'ouverture d'un compte sur la plateforme de recueil des signalements,
  - le ou les référents au cas où les signalements concerneraient l'autorité territoriale ou le DGS (ou le secrétaire de mairie selon la taille de la collectivité),
- À communiquer sur le dispositif auprès de ses agents à l'aide du kit de communication fourni par le cdg69 conformément à l'article 5 du décret 2020-256 précité,
- À fournir les documents demandés et nécessaires à l'exécution des prestations tels que listés au certificat d'adhésion précité avec le prestataire et à en respecter les stipulations,
- À prendre en charge financièrement les accompagnements prévus à l'article 4.5 de la présente convention en provisionnant une somme selon la procédure indiquée dans le certificat d'adhésion avec le titulaire du lot 2q,
- À assurer le traitement complet des faits signalés, conformément au 3° de l'article 1er du décret 2020-256 précité soit :
  - par des moyens internes propres à la collectivité ou l'établissement,
  - par le biais des prestations d'enquête administrative proposées par le titulaire,
  - par le biais d'un autre prestataire au libre choix de la collectivité,
- La collectivité s'engage à communiquer au cdg69 les difficultés qu'elle pourrait rencontrer et relatives à une mauvaise exécution de la prestation.

Article 6 : Participation financière

Au titre de son adhésion au dispositif, la collectivité ou l'établissement versera au cdg69 une participation annuelle fixée selon le barème suivant :

Effectif collectivités affiliées (obligatoires et volontaires)	Montant annuel de la participation
1 à 30 agents	100 €
31 à 50 agents	200 €
51 à 150 agents	300 €
151 à 300 agents	400 €
301 à 500 agents	500 €
> 500 agents	1 € / agent

496

SPECIMEN

Collectivités non affiliées	1,5 € / agent

Cette participation correspond à une contribution au coût supporté par le cdg69 pour :

- La mise en place du dispositif ;
- la mise à disposition des outils de recueil des signalements ;
- la mise à disposition d'un kit de communication à destination des agents ;
- le pilotage du dispositif.

L'effectif pris en compte est celui présent au 1er janvier de l'année de l'adhésion.

Si l'adhésion intervient en cours de contrat, le montant sera proratisé par rapport à la participation annuelle fixée par barème selon le mode de calcul suivant :

Nombre de jours (31/12 année n - Date d'effet) / 365,25.
Un bordereau d'appel à cotisation est adressé chaque année à l'autorité territoriale précisant le montant de l'abonnement.

Si l'effectif déclaré lors de l'adhésion a évolué et ne correspond plus au barème appliqué, la collectivité s'engage à en informer le cdg69.

Le titre de recettes correspondant et ensuite émis et déposé par le cdg69 sur la plateforme Chorus Pro.

En ce qui concerne les prestations de conseil et d'accompagnement assurées par le titulaire indiqué à l'article 3 al.2, les services seront acquittés directement auprès de celui-ci selon les conditions fixées par le certificat d'adhésion précité.

Article 7 : Protection des données

Les informations recueillies par le service médecine préventive, social et assurance du cdg69 sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Président du cdg69, responsable de traitement.

Les données collectées servent à assurer la mise en œuvre des missions indiquées à l'article 4.1.

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : unité Social et Assurance du service Médecine Préventive, Social et Assurance et référents collectivités désignés par l'autorité territoriale.

En ce qui concerne les données personnelles recueillies par les prestataires dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif : la collectivité ou l'établissement adhérent est responsable du traitement et à ce titre, atteste avoir pris connaissance de la politique de protection des données proposée par le titulaire.

Les données sont conservées pendant la durée de la présente convention.

Article 8 : Résiliation

La collectivité dispose de la faculté de sortir du dispositif chaque année, à la date anniversaire de son adhésion.

Cette résiliation n'est effective que sous réserve de respecter un préavis de trois mois, en notifiant au cdg69 et au titulaire indiqué à l'article 3 al.2 de la présente convention sa demande par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas de résiliation du fait de l'un des prestataires ou du cdg69, la présente convention cesse de plein droit.

SPECIMEN

Article 9 : Juridiction compétente

Tout litige pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Lyon.

À

Le

Le «fonctionPersonne»,

«PrenomPersonne» «NomPersonne»

À Sainte-Foy lès Lyon

Le

Le Président,

Philippe LOCATELLI

SPECIMEN

Service assurance et contrats groupe	**Certificat d'adhésion Dispositif de signalement des actes de violence** **Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations**	**N°DSAV-**

Entre

La collectivité ou l'établissement : «nomcol» représenté(e) par son «fonctionPersonne», «PrenomPersonne» «NomPersonne», agissant en vertu de la délibération n°…….. en date du ……..……..

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n°2024- du Conseil d'administration en date du 24 juin 2024,

Et

La société d'avocats STRADA, agissant en qualité de titulaire du lot 2 du marché 2024-02 (mise en place pour le compte du cdg69 d'un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes) : prestations de conseils, d'accompagnement et de traitement des situations.

Il est préalablement exposé :

La collectivité a adhéré au dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes dans le cadre de la convention « N°convention » L'article 3 de cette convention précise que :

L'adhésion par la collectivité au contrat passé entre le cdg69 et le(s) titulaire(s) se déroule en deux temps et donne lieu :

- à la conclusion de la convention avec le cdg69 qui permet notamment à la collectivité ou l'établissement adhérent de bénéficier des outils de recueil des signalements,
- à la signature du présent certificat d'adhésion entre le titulaire STRADA avocats chargé des prestations de conseil d'accompagnement et de traitement des situations, la collectivité ou l'établissement et le cdg69.

Article 1 : Objet

Ce certificat précise les conditions de mise en œuvre des prestations définies aux 4.5 et 4.6 de l'article 4 de la convention précitée et la participation financière correspondante.

SPECIMEN

Article 2 : identification de la collectivité

Identification de la collectivité adhérente bénéficiaire au sens du marché :

Identification de la collectivité adhérente	
Dénomination collectivité adhérente	
Numéro SIRET	
Adresse	
Code postal	
Ville	
Tél. (standard)	
Courriel	
Coordonnées contact administratif	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
Coordonnées référents du dispositif de signalement*	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone (ligne directe)	
Courriel personnel	
Nom / prénom	
Fonction	
Téléphone (ligne directe)	
Courriel personnel	

*2 référents à identifier en cas de déport (si implication dans le signalement) ou d'absence du référent principal

Article 3 : Entrée en vigueur de l'adhésion et durée

Le début d'exécution des prestations est fixée à la date prévue par l'article 2 de la convention d'adhésion. Les agents des collectivités ayant conventionné et adhéré pourront alors bénéficier de prestations de conseils, d'accompagnement et de traitements de leurs situations et ce, jusqu'au terme du contrat fixé au 31 décembre 2028.

Les situations en cours de traitement à la date de fin du marché ou les nouveaux signalements arrivés avant ce terme seront intégralement pris en charge par le cabinet STRADA et feront, le cas échéant, l'objet d'une facturation complémentaire.

500

SPECIMEN

Article 4 : Nature des prestations

Les prestations proposées par le cabinet STRADA sont détaillées aux 4.5 et 4.6 de l'article 4 de la convention précitée et permettent de répondre aux obligations qui incombent aux employeurs dans le cadre des 2° et 3° de l'article 1er du décret 2020-256 précité.

Le cabinet STRADA, le cdg69 et la collectivité ou l'établissement adhérent conviennent expressément que les prestations telles que décrites au présent certificat s'entendent des prestations réalisées par le cabinet STRADA, c'est-à-dire par tout membre du cabinet STRADA, quelle que soit sa qualité, à l'exception des prestations intellectuelles listées aux articles, 4, 54 et suivants de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 ; lesquelles seront réalisées exclusivement par les membres du cabinet STRADA titulaires du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA) et régulièrement inscrits au Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau de Paris, et des prestations de soutien psychologique mentionnées à l'article 6 ci-dessous), lesquelles seront réalisées par un prestataire externe au cabinet STRADA, mandaté par lui à cette fin.

4.1 Prestations obligatoires

La collectivité ou l'établissement s'engage à acquitter les prestations d'orientation, de conseils juridiques et d'accompagnement psychologique selon la tarification prévue à l'article 6 du présent certificat. Le nombre d'heures d'accompagnement est à la discrétion du cabinet STRADA. La collectivité ou l'établissement adhérent fixe **l'enveloppe annuelle prévisionnelle** sur la base des statistiques de signalements du dernier marché : 1 signalement / an à minima pour les collectivités < 200 agents (forfait moyen de 520 €). Pour celles supérieures à 200 agents : nombre de signalements = 0,5% de l'effectif x coût forfait moyen de 520 €.

4.2 Prestations facultatives et supplémentaires

Le marché entre le cdg69 et le cabinet STRADA prévoit que la collectivité ou l'établissement peut faire appel au cabinet d'avocats pour assurer une enquête administrative sur demande, selon la tarification établie à l'article 6 du présent certificat, en vue d'assurer le traitement des faits par l'autorité territoriale.
Le cabinet STRADA propose également des prestations supplémentaires : bilans, formations, conseils aux experts désignés par la collectivité…(cf. article 6)

Article 5 : Obligations de la collectivité adhérente

La collectivité adhérente s'engage à :

- Régler dans les conditions définies dans le présent certificat d'adhésion, la rémunération due au cabinet STRADA,
- Coopérer avec le cabinet STRADA en mettant à sa disposition les éléments utiles à l'exécution de ses prestations : organigramme, référents, articulation du dispositif avec les ressources interne de la collectivité ou de l'établissement …

Article 6 : Modalités financières – Rémunération de STRADA

Les montants relatifs aux prestations exécutées par STRADA, sont définis au marché conclu entre le cdg69 et STRADA comme suit :

Description des prestations	Forme du prix	Prix HT
Prestations liées à l'instruction de la recevabilité du signalement et au conseil de l'agent		
Coût horaire de conseil, d'étude du dossier et de rapport de restitution à la collectivité	Coût horaire	260
Coût horaire de soutien psychologique (prestataire externe)	Coût horaire	150

501

SPECIMEN

Prestations d'enquête administrative (sur devis préalable) : réunion de cadrage, planning d'intervention, auditions, analyse et rapport, restitution…		
Coût horaire d'enquête administrative	Coût horaire	260
Autres prestations	**Forme du prix**	**Prix HT**
Réunion d'accompagnement à la mise en place du contrat (visioconférence)	Coût horaire	200 €
Réunion d'accompagnement à la mise en place du contrat (présentiel) (hors frais de déplacement)	Coût horaire	200 €
Réunion bilan ou de suivi (visioconférence) (hors frais de déplacement)	Coût horaire	200 €
Réunion bilan ou de suivi (présentiel)	Coût horaire	200 €
Formation (sensibilisation) sur demande des collectivités à destination des agents (hors frais de déplacement)	Coût journée	1200 €
Conseil aux experts / managers-RH-juristes désignés par la collectivité	Coût horaire	260 €
Reprise d'historique (étude des signalements en cours réalisés auprès d'un autre dispositif interne ou externe….)	Coût horaire	260 €

Article 7 : Facturation – Conditions de paiement

Le cabinet STRADA présentera ses factures sur la plateforme CHORUS pro selon le rythme suivant :

- au terme de chaque mois à partir de la prise en charge de l'agent, pour la totalité de la prestation débutée ou réalisée à cette date,
- à la livraison des enquêtes, des bilans et après la tenue des réunions et cessions de formation.

La collectivité ou l'établissement adhérent s'engage à :

- Fournir au cabinet Strada avocats le cas échéant le **numéro d'engagement annuel** dédié ainsi que le **code service**,
- Régler le montant des prestations facturées dans les délais maximaux de paiement définis au marché et par le Code de la commande publique.

Compte STRADA à créditer :

Nom de l'établissement bancaire :	Société Générale
Domiciliation :	NEUILLY MARCHE 44 av ch. de gaulle 92200 Neuilly Sur Seine
Identification Internationale de la Banque (BIC)	SOGEFRPP
IBAN	FR76 3000 3039 0100 0505 6603 426

Article 8 : Résiliation

Les adhérents disposent de la faculté de sortir du contrat-cadre chaque année, à la date anniversaire de leur adhésion effective, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, en notifiant au titulaire leur demande par lettre recommandée.

Fait à Sainte Foy-lès-Lyon, en trois (3) exemplaires originaux, le

SPECIMEN

Pour la collectivité ou l'établissement :
Représentée par

Fonction :

Signature :

Pour le cdg69
Représenté par
Monsieur Philippe LOCATELLI

Fonction : Président

Signature :

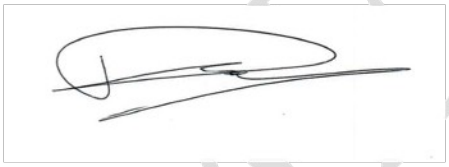




Pour STRADA
Représenté par
Maître Rachid MADID

Fonction : Avocat associé

Signature :



SPECIMEN

M. TOLLET : Les quatre rapports 96, 97, 98 et 99 seront présentés globalement, puis nous les voterons un par un. Ces quatre rapports visent à renouveler nos partenariats avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique, d'abord concernant la médecine préventive, qui a pour objet de prévenir les risques pour la santé des agents liés à leurs conditions de travail, hygiène, contagion, surveillance de l'état de santé. Deuxièmement, c'est pour la médecine statutaire et de contrôle, qui a pour objet des visites de contrôle et des expertises médicales obligatoires ou facultatives auprès de médecins agréés. Troisièmement, le Centre de Gestion réalise avec nous une mission d'inspection en santé et sécurité au travail, qui permet de vérifier l'application des règles de santé et de sécurité au travail et de proposer des améliorations. Enfin, la Ville adhère au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes proposés par le Centre de Gestion. Il vous est proposé de renouveler pour une durée d'un an ces quatre conventions.
Il y a une demande d'intervention de M. GUEDJ.

M. GUEDJ : Merci de me donner la parole. Nous allons prendre la parole sur la dernière convention, c'est-à-dire celle qui est relative au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes. Nous sommes évidemment favorables à ce genre de dispositif ; cela ne fait pas sujet. J'imagine qu'il y a un consensus parmi nous. Nous souhaiterions d'abord poser une question : sans rentrer dans le détail, est-ce qu'il y a des cas ? Est-ce que ce sont des situations que des agentes ou agents à la Mairie de Caluire peuvent vivre ? Des victimes sont-elles recensées ou pas ? Ensuite, c'est par rapport au vœu que le groupe a déposé en juin dernier. Nous avions déposé un vœu pour que la Ville s'engage dans un dispositif qui permettait de lutter contre des violences similaires vis-à-vis des enfants. Ce vœu avait été refusé par la majorité municipale, alors que nous voyons là qu'il y a un effort de la Mairie pour travailler sur le cas des agents. Nous nous étonnons que ce soit moins le cas pour les enfants.

M. TOLLET : Merci pour cette intervention. Pour votre information, il n'y a eu qu'une seule saisine sur l'année 2024 par rapport à un cas de harcèlement. Madame CRESPY, je crois que vous voulez intervenir.

Mme CRESPY : Je vous remercie, Monsieur le Premier Adjoint. Monsieur GUEDJ, vous venez d'arriver et je vous souhaite par conséquent, comme le veut la tradition républicaine, la bienvenue dans cette assemblée. Je me présente, je suis Chantal CRESPY, conseillère municipale déléguée à la lutte contre les violences intrafamiliales. Eh oui, à Caluire et Cuire, nous ne vous avons pas attendu pour porter une attention particulière à la condition féminine et mettre en œuvre des actions telles que la Journée de lutte contre les violences intrafamiliales, dont la 8ème édition a eu lieu fin novembre, et des partenariats, à l'instar de celui que nous entretenons avec le CDG69, dont vous avez parlé tout à l'heure, objet de la présente délibération, ou encore avec le Centre d'information des femmes et des familles, que nous conventionnons d'ailleurs. Nous leur versons une subvention et nous venons d'ouvrir il y a un mois une permanence au CCAS. Je ne m'étendrai pas davantage sur tout ce que la Ville fait en la matière, la soirée étant déjà bien avancée.
En revanche, permettez-moi de m'étonner un instant de la façon bien singulière, oserais-je le dire, dont votre groupe s'approprie la lutte contre le patriarcat. Savez-vous, Monsieur GUEDJ, combien de femmes de votre groupe ont dû démissionner pour que vous puissiez siéger ? Une ? Non. Pas deux, pas trois, non. Ce sont quatre femmes qui ont dû

abandonner leur place de conseillère municipale au sein du groupe Urgence Écologique et Solidarité à Caluire et Cuire pour que vous puissiez y accéder. C'est une belle illustration du sens que vous donnez à la parité, puisque désormais votre groupe de cinq élus d'opposition écologiste compte quatre hommes pour une femme. J'irai même plus loin : ce sont cinq hommes pour une seule femme au sein de votre opposition NUPES, Nouveau Front Populaire. Alors je peux entendre toutes les leçons de féminisme – enfin, de féminisme… – de la part de Sandrine ROUSSEAU, célèbre députée Europe Écologie - Les Verts, mais lutter contre le patriarcat, c'est aussi veiller ici et ailleurs à ce que les femmes ne soient pas invisibilisées. Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

M. TOLLET : Merci, Chantal.
Je mets le rapport 2024-096 relatif à la médecine préventive… S'il vous plaît, vous n'avez pas à répondre. Je mets aux voix le rapport 2024-096 relatif à la médecine préventive. Qui est pour ? Contre ? Abstention ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_096
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Sur le 2024-097 relatif à la médecine statutaire, qui est pour ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_097
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Sur le 2024-098 relatif à la mission d'inspection, qui est pour ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_098
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Et sur le 2024-099, relatif au dispositif de signalement, qui est pour ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_099
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_100 PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE, EMPLOYEUR, AUX GARANTIES RISQUE PRÉVOYANCE ET MAINTIEN DE SALAIRE SOUSCRITES PAR LES AGENTS MUNICIPAUX

***M. TOLLET** :*

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) recouvre deux principaux risques : le « risque santé » ou « mutuelle santé », qui concerne l'intégrité physique de l'agent, et le « risque prévoyance » ou « maintien de salaire », en cas d'incapacité de travail. Ce dispositif s'applique à l'ensemble des agents, qu'ils soient titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public ou privé.

La PSC permet à l'agent de bénéficier d'une participation de son employeur pour couvrir ces risques, contribuant ainsi à réduire la précarité et à renforcer la sécurité sociale des agents publics.

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la fonction publique territoriale, introduite par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, fait de la couverture des risques «prévoyance» et «santé» une priorité pour les employeurs publics territoriaux. Cette réforme impose une obligation de participation financière des employeurs publics, avec des échéances spécifiques :

- À compter du 1er janvier 2025 pour le risque prévoyance,
- À compter du 1er janvier 2026 pour la couverture des frais de santé.

Selon les dispositions du décret du 20 avril 2022, les montants de participation minimum sont les suivants :

- ***Prévoyance** : la participation ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 € ;*
- ***Santé** : la participation doit être d'au moins 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit 15 €.*

Un accord collectif national, signé le 11 juillet 2023 par une majorité des représentants des employeurs territoriaux et six organisations syndicales, a défini les modalités suivantes :

- *Pour la **santé**, participation basée sur un contrat collectif ou un contrat individuel labellisé ;*
- *Pour la **prévoyance**, participation obligatoire via un contrat collectif couvrant le maintien de salaire (perte de rémunération en cas d'arrêt maladie) et l'invalidité (avec le versement d'une rente à compter de la reconnaissance en invalidité).*

Bien que cet accord préconisait un contrat collectif à adhésion obligatoire, il n'a pas encore été transcrit juridiquement dans le délai imparti. En conséquence, les modalités de mise en œuvre restent, à ce jour, à la discrétion de chaque employeur public.
De ce fait, les collectivités territoriales peuvent choisir d'apporter leur participation à des contrats dits « labellisés » souscrits par leurs agents.

C'est le choix de la Ville de Caluire et Cuire pour l'année 2025.
Il s'agit donc, sur présentation d'une preuve de la souscription à un contrat labellisé, d'octroyer aux agents municipaux une aide mensuelle de 7 €.
Dans ce cadre, l'avis du Comité Social Territorial a été recueilli le 8 novembre 2024.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- DE RETENIR la procédure dite de labellisation ;

- D'APPROUVER la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire, employeur, à compter du 1er janvier 2025, à la garantie risque prévoyance et maintien de salaire souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents de la manière suivante : montant mensuel de 7€ par agent ;

- D'APPROUVER la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire aux seules garanties labellisées, comme le prévoit la réglementation, sur présentation d'une attestation d'adhésion de l'agent, étant précisé que la participation est versée directement à l'agent ;

- D'INSCRIRE les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. TOLLET : Le rapport suivant porte sur la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire, employeur, aux garanties risques, prévoyance et maintien de salaire souscrites par les agents municipaux. La protection sociale complémentaire couvre deux risques : la santé et la prévoyance, c'est-à-dire le maintien de salaire en cas d'arrêt de travail. La réforme de la PSC impose une participation financière des employeurs dès 2025 pour la prévoyance. La Ville a opté pour une participation à des contrats labellisés, souscrits individuellement par les agents. Elle versera une aide mensuelle de 7 euros à chaque agent ayant souscrit un contrat labellisé de prévoyance sur preuve d'adhésion.

Il n'y a pas de demande d'intervention, je mets donc ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_101 CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE COMITÉ SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL _ RENOUVELLEMENT

M. TOLLET *:*

L'association «Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire» a pour objet d'instituer en faveur des agents en activité et en retraite, toutes les formes d'aides opportunes pour des activités culturelles, sportives ou aides financières. Elle vise aussi à gérer les différentes actions socioculturelles et événementielles en faveur du personnel adhérent.

Il convient de renouveler, pour une durée d'un an renouvelable tacitement trois fois, la convention de mise à disposition de locaux et de matériels entre la Ville et le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire.

La Ville s'engage ainsi à mettre à la disposition de l'Association, les biens dont la désignation suit :
- un local situé dans les locaux de l'Hôtel de Ville – Place du Docteur Frédéric Dugoujon – au 2ème étage – aile sud, d'une surface de 41,50 m², dont le plan fait l'objet de l'annexe n° 1,
- du matériel adapté à la réalisation des missions du COS.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de locaux et de matériel entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité socio-culturel du personnel municipal, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE

COMITE SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL DE CALUIRE ET CUIRE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIEL 2025-2028

CONCLUE ENTRE :

La Ville de CALUIRE ET CUIRE, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COCHET, dûment habilité par délibération N° 2024- du Conseil Municipal du 16 décembre 2024, ci-après dénommée la « **Ville** », d'une part,

et

l'Association dénommée COMITE SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL DE CALUIRE ET CUIRE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Hôtel de Ville de Caluire et Cuire - Place du Docteur Frédéric Dugoujon, N° SIRET : 494 953 870, Code APE : 9499Z, représentée par son Président en exercice d'autre part, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du xx/yy/zz, ci-après dénommée l'« **Association** »,

Etant préalablement exposé que :

Afin d'accompagner le mouvement associatif et de contribuer au développement et à la pérennité des activités associatives et des structures elles-mêmes, la Ville souhaite :

- assurer aux associations dont les actions présentent un intérêt public reconnu de tous au plan local, un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,

- impliquer les associations dans la réalisation d'actions en faveur du personnel,

La Ville et l'Association ont ainsi conclu entre elles un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Ce contrat fixe le cadre général du partenariat entre la Ville et l'Association.

La Ville, afin de réaliser ces objectifs d'accompagnement, met à la disposition de certaines associations des locaux pour leurs activités.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit les engagements réciproques des parties dans le cadre de la mise à disposition de locaux par la Ville.

Il est précisé que, conformément à son objet social, l'Association développe à la signature des présentes les activités suivantes :

- instituer, d'une façon générale, en faveur des agents de la commune et du Centre Communal d'Action Sociale en activité et en retraite, toutes les formes d'aide jugées opportunes : financière, matérielle, culturelle et sportive,
- gérer les différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent au Comité.

Il est rappelé entre les parties que la présente mise à disposition relève d'un droit d'occupation temporaire, précaire et révocable. La présente convention étant conclue *intuitu personae*, l'Association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de 1 année à compter du 1er janvier 2025 et renouvelable tacitement trois fois.

ARTICLE 3 : CADRE DE LA MISE A DISPOSITION

La Ville, propriétaire, s'engage à mettre à la disposition de l'Association qui accepte, les biens dont la désignation suit :

- un local situé dans les locaux de l'Hôtel de Ville – Place du Docteur Frédéric Dugoujon – au 2ème étage – aile sud, d'une surface de 41,50 m², dont le plan fait l'objet de l'annexe n° 1,
- du matériel, faisant l'objet de l'annexe n° 2.

La Ville se réserve le droit d'utiliser éventuellement les locaux objets de la présente convention pour ses propres besoins, ou ceux d'autres associations.

La mise à disposition de l'Association est accordée à plein temps.

ARTICLE 3-1 : CONDITIONS GENERALES DE MISE A DISPOSITION

Un descriptif des biens mis à disposition, assorti si nécessaire d'un inventaire mobilier, demeurera annexé à la convention.

La mise à disposition visée au présent article est soumise aux conditions suivantes que l'Association et la Ville s'engagent à respecter et exécuter.

A/ OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

1 – L'Association prendra les biens mis à sa disposition en leur état actuel et en jouira suivant leur destination, l'association déclarant les bien connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux contradictoire est ainsi dressé et annexé aux présentes (annexe 3).

2 – L'Association devra assurer une gestion raisonnée des biens mis à sa disposition, et les rendre en bon état.
L'Association ne pourra faire ni laisser rien faire qui puisse les détériorer et devra, sous peine d'être tenue personnellement responsable, avertir la Ville, sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée.

3 – Les risques encourus par l'Association du fait de son activité et de l'utilisation des locaux seront convenablement assurés par elle. L'association souscrira toutes polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité.
Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Ville ne puisse en aucun cas être inquiétée. Elle devra justifier à chaque demande de la Ville de l'existence de telles polices d'assurances et du règlement des primes correspondantes.

4 – L'Association fournira à la Ville un calendrier prévisionnel de ses activités.

B/ OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à assurer la maintenance du local.

ARTICLE 3-2 : REDEVANCE ET CHARGES

La mise à disposition des locaux et matériels est consentie à titre gracieux.
Les frais liés au nettoyage, à la fourniture d'électricité, d'eau, de gaz et de chauffage ainsi que les frais liés aux communications téléphoniques et connexions Internet seront pris en charge par la Ville.

ARTICLE 3-3 : VALORISATION DE L'AIDE DE LA VILLE

La mise à disposition de locaux et/ou de matériel, sera quantifiée et valorisée afin de mieux apprécier le niveau de soutien exercé par la Ville. En cas de demande par l'Association d'une contribution financière, cette mise à disposition sera prise en compte. La valorisation sera révisée annuellement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS COMPTABLES

L'Association atteste être en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à valoriser le soutien de la Ville sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle.

ARTICLE 6 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Ville se réserve le droit de résilier, à tout moment, la présente convention si les locaux doivent être affectés à une autre utilisation pour des motifs d'intérêt général.

La résiliation de la présente convention sera de plein droit dans l'hypothèse d'une dissolution ou d'une liquidation judiciaire de l'Association.

ARTICLE 7 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 8 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige relatif à la présente convention, notamment sa validité, son interprétation ou son exécution, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.
En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de LYON.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile, pour l'association en son siège, et pour la Ville à l'Hôtel de Ville, place du Docteur Dugoujon à 69300 Caluire et Cuire.
En cas de changement de domiciliation de l'Association, et faute pour elle de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, toute notification ayant trait à l'exécution de la présente convention sera valablement effectuée au domicile visé à l'alinéa précédent.

ARTICLE 10 : DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

Seront annexés à la convention :

ANNEXE 1 : Plan des locaux
ANNEXE 2 : Descriptif des biens mis à disposition

Fait à Caluire et Cuire, le

_____	_____
M. François CRETINON	M. Philippe COCHET
Président de l'Association	Maire

N° D2024_102 CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE COMITÉ SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL _ RENOUVELLEMENT

M. TOLLET *:*

Le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire est une association qui a pour objet d'instituer en faveur des agents en activité et en retraite, toutes les formes d'aides suivantes : culturelle, sportive et financière. Elle vise aussi à gérer les différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent. Pour permettre à l'association d'être au plus près des agents, de leur offrir la plus grande disponibilité et de mener à bien les objectifs définis dans le contrat pluriannuel, le Conseil Municipal, par délibération n°2020_145 en date du 15 décembre 2020, a approuvé les termes de la convention de mise à disposition de personnel pour les années 2021-2024. Il est proposé de renouveler cette convention pour l'année 2025, renouvelable trois fois.

A ce titre, la Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association un agent (adjoint administratif territorial principal de 1ère classe) à temps complet.
L'agent est affecté, pour l'exercice de ses missions, dans les locaux du siège social de l'Association, sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association. Les conditions de travail de l'agent sont définies par l'Association.
L'agent est mis à disposition en vue d'exercer les missions suivantes :

- *accueil des agents municipaux lors des permanences du Comité (réception et traitement des dossiers de demande d'allocation, renseignements divers, vente de billets, activités culturelles…)*
- *accueil téléphonique des agents et des différents fournisseurs,*
- *gestion des adhésions,*
- *suivi des prêts,*
- *gestion de l'assurance garantie « obsèques »,*
- *mise en place de partenariat avec les organismes de vacances,*
- *organisation des réunions du Bureau,*
- *exécution des décisions prises en Conseil d'Administration,*
- *préparation des commandes et règlement des factures,*
- *suivi bancaire et comptable,*
- *élaboration et suivi de tableaux de bord,*
- *préparation du spectacle de fin d'année.*

La Ville continuera par ailleurs à gérer la situation administrative de l'agent concerné (carrière/paye).
Il convient ainsi de renouveler, pour un an renouvelable trois fois, la convention de mise à disposition de personnel au bénéfice du Comité socio-culturel du personnel municipal.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de personnel auprès du Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire pour l'année 2025, renouvelable trois fois, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer ;

- DE DIRE que cette mise à disposition sera remboursée par l'association sur le budget Ressources humaines en recettes sur le chapitre 70 fonction 70848 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

VILLE DE CALUIRE ET CUIRE

COMITE SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL DE CALUIRE ET CUIRE

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL 2025-2028

CONCLUE ENTRE :

La Ville de CALUIRE ET CUIRE, représentée par son Maire, Monsieur Philippe COCHET, dûment habilité, à la signature des présentes, par délibération du Conseil Municipal n° 2024- en date du 16 décembre 2024, ci après dénommée la « **Ville** », d'une part,

et

l'Association dénommée COMITE SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL DE CALUIRE ET CUIRE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Hôtel de Ville de Caluire et Cuire - Place du Docteur Frédéric Dugoujon, N° SIRET : 494 953 870, Code APE : 9499Z, représentée par son Président en exercice, Monsieur François CRETINON d'autre part, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration en date du xx/yy/zzzz, ci-après dénommée l' « **Association** »,

Étant préalablement exposé que :

Le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les personnes des solidarités plus fortes.

Des structures associatives dynamiques constituent les rouages privilégiés du lien social et l'action du Comité socio-culturel du personnel de la Ville de Caluire et Cuire est à cet égard exemplaire. En effet, le Comité socio-culturel propose aux agents de la Ville de nombreuses prestations favorables à leur bien-être et leur épanouissement par le sport et la culture. Mais il accompagne également les agents confrontés à des événements familiaux ou à des difficultés financières ou sociales.

Afin d'accompagner le mouvement associatif et de contribuer au développement et à la pérennité des activités associatives et des structures elles-mêmes, la Ville souhaite :

- assurer aux associations un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,
- impliquer les associations dans la réalisation d'actions en faveur du personnel.

La Ville et l'Association ont ainsi conclu entre elles un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens. Ce contrat fixe le cadre général du partenariat entre la Ville et l'Association.

La Ville, afin de réaliser ces objectifs d'accompagnement, met à la disposition de certains organismes du personnel et ce conformément aux dispositions de l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée.

En application des dispositions de la Loi 2007-148 du 2 février 2007 et du décret 2008-580 du 18 juin 2008, et conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 Mars 2009,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit, conformément aux articles L512 et suivants du code général de la fonction publique et au décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié pris pour son application, les engagements réciproques de la Ville et de l'Association dans le cadre de la mise à disposition, par la Ville, d'un fonctionnaire territorial titulaire du grade d'adjoint administratif territorial principal de 1ère classe.

Il est précisé que, conformément à son objet statutaire, l'Association développe, à la signature des présentes, les activités suivantes :

- instituer, d'une façon générale, en faveur des agents de la commune et du Centre Communal d'Action Sociale en activité et en retraite, toutes les formes d'aide jugées opportunes : financière, matérielle, culturelle et sportive,

- gérer les différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent au Comité.

A cet effet, et conformément aux dispositions applicables en matière de mise à disposition, la Ville met à disposition de l'Association Madame Gisèle CUSATO, adjoint administratif territorial principal de 1ère classe, qui l'accepte.

***ARTICLE 2* : DURÉE**

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2025.

***ARTICLE 3* : NATURE DES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LA FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION**

Madame Gisèle CUSATO, adjoint administratif territorial principal de 1ère classe, est mis à disposition en vue d'exercer les missions suivantes :

- Accueil des agents municipaux lors des permanences du Comité (réception et traitement des dossiers de demande d'allocation, renseignements divers, vente de billets activités culturelles…)
- Accueil téléphonique des agents et des différents fournisseurs,
- Gestion des adhésions,
- Suivi des prêts,
- Gestion de l'assurance garantie « obsèques »,
- Mise en place de partenariat avec les organismes de vacances,
- Organisation des réunions de bureau,
- Exécution des décisions prises en Conseil d'Administration,
- Préparation des commandes et règlement des factures,
- Suivi bancaire et comptable,
- Élaboration et suivi de tableaux de bord
- Préparation des animations annuelles.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI

Madame Gisèle CUSATO, adjoint administratif territorial principal de 1ère classe, est mise à disposition de l'Association à temps complet. Les conditions de travail de l'agent sont définies par l'Association.

Madame Gisèle CUSATO est affectée, pour l'exercice de ses missions, dans les locaux du siège social de l'Association, sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association.

La Ville continuera à gérer la situation administrative de Madame Gisèle CUSATO, (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés maladie…).

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ÉVALUATION DE L'AGENT

Le Président de l'Association établit et transmet à la Direction Générale des Services de la Ville un rapport sur la manière de servir de l'agent au titre de l'année précédente.

La transmission de ce rapport à la Ville sera précédée :

- d'un entretien individuel à intervenir entre le Président de l'Association et l'agent ;
- d'une communication dudit rapport à l'agent afin que celui-ci soit mis à même de formuler ses observations.

En cas de faute disciplinaire de l'agent, le Président de l'Association transmettra à la Ville, dans les meilleurs délais, sous-couvert de la Direction Générale des Services, un rapport relatant les faits constatés.

ARTICLE 6 : REMUNERATION DE LA FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION

La Ville verse à Madame Gisèle CUSATO la rémunération correspondant à son grade (émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, indemnités et primes liées à l'emploi).

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DE LA MISE A DISPOSITION PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL

La totalité du montant de la rémunération servie à l'agent, les charges sociales, cotisations et contributions supportées par la Ville, feront l'objet d'un remboursement mensuel par l'Association.

ARTICLE 8 : FIN DE LA CONVENTION

La mise à disposition de l'agent pourra prendre fin avant son terme normal, soit à la demande de la Ville, soit à la demande de l'Association, soit enfin sur demande de l'agent.

Hors le cas de faute disciplinaire de l'agent, toute résiliation de la présente convention ne pourra intervenir que moyennant le respect d'un préavis de trois mois minimum.

ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige relatif à la présente convention, notamment sa validité, son interprétation ou son exécution, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 10 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile, pour l'association en son siège, et pour la Ville à l'Hôtel de Ville, place du Docteur Dugoujon à 69300 Caluire et Cuire.

En cas de changement de domiciliation de l'Association, et faute pour elle de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, toute notification ayant trait à l'exécution du présent contrat sera valablement effectuée au domicile visé à l'alinéa précédent.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Conformément à la réglementation en vigueur, toute modification de l'un des éléments constitutifs de la présente convention ne pourra résulter que d'un avenant à la présente convention.

Fait à Caluire et Cuire, le

_____	_____
M. François CRETINON	M. Philippe COCHET
Président de l'Association	Maire

M. TOLLET : Les rapports 101 et 102 portent sur deux conventions : une de mise à disposition de locaux entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité Socioculturel du Personnel Municipal, et une de mise à disposition de personnel entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité Socioculturel du Personnel. C'est un renouvellement pour ces deux conventions. Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je mets le rapport le 2024-101 aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_101
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

Qui est pour le 2024-102, relatif au personnel ? Je vous remercie.

RAPPORT 2024_102
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_103 RÉVISION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE

***M. TOLLET** :*

La révision du régime indemnitaire de la police municipale s'inscrit dans une réforme majeure qui a été mise en place suite à des négociations entre le gouvernement et les syndicats. Cette réforme, matérialisée par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024, vise à réorganiser les conditions et modalités de versement du régime indemnitaire pour les fonctionnaires de police municipale. Elle introduit plusieurs mesures significatives, dont l'extension de l'indemnité spéciale de fonction aux agents de police, ce qui permettra une revalorisation de leur rémunération.

Le nouveau dispositif inclut une part fixe et une part variable, avec des plafonds clairement définis pour chaque cadre d'emploi, favorisant ainsi une simplification et une harmonisation des pratiques au sein de la filière. Par ailleurs, la réforme garantit un dispositif de sauvegarde pour assurer le maintien du montant indemnitaire mensuel des agents lors de la transition vers ce nouveau régime. En parallèle, les décrets précédents régissant le régime indemnitaire seront abrogés à compter du 1er janvier 2025.

La révision du régime indemnitaire des policiers municipaux caluirards s'avère donc cruciale pour répondre aux enjeux de compétitivité et d'attractivité des emplois au sein des polices municipales, tout en garantissant une reconnaissance adéquate du travail des agents sur le terrain.

Les dispositions du nouveau régime indemnitaire des agents de police municipale à Caluire et Cuire s'établissent donc comme suit :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L 714-13,
Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des gardes champêtres,
Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,
Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 8 novembre 2024
Considérant que les agents appartenant à la filière police municipale sont exclus du champ d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),
Considérant que les textes applicables aux agents de police municipale sont des textes spécifiques,

Considérant que suite à la publication du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale est institué en remplacement de l'existant. Ce nouveau régime repose ainsi sur une nouvelle prime dénommée indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.
Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés,
Considérant que le Conseil municipal entend mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

Article 1 – Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité et relevant des cadres d'emplois de :

- *Directeur de police municipale*
- *Chef de service de police municipale*
- *Agent de police municipale*

Article 2 – Instauration de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel dans la limite des taux suivants :

Cadre d'emplois	*Taux maximum individuel* *En pourcentage du montant du traitement soumis à retenue pour pension*
Agents de police municipale	*30 %*
Chef de service de police municipale	*32 %*
Directeur de police municipale	*33 %*

Les montants moyens retenus par l'assemblée sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

Article 3 – Instauration de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont appréciés au regard des critères suivants :
- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- les compétences professionnelles et techniques ;
- les qualités relationnelles ;
- la capacité d'encadrement, d'expertise, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien professionnel en tenant compte des observations spécifiées sur le compte rendu d'entretien professionnel.
La présente délibération détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

Cadre d'emplois	*Montant annuel individuel maximum en Euros*
Agents de police municipale	*5 000 €*
Chef de service de police municipale	*7 000 €*

Directeur de police municipale	*9 500 €*

Le montant de la part variable sera versé mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant, et complété par un versement annuel pour le solde restant.
Les montants seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Article 4 – Conditions de maintien et/ou suspension applicables à l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Concernant les indisponibilités physiques, et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sera maintenue dans les mêmes conditions que le traitement durant les congés suivants :
- congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants) ,
- congés annuels (plein traitement) ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement),
- congés d'invalidité temporaire imputable au service (CITIS) (plein traitement) ;
- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement) ;
- temps partiel thérapeutique.
En revanche, les primes et indemnités instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait.

Article 5 – Conditions de cumul

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.
L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement a donc vocation à remplacer l'indemnité spéciale mensuelle de fonction ainsi que l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).
Par contre, elle est cumulable avec :

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002,
- les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail définis par les décrets n°2000-815 du 25 août 2000 et n°2001-623 du 12 juillet 2001.

Article 6 – Clause de revalorisation

Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 7 – Date d'effet

Le nouveau régime indemnitaire des policiers municipaux entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Article 8 – Dispositions relatives au régime indemnitaire existant

A compter du 1er janvier 2025 les délibérations portant instauration d'une indemnité spéciale mensuelle de fonction et d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT) pour les agents relevant du cadre d'emplois de la police municipale est ou sont abrogées.
De plus, lors de l'application de l'ISFE, si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage.

Article 9 – Crédits budgétaires

L'attribution de l'indemnité susvisée fera l'objet d'un arrêté individuel pour la part fixe et d'un arrêté individuel pour la part variable dans le respect des conditions fixées dans la présente délibération.
Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- D'INSTITUER le régime indemnitaire des agents appartenant à la filière police municipale dans les conditions énoncées ci-dessus ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à fixer par arrêté individuel le montant versé individuellement aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;

- D'ABROGER les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire des agents appartenant à la filière police municipale ;

- D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget pour une mise en application au 1er janvier 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

M. TOLLET : Une réforme introduite cette année réorganise le régime indemnitaire des policiers municipaux avec la mise en place d'une nouvelle indemnité spéciale de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable. L'objectif est de revaloriser la rémunération, mais aussi de simplifier et d'harmoniser les pratiques. Il s'agit aussi de garantir une transition avec maintien des acquis antérieurs pour tous les agents titulaires, stagiaires, à temps complet, non complet ou partiel, des cadres d'emplois suivants : agents, chefs de service et directeurs de la police municipale. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la révision du régime indemnitaire de notre police municipale à compter du 1er janvier 2025.
Monsieur MATTEUCCI, vous avez une demande d'intervention.

M. MATTEUCCI : Je serai bref pour ne pas dépasser l'heure. Cette révision du régime indemnitaire de la police municipale était quelque chose d'attendu et d'important, qui reconnaît la qualité de nos agents publics qui assurent la tranquillité publique. Le choix que l'on a fait est à peu près comparable à l'ensemble des autres communes de notre Métropole, et plus proche dans la partition de la Ville de Lyon – pour une fois, on colle à la Ville de Lyon – avec une petite variation sur la part variable. J'ai une question, parce que c'est libellé ainsi, mais c'est sans doute dans le cadre de la réforme. En l'occurrence, la part variable est définie par les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs. La question porte sur les objectifs. Les objectifs qui définiront la part variable sont-ils des objectifs de réalisation d'interventions, de mise en fourrière de la voiture de la femme de M. ATTAR BAYROU ? La question est là par rapport à la part variable. Vous savez qu'il y a la part fixe, qui est statutaire. C'est sur la part variable et comment elle se joue. Serait-il possible d'avoir quelques éléments de réponse à ce sujet, si ce n'est pas ce soir, plus tard, pour pouvoir se rendre compte des conditions et des critères d'attribution de la part variable qui, je tiens à le dire, est une part conséquente si l'on regarde par rapport à l'ensemble des autres polices municipales que j'ai pu recenser sur la Métropole, qui vont de Villeurbanne à Lyon ? Merci.

M. TOLLET : À la Ville de Caluire, nous avons plutôt l'habitude de laisser un peu d'autonomie à nos agents et c'est le chef de service qui décidera des objectifs qu'il allouera aux différents agents pour cette fameuse part variable. À ce propos, je souhaitais remercier les services, la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines sur la gestion de ce dossier, puisqu'elle a été menée de main de maître. Quasiment personne ne perd en salaire avec ce nouveau régime indemnitaire, ce qui n'est pas le cas dans les autres villes, puisque vous avez pu constater que, que ce soit à Lyon ou à

Villeurbanne, etc., les policiers municipaux sont en grève, parce que cela a mal été anticipé. Chez nous, personne ne perd en salaire.
Je mets ce rapport aux voix… Excusez-moi.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, je voudrais répondre à notre collègue, qui s'inquiétait de la moralité de mon épouse.

M. TOLLET : Faites votre intervention.

M. ATTAR BAYROU : Monsieur le Premier Adjoint, chers collègues, je profite de ce rapport pour réitérer ma confiance et notre confiance en notre police municipale, les soutenir dans l'exercice de leur mission, qui est de plus en plus compliquée. Il leur est demandé de plus en plus de remplir des obligations de police nationale sans pour autant en avoir l'entière capacité. Je voudrais donc les féliciter pour leur implication et associer à ce soutien tout le personnel municipal qui, malgré des temps difficiles pour notre Ville, a l'entièreté du soutien du groupe *Caluire au Cœur*. Tous ensemble, nous devons être unis dans le même objectif, celui de faire de notre Ville un espace paisible, serein, où il est bon de vivre et en toute tranquillité. Nous élèverons nos enfants et veillerons sur nos aînés, tout en construisant notre vie. Ai-je été assez court, Monsieur le Premier Adjoint ?

M. TOLLET : Merci, Monsieur ATTAR BAYROU. En effet, vous avez raison, il faut les remercier pour tout le travail qu'ils font. Entre autres, simplement, sur l'incendie d'il y a quinze jours, ils ont passé beaucoup de temps sur le terrain à aider la Croix-Rouge et tous ceux qui sont intervenus. De même, sur l'efficacité de notre police municipale, je crois qu'il y a quelques jours, nous avons pu faire une grosse intervention sur les Bruyères, qui a permis de régler quelques soucis que nous pouvions avoir, entre autres, de drogue sur ce secteur. Je dis merci à la police municipale pour tout son engagement.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

N° D2024_104 MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

***M. TOLLET** :*

Par délibération n°2024_047 en date du 8 avril 2024, le Conseil municipal a modifié ses effectifs permanents et non permanents.

1/ TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

Afin de prendre en compte les divers mouvements du personnel et les évolutions en lien avec les besoins des services, il est proposé de mettre à jour le tableau des effectifs permanents en fonction des éléments suivants :
Plusieurs agents nommés sur des emplois spécifiques vont partir en retraite prochainement. Dans un souci d'harmonisation des statuts et des temps de travail et afin de permettre une évolution de carrière, il est proposé de supprimer ces emplois spécifiques. Le remplacement de ces agents se fera dans le cadre d'un recrutement statutaire.
Ces modifications ont fait l'objet d'un avis favorable lors du Comité social territorial du 8 novembre 2024.
Le tableau des effectifs permanents est ainsi modifié.

2/ TABLEAU DES EFFECTIFS NON PERMANENTS

Le tableau des effectifs non permanents n'est pas modifié.

Il est demandé au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les modifications ci-dessus mentionnées apportées au tableau des effectifs permanents tel qu'annexé à la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits ouverts au chapitre 012 du budget de l'année en cours ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

Tableau des effectifs des agents permanents

CADRES D'EMPLOIS	CATE-GORIES	POSTES DELIBERES			POSTES POURVUS au 1er octobre								
									Effectifs agents non-titulaires				
		Postes délibérés au 8-4-24	Dont nombre de postes à temps non complet	Postes délibérés au 01/01/2025	Effectifs pourvus total au 1-10-2024	ETP total	Effectifs agents titulaires	Titulaires ETP	Nombre agents non-titulaires	Non-titulaires ETP	Dont contrat Art L332-14	Dont contrat Art 332-8-2°	Dont contrat CDI
EMPLOIS FONCTIONNELS		***4***		***4***	***4***	***4***	***4***	***4***					
Directeur général des services		*1*		*1*	*1*	*1*	*1*	*1*					
Directeurs généraux adjoints des services		*2*		*2*	*2*	*2*	*2*	*2*					
Directeur général adjoint des services techniques		*1*		*1*	*1*	*1*	*1*	*1*					
FILIERE ADMINISTRATIVE		**154**	**2**	**152**	**127**	**124,36**	**104**	**101,86**	**23**	**22,5**	**14**	**8**	**1**
Administrateurs	A	4		4	2	2	2	2	0	0			
Attachés/Directeurs	A	38		37	34	33,3	26	25,4	8	7,9	4	4	
Rédacteurs	B	14		14	12	11,9	8	7,9	4	4	0	4	
Adjoints administratifs	C	97	1	97	78	76,56	68	66,56	10	10	10		
Comptable	C	1	1	0	1	0,6	0	0	1	0,6			1
FILIERE TECHNIQUE		**279**	**25**	**280**	**247**	**241,94**	**205**	**201,04**	**42**	**40,9**	**38**	**2**	**2**
Ingénieurs en chef	A	2		2	1	1	1	1	0	0			
Ingénieurs territoriaux	A	11		12	10	10	6	6	4	4	3	1	
Techniciens territoriaux	B	21		21	13	13	7	7	6	6	4	1	1
Agents de maîtrise	C	32		32	26	26	26	26	0	0			
Adjoints techniques	C	213	25	213	197	191,94	165	161,04	32	30,9	31		1
FILIERE MEDICO-SOCIALE		**140**	**7**	**136**	**109**	**103,94**	**77**	**74,2**	**32**	**29,74**	**24**	**2**	**6**
Biologistes, Vétérinaires	A	1		1	1	1	1	1	0	0			
Psychologues territoriaux	A	2	2	2	2	0,84	0	0	2	0,84	2		0
Conseillers socio-éducatifs	A	2		2	1	1	1	1	0	0			
Cadres de santé	A	1		0	0	0	0	0	0	0			
Puéricultrices territoriaux	A	4		4	3	2,8	2	2	1	0,8			1
Infirmières en soins généraux	A	3		3	2	1,8	1	1	1	0,8			1
Éducateurs de jeunes enfants	A	20	2	20	18	17,4	13	12,4	5	5	5		
Pédicures-pod,ergothérapeutes,psyc	A	3		3	3	3	1	1	2	2		2	
Infirmières	B	1		1	1	1	1	1	0	0			
Auxiliaires de puériculture	B	47	2	47	38	35,4	28	26,1	10	9,3	8		2
Assistant socio-éducatif	B	0	1	1									
Auxiliaires de crèche	C	4		0	2	2	0	0	2	2			2
ATSEM	C	52		52	38	37,7	29	28,7	9	9	9		
FILIERE SPORTIVE		**15**	**0**	**15**	**14**	**12,4**	**6**	**5,6**	**8**	**6,8**	**8**	**0**	**0**
Conseillers APS	A	1		1	1	0,6	1	0,6	0	0			
Educateurs des APS	B	14		14	13	11,8	5	5	8	6,8	8		
FILIERE ANIMATION		**32**	**1**	**33**	**24**	**23,04**	**11**	**10,9**	**13**	**12,14**	**6**	**5**	**2**
Animateurs	B	16		17	16	15,8	8	7,9	8	7,9	3	5	
Adjoints d'animation	C	16	1	16	8	7,24	3	3	5	4,24	3		2
FILIERE CULTURELLE		**30**	**0**	**29**	**24**	**22,4**	**23**	**21,4**	**1**	**1**	**0**	**1**	**0**
Conservateurs	A	2		2	1	1	1	1	0	0			
Attaché conservation du patrimoine	A	1		1	1	1			1	1		1	

CADRES D'EMPLOIS	CATE-GORIES	POSTES DELIBERES			POSTES POURVUS au 1er octobre								
									Effectifs agents non-titulaires				
		Postes délibérés au 8-4-24	Dont nombre de postes à temps non complet	Postes délibérés au 01/01/2025	Effectifs pourvus total au 1-10-2024	ETP total	Effectifs agents titulaires	Titulaires ETP	Nombre agents non-titulaires	Non-titulaires ETP	Dont contrat Art L332-14	Dont contrat Art 332-8-2°	Dont contrat CDI
Bibliothécaires	A	2		2	2	2	2	2	0	0			
Assistants de conservation	B	10		10	8	7,4	8	7,4	0	0			
Assistants d'enseignement artistique	B	1		1	1	1	1	1	0	0			
Adjoints du patrimoine	C	13		13	11	10	11	10	0	0			
Moniteurs d'enseignement artistique	C	1		0	0	0	0	0	0	0			
POLICE MUNICIPALE		**28**	**0**	**28**	**21**	**21**	**21**	**21**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Directeur de Police Municipale	A	1		1	1	1	1	1	0	0			
Chefs de service de Police municipa	B	3		3	2	2	2	2	0	0			
Agents de police municipale	C	24		24	18	18	18	18	0	0			
TOTAL POSTES PERMANENTS		**678**	**35**	**673**	**566**	**549,08**	**447**	**436**	**119**	**113,08**	**90**	**18**	**11**

M. TOLLET : Il s'agit de prendre en compte les départs en retraite et de supprimer certains emplois spécifiques pour harmoniser les statuts. Le Comité Social Territorial a émis un avis favorable à ce sujet le 8 novembre 2024.
Il y a une demande d'intervention de M. GILLARD.

M. GILLARD : Nous faisons intervenir aussi les femmes au Conseil municipal, ce qui n'est pas le cas pour tout le reste de l'Assemblée.

M. TOLLET : Allez-y.

Mme LE CARPENTIER : Je vais vous rassurer, Madame CRESPY, il n'y a pas de discrimination. Ce n'est absolument pas la raison pour laquelle il se trouve qu'il y a quatre hommes. C'est l'ordre de la liste. La première femme a démissionné, Séverine HÉMAIN, parce qu'elle veut se consacrer pleinement à son mandat à la Métropole. Par la suite, les autres personnes ne pouvaient pas assurer leur mandat. Je ne me sens pas du tout discriminée pour autant.

M. TOLLET : Merci pour votre intervention.

Mme LE CARPENTIER : Sur la mise à jour des tableaux des effectifs, nous avons remarqué qu'il y avait beaucoup de postes non pourvus dans le secteur de la petite enfance. Si nous comptons bien, ce sont 9 auxiliaires de puériculture, 2 auxiliaires de crèche et 14 agents territoriaux spécialisés dans les écoles maternelles, appelés ATSEM. Beaucoup de communes ont en effet des difficultés à recruter du personnel qualifié dans le secteur de la petite enfance, en particulier les ATSEM. Certaines de ces communes ont cherché à rendre plus attractifs ces postes et à les revaloriser par de la formation continue, par la reconnaissance de la pénibilité, en diminuant le temps annuel de travail, inférieur à 1 607 heures, un management plus déconcentré avec un référent périscolaire par école et aussi le recrutement en alternance dans le cadre du CAP Petite Enfance. Ce sont des petites idées que nous avons collectées. Nous voulions savoir quels sont les leviers mis en œuvre à Caluire pour rendre plus attractifs ces postes, qui sont non pourvus, mais qui sont utiles. S'ils ont été budgétés, c'est bien parce que nous en avons besoin. Merci.

M. TOLLET : Merci, Madame LE CARPENTIER.
Je rappelle simplement, sur l'ouverture des postes, que nous ouvrons plus de postes que de besoin. Sur le territoire de la Ville de Caluire et Cuire, il y a une ATSEM par classe, ce qui n'est pas le cas de toutes les communes. Nous avons des coordonateurs dans tous les groupes scolaires. Là aussi, ce n'est pas toujours le cas. Nous les motivons à aller se former. Beaucoup de VAE sont en cours quant à leur évolution de poste et un management de proximité se fait.
Je mets ce rapport aux voix. Qui est pour ? Je vous remercie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
PAR 42 VOIX POUR

QUESTIONS ORALES

M. TOLLET : Conformément à l'article L.2121-19 du CGCT et à l'article 9-2 de notre règlement intérieur, M. GILLARD a déposé quatre questions orales, auxquelles je vais répondre. Je ne vais pas les reprendre, parce que ce serait trop long.

Une concernait le PCAET de la Métropole. Vous êtes une fois de plus très mal informés par vos amis de la Métropole. La Ville de Caluire et Cuire était très largement représentée lors de la réunion du 25 novembre à Rillieux-la-Pape. Il y avait autant de représentants de Caluire et Cuire que de Rilliards et de représentants de Sathonay réunis. Il s'agissait d'une réunion d'information au cours de laquelle aucune décision n'a été prise. Il a été constaté que la Métropole avait une très mauvaise connaissance des actions portées par la Ville de Caluire et Cuire. Les personnes

présentes ont eu à cœur de rappeler que nous avions le label TENTE 3 étoiles, un plan d'action associé et des démarches participatives pour des projets relatifs à l'adaptation au changement climatique. Je prendrai simplement les exemples de la végétalisation des groupes scolaires de Montessuy, Ampère, Curie, etc.

Sur la deuxième question concernant les fresques du climat et les ateliers 2 tonnes. Pour les fresques du climat, 36 fresques depuis janvier 2024 pour les agents ont été animées par 11 « fresqueurs » internes. 4 fresques ont été animées par un prestataire. En tout, ce sont 333 agents qui ont fait la fresque à ce jour. Pour l'atelier 2 tonnes, 30 agents ont été formés, c'est en cours de déploiement.

Concernant le bilan carbone, je n'y reviendrai pas, puisqu'il vous a été présenté par M. JOINT lors de sa présentation sur la Ville Durable.

Concernant les terrains sportifs de Montessuy, le skatepark est fonctionnel et utilisé. Il a été validé en ce sens par l'association Roule Qui Peut. Des travaux ne sont donc pas envisagés. Le city-stade pourrait faire l'objet d'une remise en état, changement du sol sportif et remise en peinture des clôtures, en lien avec un chantier jeune et/ou d'insertion. Ce sont, Monsieur GILLARD, les réponses à vos différentes questions.

Je vous remercie pour votre participation. Je vous rappelle que le prochain Conseil municipal concernera l'élection de la municipalité. Compte tenu du fait que nous n'avons pas encore eu la notification de la préfecture, nous ne pouvons pas vous donner la date du prochain Conseil municipal, mais dès que nous aurons la possibilité de vous en informer, nous vous tiendrons au courant. Je vous remercie et je lève la séance.

La séance est levée à 22 h 06.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_069

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION RESSOURCES ET CITOYENNETÉ ET D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION VIVRE LA VILLE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_069-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Par délibération n°2020_116 en date du 15 décembre 2020 et conformément à l'article L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal a créé quatre commissions municipales permanentes dont les membres ont été renouvelés par délibération n°2024_004 en date du 4 mars 2024.

Conformément au règlement intérieur du Conseil Municipal, dans le souci du respect de la représentation proportionnelle et pour permettre l'expression pluraliste des élus, chaque conseiller municipal siège dans au moins une commission et chaque groupe d'élus issu des listes présentes au scrutin municipal a au moins un représentant dans chaque commission.

Madame Séverine Hémain a démissionné de ses fonctions de conseillère municipale le 5 juin 2024. Madame Sandra Richard, conseillère municipale suivante de la liste "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" a elle-même démissionné le 9 septembre 2024.
Madame Hémain était membre de la Commission Ressources et Citoyenneté. Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner un nouveau membre au sein de cette commission, issu du groupe « Urgence écologique et solidarités à Caluire ».
Par ailleurs, Monsieur Jérôme Trotignon a souhaité démissionner de ses fonctions de membre de la Commission Vivre la Ville. Il s'agit donc pour le Conseil Municipal de désigner également un nouveau membre au sein de cette commission, issu du groupe « Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire».

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT concernant le mode de désignation au sein des commissions municipales « si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales [...], les nominations prennent effet immédiatement [...] et il en est donné lecture par le maire ».

Monsieur Jérôme TROTIGNON est candidat unique du groupe "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" pour siéger au sein de la Commission Ressources et Citoyenneté.
Monsieur Nathan GUEDJ, nouveau conseiller municipal du groupe "Urgence écologique et solidarités à Caluire et Cuire" est candidat unique du groupe pour siéger au sein de la Commission Vivre la Ville.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- DE PRENDRE ACTE de la candidature unique de Monsieur Jérôme TROTIGNON pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Ressources et Citoyenneté, et de la candidature unique de Monsieur Nathan GUEDJ pour le siège à pourvoir au sein de la Commission Vivre la Ville ;
Le président de séance, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales déclarant que M. TROTIGNON est nommé membre de la Commission Ressources et Citoyenneté et M. GUEDJ est nommé membre de la Commission Vivre la Ville.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_070

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN CINÉMA À CALUIRE ET CUIRE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_070-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Jusqu'en 2021, la Ville disposait de 2 cinémas : Ciné Caluire, un cinéma mono-écran de 202 places, propriété de l'URFOL, situé dans le quartier du Vernay depuis 1971, et le Méliès, salle mono-écran de 267 places créée en 1937 dans le quartier de Vassieux, propriété de l'Association Caluire Paroisses (ACP) et exploité par l'association Cinéma Le Méliès depuis 1990. Trop coûteux en fonctionnement, Ciné Caluire a cessé définitivement son activité en 2020 avant d'être rasé début 2022 pour laisser place à un projet immobilier.

Dès lors, un projet ambitieux et complémentaire du Cinéma Le Méliès, porté par des professionnels, MM. Patrick BROUILLER (exploitant de plusieurs établissements et ancien président de l'Association Française des Cinémas d'Art et Essais, AFCAE) et Christian CARION (producteur, réalisateur et résident de Caluire et Cuire) a été présenté à la Municipalité dès Juillet 2022.

Ce projet, porté par la Société « Les Ecrans Associés » , représentée par M. Patrick BROUILLER et M. Christian CARION, et de Mmes Karen BROUILLER, exploitante, et Laure Irmann CARION, productrice, porte sur la construction et l'exploitation d'un cinéma nouvelle génération dans le quartier Montessuy.

Il représente actuellement un investissement estimé à 5,6 M €.

Il s'agit de créer un cinéma nouvelle génération avec 5 salles dont une dotée d'un concept architectural innovant (Oma), pouvant contenir 750 places, dans le quartier Montessuy, qui puisse répondre prioritairement aux besoins de l'ensemble de la population communale et offrir une alternative à celle des communes environnantes non équipées d'un cinéma.

Il s'agit d'une opération privée dont le compte d'exploitation prévisionnel présenté par le porteur prévoit un potentiel de 140 000 entrées annuelles au démarrage. Il est précisé que pour s'assurer de la viabilité du projet, la Ville a mené une étude d'opportunité qui a confirmé la fiabilité de cette projection.

En complément des financements privés amenés par la Société « Les Ecrans Associés » (prêts, fonds propres, ...), le plan de financement du projet prévoit :

- une subvention d'investissement d'un montant maximum de 1,5 M€ versés par la Région Auvergne-Rhône-Alpes au porteur de projet « Les Ecrans Associés » ;

- une subvention d'investissement d'un montant maximum de 1 M€ versés par la Ville de Caluire et Cuire au porteur de projet « Les Ecrans Associés ».

L'emplacement envisagé de ce projet est situé à l'intersection de la rue Paul Painlevé et de l'allée du Parc de la Jeunesse. La parcelle et le bâti appartiennent à la Ville. Actuellement, le site est occupé par la crèche municipale Les Galipettes et le Centre social et culturel dont le déménagement a d'ores et déjà été réalisé. Le crèche municipale libérera pour sa part les locaux en janvier 2025.

Par délibération N° 2024_024 en date du 8 avril 2024, le Conseil Municipal a entériné le déclassement de cette parcelle par anticipation, afin de permettre la réalisation du projet.

En outre, l'évolution réglementaire de la parcelle, actée dans le cadre de la modification N° 4 du PLUH dont l'approbation est prévue au conseil métropolitain du 16 décembre 2024, permet la faisabilité réglementaire du projet tout en sécurisant la destination future puisque la servitude d'urbanisme appelée "secteur de mixité fonctionnelle n°1" indique que 100 % de la surface de plancher du projet seront dédiés au cinéma et à ses activités annexes (restauration, loisirs marchands).

Pour permettre la réalisation du projet, il est envisagé de mettre la parcelle en cause à disposition de la Société « Les Ecrans Associés » via un bail emphytéotique administratif (BEA) visé aux articles L.1311-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Les modalités juridiques et financières de ce contrat sont à définir mais suivront les lignes directrices suivantes :
- Mise à disposition de la parcelle nue, après démolition du bâti par la ville en vue de la réalisation et de l'exploitation du cinéma ;
- Durée projetée du BEA : 60 ans ;
- Redevance d'occupation domaniale composée d'une part fixe et d'une part variable assise sur le chiffre d'affaires, dont le montant reste à définir notamment au vu de l'avis du service du Domaine à intervenir.

Ces modalités seront précisées et définies dans le cadre d'une promesse de BEA puis du contrat de BEA, qui seront soumis au conseil municipal.

La conclusion du contrat de BEA sera toutefois conditionnée à la levée des conditions suivantes :

- Démolition du bâtiment du 18 rue Paul Painlevé par la Ville,
- Obtention par le porteur de l'ensemble des autorisations nécessaires pour exploiter le cinéma et en particulier : autorisation d'aménagement cinématographique délivrée par la CDAC (Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique) et homologation des salles et équipements et autorisation d'exploitation délivrées par le CNC (Centre National du Cinéma)
- Obtention par le porteur d'un permis de construire purgé de tous recours,
- Obtention par le porteur de l'ensemble des financements nécessaires à la réalisation du projet.

Le planning prévisionnel envisagé du projet pour 2025 est le suivant :

- 1er trimestre 2025 :
  - Elaboration de la promesse de BEA et du contrat de subvention ;
  - Délibération du conseil municipal autorisant la signature, puis signature de la promesse de BEA et du contrat de subvention.
- 2e trimestre 2025 :
  - Démolition du bâti,
  - Dépôt et obtention par le porteur du projet de l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation et l'exploitation du cinéma,
  - Elaboration du projet de BEA,
  - Délibération du conseil municipal autorisant la signature, puis signature du BEA
- 3e trimestre 2025 :
  - Lancement des travaux par le porteur du projet.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les grands principes du montage financier et juridique du projet de réalisation d'un cinéma à Caluire et Cuire ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_071

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

FERME URBAINE - GESTION EN RÉGIE AGRICOLE DIRECTE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_071-DE

Rapport de : **Bastien JOINT**

Dans le cadre de la déclinaison de son projet « Caluire Ville Durable », la Ville a décidé d'adopter une politique durable notamment sur la thématique « alimentation » en expérimentant l'aménagement d'une ferme urbaine sur le secteur dit de « la Terre des Lièvres », situé au sud de la zone maraîchère.

Il s'agit également d'améliorer encore la qualité des repas servis par le service de la Restauration Municipale, en proposant des produits locaux, frais et bios aux usagers de ce service, en conformité avec les obligations liées à la loi EGALIM.

Afin de porter ce projet agricole sur son territoire et de contrôler les modalités de production - à savoir la labellisation agriculture biologique, les intrants, les denrées et les variétés produites ou encore les volumes nécessaires à l'activité de la cuisine centrale - il convient d'organiser cette activité sous la forme d'une régie agricole municipale, dite « directe ».

En choisissant d'internaliser la gestion de l'exploitation agricole au sein de ses compétences internes, la municipalité affirme un véritable service public de l'alimentation. Elle prend ainsi en charge l'exploitation par ses propres moyens humains, matériaux et financiers.
Un des objectifs principaux étant l'autonomie, la ferme cherchera à répondre, à terme, à l'intégralité des besoins de la cuisine centrale en légumes.

Au-delà de sa fonction productive, la régie agricole représente un véritable levier pour agir sur d'autres enjeux de l'alimentation et est amenée à être un espace pour :
• Animer des temps éducatifs auprès des scolaires,
• Associer les habitants et faire vivre la citoyenneté locale,
• Recréer des espaces de biodiversité et préserver des semences anciennes,
• Soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs.

Par ailleurs, cette gestion en régie agricole municipale permet à la Ville de solliciter des subventions auprès du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER la gestion de la ferme urbaine de Caluire et Cuire en régie municipale agricole directe ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_072

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU FONDS EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL (FEADER) POUR LES INVESTISSEMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ DE LA FERME URBAINE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ....18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_072-DE

Rapport de : **Bastien JOINT**

Dans le cadre de la déclinaison de son projet « Caluire Ville Durable », la Ville a décidé d'adopter une politique durable notamment sur la thématique « alimentation » en expérimentant l'aménagement d'une ferme urbaine sur le secteur dit de « la Terre des Lièvres », situé au sud de la zone maraîchère.

Le projet de ferme urbaine s'inscrit dans un système d'économie circulaire, permettant à la fois :
• de fournir la restauration municipale en développant une production maraîchère de proximité. En effet, le service de la restauration municipale de la Ville assure quelque 346 000 repas par an et 2 300 repas par jour ainsi que la livraison sur les sites de restauration (écoles publiques maternelles et élémentaires, Maison de la Parentalité et résidence de personnes âgées Marie Lyan) ou à domicile (portage de repas personnes âgées),
• de présenter une vertu pédagogique grâce à l'organisation d'ateliers sur le thème du jardin ou de l'alimentation durable, tel que l'envisage le Schéma Directeur Alimentaire de la Métropole de Lyon,
• d'amender les cultures en implantant une plateforme de compostage pour les déchets verts et les biodéchets issus du territoire.

Les éléments principaux du programme prévisionnel de l'opération sont précisés ci-dessous.
Ce projet revêt une certaine complexité en ce sens qu'il prévoit à la fois des travaux d'infrastructure et des travaux de construction neuve de bâtiments et au regard de la performance environnementale attendue du projet.

Le projet prévoit :
• la construction du bâtiment agricole « exemplaire »
• la construction des serres
• les travaux de voirie et réseaux divers
• l'aménagement des terrains agricoles et des vergers
• la création du parvis pour l'accueil pédagogique
• la création de la plateforme de compostage

Afin de mener à bien ce projet, la Ville a fait appel à une maîtrise d'œuvre, sélectionnée suite à un concours et remportée par le cabinet d'architectes Hors les Murs, accompagnée de plusieurs co-traitants.

Pour financer certains des investissements relatifs au projet, la collectivité peut faire appel au Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER). Ce fonds soutient une variété de mesures visant à améliorer la compétitivité agricole, à encourager la diversification économique, à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, à renforcer les chaînes alimentaires locales, à favoriser l'innovation et à améliorer la qualité de vie dans les communautés rurales.

Ces programmes de développement rural sont approuvés et contrôlés par la Commission européenne. En revanche, ce sont les autorités de gestion nationales et régionales qui prennent les décisions relatives à la sélection des projets et l'octroi des paiements.

Pour pouvoir prétendre à ces subventions, la collectivité de Caluire et Cuire doit :
• justifier du statut d'«agriculteur actif». La gestion en régie agricole directe permet de justifier ce statut ;
• approuver les investissements à réaliser et les demandes de subventions portant sur ces investissements ;
• réaliser ces investissements en respectant les procédures des marchés publics.
Certains de ces investissements sont dans le périmètre du marché de la maîtrise d'œuvre et d'autres feront l'objet de marchés à part.

Ci-après la liste des investissements qui sont éligibles à des subventions FEADER :

• La construction et l'installation des serres de cultures (périmètre MOE)
Coût prévisionnel: 315 868 € HT
Subvention FEADER associée : n°203 «Investir dans les productions végétales pour limiter les risques sanitaires et climatiques»
Montant potentiel de subvention : 40 à 70 %

• L'achat et l'installation du réseau d'irrigation enterré (périmètre MOE), du bassin de récupération d'eau de pluie (MOE), et du réseau d'irrigation aérien (hors MOE)
Coûts prévisionnels : 126 010 € HT pour les infrastructures de récupération d'eau de pluie, 70 208 € HT pour le réseau d'irrigation enterré et 44 000 € HT pour le réseau d'irrigation aérien.

Subvention FEADER associée n°205 : «Investir sur mon exploitation dans les systèmes d'irrigation agricole »
Montant potentiel de subvention: 40 à 70 %

• Matériel de lavage et de stockage (hors MOE)
Coûts prévisionnels : 148 415 € HT
Subvention FEADER associée n°303 : «Investir dans mon entreprise agroalimentaire»
Montant potentiel de subvention : 25 à 35 %

Plan de financement prévisionnel - 2025 /2026 :

Nature des investissements	Périmètre	Subvention FEADER	Montant dépenses HT	Montant subventions potentielles	Pourcentage
Serres de culture	MOE	n°203	315 868 €	221 107 €	40 à 70 %
Système d'irrigation	MOE et hors MOE	n°205	240 218 €	168 152 €	40 à 70 %
Matériel lavage et stockage	hors MOE	n°303	148 415 €	51 910 €	25 à 35 %
Total Dépenses			704 501 €	441 169 €	
Autofinancement Ville				404 232 €	
Total TTC			845 401 €	845 401 €	

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER le plan de financement des investissements présenté ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à solliciter des subventions auprès du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural FEADER ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à solliciter d'autres co-financements publics ou privés le cas échéant ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_073

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉNOMINATION D'UNE VOIE : CHEMIN DE LA FERME

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_073-DE

Rapport de : **Bastien JOINT**

La Ville de Caluire et Cuire a acquis l'ensemble des parcelles constituant le tènement sur lequel sera construite la Ferme Urbaine, située entre le chemin de Chalamont, au nord, et le chemin des Bruyères, au sud.

Le projet prévoit l'aménagement d'un chemin réservé aux modes doux sur les parcelles cadastrales AE 5-246-247 et AD 111. Il permettra de relier les deux voies précitées et ira jusqu'à l'avenue Général Leclerc, au nord.

Il convient aujourd'hui d'attribuer un nom à cette nouvelle voie, compétence qui, en vertu de l'article L.2121-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, relève du Conseil municipal.

Compte tenu de la situation du chemin, situé au cœur du projet de la Ferme Urbaine, il est proposé au Conseil municipal de dénommer cette nouvelle voie : « Chemin de la Ferme ».

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- DE DÉNOMMER cette nouvelle voie « Chemin de la Ferme » ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_074

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA MÉTROPOLE DE LYON RELATIVE AUX MODALITÉS D'EXERCICE DE LA POLICE SPÉCIALE DE LA PUBLICITÉ EN MATIÈRE D'ENSEIGNES

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ....18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_074-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

L'article 17 de la loi n°2021_1104 du 22 août 2021 dite « loi Climat et Résilience » a acté le transfert des attributions en matière de police spéciale de la publicité, anciennement dévolues aux maires des communes, au président de la Métropole de Lyon. Ces dispositions sont entrées en vigueur au 1er janvier 2024.
Ces prérogatives de police recouvrent les enseignes, pré-enseignes et les publicités.

Le décret n°2023_1409 du 29 décembre 2023 a précisé les modalités d'exercice de cette compétence en inscrivant dans les articles R.581-8 et R.581-9 du Code de l'environnement le rôle de « guichet unique » des communes qui, à ce titre, reçoivent les demandes d'autorisation d'enseignes et les enregistrent.

La Métropole de Lyon a échangé avec les communes du territoire en proposant que ces dernières puissent continuer, dans un cadre conventionnel, à instruire les demandes déposées, préparer et suivre l'exécution de certains arrêtés métropolitains s'agissant des demandes d'autorisations d'enseignes.
La commune de Caluire et Cuire s'est montrée favorable à cette possibilité, pour permettre à la Ville de conserver un rôle et une visibilité sur les demandes d'enseignes déposées sur son territoire dans le cadre du Règlement Local de Publicité approuvé par le Conseil Métropolitain le 26 juin 2023.

Le projet de convention annexé à la présente délibération a donc été élaboré, la Métropole prévoyant de délibérer le 16 décembre 2024 sur celle-ci.
Il s'agit d'une convention de coopération entre personnes publiques, au sens de l'article L.3633-4 du Code général des collectivités territoriales et de la jurisprudence. Cette convention n'emporte ni mise à disposition, ni transfert des agents. Elle précise les engagements respectifs des deux collectivités, et notamment les opérations d'instruction, de préparation et de suivi exécutées par la commune.
La convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction. S'agissant d'un dispositif nouveau, la commune et la Métropole de Lyon procéderont à son évaluation au terme de la première année de mise en œuvre.
La Métropole de Lyon remboursera à la commune les frais engagés pour assurer ces missions selon les modalités décrites au sein de la convention.

Considérant que cette collaboration conventionnelle permet à la commune de conserver un rôle et une visibilité sur les demandes d'enseignes déposées sur son territoire ;

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER la convention relative aux modalités d'exercice de la police spéciale de la publicité en matière d'enseignes telles que définies par l'article L.581-3 du Code de l'environnement à conclure avec la Métropole de Lyon ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer tout document utile à la concrétisation de cette décision et notamment ladite convention ;

- D'INSCRIRE les recettes aux budgets 2025 et suivants ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_075

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI DE SUBVENTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LA VÉGÉTALISATION DES COPROPRIÉTÉS 2025

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_075-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Soucieux de répondre aux enjeux de la transition écologique, le Conseil Municipal a approuvé par délibération n°2023_029 du 3 avril 2023 et délibération n°2023_129 du 18 décembre 2023 le principe d'une subvention complémentaire à celle de la Métropole de Lyon pour la végétalisation des copropriétés à hauteur de 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros.

L'objectif est d'encourager la densification du patrimoine végétal, afin de lutter contre les îlots de chaleur et de préserver la biodiversité.

Le 24 juin 2024, le Conseil de la Métropole a adopté une évolution de ce dispositif, qui est désormais ouvert aux espaces verts en copropriété dans les lotissements, aux établissements et services médico-sociaux (ESMS) et aux établissements publics eux-mêmes bailleurs de logements à loyer modéré.

La Métropole de Lyon peut subventionner entre 30 % et 65 % du coût du projet, selon certaines conditions et critères qui sont précisés dans le règlement d'aide financière, annexé à la délibération.
Les dépenses éligibles sont attachées à la conception du projet de végétalisation, la réalisation de ces plantations, à la garantie de reprise des arbres et à l'accompagnement de la dynamique habitante.
Les éléments à apporter dans le dossier de demande de subvention sont précisés dans le règlement d'aide financière, qui figure en annexe.

Afin d'obtenir la subvention complémentaire de la Ville de Caluire et Cuire, les conditions d'attribution sont les suivantes :
- Le complément de subvention sera accordé aux copropriétés ayant fait la demande auprès de la Métropole de Lyon et ayant perçu le versement du solde de l'aide accordée.
- Ce complément de subvention concernera uniquement les copropriétés comprises dans les corridors écologiques à (re)créer au sein de la Ville de Caluire et Cuire, conformément au plan annexé à la présente délibération.
- La Ville de Caluire et Cuire exigera que le projet de réaménagement comporte également la mise en place de passages pour la petite faune, point ne faisant pas partie du règlement de l'aide métropolitaine. Le demandeur devra fournir un dossier de présentation permettant d'apprécier l'intégration d'un passage à petite faune.
- Le complément de subvention sera fixé à 10 % des montants éligibles et plafonné à 10 000 euros par copropriété.
- La demande doit être déposée via le portail citoyen de la Ville au plus tard dans les 90 jours suivant la date de versement de l'aide par la Métropole de Lyon.
- La subvention est attribuée une seule fois par copropriété.
- Dans le cas d'un montant de subvention avec décimale, celui-ci sera calculé à l'arrondi supérieur.
- Les subventions seront traitées par ordre d'arrivée et jusqu'à épuisement de l'enveloppe.
Afin de permettre à la Trésorerie le versement de l'aide, un formulaire de décision d'attribution, annexé à la présente délibération, sera établi par la Ville sur la base des éléments transmis par le demandeur.

Ce dispositif s'appliquera à compter du 1er janvier 2025.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention complémentaire fixée à 10 % des montants éligibles et plafonnée à 10 000 euros par copropriété demandeuse ;

- DE CONSACRER une enveloppe financière de 20 000 euros pour le subventionnement de la végétalisation des copropriétés au budget 2025 ;

- D'APPROUVER le formulaire d'attribution permettant au Trésor Public le versement aux demandeurs sur la base des pièces justificatives demandées, et figurant en annexe de la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses afférentes seront imputées au compte nature 20422 du budget 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_076

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DISPOSITIF D'AIDE FINANCIÈRE À L'ACQUISITION DE VÉLOS - ANNÉE 2025

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069216900340-20241216-D2024_076-DE

Rapport de : **Laurent MICHON**

Afin d'encourager la mobilité active et le développement des modes de déplacement dits doux, la Ville a mis en place par délibération n°2023_065 du 5 juin 2023 une aide financière afin d'accompagner les Caluirards dans l'achat d'un vélo. Ce dispositif a été renouvelé pour 2024 par la délibération n°2023_166 du 18 décembre 2023.

Il est proposé de reconduire ce dispositif pour l'année 2025 selon le cadre suivant :

- acquisitions de vélos réalisées entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 ;
- quatre types de vélos sont éligibles au dispositif :
• les vélos cargos ou familiaux et vélos pour les personnes à mobilité réduite (PMR) ou en situation de handicap (handbike) neufs ou d'occasion, électriques ou mécaniques,
• les vélos pliants neufs ou d'occasion, électriques ou mécaniques,
• les vélos à assistance électrique (VAE) neufs ou d'occasion,
• les vélos mécaniques individuels ou familiaux, neufs ou d'occasion reconditionnés.

L'aide de la Ville est limitée à une par personne sur une durée de 4 ans. Elle est cumulable avec l'aide de la Métropole de Lyon sous réserve que le montant total des aides accordées n'excède pas 80% du prix d'achat.
L'aide de la Métropole doit être demandée en préalable à l'aide de la Ville.
Les demandes devront parvenir à la Ville dans les 60 jours suivant la date de notification définitive de l'aide de la Métropole.

Le montant de l'aide attribuée dépend du revenu fiscal de référence et du nombre de parts fiscales. Le tableau ci-dessous indique, selon la situation du bénéficiaire en termes de revenus, le pourcentage de l'aide et le montant de l'aide plafonnée :

Revenu fiscal de référence/nombre de parts fiscales	VAE – Vélos pliants électriques – Kit d'électrification (prix d'achat < ou = à 3 200 €)	Vélos familiaux électriques (Cargos/bi et tri-porteurs/allongés) – Vélos type handbike	Vélos familiaux mécaniques	Vélos pliants mécaniques (prix d'achat < ou = à 3 200 €)
Montant inférieur à 19 600 €	250 € (25 % du prix d'achat TTC)	500 € (25 % du prix d'achat TTC)	400 € (25 % du prix d'achat TTC)	150 € (25 % du prix d'achat TTC)
Montant supérieur à 19 600 €	50 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	100 € (25 % du prix d'achat TTC)	50 € (25 % du prix d'achat TTC)

Ce dispositif s'adresse uniquement aux particuliers caluirards. Les personnes morales ne sont pas éligibles.

Pour bénéficier de l'aide de la Ville, le demandeur devra fournir :
- une facture à son nom attestant de l'achat du vélo,
- le dernier avis d'imposition permettant de justifier le revenu fiscal,
- un justificatif de domicile permettant d'attester habiter à Caluire et Cuire au cours de l'année 2025,
- la notification définitive de l'aide accordée par la Métropole,
- un RIB à son nom.
- L'obtention de cette aide sera conditionnée au suivi d'une formation à la pratique du vélo. Le demandeur devra donc fournir une attestation de suivi.
Afin de permettre à la trésorerie le versement de l'aide, un formulaire de décision d'attribution sera établi par la Ville sur la base des éléments transmis par le demandeur.
Pour l'année 2025, la Ville a défini une enveloppe de crédits de 10 000 € pour ce dispositif. Les aides seront attribuées aux dossiers complets dans l'ordre de leur arrivée et dans la limite de l'enveloppe budgétaire définie pour cette opération.

Ce nouveau dispositif entre en vigueur au 1er janvier 2025 et n'est pas rétroactif.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER le renouvellement du dispositif d'aide financière à l'acquisition de vélos pour 2025 ;

- DE DIRE que ce dispositif est susceptible d'être reconduit par délibération pour les années suivantes ;

- D'ACCORDER un montant d'aide tenant compte du revenu fiscal du demandeur et du type d'achat tel que défini dans le tableau figurant dans la présente délibération ;

- D'APPROUVER le formulaire d'attribution figurant en annexe de la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées au compte nature 20421 fonction 70 du budget 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.



POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

N° D2024_077

OBJET

CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA S.N.C. CAL 69, 21 AVENUE BARTHÉLÉMY THIMONNIER

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_077-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

La Société en Nom Collectif Cal 69, appartenant au groupe Maïa Immobilier, a acquis le 24 janvier 2023 les locaux industriels situés au 21 avenue Barthélémy Thimonnier dans la zone PERICA, avec pour projet d'installer un exploitant spécialisé dans la livraison dernier kilomètre. Ainsi, le bâtiment entièrement rénové et raccordé au réseau de chaleur urbain, accueillera la livraison de marchandises alimentaires et non alimentaires, puis les redistribuera en petite quantité à des détaillants aux moyens de véhicules propres.

Dans le cadre de son projet, la SNC Cal 69 avait sollicité l'accord de la commune pour lui accorder l'autorisation de placer deux issues de secours, l'une donnant sur le centre technique municipal, l'autre, sur le terrain de la cuisine centrale, afin de permettre l'évacuation du personnel dans les situations de panique liées notamment au risque incendie, tout autre cas de pénétration sur les parcelles communales étant formellement interdit. Une convention signée le 26 septembre 2023 a formalisé l'autorisation de passage dans les conditions précitées.

Depuis, la SNC Cal 69 a reconsidéré le montage de son projet. Elle souhaite en définitive céder son bien immobilier à un fonds de pension, tout en réalisant elle-même les travaux pour le compte du propriétaire, par la signature d'un contrat de promotion immobilière. Un accord sur cette base a été trouvé entre les deux parties.
En conséquence, le fonds de pension, dans la perspective de louer le bien en offrant notamment des garanties en matière de sécurité dans le bâtiment, a sollicité la Ville afin de transformer la convention de passage en convention de servitude. De fait l'autorisation de passage qui engageait les seules parties signataires pour une période donnée se transforme en un droit réel attaché aux parcelles concernées.

A ce jour, la commune n'a consenti qu'un droit de passage, limité dans le temps et intuitu personae. Au contraire, la servitude de passage est un droit réel, et non personnel comme à ce jour, mais à l'instar du droit de passage actuel, elle sera limitée dans ses conditions d'utilisation.
Le projet de convention de servitude rédigé par les notaires des deux parties comporte les points suivants :

Le propriétaire du fonds servant, soit la commune, constitue au profit du fonds dominant, soit la SNC CAL 69 ou par son acquéreur, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de passage, à titre exceptionnel, depuis les deux issues de secours créées sur le fonds servant, qui ne pourra être utilisé qu'en cas d'alerte ou d'incident grave pouvant affecter la sécurité du personnel du fonds dominant.

Etant ici précisé :

- que le fonds dominant est le suivant :

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 21 Rue Barthélémy Thimonnier, Lieudit "Terres des Lièves",
Un bâtiment anciennement à usage commercial et de stockage, comprenant :
- au rez-de-chaussée : un local et bureaux,
- au premier étage : des bureaux,
- au sous-sol : des locaux à usage de stockage.
Et terrain d'assiette aménagé en stationnement et aires de circulation.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	93	23 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 17 a 50 ca
AD	94	21 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 57 a 40 ca

Total surface : 00 ha 74 a 90 ca

- que le fonds servant est le suivant :

A CALUIRE-ET-CUIRE (RHÔNE) 69300 106 Avenue du Général Leclerc, 19, Avenue Barthélémy,
Divers bâtiments correspondant au centre technique municipal et au futur siège de la cuisine centrale municipale.
Figurant ainsi au cadastre de la commune sous les références suivantes :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	138	108 AV GENERAL LECLERC	00 ha 10 a 03 ca

AD	139	106 AV GENERAL LECLERC	00 ha 82 a 02 ca
AD	145	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 42 a 86 ca
AD	146	19 AV BARTHELEMY THIMONNIER	00 ha 05 a 17 ca

Total surface : 01 ha 40 a 08 ca

L'usage et l'accès doit être strictement exceptionnel et est formellement interdit dans le cas d'une utilisation normale du bâtiment.

Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, pour le besoin de leurs activités.

Il s'exercera sur la totalité du fonds servant.
L'accès audit fonds servant depuis les issues de secours est libre pour le propriétaire du fonds dominant qui ne pourra en revanche pas accéder à la voirie publique depuis les parcelles grevées, ces dernières étant fermées par plusieurs portails.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage.
L'utilisation de ce passage ne devra cependant pas apporter de nuisances au propriétaire du fonds servant par dégradation de son propre fonds ou par une circulation inadaptée à l'assiette dudit passage.
Enfin, en cas d'utilisation excessive de ce droit de passage, qui doit rester exceptionnel, le propriétaire du fonds servant se chargera de saisir toute juridiction compétente afin de faire cesser ce trouble.
France Domaine, dans son avis du 18 octobre 2024, a donné une valeur vénale arbitrée à 150 €.
Les frais relatifs à la conclusion de cette servitude seront intégralement supportés par la S.N.C. CAL 69.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitude telle qu'annexée à la présente délibération entre la commune et la S.N.C. CAL 69 ou son acquéreur ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer tous les actes et documents relatifs à cette convention de servitude, qui sera passée pour le compte de la commune par Actalion Notaires, à Lyon 3ème ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_078

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTIONS DE SERVITUDE RELATIVES À LA CRÉATION DE BRANCHEMENTS ÉLECTRIQUES POUR LES GYMNASES MÉTROPOLIS ET LACHAISE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_078-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

La Ville de Caluire et Cuire a sollicité ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution de l'électricité, pour les raccordements électriques du gymnase Métropolis, situé 30 rue François PEISSEL, et du gymnase Lachaise, situé 1 rue CURIE, à Caluire et Cuire.

Ces gymnases sont actuellement alimentés électriquement par un poste de transformation, propriété de la Ville, installé dans le sous-sol du gymnase Lachaise.
Ce poste de transformation, vétuste, doit être supprimé car il ne peut plus être entretenu dans les règles de l'art.
Des travaux de suppression ont été initiés par la Commune en parallèle des demandes de raccordement indépendant pour les gymnases Métropolis et Lachaise.
Ces raccordements seront réalisés depuis la rue François Peissel jusqu'aux locaux électriques respectifs des gymnases.
Ils nécessiteront la création de deux réseaux distincts sur la parcelle AN0043 appartenant à la Ville.

Il s'agit donc pour la Ville de céder par convention à ENEDIS les servitudes nécessaires sur cette parcelle accueillant une zone de stationnement.

Deux conventions de servitudes sont à passer entre la Ville et ENEDIS.

La première concerne le raccordement du gymnase Lachaise. Elle consiste à céder à ENEDIS le droit d'établir, dans une bande de 2 mètres de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ dix-sept mètres et ses accessoires ainsi que d'encastrer, sur la façade Ouest du gymnase Lachaise, le coffret de raccordement électrique.
Les réseaux seront réalisés au droit de l'entrée du parking du gymnase Lachaise.

La seconde concerne le raccordement du gymnase Métropolis. Elle consiste à céder à ENEDIS le droit d'établir, dans une bande de 2 mètres de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ cinquante mètres et ses accessoires ainsi que d'encastrer, sur la façade Sud du gymnase Métropolis, le coffret de raccordement électrique.
Les réseaux seront réalisés sur la voie de circulation interne au parking du gymnase Métropolis ainsi que sur une place de stationnement. Ils n'impacteront pas les espaces plantés.

ENEDIS pourra utiliser ces ouvrages et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

La Ville, propriétaire, conserve évidemment la propriété et la jouissance de la parcelle. Elle pourra notamment réaliser d'éventuelles plantations en respectant les distances prescrites par rapport aux ouvrages réalisés par ENEDIS.
Les servitudes consenties à ENEDIS le sont sans indemnité.
La convention de servitude prend effet à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes des conventions de servitude relatives à la création de réseaux électriques sur le parking des gymnases Métropolis et Lachaise, telles qu'annexées à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer lesdites conventions ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_079

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE SERVITUDES RELATIVE À LA CRÉATION D'UN BRANCHEMENT ÉLECTRIQUE SUR LE SITE DE LA CUISINE CENTRALE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_079-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Dans le cadre de la construction de la nouvelle cuisine centrale, la Ville de Caluire et Cuire a sollicité ENEDIS, concessionnaire du réseau de distribution de l'électricité, pour le raccordement électrique du nouvel équipement, situé 19 Avenue Barthélémy Thimonnier à Caluire et Cuire.

Ce raccordement sera réalisé depuis l'avenue Barthélémy Thimonnier jusqu'au local du poste de transformation à l'entrée du site. Il nécessitera la création d'un réseau sur la parcelle AD145 appartenant à la Ville.
Il s'agit donc pour la Ville de céder par convention à ENEDIS les servitudes nécessaires sur cette parcelle non-végétalisée.

La convention de servitude à passer entre la Ville et ENEDIS consiste pour la première à céder à la seconde le droit d'établir, dans une bande de 3 mètres de large, deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 6 mètres ainsi que ses accessoires. ENEDIS pourra utiliser ces ouvrages et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité.

La Ville, propriétaire, conserve la propriété et la jouissance de la parcelle. Elle pourra notamment réaliser d'éventuelles plantations en respectant les distances prescrites par rapport aux ouvrages réalisés par ENEDIS.
Les servitudes consenties à ENEDIS le sont sans indemnité.
La convention de servitude prend effet à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de servitudes relative à la création d'un branchement électrique sur le site de la nouvelle Cuisine Centrale, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ainsi que tout éventuel avenant ultérieur ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_080

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CASEMATE DE CALUIRE ET CUIRE - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET L'ORGANISATION POUR LA CONNAISSANCE ET LA RESTAURATION D'AU-DESSOUS-TERRE - LYON (O.C.R.A. LYON) - RENOUVELLEMENT

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ..18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_080-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

L'Organisation pour la Connaissance et la Restauration d'Au-dessous-Terre (O.C.R.A. Lyon) fédère des passionnés d'espaces souterrains qui ont pour objectif de préserver de la dégradation un patrimoine historique et

industriel méconnu. L'association étudie les cavités, principalement artificielles, afin de pouvoir au mieux les mettre en valeur. Elle s'efforce d'initier des opérations de restauration et d'entretien de ces lieux, par ses propres moyens, ou en partenariat avec d'autres acteurs.

Compte tenu de ses compétences et de son savoir-faire, une première convention de partenariat relative à la mise à disposition de la casemate de Caluire et Cuire a été signée en 2011, puis renouvelée en 2014, en 2017, et chaque année depuis 2021.

Ainsi, pendant ces périodes, l'O.C.R.A. a accompli ses missions de nettoyage et de mise en valeur des lieux, permettant l'organisation de visites pour le public à différentes occasions.

La convention en cours, qui s'est déroulée dans le contexte du chantier de démolition reconstruction engagé sur l'îlot Est Montessuy-Pasteur, arrivera à échéance le 31 décembre prochain.

Par ailleurs, la Ville et le lauréat de l'appel à projet sur le Fort de Montessuy finalisent les termes du bail emphytéotique à intervenir.

En conséquence, il est proposé de signer avec l'O.C.R.A. une nouvelle convention dont le contenu reprend en grande partie celui de la convention venant à expiration, pour une durée d'une année, jusque fin décembre 2025.

Il est prévu la possibilité de signer ultérieurement un avenant, qui permettra de compléter le cas échéant certaines dispositions de la convention.

Dans le projet de convention, la Ville s'engage à nouveau à autoriser un accès à la galerie à l'association, selon les contraintes qui pourraient s'imposer à elle, et à mettre à sa disposition des moyens techniques nécessaires à la réalisation du projet de mise en valeur des lieux, dont la maintenance et l'extension de l'éclairage de secours, le balisage des issues de secours, ou la pose et le suivi des extincteurs. La Ville pourra apporter une aide financière à la réalisation du projet de mise en valeur dont le montant sera défini selon les orientations qui seront retenues.

L'association continuera à apporter son expertise en matière d'organisation de visites de lieux souterrains, à mettre en place un chantier bénévole de nettoyage et d'aménagement de la galerie, à prendre les mesures d'hygiène et de sécurité requises pour les bénévoles intervenants, à préparer des animations culturelles à l'intérieur.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER le principe de la mise à disposition de la casemate à l'O.C.R.A. Lyon, pour l'année 2025 dans les conditions fixées par la convention ;

- D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer, ainsi que le ou les avenants qui pourraient intervenir pendant l'année 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_081

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

GARANTIE FINANCIÈRE D'EMPRUNTS À CONTRACTER PAR VILOGIA AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS POUR LE FINANCEMENT D'UNE OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX SITUÉS AU 24 AVENUE MARC SANGNIER À CALUIRE ET CUIRE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_081-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

La SA d'HLM VILOGIA sollicite la garantie financière partielle (15%) nécessaire au financement d'une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux sis 24 avenue Marc Sangnier à Caluire et Cuire. Pour assurer le financement de cette opération, elle doit contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) un prêt constitué de 4 lignes de prêt aux caractéristiques financières suivantes :

1- L'assemblée délibérante de la Ville de Caluire et Cuire accorde sa garantie à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt, constitué de 4 lignes de prêt, d'un montant total de 548 197 € souscrit par l'emprunteur SA d'HLM VILOGIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°160365.
Ledit contrat est annexé et fait partie intégrante de la présente délibération.
Le montant total garanti par la Ville s'élève à 82 229,55 € augmenté de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

2- La garantie est accordée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Il est rappelé que la Métropole de Lyon intervient à hauteur de 85 % dans cette garantie, et qu'une décision favorable a été prise en Commission permanente de la Métropole de Lyon du 14 octobre 2024.

3- Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

4- En contrepartie des garanties accordées, la Ville de Caluire et Cuire bénéficie d'un droit de réservation de 3 % du nombre de logements pour toute opération d'acquisition, de construction ou de réhabilitation.

Le droit de réservation, ainsi que les conditions de mise en jeu de la garantie, sont définis dans la convention de garantie établie entre la Ville de Caluire et Cuire et la SA d'HLM VILOGIA.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'article 2298 du Code Civil ;
Vu le contrat de prêt n°160365 annexé à la présente délibération, signé entre SA d'HLM VILOGIA, ci-après emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu la délibération de la Commission Permanente de la Métropole de Lyon n°CP-2024-3660 du 14 octobre 2024 accordant sa garantie à hauteur de 85 %;

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'ACCORDER la garantie financière de la commune à hauteur de 15% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 548 197 € souscrit par la SA d'HLM VILOGIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°160365 constitué de 4 lignes de prêt, tel qu'annexé à la présente délibération.
La garantie de la commune est accordée à hauteur de 82 229,55 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer la convention à intervenir avec la SA d'HLM VILOGIA pour la garantie des paiements en capital et intérêts des emprunts susvisés ;

- DE PRENDRE ACTE que sont annexés à la présente :

- une lettre de demande,
- le contrat de prêt n° 160365,
- un projet de convention.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_082

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES _ ANNÉE 2025 _ DÉTERMINATION DU NOMBRE DE DIMANCHES AUTORISÉS

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_082-DE

Rapport de : **Sonia FRIOLL**

Les lois n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et n°2016-1088 du 8 août 2016, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels définissent les conditions dans lesquelles il est possible de déroger au principe du repos dominical pour les salariés des commerces de détail, posé par l'article L.3132-26 du Code du travail.

Ainsi, le nombre maximum de dimanches autorisés est de douze. Quel que soit le nombre retenu, la décision est prise obligatoirement après avis du Conseil Municipal. La délibération doit clairement faire apparaître le nombre de dimanches autorisé, par branche, ainsi que le calendrier.
Si les dimanches accordés sont supérieurs à cinq, l'avis conforme de la Métropole de Lyon doit être recueilli. A défaut de délibération de sa part dans un délai de deux mois, cet avis est réputé favorable.
Les textes précisent que le principe du volontariat demeure pour le salarié. Les contreparties restent fixées par la loi (art. L.3132-27 du Code du travail) : au moins doublement du salaire, et repos compensateur.

Après consultation des principales enseignes installées sur la commune, il est proposé pour l'année 2025 :
- d'accorder cinq dimanches pour les banches suivantes : habillement, prêt à porter, textiles, chaussure, maroquinerie, bureautique, téléphonie, parfumerie et articles de beauté, optique, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, divers en magasin spécialisé (jeux et jouets, livres et papeterie, sports et loisirs), équipement de la maison, et les commerces de détail non spécialisés,
soit : les 30 novembre, 7, 14, 21, et 28 décembre ;
- d'accorder cinq dimanches pour la branche automobile,
soit les : 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre, et 12 octobre.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER pour l'année 2025 les propositions suivantes :
1 – L'octroi de cinq ouvertures dominicales pour les branches : habillement, prêt à porter, textiles, chaussure, maroquinerie, bureautique, téléphonie, parfumerie et articles de beauté, optique, bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, divers en magasin spécialisé (jeux et jouets, livres et papeterie, sports et loisirs), équipement de la maison, et les commerces de détail non spécialisés, soit les 30 novembre, 7, 14, 21, et 28 décembre 2025.
2 – L'octroi de cinq ouvertures dominicales pour la branche automobile, soit les 19 janvier, 16 mars, 15 juin, 14 septembre, et 12 octobre 2025.

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer l'arrêté municipal correspondant ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.



POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_083

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI DE DEUX SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À L'UNION DES COMMERÇANTS DE CALUIRE BOURG (UCCB)

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
..069-216900340-20241216-D2024_083-DE

Rapport de : **Sonia FRIOLL**

L'Union des Commerçants de Caluire Bourg (UCCB) a pour objectif de rassembler les commerçants et artisans du centre bourg et de contribuer à l'attractivité commerciale du quartier.

L'UCCB organise la braderie du centre-ville de Caluire et Cuire depuis plusieurs années. Il s'agit d'une manifestation attendue par les Caluirards et importante pour les acteurs économiques, car bien au-delà des revenus financiers qu'elle peut générer, elle est une animation festive qui participe à l'attractivité du centre-ville.
La braderie s'est déroulée le 29 septembre 2024.
La tenue de cette braderie génère des recettes pour la Ville, à savoir les droits de place versés par les participants. Or, l'organisation de cet événement est gérée, dans l'ensemble, par l'association.

L'UCCB met également en place à destination des Caluirards des animations pour les fêtes de fin d'année : la fête des lumières le 7 décembre et Noël.
Sont prévus une animation pour les enfants en même temps que le marché des créateurs le 7 décembre, et une animation « photobooth » avec le Père Noël le 21 décembre.

Afin d'équilibrer son budget pour ces deux manifestions, l'association sollicite le concours financier de la Ville sous la forme de deux subventions exceptionnelles. La Ville souhaite encourager et soutenir l'Union des Commerçants de Caluire Bourg dans son activité de dynamisation du centre-ville.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'OCTROYER à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg une subvention exceptionnelle égale au produit de la commercialisation des droits de place de la manifestation "Braderie du centre-ville", soit un montant de 1 890 € euros ;

- D'OCTROYER à l'Union des Commerçants de Caluire Bourg une subvention exceptionnelle égale aux dépenses engendrées par la mise en place des festivités du 7 décembre et de Noël d'un montant maximum de 2 000 € ;

- DE DIRE que les crédits nécessaires seront pris sur les crédits mis en réserve au budget primitif 2024 et la dépense comptabilisée sur le compte 632-65748 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_084

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

PROJETS D'ACTIONS PÉDAGOGIQUES DES ÉCOLES PUBLIQUES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069216900340-20241216-D2024_084-DE

Rapport de : **Viviane WEBANCK**

A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.
Dans ce cadre, la Ville intervient auprès des enfants de façon diversifiée pour les accompagner dans leur parcours éducatif et ainsi les aider à devenir de futurs citoyens. Les classes transplantées, la Médiathèque Bernard Pivot, ou encore l'intervention d'associations caluirardes sur les temps périscolaires représentent autant

d'opportunités pour les enfants d'être sensibilisés et de se familiariser avec les thématiques de l'engagement citoyen favorisant le vivre ensemble.

En cohérence avec le PEDT, et en réponse à un appel à projets lancé en fin d'année scolaire 2023/2024, les enseignants des écoles primaires publiques ont pu élaborer des projets d'actions pédagogiques qui se déploieront tout au long de la nouvelle année scolaire.
Pour cette année 2024/2025, la Ville souhaite, plus particulièrement, soutenir les actions favorisant l'éducation à la citoyenneté et au développement durable, mais aussi les actions favorisant le renforcement des savoirs fondamentaux nécessaires à la réussite et à l'épanouissement des enfants.
Une enveloppe globale de 8 000 € est dédiée au soutien financier des projets dont la portée éducative et pédagogique est validée par l'Inspection Académique de l'Education Nationale. Certains projets peuvent aussi être accompagnés dans leur mise en œuvre grâce à l'expertise et à la mobilisation de personnel municipal, le cas échéant.
La répartition de l'enveloppe financière dédiée à ces projets, ainsi que les autres moyens humains et matériels mis à disposition sont détaillés dans le tableau annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'ATTRIBUER les subventions aux projets d'actions pédagogiques 2024/2025 des écoles primaires publiques caluirardes pour un montant total de 8 000 euros, selon le tableau annexé à la présente délibération ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au budget de l'exercice 2024 sur le compte fonction 213, nature 65748 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_085

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT SUR LES TEMPS PÉRISCOLAIRES 2024/2025

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_085-DE

Rapport de : **Viviane WEBANCK**

Par délibération n°2018_057 du 26 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé les termes de la convention type fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires.
A travers son Projet Educatif de Territoire (PEDT), la Ville de Caluire et Cuire affirme sa forte ambition en matière d'éducation en direction de tous les enfants caluirards.

Chaque année scolaire depuis 2018, plusieurs associations se sont engagées dans cette démarche et interviennent de façon régulière au sein des écoles maternelles et élémentaires de la Ville. Principalement sur le temps de pause méridienne, les associations proposent aux enfants des activités de qualité dans les domaines sportifs ou culturels. Les animations collectives proposées sont encadrées par des intervenants spécialisés dans leur domaine d'activité et sont adaptées à l'âge des enfants. Elles sont complémentaires aux activités proposées par les personnels municipaux et permettent aux enfants de Caluire et Cuire de découvrir de nouvelles activités.

Pour permettre à ces associations de mener à bien ces missions d'intérêt général, et conformément à l'article 6 de la convention fixant les conditions d'intervention des associations dans le cadre des temps périscolaires, la Ville leur octroie une subvention.
Pour l'année 2024/2025, il est proposé d'attribuer les subventions selon les modalités suivantes :

Association	Montant de subvention au titre de l'année scolaire 2024/2025
Association sportive de Caluire section athlétisme	5 120 euros
AMC2	30 000 euros
FCL arts martiaux	5 800 euros
Jeanne d'Arc de Caluire	4 950 euros
Le Gai savoir	1 560 euros
Caluire Rugby League	1 200 euros
Total	48 630 euros

Le versement de la subvention sera établi chaque fin de trimestre scolaire, soit fin décembre 2024, fin avril 2025, et fin juin 2025.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'OCTROYER les subventions exceptionnelles suivantes aux associations intervenant dans le cadre des temps périscolaires durant l'année 2024/2025 :
  - Association sportive de Caluire section athlétisme : 5 120 euros
  - AMC2 : 30 000 euros
  - FCL arts martiaux : 5 800 euros
  - Jeanne d'Arc de Caluire : 4 950 euros
  - Le Gai savoir : 1 560 euros
  - Caluire Rugby League : 1 200 euros

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte fonction 213 nature 65748 du budget des années concernées ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_086

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA MISSION LOCALE PLATEAU NORD VAL DE SAÔNE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_086-DE

Rapport de : **Fabien MANINI**

La Mission Locale Plateau Nord Val de Saône est un partenaire indispensable de la commune dans l'accompagnement des jeunes ayant quitté le système scolaire, afin de les orienter dans leur parcours professionnel. Chaque année, elle prend en charge de nombreux jeunes dans leurs recherches d'emploi, d'orientation professionnelle ou de formation. Par ailleurs, elle leur propose un accompagnement global visant à les soutenir dans l'élaboration de leurs projets et à les aider à surmonter les difficultés de la vie courante.

« Tous Solidaires » est une action qui permet aux jeunes de la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône de vivre une expérience collective à travers la réalisation d'un projet. Grâce à cette action, les participants identifient leurs capacités, se mobilisent et exploitent leurs potentiels, développant ainsi leur autonomie. Ils sont amenés à penser, agir et travailler par eux mêmes, pour, in fine, acquérir de nouvelles compétences.
Huit jeunes Caluirards vont pouvoir bénéficier de ce dispositif en décembre 2024. Le parcours comprend plusieurs ateliers sur une semaine. Ces ateliers ont pour fil conducteur les étapes relatives à la méthodologie de projet.
Le programme des ateliers est le suivant :

- Atelier 1 : Se rencontrer, créer du lien, apprendre à se connaître, mettre les jeunes au cœur du projet, poser un cadre de référence (valeur, engagement, intérêt général).
- Atelier 2 : Stimuler l'inspiration, ouvrir le champ des possibles, créer une intelligence collective, valider l'idée du projet solidaire et le nommer.
- Atelier 3 : Clarifier le projet, en définir les étapes et les actions, s'organiser en équipe.
- Atelier 4 : Appliquer le plan d'actions, préparer le projet, apprendre à anticiper.
- Atelier 5 : Jour J de réalisation du projet.
- Atelier 6 : Bilan du projet (évaluation, relecture) et suite de parcours (réaliser son bilan personnel « compétences, valeurs, qualités »).

Le budget global de l'action s'élève à 5 300 euros et la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône sollicite une participation de la Ville à hauteur de 4 000 euros.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 41 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 4 000 euros à la Mission Locale Plateau Nord Val de Saône ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte 65748 du budget de l'année 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

1 conseiller municipal ne prend pas part au vote

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_087

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

OCTROI D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX AMIS DU JEUDI-DIMANCHE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
.069-216900340-20241216-D2024_087-DE

Rapport de : **Fabien MANINI**

La Ville travaille en collaboration avec la fondation des AJD (Amis Jeudi-Dimanche), notamment dans le cadre de la prévention spécialisée qui vise à mettre en place des accompagnements éducatifs auprès de jeunes en difficulté. En effet, la fondation a pour mission d'accompagner les jeunes vers l'extérieur », en établissant un lien entre leur cadre de vie et de nouvelles perspectives professionnelles.

Ainsi, en parallèle de la subvention annuelle que la Ville verse à la Fondation AJD, il est proposé une subvention exceptionnelle de nature à soutenir deux projets développés par la Fondation AJD dans le cadre de l'accompagnement des jeunes :

• La mise en place d'un chantier éducatif dans le quartier de Montessuy en partenariat avec Grand Lyon Habitat. Le chantier s'est déroulé du 23 au 27 septembre 2024 et a permis à cinq jeunes de réaliser un travail de mise en peinture d'un local commun partagé au sein d'un local du patrimoine immobilier de Grand Lyon Habitat situé au 103 Avenue Alexander Flemming. Ce dispositif éducatif vise à développer et valoriser leurs compétences sociales et professionnelles des jeunes en leur proposant un contrat de travail. Chaque jeune a bénéficié d'un temps de bilan individuel et d'un accompagnement personnalisé. L'ensemble du groupe est composé de jeunes en situation de décrochage scolaire. Deux d'entre eux ont pu intégrer une formation (cuisine et bâtiment) à l'issue de la semaine ; pour les trois autres, un accompagnement renforcé avec la Mission Locale est enclenché.

• La mise en place d'un chantier d'étiquetage en partenariat avec Grand Lyon Habitat dans le quartier de Montessuy. Le chantier s'est déroulé du 28 au 31 octobre 2024 et a permis à quatre jeunes filles de mettre en évidence les compteurs énergie (gaz et électricité) vis à vis des locataires des allées situées entre les 101 et 108 Avenue Alexander Flemming. Les jeunes percevront une gratification leur permettant de financer un séjour de ski durant les vacances de février 2025.

Concernant le budget global, le coût du premier chantier est de 3 262 euros dont 2 100 euros ont été consacrés aux salaires des jeunes. Le coût du deuxième chantier s'élève à 1 000 euros dont 800 euros sont consacrés à la gratification des jeunes.

Le budget global des deux actions est de 4 262 euros et la Fondation sollicite une participation de la Ville à hauteur de 2 900 euros.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'OCTROYER une subvention exceptionnelle de 2 900 euros à la Fondation des Amis du Jeudi-Dimanche pour ces deux projets ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera imputée au compte 65748 du budget de l'année 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.



POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

caluire et cuire

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_088

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LA MAISON MÉTROPOLITAINE D'INSERTION POUR L'EMPLOI (MMI'E) - 2024-2026

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
.069-216900340-20241216-D2024_088-DE

Rapport de : **Fabien MANINI**

La Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi (MMI'e), constituée depuis le 1er janvier 2019 sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) d'échelle métropolitaine, est composée à ce jour de 45 membres dont l'État, la Région Auvergne Rhône-Alpes, la Métropole de Lyon, France Travail, les trois bailleurs sociaux du Pôle Public de l'habitat, la CCI et la CMA, ainsi que 35 communes, qui partagent leurs moyens et leurs stratégies.

L'objectif poursuivi par le GIP est d'être un outil opérationnel, agile et force de proposition au service de ses membres. Pour ce faire, il agit en direction des entreprises pour favoriser l'insertion durable des demandeurs d'emploi de longue durée et notamment des bénéficiaires du RSA, à travers le déploiement de la Charte des 1 000 entreprises pour l'insertion et l'emploi. Le GIP intervient également auprès des acteurs de l'insertion en proximité pour favoriser les synergies entre eux et favoriser les actions permettant le retour à l'emploi durable des personnes qui en sont éloignées. Enfin, la MMI'e accompagne les donneurs d'ordre dans la mise en œuvre des clauses sociales dans leurs marchés.

Depuis 2021, la Ville organise, en lien avec les services publics de l'emploi, une semaine de l'emploi avec notamment un job dating, qui en novembre 2024 a pu accueillir près de 250 demandeurs d'emploi pour rencontrer plus de 15 entreprises qui recrutaient sur le Plateau Nord.

Afin d'être accompagnée dans la mise en place d'actions à destination des demandeurs d'emploi et plus généralement de l'insertion, par délibération n°2022_006 en date du 28 février 2022, la Ville a signé une convention de coopération avec la MMI'e pour la mise en place des clauses d'insertion dans ses marchés publics. La MMI'e intervient en tant que « facilitateur », c'est-à-dire, assistant à maîtrise d'ouvrage.
Depuis 2022, ceci a généré plus 1 800 heures d'insertion, ce sont 10 salariés en insertion qui ont été mobilisés et 10 contrats de travail ont été générés. Ce sont 14 entreprises qui ont été accompagnées par la MMI'e pour respecter leurs engagements d'insertion dans l'exécution de leurs marchés sur Caluire.

Par délibération n°2022_086 en date du 17 octobre 2022, le Conseil Municipal de la Ville de Caluire et Cuire a adhéré au GIP et a désigné Madame Sonia FRIOLL en qualité de représentant titulaire et Monsieur Laurent MICHON en qualité de représentant suppléant.

Le 2 octobre 2023, une convention de partenariat a été signée entre le GIP MMI'e et la Ville. Cette convention a pris fin le 31 décembre 2023.

Le GIP MMI'e et la Ville de Caluire et Cuire souhaitent poursuivre leur collaboration et conviennent de formaliser une nouvelle convention de partenariat pour définir et organiser leurs modalités d'intervention respectives en vue de déployer le plan d'actions du GIP.

Cette convention aura une durée de trois ans.

Pour information, le barème de cotisation prévisionnel est de 500 € par an (soit 1 500 € sur la période 2024-2026).

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 41 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la Ville et la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'emploi (MMI'e), telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention et à prendre tout acte nécessaire à son exécution ;

- DE DIRE que la dépense correspondante à l'adhésion sera imputée au compte fonction 632 -nature 6281 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

1 conseiller municipal ne prend pas part au vote

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_089

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

EXERCICE 2025 – AUTORISATION DE MANDATEMENT EN INVESTISSEMENTS SANS INSCRIPTION PRÉALABLE DE CRÉDITS

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC..2024.....
Identifiant de l'Acte :
069...216900340-20241216-D2024_089-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Conformément aux dispositions de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement :

- dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette

et

- pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'autorisation de programme.

L'autorisation mentionnée ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.
Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Afin de permettre l'engagement ou la poursuite de certaines opérations dans les meilleurs délais, et pour garantir, sans attendre le vote du budget 2025, le paiement des sommes dues notamment au titre des travaux et des acquisitions aux fournisseurs, il est proposé de faire appel à cette procédure dite d'autorisation de mandatement sans inscription préalable de crédits.

Rappel des crédits ouverts en 2024

Crédits ouverts en dépenses réelles d'investissement (chapitres 20, 21, 204, 23, 26 et 27 sauf chapitres 13 et 16, hors RAR)	21 424 928,22 €
Quart des crédits ouverts	5 356 232,06 €

Le tableau suivant précise les montants et affectations des investissements concernés :

PROGRAMME	PRÉVISION 2025	CHAPITRE
Frais d'études et acquisitions de logiciels ou autres biens incorporels	150 000 €	20
Subventions d'équipement	150 000 €	204
Acquisition de biens immobiliers ou mobiliers et de matériels pour le fonctionnement des services et équipements de la Ville	750 000 €	21
Travaux sur divers bâtiments de la Ville et acquisition biens immobiliers en VEFA	4 000 000 €	23
Autres immobilisations financières dont acquisition par préemption	300 000 €	27
TOTAL	5 350 000 €	

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- DE CONSTATER que le montant correspondant au quart des crédits ouverts en investissement au budget précédent est de 5 356 232,06 € ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à engager, liquider et mandater avant le vote du budget 2025 les dépenses d'investissement nécessaires, au-delà des crédits reportés et des crédits de paiement votés, correspondant aux montants et affectations présentés dans le tableau ci-dessus ;

- DE DIRE que les crédits correspondants aux dépenses engagées, liquidées ou mandatées dans le cadre de cette autorisation seront ouverts au budget primitif 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_090

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

AUGMENTATION DES TARIFS DES SERVICES PUBLICS COMMUNAUX N'AYANT PAS UN CARACTÈRE FISCAL

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_090-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Il est rappelé que, bien que ne s'inscrivant pas dans la catégorie des recettes fiscales, le produit des concessions dans les cimetières fait l'objet d'une délibération spécifique du Conseil Municipal (articles L.2223-15 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales).

Après le pic de 2023, l'inflation devrait se stabiliser à un niveau plus soutenable pour les collectivités, les ménages et les acteurs économiques dans un contexte international et géopolitique toujours fragile et incertain. La Banque Centrale Européenne anticipe ainsi une trajectoire désinflationniste avec une inflation globale conforme à l'objectif de 2 % dès fin 2025 et des prix de l'énergie modérés. D'après le Projet de Loi de Finances pour 2025 et le consensus des économistes, il devrait en résulter en France un reflux confirmé et anticipé à 1,8 % pour 2025.

Compte tenu de cette prévision d'inflation qui va impacter l'évolution des différents postes de dépenses nécessaires au fonctionnement des services publics communaux, il est proposé que le coefficient de variation appliqué aux tarifs 2024 pour déterminer les tarifs 2025 soit de 1,018. Compte tenu des arrondis éventuels, ce coefficient pourra varier entre 1 et 1,05.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à la majorité, par 35 voix pour et 7 contre,

- DE RETENIR un coefficient de variation appliqué aux tarifs 2024 pour déterminer les tarifs 2025 de 1,018. Compte tenu des arrondis éventuels, ce coefficient pourra varier entre 1 et 1,05 ;

- DE DIRE que chacun des tarifs communaux à caractère non fiscal sera fixé dans cette limite et sans modification dans leur structure avec une application à compter du 1er janvier 2025 ou à compter du 1er septembre 2025 pour les activités périscolaires (accueil du matin, restauration scolaire) et extrascolaires (Caluire Juniors, Caluire Jeunes) ainsi que la ludothèque au regard du fait qu'ils sont organisés sur le rythme de l'année scolaire ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_091

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

TARIFS FUNÉRAIRES

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ....18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_091-DE

Rapport de : **Robert THEVENOT**

Par délibération n° 2023_158 en date du 18 décembre 2023, le Conseil Municipal a fixé, en application des dispositions des articles L.2223-15 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les différents tarifs relatifs aux prestations funéraires à compter du 1er janvier 2024.

La Municipalité, soucieuse de conserver à Caluire et Cuire un cimetière accessible, entretenu et propice au recueillement des familles, poursuit un programme visant à renforcer la stabilité de certaines concessions et à rénover les allées dégradées.

Cette volonté doit être poursuivie en 2025 et permet à la fois de proposer des caveaux préfabriqués aux familles et de maintenir la qualité environnementale de cet espace de plus de 51 000 m². Le projet vise aussi à améliorer encore, à moyen terme, la gestion du site (reprise des concessions, gestion des monuments abandonnés, pose de longrines…).

Dans ce contexte, afin de tenir compte de l'inflation et de l'évolution des différents postes de dépenses nécessaires à l'entretien du cimetière communal,

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à la majorité, par 40 voix pour et 2 contre,

– DE FIXER le coefficient de variation appliqué aux tarifs funéraires 2024 pour déterminer les tarifs funéraires 2025 à 1,018 (en arrondissant le cas échéant à l'euro le plus proche – hors location des cases du caveau provisoire) ;

– DE FIXER les tarifs applicables à compter du 1er janvier 2025, et ce jusqu'à nouvelle décision, comme suit :

CONCESSIONS FUNÉRAIRES

Durée des concessions	Prix du m² jusqu'à 2 m²		Prix du m² au-delà de 2 m²	
	2024	**2025**	2024	**2025**
15 ans	265 €	270 €	323 €	329 €
30 ans	678 €	690 €	837 €	852 €
50 ans	1479 €	1 506 €	1784 €	1 816 €

CAVEAUX PRÉFABRIQUES OU ANCIENS

Nombre de places	**Durée de location**			
	15 ans		**30 ans**	
	2024	**2025**	2024	**2025**
1	547 €	557 €	1097 €	1117 €
2	1104 €	1124 €	2206 €	2246 €
3	1651 €	1681 €	3302 €	3361 €
4	2169 €	2208 €	4401 €	4480 €
5	2754 €	2804 €	5508 €	5607 €
6	3295 €	3354 €	6589 €	6708 €
7	3843 €	3912 €	7686 €	7824 €
8	4392 €	4471 €	8783 €	8941 €

CASES DU COLUMBARIUM

Durée de location	Tarifs	
	2024	**2025**
15 ans	221 €	225 €
30 ans	442 €	450 €

TRAVAUX DU CIMETIÈRE

Type de travaux	Tarifs	
	2024	**2025**
Fourniture et pose du filtre d'épuration des caveaux préfabriqués	119 €	121 €
Dépôt d'urne funéraire dans le columbarium	38 €	39 €
Location des cases du caveau provisoire (par jour)	4,2 €	4,3 €

REVENTE DE MONUMENTS FUNÉRAIRE

Nombre de places de la concession sur laquelle est disposé le monument	Tarifs	
	2024	**2025**
De 1 à 4 places	867	883 €
Au delà de 4 places	1224	1246 €

- DE DIRE que les recettes correspondantes seront imputées au compte fonction 025 nature 70311, 70312, 7083 et 75888 du budget de l'année concernée ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

N° D2024_092

OBJET

BUDGET 2024 - DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_092-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Après l'adoption du budget primitif 2024 le 8 avril 2024, il est nécessaire de procéder à des modifications de crédits en dépenses et en recettes.

Cette décision modificative d'un montant de 340 864 €, s'équilibre à 340 864 € en section de fonctionnement et à 0 € en section d'investissement.

Elle a été rendue nécessaire en raison des décisions gouvernementales et nationales qui ont été prises postérieurement à l'adoption du Budget Primitif, mais elle permet également d'intégrer au budget des recettes qui n'ont été connues ou notifiées que très récemment à la Ville.

Elle intègre donc notamment les éléments suivants :

En dépenses de fonctionnement, les décisions gouvernementales en matière de frais de personnel, à savoir la revalorisation du Smic à partir de novembre et les coûts induits par l'organisation des deux tours des élections législatives qui nécessitent de prévoir des crédits supplémentaires à hauteur de 150 000 € sur ce poste de dépenses.

Afin d'équilibrer la section de fonctionnement, le virement vers la section d'investissement est augmenté de 190 864 €.

En recettes de fonctionnement, des subventions nouvellement et récemment notifiées sont également inscrites dans le cadre de cette décision modificative pour un montant total de 257 675,12 €.
On peut relever que la subvention attribuée par l'État pour l'organisation des deux tours de scrutin des élections législatives n'est que de 9 407,12 €. Par ailleurs, les services du recteur de l'académie de Lyon ont accordé une subvention d'un montant de 248 268 € sur 2024 pour la scolarisation des enfants de moins 3 ans (pour l'année scolaire 2022-2023 et donc pour des dépenses réalisées en 2022 et en 2023).

Par ailleurs, à la suite d'un travail de suivi et d'optimisation des fluides, des démarches ont été effectuées auprès des fournisseurs d'énergie et ont permis à la Ville de se faire rembourser des montants facturés de manière indue pour un montant total de 80 000 euros.

Ces recettes supplémentaires permettent d'augmenter l'autofinancement de la section d'investissement de 190 864 € et de réduire d'autant le recours à l'emprunt.

De manière anecdotique sur le plan budgétaire, la DGFIP a précisé récemment que suite à la dissolution du SRDC (Syndicat Rhodanien de développement du câble) les collectivités avaient l'obligation de corriger leur résultat 2024 du montant de la reprise de ceux du syndicat dissous par délibération budgétaire modificative pour intégrer cette quote-part de résultat. Il en résulte une recette de 3 188, 88 € pour la Ville de Caluire et Cuire.

Le tableau annexé à la présente délibération présente l'ensemble des virements, ouvertures et annulations de crédits soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Par ailleurs, les décisions modificatives doivent être présentées en respectant la maquette réglementaire applicable au budget qui est ainsi annexée à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER la décision modificative n°1 au budget de l'exercice 2024 conformément au document budgétaire et au tableau annexés à la présente délibération ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_093

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

EXERCICE 2024 - ADMISSIONS EN NON VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_093-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Chaque année, la Ville de Caluire et Cuire enregistre plus de 4 M€ de recettes au chapitre 70 « *Produits des services et du domaine* ». Parmi ces recettes, certaines créances s'avèrent irrécouvrables : elles correspondent à des titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public et la Direction Générale des Finances Publiques en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité de ces créances peut être soit temporaire dans le cas des créances admises en non valeur, soit définitive dans le cas des créances éteintes.

- **L'admission en non valeur**, aussi appelée créances irrécouvrables, ne libère pas le débiteur de son obligation de payer. Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non valeur, qui doit être prononcée par l'assemblée délibérante, ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par le Conseil Municipal n'éteint donc pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".
Par avis du 30 juillet et du 9 octobre 2024, Madame la chef du service de gestion comptable de Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer les produits se rapportant à des titres émis entre 2013 et 2024 pour un montant de 7451,80 €, les diligences effectuées pour obtenir le paiement n'ayant pu aboutir favorablement jusque-là. Les titres correspondant sont énumérés dans le tableau annexé à la présente délibération.

- **Les créances éteintes** : cette notion de créance éteinte naît du besoin de traiter budgétairement et comptablement des recettes dont l'apurement ne relève pas des cas prévus pour la réduction ou l'annulation de titres de recettes ou encore pour l'admission en non valeur d'une créance.
La créance est éteinte lorsqu'une décision juridique extérieure définitive prononce son irrécouvrabilité (ex. surendettement de particuliers, liquidation judiciaire d'entreprises...). Celle-ci s'impose à la collectivité créancière et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public. Une créance éteinte constitue donc une charge définitive pour la collectivité créancière.
Par avis du 30 juillet et du 9 octobre 2024, Madame la chef du service de gestion comptable Caluire et Cuire, comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire, expose qu'elle n'a pu recouvrer des produits se rapportant à des titres émis entre 2018 et 2024, pour un montant de 5411,36 €.

Au regard des crédits ouverts au budget 2024 au titre des créances irrécouvrables, admises en non valeur et éteintes, des provisions pour créances éteintes constituées et des situations dont elles résultent (liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, décisions de justice, surendettement...), il est proposé de prendre en compte la totalité des produits non recouvrés, dont les titres correspondant sont énumérés dans les tableaux annexés à la présente délibération.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en non valeur les titres indiqués dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 7451,80 € ;

- D'ACCEDER à la demande du comptable assignataire de la Ville de Caluire et Cuire en admettant en créances éteintes les titres listés dans le tableau annexé à la présente délibération pour un montant total de 5411,36 € ;

- DE DIRE que les dépenses résultant de l'admission en non valeur des titres émis de 2013 à 2024 et de l'admission en créances éteintes des titres émis de 2018 à 2024 seront respectivement imputées aux articles 6541 et 6542 du budget 2024 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_094

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA MISE EN FOURRIÈRE ET LA DESTRUCTION DE VÉHICULES SUR LA COMMUNE DE CALUIRE ET CUIRE _ CHOIX DU TITULAIRE _ APPROBATION DU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC _ AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT _ APPROBATION DES TARIFS

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_094-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Le contrat de délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile prendra fin le 15 février 2025.
Par délibération n°2024_031 du 8 avril 2024, le Conseil Municipal a, d'une part, approuvé le principe de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile sur le territoire de la commune et, d'autre part, autorisé le Maire à engager la procédure, au vu du rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le concessionnaire et de l'avis émis le 15 mars 2024 par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé pour publication sur différents supports le 23 avril 2024.
La délégation de service public a fait l'objet d'une procédure « allégée » en application des articles L3126-1 et R3126-1 du Code de la Commande Publique et de son annexe 2, le montant de la délégation n'excédant pas le seuil européen.
Pour rappel, il s'agissait d'une procédure « ouverte » au cours de laquelle les opérateurs économiques ont déposé leur candidature accompagnée de leur offre.
Le 27 juin 2024, le service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'unique candidature reçue : WARNING ASSISTANCE SV.

Lors de sa séance du 8 juillet 2024, la Commission de Délégation de Service Public et de Concession (CDSPC) a procédé à l'examen et à l'admission de la candidature.
Le 9 juillet 2024, le Service Achats et Marchés Publics a procédé à l'ouverture de l'offre du candidat admis par la CDSPC. L'offre a fait l'objet d'une analyse sur la base des critères de sélection énoncés dans le Règlement de consultation.

Lors de sa séance du 9 septembre 2024, la CDSPC a examiné l'offre au vu du rapport d'analyse et émis un avis favorable.
Au vu de l'avis de la Commission, une négociation a été engagée avec la société WARNING ASSISTANCE SV.
Suite à la phase de négociation, il est proposé de retenir l'offre de la société WARNING ASSISTANCE SV.
Son offre répond aux attentes de la Ville exprimées dans le projet de contrat. Le candidat s'appuie sur une équipe en nombre suffisant au regard du nombre d'enlèvements et est organisé pour prendre en charge les différents aspects de la mission déléguée.
Le rapport de présentation, annexé à la présente délibération, détaille les différentes étapes de la procédure et expose les motifs du choix du délégataire ainsi que l'économie générale du contrat.

Sont annexés au rapport de présentation :
- Les procès verbaux de la Commission de Délégation de Service Public et de Concession,
- Les éléments de négociation,
- Le projet de contrat et ses annexes.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER le choix de la société WARNING ASSISTANCE SV comme concessionnaire de la délégation de service public pour la gestion de la fourrière automobile pour une durée de cinq ans ;

- D'APPROUVER le contrat de délégation de service public et ses annexes ;

- D'APPROUVER les tarifs qui seront appliqués aux usagers ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer le contrat de délégation de service public et les actes qui en découleront dans le cadre de l'exécution dudit contrat.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_095

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2025 - RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
.069-216900340-20241216-D2024_095-DE

Rapport de : **Robert THEVENOT**

La commune réalise de nouveau en 2025, en partenariat avec l'INSEE et comme toutes les communes métropolitaines de plus de 10 000 habitants, le recensement d'une partie de sa population correspondant à un échantillon d'environ 1 900 logements d'habitation (soit environ 8 % du parc de logements), sélectionnés par l'INSEE.

La collecte sur le terrain débutera le 16 janvier 2025 et se terminera le 22 février 2025. Cette campagne concernera 331 adresses.

Pour réaliser les collectes, l'INSEE préconise le recrutement d'un agent recenseur pour environ 220 logements à enquêter. Pour permettre la réalisation d'un recensement de qualité, gérer les imprévus ainsi que l'avancée disparate selon les adresses à recenser, il est ainsi proposé de constituer une équipe de 9 agents et d'un coordonnateur communal. La coordonnatrice et la coordonnatrice suppléante seront en charge du suivi quotidien des opérations de recensement pour la campagne 2025.

Les agents seront rémunérés « au réel » (à la tâche), en fonction du nombre d'habitants, de logements et d'adresses effectivement recensés. Les deux séances de formation obligatoires, d'une demi-journée chacune, dispensées par l'INSEE ainsi que les opérations de repérage des adresses, en amont de la collecte, seront également rémunérées. La rémunération intégrera enfin, pour chaque agent, un forfait « déplacement » .

La prime forfaitaire d'un montant de 230 €, si le taux de FLNE « Feuilles de logements non enquêtés » (calculé par rapport au nombre total de résidences principales) de leur secteur est inférieur ou égal à 5 %, sera reconduite à nouveau cette année.

La population légale de la commune, actualisée chaque année, étant déterminée à partir des résultats du recensement annuel de population, la qualité des opérations de collecte sur le terrain est essentielle.

La coordonnatrice communale, chargée de préparer et d'encadrer la collecte, joue un rôle déterminant pour le bon déroulement du recensement. Cette fonction incombe à la responsable du Service Simplicité. Elle est définie comme suit :

– préparer et organiser la collecte des données sur le terrain en lien avec le superviseur de l'INSEE,
– encadrer les agents recenseurs : répartir la charge de travail, assurer le bon déroulement des opérations de collecte dans le temps imparti, organiser les réunions régulières avec les agents,
– veiller à la mise à jour et à la fiabilité des données saisies dans le logiciel OMER,
– assurer l'interface avec l'INSEE,
– vérifier la conformité des adresses sur le terrain,
– suppléer les agents recenseurs si nécessaire,
– réaliser les opérations de fin de collecte : clôture de la collecte, classement, établissement des bordereaux, transmission des documents à l'INSEE.

Pour cette campagne 2025, il est envisagé de revaloriser les tarifs 2024 d'environ 1,8 % soit :

Tâches effectuées	Tarifs 2024	Tarifs 2025
Formation	34,83 €	35,46 €
Tournées de reconnaissance, par IRIS	20,80 €	21,17 €
Bulletins individuels, par habitant	2,24 €	2,28 €
Feuilles de logement, par logement	1,22 €	1,24 €
Adresses recensées, par adresse	1,38 €	1,40 €
Forfait déplacement	58,43 €	59,48 €

Il est précisé que la commune perçoit, chaque année, au titre de la réalisation de l'enquête de recensement une dotation forfaitaire de l'État qui permet de couvrir en partie les charges afférentes au recensement.

Parallèlement au recensement, la commune sera concernée, en 2025, par l'enquête Familles. Cette enquête est conduite tous les dix ans environ pour saisir les grandes évolutions de la société . Elle est reconnue d'intérêt général par le Conseil National de l'Information Statistique. Elle est menée auprès d'un échantillon de 2 000 communes environ tiré au hasard sur l'ensemble du territoire et a vocation à être représentative au niveau régional. Cette enquête obligatoire vise à compléter les informations recueillies via le recensement pour mieux

comprendre les modes de vie des familles et leur histoire. Elle ne visera que quelques zones de la commune. La réponse à l'enquête Familles se fera selon les mêmes modalités que le recensement de la population afin d'alléger la charge des agents recenseurs.
Une dotation spécifique, dont le montant doit être communiqué prochainement à la commune, est également prévue pour cette enquête.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- DE RECRUTER pour les opérations de recensement de la population 2025 neuf agents recenseurs rémunérés suivant les tarifs ci-après ;

- DE FIXER les tarifs de rémunération des agents recenseurs comme il suit :

Tâches effectuées	Tarifs 2025
Formation	35,46 €
Tournées de reconnaissance, par IRIS	21,17 €
Bulletins individuels, par habitant	2,28 €
Feuilles de logement, par logement	1,24 €
Adresses recensées, par adresse	1,40 €
Forfait déplacement	59,48 €
Prime « qualité » conditionnée à un taux de FLNE < ou = à 5%	230,00 €

- DE DIRE que le montant de la dotation attribuée dans le cadre de l'Enquête Familles sera divisé par le nombre d'agents recenseurs dont les secteurs de recensement auront été concernés par cette enquête et qui auront ainsi participé à la remise des documents nécessaires ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.



POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET



DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_096

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION D'ADHÉSION À LA MISSION DE MÉDECINE PRÉVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CDG69

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_096-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Par délibération n°2022_102 en date du 17 octobre 2022, le Conseil Municipal a décidé l'adhésion de la Ville de Caluire et Cuire à la mission de médecine préventive du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon (CDG69).

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025 et pour un an.

Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents (articles L 812-3, L 812-4 et L 812-5 du Code Général de la Fonction Publique).

Le montant de la cotisation annuelle est déterminé par l'application d'un coût agent appliqué à l'effectif de la collectivité au 1er janvier de l'année N. Le coût agent est fixé à 93 €.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER la convention d'adhésion à la mission de médecine préventive proposée par le CDG69 telle qu'annexée à la présente délibération et pour une durée d'un an ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ainsi que ses avenants le cas échéant ;

- D'APPROUVER le paiement annuel au CDG69 d'une participation financière fixée au regard des effectifs de la collectivité de l'année N-1 ;

- DE DIRE que la dépense sera effectuée sur le budget des ressources humaines au chapitre 011, nature 6288.

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_097

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION D'ADHÉSION À LA MISSION DE MÉDECINE STATUTAIRE ET DE CONTRÔLE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CDG69

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le .....18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
.069-216900340-20241216-D2024_097-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Par délibération n°2019_119 en date du 17 décembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé la convention entre la Ville et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, CDG69, relative à la médecine statutaire et de contrôle.

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025 pour une durée d'un an.
Les visites de contrôle et expertises médicales peuvent présenter un caractère obligatoire ou facultatif :

Visites de contrôle obligatoires
1. Contrôle d'un arrêt de travail > 6 mois consécutifs (au moins une fois entre 6 mois et 1 an d'arrêt)
2. Contrôle d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) > 6 mois consécutifs
3. Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite obligatoire au moins 1 fois / an sauf pour le congé d'office où le contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
4. Prolongation du temps partiel thérapeutique
5. Congé de maladie ordinaire pour cure thermale
6. Vérification d'aptitude pour prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge
Expertises médicales obligatoires
7. Imputabilité au service d'une rechute (soins et arrêts)
8. Guérison, consolidation, taux d'incapacité permanente partielle (IPP)
9. Allocation temporaire d'invalidité (ATI)
10. Retraite pour invalidité (RPI) avec ou sans majoration tierce personne
11. L'aptitude de l'agent aux fonctions du grade et à toutes fonctions à la demande du médecir du travail *(changement d'affectation, reclassement, période préparatoire au reclassement)*
Visites de contrôle facultatives
12. Contrôle d'un arrêt de travail < 6 mois consécutifs
13. Contrôle d'un CITIS < 6 mois consécutifs
14. Prolongation* des congés pour raison de santé : CLM / CLD / CGM (visite facultative en dehors de la visite obligatoire demandée 1x/an sauf pour le congé d'office où contrôle est obligatoire à chaque prolongation)
15. Octroi du temps partiel thérapeutique
16. Aptitude au port d'armes des policiers municipaux
Expertises médicales facultatives
17. Imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie

La participation financière annuelle correspond à un pourcentage de la masse salariale avec un droit de tirage annuel fixé à 8% de l'effectif permanent correspondant à un taux de 0,0545 % de la masse salariale.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention d'adhésion entre la Ville de Caluire et Cuire et le CDG69 concernant la médecine statutaire et de contrôle, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE PRÉVOIR la dépense correspondante au budget sur les crédits ouverts au chapitre 012, dans la nature 6336;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_098

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION RELATIVE À LA MISSION D'INSPECTION EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON (CDG69)

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_098-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Par délibération n°2019_120 du 17 décembre 2019, le Conseil Municipal a approuvé la convention confiant au Centre de Gestion du Rhône la mission d'inspection en santé et sécurité au travail auprès de la commune de

Caluire et Cuire. Cette mission d'inspection a été créée au sein du Centre de gestion par la délibération du 11 avril 1996 et vise à contrôler les conditions d'application des règles définies en matière de santé et de sécurité au travail dans la fonction publique territoriale ainsi qu'à proposer toute mesure utile pour améliorer la santé et la sécurité au travail conformément au décret du 10 juin 1985 modifié.

Une nouvelle convention doit être approuvée à compter du 1er janvier 2025.

Le coût de la mise à disposition de l'agent chargé de la fonction d'inspection par le CDG69 s'élève à 530 € par jour d'intervention, soit un montant annuel de 5 830 € correspondant à 11 jours sur l'année.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention entre la Ville de Caluire et Cuire et le CDG69 relative à la mission d'inspection en santé et sécurité au travail, telle qu'annexée à la présente délibération;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE DIRE que la dépense correspondante sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 011 nature 6288 du budget de l'année en cours ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_099

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION D'ADHÉSION AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DISCRIMINATION, HARCÈLEMENT ET AGISSEMENTS SEXISTES PROPOSÉ PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU RHÔNE ET DE LA MÉTROPOLE DE LYON, CGG69 _ RENOUVELLEMENT

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_099-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

L'article L.135-6 du Code général de la fonction publique prévoit l'obligation de mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes pour les employeurs des trois versants de la fonction publique.

Les objectifs majeurs de ce dispositif sont les suivants :

- Effectivité de la lutte contre tout type de violence, discrimination, harcèlement et en particulier les violences sexuelles et sexistes ;
- Protection et accompagnement des victimes ;
- Sanction des auteurs ;
- Structuration de l'action dans les trois versants de la fonction publique pour offrir des garanties identiques ;
- Exemplarité des employeurs publics.

Le décret d'application n°2020-256 prévu pour ce dispositif est paru le 13 mars 2020. Il détermine avec précision les composantes du dispositif à mettre en œuvre par les employeurs publics.

L'article L.452-43 du Code Général de la fonction publique dispose que « *sur demande des collectivités et établissements (...), les centres de gestion mettent en place le dispositif de signalement (...) ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes.* »

Le Centre de Gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (CDG69) propose depuis 2021 une prestation pour la mise en œuvre de ce dispositif obligatoire. Il a choisi de piloter ce dispositif par l'intermédiaire d'un contrat auprès de prestataires externes afin de garantir une totale indépendance entre les conseils dispensés aux employeurs par les services du CDG69 et l'accompagnement et le soutien prévu par le dispositif en direction des agents.

Par délibération n°2021_099 en date du 19 octobre 2021, la Ville de Caluire et Cuire a adhéré au dispositif proposé par le CDG69. Elle souhaite renouveler son adhésion qui comprend a minima les composantes ci-après, telles que prévues par le décret précité :

- Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien,
- Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée.

Ce renouvellement permet à la Ville de répondre aux obligations fixées par le décret n°2020-256 et de bénéficier des services suivants :

- Fourniture d'un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et de suivre le traitement du signalement (traçabilité des échanges),
- Prestations de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations.

La Ville versera une participation annuelle à la mise en place du dispositif dont le montant est fixé, selon l'effectif de la collectivité, à 1,5 euro par agent.
La Ville dont un ou plusieurs agents effectuent un signalement via la plateforme devra verser au prestataire en charge de l'orientation et de l'accompagnement des agents et, le cas échéant, du traitement du signalement, une participation correspondant aux prestations délivrées dans ce cadre.
Un certificat d'adhésion tripartite entre la CDG69, la Ville et le prestataire précisera le coût unitaire de chaque prestation.

L'accès à la plateforme et le pilotage du dispositif sont assurés par le CDG69, en lien avec le prestataire.

L'adhésion au dispositif se matérialise par la signature :

- d'une convention d'adhésion entre la Ville et le CDG69 qui définit les modalités de mise en œuvre, la durée, les droits et obligations de chacune des parties, les mesures de protection des données personnelles ainsi que les modalités de résiliation,

- d'un certificat d'adhésion tripartite entre la CDG 69, le Ville et le prestataire qui fixe les conditions de mise en œuvre de l'accompagnement des agents et des employeurs le cas échéant.

La durée de la convention d'adhésion est de quatre ans.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention d'adhésion au dispositif de signalement mis en place par le CDG69, telle qu'annexée à la présente déliébration ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer ainsi que le certificat d'adhésion tripartite pour la période s'étalant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028, ainsi que leurs éventuels avenants ;

- D'APPROUVER le paiement annuel au CDG69 d'une somme de 865,50 euros correspondant aux frais de gestion et au pilotage du contrat jusqu'au terme de la convention et calculée compte tenu des effectifs municipaux qui s'établisent à 577 agents permanents ;

- DE DIRE que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées au budget de l'exercice correspondant au compte 011 nature 6288 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_100

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE, EMPLOYEUR, AUX GARANTIES RISQUE PRÉVOYANCE ET MAINTIEN DE SALAIRE SOUSCRITES PAR LES AGENTS MUNICIPAUX

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18.DEC.2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_100-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) recouvre deux principaux risques : le « risque santé » ou « mutuelle santé », qui concerne l'intégrité physique de l'agent, et le « risque prévoyance » ou « maintien de salaire », en cas d'incapacité de travail. Ce dispositif s'applique à l'ensemble des agents, qu'ils soient titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public ou privé.

La PSC permet à l'agent de bénéficier d'une participation de son employeur pour couvrir ces risques, contribuant ainsi à réduire la précarité et à renforcer la sécurité sociale des agents publics.

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la fonction publique territoriale, introduite par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, fait de la couverture des risques «prévoyance» et «santé» une priorité pour les employeurs publics territoriaux. Cette réforme impose une obligation de participation financière des employeurs publics, avec des échéances spécifiques :

- À compter du 1er janvier 2025 pour le risque prévoyance,
- À compter du 1er janvier 2026 pour la couverture des frais de santé.

Selon les dispositions du décret du 20 avril 2022, les montants de participation minimum sont les suivants :

- **Prévoyance** : la participation ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 € ;
- **Santé** : la participation doit être d'au moins 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit 15 €.

Un accord collectif national, signé le 11 juillet 2023 par une majorité des représentants des employeurs territoriaux et six organisations syndicales, a défini les modalités suivantes :

- Pour la **santé**, participation basée sur un contrat collectif ou un contrat individuel labellisé ;
- Pour la **prévoyance**, participation obligatoire via un contrat collectif couvrant le maintien de salaire (perte de rémunération en cas d'arrêt maladie) et l'invalidité (avec le versement d'une rente à compter de la reconnaissance en invalidité).

Bien que cet accord préconisait un contrat collectif à adhésion obligatoire, il n'a pas encore été transcrit juridiquement dans le délai imparti. En conséquence, les modalités de mise en œuvre restent, à ce jour, à la discrétion de chaque employeur public.
De ce fait, les collectivités territoriales peuvent choisir d'apporter leur participation à des contrats dits « labellisés » souscrits par leurs agents.

C'est le choix de la Ville de Caluire et Cuire pour l'année 2025.
Il s'agit donc, sur présentation d'une preuve de la souscription à un contrat labellisé, d'octroyer aux agents municipaux une aide mensuelle de 7 €.
Dans ce cadre, l'avis du Comité Social Territorial a été recueilli le 8 novembre 2024.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- DE RETENIR la procédure dite de labellisation ;

- D'APPROUVER la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire, employeur, à compter du 1er janvier 2025, à la garantie risque prévoyance et maintien de salaire souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents de la manière suivante : montant mensuel de 7€ par agent ;

- D'APPROUVER la participation financière de la Ville de Caluire et Cuire aux seules garanties labellisées, comme le prévoit la réglementation, sur présentation d'une attestation d'adhésion de l'agent, étant précisé que la participation est versée directement à l'agent ;

- D'INSCRIRE les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_101

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE COMITÉ SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL _ RENOUVELLEMENT

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_101-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

L'association «Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire» a pour objet d'instituer en faveur des agents en activité et en retraite, toutes les formes d'aides opportunes pour des activités culturelles, sportives ou aides financières. Elle vise aussi à gérer les différentes actions socioculturelles et événementielles en faveur du personnel adhérent.

Il convient de renouveler, pour une durée d'un an renouvelable tacitement trois fois, la convention de mise à disposition de locaux et de matériels entre la Ville et le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire.

La Ville s'engage ainsi à mettre à la disposition de l'Association, les biens dont la désignation suit :
- un local situé dans les locaux de l'Hôtel de Ville – Place du Docteur Frédéric Dugoujon – au 2ème étage – aile sud, d'une surface de 41,50 m², dont le plan fait l'objet de l'annexe n° 1,
- du matériel adapté à la réalisation des missions du COS.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de locaux et de matériel entre la Ville de Caluire et Cuire et le Comité socio-culturel du personnel municipal, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à signer ladite convention ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_102

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA VILLE DE CALUIRE ET CUIRE ET LE COMITÉ SOCIO-CULTUREL DU PERSONNEL MUNICIPAL _ RENOUVELLEMENT

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ...18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_102-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Le Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire est une association qui a pour objet d'instituer en faveur des agents en activité et en retraite, toutes les formes d'aides suivantes : culturelle, sportive et financière. Elle vise aussi à gérer les différentes actions socio-culturelles en faveur du personnel adhérent. Pour permettre à l'association d'être au plus près des agents, de leur offrir la plus grande disponibilité et de mener à bien les objectifs définis dans le contrat pluriannuel, le Conseil Municipal, par délibération n°2020_145 en date du

15 décembre 2020, a approuvé les termes de la convention de mise à disposition de personnel pour les années 2021-2024. Il est proposé de renouveler cette convention pour l'année 2025, renouvelable trois fois.

A ce titre, la Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association un agent (adjoint administratif territorial principal de 1ère classe) à temps complet.

L'agent est affecté, pour l'exercice de ses missions, dans les locaux du siège social de l'Association, sous la responsabilité hiérarchique du Président de l'Association. Les conditions de travail de l'agent sont définies par l'Association.

L'agent est mis à disposition en vue d'exercer les missions suivantes :

- accueil des agents municipaux lors des permanences du Comité (réception et traitement des dossiers de demande d'allocation, renseignements divers, vente de billets, activités culturelles…)
- accueil téléphonique des agents et des différents fournisseurs,
- gestion des adhésions,
- suivi des prêts,
- gestion de l'assurance garantie « obsèques »,
- mise en place de partenariat avec les organismes de vacances,
- organisation des réunions du Bureau,
- exécution des décisions prises en Conseil d'Administration,
- préparation des commandes et règlement des factures,
- suivi bancaire et comptable,
- élaboration et suivi de tableaux de bord,
- préparation du spectacle de fin d'année.

La Ville continuera par ailleurs à gérer la situation administrative de l'agent concerné (carrière/paye).

Il convient ainsi de renouveler, pour un an renouvelable trois fois, la convention de mise à disposition de personnel au bénéfice du Comité socio-culturel du personnel municipal.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les termes de la convention de mise à disposition de personnel auprès du Comité socio-culturel du personnel municipal de Caluire et Cuire pour l'année 2025, renouvelable trois fois, telle qu'annexée à la présente délibération ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à la signer ;

- DE DIRE que cette mise à disposition sera remboursée par l'association sur le budget Ressources humaines en recettes sur le chapitre 70 fonction 70848 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_103

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

RÉVISION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le 18 DEC. 2024
Identifiant de l'Acte :
069-216900340-20241216-D2024_103-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

La révision du régime indemnitaire de la police municipale s'inscrit dans une réforme majeure qui a été mise en place suite à des négociations entre le gouvernement et les syndicats. Cette réforme, matérialisée par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024, vise à réorganiser les conditions et modalités de versement du régime indemnitaire pour les fonctionnaires de police municipale. Elle introduit plusieurs mesures significatives, dont l'extension de l'indemnité spéciale de fonction aux agents de police, ce qui permettra une revalorisation de leur rémunération.

Le nouveau dispositif inclut une part fixe et une part variable, avec des plafonds clairement définis pour chaque cadre d'emploi, favorisant ainsi une simplification et une harmonisation des pratiques au sein de la filière. Par ailleurs, la réforme garantit un dispositif de sauvegarde pour assurer le maintien du montant indemnitaire mensuel des agents lors de la transition vers ce nouveau régime. En parallèle, les décrets précédents régissant le régime indemnitaire seront abrogés à compter du 1er janvier 2025.

La révision du régime indemnitaire des policiers municipaux caluirards s'avère donc cruciale pour répondre aux enjeux de compétitivité et d'attractivité des emplois au sein des polices municipales, tout en garantissant une reconnaissance adéquate du travail des agents sur le terrain.

Les dispositions du nouveau régime indemnitaire des agents de police municipale à Caluire et Cuire s'établissent donc comme suit :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L 714-13,
Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des gardes champêtres,
Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,
Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 8 novembre 2024
Considérant que les agents appartenant à la filière police municipale sont exclus du champ d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),
Considérant que les textes applicables aux agents de police municipale sont des textes spécifiques,
Considérant que suite à la publication du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale est institué en remplacement de l'existant. Ce nouveau régime repose ainsi sur une nouvelle prime dénommée indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.
Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés,
Considérant que le Conseil municipal entend mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

Article 1 – Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité et relevant des cadres d'emplois de :

- Directeur de police municipale
- Chef de service de police municipale
- Agent de police municipale

Article 2 – Instauration de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel dans la limite des taux suivants :

Cadre d'emplois	Taux maximum individuel En pourcentage du montant du traitement soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	30 %
Chef de service de police municipale	32 %
Directeur de police municipale	33 %

Les montants moyens retenus par l'assemblée sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

Article 3 – Instauration de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont appréciés au regard des critères suivants :
- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- les compétences professionnelles et techniques ;
- les qualités relationnelles ;
- la capacité d'encadrement, d'expertise, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien professionnel en tenant compte des observations spécifiées sur le compte rendu d'entretien professionnel.
La présente délibération détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants :

Cadre d'emplois	Montant annuel individuel maximum en Euros
Agents de police municipale	5 000 €
Chef de service de police municipale	7 000 €
Directeur de police municipale	9 500 €

Le montant de la part variable sera versé mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant, et complété par un versement annuel pour le solde restant.
Les montants seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Article 4 – Conditions de maintien et/ou suspension applicables à l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Concernant les indisponibilités physiques, et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sera maintenue dans les mêmes conditions que le traitement durant les congés suivants :
- congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants) ,
- congés annuels (plein traitement) ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement),
- congés d'invalidité temporaire imputable au service (CITIS) (plein traitement) ;

- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement) ;
- temps partiel thérapeutique.
En revanche, les primes et indemnités instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait.

Article 5 – Conditions de cumul

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.
L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement a donc vocation à remplacer l'indemnité spéciale mensuelle de fonction ainsi que l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).
Par contre, elle est cumulable avec :

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002,
- les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail définis par les décrets n°2000-815 du 25 août 2000 et n°2001-623 du 12 juillet 2001.

Article 6 – Clause de revalorisation

Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 7 – Date d'effet

Le nouveau régime indemnitaire des policiers municipaux entre en vigueur le 1er janvier 2025.

Article 8 – Dispositions relatives au régime indemnitaire existant

A compter du 1er janvier 2025 les délibérations portant instauration d'une indemnité spéciale mensuelle de fonction et d'une indemnité d'administration et de technicité (IAT) pour les agents relevant du cadre d'emplois de la police municipale est ou sont abrogées.
De plus, lors de l'application de l'ISFE, si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage.

Article 9 – Crédits budgétaires

L'attribution de l'indemnité susvisée fera l'objet d'un arrêté individuel pour la part fixe et d'un arrêté individuel pour la part variable dans le respect des conditions fixées dans la présente délibération.
Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'INSTITUER le régime indemnitaire des agents appartenant à la filière police municipale dans les conditions énoncées ci-dessus ;

- D'AUTORISER le Maire ou son remplaçant à fixer par arrêté individuel le montant versé individuellement aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;

- D'ABROGER les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire des agents appartenant à la filière police municipale ;

- D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget pour une mise en application au 1er janvier 2025 ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2024

Publié le 18 DEC. 2024

COMMUNE DE CALUIRE & CUIRE

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 10 décembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 43

N° D2024_104

Président : M. Côme TOLLET

Secrétaire : M. Laurent MICHON

OBJET

MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Etaient présents :
M. TOLLET, Mme MAINAND, M. THEVENOT, M. COUTURIER, M. JOUBERT, Mme WEBANCK, M. CIAPPARA, Mme HAMZAOUI, M. MICHON, Mme FRIOLL, Mme GOYER, M. DIALLO, Mme CRESPY, Mme DEL PINO, Mme GUGLIELMI, M. TAKI, Mme LINARES, M. BALANCHE, Mme BRAC DE LA PERRIERE, Mme COTON, Mme CHANDIA, M. PROTHERY, M. JUENET, M. MANINI, M. KRIEF, Mme CORRENT, M. JOINT, Mme LE CARPENTIER, M. GILLARD, M. FAIVRE, M. ATTAR BAYROU, M. MATTEUCCI, M. DEYGAS, Mme GEHIN, M. COMPAGNON DE LA SERVETTE, Mme PATET, M. MEGEVAND, M. GUEDJ
M. GUERIN (par proc. à M. COUTURIER), Mme VERNAY (par proc. à M. MICHON), M. TROTIGNON (par proc. à M. GILLARD), M. BUATHIER (par proc. à Mme MAINAND)

Etai(en)t absent(s) :
M. COCHET

PREFECTURE
Accusé de réception
Reçu le ....18 DEC. 2024.....
Identifiant de l'Acte :
069216900340-20241216-D2024_104-DE

Rapport de : **Côme TOLLET**

Par délibération n°2024_047 en date du 8 avril 2024, le Conseil municipal a modifié ses effectifs permanents et non permanents.

1/ TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS

Afin de prendre en compte les divers mouvements du personnel et les évolutions en lien avec les besoins des services, il est proposé de mettre à jour le tableau des effectifs permanents en fonction des éléments suivants : Plusieurs agents nommés sur des emplois spécifiques vont partir en retraite prochainement. Dans un souci d'harmonisation des statuts et des temps de travail et afin de permettre une évolution de carrière, il est proposé de supprimer ces emplois spécifiques. Le remplacement de ces agents se fera dans le cadre d'un recrutement statutaire.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis favorable lors du Comité social territorial du 8 novembre 2024.

Le tableau des effectifs permanents est ainsi modifié.

2/ TABLEAU DES EFFECTIFS NON PERMANENTS

Le tableau des effectifs non permanents n'est pas modifié.

Le Conseil Municipal décide, après avoir délibéré,

à l'unanimité, par 42 voix pour,

- D'APPROUVER les modifications ci-dessus mentionnées apportées au tableau des effectifs permanents tel qu'annexé à la présente délibération ;

- DE DIRE que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits ouverts au chapitre 012 du budget de l'année en cours ;

- DE CHARGER le Maire ou son remplaçant de l'exécution de la présente délibération et de signer tout acte afférent.

MAIRIE DE CALUIRE ET CUIRE (Rhône)

POUR EXTRAIT CONFORME
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

TELETRANSMIS EN PREFECTURE LE 18 DEC. 2024
LE PRESENT ACTE EST EXECUTOIRE A CETTE DATE
par suppléance, LE PREMIER ADJOINT
Côme TOLLET

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois suivants son entrée en vigueur.